

SYMBOLES ENEOLITHIQUES DU POUVOIR ET DU STATUT SOCIAL. SUR LES SCEPTRES EN PIERRE

Sergiu Constantin Enea
Școala „Garabet Ibrăileanu” - Târgu Frumos

***Rezumat:** În acest studiu autorul discută despre problema artefactelor cu rol de simbol la populațiile eneolitice din spațiul românesc, spre exemplificare analizându-se sceptrele de piatră. Aceste artefacte sunt analizate din perspectiva mai largă a transformărilor complexe ce au loc la sfârșitul fazei Cucuteni A, și în care posibilă mișcare de populație dinspre stepele nord-pontice spre arealul Cucuteni (cu întregul său arsenal de implicații și simboluri) este numai un aspect.*

Toute communauté humaine, plus ou moins développée, plus ancienne ou plus récente, était conduite par un chef, un leader, un dirigeant; le statut de leader était obtenu à cause du prestige acquis par ses capacités de chasseur, bon organisateur, bon guerrier, magicien, voyant ou seulement parce-qu'il était capable/il promettait, tout simplement, d'assurer au groupe les nécessités des vivres (telles situations sont documentées du point de vue ethnographique: il y a des tribus africains qui élisent ses dirigeants des individus qui peuvent assurer les besoins des vivres de la communauté, mais, le moment où ces leaders ne peuvent plus accomplir ses attributions, ils sont remplacés)¹. Il est à penser que ces dirigeants, n'importe l'époque historique dans laquelle ils ont manifesté leur attributions, utilisaient certains objets/symboles au truchement desquels ils exhibaient leur statut supérieur auprès des membres de son propre groupe ou auprès des autres communautés.

Pour la préhistoire de l'espace carpatho-danubien, généralement, et d'énéolithique, particulièrement, la gamme des objets/pièces qui peuvent être interprétées comme symboles rémarquables du pouvoir, du statut est variée, ici en nous rapportant aux divers types de sceptres, rémarquables parures en cuivre, en or et autres matières (coquille, os etc.), différentes armes en pierre et en cuivre; dans cet étude nous nous attardons seulement sur une seule catégorie de tels objets rémarquables, c'est-à-dire les sceptres en pierre.

Dans la grande masse des découvertes archaéologiques on peut à peine distinguer les objets ou les catégories d'objets dont on croit avoir une fonctionnalité symbolique; l'archaéologue, à côté de l'intuition, possède à sa disposition aussi les enquêtes ethnographiques et anthropologiques sur la base desquelles il peut faire des comparaisons et classier les artefacts.

Pour le début, on doit établir quelques critères par lesquels les matériaux archaéologiques (les artefacts) peuvent être sélectionnés dans une catégorie spéciale

des objets symboliques qui peuvent refléter le statut social², le pouvoir, le prestige, l'organisation sociale (les structures sociales)³; les critères proposés ont tant une valeur théorique, tant une mise en pratique pour le néo-énéolithique roumain. Ainsi, nous considérons que les artefacts symboliques doivent avoir les caractéristiques suivantes:

- d'être rares, exotiques, soit de facture locale, soit provenus des zones éloignées (leur proportion, en comparaison avec le reste des matériaux archaéologiques, doit être plus réduite);
- ils sont difficiles à obtenir, donc leur acquisition est limitée soit dans le cas des produits finis, soit dans le cas des matériaux primes (obsidien, silex, cuivre, sel, or, valves de coquillage etc.);
- les objets ont une grande importance pour un certain aspect de la vie de la communauté (économique, spirituel etc.) et ils ne sont pas d'usage quotidien;
- la technique dans laquelle les pièces sont exécutées doit être, généralement, raffinée; parfois, leur valeur est donnée aussi par la dimension, la beauté et la finesse des pièces;
- peut-être, la plus importante caractéristique d'un artefact-symbole est sa capacité d'avoir des sens, des significations semblables dans des contextes différents; le symbolisme est manipulé comme partie des relations sociales, économiques et de l'intention des participants et il peut être modifié de personne à personne, de groupe à groupe, en augmentant ou en réduisant ses significations⁴.

Par symboles, on comprend ici ces représentations observables (quantifiable) des comportements sociaux, économiques et idéologiques de quelques communautés qui jouent un rôle important dans les „stratégies” sociales des membres d'une communauté ou de la communauté même. Dans ce cas, l'étude des communautés énéolithiques, on peut différencier les symboles entre symboles actifs et symboles passifs. À l'intérieur de la groupe des symboles actifs on peut intégrer les symboles observables (objets ou biens de prestige) et, aussi, ceux à peine détectables, comme les échanges d'idées ou d'influences culturelles (mais reflétées dans les découvertes archaéologiques, par exemple les influences dans la forme et la technique du décor de la céramique) qui actionnent dans le domaine des relations communautaires (entre les membres ou entre les communautés). On considère d'être des symboles actifs, plutôt, les emblèmes individuels et communautaires qui ne peuvent pas être reconnus sûrement par l'intermédiaire des fouilles archaéologiques, mais qui ont sûrement existés (l'ensemble des fois, le langage, les coutumes et les traditions d'une communauté) et qui ont manifestés leur influence sur les autres. Les symboles actifs (les objets de cette catégorie) sont ceux qui actionnent le plus aisément à l'intérieur des relations communautaires à cause de la grande mobilité géographique et des significations, ils étant en plein mouvement dans les systèmes d'échange.

Un rôle très important pour l'interprétation de la fonctionnalité d'un artefact est représenté par le contexte de la découverte, étant donné le fait que la signification d'une pièce se modifie en fonction de celui-ci. La même pièce, en fonction du contexte, peut avoir une fonctionnalité sacrée, usuelle ou symbolique (il faut consulter aussi les discussions sur la liaison entre le contexte de la découverte et les différentes

fonctions attribuées aux haches en cuivre au tranchant opposé); une partie des artefacts symboliques a été découverte dans des contextes sûrs, des tombeaux ou des établissements (des parures en or, cuivre ou autres matériaux), mais une partie d'eux a été découverte dans des conditions confuses, dans plusieurs cas étant des découvertes isolées (une grande partie des haches en cuivre, quelques-uns des sceptres en pierre, quelques trésors).

Suivant des considérations ci-dessus, nous nous sommes attardés sur certains objets qui, à notre avis, peuvent être classifiés comme artefacts ayant un rôle symbolique du pouvoir et de l'organisation sociale. Mais on ne doit pas anticiper.

Il n'y a pas beaucoup d'artefacts préhistoriques qui suscitent un intérêt plus grand de la part des spécialistes que les sceptres en pierre et celle-ci dès premières découvertes encore. Jusqu'à ce moment, on a publié environ quarante tels objets (l'annexe 1), mais, dans la littérature, quelques sceptres encore sont mentionnés, sans aucun détail⁵. On analyse les sceptres en pierre comme une catégorie à part d'artefacts sans avoir en vue les diverses typologies et classifications d'eux.

Une des définitions acceptables des sceptres en pierre est celle offerte par Blagoje Govedarica et Elke Kaiser, c'est-à-dire, dans ce contexte, *des formes spécifiques sans trou pour la poignée, qui apparaissent dans un certain intervalle et dans le cadre d'une région bien délimitée, même si vaste*⁶ (la carte 3); et parce-que cette définition renferme une gamme plus large d'objets, les deux auteurs mentionnent *qu'on exclut, ainsi, les exemplaires zoomorphes, en forme de hache, qui ont été mises par quelques auteurs dans le même contexte, même si ceux-ci peuvent représenter un certain symbolisme, mais ils se différencient des sceptres en pierre ici analysés, premièrement par leur forme qui soutient surtout leur fonction de hache*⁷.

Les premiers sceptres ont été découverts au XIX-ème siècle: en 1865 celui de Vaja (Văleni)⁸, en Transylvanie et en 1897 a été publié le sceptre „Ordžonikidze” (Vladikavkaz)⁹. Le siècle suivant, le nombre des découvertes augmentera, mentionnant ici, parmi les autres: Sălcuța¹⁰, Fedeleșeni (fig. 2/2)¹¹, Casimcea¹², Terekli Mekteb¹³, Suvodol¹⁴, Reževo¹⁵ et plus récemment Suvorovo¹⁶, Bârlălești (fig. 3/1)¹⁷, Fitionești¹⁸, Ruginoasa¹⁹, Cairaclia²⁰, Zolotonoșa (fig. 2/1)²¹, au fur et à mesure des découvertes augmentant aussi l'intérêt des chercheurs.

La cartographie des découvertes relève deux aspects: le premier, le vaste espace sur lequel les sceptres sont répandus et, le second, le problème de l'origine et de l'appartenance culturelle. Du point de vue de la répartition spatiale, on observe qu'ils ont été observés dès la région de la Mer Caspique et du bassin moyen et inférieur de Volga jusqu'aux zones intra- et extracarpatiques roumaines et l'espace balcanique (et une possible concentration d'eux), tout comme l'existence d'un hiatus – les steppes nord-pontiques (les cartes 1-3). En même temps, la cartographie suppose aussi le problème de l'origine, de l'appartenance culturelle et des routes possibles de circulation des sceptres. En ce qui concerne l'origine des ceux-ci, le long du temps, plusieurs hypothèses ont été émises: la première, qui est aussi la plus répandue et acceptée par les archéologues, concerne l'origine estique, dans les steppes de la Mer Caspique et de Volga, et la pénétration vers l'ouest, vers les populations de cultivateurs, par le truchement des populations nomades²²; la seconde hypothèse

concerne l'origine carpatho-istro-pontique et la troisième indique l'origine égéo-ouest anatolienne²³; le problème n'est pas définitivement résolu, la trouvaille d'une solution étant rendue plus difficile par le fait que seulement peu de sceptres ont pu être sûrement datés, donc on doit encore répondre aux questions: quel type de sceptre est né le premier? et en quelle région commence son évolution?

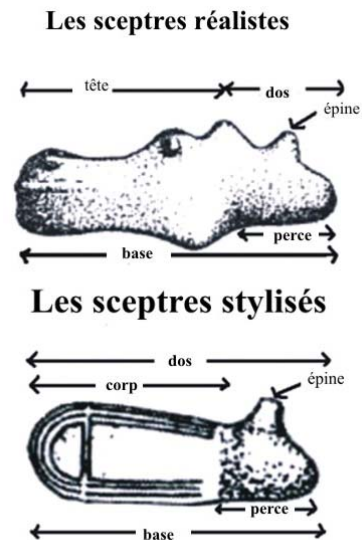
Les sceptres en pierre peuvent être divisés en deux groupes principales: schématiques (stylisés)²⁴ et zoomorphes (réalistes, figurals); chacune d'elles peut se diviser, selon les éléments de détail (le décor, le type de roche, la dimension), en variantes. Les deux types se ressemblent seulement par la partie basse, grossièrement usinée, qui a sert comme dispositif de durcissement/affermisssement. Sur la base de ces ressemblances fonctionnelles et des techniques d'usinage, c'est-à-dire le même type de roche et le fin polissage des surfaces, on peut parler d'une sphère culturelle commune où ces pièces ont été produites.

En ce qui concerne leurs fonction et importance, les deux types peuvent être considérés, selon tous les critères, indépendamment l'un de l'autre. Les exemplaires réalistes, naturalistes peuvent être considérés comme des représentations figurales, bien que la détermination du type d'animal puisse être différente; les formes schématiques qui, parfois, ont été considérées des têtes stylisées de cheval contiennent des motifs abstraits, sans des traits figurales et elles peuvent être appelées des sceptres abstraits.

Les deux types de sceptres se divisent en deux parties composantes principales²⁵. La partie antérieure est attentivement usinée. Aux exemplaires réalistes on a été représentée une „tête”, tandis qu'à ceux abstraits on parle de „corps”. Il y a aussi une partie postérieure qui servait à renforcement, respectivement

pour la prise dans la manche, cette partie étant nommée, dans les deux cas, „perce/fausset”. La partie étroite, en bas, de ces pièces est appelée „base” et la partie étroite, en haut, est désignée, aux exemplaires abstraits, comme „dos”, tandis qu'aux exemplaires réalistes ce terme se réfère seulement à la zone correspondante au fausset. Sur le dos du fausset se trouve, pour les deux cas, avant le passage vers la partie antérieure, un appendice en forme de bosse qui a sert, probablement, aussi à renforcer, mais, à la différence du fausset, il était lustré et visible („l'épine”). Les côtés du sceptre se différencient partiellement par la couleur, le lissage et le décor. C'est pour cela que la partie mieux conservée a été dénommée antérieure et l'autre postérieure²⁶.

La grande majorité des sceptres est exécutée en roches rares, dures (granit, diorit, porphyrit) et la tête, respectivement le corps, et l'épine sont, en général, polis;



en grès ont été exécutés les sceptres „Rostov” (fig. 3/4) et Danilovka, en calcaire de Dobroudja celui de Casimcea (l'annexe 1).

Les sceptres en pierre abstraits/schématiques se caractérisent par un long corps, en forme de baleine, avec un rapport de l'épave moyennement de 4:1 et 3:1; une autre caractéristique commune des sceptres habituels est la base rectiligne et la transition graduelle, fluente du corps vers le fausset. Le fausset est aplatisé obliquement dans la partie postérieure et il devient ovale aigu vers la base. L'épave se trouve sur le dos du fausset, près du passage vers le corps.

Les sceptres en pierre zoomorphes/réalistes – à côté des traits présentés par tous les sceptres en pierre, seulement autres deux traits relient ensemble ces exemplaires: dans la majorité des cas la zone du museau est très bien délimitée et les oreilles sont clairement représentées.

Dès la découverte des premiers sceptres il y a eu des problèmes en ce qui concerne la détermination de l'espèce d'animal, au cours du temps en considérant les sceptres zoomorphes d'être des têtes d'ours ou d'élan²⁷, d'hippopotame ou de rhinocéros²⁸, de sanglier ou de cochon²⁹, de chien³⁰, mais les autres spécialistes considèrent que ces objets représentent des têtes de cheval plus ou moins stylisées³¹.

Pour l'énéolithique roumain on constate que ces artefacts apparaissent pour la première fois pendant la phase A de la culture Cucuteni (Bârlălești, Ruginoasa, Obârșeni, Ariușd, Fedeleșeni); il est possible que l'apparition des sceptres en pierre (ceux schématiques et ceux zoomorphes aussi qui, selon nous, apparaissent simultanément et ont une évolution parallèle) corroborée avec d'autres éléments (la fortification des établissements, l'augmentation du nombre des pointes de flèches pendant les phases Cucuteni A et A-B dans les établissements, mais la maintenance de la faune sauvage; il faut voir les annexes 2-3, les graphiques 2-3) peuvent être des indices de la pénétration en ce moment des populations nomades venues des steppes estiques.

Les éléments d'identification de ces nomades peuvent être: les armes (conféctionnées dans les centres de l'Europe estique et répandues dans l'espace Cucuteni A et A-B, comme les pointes de flèches, les longues lames de couteau, les haches du type Mariupol, probablement les piques/lances avec des pointes d'os, comme celle de Giurgiulești³²), les sceptres en pierre, la céramique contenant de la coquille broyée (originale de steppes estiques et qui apparaît premièrement dans le bassin danubien-carpathique à l'intérieur de Cucuteni A), les inhumations semblables, même si réduites, en position allongée qui apparaissent pendant les phases Cucuteni A-Tripolje B₁, à Scânteia, rencontrées aussi pendant les étapes tardives, à Traian, Nezvisko, les statuettes anthropomorphes d'homme et les phalus (comme symboles de la domination de l'homme) et les parures en coquille *Unio* (du type Mariupol, rencontrées aussi à Decea Mureșului, même si dans un contexte isolé elles apparaissent aussi pendant la culture Precucuteni)³³.

Des discussions liées à la signification des sceptres en pierre peuvent être tenues sur trois aspects: le problème de l'hierarchie sociale aux communautés cucuténiennes et l'apparition d'une „institution de début”³⁴ du chef, le problème de l'expansion des populations de steppe vers l'espace des anciens cultivateurs carpatho-

danubiens et balcaniques et le problème du lieu et du temps de l'apprivoisement du cheval. On analyse les sceptres en ensemble et on n'insiste pas sur les diverses classifications qu'on peut faire: en fonction du matériel dont les pièces sont exécutées, la distance jusqu'à la source, le degré d'abstraction, mais on observe que tous ces objets ont plusieurs éléments communs comme le polissage des surfaces et "l'épine" à l'aide de qui on fixe la manche; la seule classification avec laquelle on opère est la division des sceptres en zoomorphes (réalistes qui présentent d'une manière précise l'animal) et schématiques/stylisés (l'image de l'animal n'est pas présentée d'une manière précise).

En ce qui concerne la fonctionnalité de sceptres, on croit que ces artefacts sont des symboles du pouvoir aux populations qui pénètrent dans l'espace Cucuteni A et des possibles signes du mouvement des populations du côté des steppes estiques vers l'espace des cultivateurs danubieno-carpatho-balcaniques, mais on n'exclut ni la fonctionnalité sacrée³⁵; le rôle de ces artefacts est celui social et ils sont les porteurs d'un message sur l'importance de celui qui les possède.

En conclusion, nos observations peuvent se résumer:

- Les sceptres en pierre énéolithiques (zoomorphes et abstraits), connus du côté du fleuve Volga et du Caucaz de nord vers les Balcons Centraux, constituent, sous aspect typologique, une catégorie homogène, identique, représentant deux variantes du même type culturel.

- Du point de vue évolutif, les deux groupes stylistiques, relativement indépendantes, se développent simultanément et parallèlement, selon les mêmes modèles (de simple à complexe, dès dimensions réduites aux dimensions relativement grandes), suivant les mêmes prototypes: les sceptres extrêmement stylisés, connus dans les nécropoles Hvalynsk 1-2 (les schémas typologiques et chronologiques, fig. 5 et 6)³⁶.

- L'apparition de ces pièces originelles est liée aux porteurs de la culture Hvalynsk, du cours moyen de Volga, d'où, par le truchement des porteurs de la culture Novodanilovka, elles ont été transmises dans l'espace des cultures du Caucaz de nord, l'espace carpatho-danubien et Balcons (les cartes 1-3).

- La période d'existence et de dispersion des sceptres, dans la zone carpatho-danubienne, correspond, principalement, avec Cucuteni A-Tripolje B₁ ou Gumelnița A₂.

- Sous aspect iconographique et ayant en vue l'analyse comparative des dimensions, on considère que les sceptres zoomorphes et, probablement, ceux abstraits, représentent, en général, plus ou moins, l'image schématisée du cheval.

- Dans l'espace carpatho-danubien, la hausse spontanée, brusque du nombre des chevaux, prend place à la fin de l'énéolithique de début (Precucuteni III – les monuments du type Bolgrad-Aldeni II) – le début de l'énéolithique moyen (Cucuteni A₁₋₂ – Gumelnița A₂), simultanément à l'apparition des premiers sceptres en pierre (l'annexe 2, le graphique 2).

- Chronologiquement, le procès en discussion coïncide avec la diffusion dans l'espace nominalisé des sceptres "tête de cheval" et des monuments du type

Novodanilovka, ce qui indique le porteur de ce phénomène, son origine estique et le caractère "artificiel" de son diffusion.

• L'analyse des sources archaéo-zoologiques et archaéologiques proprement dites, corrélée à l'analyse indépendante des sceptres zoomorphes "tête de cheval", relève le fait que, indépendamment ou isolé, ces catégories de sources confirment l'infiltration des sceptres dans l'espace pontique-carpatho-danubien-balcannique à la suite de la pénétration des nomades du côté des steppes estiques³⁷.

À côté des considérations ci-dessus, on ajoute d'autres caractéristiques des sceptres: ils n'ont pas été des objets usuels, ils n'ont pas été des armes (dans le sens propre du mot ou utilisées pendant la chasse), ils n'ont pas été des outils, ils étaient confectionnées en matériaux durs, rares, ils nécessitaient un grand volume de travail et ils étaient, probablement, faites par des artisans spécialisés; le gaspillage d'effort/travail pour la confection d'un sceptre ne se justifiait que dans le cas quand on parlait d'un objet avec une grande importance.

C'est pourquoi, si les problèmes, comme l'origine des sceptres, le type d'animal représenté, l'encadrement culturel et typologique, puissent être encore discutés, on pense que la valeur de symbole du pouvoir, du prestige social de ces objets reste incontestable³⁸, même si on a en vue seulement les considérations ci-dessus. La même conclusion est suggérée aussi par le contexte funéraire dans lequel on a été découvertes quelques sceptres (Hvalynsk, Casimcea, Suvorovo etc.) où, à côté des sceptres, le différent inventaire funéraire indique le statut distinctif, le haut rang des individus inhumés dans ces tombeaux³⁹. En général, la même conclusion a été extraite par les auteurs qui se sont occupés du symbolisme de certains objets, c'est-à-dire, le sceptre est un prolongement du bras humain, symbole de l'autorité, du pouvoir, de la domination, un symbole axial, une représentation symbolique du sexe masculin⁴⁰.

Légende des figures/Legenda figurilor

L'annexe 1. Les sceptres en pierre/Sceptre de piatră.

Graffique 1. Types de roches dont on a confectionné les sceptres/Tipuri de roci din care au fost confecționate sceptrele.

L'annexe 2. La faune dans les cultures néo-énéolithiques de l'espace roumain/Fauna în culturile neo-eneolitice din spațiul românesc.

Graffique 2. La faune dans les cultures néo-énéolithiques/Fauna în culturile neo-eneolitice.

L'annexe 3. La répartition numérique (quantitative) des pointes de flèches et des os d'animaux sauvages/Repartiția numerică a vârfurilor de săgeți și oasele de animale sălbatice.

Graffique 3. Le rapport entre les pointes de flèches et les animaux sauvages pendant l'énéolithique/Raportul dintre vârfurile de săgeți și animalele sălbatice în eneolitic.

Le carte 1. Les sceptres stylisés/abstraits en pierre/Sceptre stilizate/abstracte de piatră.

Le carte 2. Les sceptres zoomorphes/réalistes en pierre/Sceptre zoomorfe/realiste de piatră.

Le carte 3. Les sceptres des pierre: stylisés/abstraits et zoomorphes/realists/ Sceptre stilizate și zoomorfe.

Fig. 1. Les dimensions des sceptres: A – maximum longueur; B – longueur du visage; C – hauteur du nez; D - maximum hauteur; E – maximum grosseur/Dimensiunile sceptrelor: A – lungime maximă; B – lungimea feței; C – înălțimea nasului; D – înălțimea maximă; E – grosimea maximă.

Fig. 2. Exemples de sceptres zoomorphes/Exemple de sceptre zoomorfe.

Fig. 3. Exemples de sceptres abstraits/Exemple de sceptre abstraite.

Fig. 4. Modalités de fixation dans la manche des sceptres: 1 abstraits, 2 zoomorphes/Modalități de fixare în coadă a sceptrelor: 1 abstracte, 2 zoomorfe

Fig. 5. Le schéma de développement génétique et chronologique des sceptres abstraits et zoomorphes (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques)/Schema de dezvoltare genetică și cronologică a sceptrelor abstracte și zoomorfe (bazată pe observațiile vizuale a trăsăturilor morfologice).

Fig. 6. Le schéma définitif (typologique, génétique, chronologique)/Schema definitivă (tipologică, genetică, cronologică).

Fig. 7. Le schéma de développement génétique des sceptres abstraits (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques)/Schema dezvoltării genetice a sceptrelor abstracte (bazată pe observații vizuale ale trăsăturilor morfologice).

Fig. 8. Le schéma de développement génétique des sceptres zoomorphes (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques)/Schema dezvoltării genetice a sceptrelor zoomorfe (bazată pe observații vizuale ale trăsăturilor morfologice).

Notes

1 Nicolae Petrescu, *Primitivii*, Ed. Saeculum I.O., București, 2003, p. 117.

2 Le *statut social* signifie la place occupée par un individu dans un système social donné et à un moment donné.

3 Par *structure sociale* on comprend la manière d'organisation, une interdépendance du point de vue social des catégories sociales dans le cadre d'un groupe humain à l'intérieur duquel il y a des relations économiques, „politiques”, culturelles etc.

⁴ Mais parce-qu'en archéologie rien n'est définitif, il est sûr que ces critères peuvent être soumis au amendement et à la complétation; pour l'instant, on les considère un début, un point de départ pour cette analyse.

⁵ Par exemple, Dorin Popescu nous rappelle une découverte à Palade (Dâmbovița), sans autres détails; D. Popescu, *La tombe à ocre de Casimcea (Dobrogea)*, Dacia, VII-VIII, 1937-1940, 1941, p. 90.

⁶ Blagoje Govedarica, Elke Kaiser, *Die äneolithischen abstrakten und zoomorphen Steinzepter Südost und Osteuropas*, Eurasia Antiqua, 2, 1996, p. 66.

⁷ *Ibidem*.

⁸ I. Nestor, *Zurn Stand der Vorgeschichtsforschung in Rumänien*, BerRKG, 22, 1932 (1933), p. 45.

⁹ C. E. de Zichy, *Voyages au Caucase et en Asie Centrale*, Budapest, 1897.

¹⁰ I. Andrieșescu, *Des survivances paléolithiques dans le milieu néolithique de la Dacie*, în *Bulletin de la Section Historique*, București, XV, 1929, p. 1-3. (Communications présentées au VI-e Congrès International d'Histoire a Oslo).

¹¹ *Ibidem*, p. 4-8.

¹² D. Popescu, *op. cit.*, p. 85-91.

¹³ A.A. Iessen, *K voprosu o drevnih svjazjah Severnovo Kavkaza s zapadom*, KSIIMK, 44, 1952, p. 48-53.

- ¹⁴ M. Garašanin, *Pontski i stepski uticali u donjem Podunavlju i na Balkanu na prelezu iz neolita u metalno doba*, în *Glasnik zemaljskog muzeja u Sarajevu* N.S., XV-XVI, 1960-1961, 1961, p. 15.
- ¹⁵ D. Berciu, *A zoomorphic „sceptre” discovered in the People’s Republic of Bulgaria and its cultural and chronological position*, *Dacia* N.S., VI, 1962, p. 397-409.
- ¹⁶ V. M. Danilenko, M. M. Šmaglij, *Pro odin povorotnij moment v istorii eneolitičnovo naselehhja Pivdennoi Evropi*, *Arheologija*, Kiev, 6, 1972, p. 3-20.
- ¹⁷ M. Brudiu, Ghenuță Coman, *Un nou sceptru de piatră descoperit în sud-estul Moldovei*, *SCIIVA*, 30, 1979, 1, p. 101-103.
- ¹⁸ N. Harțuche, V. Bobi, *Un nou sceptru de piatră zoomorf descoperit în România*, *Istros*, I, 1980, p. 111-126.
- ¹⁹ F. Burtănescu, S. Țurcanu, *Un nou sceptru eneolitic descoperit în Moldova*, *TD*, XVIII, 1997, 1-2, p. 75-95.
- ²⁰ N. Russev, *Novyj realističeskij skipetr epohi eneolita iz Moldavii*, în *Interferențe cultural-cronologice în spațiul nord-pontic* (redactor șef Eugen Sava), Chișinău, 2003, p. 53-56.
- ²¹ I. F. Koval’ova, *Konegolovij skipetr z kolekcij istoriko-arheologičnovo Muzeju Korporacij „BEESVI”*, în *Materiali ta Doslidžehhja z Arheologij Chidhoj Ucrajni*, Lugans’k, 7, 2007, p. 65-68.
- ²² Vl. Dumitrescu, *Câteva observații în legătură cu prima migrațiune a triburilor stepelor Nord-Pontice la apus de Prut*, *Pontica*, XIII, 1980, p. 30; Dragoș Gheorghiu, *Horse Head Sceptres – First Images of Yoked Horses*, *JIES*, 22, 1994, 3-4, p. 243; V. Dergačev *Două schițe în susținerea teoriei migraționiste. Considerații referitoare la problema interacțiunilor populației de stepă cu vechii agricultori din Europa de Est și Sud-Est în perioada eneolitic-bronz timpuriu*, *TD*, XXI, 2000, p. 49; Idem, *O skipetrah. Etjudy v zaščitu migracionnoj koncepcii M. Gimbutas*, în *Revista Arheologică. Serie Nouă*, I, 2005, 2, p. 60; Idem, *O skipetrah, o lošadjah, o vojne. Etjudy v zaščitu migracionnoj koncepcii M. Gimbutas*, Editura “Nestor-Istoriya”, Sankt-Petersburg, 2007, p. 141.
- ²³ N. Harțuche, *Sceptrele de piatră zoomorfe. Interpretare și cronologie*, *Pontica*, 37-38, 2004-2005, p. 72.
- ²⁴ Même s’il est probable et quelques-uns des auteurs acceptent cela, il n’y a pas des preuves que les sceptres schématiques possèdent des éléments zoomorphes.
- ²⁵ La terminologie est prise d’après B. Govedarica, E. Kaiser, *op. cit.*, p. 67.
- ²⁶ *Ibidem*, p. 66; On pense, par contre, qu’on peut mieux appeler les deux parties, par exemple, *proximale* et *distale*.
- ²⁷ I. Nestor, *Der Stand der Vorgeschichtsforschung in Rumänien*, *PZ*, 19, 1928, p. 46.
- ²⁸ Vl. Dumitrescu, *Les figurines en pierre trouvées à Sălcuța et a Fedeleșeni (Roumanie) et le commerce entre l’Égypte et le Bas-Danube pendant la période énéolithique*, *Istros*, I, 1934, fasc. II, p. 184; D. Popescu, *op. cit.*, p. 81-91.
- ²⁹ A.A. Iessen, *op. cit.*, p. 50.
- ³⁰ D. Berciu, *op. cit.*, 1962, p. 400; L. Ghetov, *Sur le problème des sceptres zoomorphes en pierre*, *Studia Praehistorica*, 3, 1980, p. 94.
- ³¹ Un argument à l’appui de cette attribution est représenté par le traçage en relief ou par incision de quelques lignes visibles sur certains sceptres, interprétés comme pièces d’harnachement; D. Berciu, *Asupra așa numitelor sceptre de piatră din RPR*, *SCIV*, V, 1954, 3-4, p. 540; Vl. Dumitrescu, *Câteva precizări cu privire la sceptrele în formă de capete de cal*

din RPR și URSS, SCIV, VI, 1955, 3-4, p. 925-936; M. Garașanin, *op. cit.*, p. 8; V. Dergačev, *op. cit.*, 2007, p. 204.

³² On pense que la diffusion de ces armes dans l'espace Cucuteni A et A-B pose aussi le problème de la domination sur les centres de production locaux, cucuténiens des populations nomades.

³³ V. Dergačev, *op. cit.*, 2007, p. 57.

³⁴ Certainement, il y a des chefs aussi au début de l'énéolithique, mais par *l'institution de début du chef* on comprend une consolidation et une centralisation de l'autorité et du pouvoir sur une échelle plus large qui annonce, selon nous, des nouvelles constructions d'organisation communitaires du type *chiefdom*, au moins au niveau des milieux Gumelnița et Cucuteni.

³⁵ V. Dergačev, *op. cit.*, 2007, p. 150-151.

³⁶ Seulement au niveau d'hypothèse et selon des critères visuels, on affirme qu'à l'origine des sceptres on peut trouver les "*navettes*" venues des cultures Nipru-Donetk (fig. 7 et 8).

³⁷ Hypothétiquement, ces perturbations de l'évolution des communautés de la phase Cucuteni A peuvent être prouvées aussi par certains changements, plutôt de nature „technique”, de la structure des pratiques cultiques à ces communautés: la tradition de construction des **sanctuaires communautaires** (de grandes dimensions comme ceux de Trușești, mais identifiés aussi à Parța et Căscioarele) disparaît, les mêmes „idées religieuses” continuant d'être pratiquées seulement **dans des espaces de culte aménagés dans des logements**. Un autre signe de ces „restructurations” de population serait, selon nous, le régrès de la métallurgie du cuivre cucuténiens, active pendant la phase A, mais moins effervescente pendant Cucuteni A-B et Cucuteni B (peut-être excepté les haches en cuivre à tranchant opposé qui continuent d'être produites approximativement au même niveau dans toutes les phases de la culture); évidemment, nous sommes conscients que les lacunes dans la recherche de la culture Cucuteni peuvent avoir un certain rôle dans l'émission de ces hypothèses; S. Enea *Considerații despre podoabele neolitice și eneolitice descoperite în spațiul românesc*, Suceava, 2008, anexele 2-6, sub tipar; Idem, *Simboluri eneolitice ale puterii. Despre topoarele de aramă cu brațele „în cruce” din România*, Revista Arheologică serie nouă, Chișinău, IV, 2008, 2, anexa 1, sub tipar; V. Dergačev, *Cultural-historical dialogue between the Balkans and Eastern Europe (Neolithic-Bronze Age)*, TD, XX, 1999, 1-2, p. 43-46.

³⁸ Ann Dodd-Oprișescu, I. Mitrea, *Le sceptre en pierre de Mogoșești – Siret, dép. d'Iași, Roumanie, Problèmes d'origine et de datation*, TD, IV, 1983, p. 7; D. Boghian, *Comunitățile cucuteniene din bazinul Bahluiului*, Suceava, 2004, p. 159.

³⁹ Igor Manzura, Eugen Sava, *Interacțiuni „Est-Vest” reflectate în culturile eneolitice și ale epocii bronzului din zona de nord-vest a Mării Negre (schiță cultural-istorică)*, MemAnt, XIX, 1994, p. 151.

⁴⁰ J. Chevalier, A. Gheerbrant, *Dicționar de simboluri*, Ed. Artemis, București, vol. 3, 1995, p. 208; I. Evseev, *Enciclopedia semnelor și simbolurilor culturale*, Ed. Amarcord, Timișoara, 1999, p. 422; Idem, *Dicționar de simboluri și arhetipuri culturale*, Ed. Amarcord, Timișoara, 2001, p. 172.

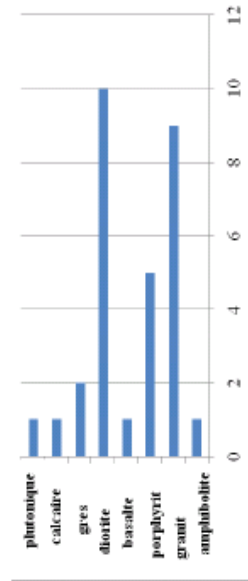
Les sceptres en pierre (d'après Dergačev, complète)

No.	Le nom du sceptre	L'encadrement culturel	Le type de la découverte	La place de la découverte	Le matériel	Les dimensions (fig. 1)						
						La longueur maximale (cm) A	La longueur du visage (cm) B	La hauteur du nez (cm) C	La hauteur maximale (cm) D	La grosseur maximale (cm) E	Le poids (g)	
Les sceptres stylisés/abstraits												
1/A1	„Arkaim”	Inconnu	Fortuit	?	?	-	-	-	-	-	-	
2/B	Ařhara	Novodanilovka	Tombe	Rep. Kalmykia	amphibolite	14,5	10	5,5	4,3	2,6	367	
3/C	Berezovskaja GES	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Kirovograd (Ukraine)	?	14	8	4,5	4	-	-	
4/D	Bărăilești	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Suczra (VS, Roumanie)	granit	11,5	7,2	4,4	4,1	3,5	226	
5/E	Văleni	Inconnu	Fortuit	Văleni (SB, Roumanie)	porphyrit	12,7	7,4	3,8	3,7	1,9	172	
6/F	Džangar	Novodanilovka	Tombe	Rep. Kalmykia	?	20	11,5	6	5,6	3,2	-	
7/G	Jora de Sus	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Faion Orhei (Moldavie)	granit	14,2	8,5	5,2	4,3	2,4	-	
8/H	Konstantinovka	Konstantinovka	Etablissement	Rostov, le bassin du Don, (Russie)	basalte	11,8	6,8	3,8	3,6	2,3	-	
9/I	„Kujbyšev”	Inconnu	Tombe ?	Samara, le bassin de Volga	diorite	15,4	10	5,6	4,4	2,5	-	
10/J	Majkop	Inconnu	Tombe ?	Krasnodar (Russie)	?	-	-	-	-	-	-	
11/K	Mogosești	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Muncelul de Sus (IS, Roumanie)	diorite	15,5	9,5	5,2	4,2	2,4	330	
12/L	Obârșeni 1	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Suczăreia (VS, Roumanie)	diorite	11,3	6,8	4,2	3,6	2,7	192	
13/M	Obârșeni 2	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Suczăreia (VS, Roumanie)	granit	12,9	8,6	3,5	3,2	2,4	173	
14/N	„Orașunkidze”	Inconnu	Fortuit	Vladikavkaz, Nord Osettie	diorite	14,5	9,9	5	4	2,6	365	
15/O	„Rostov”	Inconnu	Tombe ?	Rostov, le bassin du Don, (Russie)	grès	15,5	9,3	4	3,6	2,4	-	
16/P	Ruginoasa	Cucuteni A ₂	Etablissement	Ruginoasa (IS, Roumanie)	diorite	16,8	10,3	6	5,6	2	-	
17/Q	Hvalynsk 1	Hvalynsk	Tombe	Saratov, le bassin de Volga	porphyrit	11,5	6,2	4,6	4	3,7	-	
18/R	Hvalynsk 2a	Hvalynsk	Tombe	Saratov, le bassin de Volga	porphyrit	12,5	6	3,8	4,3	3,2	-	
19/S	Hvalynsk 2b	Hvalynsk	Tombe	Saratov, le bassin de Volga	porphyrit	14,5	modifiée				2,9	-
20/T	Hlopkovo 1	Hvalynsk	Tombe	Saratov, le bassin de Volga	?	11,5	7,5	3,5	3,7	2,2	-	

21/U	Sjajavskoj	Novodaniilovka	Tombe	(Russie) Volgograd, le bassin de Volga	16,04	10,8	6	4,6	2,8	-
22/V	Jasehov Poljana	Mejkop	Etablissement	Krasnodar (Russie)	-	-	-	-	-	-
23/W	Daniilovka			Volgograd, le bassin de Volga	22,5	11	7,8	10	-	-
24/X	Igren'			Dnipropetrovsk (Ukraine)	18,5	13	1,5	4,2	7,7	-
25/Y	Kodačok			?	17	9	2,8	4	5,6	-
				Les sceptres zoomorphes/réalistes						
1	Arișid	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Arișid (CV, Roumanie)	8,1	5,3	2	2,9	3,3	-
2	Vînu de Jos	Inconnu	Tombe ?	Vînu de Jos (AB, Roumanie)	10,5	6	3,8	5,4	3,4	244
3	Drașna	Inconnu	Tombe ?	Drașna (Buzăș, Bulgarie)	13,7	8,3	4	5,8	2,9	357
4	Caracchia	Inconnu	Tombe ?	Caracchia (R. Tarachie, Moldavie)	12	8	4,6	5,3	4,5	-
5	Casimcea	Novodaniilovka	Tombe	Casimcea (TL, Roumanie)	17	10,2	5,5	7,2	3,6	548
6	Kobberək	Novodaniilovka	Tombe	Kobberək (Astrachan, Russie)	16,4	8,3	2,9	4,1	3,8	-
7	Režovo	Inconnu	Tombe	Režovo (Plovdiv, Bulgarie)	15	9,8	4,7	6,2	3	-
8	Suvorodol	Sălcuța-Krivodol	Etablissement	Suvorodol (Șuplevet, Macédoine)	10,5	5,2	2,2	3	1,8	108
9	Suvorovo	Novodaniilovka	Tombe	Suvorovo (Odessa, Ukraine)	14,5	7,7	4	4,9	3,5	320
10	Sălcuța	Sălcuța-Krivodol	Etablissement	Picul Cornisunului (DJ, Roumanie)	13,1	8,4	4,5	6,3	2,6	317
11	Terekli-Mekleb	Inconnu	Tombe ?	Rep. Daghestan	13,8	8,8	4,1	5,7	3,2	438
12	Fedeleşeni	Cucuteni A-Tripolie B1	Etablissement	Fedeleşeni (IS, Roumanie)	12,5	8,3	3,5	5,2	3,2	267
13	Fitonești	Cucuteni A-Tripolie B1?	Tombe	Mănaștirea (VN, Roumanie)	15,2	7,5	4,3	4,7	3,6	280
14	Hlopkovo 2	Hvalysk	Tombe	Hlopkovo (Saratov, Russie)	8,6	5,7	3,2	4	2,4	-
15	Zolotoșoa	Novodaniilovka?	Tombe	Zolotoșoa (Cerkaskoj/Ukraine)	11,5	8,4	2,5	4,1	2,7	180

Grafique 1.

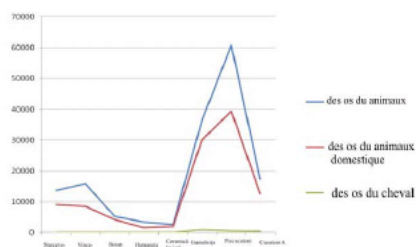
Types de roches dont on a confectionné les sceptres



La faune dans les cultures néo-énéolithiques de l'espace roumain (d'après Dergačev 2007)

La culture	Le nombre des collections:	Total		Domestique		Cheval	
		Des os	Des individus	Des os	Des individus	Des os	Des individus
Starčevo – Criș	17	13617	805	9098 (66,8 %)	515 (63,9 %)	21 (0,1 %)	10
Vinča – Turdaș	10	15858	1148	8507 (53,6 %)	633 (55,1 %)	1 (0,001 %)	1 (0,08 %)
Boian	12	5180	892	4140 (79,9 %)	747 (83,7 %)	8 (0,1 %)	7 (0,8 %)
Hamangia	6	3440	372	1556 (45,2 %)	333 (89,5 %)	0	0
La céramique linéaire	16	2599	332	1945 (74,8 %)	214 (64,4 %)	40 (1,5 %)	11 (3,3 %)
Gumelnita	25	36276	2380	30031 (82,7 %)	1771 (74,4 %)	861 (2,3 %)	97 (4 %)
Precucuteni – Tripolie A	21	60736	3685	39411 (64,8 %)	1941 (52,6 %)	461 (0,75 %)	81 (2,1 %)
Cucuteni A – Tripolie B1	12	17355	1152	12579 (72,4 %)	740 (64,2 %)	321 (1,8 %)	50 (4,3 %)
TOTAL	119	156061 (100 %)	10766 (100 %)	107267 (69 %)	6894 (64 %)	1713 (1,1 %)	257 (2,3 %)

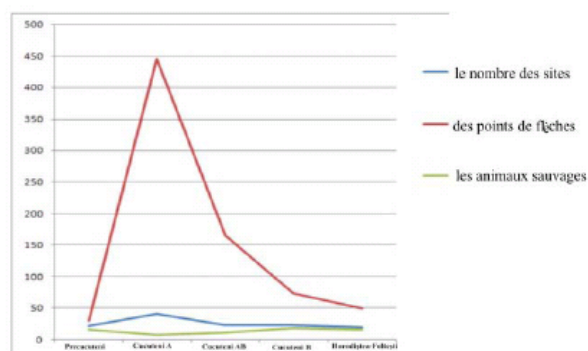
Graffique 2.
La faune dans les cultures néo-énéolithiques



La répartition numérique (quantitative) des pointes de flèches et des os d'animaux sauvages (d'après Dergačev 2007)

La culture	Le nombre des sites	Le nombre des pointes de flèches	Pointes de flèches chaque site	En % du totale des pointes de flèches	Les animaux sauvages
Precucuteni – Tripolie A	22	30	1,36	3,93	16
Cucuteni A – Tripolie B ₁	41	445	10,85	58,40	7
Cucuteni AB – Tripolie B ₂	23	165	7,17	21,65	11
Cucuteni B – Tripolie C ₁	23	73	3,17	9,58	18
Horodisnea-Foltești – Tripolie C ₂	19	49	2,57	6,43	15
TOTAL	128	762		99,99	67

Graffique 3.
Le rapport entre les pointes de flèches et les animaux sauvages pendant l'énéolithique





Le carte 1. Les sceptres stylisés/abstraits en pierre: 1 „Arkaim”, 2 Arhara, 3 Berezovskaja GES, 4 Bârlălești, 5 Văleni, 6 Džangar, 7 Jora de Sus, 8 Konstantinovka, 9 “Kujbyšev”, 10 Majkop, 11 Mogoșești, 12-13 Obârșeni, 14 “Ordžonikidze”, 15 “Rostov”, 16 Ruginoasa, 17-19 Hvalynsk, 20 Hlopkovo 1, 21 Šljahovskoj, 22 Jasehov Poljana, 23 Danilovka, 24 Igren’, 25 Kodaček.



Le carte 2. Les sceptres zoomorphes/réalistes en pierre: 1 Ariuşd, 2 Vinţu de Jos, 3 Drama, 4 Cairaclia, 5 Casimcea, 6 Kokberek, 7 Reževo, 8 Suvodol, 9 Suvorovo, 10 Sălcuţa, 11 Terekli-Mekteb, 12 Fedeleşeni, 13 Fitioneşti, 14 Hlopkovo 2, 15 Zolotonoşa.



Le carte 3. Les sceptres des pierre: Les sceptres zoomorphes: 1 Ariuşd, 2 Vintu de Jos, 3 Drama, 4 Cairaclia, 5 Casimcea, 6 Kokberek, 7 Rezevo, 8 Suvodol, 9 Suvorovo, 10 Sălcuta, 11 Terekli-Mekteb, 12 Fedeleşeni, 13 Fitoneşti, 14 Hlopkovo 2, 15 Zolotonoşa.

Les sceptres stylisés: A „Arknim”, B Arhara, C Berezovskaja GES, D Bârlăleşti, E Văleni, F Džangar, G Jora de Sus, H Konstantinovka, I “Kujbyšev”, J Majkop, K Mogoşesti, L-M Obârşeni, N “Ordžonikidze”, O “Rostov”, P Ruginoaşa, Q-R-S Hvalynsk, T Hlopkovo 1, U Şjahovskoj, V Jasehov Poljana, W Damilovka, X Igren’, Y Kodaček.

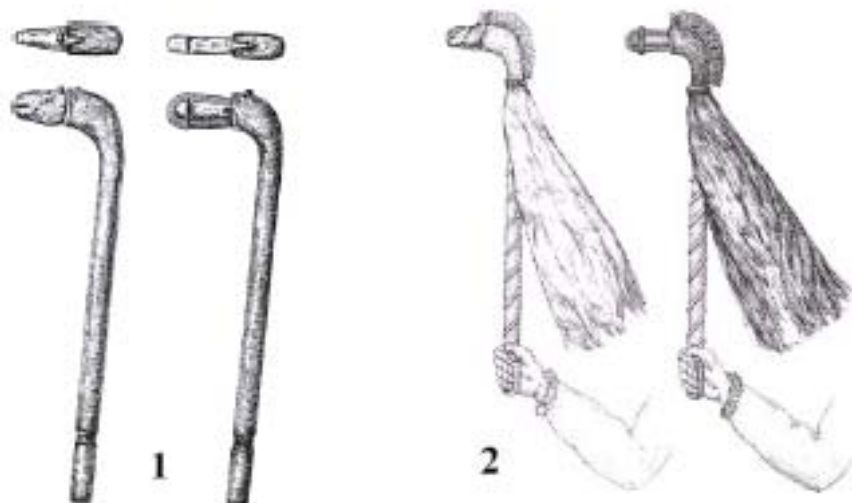


Fig. 4. Modalités de fixation dans la manche des sceptres: 1 abstraits, 2 zoomorphes (d'après Dergačev).

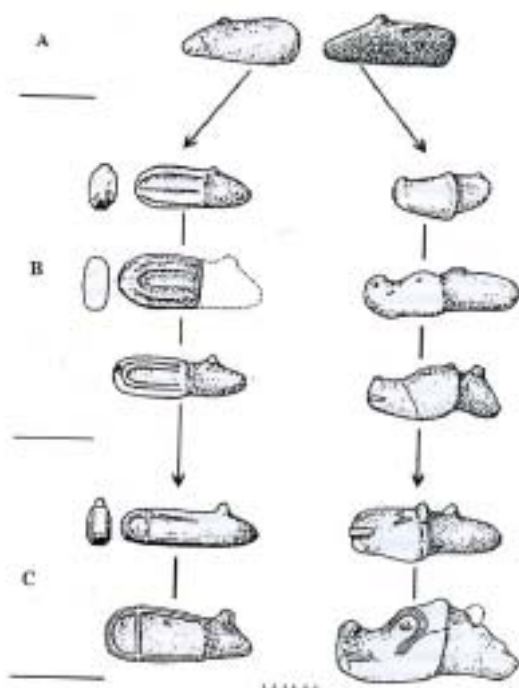


Fig. 5. Le schéma de développement génétique et chronologique des sceptres abstraits et zoomorphes (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques): (d'après Dergačev)

A – formes initiales;

B – formes intermédiaires, de transition;

C – formes finales;

4 Dergačev; échelles différentes).

Fig. 6. Le schéma définitif (typologique, génétique, chronologique):

(d'après Dergačev 2007)

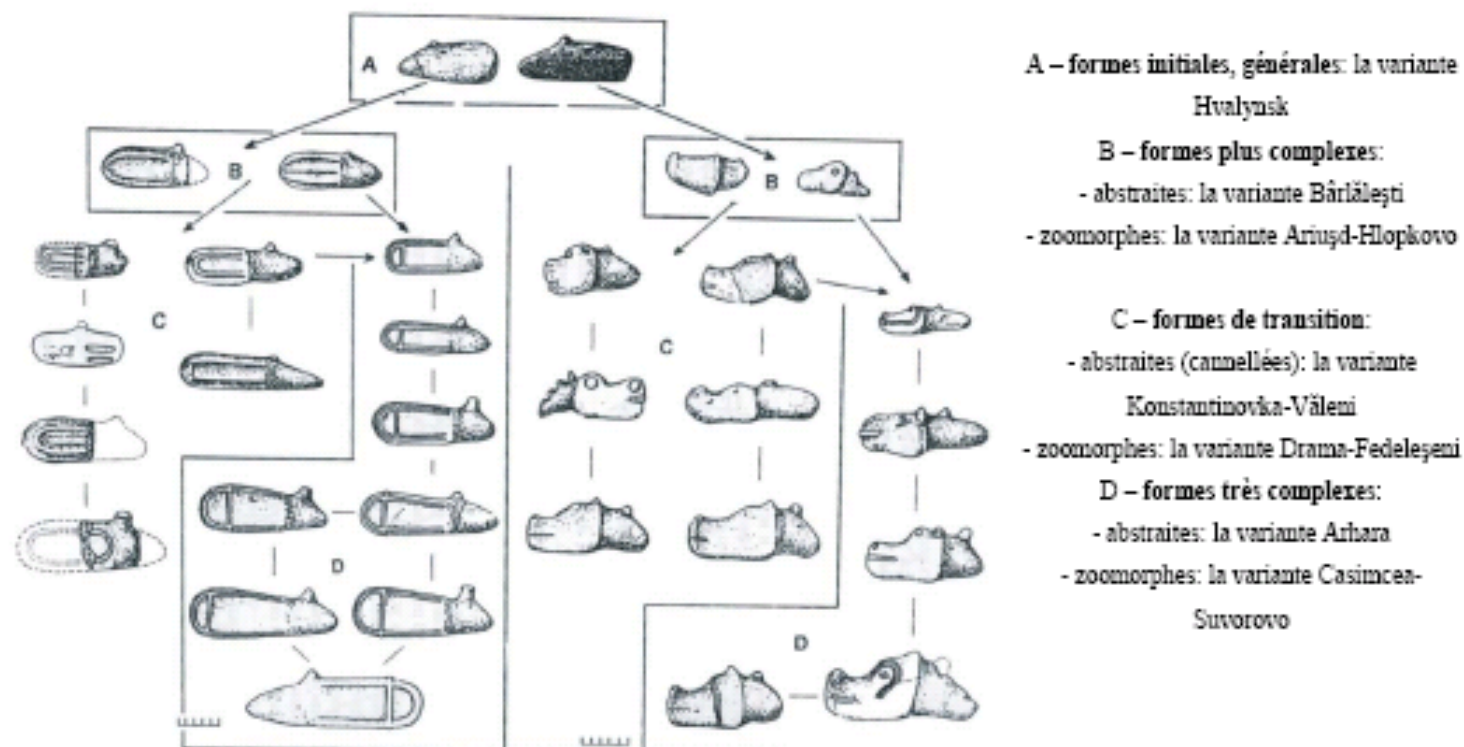


Fig. 7. Le schéma de développement génétique des sceptres abstraits (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques):

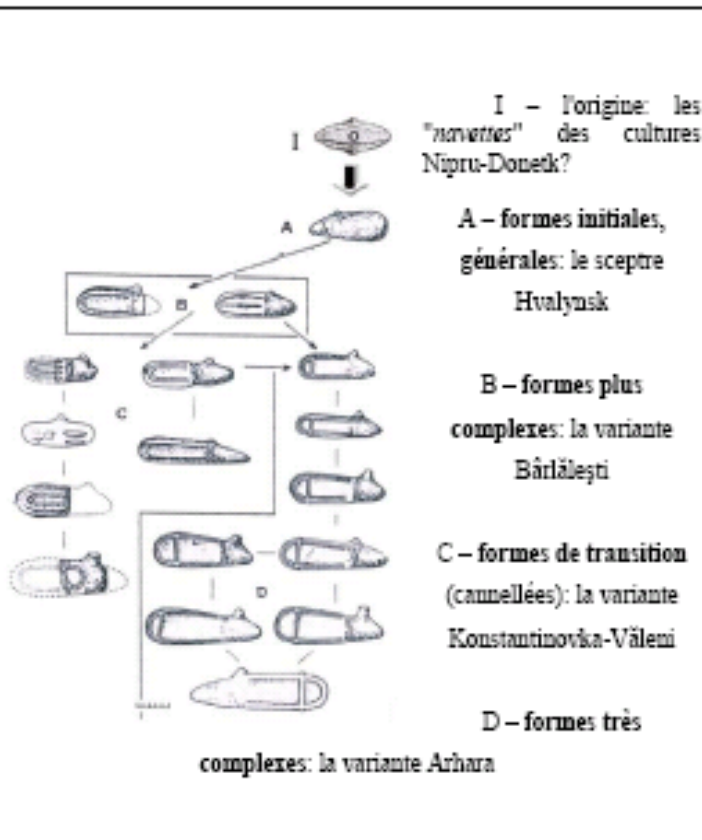
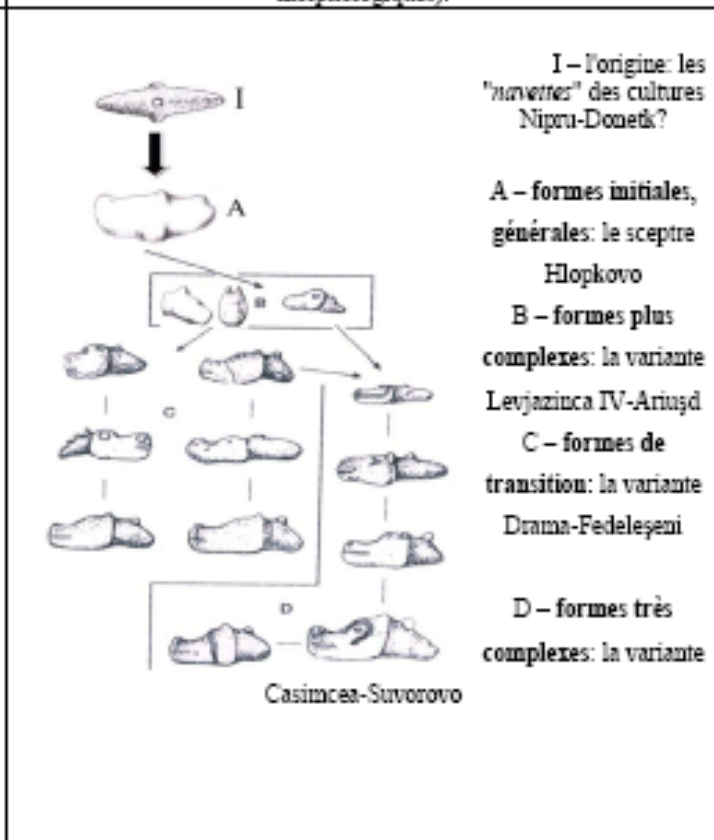


Fig. 8. Le schéma de développement génétique des sceptres zoomorphes (basé sur les observations visuelles des traits morphologiques):



QUELQUES PAGES D'HISTOIRE TROUBLÉE DES XIV-ÈME ET XV-ÈME SIÈCLES DE L'EST DE L'EUROPE

Violeta-Anca Epure
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: *Articolul tratează din punctul de vedere al izvoarelor istorice (cronica lui Jan Dlugosz, cronicile lui Grigore Ureche, Miron Costin, relatările lui Balthasar de Piscia, cea a lui Ioan Țamblac în fața Senatului Veneției, Letopisețul de la Mănăstirea Voscresenia, etc.) o serie de evenimente din secolele XIV-XV din partea de est a continentului european; se urmărește cu precădere evoluția tătarilor și a hanatelor acestora rezultate după moartea lui Uzbek-han și stingerea dinastiei directe a urmașilor lui Gingis-han și relațiile acestora cu Țara Moldovei. Remarcăm complexitatea situației politico-stategice din această perioadă în spațiul est-european și rolul important deținut, mai cu seamă, de Moldova lui Ștefan cel Mare.*

Après la mort de Usbek khan (1340) et après la disparition de la dynastie des successeurs directs de Gingis khan à 1359, dans Deșt-i Kipceak¹ suit une période troublée. Avec le temps, deux centres de pouvoir et de domination se créent dans la région: un avec la capitale à Saray, au-delà du fleuve Volga et un autre entre Volga et Dniepr. Après la défaite, le 8 septembre 1380, du khan du Saray à Kulikovo, sur le Don par Dimitrie, le knèze de Moscou, surnommé après cette date Donskoi, la Horde d'Or connaît une période de déchéance².

En Crimée, les Genoïis de Caffa entrent dans la possession des principaux centres commerciaux de la ligne du rivage. Les Tatars ont essayé les récupérer, mais leurs actions se sont avérées un échec. En 1387, on avait conclu un traité par lequel les Tatars laissaient aux Génoïis ces zones³.

Appuyé par Timur Lenk, le khan Tohtamâș, qui prétendait être le successeur de Gingis khan, remplace Mamai et reconstruit le pouvoir de la Horde d'Or, quoique pour une courte période⁴. En 1387, Tohtamâș, à l'aide de Timur occupe Saray-Berke; en 1380, il détruit Mamai à Kalka, et en 1382, il attaque le Moscou et l'apporte de nouveau à l'état d'Etat tributaire, comme les autres knézats russes. Dans ses essais de reconquérir Transcaucazia et Horezm, Tohtamîș connaît un échec. En 1391 et 1395, Timur fait deux expéditions contre la Horde d'Or et détruit les centres commerciaux Tana, Urgengi, Astrahan et Sarai-Berke⁵. La rupture avec Timur (1387) et la défaite et la mort de Tohtamîș (1395) conduisent à un nouveau démembrement de l'Etat Tatare. Le général Aidegu (Jedigei), celui qui avait vaincu Tohtamîș, gouvernait maintenant en Crimée, mais aussi, dans les contrées d'au-delà de Volga dans le nom des khans de Saray. Le général souffre une grave défaite en 1411 et la Crimée des Tatars de Perecov revient à Kadir Berdi et Djelal Berdi. Ces deux frères étaient les

successeurs de Tohtamîş. Le fils de Djelal, Hagi Ghirai est le fondateur de la dynastie des Ghiraizi, qui régnera en Crimée jusqu'en 1783⁶.

Tout en revenant à Tohtamîş, après la défaite de la rivière Terek (15 avril 1395), il s'enfuit en Lituanie au knêze Vitold. Les deux dirigeants essayeront d'imposer leur contrôle sur la Horde d'Or, mais ils seront vaincus par Timur Kutlug, le nouveau khan installé à l'aide de Timur Lenk et de l'émir Edighei, en 1339 à Worskla. La Horde d'Or est de nouveau restaurée, cette fois-ci sous la direction d'Edighei. Les luttes dynastiques et les facteurs externes ont contribué à l'affaiblissement de l'autorité du khan et à la séparation, finalement, en plusieurs petits Etats⁷. «Les centres de pouvoir locales se consolident et s'institutionnalisent au cours du XV-ème siècle». La crise interne de la Horde d'Or atteindra son apogée vers 1430, lorsque le khanat indépendant de Crimée se séparait définitivement des possessions de la Horde conduite par Hagi Ghirai, descendant d'un frère de Batu. De cette manière, la Horde d'Or se fragmente en trois petits Etats: le Khanat de la Crimée (dont nous venons de parler et qui a gravité dans la sphère d'intérêts polonaise-lituanienne jusqu'en 1475, lorsqu'il entrera sous la suzeraineté ottomane), le Khanat de Kazan (fondé par Ulug Mohamed⁸, que Matei de Miechov considérait le septième khan des Tatars d'au-delà de Volga; l'historien russe Karamzin, l'auteur de l'ouvrage *Histoire de l'Empire de Russie*, nommait ces Tatars «les Nogai de la Horde Bleue»; ce khanat se trouvera dans l'aire d'action du Moscou et sera annexé par celui-ci en 1552), et le Khanat d'Astrahan (situé sur le cours inférieur du fleuve Volga, il sera soumis à une double pression de la part des Tatars de Crimée, mais aussi de ceux nogai de la zone de l'Oural; vers 1556, il sera conquis par le knézat de Moscou⁹).

En 1459, le mois d'avril, lorsqu'au trône de la Horde d'Or accédait le dernier grand khan, Ahmed (1459-1481), Etienne le Grand, le prince régnant de la Moldavie signait «sous les murailles de la cité de Hotin un traité avec Andrei Androvaz, le voïvode de Halici et avec Hriţco de Pomorzany, le voïvode de Podolia¹⁰; il s'engageait de donner au Polonais de l'aide militaire «contra paganos»¹¹. (Il s'agissait des Tatars de la Horde d'Or. A l'appui de cette hypothèse vient un fragment de la chronique de Jan Dlugosz, qui nous informe qu'en 1490, Cazimir qui portait la guerre contre le roi de Boemia, demandait de l'aide militaire de Hagi Ghirai, le khan de Crimée et à Etienne le Grand. On ne sait pas si les Moldaves sont venus dans le camp royal, mais on retrouve les Tatars de Crimée auprès de l'armée polonaise partie en Pomerania, mais, aussi, à Radom, en 1461); il avait décidé, aussi, de laisser à ceux-ci la cité de Hotin, de respecter les fortunes des boyards moldaves, qui, avec l'assentiment du roi Cazimir (1447-1492) se trouvaient au service de Petru Aron. «Au prix de ces concessions, Etienne était reconnu comme prince régnant de la Moldavie, et son rival était écarté de la frontière du pays»¹².

Le 3 juillet 1460, Etienne le Grand renouvelait les privilèges des marchands de Lvov pour faire du commerce avec des marchandises de la Hanse, ainsi qu'avec des marchandises autochtones dans le Pays des Tatars¹³. «Et la douane tatare qui existait à Cetatea Albă [...], cette douane-là, nous en avons exempté les marchands de Liov, même si le fils du tzar tatar les attendraient là»¹⁴.

Les envoyés polonais à Suceava recevaient le 2 mars 1462 un document d'hommage par lequel Etienne le Grand promettait qu'il serait fidèle au roi¹⁵. Au-delà du «Traité d'hommage et de croyance» que nous venons de mentionner, Etienne s'est obligé par un document séparé qu'il n'extraderai qu'au roi Cazimir les fils de Sad-Ahmed¹⁶, ensemble avec des dirigeants et des soldats tatars, réfugiés en Moldavie à cause des luttes qui avaient lieu entre les factions du khanat des Tatars „Zavolhensi”¹⁷. „Et ensuite, les fils de Sed-Ahmed, qui par la miséricorde de Dieu se trouvent maintenant dans nos mains, avec des autres capitaines – dit le prince régnant de la Moldavie – nous les tiendront avec force et fidélité en mains fortes et fidèles et nous ne les libérerons jamais; nous ne les donnerons à personne, soit aux Lituaniens ou aux Valaques, soit au tzar Ag-Ghirai¹⁸, soit aux Turcs ou aux Hongrois. Mais si sa Majesté le roi nous les demanderont premièrement ou nous en rappellerait, alors nous les donnerons dans les mains de notre seigneur, le roi”¹⁹. L'historien Ioan Ursu a émis l'hypothèse que ceux-ci étaient des prisonniers de guerre capturés par Etienne, le voïvode de la Moldavie²⁰; les historiens de plus tard ont infirmé cette hypothèse: il semble qu'il s'agit plutôt de «personnes qui y sont venus de leur propre volonté que le voïvode de la Moldavie pouvait utiliser selon le cas soit contre la Pologne, soit contre Hagi Ghirai ou même contre Ahmed khan, le fils de Kuciuk Mahomed²¹, à cette époque-là où il était intéressé de regagner Chilia et se trouvait avec ses armées au Danube. On peut s'expliquer de cette manière pourquoi la Moldavie n'a pas été attaquée par les Tatars de Perecop pendant la vie de Hagi Ghirai (1459-1466)²².

Le 28 juillet 1468, Etienne promettait au roi polonais par un nouvel acte qu'il lui prêtera l'hommage personnel lorsque le roi viendra à Camenița, Colomeea ou Sniatin, donc en un des villes de frontière²³. Cazimir lui promettait appui contre les Hongrois, les Turcs et les Tatars, soit sur la voie diplomatique, soit sur la voie des armes²⁴. Etienne s'engageait ne rien entreprendre sans le conseil et la permission du roi; en échange, Cazimir «nous montrera pitié, nous donnera conseil et nous sera fidèle...il nous protégera de tous les parties et de tous les peuples du monde: des Turcs, des Tatars et des Hongrois qui seraient contre nous ou contre notre pays et nos sujets»²⁵.

L'historien polonais Jan Dlugosz, contemporain aux événements, écrit que pendant l'été de l'année 1469, lorsque le roi se trouvait en Lituanie, l'armée des Tatars d'au-delà de Volga, sous la direction de Manyak a invadé les pays du royaume de trois parties. Une colonne a pillé les districts Vladimir, Cremenet, Cuzmin, Zudovia et Jitomir, a pris en captivité presque 10000 gens parce que les Lituaniens, ayant peu d'armée n'ont pas osé s'opposer. Une autre colonne s'est dirigée vers Trembovla, mais l'armée royale amasée à l'ordre du roi les a rejeté. Cazimir – mentionne Dlugosz – avait été informé à temps par Mengli Ghirai²⁶.

L'armée des Tatars de Volga²⁷, après avoir pillé l'est de la Pologne, s'est abattue sur la Moldavie; il semble que l'armée conduite par Eminek, le fils du khan²⁸, a soutenu deux luttes avec le prince régnant de la Moldavie; la plus importante a eu lieu à Lipnic, près du Dniestr; les Tatars ont laissé beaucoup de morts sur le champ de bataille; on avait fait beaucoup de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient, aussi, le fils du grand khan²⁹. «Ils y se ruaient sous le pouvoir du fouet et poussaient avec les

pointes des piques des gens et des bêtes, fortune vivante qu'ils vendaient à bon prix dans les ports de la Mer Caspienne et de la Mer Noire»³⁰. Mais dans la Moldavie, «les pillleurs n'ont pas pu se déployer volontairement car la plaine lisse, nue manquait de ce pays, tout comme manquaient les villages riches. [...] Les chevaliers du désert grandieux n'ont pas pu se débrouiller dans les broussailles des fôrets épaisses qui ne connaissaient pas la hache. Les estafettes du prince régnant sont arrivées à temps à Suceava avec la nouvelle que la contrée comprise entre de Dniestr et le Prout est attaquée. Les chevaliers du prince régnant sont partis tout de suite après les chevaliers du khan, qui cherchaient maintenant le gué toujours lointain par où s'enfuir. [...] Les fugitifs se sont hâtés vers l'eau de frontière, mais jusqu'à arriver à cet endroit, dans la contrée de Soroca de plus tard, ils ont été rattrapés par leurs poursuivants. Une lutte terrible a eu lieu dans la chênaie des alentours du village Lipnic, où avait eu ses cours le boyard Vâlcea d'Alexandre le Bon. [...] Non seulement que le khan a été vaincu complètement et qu'à la sortie du pays une bonne partie de son armée a été taillée par les bras des soldats moldaves, mais même le fils du khan a tombé prisonnier le jour de 20 août lorsque la Moldavie fut vengée»³¹.

Les plus affectées ont été les habitats de la partie nord-est de la Moldavie, les Tatars évitaient, d'habitude, se rapprocher des centres fortifiés. A la retraite, les Tatars se savaient vulnérables à cause de leurs proies et des nombreux prisonniers, qui ralentissaient d'une manière considérable le déplacement. Peut-être qu'ils auraient réussi à traverser le Dniestr tranquilles s'ils n'avaient pas commis une faute grave. Ils n'ont pas tenu compte du fait qu'ils se sont approchés de la Cité princière de Suceava et ont essayé à passer l'eau par un gué faiblement défendu. Etienne a constitué un détachement de chevalerie et est parti à la poursuite des Tatars.

«Une grande armée tatare s'est levée et est entrée dans le pays à piller et Etienne voïvode, après avoir appris, est sorti devant elle. Et à une chênaie appelée Lipinți, près du Dniestr, les a heurté Etienne voïvode avec son armée, le 20 août et après une guerre brave les a gaspillés et beaucoup de mort a semé parmi eux et beaucoup de soldats ont été faits prisonniers et les ont pris les proies. Etienne s'est rendu compte que cette aide lui est venue de la part de Dieu et de sa Sainte Mère et pas d'autre part, et avec grand louange et victorieux, il s'est retourné à son siège, à Suceava»³², écrit Ureche dans sa chronique.

Dlugosz relate que le khan des Tatars «avait envoyé 100 émissaires à Etienne, le voïvode de la Moldavie; ceux-ci l'ont annoncé avec présomption que s'il ne rendait pas la liberté de son fils ou s'il pense lui faire quelque chose, il le punira âprement. Mais Etienne, homme à grand âme («ingentis spiritus vir»), fâché de cette mission, qui aurait terrifié un autre, ne tenant pas compte des menaces de Mamak, il tailla le fils de celui-ci en quatre parties devant les émissaires – les émissaires furent empalés, sauf un, qui, le nez et les oreilles taillés, l'envoya chez Mamak, le grand khan de la Horde de Crimée, lui porter la nouvelle. De cette manière, Etienne vengeait les ombres de ses morts»³³.

Etienne a ordonné de construire à Orhei une cité de manière qu'à l'avenir les Tatars ne puissent plus spéculer le fait que le gué de la confluence de Răut avec le Dniestr était très faiblement défendu³⁴. Le 20 octobre, le boyard Gangur est

mentionné dans le conseil princier, pendant que le 1 avril 1470, il apparaît en documents sous le titre de *pârcălab* d'Orhei³⁵, «sentinelle devant les Tatars»³⁶.

Les chevaliers tatars n'ont jamais envahi la contrée d'Orhei, ni des autres gués du Dniestr à causes des luttes internes. La cité d'Orhei a prouvé sa grande utilité contre les Tatars de Crimée, qui organisaient des expéditions de proie. Un chroniqueur turc affirmait, d'ailleurs, sur les lutteurs des Codrii Orheiului et de Lăpușna qu'ils avaient appris des luttes fréquentes avec les Tatars l'art de la guerre et grâce à leur vaillance, les armées tatares s'abattaient de plus en plus rarement sur la terre de la Moldavie. Après la défaite des Tatars, le prestige d'Etienne a augmenté encore de plus³⁷.

La bataille de Lipnic de la chênaie, «des sources du ruisseau Ciuhur, dans la contrée de Soroca» a suscité de nombreuses discussions en ce qui concerne sa date; *Letopiseșul Anonim (de Bistrița)* ne mentionne pas ces événements; *La Chronique moldave - allemande* situe le moment Lipnic après la lutte de Baia et avant l'incendie de Brăila (27 avril 1470). Grigore Ureche, Miron Costin, les chroniques de la groupe Putna I, Putna II, *La Chronique moldave – polonaise* soutiennent que le 20 août 1470 (1470)³⁸, Etienne «portant la guerre bravement, les a gaspillés et leur a causé beaucoup de mort et de souffrance et beaucoup d'entre eux ont été faits prisonniers et les ont pris toute leur proie»³⁹.

En mars 1471, Radu le Beau commence aux ordres du sultan une incursion en Moldavie pour venger les attaques contre Chilia et Brăila. Pendant qu'Etienne luttait avec les armées de Radu à Soci, Eminek Mârza, le frère de Mamak, arrive jusqu'à Siret (Biensûr, que la mort du fils de Mamak ne pouvait pas resté pas vengée)⁴⁰. A sa retraite, il a passé par Podolia. Le 16 mai, lorsque l'opération était déjà terminée, le consul génois à Caffa écrivait, que pendant qu'Etienne était à la guerre avec le prince régnant de «l'autre Valachie», les Tatars ont pillé les villes, ainsi que nombreux villages, portant avec eux une proie riche, «des animaux et des milliers de captifs, des hommes et des femmes»⁴¹. On a émis l'hypothèse que l'attaque des Tatars aurait été commandée à l'intermédiaire des Turcs par Radu le Beau; en juillet, de Vaslui, Etienne écrivait au roi Cazimir IV qu'il ne peut pas venir prêter l'hommage parce que les Tatars, les Valaques et les Turcs le menaçaient⁴². La chevalerie moldave a suivi les Tatars jusqu'aux bords de Crimée, où ils ont capturé même Eminek Mârza, le chef des envahisseurs. Le 7 novembre 1472, les Génois de Caffa écrivait à Mengli Ghirai que «le frère du capitaine de la campagne» est emprisonné à Cetatea Albă; on peut soupçonner que des offres en argent pour acheter sa liberté, des menaces de vengeance seraient arrivées à la cour de Suceava, mais le prince régnant moldave les a refusé; il évadera de la prison en 1473⁴³.

Le distingué historien de Iași, Ion Toderășcu considère que parallèlement aux luttes entre Radu et Etienne «et peut-être pas sans liaison avec celles-ci», a eu lieu l'invasion des Tatars de Crimée dans le Pays de la Moldavie, à la sollicitation des Génois de Caffa «qui avaient des anciennes querelles avec le prince régnant de la Moldavie»⁴⁴.

Le 6 juin 1475, le grand vizir Kediuk-Ahmed pacha (1474-1477) conquiert Caffa avec des troupes turques, avec les Tatars d'Eminek et avec les Roumains de la

Valachie. Les mercenaires tatars ont trahi, ouvrant aux Turcs les portes de Caffa⁴⁵. Les marchands étrangers qui se trouvaient alors à Caffa ont payé avec leur vie; parmi eux, se trouvaient, aussi, 160 Moldaves⁴⁶. 17 navires avec 1500 jeunes sont devenus des esclaves; seulement, les jeunes d'un navire réussissent à tuer la garnison turque et à arriver en Moldavie⁴⁷. Jan Dlugosz a écrit qu'il n'a pas «assez de pouvoir» pour décrire «pleinement les péchés terribles des habitants de Caffa», qui pourraient justifier de cette manière les crimes «faites par les païens»⁴⁸. Toujours par la trahison, les Turcs ont conquis, aussi, la ville de Tana, située à l'embouchure du Don, ainsi que le Mangop, principauté dirigée par les successeurs des Comneni de Trapezunt. C'est le début des conquêtes turques au nord de la Mer Noire; les Tatars de Crimée sont apportées sous l'autorité du sultan. Mengli Ghirai (1468-1515), appuyé par le sultan Mahomed II redevient khan. Il semble que Mengli Ghirai avait été capturé en février 1471 par son principal ennemi, Ahmed khan et emprisonné. Il a été délivré à l'occasion de la campagne commandée par Kediuk-Ahmed pacha⁴⁹. Le khanat de Crimée est devenu de cette manière la force de choc de l'Empire Ottoman contre la Moldavie⁵⁰. Une nouvelle situation stratégique est apparue et elle a aggravée de la manière la plus sérieuse «la situation d'Etienne contre le colosse ottoman». L'ambassadeur du duc du Milan à Venise soutenait que «la Seigneurie considérait la perte de Caffa un fait extrêmement important et grave à cause de l'alliance apparue entre les Turcs et les Tatars»⁵¹.

Le littoral de la Mer Noire, à l'exception de la zone comprise entre les bouches du Danube et du Dniestr était sous contrôle ottoman. A 20 jours après la conquête de Caffa, les Turcs initient la campagne contre Cetatea Albă. Jan Dlugosz a confirmé qu'après des Turcs, des Tatars ont participé au siège, aussi⁵². Les attaqués ont été jetés dans la mer; la flotte des envahisseurs s'est dirigée vers Chilia, quittée et avec les murs abattus selon les ordres d'Etienne, qui avait considéré que ceux-ci ne pourraient pas résister aux attaques turco – tatars.

Etienne reconquiert le Mangop, où son beau-frère, Alexandre avait dirigé et a écarté le frère aîné de sa femme, Maria de Mangop, Isak, qui s'était soumis aux Turcs. Mais Caffa n'a pas pu être reconquise; elle a été très bien défendue par les Turcs et les Tatars. En décembre 1475, les Turcs réoccupent le Mangop et tuent Alexandru⁵³.

Après la lutte de Vaslui, Etienne envoie des émissaires à Venise, à Rome, au Khanat de Crimée, mais surtout en Pologne et en Hongrie. Les missions d'Etienne se sont heurtées du refus constant du roi polonais de s'engager dans une guerre avec les Turcs. En coopération avec la Venise, le voïvode essaiera d'attirer de sa partie le Khanat de Volga, hostile à celui de Crimée. L'alliance avec les Hongrois a été d'importance capitale et a été conclue en juillet / août 1475: le roi Matia Corvin s'engageait de défendre la Moldavie contre les païens Turcs et Tatars⁵⁴.

Au début de l'année 1476, Mengli Ghirai écrivait à Cazimir IV: «Si tu feras union avec le Moldave, nous n'aurions un autre ennemi plus grand que toi. Mais si tu ne ferais aucune alliance avec le Moldave, tu sera l'ami de notre padichah et nos amis, aussi»⁵⁵. Etienne était complètement isolée de Cazimir, quoique les conseillers de celui-ci aient insisté qu'il doive offrir son appui au voïvode moldave; par son

émissaire, Martin Wrocimovschi, Cazimir a écrit au sultan, le priant de ne pas attaquer la Moldavie qui était «sous sa maîtrise et son pouvoir». Si non, le roi polonais menaçait qu'il prendra les armes contre la Porte. Cazimir se montrait prêt à juger Etienne parce que «c'est meilleur un jugement qu'une guerre sanglante, injuste et pas sure»⁵⁶. L'émissaire polonais apportait au sultan un vêtement en zibeline orné avec des pierres précieuses⁵⁷. Il avait trouvé Mahomed à Varna, mais celui-ci lui a répondu qu'il continuera l'expédition pour remercier les Tatars de Perecop, «qui m'ont prié beaucoup les aider contre le voïvode moldave»⁵⁸. Mahomed avait ajouté, aussi, que si Etienne avait payé le tribut restant, avait cédé Chilia et Cetatea Albă, avait livré les prisonniers de Vaslui et s'il avait été annoncé avant son départ d'Adrianopole peut-être qu'il aurait contremandé l'action⁵⁹.

Avec les forces tatars de Crimée, sur le territoire desquels le sultan avait réussi à ouvrir un second front dans le flanc de la Moldavie, il avait attaqué Etienne. L'armée moldave a été obligée à se séparer en deux parties. Cette manœuvre a affaibli considérablement le pouvoir d'attaque et la résistance d'Etienne le Grand. Mahomed avait ordonné aux Valaques de Laiotă Basarab d'attaquer; contre la Moldavie s'est déclenchée une attaque concentrique.

L'invasion des Tatars a devancé la traversée du Danube par la plupart de l'armée ottomane; on souligne le rôle de diversion de l'action des Tatars; ils avaient la mission d'abattre l'attention du voïvode et d'une partie de son armée, jusqu'à ce que les troupes ottomanes aient passé tranquillement le fleuve⁶⁰. «Voyant Mehmed bey combien des pertes a eu de la partie d'Etienne voïvode, il pensa tout seul d'aller attaquer le Pays de la Moldavie et de reconquérir ses cités Chilia et Cetatea Albă, qui lui avaient appartenu auparavant. Là, Etienne voïvode a essayé ne pas les laisser traverser le Danube, mais malgré leurs efforts, ils n'ont pas pu, car les Tatars d'une partie, les Turcs de l'autre partie, avec l'armée très nombreuse qui était venue, ils ont donné libre chemin aux Turcs et sont partis à la poursuite des Tatars. Et ils les ont vaincu facilement et les ont chassé jusqu'au Dniepr», écrit Ureche⁶¹. Arrivées probablement sur la grande voie tatar de Dniestr, les troupes commandées par Eminek Mârza, ont traversé par le gué Raşcu et ensuite par la vallée de Răut, où ils ont provoqué de grandes destructions⁶². «Lorsque nous avons reçu cette nouvelle – écrit Eminek Mârza au sultan – quoique, à notre tour, nous avons nos propres ennemis⁶³, nous avons accepté de vous servir, nous sommes allés à l'étrier de votre selle avec notre hardiesse guerrière et avec nos armes de bataille. Nous avons brûlé de nombreuses cités de l'infidèle, nous avons pris beaucoup de proies»⁶⁴. Balthasar de Piscia écrivait au pape Sixt IV, tout en se basant sur une série d'informations qu'il détenait des témoins oculaires: «Et au début du mois de juillet, à mi-nuit, on a appris à Suceava que les Tatars ont pillé le foire de Ştefăneşti de la Valachie⁶⁵, situé aux alentours de Suceava [...] et on avait fait beaucoup de prisonniers, et le jour suivant, lorsqu'on craignait que les Tatars reviendront sur la ville de Suceava, ont passé la rivière nommé Siret, à demi jour distance de Suceava, avec une proie de quinze milles hommes. Et la femme du voïvode Etienne se réfugia avec toutes ses fortunes dans la cité nommée Hotin, qui se trouve à un demi jour distance de la ville Cameniţa»⁶⁶. C'est le moment où les envahisseurs sont annoncés que la Grande Horde a envahi la

Crimée et commencent la retraite⁶⁷. Les initiatives diplomatiques d'Etienne et de Venise ont été donc suivies de succès: les Tatars criméens ont été sortis de la lutte durant la campagne du sultan en Moldavie⁶⁸. Etienne savait de l'expérience de l'année 1470 que la meilleure solution était les tailler la retraite. Suivis de la chevalerie moldave, les hordes tatares ont souffert un grave défaite, consignée par la majorité des chroniques.

Dlugosz nous raconte qu'Etienne «se jeta sur l'armée des Tatars, du pouvoir desquels il craignait plus que de celui des Turcs. Et à l'aide de Dieu les écrasa dans un carnage atroce. Et il suivit les fugitifs avec tant d'ardeur, qu'il tua plus de la fuite des chevaux que dans la lutte. Saisis d'épouvante, les fugitifs jetaient non seulement les armes, pour qu'ils soient plus légers dans la lutte, mais aussi, leurs arcs et leurs carquois, leurs selles et leurs vêtements pour s'échapper même nus et sans armes et ils se jetaient dans le Dniestr furieux, pas autrement»⁶⁹. Même Eminek Mârza reconnaissait dans la lettre que nous venons de citer: «Quoique nous avons abandonné nos proies, nous avons décidé nous retourner tout de suite, l'infidèle nous a suivi, et nous a vaincu; beaucoup de nos hommes sont morts, même deux de mes frères sont devenus martyrs; des lutteurs braves ont péri, nous avons perdu des chevaux et des armes; nous-même, nous y sommes revenus avec un seul cheval»⁷⁰. Une partie des Tatars qui avaient attaqué le sud de la Moldavie, a été vaincue et éparpillée par la garnison de la cité, dirigée par les pârcălăbi Luca ou Herman (Gherman) dans la contrée de Cetatea Albă; ils ont délivré, aussi, 5000 prisonniers⁷¹. Malgré cela, l'armée du pays a dû être démobilisée temporairement pour mettre à l'abri leurs familles et leurs biens menacés par l'invasion tatare. Etienne disposait seulement de l'armée de cour (12000-15000 lutteurs) jusqu'à la revenue dans la lutte des autres (approximativement 15 jours)⁷² contre 200000 Turcs. Etienne a été vaincu. «Car si les Tatars n'intervenaien pas, l'armée de Mahomed pourrait avoir le sort de celle de Soliman Hadâmbul»⁷³. L'inscription qu'Etienne a mis sur la muraille de l'église construite à Războieni à la mémoire des héros qui y sont tombés est peut-être la plus dramatique exposition des événements de l'année 1476. «Les jours du bien croyant et de Jésus-Christ aimant Etienne voïvode, par la miséricorde de Dieu prince régnant du Pays de la Moldavie, le fils de Bogdan voïvode, en la 6984-ème année (1476), et de son règne la vingtième, le puissant Mahmet, l'empereur des Turcs est parti à la guerre ensemble à tout son pouvoir estique, mais aussi avec Basarab voïvode, appelé Laiotă, tout le pays de la Valachie sont venus à piller et à conquérir le Pays de la Moldavie. Et ils sont arrivés jusqu'à cet endroit-ci, à Râul Alb. Et nous, Etienne voïvode, avec mon fils Alexandre, nous sommes sortis devant eux. Et nous avons eu une grande guerre avec eux, le mois du juillet, le 26-ème jour, et avec la permission de Dieu, les chrétiens ont été vaincu par les païens et là sont tombés beaucoup des soldats de la Moldavie. Toujours à ce moment-là, les Tatars ont attaqué le Pays de la Moldavie de l'autre partie. Pour cela, nous, Etienne voïvode, nous avons décidé d'édifier cette église sous le patronage de l'archi-stratège Mihail, pour sa prière et celle de sa femme, Maria et de ses fils Alexandru et Bogdan et à la mémoire des fidèles qui sont morts ici»⁷⁴.

Un sujet de Vlad Țepeș écrivait en août que les Turcs et les Tatars ont attaqué sans succès Cetatea Albă et Chilia «et ils n'ont pas assiégé aucune de ces cités et selon les bruits, le Turc espérait que s'il vainquait Etienne il aurait conquis ces endroits sans efforts»⁷⁵.

La relation faite par l'émissaire d'Etienne est suggestive; le 8 mai 1478, Ioan Țamblac racontait devant le Senat de Venise: „[...] Et si l'ennemi aurait été tout seul, il ne serait si pire, mais il a fait venir l'autre Pays Roumain, d'une partie, et les Tatars de l'autre et lui-même avec tout son pouvoir et nous ont encerclé de trois parties et nous ont trouvé tout seuls et toute notre armée éparpillée. [...] Et remarquez, votre Excellence, quelle foule d'armées était contre nous! Et moi, avec ma cour nous avons fait ce que nous avons pu et les choses se sont passées de la manière connue. Nous pensons que cela a été la volonté de Dieu pour me punir comme un pécheur, loué soit son nom»⁷⁶.

Letopisețul de la mănăstirea Voscresenia écrit que la même année, 1476, Ahmed khan a attaqué la Crimée et l'a soumise. Mengli Ghirai s'est enfui en Turquie. Ahmed khan a nommé comme gouverneur de la Crimée son protégé, Djanibek, entre 1476-1478. En 1478, Mahomed II a débarqué des troupes en Crimée et a remis Mengli Ghirai et Eminek Mârza dans leurs fonctions, comme ses vassaux⁷⁷. La remise dans la fonction de khan de Mengli Ghirai sous la suzeraineté turque⁷⁸, la situation grave de la Grande Horde, la fin des hostilités entre les Turcs et les Vénitiens en janvier 1479 ont déterminé Etienne le Grand s'orienter vers la Porte Ottomane et reconnaître la supériorité de celle-ci. L'attitude hostile du khan de Crimée envers les Polonais représentait, aussi, un indice que la Moldavie jouira de paix si elle se rapprochait de ce vassal puissant de Mahomed II. En octobre 1470, Etienne conclut la paix avec les Turcs. En octobre 1480 a lieu la bataille de Ugra et Oca entre les Moscovites et les Tatars de la Grande Horde; en janvier 1481 le frère du grand khan Ahmed est assassiné sur Doneț. «La Horde s'est séparée de plus en plus et parmi les khans qui se luttaient entre eux, aucun n'a été capable à créer un Etat puissant»⁷⁹. Mengli Ghirai est entré en Pologne et fait impossible toute intervention du roi Cazimir contre le Moscou. On observe un rapprochement entre Ivan III et Etienne le Grand, biensûr, grâce à l'intervention de Mengli Ghirai, qui voulait encercler la Pologne⁸⁰. Le 6 janvier 1483, a lieu le mariage entre la fille d'Etienne le Grand, Elena (Olena) avec Ivan Ivanovici, le fils du knèze de Moscou.

Le 3 mars 1481, Mahomed II est mort; Etienne fait une incursion en Valachie, probablement comme réponse aux attaques de Țepeluș contre la Moldavie jusqu'à Lunca Mare, à Răcăciuni, sur Siret. Le nouveau sultan, Baiazid II (1481-1512) accusait Etienne d'insoumission après la mort de Mahomed dans une lettre de 1484 adressée au Sénat de Venise: «Etienne, le prince régnant de la Moldavie jusque récemment a été le sujet de mon père d'heureux souvenir, mais ensuite encouragé par le mal esprit, a commencé ne plus obéir nos ordres et de plus, il a pillé la Valachie, qui était tributaire à notre empire et nous sommes partis contre la Moldavie avec toutes nos forces»⁸¹.

La conquête des cités Chilia et Cetatea Albă a eu lieu en juillet-août 1484, à cause d'une double attaque des Turcs de sud-est et des Tatars de ouest et de nord. Le

nombre des Tatars de Mengli Ghirai qui ont participé à cette campagne est différent d'une source historique à une autre. Certaines sources indiquent un nombre de 15000, des autres 30000 ; une troisième catégorie – 50000. Dans la lettre de Baiazid II envers Raguza d'août 1484 sont mentionnés 70000 Tatars; à ceux-ci s'était ajoutée l'armée de la Valachie (20000)⁸². «A l'aide d'Allah, nous avons passé le Danube, où était le khan avec soixante-dix milles guerriers et nous a prêté serment, avec ses soldats et tous les soldats valaques. Et nous y sommes allés. Et nous sommes premièrement arrivées à une cité d'Etienne, nommé Chilia, qui est la clef et la porte de tout le Pays de la Moldavie, de toute l'Hongrie et des pays du Danube, où le khan des Tatars avec son armée et les Valaques nous ont prêté service fidèle. Et de cette manière, pendant 8 jours, à l'aide d'Allah nous avons conquis la cité que nous venons de mentionner, nous l'avons fortifiée de la terre et de la mer au nom de notre empire»⁸³.

Donc, le 15 juin 1484, la cité de Chilia est tombée, «le cadenas et la porte de toutes les terres moldaves»⁸⁴, pendant que le 9 août, le sultan entra en Cetatea Albă: «Et nous sommes partis de cet endroit-là et nous sommes arrivées à une autre cité du sous nommé voïvode, qui s'appelle Cetatea Albă, qui est la clef et la porte pour toute la Pologne, le Pays des Tatars et toute la Mer Noire, que nous avons conquis... et que nous avons fortifié, aussi et de là, nous sommes revenus à notre siège»⁸⁵. Le khan a reçu de la part du sultan des signes rares des distinction: «Mengli Ghirai a été récompensé avec des dons royaux, il a été distingué avec un vêtement en fourrure blanc et une bonnette dorée et il a été envoyé dans son pays avec beaucoup de cadeaux». Pour plus de sûreté, Baiazid a assis entre Chilia et Cetatea Albă «une armée tatar avec leur khan nommé Murtaza, afin que ceux-ci [...] les gardent et empêchent l'approche du voïvode infidèle»⁸⁶.

La campagne du sultan Baiazid pour la conquête des deux cités signifiait la finalisation du contrôle ottoman sur la Mer Noire et il a réussi par l'application d'une pince gigantesque stratégique ottomane-tatare, close sur la Moldavie pontique pendant l'été de l'année 1484⁸⁷.

La première initiative d'Etienne, qui ne pouvait pas s'habituer avec la perte des deux cités s'est dirigée vers l'Hongrie et la Pologne, des Etats, qui, à leur tour, étaient gravement menacés par les nouvelles conquêtes de la Porte Ottomane. La Pologne s'est prouvée plus énergique dans ses actions et Etienne s'y est rapproché. Mais l'aide polonaise avait un prix: vers le mi-septembre 1485, Etienne déposait à Colomeea l'hommage vassalique au roi Cazimir⁸⁸.

Pendant qu'Etienne se trouvait à Colomeea, les troupes de Rumelia et une partie des troupes centrales (30000-40000 guerriers), sous la direction du bey de Rumelia, sont entrées en Moldavie le 6 septembre 1485, avec la mission d'imposer le prétendant Hruet sur le trône de la Moldavie. Etienne est parti en grande hâte vers la Moldavie; Cazimir lui avait offert 3000 chevaliers «vêtus en fer». Les armées du bey n'ont plus été arrivées, mais à Cătlăbuga, auprès du lac Catalpug, les Moldaves et les Polonais ont rencontré des groupes ottomans-tatars partis à piller; ceux-ci ont souffert une grave défaite le 16 novembre 1485. Les historiens pensent que l'épisode suivant de la Chronique lituanienne ferait référence à cette bataille: «Alors, tout d'un coup, l'armée turque et la horde toute entière à grand bruit ont heurté les nôtres et la bataille

a duré trois heures, lorsque les Polonais ont commencé à entrer en désordre, à partir et ont dirigé les Turcs vers la réserve (des Moldaves). Et c'est alors qu'Etienne avait crié aux siens, et prenant l'étendard royal d'un porte-étendard blessé, l'a donné à un Moldave et ensuite traversant parmi les canons turcs les a soumis, attaquant de derrière les Turcs et les Tatars. Là, tous les Turcs ont été vaincus totalement»⁸⁹. De 1487, Etienne commence à traiter avec les Turcs en vue de conclure la paix et s'oriente vers un rapprochement du Khanat de Crimée. Etienne s'est approché de l'Hongrie de Matia Corvin, aussi; il s'agissait d'un fait accompli pendant l'été de l'année 1489. Comme Etienne n'a pas obtenu aucune aide contre les Turcs et les Tatars de la part de son suzerain polonais, il a demandé et a obtenu du Pape «l'annulation de la liaison établie à Colomeea en 1485»⁹⁰. Etienne réussit à attirer de sa partie, dans l'éventualité d'un conflit avec la Pologne, Ivan III de Moscou, ainsi que la Lituanie.

En 1488, Etienne occupe Pocuția jusqu'à Halici; le territoire restera annexé à la Moldavie jusqu'en 1494⁹¹. Pendant l'hiver de 1489, avant le décès de Cazimir, Etienne avait attaqué les régions de frontière de la Pologne. Conseillés et exhortés du même Etienne, pendant l'été de 1490, les Tatars ont envahi l'est de la Pologne jusqu'à Rohatin. On a affirmé, même que le catafalque du roi de la Pologne a été veillé à la lumière des incendies tatars qui ont enflammé le pays tout entier. Les attaques contre le royaume de la Pologne ont continué, aussi, pendant l'année 1492, lorsque le voïvode moldave conclut une alliance avec Mengli Ghirai⁹². Le khan écrivait à Ivan III que «Etienne de la Moldavie a envoyé chez nous un émissaire qui nous a dit d'être l'ami de leurs amis et l'ennemi de leurs ennemis [...] nos cœurs sont pleines d'amour entre nous, que tu le sache»⁹³. Le 27 octobre 1492, le khan écrivait de nouveau à Ivan III: «De ton père de la bru, d'Etienne voïvode, sont venus des émissaires pour la question qui te regarde. Et nous nous sommes entendu bien et sérieusement. Il sera un avec nous à porter les guerres et nous serons tous ensemble. Et nous luterons avec le roi. Et il a promis et a juré qu'il sera un avec nous et qu'il sera l'ennemi du roi et des fils d'Ahmed». L'idée de l'alliance entre les deux était qu'Etienne «soit ami de l'ami du khan et l'ennemi de l'ennemi de celui-ci et qu'il soit un avec lui contre les fils d'Ahmed»; «si l'empereur (le khan) commencera quelque guerre contre l'ennemi commun, Etienne, aussi, devait lutter contre l'ennemi commun; si Etienne lui-même ne pourra pas partir en campagne, il devra envoyer ses hommes avec le khan». En vertu de cette alliance, en 1492, la Moldavie a lutté auprès du Khanat de Crimée contre la Pologne, la Lituanie et la Grande Horde⁹⁴. Le traité de 1492 mettait la Moldavie à l'abri des incursions tatares; il était en même temps une garantie indirecte vis-à-vis les Turcs⁹⁵. En 1493, le khan reçoit la nouvelle qu'Etienne avait préparé Alexandre, son fils à entrer avec les armées en Podolia; le khan aurait dû attaquer seulement s'il considérait cette chose nécessaire; trois fois pendant cette année-là, il a fait des incursions en Pologne⁹⁶.

Ioan Albert (1492-1501), le nouveau roi de la Pologne avait convoqué un congrès des membres de la dynastie Jagello à Levocea; à ce congrès, ont participé Vladislav, le roi de l'Hongrie, Alexandru, le grand duc de la Lituanie, Sigismund et Frederic de Brandemburg, leur beau-frère. Miechovski, le médecin de Ioan Albert

raconte dans sa chronique que le roi polonais voulait discuter avec ses frères sur le péril ottoman, de plus en plus menaçant⁹⁷. Mais les relations du chroniqueur Wapowski sont extrêmement intéressantes et importantes: «on avait ensuite discuté sur Etienne, le voïvode de la Moldavie, qui régnait dans ces contrées-là, à l'obliger à prêter le serment vassalique devant le roi polonais, comme il avait fait auparavant devant Cazimir, leur père, à Colomeea, en Pocuția. Et s'il serait au contraire, qu'ils le chassent avec le pouvoir des armes de son règne et qu'ils mettent à sa place leur frère, Sigismund, qui défende la rive du Danube soigneusement contre les Turcs sauvages. Et de tels conseils se tenaient en grand secret seulement entre les rois, en écartant les nobles, pour que ces nouvelles n'arrivent pas aux oreilles des ennemis barbares». La même année, 1494, Ioan Albert conclut la paix avec les Turcs sur trois années. L'alliance entre Etienne et les Tatars perdait ainsi sa valeur⁹⁸. Vassal du sultan, Mengli Ghirai était inclus automatiquement en tout traité de son suzerain.

En 1496, Etienne cherchait de l'aide. Ses émissaires arrivent aux Turcs, aux Valaques et aux Tatars. En 1497, lorsque Ioan Albert déclenche la campagne de la Moldavie (sous le prétexte d'une action de délivrance de Chilia et Cetatea Albă), Etienne lui avait opposé, auprès des soldats moldaves, les forces alliées – des groupes de Turcs, de Tatars, d'Hongrois et de Valaques⁹⁹.

Pendant que les Polonais avançaient vers la Moldavie, les Tatars et les Moscovites attaquaient la Lituanie¹⁰⁰. Ioan Albert s'est dirigé avec toutes ses forces vers Suceava, où il avait occupé la ville (24 octobre 1497) et a commencé le siège de la cité princière (26 septembre 1497). Suceava a résisté jusqu'au 18 octobre: «Et le roi Albert, arrivant à Suceava, il y est resté quelques jours et se rendant compte qu'il ne pouvait pas la conquérir, car tous les Moldaves qui étaient dans la cité lui ont donné une réponse semblable: - apprend toi-même que nous ne pouvons pas trahir notre prince régnant et notre cité, car notre voïvode Etienne est sur le champ de bataille avec son armée; si tu veux, vas-y, vainc-le, et les cités et tout le pays seront tout de suite les tiens»¹⁰¹. Le siège de la cité finit le 19 octobre; la tactique traditionnelle appliquée par Etienne, les attaques soutenues des détachements moldaves, l'intervention militaire et diplomatique hongroise ont fait Ioan Albert se retirer: «Pour cela, sont arrivées des troupes nombreuses des Turcs, des Tatars et des Valaques [...], ainsi que des Hongrois et des Secui [...]. Aidé par ces troupes, Etienne persécutait hardiment ceux qui s'occupaient de l'approvisionnement de l'armée polonaise» (Wapowski). Sur le chemin de retraite, les Polonais sont attaqués et détruits par l'armée d'Etienne et par ses alliés à Codrul Cosminului (26 octobre 1497)¹⁰². «Le voïvode avec une petite armée prête à attaquer – raconte le même chroniqueur polonais – a ordonné à piller et à renverser les charrues et à cloître le chemin des rangées de bout. Lui-même, avec des groupes de Turcs, de Tatars, d'Hongrois et de Valaques, ainsi qu'avec ses Moldaves [...] avec des armes remarquables et dans une confusion totale, se jeta premièrement sur les soldats mercenaires de derrière et des flancs [...] et commença à les tailler. Les Polonais, pris à l'improviste, ont couru aux armes et aux chevaux et commencèrent se regrouper et à s'opposer aux ennemis qui taillaient sans pitié [...]. Rassemblés ou blottis là, ils n'ont pas pu se défendre et s'entraient les uns sur les autres»¹⁰³. Tout en faisant référence aux événements de

l'année 1497, le lieutenant du grand maître de l'ordre teutonique, désorientée par ceux-ci, il a déclaré qu'il n'a pas su pourquoi le roi de la Pologne, qui avait concentré une force d'une centaine de milliers d'hommes n'est pas allé contre les Turcs et a attaqué la Moldavie, que pendant la campagne, l'armée polonaise a souffert à cause du manque de nourriture, des attaques des Turcs et des Tatars¹⁰⁴.

Malgré les interventions répétées du grand knèze Alexandru auprès de Mengli Ghirai, qui devaient le convaincre à attaquer la Moldavie, le dernier a respecté le pacte fait avec Etienne. Le 27 février 1498, Mengli Ghirai répondait au grand knèze qu'il restera à coté d'Etienne («il ne le laissera pas seul»)¹⁰⁵.

Au début de mai 1498, avec la permission d'Etienne, le bey de Silistra, Malcocioglu traverse la Moldavie dans son chemin vers la Pologne, arrivant jusqu'au-delà de Liov. Après eux, les voix restaient pleines de cadavres [...] et humides de sang » (Wapowschi). En juin 1498, une armée moldave a attaqué plusieurs cités polonaises (Trembowla, Buczacz, Podhajce), et a pillé des régions étendues de Podolia et Pocuția¹⁰⁶. En juillet les Tatars ont attaqué la Pologne de sud et d'est. De cette manière réussissait Etienne «se venger pour la guerre injuste qu'il a souffert de leur part» (Cromer)¹⁰⁷.

A l'intermédiaire de l'Hongrie et après plusieurs échanges de missions, la paix a été conclue entre la Moldavie, d'une part et la Pologne et la Lituanie de l'autre part le 12 juillet 1499 à Hârlău. On remarque de ses prévisions celle par laquelle Etienne s'obligeait à communiquer aux autres signataires, dans le cas dans lequel il aurait appris quelque chose, des informations sur les attaques des Tatars¹⁰⁸.

Dès 1498, on enregistre un refroidissement des relations entre Etienne et Ivan III. Son petit-fils, Dimitrie, le fils d'Elena était destiné par Ivan de Moscou à devenir son successeur. Manoeuvré par sa femme, Sofia Paleologa, la fille du dernier dirigeant de Pelopones, celui-ci a emprisonné Elena et son fils; ils mourront en prison – Elena en 1505 et Dimitrie en 1509, sans qu'Etienne puisse faire quelque chose pour eux. Etienne écrivait à Mengli Ghirai: «Répond-moi, ma fille et mon petit-fils, sont-ils encore en vie? Est-ce que le grand knèze a pris le droit qu'il avait hérité à mon petit-fils et qu'il ait donné le Moscou à son fils, le grand knèze Vasile?» Jusqu'à la fin de sa vie, malheureusement, Etienne ne recevra pas des nouvelles sûres¹⁰⁹. En 1501, Etienne occupe Pocuția; on est arrivé de nouveaux à des traités, mais ceux-ci n'ont pas donné aucun résultat¹¹⁰. Les malentendus avec la Pologne ont continué, aussi, en 1502.

Etienne considérait que „ce pays (Pocuția) n'est pas inscrit dans les traités et c'est mon pays de temps anciens, il fait partie de la Moldavie et sur celui-ci, j'ai des droits sûrs depuis il y a assez de temps”. Profitant du conflit d'Etienne avec les Polonais, le sultan Baiazid II avait invité le khan tatar de Volga en 1502 s'établir dans le sud de la Moldavie. Le sultan lui a promis 40000 soldats et 200 chevaliers sous la direction de 14 pachas¹¹¹. Le sultan considérait que si les Tatars avait réussi s'imposer en Moldavie „nous-même, nous pourrions avancer librement dans toutes les parties du monde»¹¹². Donc, les Tatars de la Grande Horde, conduits par les fils de Ahmed, Bagatîr-saltan, Hoziak-saltan, Enai-saltan, sont partis vers le sud de la Russie et vers la Crimée. Les détachements moscovites ont obligé les Tatars nogai

commandés par Musa se retirer. Etienne le Grand s'est entendu avec Mengli Ghirai à agir ensemble dans l'éventualité dans laquelle la Grande Horde passera le Dniepr¹¹³. La collaboration entre les deux a conduit à la liquidation de la Horde d'Or. Ivan III n'a pas participé aux opérations militaires contre les fils d'Ahmed khan. Les mois avril – mai 1502, lorsque Sih – Ahmed se trouvait encore sur le Dniepr, aux sources du ruisseau Desna, Etienne avait positionné son armée sur le rivage droit de ce fleuve. De cet endroit-ci, il a envoyé une mission à Mengli Ghirai, par laquelle il l'annonçait à venir avec sa horde tout de suite. Au début du mois de juin a eu lieu la jonction entre Mengli Ghirai et les armées d'Etienne sur les rives du ruisseau Samara. Vers la fin du même mois (28 juin 1502), une grande partie de l'armée de la Grande horde était encerclée. Ahmed khan a réussi s'enfuir avec deux de ses frères et avec quelque 4000 chevaliers; ils se sont réfugiés sur la vallée du ruisseau Kama. En 1504, le khan Ahmed est revenu sur le Dniepr avec l'intention d'aller au sultan sur le chemin de Cetatea Albă. Baiazid II lui a transmis de renoncer. Poursuivi par Mengli Ghirai, il s'est livré avec ses frères, Hoziak et Halek, au voïvode de Kiev, Dimitrie Putiatici. Sa fin a représentée la fin de la Horde d'Or, reste du grand empire mongol de jadis. La gloire d'avoir liquidé la dernière armée de la Horde, nommée après 1423, la Grande Horde, a appartenu, donc, aux Tatars de Mengli Ghirai et aux Moldaves d'Etienne le Grand¹¹⁴.

Vers 1503, l'état de santé d'Etienne voïvode s'est aggravé. Leonardo de Massari, Ieronim de Cesena et un médecin de la part du khan tatar lui ouvrent la blessure du pied au début de l'année 1504 et la brûlent. Ruben – aga, le médecin du khan, semblait très intéressé de la salvation d'Etienne. On dit qu'à son départ, le khan tatar lui avait dit: «Tu fais échapper le prince régnant moldave des griffes de la mort, ou tu finira dans les griffes des tigres»¹¹⁵. Le 2 juillet 1504, Etienne mourait dans la cité princière de Suceava.

NOTES:

¹ C'est une dénomination pour les territoires de Dniestr jusque dans l'est extrême, au-delà de Volga ; la zone a porté dans la littérature orientale (en spécial celle arabe et persane), tout en commençant du XI-ème siècle et jusqu'au XV-ème siècle la dénomination de *Deşt-i Kipceak* (La Stepe Coumane). Le terme apparaît pour la première fois à Nasir-i Husran, un auteur du XI-ème siècle.

² Dans la période que nous étudions, l'ancien nom de la grande et effrayante Horde d'Or, attribué sans correspondre pourtant aux réalités des hordes tatars qui vivaient à l'est du cours inférieur de Volga, a été connu sous la dénomination de la Grande Horde.

³ Șerban Papacostea, *Relațiile internaționale în răsăritul și sud – estul Europei*, en „Revista de Istorie”, VIII/1981, no. 5, p. 901

⁴ Constantin Andreescu, *Din legăturile moldo-tătare în mijlocul secolului XV*, en „Arhiva”, XLI/1934, no. 3-4, p. 140

Șerban Papacostea, *op. cit.*, p.901-902

⁵ Constantin Andreescu, *op. cit.*, p. 140-142

⁶ Șerban Papacostea, *op. cit.*, p. 901

⁷ Constantin Andreescu, *op. cit.*, p. 142

⁸ Le territoire qui se trouvait sous sa domination se trouvait au-delà des limites de la péninsule, entre le Don Inférieur et le Dniepr Inférieur; jusqu'à Eleț et Tambov à nord. La résidence du khan a été établie en 1454 à Bahci-Sarai, en Crimée et elle y restera jusqu'à la conquête russe du XVIII-ème siècle. La dynastie Ghirai se maintiendra, elle aussi, jusqu'à l'annexion de la Crimée à la Russie sous le règne d'Ecaterina, en 1783. Le transfert de la résidence des khans à Solhat, l'ancienne capitale des gouverneurs mongols de l'est de la péninsule, près de Caffa et des possessions génoises de la cote, dans la région montagneuse du sud-ouest de la Crimée, doit être mis en liaison avec la nécessité de trouver une position plus isolée, moins exposée aux attaques des Génois, avec lesquels ce khanat de sud disputera la domination exclusive sur la cote. On ne doit négliger ni le péril turc qui s'accroît après la conquête de Constantinople. Gheorghe I. Brătianu, *Marea Neagră de la origini până la cucerirea otomană*, Polirom, Iași, 1999, p. 411; Șerban Papacostea, *op. cit.*, p. 902

⁹ Ce khanat fondé à Khazan sur Volga Moyenne par Ulug Mohamed sera annexé à la Russie un siècle plus tard, en 1552. Il correspondait en grandes lignes à l'ancien royaume bulgare de Volga Moyenne et Kama. En 1466, Kasim, un neveu du khan de la Horde d'Or, Kuciuk Mahomed s'établissait à Astrahan; son territoire était compris entre Volga Inférieure, le Don, Kuban et Terek à sud et la Mer Caspienne à l'est. Il sera absorbé, aussi, par l'expansion moscovite en 1556. La déchéance de l'Empire qui avait connu sous Toktamış une dernière période de grandeur et qui avait su obtenir, même plus tard, des victoires contre les Lituaniens et les Russes, ne pouvait pas ne pas influencer profondément l'équilibre politique du Proche Orient. Il laissera le champ libre aux forces de l'avenir: la conquête ottomane et l'expansion moscovite. Gheorghe I. Brătianu, *op. cit.*, p. 411-412; Alexandru Gonța, *România și Hoarda de Aur. 1241-1502*, Munchen, 1983, p.176

¹⁰ Apud I. Bogdan, *Documentele lui Ștefan cel Mare*, II, București, 1913, p. 266-269

¹¹ Șerban Papacostea, *Ștefan cel Mare, domn al Moldovei (1457-1504)*, Editura Enciclopedică, București, 1990, p. 34

¹² Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 176

¹³ Apud Ioan Bogdan, *op. cit.*, p. 279-280

¹⁴ Le mobil de l'alliance était centré autour de Sed-Ahmed et de ses fils. Hagi Ghirai avait peur que le roi polonais pourrait utiliser à sa contre l'ancien khan et Etienne, menacé par Cazimir à l'intermédiaire de Petru Aron, serait tenté, grâce à la présence des fils de Sed-Ahmed à la cour de Suceava, à chantage l'un ou l'autre pour réaliser, de cette manière, ses objectifs politiques. Nicolae Grigoraș, *Moldova lui Ștefan cel Mare*, Editura Junimea, Iași, 1982, p. 55

¹⁵ Ion Ionașcu, Petre Bărbulescu, Gheorghe Gheorghe, *Tratatele internaționale ale României 1354-1920*, le 1-er volume, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1975, p. 51

¹⁶ Nicolae Grigoraș, *op. cit.*, p.55-56

¹⁷ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 177; Apud Hurmuzaki- Kaluzniaki, *Documente*, II2, p. 695-697 et *Supliment II*, le III-ème volume, București, 1890, p.288

¹⁸ Apud Ioan Ursu, *Ștefan cel Mare*, București, 1925, p. 22

¹⁹ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 177-178

²⁰ Manole Neagoe, *Ștefan cel Mare*, Editura Albatros, București, 1970, p. 68

²¹ Ion Ionașcu, Petre Bărbulescu, Gheorghe Gheorghe, *op. cit.*, p. 52

²² Gheorghe I. Brătianu, *op. cit.*, p. 430-431; Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 68

- ²³ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 179-180; *Apud Jan Dlugosz, Historiae Polonicae*, Leipzig, 1712, le II-ème volume, la colonne 449-450
- ²⁴ *Istoria românilor*, le IV-ème volume, *De la universalitatea creștină către Europa „patriilor”*, Editura Enciclopedică, București, 2001, p. 371
- ²⁵ Al. G. Savu, *Ștefan cel Mare. Campania*, București, Editura Militară, 1982, p. 78; Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 82
- ²⁶ N. Iorga, *Istoria lui Ștefan cel Mare*, Editura Albatros, 1978, București, p.95
- ²⁷ *Ibidem*, p. 196
- ²⁸ Grigore Ureche, *Letopisețul Țării Moldovei*, Editura Științifică, București, 1967, p. 89; Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 80-81
- ²⁹ *Ibidem*, p. 81; *Documenta Romaniae Historica, A. Moldova*, le II –ème volume, p. 237-238, 241-243
- ³⁰ N. Iorga, *Istoria românilor*, le IV –ème volume, *Cavalerii*, Editura Enciclopedică, București, 1996, p.111
- ³¹ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 180; N. Iorga, *Istoria lui Ștefan cel Mare*, Editura Albatros, 1978, București, p. 95
- ³² I. Lespezeanu, L. Marcu, *Nebiruitul vodă Ștefan. 47 de ani glorioși*, Editura Științifică, București, 1962, p. 116-117
- ³³ Ion Cupșa, *Ștefan cel Mare*, Editura Militară, București, 1974, p. 59; Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 179-180
- ³⁴ Virginia Vasiliu, *Les Tatars et la Moldavie au temps d'Etienne Le Grand*, en „Revue historique du sud-est europeen”, VIII/1931, no. 7-9, p. 188-189
- ³⁵ *Apud Ioan Bogdan, op. cit.*, p. 311-314
- ³⁶ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 180-181
- ³⁷ *Istoria românilor*, le IV –ème volume, p. 373; *Apud A. Vigna, Codice diplomatico delle Colonie Tauroliguri*, III, Genova, 1879, p. 469; Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 80-81; B. D. Grecov, A. I. Iacubovschi, *Hoarda de Aur și decăderea ei*, Editura de Stat pentru Literatură Științifică, București, 1953, p. 394-395
- ³⁸ Virginia Vasiliu, *op. cit.*, p. 189-190
- ³⁹ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 140
- ⁴⁰ Ion Cupșa, *Ștefan cel Mare*, Editura Militară, București, 1974, p. 59; Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 180
- ⁴¹ *Apud Jan Dlugosz, op. cit.*, col 534
- ⁴² N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 141
- ⁴³ Șerban Papacostea, *Ștefan cel Mare...*, p. 49-50; *Apud Jan Dlugosz, op. cit.*, col. 534; Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 180
- ⁴⁴ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 142 ; *Istoria românilor*, IV, p. 381-382
- ⁴⁵ Tahsin Gemil, *Două documente tătarăști referitoare la campania din 1476 a sultanului Mehmed al II-lea în Moldova*, en A.I. I. A. „A. D. Xenopol”. Iași, V/1968, p. 187
- ⁴⁶ *Apud Jan Dlugosz, op. cit.*, col. 544
- ⁴⁷ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 138
- ⁴⁸ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 183
- ⁴⁹ Al G. Savu, *op. cit.*, p. 130
- ⁵⁰ *Ibidem*
- ⁵¹ Al. G. Savu, *op. cit.*, p.130-131
- ⁵² *Ibidem*, p. 134
- ⁵³ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 138

⁵⁴ *Ibidem*, p. 140-142

⁵⁵ Tahsin Gemil, *op. cit.*, p.193

⁵⁶ Ion Cupșa, *op. cit.*, p. 130

⁵⁷ P. Georgian, *Tătarii în Țările românești. III Invaziile tătare în veacul al XV și prima jumătate a veacului XVI*, en „Convorbiri Literare”, LVIII/1926, no. 8-9, p.59

⁵⁸ *Istoria românilor*, IV, p. 383

⁵⁹ Tahsin Gemil, *op. cit.*, p. 193

⁶⁰ I. Focșeneanu, Gh. Diaconu, *Bazele puterii militare a lui Ștefan cel Mare*, en „Studii cu privire la Ștefan cel Mare”, Editura Academiei, 1956, p. 149

⁶¹ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 188; Grigore Ureche, *op. cit.*, p.99

⁶² *Ibidem*, p. 189

⁶³ Ils étaient menacés par les Tatars de la Grande Horde d'au-delà de Volga. Dans une lettre que Mengli Ghirai avait envoyé au sultan le 19 octobre 1476, celui-ci raconte qu'Ahmed, le grand khan, a envahi la région de Perecop et a nommé Nur-Daulet, le frère de Mengli Ghirai et gouverneur, à sa place, dans la fonction de khan de la Crimée Gianibek (Zenebec). Certains historiens pensent que l'intervention du grand khan Ahmed aurait eu lieu à l'intervention du roi Cazimir.

⁶⁴ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 188-189

⁶⁵ *Ibidem*, p. 189-191; Tahsin Gemil, *op. cit.*, p. 193

⁶⁶ Nicolae Grigoraș, *op. cit.*, p. 189; Ion Cupșa, *op. cit.*, p. 130

⁶⁷ Nicolae Grigoraș, *op. cit.*, p. 193

⁶⁸ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 188

⁶⁹ Apud Jan Dlugosz, *op. cit.*, la colonne 544

⁷⁰ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 189; Tahsin Gemil, *op. cit.*, p. 193

⁷¹ Gheorghe Pungă, *Considerații cu privire la cetatea Chilia Nouă*, en A.I. I. A. „A. D. Xenopol”, Iași, XXXIV/1997, p.373

⁷² Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 149

⁷³ B. D. Grecov, A. I. Iacobovschi, *op. cit.*, p.395

⁷⁴ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 149

⁷⁵ B. D. Grecov, A. I. Iacobovschi, *op. cit.*, p. 396

⁷⁶ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p.184-185

⁷⁷ *Ibidem*, p. 186;

⁷⁸ *Ibidem*, p. 168-187

⁷⁹ I. Lespezeanu, L. Marcu, *op. cit.*, p. 262

⁸⁰ *Ibidem*, p. 263, 264

⁸¹ *Ibidem*; Gheorghe I. Brătianu, *op. cit.*, p. 432; Apud A. Veress, *Acta et epistolae relationum Transylvaniae cum Hungariaeque cum Moldaviae et Valachia*, Budapesta, 1914, p. 38

⁸² La lettre du sultan à Raguza: «imperator de li Tartari cum septanta milia homini d'arme» «et similter tutta gente di Vlaquia»; Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 185-186; Mariana Șlapac, *Enigma Cetății Chilia*, en A. I.I.A. „A. D. Xenopol”, Iași, XXXIV/1994, p. 385-382

⁸³ Cette fois-ci, l'intervention des Tatars de Mengli Ghirai a eu des conséquences plus grandes que celle de 1476; N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 210; Apud N. Iorga, *Chilia și Cetatea Albă*, p. 157-158; *Cronici turcești...*, p.462

⁸⁴ Sergiu Iosipescu, *Contribuții la istoria Moldovei lui Ștefan cel Mare*, en A. I. I.A. „A. D. Xenopol”, Iași, XXIX/1992, p. 64; *Istoria românilor*, IV, p. 388-389

⁸⁵ Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 174-175; *Istoria românilor*, IV, p. 302-303

⁸⁶ Après le départ de Mengli Ghirai en Crimée, les Tatars commandés par Murtaza, qui devaient défendre les deux cités récemment conquises, ont pillé et dévasté la région du sud de la Moldavie d'une telle manière, qu'elle est devenue inhabitable. Après quatre ans de pillages continuels, une partie de ceux-ci ont demandé la permission de Baiazid de rentrer à Perecop ; une autre partie s'est établie en Dobroudja. N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 288

⁸⁷ *Istoria românilor*, IV, p. 229-230; Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 186, 187

⁸⁸ Malgré le serment déposé à Colomeea, Etienne n'a jamais pu récupérer les cités et les contrées perdues. Mengli Ghirai contrôlait tout le littoral de la Mer Noire. En ces conditions, Etienne a dû commencer à traiter avec les Turcs en vue de la conclusion d'une paix avec eux. Cette paix sera conclue en 1487. Il a dû collaborer, aussi, avec les Tatars du Khanat de Crimée. Ion Cupșa, *op. cit.*, p. 118; Gheorghe I. Brătianu, *op. cit.*, p. 434

⁸⁹ *Letopisețul de la Bistrița*; Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 174-175

⁹⁰ Etienne a envoyé cette demande au Vatican après la mort du roi Cazimir, le 7 juin 1492. Cette année-là, Ioan Albert a envoyé des émissaires à la Porte Ottomane pour prolonger pour trois années de plus la paix conclue en 1489. La motivation de la demande d'annulation du serment déposé à Colomeea a été la suivante: le nouveau roi ne pouvait plus l'aider à récupérer les cités et les territoires conquis par les Turcs. Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 187-188

⁹¹ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 230-231, Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 227

⁹² Gheorghe Duzinchevici, *Ștefan cel Mare și opera sa*, Editura Politică, București, 1973, p. 74; *Istoria românilor*, vol. IV, p. 394

⁹³ *Ibidem*, p. 228-229; V. Costăchel, *Relațiile dintre Moldova și Rusia în timpul lui Ștefan cel Mare*, en *Studii cu privire la Ștefan cel Mare*, p. 189

⁹⁴ Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 191-192; *Istoria românilor*, vol. IV, p. 396

⁹⁵ Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 196

⁹⁶ I. Focșeneanu, Gh. Diaconu, *Bazele puterii militare a lui Ștefan cel Mare*, en *Studii cu privire la Ștefan cel Mare*, p. 247

⁹⁷ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 256

⁹⁸ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 252-253

⁹⁹ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 257

¹⁰⁰ *Ibidem*, p. 258

¹⁰¹ *Ibidem*, p. 259, 260; Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 191-192

¹⁰² Ion Cupșa, *op. cit.*, p. 226

¹⁰³ *Istoria românilor*, vol. IV, p. 397

¹⁰⁴ N. Grigoraș, *op. cit.*, p. 226

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 227

¹⁰⁶ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 259

¹⁰⁷ I. Lespezeanu, L. Marcu, *op. cit.*, p. 340-341

¹⁰⁸ Alexandru Gonța, *op. cit.*, p. 188-189

¹⁰⁹ N. Iorga, *Istoria lui Ștefan cel Mare*, p. 201

¹¹⁰ I. Lespezeanu, L. Marcu, *op. cit.*, p. 358

¹¹¹ Manole Neagoe, *op. cit.*, p. 262-263

¹¹² *Istoria românilor*, vol. IV, p. 397

¹¹³ *Ibidem*, p. 398

¹¹⁴ Al. G. Savu, *op. cit.*, p. 205

¹¹⁵ I. Focșeneanu, Gh. Diaconu, *op. cit.*, p. 43

VENIAMIN COSTACHI ET LA FONDATION DE LA CATHÉDRALE MÉTROPOLITAINE DE IAȘI

Mirela Beguni
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: Personalitate proeminentă a Bisericii Ortodoxe și a neamului românesc, mitropolitul Veniamin Costachi, a cărui prodigioasă activitate în multiple domenii a fost elogiată de întreaga noastră istoriografie, și-a legat numele și de ctitorirea celei mai mari și mai impunătoare catedrale a Moldovei, studiul de față prezentând contribuția ierarhului la edificarea locașului de cult care, de peste un secol, reprezintă unul dintre cele mai importante simboluri ale Iașului.

Personnalité proéminente de l’Eglise Orthodoxe et du peuple roumain, Veniamin Costachi¹, dont la prodigieuse activité en plusieurs domaines a été élogiée par l’historiographie roumaine toute entière, a lié son nom, aussi, de la fondation, à Iași, de la plus grande et de la plus imposante cathédrale de la Moldavie.

Conformément aux documents, sur l’endroit consacré à l’édification du grand monument avaient existé auparavant deux autres monuments qui ont servi d’églises métropolitaines. Le premier était Biserica Albă, fondation d’Etienne Le Grand, située sous le patronage de la Naissance de Saint Jean Le Baptiseur ; celle-ci, ensemble à Sfântul Nicolae Domnesc, fondation du même voïvode, a reçu la même destination après le déménagement de la capitale de Suceava à Iași². A cause de l’état précaire dans lequel se trouvait cette construction à cause de l’écoulement du temps, Anastasia, l’épouse du prince régnant Ioan Duca, l’a démolie et a commencé la construction sur son emplacement d’une église plus grande sous le patronage de *Stratenia* (L’Accueil du Seigneur), qu’elle a terminé après la mort de son époux ; la nouvelle fondation a reçu l’avant dernière décennie du XVII-ème siècle, la fonction d’église métropolitaine³.

Elle n’a pas eu des qualités esthétiques tout à fait particulières ; avec le temps, elle est devenue peu solide et comme elle n’était pas trop vaste, le grand hiérarque Veniamin s’est rendu compte de la nécessité de la remplacer avec un nouvel édifice, qui réponde aux exigences artistiques et pragmatiques d’une Eglise Métropolitaine du XIX-ème siècle⁴.

Bien qu’il fût le fondateur de plus 200 églises⁵, cette activité fondatrice du “plus important prélat du peuple roumain”⁶ a été abordé dans l’historiographie d’une manière plus réduite que celle des autres domaines ; on a retenu et souligné surtout sa contribution à l’édification de la nouvelle cathédrale métropolitaine de Iași. A l’enceinte de la cathédrale métropolitaine, le métropolitain Veniamin a fait construire quelques *atenanse*⁷, une inscription qui s’est gardée vient à l’appui de

cette affirmation: “Le mois d’avril de l’année 1718, avec la bénédiction de Sa Sanctité Le Métropolitain de la Moldavie Kiriu Kiriu Veniamin et aux frais de la Sainte Eglise Métropolitaine, on a commencé cet édifice de ses fondations ; celui-ci comprend un dépôt, une blanchisserie, une remise, des écuries et des maisons d’hôtes, qui ont été terminés la même année, le 30 octobre...”⁸

Après la libération du pays de la domination grecque, l’hierarque, plein de joie et maîtrisé par le désir de la prospérité de sa propre nation, s’est proposé de construire une église magnifique selon le célèbre modèle de l’Eglise La Sainte Sophie de Constantinople⁹ ; celui-ci a obtenu le 8 août 1826 du prince régnant terrien Ioniță Sandu Sturdza l’acte par lequel les deux dirigeants faisaient appel “envers toute la communauté, celle ecclésiastique, mais aussi celle laïque”, et “envers tous leurs compatriotes grands et petits” de contribuer chacun selon ses possibilités et selon la bienséance à la construction de celle-ci¹⁰.

Un document pas daté de l’époque du même prince régnant raconte d’une manière ample les discussions que Veniamin, les évêques et les boyards ont portée pour trouver ensemble “la manière dans laquelle, on pourrait, selon les vœux de Dieu, édifier de nouveau sur le territoire de l’Eglise Métropolitaine une église vaste qui puisse recevoir un nombre plus grand de fidèles, ainsi qu’un clocher” ; celle-ci qui existait à cette époque-là “n’était pas du tout propre au nombre des fidèles, et de plus, elle avait des fentes”. Le prince régnant, “poussé par des sentiments chrétiens” acceptait à offrir plus de 80000 lei pour les matériaux de construction et l’acompte des artisans, des ouvriers ; les dépenses totales étaient estimées à la somme de 450000 lei¹¹.

L’acte de 1826¹² nous informe que “comme elle ne pouvait pas recevoir ni la dixième partie de ceux qui voulaient écouter les saintes messes à l’Eglise de la Sainte Eglise Métropolitaine Mère” “qui est manquée d’un édifice pareil à la croissance démographique de la population le long du temps et qui se trouve aujourd’hui dans la ville de Iași”, et comme les deux églises de son enceinte sont “anciennes, mais aussi petites et détériorées”, “ébranlées par les tremblements de terre et par les vicissitudes des temps, la construction d’un nouvel édifice de l’Eglise Métropolitaine, ensemble à son clocher est fortement nécessaire [...] tout en tenant compte des dimensions et des frais demandés par les besoins et l’ardeur du peuple de plus en plus nombreux, mais aussi par la probité et l’éloge de la patrie”.

Conformément à cet acte, en vue de la construction rapide de l’église et comme exhortation pour les compatriotes, le prince régnant – même “offrait la moitié de la somme de 83995 lei”¹³, “les plans architecturaux qui ont été dressés”, appartenant selon la tradition à Gheorghe Asachi¹⁴.

Donc, quoique dans cet important document de 8 août 1826, le prince régnant demandait le commencement urgent des travaux, de manière qu’on fasse “sinon non plus, qu’à même les fondations selon le plan et qu’on creuse et qu’on arrive avec la construction jusqu’au niveau de la terre cet automne, et ensuite, tout en commençant avec l’été futur qu’on reprend le travail sérieusement [...] pour atteindre le but désiré”, prévoyant donc la fin de la construction pour l’année suivante, il semble que jusqu’en 1833, ni la démolition de Stratenia n’avait

commencé¹⁵; les travaux ont été empêchés par les difficultés apparues¹⁶ et par l'occupation militaire russe, qui a commencé dès l'année 1828¹⁷.

Quoique le contexte pas favorable ne permettait pas à Veniamin d'aborder le grand projet de la construction de l'église, celui-ci a construit un corps de 26 cellules dans la partie nordique de Stratenia, sur l'emplacement de l'Académie qui avait brûlée; une inscription en pierre qui s'est conservée témoigne de cette réalisation; on a extrait de celle-ci le texte suivant: «Les jours du béni seul seigneur de la Russie toute entière, le grand Empereur Nicolae Pavlovici I et du Général de la Valachie, Ansef Pavel de Kiselef ces cellules ont été construites et les frais ont été supportés par Sa Sanctité Kiriou Kiriou Veneamin de Costachi [...]. Tout en commençant avec l'année 1832 et celles-ci ont été finies pendant l'année 1833».¹⁸

Téméraire et enthousiaste, après la fin de ces événements, Veniamin Costachi a repris son plan; il mettait la première pierre à la fondation du nouveau monument¹⁹ le 3 juillet 1833, la fin de la construction s'est réalisée, conformément à une inscription écrite avec des lettres en or sur le toit de l'une des tours, en 1839²⁰.

On raconte que ce jour-là, ce lundi, après la réalisation de la liturgie dans l'église fondée par son antécédent dans le siège métropolitain, Gavriil Callimachi, Veniamin a sanctifié l'eau et a mis avec ses propres mains «la première pierre de fondation sur le fond de la fosse de fondation»; le nouvel édifice a gardé le patronage de l'Accueil du Seigneur de l'église d'Anastasia; à celui-ci, il a ajouté celui de Saint George, le protecteur de l'ancienne Eglise Métropolitaine de la Moldavie et des étendards d'Etienne le Grand²¹.

Quatre mois auparavant, le 2 mars, le métropolite écrivait «à ses frères en Jésus Christ, aux archiépiscopaux, aux archimandrites et aux chanoines des saints monastères et du corps ecclésiastique, aux élus, aux boyards grands et petits, aux marchands et à tous les fidèles bienséants chrétiens qui honorent Dieu de ce pays béni par Dieu», en les conseillant de «désirer une église semblable» et de donner «leur aide pour sa réalisation sans aucune réserve».

Nous apprenons de ce document²² qu'«il était tout à fait nécessaire une sainte église, qui deviendra ensuite église métropolitaine, le siège ancien de l'Eglise Métropolitaine de Suceava, la plus grande église de toute la Moldavie, [...] ayant resté dans la maîtrise de l'empire de l'Autriche»; on décidait de commencer la construction ce printemps – là «de cette sainte église avec trois autels dans la cour de la sainte Eglise Métropolitaine; tout les deux églises plus anciennes ont été démolies; dans les tours de celles-ci on construira un clocher». On mentionnait, aussi, qu'on estimait que son édification «pour la commémoration éternelle du peuple bienséant, pour l'honneur et le louange de ce pays» dure trois ans, avec des frais de plus d'un million de lei, le nom et les contributions des donateurs devraient être inscrits en 16 registres portant le sceau de l'Eglise Métropolitaine et envoyés dans tous les contrées. Sur la même feuille on précisait, aussi, la somme que le métropolite Veniamin s'engageait à donner mensuellement; celle-ci était de 1000 lei, «tout en commençant du 1-er août de l'année en cours, tout le long de ma vie, autant que Dieu me permettra, ou jusqu'à la fin des travaux à cet édifice divin».

De cette manière, la magnifique cathédrale était édifée avec des efforts financiers très importants que devaient supporter le peuple tout entier, des fonds qui représentaient presque tous les revenus de cette période des domaines métropolitains, auxquels on ajoutait les aides financiers des évêques, des monastères, des boyards²³ ou des autres fidèles, ainsi que la contribution du clergé, surtout pour le transport des matériaux²⁴.

Parce que les donations, plus ou moins significatives au début, se sont réduits le long du temps, la difficile mission du financement de la construction est tombée dans la responsabilité du vénérable métropolitain – qui, auprès de Filaret Apamias, surveillait chaque jour les travaux – un registre qui comprend en détail les frais effectués le mois d’avril de l’année 1833 et jusqu’à la fin de l’année 1841, tout en relevant le rythme et leur développement²⁵.

De plus, des différents dossiers et registres concernant les questions domestiques de l’Eglise Métropolitaine comprennent des revenus, des frais et des inventaires qui démontrent clairement les efforts que le grand métropolitain a fait d’une manière systématique pour finaliser l’imposante construction, mais aussi la contribution insignifiante du riche, mais avare prince régnant Mihail Sturdza. De cette manière, en 1833 on avait dépensé 215 lei pour démonter le toit et la démolition de la tour de l’Eglise Stratenia, 3883 lei pour la démolition des murailles de celle-ci et pour l’écartement du plâtras, ainsi que 5146 lei pour la récupération des pierres de fondation²⁶; cela démontre que les initiatives de 1826 n’ont pas été appliquées²⁷.

On affirme en ces documents que le 23 juillet 1833, aux ordres du métropolitain Veniamin, commençait la construction de la fondation et on taillait «la pierre où on a mis le veilleuse», ainsi que pendant les solennités de la mise de la pierre de fondation, l’ingénieur viennois Freiwald était payé avec 826 lei; aux travaux, a participé, aussi, le fils de celui-ci, en qualité d’architecte²⁸. On apprend, aussi, de diverses informations sur l’argent dépensé et sur les donations, sur les ouvriers et les matériaux, sur le type des travaux et leur évolution etc.; ces informations relèvent les préoccupations tout à fait particulières pour la qualité de ceux-ci, mais aussi les difficultés rencontrées.

De cette manière, on apprend qu’en 1834 on a amassé des monastères 384782 lei et 73396 lei provenant des donations particulières; en 1835, ces sommes étaient de 411305 lei²⁹, respectivement 14400 lei, et en 1836 407755, respectivement seulement 1500 lei³⁰; ces valeurs mettent en évidence la réduction drastique des donations particulières, mais aussi le fait que les monastères et les couvents ont contribué d’une manière significative³¹ au financement du nouvel édifice de culte.

En ce qui concerne l’utilisation des fonds, nous avons des informations que durant l’année 1833 on a dépensé 116234 lei pour la fondation et dans le suivant, 300880 pour la construction des murailles; jusque le 27 février 1837, la somme a augmentée à 1473745³² lei; l’archimandrite Veniamin Velişcu s’occupait des comptes. On apprend, aussi, que «le fer d’attache» était travaillé en Bucovine, le bois provenait de Baia et de Neamţ, les briques de Prisăcani et Galata, la chaux à

Dolhești, Hilița, Borde, Crăcăoani et Bisericani, «les grues avec des cordages» ont été apportées de Neamț. De plus, les documents soutiennent que le mois de juillet de l'année 1837 les murailles étaient terminées; le métropolite lui-même est monté sur celles-ci et les a inspectées; il a offert aux ouvriers 100 lei «pourboire»; le 31 août la voûte était terminée³³.

Autres notes des Archives de l'Eglise Métropolitaine nous informent que, durant l'année 1837, 40-50 ouvriers travaillaient chaque jour aux décorations en pierre et en plâtre, pour les travaux mécaniques et de charpenterie, pour couvrir l'église, les clochers et les tours; pour le montage des cloches, on a contracté le 16 août deux allemands, Șoț et Franc Fatiriu; ceux-ci devaient recevoir ultérieurement en tranches, pour eux et leur équipe, 11000 lei, en dehors de la paye mensuelle de 350, respectivement 300 lei. En ce qui concerne les artisans charpentiers qui les ont aidé, on a consigné leurs noms, le nombre des jours travaillés et la paye de chacun; cela nous a permis d'observer, auprès de la participation autochtone, la présence de quelques Allemands et quelques Français³⁴.

A cause des motifs inconnus, mais déductibles et présentés ultérieurement, l'année suivante Freiwald ne conduisait plus les travaux; le 1-er avril était engagé comme architecte un colonel russe, Mihail Singurov; à celui-ci, on payait mensuellement la somme de 1000 lei³⁵.

On parle en 1838 «des tailleurs en pierre qui ont transformé 48 morceaux, qui ont été travaillés antérieurement selon le plan ancien et on les a transformés maintenant selon le plan actuel; cette note témoigne des modifications apparues dans le plan de la construction, mais fait référence, aussi, à 132 lei qu'ont reçu deux artisans «qui ont couvert l'Eglise partout pour qu'il ne pleuve sur les voûtes et sur les murailles», la valeur petite de la somme nous a permis d'apprécier qu'il s'agissait d'un travail provisoire. On peut constater, aussi, que cette année-ci, on travaillait au toit; on avait retenu pour payer les travaux par lesquels on a «taillé les murailles pour mettre les briques à la grande voûte» la somme de 1500 lei; on a retenu, aussi, la somme de 100 lei, donnée «aux tailleurs qui ont taillé 75 *stânjeni* de planches de chêne qui étaient nécessaires à la grande voûte»³⁶.

Le caractère calme et charitable du «plus grand et plus évangélique métropolite du peuple roumain», si connu et apprécié par ses contemporains, est mis en évidence par les documents qui concernent la construction de la cathédrale; parmi les frais de cette année-là, apparaissaient aussi «à l'ordre du père métropolite», 28 lei pour un «manteau paysan d'un vieillard qui était à *varniță*», 22 lei pour «deux chemises et deux paires de caleçons toujours pour le même vieillard», 18 lei pour «6 *oca* de l'eau de vie aux briqueteurs qui ont construit deux cheminées», ainsi que 8 lei pour un «sceau de fromage», toujours pour ceux-ci³⁷.

En 1839³⁸ «les tours des ruelles étaient prêtes» – le 20 juillet on emplaçait l'horloge – on travaillait au toit et on réalisait et montait, sur les quatre tours et aux coins, les croix dorées avec de l'or provenant de l'argent «*venetici* et *olandeji* anciens»; à chaque croix, on avait utilisé 150 monnaies en or, l'or et la dorure on coûté 34980 lei³⁹. Par le contrat signé le 14 avril de la même année, l'italien Giovanni Schiavoni était engagé pour peindre l'iconostase; pour cela, il recevait

6800 lei; la partie en bois de celle-ci a été réalisée en 1841 à Odessa⁴⁰, par Ivan Kovşarov⁴¹.

Les travaux étaient continués en 1840, lorsqu'on avait couvert l'église avec du «fer blanc»⁴², apporté par Galaţi de l'Angleterre; on avait réalisé, aussi, une grande croix pour la voûte centrale, dorée avec l'or provenu de la fonte, dans la présence de *protosinghel* Ioasaf, de 155 monnaies d'argent de Venise⁴³.

Pendant que certains écrits racontent d'une tour placée dans la zone centrale de l'église, dans les documents on parle de voûtes, mais aussi de tours⁴⁴, parfois pour désigner le même élément architectural; plus plausible est l'hypothèse de la projection entre les quatre tours des coins d'une grande tourelle⁴⁵, selon le modèle offert par quelques églises et cathédrales européennes.

La dernière année dans laquelle ont été effectués des travaux sous la direction du grand hiérarque Veniamin a été 1841, lorsqu'on a mis «les lettres» au «grand cordon de la ruelle», on a doré «l'œil de dessus le symbole de Stratenia de l'autel» par le peintre Constantin, on a «élevé le plan de l'église cathédrale» par le peintre Hofmann, on a monté les fenêtres et on a payé la somme de 472 lei pour le travail des tailleurs en pierre roumains et d'un russe.⁴⁶

Malheureusement, lorsque l'église a été presque terminée et il restait à exécuter seulement quelques travaux intérieurs d'ornementation, ont apparu des fentes significatives dans les murailles; cela a nécessité l'écartement de la voûte centrale. En ce qui concerne leurs causes⁴⁷, on a considéré qu'il s'est agi soit de certaines erreurs dans la projection de la voûte⁴⁸, qui devrait couvrir un espace très large et qui, était en conséquence, très lourde, soit de l'emplacement de toutes les cloches, «d'une grandeur colossale»⁴⁹ en seulement deux des tours⁵⁰; on suppose que ces cloches ont contribué à l'apparition d'une fente au milieu des deux murailles latérales de l'église⁵¹.

Dans le discours soutenu par le métropolite Iosif Naniescu le 23 avril 1887, à l'occasion du sacrement de la cathédrale, celui-ci disait «qu'il est arrivé que la lourdeur de la voûte n'a pas été bien calculée selon les dimensions de la largeur et de la longueur de l'église et par conséquent ils ont été obligés de l'écarter en grande hâte»⁵²; on infirmait de cette manière le bruit concernant son écroulement.

Et la voûte construite ultérieurement en bois, «à cause du même défaut de calcul dans les dimensions de la construction, est tombée plus tard avec grand bruit»; cet événement regrettable s'est passé en 1857⁵³.

Tout en prenant en considération tous ses aspects, on pourrait croire que le remplacement de l'architecte Feiwald avec Singurov, le printemps de l'année 1838, est du aux problèmes apparus après la construction de la voûte en pierre et en brique, ainsi qu'à son écartement et qu'à la construction de celle en bois s'est réalisée conformément aux recommandations de Sigurov, pendant que Veniamin était métropolite. A l'appui de cette idée vient l'acte sur la fin de la voûte de 31 août 1837⁵⁴, mais aussi des autres concernant les frais faits en 1838. De cette manière, «les tailleurs en pierre qui ont transformé 48 morceaux, qui étaient taillés selon l'ancien plan et qui ont été ultérieurement transformés selon celui nouveau»⁵⁵ recevaient 135 lei, «huit débardeurs qui ont porté le bois nécessaire pour le toit»

étaient payés avec 192 lei, pendant que les «hommes qui ont porté le plâtras de l'Eglise» avec 700⁵⁶; 1500 lei a coûté de tailler la muraille pour mettre les briques à la grande voûte»; avec 100 lei ont été payés «les tailleurs en bois qui ont taillé 75 stânjani de chêne qui étaient nécessaires à la grande voûte»⁵⁷.

V. A. Urechea consignait qu'en 1840 «une grande souffrance maîtrisait le cœur du métropolite Veniamin» parce que l'église qu'il avait commencé il y a 7 ans «s'écroulait, ses voûtes s'effondraient de manière que seulement les murailles extérieures restaient debout, ainsi que les quatre tours»; «le malheureux architecte» avait quitté la ville de Iași «humilié et honteux»⁵⁸.

Malheureusement, ni Singurov n'a pas réussi à trouver une solution qui arrête l'approfondissement des fentes dans les murailles; leur recherche de 15 octobre 1842 a conclusionné qu'elles sont dues «à l'emplacement mauvais des murs de l'église» et qu'elles ne sont pas dangereuses; on proposait leur «obstruction»⁵⁹.

Accusé par ses contemporains de l'échec de la construction de la cathédrale⁶⁰, des emprunts qu'il avait fait à la charge de l'Eglise Métropolitaine pour le financement de la construction et par la grande valeur des frais⁶¹, et en conflit avec le prince régnant Mihail Sturdza à cause du refus du contrôle de l'Etat sur les fortunes des églises, Veniamin présentait à celui-ci sa démission, avant de quitter le siège métropolitain et de se retirer au monastère Slatina, le 28 février 1842; à l'avance, il avait entouré trois fois sa chère cathédrale⁶², avec la profonde douleur de n'avoir pas réussi de la terminer⁶³.

Conformément au discours de Iosif Naniescu qu'on vient de mentionner, le métropolite Veniamin «est mort avec l'âme triste parce qu'il n'a pas pu voir de ses propres yeux l'œuvre de ses désirs et de ses efforts pas terminée; d'ailleurs, on soutient qu'il aurait dit «cette œuvre, comme on peut voir, est réservée à d'autres plus tard»; autres contemporains du grand hiérarque nous racontent qu'il «soupirait et pleurait chaque fois qu'il regardait la colossale construction»; on peut remarquer la souffrance que l'irréalisation de celle-ci lui a provoquée⁶⁴.

Après le départ du métropolite Veniamin, les travaux à la cathédrale ont stagné à cause de l'absence de celui-ci qui, pendant neuf années, avait été l'initiateur et le souteneur actif de toutes les démarches pour sa construction, mais aussi à cause des fentes et du manque de toute solution en ce qui concerne la voûte. De cette manière, quoique, par une lettre du mois d'août 1842 Kovšarov annonce la finalisation de la sculpture de l'iconostase, le comité directeur des travaux annonçait le Conseil dirigeant des travaux que le montage de celui-ci ne peut pas se réaliser «jusqu'au moment où le bâtiment de la cathédrale ne sera prêt à l'intérieur»; l'interruption des travaux a provoqué le dilemme du comité qui demandait le Conseil sur les «étapes à suivre»⁶⁵.

Après la date de 25 octobre 1842 on ne connaît pas des documents qui attestent la continuation des travaux, plusieurs pétitions de 1843 de Schiavoni montrent que ceux-ci avaient été interrompus. De cette manière, dans celle adressée au conseil administratif de 14 août, le peintre sollicitait que ses icônes soient reçues⁶⁶; ces icônes avaient été réalisées conformément à l'accord qui n'était plus valable parce que «l'Eglise Métropolitaine a suspendu les travaux de construction;

dans les pétitions de 27 septembre et de 11 octobre on demandait aux autorités de résilier son contrat avec l'Eglise Métropolitaine, pour qu'il puisse quitter le pays⁶⁷.

Quoique après l'année 1843 aient existé des essais de résoudre les problèmes architecturaux de la cathédrale et de finalisation de celle-ci, ils ont été des échecs à cause des événements défavorables et du manque d'appui de la part de l'Etat ; à peine en 1880, le métropolite Iosif Naniescu a commencé les travaux qui ont donné au monument la forme actuelle⁶⁸.

Sur l'état de l'église de Veniamin relatait en 1850 le lieutenant de métropolite Mardarie Apamias qui, le 15 février, attirait l'attention au vornic ecclésial Grigorie Cuzis sur le fait que ses murailles étaient couvertes d'une couche épaisse de neige, qui, par sa lourdeur et par sa fonte causait "des problèmes aux murailles" et priait de "procéder à ce qui est nécessaire pour faire descendre la neige". Un autre essai était adressé au Département ecclésial le 5 septembre: on y montrait que dans «toutes les quatre parties des tours de la nouvelle église persiste l'eau, et à cause de cela, à celles plus anciennes l'eau a pénétré par la voûte, comme le toit est pourri; par les fenêtres entre la pluie et la neige et celles-ci causent l'humidité de la muraille»; on sollicitait "de la bienveillance pour résoudre ce problème"⁶⁹. Comme réponse, le Département ecclésial chargeait le 20 septembre l'architecte Berzanu avec "la réalisation de la réparation du toit de la nouvelle église cathédrale", dont les frais valaient 4953 lei; ce devis devait être donné à Mardarie "pour ses connaissances et pour veiller à la réparation du monument". La première partie du devis "représentait les frais avec la réparation du toit d'auprès les tours, des rigoles jusqu'aux gouttières, sur une longueur de 30 stânjani, pour les nettoyer et les renforcer avec des petits clous"; les travaux ont nécessité "500 planches, 16 poutres à mettre dessous, 48000 lattes et 60000 clous"⁷⁰.

Après quatre années, nous apprenons d'une demande que le métropolite Sofronie Miclescu adressait au prince régnant Grigorie Alexandru Ghica le 4 décembre 1854, que celui-ci lui sollicitait à celui-ci de disposer la réparation de l'Eglise Métropolitaine fondée par Gavriil Callimachi, de celle de Veniamin: on y considérait qu'il «y était trop dangereux de tenir des messes», chose confirmée par l'écroulement "à grand bruit" après moins trois années, de la voûte centrale⁷¹.

En ce qui concerne le recommencement des travaux à la cathédrale, la démarche la plus importante a été celle de Calinic Miclescu, qui, en juin 1867, lançait un appel pour "échapper de la ruine cette Eglise Métropolitaine et de la rendre à sa sainte destination"; en ce sens, on avait distribué dans tout le pays des listes de souscription; on avait apporté de Vienne l'architecte Harca "pour étudier la cathédrale" et on avait dressé un règlement d'utilisation des fonds. Pourtant, les réactions n'ont pas été à la mesure des attentes, le 22 février 1873, le métropolite Calinic a du réitérer l'appel envers les fidèles pour ramasser de l'argent ; en même temps, on avait constitué un "comité de restauration" composé de boyards et d'hommes instruits, ayant à sa tête le métropolite ; on avait fondé, aussi, des comités départementaux pour ramasser des fonds⁷².

En même temps, Calinic s'adressait au prince régnant ; il rappelait à celui-ci que dans la seconde capitale "il y a encore une autre église, il y a encore un autel

qui, avant de servir la gloire de Dieu, était couvert de décombres et moisi”; le 19 mars 1873, le ministre des cultes, Christian Tell lui répondait qu’il n’avait pas des fonds et lui attirait l’attention que “l’agitation créée pour appuyer cette restauration ne pourra accomplir le but louable et par conséquent, il ne resteraient après elle que des incriminations vaines pour le passé et pour le présent”⁷³. Ni l’appel du métropolitain adressé au maire de Iași, auquel il transmettait qu’il est nécessaire “que l’état de ruine de ce monument grandieux”⁷⁴ ne soit pas regardé “avec indifférence” ne réussissait pas à résoudre le cas, les fonds accumulés par les efforts de cet hiérarque se sont prouvés insuffisants pour démarrer les travaux⁷⁵.

La situation changera à peine à l’époque de Iosif Naniescu, qui, conformément à son propre témoignage, avait assisté “pendant sa première enfance” à la mise de la fondation de cette église par “l’heureux père fondateur Veniamin, le Métropolitain”, et maintenant collaborait pour “accomplir l’œuvre et la volonté de celui-ci”⁷⁶. En ce qui concerne cette démarche, le patriarche de la Roumanie, Nicodim Munteanu, racontait “le bel souvenir” de deux rêves qu’ont eu concomitamment le métropolitain Iosif et son confesseur, l’archimandrite Ieroftei, dont il disait qu’ils l’ont fait frémir. Ieroftei avait rêvé “qu’aux alentours de la cathédrale ruinée, que les maladroits de l’époque avait fait sortir à la vente aux enchères pour vendre son matériel, tournaient deux moines, qui parlaient l’un avec l’autre et qui montraient la cathédrale ruinée”; il a reconnu un comme Iosif Naniescu, et l’autre, selon les images des tableaux, Veniamin. Les deux “parlaient, montraient la cathédrale et se conseillaient, et ainsi ils se sont éloignés...”. En racontant son rêve au métropolitain Iosif, celui-ci lui a répliqué avec étonnement, de la même manière et la même nuit, qu’il s’était rêvé ensemble à Veniamin Costachi à la cathédrale ruinée et que Veniamin lui avait dit “Elevez-la, construisez-la, refaites-la!”⁷⁷.

Quoique certaines voix la nomment “ruine menaçante à tomber toute seule”, estimant des frais trop élevés pour sa finalisation et ils opinaient que la grande église de Veniamin devrait être démolie⁷⁸, la cathédrale entra dans l’année 1880 dans une nouvelle étape; aux insistances du métropolitain Iosif Naniescu, les Corps législatifs du pays ont voté le crédit nécessaire pour la réalisation des opérations de restauration⁷⁹. A cette fin, on avait constitué une commission conduite par le métropolitain; les travaux commencés le 15 avril ont eu comme “architecte dirigeant” le recteur de l’Université de București, Alexandru Orăscu, aidé par les architectes Al. Stamatopulo et Ksiezaschi⁸⁰.

Tout en bénéficiant du précieux appui de Carol I, auquel il avait attiré l’attention sur l’état de la cathédrale et auquel il avait demandé l’aide, le continuateur et le restaurateur de la cathédrale de Veniamin, le métropolitain Iosif, mettait ce jour-là la deuxième pierre fondamentale de l’église aux pilastres inférieurs, qu’on avait maintenant ajouté pour soutenir les voûtes; les travaux ont continué sans aucune interruption jusqu’en 1887⁸¹.

Pour venir à l’accueil des nécessités apparues avec la croissance démographique, mais pour respecter, aussi, l’esprit de l’époque, la cathédrale de Veniamin avait été conçue pour abriter quelques milliers d’hommes – requête à la

quelle le plan traditionnel moldave ne pouvait pas répondre – son largeur appréciable causant, comme nous venons de voir, des difficultés sérieuses.

Pour résoudre le problème du toit du vaste espace central, les nouveaux dirigeants des travaux ont opté pour la modification du projet de Veniamin ; ils ont remplacé la tourelle centrale avec trois voûtes en berceaux appuyées de pilastres massifs, fait qui a assuré la résistance nécessaire, mais a changé radicalement l'aspect extérieur de la cathédrale.

Si, du point de vue stylistique, la fondation du métropolite Veniamin rassemblait avec des autres églises grandioses construites à cette époque-là en Europe, comme celle en marbre de Copenhaga, Saint Isachie de Petersburg, Saint Nicolas de Potsdam ou Christ le Sauveur de Moscou, ayant au milieu une tour imposante qui dépassait en hauteur les quatre coins, le changement du projet conférait à celle-ci, par la disparition de la tour centrale, un aspect de “table avec les pieds en haut”⁸².

La tradition formée à la base de l'expérience accumulée dès le sixième siècle, qui demandait que les églises avec un tel plan soient dominées par la coupole centrale, ainsi que le sens de l'harmonie viennent à l'appui de l'idée de la projection initiale de la cathédrale de cette manière⁸³. Contrairement à ce qu'on vient de mentionner, le remplacement de la grandiose tour médiane avec les voûtes en berceau, ayant un toit carré et une hauteur plus réduite que celle de la tour initiale, mais aussi que celle des autres quatre, faisait que le centre d'attention de l'église de Veniamin disparaisse ; sa place a été prise, d'une manière pas trop heureuse, des tours des coins. De cette manière, l'expressivité de l'ensemble composé d'une tourelle centrale dominante et des tours des coins qui l'entouraient, ensemble conçu à l'esprit du classicisme, disparaissait. Les requêtes pratiques ont imposé son remplacement avec un autre, qui, du point de vue esthétique, lui est inférieur.

Par la construction des pilastres avec des chapiteaux corinthiens, l'intérieur de l'église se modifiait; auprès du navire central, ont apparu deux autres navires latéraux plus étroits, sur trois niveaux, au niveau de la première rangée de balcons, les pilastres ont été liés longitudinalement par des arcs en plein centre, mais aussi au niveau du second, transversalement par des arcs doubleaux.

Parce qu'à l'époque de Veniamin l'église était presque terminée, il restait encore d'exécuter quelques travaux intérieurs d'ornement⁸⁴; on peut supposer, qu'en grande partie, l'intervention de restauration et de finalisation de celle-ci, a gardé l'aspect initial des façades; cette idée est soutenue, aussi, par une image de l'année 1845⁸⁵. Le style de la cathédrale est influencé par les formes tardives de la renaissance italienne, avec des éléments décoratifs baroques; du point de vue architectonique, la construction est sur le plan rectangulaire, avec quatre tours décrochées positionnées dans les coins.

Sur la partie ouest, dans la zone inférieure des tours, sont disposés symétriquement deux portiques, chacun ayant quatre colonnes avec des fuseaux lisses et des chapiteaux corinthiens, dans la partie supérieure de chacun sont emplaçés un entablement large et un fronton. Entre les deux portiques se trouve l'entrée principale, encadrée de deux fenêtres hautes, ayant, comme celui-ci, la

partie supérieure sous forme d'arc en plein centre; au-dessus, on avait construit une conque qui couvre un balcon demi-circulaire. Sur la conque, décorée avec la représentation en mosaïque de la scène de l'Accueil de Jésus – Christ et dominée par le fond bleu, se trouve un bandeau avec des motifs géométriques rhomboïdaux, sous la corniche; au-dessus de celle-ci est représentée en alto relief la scène de Saint George tuant le dragon; elle est située sur un pignon en style baroque, entre deux colonnettes.

Les tours de la partie ouest, ainsi que celles de la partie est, ont la section carrée sur toute leur hauteur du navire central; les parties supérieures de celles-ci, jusqu'aux toits sous forme de coupole, sont octogonales. Toutes ont quatre niveaux, délimités entre eux de la corniche et de mules proéminentes; le premier – le plus haut – correspond à l'intérieur aux balcons inférieurs et à l'espace destiné au chœur; le second est marqué par la corniche avec des denticules, au-dessus de laquelle on a construit un attique.

Tout en suggérant l'entrée dans un temple grec, la zone centrale de la façade estique a, sur un socle, un portique monumental ressemblant aux autres deux qui se trouvent sur la partie ouest, avec six colonnes avec des fuseaux lisses et des chapiteaux corinthiens; au-dessus ceux-ci se trouvent l'entablement et un fronton décoré avec des denticules, avec l'œil entouré de rayons et inscrit dans un triangle, signifiant le tout savoir de la Sainte Trinité. Entre la corniche et le fronton, on a emplanté deux plaques en marbre noire ayant inscriptionnés, avec des caractères latins, sur deux rangées, les textes: “Edifiée sous le patronage du Métropolite Veniamin Costachi pendant le règne du prince M. Sturdza l'année (illisible), lorsque, à cause de l'éboulement des voûtes, elles est restée pas finie” et “ Restaurée et terminée pendant le règne de Carol I, l'année (illisible) sous le patronage du métropolite de la Moldavie et de Suceava Iosif Naniescu”.

Au-dessus de la corniche, entre les tours, se trouve un pignon avec la représentation en bas-relief de la scène de l'Accueil du Seigneur, ayant dans sa partie supérieure une croix et autres deux plaques en marbre noir, avec l'inscription “Maintenant, délivre ton serviteur, maître, selon Ta parole en paix”.

Les tours estiques se différencient des autres, ayant chacun, au-dessus de l'attique, une zone de section carrée avec 5 colonnettes sur chaque coin, suivie d'une zone de section octogonale et du toit en forme de coupole, ressemblant à ceux des tours de l'ouest. Toutes les quatre ont des fenêtres similaires avec celles des façades de la partie nord et de celle sud et des vaisseaux décoratifs, placés aux coins sur des piédestaux hauts; sur les tours de l'est sont disposés, aussi, deux horloges.

Un cordon étroit, avec une spirale évolutive qui comprend les tours, divise la façade de nord et celle de sud en deux zones auxquelles correspondent, en intérieur, les premiers deux niveaux; ces deux façades sont rythmées verticalement sur toute leur hauteur, de pilastres engagés. Les fenêtres sont disposées entre deux pilastres; celles-ci sont petites au second niveau, arrondies dans la partie supérieure, encadrée de bordures avec des frontons et placées sur un bossage qui rythme horizontalement une grande partie de la surface du niveau inférieur de toute l'église.

On entre à l'intérieur de la cathédrale par un parvis dans l'ample nef centrale, flanquée de deux navires latéraux étroits qui ont au-dessus des balcons disposés sur deux niveaux; ceux-ci ont apparu à la suite de la modification du projet des temps du métropolite Veniamin, par l'addition des pilastres intérieurs qui soutiennent la voûte. Grâce à la réduction de l'espace central par la construction des pilastres, l'iconostase peinte par Schiavoni et sculptée par Kovşarov il y a 40 ans devenait inutilisable; son remplacement était nécessaire avec un autre qui corresponde aux nouvelles dimensions; celui-ci sera peint, comme les murailles intérieures, d'ailleurs, par Gheorghe Tattarescu.

Quoique des autres ouvrages de l'artiste roumain, qui avait étudié à l'Académie di San Luca de Rome – qui a orné 52 églises et qui était considéré le plus grand peintre religieux de son époque – n'ont pas joui de critiques toujours favorables, ceux réalisés à la cathédrale de Iași ont été unanimement appréciés comme “une couronne de son œuvre”⁸⁶.

A l'expérience accumulée en Italie s'est ajoutée celle de l'analyse des célèbres icônes russes dans une visite effectuée en ce but à Moscou, Kiev et Sankt Petersburg; cela a fait que le style de la peinture intérieure soit influencé par l'académisme italien, mais aussi par l'iconographie traditionnelle byzantine; le néo-classicisme de facture italienne est évident dans la réalisation des scènes de la voûte de la nef centrale, dans la manière de peindre les visages des saints et dans la réalisation des compositions décoratives⁸⁷.

A l'embellissement de la cathédrale contribuaient, aussi, 10 vitraux exécutés à München, les tableaux religieux, peints, comme les parois et l'iconostase, par Gheorghe Tattarescu, mais aussi les vêtements liturgiques, les chandeliers, les candélabres, les lustres, les veilleuses et les vaisseaux saints nouveaux⁸⁸, qui s'ajoutaient à ceux réalisés par le métropolite Veniamin⁸⁹. En ce sens, le haut prélat déclarait, dans son impressionnant testament, qu'il laisse “à la sainte Eglise Métropolitaine tous les trésors, les bijoux en argent et toutes les choses que nous avons fait pour l'embellissement, la parure de l'église Cathédrale et pour le louange de Dieu”; de cette formulation, résulte qu'ils en étaient assez nombreux, ainsi qu'ils ont été payés de son propre argent⁹⁰.

La sainte table, en marbre monolithe et ayant inscriptionnés les initiales du commanditaire, la date de l'époque du métropolite Veniamin⁹¹, la présence de celui-ci dans le tableau votif de la cathédrale auprès de Iosif Naniescu, le continuateur de la fondation représentent la reconnaissance de l'apport du grand hiérarque dans sa conception, son édification et sa dotation. Pour la réalisation de ce projet de synthèse en grandeur naturelle, Gheorghe Tattarescu avait utilisé les modèles offerts par deux représentations antérieures et par une photographie; la mitre de l'archi-hiérarque était semblante avec celle du portrait fait par Cauffman, pendant que la mante et la Crosse avec celles peintes par Schoefft; pour rendre la physionomie, l'artiste a utilisé une photographie, ainsi que ses propres souvenirs⁹².

En même temps, les ossements du premier fondateur de la cathédrale, le métropolite Veniamin Costachi, étaient apportés du Monastère Slatina après 40 années de sa mort et assis, dans le cadre de la cérémonie religieuse de 30 décembre

1886, dans la partie droite de l'imposant monument que celui-ci a édifié, entre le mur et le quatrième pilastre⁹³.

La pierre funéraire en marbre offre quelques informations sur le haut prélat, ainsi que sur son rôle dans l'édification de la cathédrale: "Veniamin Costachi, le Métropolitain de la Moldavie et de Suceava, né en décembre, l'année 1768, ordonné évêque de Huși en 1792 le 27 juin; le 1 juin 1796 il est passé à l'Evêché de Roman; du 15 mars 1803 jusqu'en 1842, il a été le métropolitain de la Moldavie, lorsqu'il a démissionné et s'est retiré au Monastère Slatina, où il est mort le 18 décembre 1846. Ses vénérables ossements transportés de Slatina en 1886 ont été déposés à cet endroit-ci pour l'éternel repos dans cette sainte église de l'Eglise Métropolitaine de Iași, commencé de ses fondements par lui-même en 1833 et terminée maintenant, en 1866, par les efforts du Métropolitain de la Moldavie et de Suceava, Iosif Naniescu".

Au dessus du tombeau se trouve un autre portrait de l'hiérarque, de 100/80 centimètres que les biographes considèrent être une copie selon un modèle peint en 1842 par Giovanni Schiavoni ; sur la partie gauche du visage de ce tableau on peut lire difficilement la mention autographe "copie par C. D. Stahl, 1892". A cet endroit-ci, le métropolitain Veniamin est représenté à l'âge de la maturité, avec les traits rectifiés, les sourcils noirs et les cheveux blancs, ayant un livre dans la main gauche et l'autre dirigée vers ce livre-là, sa posture souligne ses efforts pour l'illumination par la culture du clergé et du peuple roumain tout entier. L'incontestable ressemblance entre ce portrait et la photographie qu'avait fait Nestor Heck au métropolitain, photographie qui avait inspiré Gheorghe Tattarescu dans la réalisation du tableau votif, permet le lancement de l'hypothèse que celle-ci a été utilisée par Stahl pour reproduire les traits de Veniamin, illisibles dans le portrait de Schiavoni⁹⁴.

Les deux médailles en cuivre jaune argenté émises en 1886 et 1887 à l'occasion de la terminaison, respectivement du sacrement de la cathédrale, mettaient en évidence la contribution de Veniamin à la construction de celle-ci. De cette manière, le revers de la première, nommée *La médaille de la restauration de l'Eglise Métropolitaine de Iași*, avait l'inscription: "Fondée de ses débuts par Veniamin Costachi, le Métropolitain de la Moldavie et de Suceava dans les années 1833 – 1839, restée inachevée jusqu'en 1880, restaurée et terminée [...] en 1880 – 1886"; sur le revers de la deuxième étaient écrites les mots: "Commencée en 1833 par le métropolitain Veniamin Costachi. Inaugurée le 23 avril 1887 par le Métropolitain Iosif Naniescu"⁹⁵.

Apportant des louanges à son grand successeur par le discours soutenu à l'occasion du sacrement du grandiose monument, l'hiérarque mentionnait que "la parure des saintes églises, tout en commençant de l'Eglise Métropolitaine et des grands monastères, et jusqu'aux couvents les plus petits des montagnes, des collines et des plaines du pays, sont dus au soin de l'exemple et de l'impulsion qu'il a donné pendant son mandat de métropolitain de 40 ans [...] comme une couronne de tous ses faits bons, morales et utiles sied cette grandiose et belle église"⁹⁶.

A peu de temps après, en 1889, les reliques de la Sainte Paraschiva étaient apportées du Monastère Trei Ierarhi dans les nouvelles cathédrales métropolitaines

et mises dans une châsse en cyprès et argent; cet événement a souligné l'importance que cet édifice avait acquise.

Ni dans les années à suivre, l'église n'a pas été évitée par les vicissitudes des temps, surtout par les deux conflagrations mondiales; celles-ci ont mis leur empreinte sur elle d'une manière néfaste. Certains travaux de réparation ont été imposées par l'état dans lequel le monument était arrivé et ont été réalisées après la première guerre mondiale à l'initiative du métropolite Pimen en 1935 et pendant le métropolite Nicodim; on avait appliqué sur les façades du chaux, du plâtre et de poudre en pierre de nuance crème⁹⁷.

De la même manière se sont passées les choses après la seconde guerre mondiale, les traces des balles et de projectiles, mais aussi celles des pluies, du vent et de la fumée ont déterminé le métropolite Iustin Moisescu à disposer en 1957 l'effectuation des amples travaux de restauration. A l'avance, le métropolite Iustinian Marina remplaçait les vitraux détruits avec des autres nouveaux et réalisait des opérations de consolidation, continuées en 1957, aussi, quand, en plus, on peignait l'extérieur, on nettoyait la peinture intérieure, on introduisait le chauffage central et on constituait l'actuelle terrasse de l'entrée ouest⁹⁸.

La restauration de la cathédrale passe maintenant par une nouvelle étape, en parallèle avec la continuation des travaux de consolidation des fondations de l'extérieur, commencés en 1998 aux quatre tours; les travaux de consolidation de celles-ci ont été continuées au cours des années 2006-2007⁹⁹. On avait projeté, aussi, la construction d'un demi sol à rôle expositionnel et d'abri pour les pèlerins¹⁰⁰.

De cette manière, depuis 12 décennies, la cathédrale conçue et édifiée par le vénérable métropolite Veniamin Costachi fait partie de la vie des citadins de la ville de Iași et quoiqu'on sente le manque de la tourelle centrale lorsqu'elle est regardée de nord et de sud, elle est imposante et joue un rôle de premier rang dans le panorama de l'ancienne capitale de la Moldavie; elle constitue, auprès des autres monuments comme le Palais de la Culture ou l'Eglise du Monastère Trei Ierarhi un des plus importants symboles de celle-ci.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES :

¹ Evêque de Huși entre 1792-1796 et de Roman entre 1796 et 1803, ensuite métropolite de la Moldavie pour presque quatre décennies, entre les années 1803-808 et 1812-1842.

² En divers documents de la seconde moitié du XVII-ème siècle, Biserica Albă était nommée «La Sainte Eglise Métropolitaine» ou «L'Eglise Métropolitaine Ancienne». Cf. Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei Moldovei și Sucevei*, Tipografia Cărților Bisericești, București, 1888, pp. XLI- XLIII, XLV, LXXVII.

³ *Ibidem*, pp. XLIV-XLVIII, LXXVII.

⁴ Après l'année 1766, l'Eglise Sfântul Gheorghe du métropolite Gavriil Callimachi avait pris cette fonction. Stratenia a servi de cette époque-là comme église pour les élèves de l'Académie jusque vers 1820, lorsqu'elle a été abandonnée à cause des fissures apparues dans les voûtes à cause de quelques tremblements de terre. Conformément aux documents,

pendant les temps difficiles de l'Eterie, Stratenia était utilisée comme dépôt pour les biens et les fortunes des habitants de la ville de Iași, certains d'entre eux ont été récupérés des pillleurs. Cf. *Ibidem*, pp. L, LXXII, 216-218, 396.

⁵ Gheorghe Ungureanu, *Mitropolitul Veniamin Costache, ctitorul bisericii catedrale a Mitropoliei Moldovei*, en «Mitropolia Moldovei», l'année XXII, 1946, no. 10-12, pp. 23, 24.

⁶ La considération appartient à l'académicien Constantin Erbiceanu, *op. cit.*, p. VL, celui-ci a consacré au métropolite Veniamin Costachi plusieurs études.

⁷ Celles-ci étaient amplaçées dans la partie ouest, sur l'endroit même où le métropolite Iustin Moiescu construira ultérieurement, dans la période 1958-1964, deux édifices imposants.

⁸ Dumitru Hadârcă, Scarlat Popescu, *Reședința mitropolitană în peisajul urbanistic al Iașului*, en "Mitropolia Moldovei și Sucevei" (infra M.M. S.), l'année XL, no. 7-8, 1964, pp. 391, 396.

⁹ Conformément à quelques notes de 1826 que Constantin Erbiceanu a vu et dont il parle en *op. cit.*, p. LXXVIII.

¹⁰ *Ibidem*, pp. LXXII, LXIII, 55 ; Idem, *Note asupra istoriei bisericești a românilor pentru secolul al XIX-lea*, en "Biserica Ortodoxă Română" (infra B. O. R.), l'année XXVIII, no. 11, 1905, p. 1255.

¹¹ Gheorghe Ungureanu, *op. cit.*, p. 25.

¹² Reproduit par Constantin Erbiceanu, en *Istoria Mitropoliei ...*, pp. 54, 55 et par Scarlat Porcescu en *Catedrala mitropolitană din Iași*, en M. M. S., l'année XL, 1964, no. 365 -367.

¹³ Quoique Constantin Erbiceanu affirmait en *Istoria Mitropoliei ...*, p. LXXIII, que le prince régnant Ioniță Sandu Sturdza «contribuait avec la somme colossale alors de 83995 lei, c'est-à-dire une moitié de la somme totale», et l'information a été prise ensuite par la majorité des auteurs, nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une erreur; l'acte publié dans le même ouvrage aux pages 54, 55, fait la précision qu'il «contribuait avec une moitié de la somme de 83995», c'est-à-dire presque 42000 lei. A l'appui de cette idée sont, aussi, les donations mentionnées une fois avec le commencement effectif des travaux à la cathédrale ; il s'agit des donations venant des particuliers, mais aussi de celles provenues des institutions ecclésiastiques ayant de grandes valeurs. (voir aussi la note 23). On ne sait pas si le document pas daté qu'on vient de mentionner est antérieur à l'acte ou l'acte est antérieur au document, mais on peut remarquer le fait que les sommes avec lesquelles le prince régnant contribuait à la construction du nouvel édifice, ainsi que celles qui approximaient la valeur totale des frais étaient très différentes; le document précisait pour la somme totale une valeur de plus de cinq fois plus grande que celle mentionnée dans l'acte; cela nous conduit soit à la supposition que le plan de construction initial a été modifié, soit à l'idée que les frais ont été réévalués d'une manière plus précise.

¹⁴ Ces projets ne se sont pas gardés. Cf. Scarlat Porcescu, *op. cit.*, pp. 368, 369.

¹⁵ Les documents de 1833 parlent de son existence, mais aussi de sa démolition pendant la même année.

¹⁶ On sait que la grande incendie de 19 juillet 1827, qui a affectée une bonne partie de la ville de Iași, a compris aussi, l'Eglise Métropolitaine, de manière que les efforts matériels et financiers ont dû être dirigés pour remédier les dommages que celle-ci avait provoqué.

¹⁷ Voir Constantin Erbiceanu, *Despre viața și activitatea Mitropolitului Veniamin Costachi ca Mitropolit al Moldovei*, Imprimeria Statului, București, 1888, pp. 27, 28.

¹⁸ Le corps de bâtiments rassemblait à celui de cellules des monastères Neamț et Secu, il avait le plancher en bois, un balcon et une longue terrasse. Cf. Dumitru Hadârcă; Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 392.

¹⁹ On ne sait pas si à la réalisation de l'édifice commencé en 1833 on avait utilisé aussi, les projets plus anciens d'Asachi ou on avait élaboré des autres, les plans d'Asachi n'étant pas connus. On sait seulement d'un plan de 1837 dans lequel deux mécaniques s'engageaient à travailler «justement selon le plan que leur proposera Monsieur l'Architecte Fraivalt» que les travaux ont été coordonnés par Freiwald. Voir Scarlat Porcescu, *op. cit.*, pp. 368, 369; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei ...*, p. 55.

²⁰ *Ibidem*, pp. LXXIII, LXXVII, XCI. Il ne s'agit pas de la fin complète des travaux de l'édifice, il existe des documents qui relatent sur la réalisation de quelques travaux pendant les années 1840 et 1841.

²¹ Cf. Iosif Naniescu, *Cuvântul rostit cu ocazia sfințirii catedralei mitropolitane din Iași*, en B. O. R., l'année XI, no. 3 et 4, București, 1887, p. 215; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. LXXXII, XCI.

²² Reproduit intégralement par Gheorghe Ungureanu en *op. cit.*, pp. 25-27, d'un registre trouvé dans les Archives de l'Eglise Métropolitaine et déposé aux Archives de l'Etat.

²³ Par Exemple, en 1833 le monastère Slatina donnait 60000 lei, Râșca 40000 lei, Bisericani 15000, l'Evêché de Roman 20000 lei, celui de Huși 12000 ; des boyards, Lupu Balș contribuait avec 6000 lei, Iordachi Ghica et son épouse avec 8000, Drăcache Roset avec 11000, pendant que le père du poète Vasile Alecsandri avec 500 lei; on a consigné même une donation de la Valachie de 100 lei, faite par le stolnic Costache. Cf. Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului Iași*, I, l'Eglise Métropolitaine, La Typographie Alexandru A. Țerek, Iași, 1947, p. 15; Idem, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 27; Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 368.

²⁴ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei ...*, p. LXXVII.

²⁵ Il s'agit du même registre dans lequel se trouve le document de 2 mars 1833, nommé «Condică de toți banii adunați pentru facerea bisericii mari» et portant le numéro 11 aux Archives de l'Etat Iași, L'Eglise Métropolitaine. Cf. Gheorghe Ungureanu, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, pp. 27, 28 ; Idem, *Îndrumător în Arhivele Statului ...*, pp. 14-16.

²⁶ Il n'est pas très clair si l'entière fondation de Stratenia a été écartée; Constantin Erbiceanu affirmait en *Istoria Mitropoliei...*, p. XLVI que les pilastres qui soutiennent la voûte ont été construits sur les fondations des murailles latérales de l'ancienne église Stratenia, les fondations de l'édifice d'Anastasia n'ont pas été écartées ensembles à ses murs, celles-ci sont restées à l'intérieur de l'actuelle cathédrale. N. A. Bogdan a soutenu la même chose; celui-ci soutenait que les fondations de Stratenia se trouvent sous l'actuelle église et que les ouvriers qui s'occupaient de sa restauration « les ont découvert». Cf. N. A. Bogdan, *Orașul Iași*, la II-ème édition, La Typographie Nationale de Iași, Iași, 1913, p. 187.

²⁷ Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului ...*, p. 15.

²⁸ *Ibidem*; Idem, *Mitropolitul Veniamin Costache ...*, p. 28.

²⁹ 270000 lei, c'est-à-dire presque deux tiers, provenaient du Monastère Slatina, qui avait contribué à la construction de l'Eglise Métropolitaine avec approximativement un demi de million de lei. Cf. Mircea Păcurariu, *Istoria Bisericii Ortodoxe Române*, le III-ème volume, Editions de l'Institut Biblique et de Mission de l'Eglise Orthodoxe Roumaine, București, 1994, p. 20.

³⁰ Scarlat Porcescu, *op. cit.*, pp. 370.

³¹ Pourtant, l'appui que le métropolitain Veniamin avait demandé de la part des monastères a causé des réactions négatives; on connaît le mécontentement des moines du monastère Neamț à cause de la demande de l'argent et de manœuvre, qu'ils considéraient illégitime parce le monastère de Neamț était exempté de toute sorte d'impôts. Comme réponse,

Veniamin les expliquait, par la pastorale de 18 janvier 1837 que «si maintenant, à la fondation de l'Église Métropolitaine on a demandé une aide de la part de ce monastère-là [...] jusqu'à la fin des travaux à l'église, on ne pourrait pas dire que le monastère serait soumis à quelque impôt». Même à l'avance, vers 1434-1435, l'abbé Neonil de Neamț avait refusé d'accorder l'aide sollicitée en ce sens, entrant en conflit avec Veniamin. Cf. Mitrofan Băltuță, *Pastorale date de Veniamin Costachi în legătură cu viața monahală*, en M.M.S., l'an XLIII, no. 1-2, 1967, pp. 117, 118; Nicolae V. Dură, *Preocupările canonice ale mitropolitului Veniamin Costachi în pastoralele și corespondența sa*, en M.M.S., l'an LVII, no. 7-8, 1971, pp. 484, 485; Nicolae Iorga, *Monastirea Neamțului – viață călugărească și muncă pentru cultură*, Editura tipografiei Monastirii Neamțu, 1925, pp. 78, 79.

³² Donc, dès la moitié des travaux, le coût total estimé initialement à 1000000 lei était bien dépassé.

³³ *Ibidem*; Gheorghe Ungureanu, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28; Idem, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, pp. 15, 16.

³⁴ Scarlat Porcescu, *op.cit.*, p. 370 ; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei ...*, p. 55.

³⁵ Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 371.

³⁶ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. 56.

³⁷ *Ibidem*, pp. LXIV, 56; Nicolae Iorga, *O icoană curată: Mitropolitul Veniamin Costachi. Cu prilejul pomenirii sale*, en *Oameni cari au fost*, le I-er volume, édition soignée par Ion Roman, Editura pentru literatură, București, 1976, p. 76.

³⁸ Le chroniqueur serbe Vuici, qui visitait en 1839 les Pays Roumains, mentionnait qu'après 5 ans de travail dans lesquels on avait dépensé 120000 florini en argent, l'église métropolitaine n'était pas terminée. Cf. Nicolae Iorga, *Istoria românilor prin călători*, édition soignée par Adrian Anghelescu, Editura Eminescu, București, 1981, p. 500.

³⁹ Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în arhivele Statului...*, pp. 15, 16; Idem, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28.

⁴⁰ Idem, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, p. 16.

⁴¹ Les contrats des deux artistes nous offrent des informations concernant la qualité prétendue des travaux; celui de Schiavoni, professeur à l'Académie prévoyait que «le travail sera des plus artistiques, sur le matériel le plus bon et on devra finir en 18 mois»; le peintre devrait recevoir 900 galbeni en quatre rates; celui de Kovșarov prévoyait qu'on utilisera le meilleur matériel avec «la plus grande attention». cf. Scarlat Porcescu, *op. cit.*, pp. 371, 373.

⁴² Des documents ne ressort pas quel a été le matériel utilisé pour couvrir la cathédrale; conformément à une estimation de 26 août 1836 de l'architecte Freiwald, on avait besoin de 2582 pièces de fer blanc en cuivre pour couvrir l'église et le clocher; un autre acte nous informe que de la Bucovine ont été apportés 5314 oca de ce type de fer blanc. Voir Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. 57; Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 371. Pourtant, Gh. Ungureanu mentionne en *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28, non seulement le fait qu'en 1841 on avait apporté d'Angleterre 100 caisses avec «du fer blanc», mais aussi, que dans la même année on achetait du fer blanc en plomb du Monastère Golia; cela nous fait croire qu'il est possible que, finalement, soit utilisé le plomb pour le toit de la cathédrale.

⁴³ Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, p. 16.

⁴⁴ On avait véhiculé l'opinion que l'église avait dans sa partie centrale une coupole comme celle de l'Église Sainte Sofia de Constantinople, n'ayant pas aucun tambour sur lequel cette voûte soit construite; cela impliquait que les tours placées aux coins soient plus hautes que la zone médiane de l'église, ce qui contredirait la tradition et le sens esthétique. Voir V.

Carmazin-Cacovschi, *Catedrala mitropolitană din Iași, ctitoria Mitropolitului Veniamin Costachi*, en M.M.S., l'année XLIII, no. 1-2, 1967, pp. 135, 136.

⁴⁵ Plus corecte en ce cas est l'utilisation du terme tour ou de celui de tourelle. Cf. *Dictionar de artă*, coordonnateur Mircea Popescu, Editura Meridiane, București, le I-er volume, 1995, pp. 70, 71. le II-ème volume, 1998, pp. 181-183.

⁴⁶ Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, p. 16; Idem, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. 56.

⁴⁷ Parmi les hypothèses émises se trouve, aussi, celle de la déstabilisation du sol à la suite des tremblements de terre, ainsi que celle de la qualité pas correspondante du terrain, situé sur le ravin d'un marais. Cf. V. Carmazin-Cacovschi, *op. cit.*, p. 136.

⁴⁸ „Gazeta de Moldavia”, de 27 mai 1857 écrivait que l'église a été conçue «selon un plan erroné»; le ministre des Cultes et de l'Instruction Publique, Spiru Haret a soutenu, lui aussi, dans le discours tenu à Iași en 1904, à l'occasion des fêtes de 2, 3, et 4 octobre que «la maladresse de l'architecte a fait que l'édifice se démolit partiellement». En P(etru) G(ârboviceanu), *Sărbările de la Iași*, en B.O.R., la XXVIII-ème année, no. 6, București, 1904, p. 806.

⁴⁹ De cette manière, par une adresse de 27 septembre 1830, le pod-polcovnic Abedil annonçait le métropolite Veniamin qu'il lui avait envoyé à Silistra 4 canons en cuivre, 3 de 16 pfunzi et un de 30, pour en faire des cloches. En réplique, le métropolite remerciait aux autorités russes pour leur don de quatre canons, pris des Turcs dans la guerre des années 1828-1829, en leur annonçant qu'on «avait pris en considération de faire seulement une cloche «pour l'église métropolitaine», dont les dimensions [...] représentent les fidèles et la compréhension du but de sa fondation». Comme les canons avaient été pris à l'occasion de la victoire de Brăila des Russes, la grande cloche de l'église, réalisée par leur fonte et ayant une lourdeur de plus de 8000 oca a reçu le nom de Brăileanu. Voir Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, pp. 285, 286, 462; Idem, *Note...*, XV, la XXVIII-ème année, no. 12, 1905, p. 1372; Vasile Vasilachi, *Mitropolitul Veniamin Costachi la o sută de ani de la moartea sa: 18 Decembrie 1846-18 Decembrie 1946*, en B.O.R., la LXIV-ème année, no. 10-12, București, 1946, p. 504/

⁵⁰ Il s'agit de ceux-ci de la partie ouest, nommés aussi „les grands clochers”. Cf. Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 370.

⁵¹ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. LXXVII.

⁵² *Ibidem*, pp. LXXVII, XCI; Iosif Naniescu, *op. cit.*, p. 215.

⁵³ *Ibidem*, pp. 215, 216; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, pp. LXXVII, XCI.

⁵⁴ Gheorghe Ungureanu, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28.

⁵⁵ Nous pensons que les modifications auraient été manquées de sens dans l'absence des complications apparues à la mise en pratique du projet. Le document mentionne une autre modification aussi, on avait dépensé 192 lei «pour creuser huit trous qui ont été faits par la muraille pour que l'eau coule en dehors».

⁵⁶ Tenant compte du fait que celui-ci est un travail pas qualifié et, donc, mal payé, la valeur augmentée des frais de cette opération conduit à l'idée d'une grande quantité de plâtras, qui pourrait provenir de l'écroulement de la voûte en pierre et en brique.

⁵⁷ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. 56.

⁵⁸ Il s'agit de Freiwald, qui avait gagné antérieurement «le louange publique» pour la restauration du palais de Roznovanu. Cf. V. A. Urechia, *Istoria școalelor de la 1800-1864*, le II-ème tome, Imprimeria Statului, 1892, p. 184.

⁵⁹ Scarlat Porcescu, *op. cit.*, p. 373.

⁶⁰ Nicolae Istrati, *Biografia Mitropolitului Veniamin Costachi*, en Constantin Bărbulescu, *Noi contribuții la biografia mitropolitului Veniamin Costachi*, Tipografia Cărților Bisericești, București, 1939, p. 11. On peut supposer qu'au moins, en 1838, sinon à l'avance, aussi, il y avaient des opinions défavorables à cette entreprise; de cette manière, on pourrait justifier le chagrin du métropolite Veniamin aux examens de l'Académie, l'été de cette année-là, lorsqu'un étudiant a présenté à la rhétorique un passage de Saint Ioan Gură de Aur, faisant référence au temple d'Athènes sur le frontispice duquel était écrit „Au Dieu inconnu”. Dans ce fragment-là, il y avait, aussi, le paragraphe „pourquoi veulent-ils introduire dans ce temple à celui inconnu”, que Veniamin a considéré une offense personnelle si grave qu'il a quitté l'examen, sans revenir jamais à l'Académie. Cf. Theodor Codrescu, *Uricariul*, le XVI-ème volume, Tipografia Buciumului Român, Iași, 1891, p. 420.

⁶¹ Le prince régnant imputait à Veniamin que l'Eglise Métropolitaine avait des dettes de 235231 lei anciens et que l'église édifée par lui avait resté pas terminée, quoiqu'on y avait dépensé des sommes importantes. Constantin Erbiceanu consignait la somme de plus de 2000000 lei, pendant que N. A. Bogdan affirmait que celle-ci était d'approximativement 5 millions. Cf. Constantin Erbiceanu, *Note...*, XX, l'année XXIX, no. 5, 1905, pp. 493, N. Bogdan, *op. cit.*, p. 189; Cf. Ioan C. Filitti, *Domniile Române sub Regulamentul Organic*, Ediția Academiei Române, București, 1915, p. 519; Constantin Mosor, *Biserica Moldovei în timpul domniei lui Mihail Sturdza (1834 1849)*, en B.O.R., l'année LXXXIX, no. 5-6, 1971, pp. 597; Scarlat Porcescu, *Episcopia Romanului*, Editura Episcopiei Romanului și Hușilor, 1984, p. 276.

A l'encontre des auteurs cités, Nicolae Suțu donnait la valeur de 448214 lei pour la dette de l'Eglise Métropolitaine de l'année 1843; il mentionnait, aussi, l'existence d'un capital de 802448 lei, mais, aussi, la décision du Conseil Administratif d'interrompre les travaux à la cathédrale jusqu'à la récupération du déficit. Pour faire une comparaison, dans cette année-ci, les revenus bruts de l'Eglise Métropolitaine étaient de 453681 lei, et ceux des monastères de 448214 lei. Cf. Nicolae Suțu, *Notițe statistice asupra Moldovei*, traduction et additions par Theodor Codrescu, Tipografia Buciumul Român, Iași, p. 146.

⁶² On dit que le métropolite Veniamin aurait dit: «Si je n'ai pas eu le bonheur de la terminer et de la sacrer moi-même, que je l'entoure à peine maintenant!» Cf. Vasile Vasilachi, *op. cit.*, pp. 507, 508.

⁶³ Sur toute la durée de son mandat comme métropolite, Veniamin a officié des messes dans l'Eglise Saint George de Gavriil Callimachi; celle-ci est restée église métropolitaine jusqu'en 1887, lorsque la cathédrale a été finie et sacrée.

⁶⁴ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, pp. LXXVII, 57.

⁶⁵ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, p. 372.

⁶⁶ On ne sait pas si cette demande lui a été ou pas approuvée, on sait seulement que certains ouvrages se trouvaient au début de l'année 1862 dans les caves de l'Eglise Métropolitaine, d'où ils ont été transférés vers 1863-1864 dans «la salle biblique» de la Pinacothèque de Iași; l'église Toma Cozma de cette ville a en présent exposées sur ses murs huit des icônes peintes par Schiavoni. Voir George Oprescu, *Pictura românească în secolul al XIX-lea*, <la III-ème édition>, Editura Meridiane, București, 1984, pp. 56-58.

⁶⁷ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, pp. 372, 373.

⁶⁸ Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, p. 17.

⁶⁹ Mihai Mănucă, *Arhiereul Mardarie Apamias, locotenent de mitropolit al Moldovei*, en M.M.S., la XXXV-ème année, no. 9 -12, 1959, pp. 643, 644.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 644.

⁷¹ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, pp. 373, 374.

⁷² *Ibidem*, pp. 374, 375.

⁷³ *Ibidem*. Gheorghe Ungureanu, *Îndrumător în Arhivele Statului...*, p. 17.

⁷⁴ Un auteur allemand qui décrivait la ville de Iași vers 1870, présentait avec «tristesse» l'église métropolitaine, avec la voûte tombée et qui avait restée pas finie. Cf. Nicolae Iorga, *Istoria românilor prin călători*, pp. 638, 640.

⁷⁵ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, p. 375.

⁷⁶ Iosif Naniescu, *op. cit.*, p. 206.

⁷⁷ Nicodim, le Patriarche de la Roumanie, *Mitropolitul Veniamin Costachi, ctitor al Mitropoliei din Iași*, en B.O.R., la LXVI année, no. 10-12, București, 1946, pp. 481, 482.

⁷⁸ Iosif Naniescu, *op. cit.*, pp. 319, 320.

⁷⁹ Celles-ci ont coûté l'Etat 1258233 lei nouveaux, ce qui représente une somme considérable. Cf. N. A. Bogdan, *op. cit.*, p. 189.

⁸⁰ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, p. 375; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, pp. LXXVIII, XCII; V. Carmazin-Cacovschi, *op. cit.*, p. 136.

⁸¹ Iosif Naniescu, *op. cit.*, pp. 320-322.

⁸² Gheorghe Ungureanu, *Mitropolitul Veniamin Costache...*, p. 28.

⁸³ V. Carmazin-Cacovschi, *op. cit.*, pp. 135, 136.

⁸⁴ Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. LXXVII.

⁸⁵ Il s'agit d'un dessein très détaillé de l'Eglise Métropolitaine, regardée de sud-ouest, dans lequel quoique la visibilité de la partie inférieure de l'églises est obturée par certaines constructions, l'analyse de la partie supérieure permet d'observer la similitude incontestable de celle-ci avec celui d'après la restauration; la seule différence est le manque du toit dans la zone centrale. On doit, pourtant, remarquer le fait que l'absence de la tourelle centrale est surprenante pour l'année 1845, lorsqu'il devrait exister celle en bois; cet aspect conduit à l'idée d'une datation erronée de cette image. Elle a été reproduite par N. A. Bogdan en *op. cit.*, p. 444, avec cette date; une erreur typographique est possible, mais il pourrait s'agir, aussi, d'une de datation du dessein.

⁸⁶ George Oprescu, *op. cit.*, pp. 152-155; Vasile Florea, *Arta românească modernă și contemporană*, Editura Meridiane, București, 1982, pp. 45, 71, 72; Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, p. 378.

⁸⁷ George Oprescu, *op. cit.*, pp. 154, 155.

⁸⁸ L'inscription de la partie droite du parvis de la cathédrale témoigne de la contribution du roi Carol I à la dotation de celle-ci: «L'édifice tout entier a été terminée l'année de la rédemption 1886, le vingt-sixième de notre règne, de mon royaume le sixième; on l'avait orné et on lui a donné des vaisseaux saints, des veilleuses en argent, des candélabres, des parures et des vêtements précieux, ainsi qu'avec les dix fenêtres ornées avec art et dédiées par nous comme une offrande de notre ardeur pour l'édification de la Sainte Eglise Orthodoxe...»

⁸⁹ Iosif Naniescu, *op. cit.*, pp. 322; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. XCIII.

⁹⁰ Voir *Ibidem*, p. 61; Le testament est reproduit aussi en „Biserica Ortodoxă Română”, la XI-ème année, no. 5, București, 1887, pp. 395 – 409.

⁹¹ *Ibidem*, p. LXXXIII.

⁹² Ionela Manolescu, *Portretele Mitropolitului Veniamin Costachi*, en M.M.S., la XLIII-e année, no. 1-2, 1967, pp. 148, 152.

⁹³ Iosif Naniescu, *op. cit.*, pp. 332; Constantin Erbiceanu, *Istoria Mitropoliei...*, p. XCIII.

⁹⁴ Voir Ionela Manolescu, *op. cit.*, pp. 148, 149, 151, 152.

⁹⁵ Cf. Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, pp. 378-380.

⁹⁶ Iosif Naniescu, *op. cit.*, pp. 205, 206.

⁹⁷ Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, pp. 380.

⁹⁸ Irineu Crăciunaș, *Acțiunea de reparație și reataurare a monumentelor istorice bisericesti*, en M.M.S., l'an XL, no. 7-8, 1964, p. 360; Scarlat Porcescu, *Catedrala Mitropolitană...*, pp. 380, 381.

⁹⁹ Les fondation ont 6-7 mètres en profondeur et 4 en épaisseur.

¹⁰⁰ Lucian Apopei, *Moaștele Sfintei Cuvioase Parascheva vor fi mutate în catedrala Sfântul Gheorghe*, en „Lumina”, 13 novembre 2006.

«LA QUESTION JUIVE» DANS LA PREMIERE PARTIE DE L'ANNEE 1868. UNE PERSPECTIVE CONSERVATRICE: LA GAZETTE «TERRA»

Dinu Balan
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat : *Propunem, în acest studiu, o analiză a discursului și ideilor vehiculate în gazeta “Terra” pe marginea “chestiunii evreiești” în prima parte a anului 1868. Publicație conservatoare, “Terra. Ziar politic, literar și comercial”, redactată de N. Blaremburg, Aristide Pascal și P. P. Carp, a apărut la București, de cinci ori pe săptămână, în perioada 8 noiembrie 1867 – 8 mai 1868, respectiv 22 ianuarie – 18 iulie 1870. Într-un context intern, marcat de creșterea ostilității față de israeliți și de exacerbarea sentimentelor naționale, hermeneutica argumentelor și strategiei discursive din paginile publicației menționate relevă nu doar un tablou complex al evoluției celebrei problematice a israeliților români, ci și perspectiva unei importante părți a elitei conservatoare din România, care s-a situat în contra curențului dominant în privința emancipării populației de religie mozaică.*

Gazeta “Terra” a reflectat cu obiectivitate și consecvență avatarurile “problemei evreiești”, căreia i-a intuit semnificația sporită în contextul evoluțiilor politice de pe scena internă și internațională. De asemenea, s-a pronunțat constant în vederea emancipării israeliților români, din considerente diplomatice, de politică internă, dar și umanitare. Redactorii săi – și, prin extensie, grupul conservator din jurul său – au înțeles că structurile statului român și-ar consolida fundamentele, dacă această chestiune ar fi soluționată. Raționamentul acesta se înscria și în logica evoluției graduale a societății pe care o asumau. În plus, în felul acesta, statul și-ar împlini rolul de mediator între diferitele grupuri etnice și majoritate, contribuind la o dezvoltare organică, armonioasă și corectă a statului român.

«La question juive» constituera un chapitre distinct des relations diplomatiques des Roumains avec les Grands Pouvoirs dans la deuxième moitié du XIX-ème siècle. Tout en s’inscrivant dans la problématique plus large des nationalités, les aspects liés du statut juridique et de l’émancipation de la population juive de Roumanie, ont acquis dans le contexte de l’intérêt externe accru concernant les Israélites roumains un relief à part. La période dans laquelle la Moldavie et la Valachie, après 1858 les Principautés Unis et ensuite la Roumanie, se sont trouvés sous le régime de la garantie collective des Grands Pouvoirs, comprise entre le Congrès de Paris (1856) et le Congrès de Berlin (1878)¹, enregistre l’intervention croissante des Etats garants en vue de l’amélioration de la situation des Israélites de la Roumanie et, en conséquence, les tensions multiples avec l’Etat roumain. Les Juifs, eux-mêmes, dans le pays, mais aussi à l’extérieur, surtout par les grandes organisations israélites nationales et internationales, ont intensifié leur lutte pour l’émancipation. La reouverture de la crise orientale et l’éclat de la guerre de Crimée

ont contourné un cadre d'action favorable en ce sens². Quoique les Grands Pouvoirs – à l'exception de la Russie tsariste – fussent, en général, favorables à une modification en sens positif de la condition juridique des Israélites dans l'espace roumain, il n'y avait pas une vision claire provenant de la partie des Etats européens sur les solutions à suivre³. Cela explique le manque des prévisions concernant les droits civils et politiques égaux pour tous les habitants des Principautés, quoique l'article 23 du Traité de Paris proclamait la parfaite égalité des cultes et de la législation.

La Convention de Paris, par l'article 46, reconnaissait l'exercice des droits politiques seulement pour ceux qui appartenaient aux confessions chrétiennes ; il mentionnait, aussi, que « le bénéfice de ces droits pourra être étendu aux autres cultes par des dispositions législatives »⁴. Celle-ci représentait une formule diplomatique dont il était peu probable que les Roumains tiennent compte dans l'avenir prochain. Cette situation a mécontenté d'une manière profonde les Juifs roumains, mais aussi leurs coreligionnaires de l'ouest de l'Europe⁵. L'extension des droits politiques sur les citoyens d'origine mosaïque, aussi, restait un desideratum.

La fondation en 1860 de l'Alliance Israélite Universelle constituera un véritable impulsion donné aux efforts pour influencer, de l'extérieur, la situation juridique – politique des Juifs roumains. Ses efforts s'associaient d'une certaine manière avec l'effort réformateur d'Al. I. Cuza, dont le règne a contribué à l'amélioration substantielle du statut légal des Israélites. La période comprise entre 1848 et 1866 a été une propice pour les Juifs roumains⁶. Favorable aux Juifs, le prince régnant de l'Union était le partisan de l'émancipation graduelle de ceux-ci⁷. Les prévisions législatives de cette période-là sont symptomatiques. De cette manière, à l'intermédiaire de l'article 26 de la loi communale, on accordait aux Juifs roumains la possibilité d'obtenir « la petite citoyenneté » ; en certaines conditions, on ouvrait le chemin vers le bénéfice des droits civiques - politiques⁸. *Le Code civil*, promulgué le 4/16 décembre 1865, prévoyait à la base de l'article 16, la possibilité de l'obtention de la citoyenneté roumaine⁹, dont les Juifs n'ont plus eu le temps d'en profiter. L'abdication forcée de Cuza et l'instauration de la dynastie de Hohenzollern – Sigmaringen ont eu comme corollaire juridique – politique l'élaboration et la mise en vigueur de la première constitution roumaine en sens formel¹⁰. L'article 7 de la loi fondamentale de 1866 interdisait aux Israélites la possibilité de l'obtention de la citoyenneté ; celui-ci mentionnait que « Seulement les étrangers de rite chrétien peuvent obtenir la qualité de Roumain »¹¹. Les Juifs étaient, pratiquement, exclus du bénéfice des droits civils et politiques qu'ils avaient gagné partiellement, sous Cuza.

Moment cardinal dans l'intervalle circonscris par le régime de la garantie collective, l'année 1866 a constitué, par les prévisions constitutionnelles restrictives et discriminatoires, réductibles en réalité aux stipulations du célèbre article 7, « le point de départ dans le procès de la métamorphose de « la question juive » d'une économique et sociale essentiellement interne dans une politique, de dimension internationale »¹². La votation de ce texte a été interprétée comme « l'officialisation du problème juif dans sa perspective historique »¹³. On a souligné la desynchronisation vis-à-vis l'Europe du temps, qui « à peine maintenant » accordait aux Juifs des droits politiques, pendant qu'en Roumanie, l'article 7 « les prohibait et officialisait la

situation discriminatoire»¹⁴. De cette manière, l'amplification des interventions diplomatiques étrangères auprès de l'Etat roumain en vue de l'amélioration de la situation légale des personnes de religion mosaïque, était prévisible. La presse étrangère a développé une campagne ample et efficace à l'appui des Israélites roumains. Les puissantes organisations juives occidentales ont agi parallèlement. Une direction semblable a été imprimée à l'évolution des choses, de plus que le cadre juridique concernant «les étrangers» est resté inchangé jusqu'à la fin de la décennie suivante.

Seulement sous la puissante pression internationale et à la suite des stipulations des articles 43-44 du Traité conclu à Berlin en 1878, a été votée *La loi révisive de l'article 7 de la Constitution*, le 12/24 octobre 1879¹⁵, par laquelle la citoyenneté pouvait être obtenue individuellement, à la base d'une demande adressée au prince régnant, après un stage de 10 ans sur le territoire roumain, période pendant laquelle le solliciteur respectif aurait prouvé qu'«il est utile au pays». Ceux-ci qui avaient fait la preuve des services apportés à l'Etat roumain par «des industries, des investissements utiles ou par des talents distingués» bénéficiaient de dispenses¹⁶. Les troubles, les actions et les manifestations antijuives des premières années de la monarchie constitutionnelle, ainsi que les mesures administratives, les circulaires ministérielles ou les projets de lois de cette époque-là viendront d'argumenter l'écho externe des mécontentements existants et de déterminer la pression des pouvoirs garants¹⁷. Les interventions externes ont causé le mécontentement des Roumains et ont radicalisé les positions des deux communautés¹⁸.

Les actions des gouvernements libéraux contre les Juifs ont encouragé «les fausses mesures» utilisées pour la popularité dans les conditions de la croissance de la prédisposition antijuive au niveau de l'opinion publique. «Les moyens illégaux et offensants utilisés pour mettre en pratique une telle idée, digne des temps les plus sauvages du Moyen Age» prouvaient la versatilité des autorités¹⁹. C'était l'opinion d'un contemporain qui, quoiqu'il puisse être accusé d'exagérations et de subjectivisme à cause de son orientation politique et du conservatisme de la vision, exprime sans équivoque une situation réelle déplorable. On a même apprécié que le personnage clef de ces années-là, une sorte de *factotum* gouvernemental – il s'agit de I. C. Brătianu – «se dirigeait vers une orientation antijuive après l'année 1860»; cette affirmation est vraie et son orientation a été dictée plutôt par des raisons tactiques ou politiciennes, tenant compte des opportunités qui dérivait pour la politique du pouvoir de la pratique de l'antisémitisme»²⁰.

La perspective de laquelle les journalistes de «Terra» ont abordé les aspects liés de la situation des Juifs roumains et des modalités par lesquelles leur statut pourrait être amélioré a été celle des dimensions internationales de cette problématique. La gazette conservatrice a remarqué les complications diplomatiques apparues dans les relations entre l'Etat roumain et les autres Etats, déterminées par les tribulations concernant «la question juive». Ce n'est pas la seule grille de lecture qui offre des indices sûrs sur le rapport d'une partie de l'élite conservatrice à un des problèmes importants de la modernité roumaine, comme nous démontrerons dans les pages à suivre, mais il s'agit certainement d'un des plus relevants. C'est le motif pour

lequel nous avons choisi d'ébaucher un cadre référentiel pour l'insertion, la mise en évidence, l'explication et l'interprétation des articles rédigés, des commentaires et des opinions émis dans les pages de la publication sur le thème que nous venons de mentionner.

Nous devons tenir compte, aussi, du rôle de l'idée nationale et du nationalisme pour contourner une dimension nuancée de la position de la gazette dans le contexte de l'époque. La Roumanie a traversé après 1866 une période de crise au niveau politique, crise qui s'est répercutée, aussi, dans les consciences. Après 1866, un certain sentiment de «la transition vers autre chose»²¹ s'est installé, car, comme observait P. P. Carp, «[a]près le travail glorieux de la création [accompli par la génération de '48 – n. D.B.], vient le travail plus modeste de la consolidation»²². Il s'agit d'une période difficile et extrêmement agitée, l'instabilité politique, les difficultés financières et les pressions externes ont contribué à une dialectique de la confrontation et du consensus; chacune de ces composantes deviendra à des moments différents, prioritaire en fonction de l'affiliation à un set de valeurs idéologiques des acteurs de la scène interne, du rapport de forces entre les différents groupes politiques, du contexte international et des facteurs subjectifs, dont l'émergence dans ces années-là n'a pas été pas de tout négligeable²³. Un état de crise prolongé commencé en 1866, après la chute de Cuza, a continué jusqu'en 1871, lorsque la perspective de l'abdication du prince régnant Carol I a conduit à une situation dangereuse pour l'Etat roumain : sur les canaux diplomatiques étaient réitérées des menaces concernant une possible intervention et occupation armée ottomane, la perte de l'autonomie et même le découpage de la Moldavie et de la Valachie entre la Russie et l'Autriche²⁴. Les rapports entre la Roumanie et les grands pouvoirs, qui avaient connu une tension croissante après 1866, pouvaient mettre en péril l'existence de la jeune formation d'Etat, dans les conditions internationales défavorables²⁵. Si dans la perspective historique, la période comprise entre 1866-1871 «nous offre l'image d'une société de transition, qui était devenue mûre sur le plan de la vie et des institutions politiques, inscrites d'une manière irréversible sur le chemin de la modernisation», ces années-ci se caractérisent, aussi, par une prééminence de la confrontation²⁶.

Dans un cadre semblable, on a favorisé l'exacerbation des sentiments nationaux, les ressentiments et le complexe de la cité assiégée se sont amplifiés. La sensibilité nationale a stimulé le besoin d'unité, a encouragé une image du pays ressemblant à une grande famille, dans laquelle les fils de la nation sont frères²⁷. L'affectivité nationale ultragiée conduit à la clamation du péril. Et «l'étranger» est responsable pour les inaccomplissements et les désillusions de la société. Les inquiétudes sont propulsées dans le conscient, elles y acquièrent une expression correcte, car la mémoire collective suppose la psychologie individuelle²⁸. L'étranger est dangereux comme une maladie contagieuse ; à cause de cela, la lutte contre lui doit être impérative, catégorique et totale. Dans le vocabulaire et dans l'imaginaire sociopolitique roumain de la seconde moitié du XIX-ème siècle est utilisé souvent le terme «fléau» faisant référence aux Juifs. Ce terme sera utilisé par Ion Brătianu même. Le 20 juin / 2 juillet 1866, lorsqu'il s'adressait à l'Assemblée Constituante, il

motivait son point de vue concernant le refus de l'émancipation, affirmant que les Juifs «sont devenus un fléau social pour la Roumanie, un fléau dont nous devons échapper», à cause «de leur grand nombre qui menace [...] notre nationalité»; il réclamait, aussi «des mesures administratives [qui] peuvent nous sauver de ce malheur et peuvent empêcher les prolétaires étrangers envahir notre pays »²⁹. On met en discussion l'intégrité de la nation et son sauvetage devient une mission impérative. De ce type de discours et de l'imaginaire qui le circonscrit surgit, aussi, le ton messianique et l'eschatologie conspirationnelle. On construit une «histoire spécifique» qui justifie les ressentiments³⁰. Les sentiments, les symboles, et pas les appréciations objectives, sont ceux qui déterminent vraiment les attitudes et les réactions dans la question nationale³¹.

La lutte pour l'Etat a consolidé le nationalisme. Après la réalisation de l'Union des Principautés, le nationalisme sera légitimé par la nécessité de la centralisation d'Etat, justifiée, à son tour, par les efforts déposés pour la reconnaissance internationale de l'union et stimulée par les actions des cercles séparatistes et des peurs causés par ceux-ci. Le nationalisme roumain devenait, selon la formule de Peter Sugar, «bureaucratique»³², il était mis en pratique par la politique du gouvernement.

Comment a réussi le journal conservateur «Terra» se soustraire à de considérants si puissants? La gazette conservatrice a réfléchi avec une conséquence rare les avatars de «la question juive», tout en soulignant ses implications politiques sur le plan interne et international³³. Se situant clairement contre le courant dominant dans la presse et dans l'opinion publique de l'époque par le dénoncement catégorique de la politique gouvernementale envers les Juifs, la publication prenait, auprès des nouvelles, des relations et des commentaires propres, de nombreux articles de presse des gazettes occidentales concernant la situation des Israélites de la Roumanie, mettant en évidence les implications nocives des mesures officielles et essayant de dissiper les menaces des concitoyens concernant «le danger juif».

Comment expliquer une telle attitude? Nous essayerons de distinguer de possibles réponses concernant les arguments et les stratégies discursives dans les pages de «Terra». Tenant compte des informations concernant les Juifs de la première moitié de l'année 1868, l'analyse de ceux-ci, les connexions établies, la rhétorique utilisée, nous apercevons non seulement un tableau complexe de l'évolution de «la question juive» dans un moment difficile pour l'Etat roumain moderne, mais aussi la perspective d'une importante partie de l'élite conservatrice, dévoilant les opinions de base sur la nécessité de trouver une solution raisonnable à ce que se préfigurait comme un problème considérable dans la modernité roumaine, mais aussi – par ricoché – l'utilisation de celle-ci dans la lutte contre les gouvernements libéraux de l'époque.

L'accutisation de «la question juive» pendant les années 1866-1868 a déterminé la réaction des pouvoirs garants, générant, dans la formule de Lloyd P. Gartner, «la plus spectaculaire pression diplomatique contre la Roumanie».³⁴ Les libéraux – et Brătianu lui-même – ont minimalisé l'impacte international des mesures de ces années-là. Mais, l'automne de 1868, à la suite de la formidable réaction de

l'extérieur, Carol I a renoncé aux gouvernements de la gauche radicale, fait qui a dévoilé, d'ailleurs, les limites du régime de la garantie collective. Une série d'actions antijuives, enregistrées en quelques villes du pays au début de cette année-là, dans l'orage des luttes électorales, la déposition d'un projet de loi "pour la réglementation de la situation des Juifs en Roumanie" par la Fraction libre et indépendante et les discussions qui ont suivi, l'expulsion des Israélites du département de Bacău ont enflammé les relations si tendues avec les pouvoirs garants³⁵. Les essais officiels de se disculper n'ont pas trouvé de l'écho. De cette manière, tout en essayant de prévenir l'opinion publique internationale "contre les exagérations" de la presse occidentale concernant les troubles antijuifs de Bârlad, le ministre roumain des affaires étrangères, Ștefan Golescu, montrait que les événements étaient "loin de présenter la gravité qui leur a été attribuée avec tant d'inexactitude"³⁶. Mais on ne croyait cela ni dans le pays. La rédaction de "Terra" appréciait que le gouvernement libéral "jouait un double jeu dans la question des Israélites. A l'intérieur, il est leur persécuteur et à l'extérieur il se présente comme leur défenseur"³⁷. Le principe même constatait que les persécutions contre les Juifs représentaient un des plus difficiles problèmes diplomatiques du jeune Etat³⁸ ; il avait reçu des reproches à cet égard de la part de Napoléon III³⁹, aussi. La position de l'empereur français restait constante. Il avait exprimé même antérieurement son mécontentement, après la votation de l'article 7 de la Constitution, considérant que les Juifs sont persécutés injustement et que les mesures du gouvernement roumain ne seraient pas dignes des requêtes de la civilisation et de l'humanité⁴⁰. Elle était motivée par le désir de maintenir le *statu quo* dans l'Orient et la tranquillité à l'est de l'Europe. Tout problème de l'espace roumain était aperçu à Paris comme susceptible de réveiller l'intérêt général et de perturber l'équilibre fragile et les intérêts de la France dans cette région⁴¹. A l'occasion des événements du printemps de l'année 1868 – c'est-à-dire l'expulsion des Juifs et le projet de loi concernant "la réglementation de la situation des Juifs de la Roumanie", la France prendra de nouveau attitude. On a convoqué une conférence à București⁴² ; celle-ci a réuni le premier ministre roumain, I.C. Brătianu, et les consuls de l'Angleterre, de la France et de la Prusse dans la capitale roumaine ; elle a été conclue par un protocole entre les parties, par lequel le chef du cabinet consentait à recevoir de nouveau les Juifs expulsés et à annuler les mesures gouvernementales. Quoique manquée de conséquences pratiques, la conférence démontrait l'intérêt tout à fait particulier des pouvoirs européens pour ce que les Roumains considéraient un problème d'ordre interne⁴³.

Dans le pays, la situation était aperçue d'une manière différente, en fonction des sympathies politiques et des positions idéologiques. Dans l'adresse de réponse au Message du Trône, de janvier 1868, le Sénat, corps dans lequel les radicaux étaient en minorité, désavouait la perception de l'étranger, affirmant que l'intolérance "est étrangère à la nation roumaine"⁴⁴. Une attitude ambivalente qui causait la réaction dure, exprimée sur un ton ironique de "Terra" : "Comment, nos relations avec les pouvoirs garants sont compromises et nous n'en savons rien?"⁴⁵ L'idée conformément à laquelle le cabinet ne fait autre chose que le jeu de la Russie est, assez souvent, en premier plan. Il s'agissait, certainement, d'une exagération, car la

Russie a eu un rôle pas du tout à négliger dans la formation de l'Etat roumain, et peut-être, sans vouloir cela, en l'appui offert devant les prétentions du pouvoir suzerain légitime⁴⁶. Mais ce point de vue caractérisait la vision stratégique sur la politique externe roumaine russophobe et pro-occidentale de P.P. Carp.

La chasse des Polonais du nord de la Moldavie, accusés d'activités révolutionnaires à la suite des instructions gouvernementales, était condamnée par la gazette conservatrice à cause des raisons suivantes : 1) elle exprimait une attitude d'intolérance, tout comme "les persécutions faits aux Juifs" ; 2) elle représentait une attitude d'obéissance envers la Russie, mais au desservice de la Roumanie, car la politique filorusse était dangereuse à cause des "tendances panslavistes du colosse de Nord" ; 3) elle mettait en évidence une attitude contradictoire, pas principielle, (certains des libéraux roumains ont oublié qu' «eux-mêmes ont mangé le pain de l'exil») et une inconséquence politique évidente (ils avaient protesté à l'occasion des incidents de Constangalia, par lesquels Cuza avait été obligé de chasser les révolutionnaires polonais) ; 4) finalement, la mesure est appliquée d'une manière pas discriminatoire : «[...] quelques individus pas armés, des invités pacifiques dans notre pays, soient chassés comme les malfaiteurs et obligés à chercher ailleurs une terre plus hospitalière?»⁴⁷. La gazette conservatrice entrevoyait "une tendance qui nous semble dangereuse : celle de confondre le patriotisme avec la haine contre tous les étrangers et de faire de l'ingratitude une vertu civique"⁴⁸. La question était de cette manière transférée dans le plan des principes et de la morale, grâce surtout à P.P. Carp. "Ce sont des questions de principes au-dessus toutes les questions d'opportunité, de toute tactique parlementaire. Ce sont des questions de principes que l'homme peut renier et qu'il ne peut pas ignorer sans descendre lui-même du haut degré sur lequel Dieu a voulu le situer" clamait Carp dans la séance de la Chambre de 26 avril 1868 concernant "la question des Juifs et des derniers événements de Bacău"⁴⁹. Faisant appel à la raison, aux valeurs et aux rigueurs de la civilisation, "Terra" avertissait sur le fait que le gestionnement défectueux du problème des Israélites et l'attitude gouvernementale projetée sur la Roumanie de nombreuses ombres, qu'elle est aperçue comme un espace dans lequel se serait produite une curieuse régression, une involution, un "monstrueux essai de retour aux idées d'intolérance des siècles barbares"⁵⁰, reproduisant une formule de la presse étrangère. Les accents rationalistes, l'évolutionnisme social que Carp avait découvert en Allemagne l'empêchait se laisser enlevé du mirage des solutions radicales et d'opter à cette époque-là, comme plus tard d'ailleurs, avec une conséquence rarement rencontrée, pour des solutions organiques, adéquates à la réalité⁵¹. Complémentaire avec l'analyse des aspects politiques et économiques du problème, "la question juive" était contournée et regardée par cette optique idéologique, d'un conservatisme éclairé et modéré. Mais cette perspective dénotait, aussi, l'ouverture et le courage intellectuel d'un promoteur de l'élitisme⁵², ainsi que l'accent déplacé sur le concept de civilisation, des valeurs politiques et civiques de l'Europe de cette époque-là.

Les implications sur la politique interne générées par la situation des Juifs roumains ne peuvent pas être négligés. Instrumenter d'une manière démagogique le problème en vue de manipuler les masses de manœuvre est, assez souvent, un

processus incriminé dans le journal conservateur. D'ailleurs, les gazettes étrangères, dont on a repris des fragments *in extenso*, supposent cette dimension souterraine⁵³. Certainement, elle s'inscrivait dans l'arsenal tactique des deux parties – conservatrice et libérale. Ce fait est ressenti lorsqu'on lit les pages de "Terra". Evidemment, la lutte était beaucoup plus complexe, visant la stratégie, la direction et le rythme de la modernisation de la société roumaine, l'assurance des ressources du pouvoir et de la crédibilité sur la scène publique interne et internationale. Son adversaire de presse est la gazette représentative du libéralisme roumain de l'époque, «Românul». Le conflit arrive jusqu'à des caractérisations sommaires et désqualifiantes. De cette manière, «Românul» est, à l'avis des rédacteurs de la gazette conservatrice, un "maître Karkaleki"⁵⁴ ou "l'ancien journal"⁵⁵, allusion, il semble, à l'aspect physique de l'un des plus importants rédacteurs, C.A. Rosetti. En fond, ceux de "Terra" croyaient que leurs adversaires utilisaient un "jargon démocratique – libéral qui remplaçait les principes", la démagogie étant un instrument de mystifier la réalité⁵⁶.

Même "le libéralisme" et "le nationalisme" desquels les libéraux se déclaraient attachés étaient mis sous le signe de la demande parce qu'il n'y aurait une correspondance entre les principes qu'ils clamaient et les exigences de la réalité. Il s'agissait d'une pratique discursive qui visait la création d'une impression favorable dans les rangées de l'opinion publique, de plus qu'elle était associée à l'effort de démonétisation des adversaires politiques ; les conservateurs étaient présentés dans les gazettes libérales comme des avatars désuets et spectraux de "la classe des boyards"⁵⁷ ; on continuait de cette manière, une pratique antérieure, qui avait porté des fruits⁵⁸.

Tout en revenant à la lutte entre les deux groupes politiques, répondant aux accusations libérales, "Terra" formule un véritable credo politique, synthétisant les principes directeurs des conservateurs : "La Constitution, l'indépendance de la Roumanie et la politique occidentale"⁵⁹. Cela a constitué, aussi, une manière nette de repousser les accusations que les groupes conservateurs auraient été adversaires du trône, comme insistaient les libéraux. Tout en réitérant le respect des conservateurs pour les principes de la Constitution de 1866, la gazette que nous venons de mentionner défie l'appréciation des ennemis politiques, qu'elle considère comme "absurde et malicieuse", un essai de discréditer ceux qui s'opposaient à la politique gouvernementale. Au contraire, on insiste dans le journal, ceux groupés autour de celui-ci sont "les amis" les plus sincères et les plus dévoués du trône. Et les accusateurs ne sont pas ceux "qui pensent que le Prince des Roumains ne peut être que Roumain ou ceux qui font toujours des allusions à sa qualité de Prince étranger [...]"⁶⁰? L'interrogation n'est pas manquée de fondement, tenant compte du fait qu'une bonne partie des libéraux s'est opposée avec véhémence à l'instauration de la dynastie étrangère. Nous devons souligner que la Fraction libre et indépendante s'était exprimée contre un prince étranger d'origine allemande⁶¹. La manifestation antijuive qui a eu lieu pendant les discussions pour l'adoption de la Constitution de 1866 a été mise en relation par quelques-uns avec l'opposition contre le prince étranger. De cette perspective, les troubles se dirigeaient, par ricoché, contre Carol I, les Juifs représentant "l'avangarde du germanisme" et les "outils du Prince d'origine

allemande”⁶². Les fractionnistes accuseront les *junimiști* qu’ils “sont vendus aux étrangers”, qu’ils sont des “ennemis de la religion et du pays”⁶³. Plus suspecte a paru, dans ces conditions, aux adeptes de Nicolae Ionescu la position de ce temps-là de quelques leaders de “Junimea” - parmi eux, P.P. Carp et Titu Maiorescu – en ce qui concerne l’émancipation des Juifs. Les gouvernements libéraux d’après 1866 avaient élaboré une série de mesures antijuives (des expulsions, l’interdiction de s’établir dans les villages, des restrictions d’ordre économique, etc.), aggravées par la manière abusive dans laquelle elles ont été appliquées. Les motivations sont complexes ; on peut partir de la peur d’une “invasion” juive, si le statut de la population israéliëte connaîtrait une amélioration, de la concurrence acerbe dans le domaine économique, du désir des libéraux d’hausser une couche moyenne dans laquelle ils trouvent de l’appui politique jusqu’au besoin de donner de la satisfaction à la Fraction libre et indépendante, groupe xénophobe et antisémite, de l’appui de laquelle ils avaient, pourtant, besoin⁶⁴. Ces facteurs se pliaient sur une certaine orientation antijuive qui était apparue dans les cercles intellectuels roumains⁶⁵.

Un aspect qui doit être mis en évidence est la tactique utilisée pour incriminer la politique gouvernementale en ce qui concerne les Juifs. Celle-ci est suivie par la reproduction et les commentaires – parfois, très synthétiques – des extraits de la presse étrangère⁶⁶ ou des points de vue des gens politiques européens et roumains importants dans une succession de type soliloque. La position de “Terra” est dévoilée comme dans un jeu secondaire ; plus rarement on a inséré des articles de fond sur ce thème. Les commentaires mêmes partent des textes de la presse occidentale et développent ensuite des considérations propres. Le lecteur est habilement directionné vers une “lecture” correspondante aux événements.

Ce qui peut frapper un connaisseur du style et de la rhétorique des gazettes du temps, à vrai dire fanées par Titu Maiorescu⁶⁷, est l’abord pragmatique dans les pages de “Terra” de “la question juive”, le refus d’une rhétorique patriotarde, la mise en évidence des éléments concrets. Les exagérations ne manquent pas, les accents peuvent sembler, parfois, forcés, mais ce qui s’évidencie est un esprit critique sain, idiosyncratique aux siphismes et à un certain type de discours manqué de valences autocritiques, qui cultive l’équivoque, l’ambivalence. La perspective est une mûre, refusant l’utopie facile du projet révolutionnaire, le mythe du progrès, l’exaltation du pays et la représentation diabolique de l’étranger. On n’exclut ni la diatribe contre ceux considérés responsables de la situation du pays et de son image déplorable en Europe, respectivement les libéraux gouvernementaux, mais aussi les fractionnistes de Iași. Parfois, le ton acquiert des inflexions bibliques, la révolte est exprimé dans le style des prophètes vétéro – testamentaires : “Insensés que vous êtes! Vous avez bien connu la formule qui provoque les passions populaires, mais vous ne connaissez pas ceux-ci qui les freinent. Vous savez faire du mal, mais vous ne savez pas le stopper”⁶⁸.

Certainement, il ne s’agit pas seulement de cela. Il ne s’agit seulement d’un style différent, d’une rhétorique ou d’un style de discours en disjonction flagrante avec ce qui existait alors dans l’arène publique roumaine. Aussi importantes sont l’idéologie différente de celle des libéraux gouvernementaux, les conceptions

politiques distinctes, la perception divergente sur la réalité sociale – politique, sur les problèmes culturels et sur la consolidation de l’Etat roumain. Il s’agit d’un conservatisme modéré, forgé sous l’influence de l’évolutionnisme allemand, qui visait la modernisation institutionnelle, le développement organique de la société, le rôle attribué à l’Etat de s’entremettre dans les conflits apparus. Tout en refusant les clichés et les préjugés, le modèle révolutionnaire de changement de la société, on mettait l’accent, au contraire, sur la nécessité de l’amélioration graduelle des conditions sociales – politiques, le besoin de l’intervention ponctuelle de l’Etat, selon les nécessités, la possibilité de l’introduction des réformes cohérentes, qui aient une finalité claire⁶⁹. En concordance parfaite avec la célèbre théorie des “formes sans fond”, ces idées politiques acquerront l’expression programmatique précise, se trouvant à la base de l’orientation doctrinaire du Parti Conservateur – ou, au moins, de la faction de Junimea, comptant sur le programme “L’âge nouvelle” et de ses avatars.

Mais il s’agit, aussi, d’une vision stratégique. Carp, dont le rôle dans “la politique éditoriale” du journal “Terra” est si bien marqué, était un adversaire irréductible de la Russie tsariste, accusée de tendances panslavistes⁷⁰. Il n’était pas, évidemment, le seul ; il était secondé dans cette option par de nombreux collègues. D’ailleurs, plus tard, après 1878, une grande partie de la classe politique aura des idées semblables. Ceux de “Terra” voyaient dans l’irrésolution de “la question juive” une brèche par laquelle la Russie tsariste pouvait intervenir, tout en suivant ses buts annexionnistes. Ce n’est pas étonnant que la rédaction de la gazette a adopté une position convergente avec celle dominante dans l’Occident concernant la nécessité de l’amélioration du statut juridique de la population juive et la fin des mesures restrictives⁷¹.

La direction conservatrice est, en même temps, l’expression, d’une attitude politique décente, qui dénonçait la barbarie des méthodes brutales de résoudre un problème considéré intrinsèque à la société roumaine de l’époque, avec ses déficiences structurales. Les mesures gouvernementales contre les Juifs sont dénoncées comme opposées à l’esprit du siècle, à la civilisation européenne et aux valeurs de la civilisation moderne. Dans une lamentation avec des valences illuministes sont incriminés de tels gestes qui projettent, d’une manière injuste, sur le peuple roumain une image d’infériorité et de recul, indigne de l’époque du progrès et de la raison, qui nous mettent dans “un état d’humiliation”⁷².

Les conservateurs de la publication “Terra” ne voyaient pas par l’extirpation du “fléau” la résolution du problème des Juifs. Au contraire, P.P. Carp conseillait ses compatriotes de ne plus jeter la faute pour la situation économique précaire sur les Israélites, mais de travailler avec application et intelligence pour les remplacer. Celui-ci était le chemin pour résoudre le problème et pas interdire aux Juifs les droits de citoyens, causant ainsi le chœur des protestes externes⁷³.

La gazette “Terra” a réfléchi avec objectivité et conséquence les avatars “du problème juif”, auquel elle a supposé la signification augmentée dans le contexte des évolutions politiques de la scène interne et internationale. Elle se prononçait, aussi, d’une manière constante pour l’émancipation des Israélites roumains à cause des

considéranants diplomatiques, de politique interne, mais en même temps, humanitaires. Ses rédacteurs – et, par extension, le groupe conservateur de ses alentours – ont compris que les structures de l'Etat roumain consolideraient leurs fondements, si cette question avait été solutionnée. Cette raison s'inscrivait, aussi, dans la logique de l'évolution graduelle de la société qu'ils s'assumaient. De plus, de cette manière, l'Etat aurait pu accomplir sa fonction médiatrice entre les différents groupes ethniques et majoritaires, contribuant ainsi à un développement organique, harmonieux et correct de l'Etat roumain. Une perspective, qui – nous devons reconnaître – se fait remarquée par sa modernité et par son actualité.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES:

¹ Gh. Clivetti, *România și puterile garante, 1856-1878*, Iași, Universitatea “Al. I. Cuza”, 1988; Constantin C. Angelescu, *Dezvoltarea constituțională a Principatelor Unite de la 1859 la 1862*, en Idem, *Scrieri alese. Drept, istorie și cultură*, édition et étude introductive par Dumitru Vițcu, Iași, Editions Junimea, 2005, pp. 334-341.

² Voir pour des détails Eliyahu Feldman, *The Question of Jewish Emancipation in the Ottoman Empire and Danubian Principalities after the Crimean War*, en “Jewish Social Studies”, le XLI-ème volume, No. 1, Winter 1979, pp. 41-75; Lloyd A. Cohen, *The Jewish Question during the period of the Romanian National Renaissance and the Unification of the two Principalities of Moldavia and Wallachia 1848-1866*, dans le volume *Romania between East and West*, edited by Stephen Fischer-Galați, Radu R. Florescu and George R. Ursul, Boulder, Columbia University Press, 1982, pp. 195-216.

³ Eliyahu Feldman, *op. cit.*, p. 48 et les suivantes.

⁴ Ghenadie Petrescu, Dimitrie A. Sturdza și Dimitrie C. Sturdza, *Acte și documente relative la istoria renascerei României*, le VII-ème volume, București, 1892, p. 313.

⁵ Isidore Loeb, *La situation des Israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie*, Paris, 1877, p. 104.

⁶ Cf. Elias Schwarzfeld, *Chestia școalelor israelite și a progresului israelit în România*, București, 1878, p. 6.

⁷ Voir Dan Berindei, *Les Juifs dans les Principautés Unies (1859-1966)*, en *SHVUT. Jewish Problems in Eastern Europe*, 16, éditeur Liviu Rotman, Tel Aviv Diaspora Research Institute, The Goldstein-Goren Center for the History of the Jews in Romania, 1993, pp. 133-149; Dumitru Ivănescu, *Principatele Române în timpul domniei lui Alexandru Ioan Cuza (1859-1866)*, en “Studia et Acta Historiae Iudaeorum Romaniae”, VI, 2001, pp. 173-187.

⁸ *Dreptate. Chestia evreilor din România*, De un grup de evrei pământeni, București, 1910, p. 10.

⁹ “Monitorul Oficial al Principatelor Unite Române”, București, 4/16 décembre 1865, p. 1287.

¹⁰ Radu Carp, Ioan Stanomir, Laurențiu Vlad, *De la “pravilă” la “constituție”. O istorie a începuturilor constituționale românești*, București, Editions Nemira, 2002, pp. 175-176.

¹¹ Al. Pencovici, *Desbaterile Adunării Constituante din anul 1866 asupra Constituției și legii electorale*, București, 1883, p. 291.

¹² Dumitru Vițcu, *Chestiunea evreiască în relațiile româno-americane timpurii*, en “Studia et Acta Historiae Iudaeorum Romaniae”, I, 1996, p. 174.

¹³ Carol Iancu, *Evreii din România (1866-1919). De la excludere la emancipare*, București, Editions Hasefer, 1996, pp. 72-73. Voir aussi Victor Neumann, *Istoria evreilor din România. Studii documentare și teoretice*, Timișoara, Editions Amarcord, 1996, pp. 169-170.

¹⁴ Cătălin Turliuc, *Marile Puteri și problema naționalităților în România, 1866-1918*, en *Itinerarii istoriografice. Profesorului Leonid Boicu la împlinirea vârstei de 65 de ani*, volume coordonné par Gabriel Bădărău, Iași, Fundația Academică "A. D. Xenopol", 1996, p. 169.

¹⁵ "Monitorul Oficial", no. 232, 13 octobre 1879, p. 6598.

¹⁶ Paraschiva Câncea, Mircea Iosa, Apostol Stan (coordonateurs), *Istoria Parlamentului și a vieții parlamentare din România până la 1918*, București, Editions Academiei R.S.R., 1983, p. 271. Voir largement, Barbu B. Berceanu, *Modificarea din 1879 a articolului 7 din Constituție*, en "Studii și materiale de istorie modernă", le VI-ème volume, 1979, pp. 67-89.

¹⁷ Voir Carol Iancu, *op. cit.*, p. 67 et les suivantes; James Parkes, *The Emergence of the Jewish Problem (1878-1939)*, Oxford, Oxford University Press, 1946, p. 91 et les suivantes; Gh. Cliveti, *op. cit.*, p. 135.

¹⁸ James Parkes, *op. cit.*, p. 97.

¹⁹ *Memoriile Principelui Nicolae Suțu*, traduction de la langue française, introduction, notes et commentaires par Georgeta Penelea Filitti, Editions de la Fondation Culturelle Roumaine, București, 1997, p. 383.

²⁰ V. Neumann, *op. cit.*, p. 170.

²¹ Al. Zub, *A scrie și a face istorie. (Istoriografia română postpașoptistă)*, Iași, Editions Junimea, 1981, p. 27.

²² Apud C. Gane, *P. P. Carp și locul său în istoria politică a țării*, II, București, Universul, 1936, p. 18.

²³ Mihai Timofte, *România la 1870-1871: Monarhie sau republică. Studiu de caz asupra scenei politice interne și internaționale*, Iași, 1996, p. 87.

²⁴ *Ibidem*, pp. 51-52.

²⁵ *Ibidem*, p. 33; Gheorghe Cliveti, *România și puterile garante 1856-1878*, Iași, L'Université "Al. I. Cuza", 1988, p. 182. On va citer dans les pages suivantes Gheorghe Cliveti, *România și puterile garante...*

²⁶ Mihai Timofte, *op. cit.*, pp. 88-89.

²⁷ Edgar Morin, *Gândind Europa*, traduction de la langue française par Margareta Batcu, București, Editions Trei, 2002, p. 54; Gil Delannoi, *Sociologie de la nation. Fondements théoriques et expériences historiques*, Paris, Armand Colin/ HER, 1999, pp. 14-29.

²⁸ Bernard-Henry Lévy, *Barbaria cu chip uman*, traduction par Irina Bădescu, București, Editions Humanitas, 1992, p. 37. Voir aussi Sigmund Freud, *Moise și monoteismul*, en Idem, *Opere*, I, traduction, introduction et notes par Dr Leonard Gavriliu, București, Editions Științifică, 1991, passim.

²⁹ "Monitorul Oficial", no. 102, 20 juin 1866, p. 548.

³⁰ Tzvetan Todorov, *Abuzurile memoriei*, traduction par D. Lică, Timișoara, Editions Amarcord, 1999, pp. 31, 108 et les suivantes.

³¹ Voir Paul Ricoeur, *Istorie și Adevăr*, traduction et préface par E. Niculescu, București, Editions Anastasia C.E.U. Press, 1996, pp. 321-322. Des appréciations consonantes à Dominique Schnapper, aussi, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994, p. 168 et les suivantes.

³² Peter Sugar, *External and Domestic Roots of Eastern European Nationalism*, en Peter Sugar and Ivo J. Lederer, *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle, University of Washington Press, 1969, pp. 50-51.

³³ Publication conservatrice, «Terra. Journal politique, littéraire et commercial» contient de nombreuses chroniques internes et externes, publie des actes officiels et des prises de position de la rédaction concernant diverses questions d'actualité, mais aussi de principe. Apparue sous la rédaction de N. Blaremborg, Aristide Pascal et P. P. Carp, le journal apportera plusieurs fois des critiques à la gazette «Românul» pour la manipulation de l'opinion publique et le répandissement dans les rangées de celle-ci de nombreux mensonges. Elle a publié des articles durs contre Ion Brătianu, contre les fractionnistes de Iași, ou de B. P. Hasdeu; à Hasdeu, le journal a désavoué même les opinions exprimées sur le plan littéraire, culturel et idéologique. La gazette a paru à București, cinq fois par semaine, dans la période 8 novembre 1867-8 mai 1868, respectivement 22 janvier-18 juillet 1870. On a édité même une version hebdomadaire dans la langue française, portant le titre «Le Pays roumain» (24 novembre 1867-23 mai 1868 et 6 février 1870-5 février 1871). Voir Nerva Hodoș et Al. Sadi Ionescu, *Publicațiunile periodice românești*, Introduction - I. Bianu, București, Socec, 1913, p. 720.

³⁴ Lloyd P. Gartner, *Roumania, America and World Jewry: Consul Peixotto in Bucharest, 1870-1876*, en «American Jewish Historical Quarterly», LVIII, no. 1, September 1968, p. 54, apud Dumitru Vitcu, *Emanciparea evreilor români în gândirea și practica politică kogălniceniană*, en «Studia et Acta Historiae Iudaeorum Romaniae», II, 1997, p. 139. Voir pour les implications de «la question juive» de ces années-là sur les relations diplomatiques de la Roumanie, Paul E. Michelson, *Romania, the Great Powers and the Jewish Question, 1866-1868*, en Veniamin Ciobanu (éd.), *East-Central Europe and the Great Powers Politics (19th – 20th Centuries)*, Iași, Editions Junimea, 2004, pp. 290-320.

³⁵ Voir Carol Iancu, *op. cit.*, p. 98 et les suivantes.

³⁶ «Terra», la II-ème année (1868), no. 45, p. 202.

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ *Memoriile Regelui Carol I al României. De un martor ocular*, le I-er volume, București, Editions Scripta, 1992, p. 280.

³⁹ *Ibidem*, pp. 184-185.

⁴⁰ Voir aussi Gheorghe Cliveti, *op. cit.*, p. 123.

⁴¹ Idem, *România și crizele internaționale 1853-1913*, Iași, Editions Fundației «AXIS», 1997, p. 179.

⁴² Voir aussi «Terra», la II-ème année (1868), no. 74, p. 820.

⁴³ Gheorghe Cliveti, *România și puterile garante...*, p. 135 et les suivantes.

⁴⁴ *Memoriile Regelui Carol I al României*, le I-er volume, édition citée, p. 221.

⁴⁵ «Terra», la II-ème année (1868), no. 81, p. 353.

⁴⁶ Voir en ce sens le livre signé par Barbara Jelavich, *Russia and the Formation of the Romanian National State, 1821-1878*, Cambridge etc., Cambridge University Press, 1984.

⁴⁷ «Terra», la II-ème année (1868), no. 51, pp. 225-226.

⁴⁸ «Terra», la II-ème année (1868), no. 48, p. 213.

⁴⁹ *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 77, p. 332; P.P. Carp, *Discursuri parlamentare*, édition soignée par Marcel Duță, Etude introductive par Ion Bulei, București, Editions «Grai și Suflet – Cultura Națională», 2000, p. 3.

⁵⁰ «Terra», la II-ème année (1868), no. 74, p. 320.

⁵¹ Voir P.P. Carp, *op. cit.*, p. 51 (discours soutenu dans la Chambre le 5 février 1876), respectivement «Constituționalul», la II-ème année, 1892, no. 795, de 13 mars 1892 (reproduit le discours de Carp dans le Sénat, de 10 mars 1892). Voir aussi Z. Ornea, *Junimea și junimismul*, București, Editions Eminescu, 1975, pp. 186-187.

⁵² Voir, pour des détails, Ion Bulei, *P.P. Carp – un aristocrat al politicii românești*, en P.P. Carp, *Discursuri parlamentare*, édition citée, pp. LXIV-LXVI.

- ⁵³ Voir, à titre d'exemplification, "Terra", la II-ème année (1868), no. 57, pp. 249-250, no. 59, p. 258 etc.
- ⁵⁴ *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 196, p. 807.
- ⁵⁵ *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 73, p. 313.
- ⁵⁶ Voir, par exemple, *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 55, p. 241; no. 196, p. 807.
- ⁵⁷ *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 51, p. 225; no. 82, p. 358.
- ⁵⁸ Voir notre étude *National si social in paginile revistei "Conservatorul" (1856-1857)*, en "Anuarul Institutului de Istorie A. D. Xenopol", XLI, Iași, Editions Academiei Române, 2004, 1-4, pp. 161-169.
- ⁵⁹ "Terra", la II-ème année (1868), no. 56, p. 246.
- ⁶⁰ *Ibidem*, la II-ème année (1868), no. 46, p. 205.
- ⁶¹ Voir George Panu, *Amintiri de la "Junimea" din Iași*, édition, préface et tableau chronologique par Z. Ornea, București, Editions Minerva, 1998, pp. 13-15.
- ⁶² Dr Ad. Stern, *Din viața unui evreu român*, București, 1915, pp. 48-49.
- ⁶³ George Panu, *op. cit.*, p. 216.
- ⁶⁴ Beate Welter, *Die Judenpolitik der rumänischen Regierung 1866-1888*, Frankfurt am Main, Bern, New York, Paris, P. Lang Verlag, 1989, pp. 37-45. Voir aussi C. Gane, *P.P. Carp și locul său în istoria politică a țării*, le I-er volume, București, Editions du journal "Universul", 1936, p. 116.
- ⁶⁵ William Oldson, *A Providential Anti-Semitism: Nationalism and Polity in Nineteenth Century Romania*, Philadelphia, The American Philosophical Society, 1991, p. 9; Victor Neumann, *op. cit.*, pp. 173-192.
- ⁶⁶ "Terra", la II-ème année (1868), no. 71, p. 306. On mentionne 25 gazettes européennes célèbres à cette époque-là, desquelles « Terra » reproduit de longues citations, pour illustrer la perception, en Europe, de l'évolution de « la question juive » dans l'espace roumain.
- ⁶⁷ Voir l'article *Oratori, retori și limbuți*, en Titu Maiorescu, *Critice*, préface écrite par Paul Georgescu, texte établi, tableau chronologique, index et bibliographie par Domnica Filimon-Stoicescu, le II-ème volume, București, Editions pentru Literatură, 1967, pp. 393-431.
- ⁶⁸ "Terra", la II-ème année (1868), no. 75, p. 323.
- ⁶⁹ Pour les aspects doctrinaires, voir Ion Bulei, *Conservatori și conservatorism în România*, București, Editions Enciclopedică, 2000, le XII-ème chapitre (*Conservatorismul politic*), pp. 531-619.
- ⁷⁰ Voir aussi P.P. Carp, *op. cit.*, p. 89.
- ⁷¹ Pour exemplification, voir "Terra", la II-ème année (1868), no. 74, pp. 309-320, no. 76, pp. 327-328 etc. Voir aussi le discours du Parlement de P.P. Carp, l'interpellation de N. Ionescu et les discussions animées du fore législatif, avec les réactions inhérentes sur la scène publique, reproduites dans le no. 77-94 de «Terra».
- ⁷² "Terra", la II-ème année (1868), no. 57, pp. 250-251; no. 70, p. 301 etc.
- ⁷³ Voir, par exemple, P.P. Carp, *op. cit.*, p. 82.

LES DILEMMES, LES CONTROVERSES ET LES CONSEQUENCES D'UNE ALLIANCE POLITIQUE CONJECTURALE. LES RELATIONS ROUMAINO-RUSSES DES ANNEES 1877-1878

Dumitru Vitcu
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: Reizbucnirea crizei orientale și evenimentele politico-diplomatice și militare circumscrise acesteia între anii 1875-1878 au influențat – ca și precedenta ediție a aceleiași chestiuni de fond – destinul istoric al societății românești, rectificându-i nu doar statutul juridic din ajun, ci și configurația hotarelor statale spre aceeași direcție sud-estică.

Dacă războiul Crimeii (1853-1856) avea să deschidă – prin jocul fast al împrejurărilor externe – calea către formarea statului național român și să aducă Moldovei o neașteptată (chiar dacă parțială) restituție teritorială dincolo de Prut, din partea unei Împărății atunci înfrântă, războiul ruso-turc din anii 1877-1878 a avut ca epilog, pentru România, odată cu recunoașterea independenței naționale, retrocesiunea preavizată a aceleiași teritoriu și dobândirea, cu titlul compensatoriu, a Dobrogei. Confruntată cu dilema unui schimb teritorial vulnerabil sub aspectul moralității, dar profitabil sub cel material, valoric și strategic, clasa politică românească, în ansamblu, prin factorii ei decizionali, a respins multă vreme asemenea ofertă venită dinspre învingător, de astă dată, contribuind la tensionarea și acutizarea relațiilor bilaterale româno-ruse, precum și la alimentarea controverselor istoriografice susținute prin abordări partizanale.

Studiul de față își propune să analizeze, sine ira et studio, premisele și temeiurile unor poziții aparent ireconciliabile, să caute, să afle și să explice atitudini, stări de spirit sau reacții ale principalilor actori politici în strânsă conexiune cu evoluția împrejurărilor interne, zonale sau internaționale, dar și cu obiectivele sau aspirațiile reprezentate, proporțional, de „aliații” aflați în conflict. Alipirea Dobrogei la statul român, la inițiativa interesată a Rusiei și prin validarea actului politic de către puterile europene întrunite în cadrul Congresului de pace de la Berlin (1878), a reprezentat primul pas pe calea înfăptuirii României Mari de mai târziu.

Après 13 décennies de la proclamation, l'imposition et la reconnaissance de l'indépendance d'Etat de la Roumanie, période pendant laquelle de nombreux chercheurs – tout en partant des voix les plus autorisées (tout en commençant même avec ceux qui ont accompli le moment historique: des hommes politiques, des parlementaires, des diplomates et des militaires, dans l'hypostase de mémorialistes, et tout en continuant avec les observateurs, les journalistes et les historiens professionnels) et arrivant jusqu'à ceux plus enthousiastes, mais aussi plus non coupables dilettantes – se sont prononcés sur les circonstances, les protagonistes, les événements et les conséquences; on ne pourrait pas, au moins du point de vue théorique et, d'ailleurs, assez difficilement, s'arrêter, même d'une manière marginale, sur le même domaine, sur le même thème d'étude ou de réflexion en tant qu'analyste contemporain.

Mais, pratiquement, comme tant des fois, des domaines, des moments ou des cas de notre histoire nationale, de l'histoire en ensemble, au-delà des repères chronologiques, il y a peu de conclusions immuables ou des commentaires n'importe combien savamment rédigés qui résistent intégralement à l'implacable écoulement du temps et aux enquêtes toujours changeant d'aiguille des générations en succession. Le thème généreux de la guerre, que nous, les Roumains, avons dénommé *d'indépendance*, mais qui, rapporté à l'histoire en général ou à l'histoire des relations internationales, ne peut pas être retrouvé que comme un simple épisode dans le déroulement des hostilités consacrées comme *russo – turques*, ne fait pas exception de cette règle. Comme exemple, on apporte de nouveau en discussion l'épilogue du conflit balkanique et en même temps, de la conjecturale et de la dramatique coopération politico – militaire entre l'Etat roumain et le puissant empire chrétien d'est, avec le concours duquel la Roumanie n'a seulement gagné son indépendance, mais a étendu, aussi, ses frontières sur un territoire qu'elle avait «oublié» à revendiquer pour une période de plus de quatre siècles et demi, la Dobroudja. Il est vrai que ce profit territorial était payé par la restitution forcée, mais facilement à prévoir, d'une partie de l'ancien corps du Pays de la Moldavie, rompu en 1812, les trois départements du sud de la Bassarabie: Cahul, Bolgrad et Ismail, réduits comme surface et importance économique, mais ayant une grande valeur stratégique pour l'allié impérial.

On sait qu'à la fin de la précédente édition de la crise orientale, par le traité de Paris qui mettait fin à la guerre de Crimée, la Moldavie recevait de nouveau les trois départements du sud de la Bassarabie, mesure imposée à la Russie par les alliés, pas sous la pression des demandes roumaines, qui – nota bene! – avaient été formulées par les Moldo-Valaques (Gr. Al. Ghica, le général Gh. Magheru, N. Golescu ou C. A. Rosetti)¹, mais par des raisons évidentes et stratégiques témoignées par les vainqueurs, visant à éloigner le vaincu des bouches du Danube.

Le protocole signé à ce moment-là par les représentants du conclave diplomatique européen², portant la date de 26 décembre 1856/6 janvier 1857, fixait les nouvelles frontières de la Moldavie au sud, qui suivaient *Valul lui Traian* jusqu'à la rivière *Ialprig*, laissant aux Moldaves les localités *Bolgrad et Tobac (Tabac)*, pendant que la Russie retenait sur la rive droite de la même rivière la petite ville de *Komrat* avec un territoire d'approximativement 330 *verste* carrées (à peu près 350 km²). En total, la portion de terrain restituée à ce moment-là à la Moldavie comptait presque 11.000 km², avec une population de 127.330 habitants, qui représentait du point de vue ethnique les Roumains, les Ukrainiens, les Bulgares, les Găgăuzi et les Tatars, etc.³

Parallèlement à cette restitution partielle, à la demande insistante de la Turquie, les mêmes signataires du protocole ont décidé que le Delta du Danube et l'Île des Serpents – pris officiellement par la Russie en 1829, en même temps avec la fixation de la frontière avec l'Empire Ottoman sur le talweg du fleuve et sur le bras Sf. Gheorghe, par le traité d'Adrianopole⁴ – de revenir à l'ancien maître (l'Empire Ottoman), manquant de cette manière les Principautés, selon l'expression suggestive de Leon Plee, d'un contact direct et correspondant avec la Mer Noire⁵. Il est à retenir

que la satisfaction – même partielle des requêtes et des objectifs roumains (parmi lesquels : faire sortir les principautés du condominium russo-turque et les placer sous la plus permissive et facile garantie collective, la restitution territoriale qu'on vient de mentionner et, peut-être, la chose la plus importante, la reconnaissance internationale de l'illégalité du rapt accompli par la Russie en 1812) a été due à la compatibilité des démarches et des désirs avec les intérêts des pouvoirs européens dans la zone.

Après plus de deux décennies, en 1878, les mêmes pouvoirs auront une parole décisive dans la solution de la nouvelle édition de la crise orientale, avec la mention que l'ancienne vaincue, la Russie, était maintenant vainquante, la balance de forces au niveau continental, évidemment, modifiée, les intérêts zonaux impliqués avaient subi des corrections sensibles vis-à-vis les arrangements de 1856, et les concessions successives qui en sont issues, associées avec la politique du fait accompli et avec les résultats des négociations diplomatiques ou des confrontations militaires qui ont eu lieu entre temps, avaient transformés l'ancien traité de Paris en souvenirs vidés de contenu.

En ce qui concerne les Roumains, qui, cette fois-ci – malgré les adversités déclarées ou seulement des réserves formulées par la majorité des garants – se sont assumés et ont pu jouer un rôle actif, le parcours diplomatique et militaire de la guerre les a surpris en état conflictuel, paradoxalement, plus avec les alliés qu'avec leurs ennemis. Avec les derniers, les motions successives du Parlement de Bucarest de 29-30 avril et respectivement, 9-10 mai 1877 – consacrant la nécessité de rejeter la force par la force, autrement dit l'état de guerre (à la suite des bombardements turcs du Danube des journées antérieures), «la fin de nos liaisons avec la Porte et l'indépendance absolue de la Roumanie» – définissaient sans équivoque le nouveau type de relations établies *de facto*. Or, les rapports avec les premiers, basés théoriquement sur le statut juridique international de chacune des parties, consacré par les articles du traité de Paris (1856), en fait de manière conjecturale par les clauses comprises dans le texte de la Convention roumaino-russe de 4/16 avril 1877, se sont avérées, presque toujours, génératrices d'âpres querelles diplomatiques, d'obstructions, d'abus et de frustrations, mais aussi, d'avantages, de plans cachés ou de projets, tous ayant un certain impacte sur la vie politique interne et zonale, demandant parfois des réévaluations et des nuances de l'échafaudage analytique et conclusif, à l'esprit tacitien, toujours demandé à l'historien.

En tant que grand pouvoir européen, manqué la dernière édition de la crise (1853-1856), il était absolument nécessaire et logique que la Russie reprenne (parallèlement au prestige politique – diplomatique et militaire sérieusement affectés), les anciennes possessions perdues en 1856, aussi. L'évolution des rapports internationaux des décennies VII-VIII consacrait le primat à la force au détriment du droit et assurait le cadre favorable; les premières réussites notables enregistrées à la fin de la guerre franco – prussienne, lui ont redonné l'élan annexionniste, soit même dans la formule «récupératrice» témoignée de plus en plus insistent et de plus en plus explicitement les années suivantes.

Le 13 mars 1871, on avait signé la Convention de Londres, qui, par l'écartement des clauses du Traité de Paris demandé par la Russie, signifiait à l'avis

de ses diplomates «une confirmation portée jusqu'à l'évidence du rôle considérable qu'elle avait dans le trust européen et de sa place, surtout conservatrice, dans le cadre de celui-ci»⁶. D'ailleurs, la défaite de la France, équivalente avec "l'europeanisation" de la brutalité prussienne, va consacrer, aussi, la prédominance de l'esprit conservateur à l'échelle continentale, consolidée très bientôt par l'alliance des trois empereurs, «un essai d'institutionnaliser le droit d'intervention, au nom de l'ordre et de la lutte contre la révolution»⁷.

Des sources diplomatiques accréditées à St. Petersburg, on racontait – à l'occasion de la conclusion de la Conférence de Londres (1871) – que le tsar "extrêmement joyeux du succès de sa politique" a ordonné un *Te deum* à la chapelle du Palais d'Hiver, et qu'après avoir embrassé en public Gorceakov, il s'est déplacé ensuite au tombeau de son père, où il s'est prié pour quelques minutes et a dit au départ à ses compagnons: «l'ombre de l'empereur Nicolae I sera maintenant tranquille»⁸. Donc, les intentions de la Russie en ce qui concerne le sud de la Bassarabie, comme, d'ailleurs, celles d'Autriche- Hongrie visant la Bosnie et La Herzégovine, étaient devenues de notoriété publique, et les deux empires appuyés par l'Allemagne, n'attendaient que le moment propice pour entrer en action. Pour Petersburg, tout comme pour Vienne, celles-ci n'étaient que des questions de détail qui devraient être solutionnées par une politique de dictat dans l'esprit de l'ordre clamée par l'alliance des trois empereurs. L'opportunité attendue est apparue à l'occasion de la réouverture de la crise orientale et bien sûr, de l'implication directe de la Russie dans le conflit balkanique.

On sous-entend que de sa nouvelle stratégie politique ne pouvait pas manquer l'objectif suivant : regagner l'accès aux bouches du Danube et implicitement du territoire retourné à la Moldavie en 1856, les départements du sud de la Bassarabie. Comme le passé pas trop lointain était témoin que toute campagne russe au sud du Danube réclamait, aussi, le passage des armées impériales sur le territoire des Principautés, avec ou sans la connaissance et l'accord des autorités roumaines, les nouvelles circonstances ont remis en question la nécessité d'un dialogue des parties, qui, au parcours, s'est prouvé un dialogue des sourds. Les motifs d'inquiétude pour les Roumains, qui ne manquaient pas à la veille, ont augmenté et ont pris contour progressivement après le déclenchement de la crise. Dès la fin de l'année 1875, lorsque le consul russe à Bucarest, I. A. Zinoviev – tout en suivant des instructions supérieures – s'intéressait parmi les ministres du cabinet L. Catargiu de la position officielle de l'Etat roumain vis-à-vis les événements politiques des Balkans⁹, le journal «Românul» avertissait l'opinion publique sur le fait que l'Empire Tsariste avait comme objectif de réoccuper le sud de la Bassarabie, zone stratégique appréciée, d'une manière évidemment exagérée, comme «la clef de l'essor et du pouvoir de la Roumanie»¹⁰. L'inquiétude était amplifiée, aussi, par l'information transmise en décembre, la même année, par l'agent diplomatique de la Roumanie à Constantinople, le général Iancu Ghica, conformément à laquelle l'ambassadeur russe à la Porte, N. P. Ignatiev, aurait déclaré que, dans les conditions du commencement d'un conflit entre les deux grands empires, la Russie aurait du occuper tout de suite la Roumanie par des raisons de sûreté¹¹. La précision supplémentaire que le diplomate

russe était habitué à faire des déclarations sans avoir toujours l'endos des autorités impériales, n'était pas, bien sûr, en mesure d'offrir de tranquillité aux destinataires.

La réaction de celui-ci, sans équivoque, s'est prouvée dans le contenu de la célèbre note circulaire, transmise par le premier ministre L. Catargiu, le 4/16 janvier 1876, aux agents diplomatiques roumains de l'étranger, d'où et desquels les cours européens pourraient apprendre, entre autres, que, dans l'éventualité de la décision d'un grand pouvoir d'intervenir dans le conflit directement et d'essayer la transformation du territoire roumain en champ de passage pour ses forces armées, sans le consentement et les garanties nécessaires (signifiant la violation de l'article 27 du Traité de Paris), la seule solution viable pour les Roumains restait la résistance armée¹². L'allusion était extrêmement évidente au grand Empire de l'est, et le ton un peu plus pondéré – quoique ferme dans l'affirmation de la non-agression et de la garde de la neutralité – utilisé dans le contenu d'une seconde note circulaire, transmise aux agents à la fin du même mois¹³, conjugué avec les transformations ultérieures de la formule gouvernementale de Bucarest, y ont apporté plus d'attention de la part des autorités tsaristes en ce qui concerne les relations avec la Roumanie. L'occupation du portefeuille des Affaires Etrangères par M. Kogălniceanu dans le cabinet de «la coalition de Mazar-Paşa», conduit par Manolache Costache Epureanu et ses initiatives diplomatiques de juin, la même année¹⁴, ignorées par la Porte et méprisées par les pouvoirs européens consultés, ont causé de nouvelles observations et attitudes de la part des officialités russes. De cette manière, le consul Zinoviev, faisant des commentaires sur les documents émis et transmis à l'extérieur au nom du gouvernement roumain, précisait à N. K. Giers, le 22 juin/4 juillet 1876, que «dans aucune circulaire, dans aucun mémorandum, le ministre Kogălniceanu n'utilise le mot *indépendance*, mais le caractère de certaines de ses revendications montre très clairement qu'il a l'intention d'obtenir pour son pays le droit d'Etat souverain»¹⁵. Le point de vue officiel du cabinet de Petersburg, communiqué au nouveau nommé consul à Bucarest, le baron Dmitri Stuart, visait «de freiner» l'élan d'émancipation des Roumains, «parce qu'on doit éviter d'irriter prématurément la Porte par des procédés qui tendent à affirmer la rompue graduelle des liaisons de vassalité et qui offenserait son propre amour national»¹⁶. Toujours plus préoccupée de l'aggravation de la crise balkanique, par le déclenchement de la guerre de Serbie et de Muntenegru contre l'Empire Ottoman, la Russie – on attirait l'attention du nouvel consul – n'avait jamais encouragé et n'encourageait pas le prince Carol dans l'affirmation du désir de l'indépendance.

Le changement du gouvernement opéré à Bucarest par l'offre du portefeuille de premier ministre le 24 juillet/4 août 1876, à Ion C. Brătianu, apprécié par l'ancien consul tsariste comme le plus influent partisan de la coopération avec la Russie¹⁷ et par le changement au Ministère des Affaires Etrangères de M. Kogălniceanu avec le «fractionniste» N. Ionescu, a généré sinon des espoirs, au moins des illusions parallèles. D'une part, le Petersburg, par la voix de Giers, voulait que la Roumanie reste totalement neutre, mais qu'elle «ferme les yeux» au passage des armes et des volontaires de la Russie vers la Serbie, «pour rejeter les hordes barbares asiatiques»¹⁸. Or, de tels gestes – tolérés pas officiellement et jusqu'alors, mais qui ne contentait pas

les Serbes¹⁹ – étaient monitorisés pas seulement par la Porte, mais aussi par les pouvoirs européens encore garants, qui, à cause des raisons différents, suivaient la localisation et pas la généralisation du conflit dans la zone. De l'autre partie, reproduisant l'essence du dialogue porté avec Brătianu, l'ex-consul Zinoviev avait retenu et communiquait à l'empereur que pour attirer la Roumanie de sa partie, la Russie aurait du «renoncer définitivement aux départements du sud de la Bassarabie annexés par la Moldavie en 1856. Ce territoire – aurait souligné Brătianu – est vital pour la Roumanie parce qu'il assure au pays l'accès à la Mer Noire»²⁰.

Après la prise du cabinet, Brătianu a reconfirmé «ses sympathies pour la Russie», déclarant au nouveau consul que son gouvernement était disponible pour la coopération et pour l'accomplissement des désirs impériaux, dans les conditions dans lesquelles «il aurait été sûr que la Russie n'abandonnerait pas la Roumanie et qu'elle lui garantissait l'intégrité territoriale dans la limite de ses frontières actuelles». Comme un professionnel authentique, conscient des compétences et des limites de la fonction consulaire, le baron Stuart s'est abstenu des commentaires, il s'est contenté seulement à rappeler à son interlocuteur combien devait la Roumanie à la Russie (thème standard des conversations des consuls russes avec les autorités roumaines), ainsi que les avantages des relations amicales avec un grand pouvoir voisin²¹.

Biensûr, dans cette dernière hypostase, pour la Russie, «la neutralisation» (négociée) de l'autre grand adversaire dans la zone, l'Autriche-Hongrie était plus importante. L'entente secrète qui a eu lieu à Reichstadt entre les deux souverains, Alexandre II et Francisc Iosif, accompagnés par leurs chanceliers impériaux, A. M. Gorceakov et, respectivement, J. Andrassy, marquant un moment important dans le déroulement de la crise orientale²² a dévoilé, malgré les controverses ultérieures concernant l'exactitude de ses termes, les véritables objectifs et limites de la politique russe dans les Balkans. L'entente signifiait – selon l'opinion avisée de Barbara Jelavich – «une revenue à la coopération traditionnelle austro russe dans la zone, sur les bases de l'équilibre de forces et de la délimitation des sphères d'influence»²³. Pour les Roumains, elle représentait un moment de référence dans l'évolution des relations bilatérales avec la Russie, pouvoir qui s'était assurée, avec la complicité de l'Autriche-Hongrie, la reannexion des départements du sud de la Bassarabie, dans l'éventualité prévisible de la défaite de la Turquie²⁴.

Quoique les termes de l'entente eussent un caractère secret, la réalisation de l'accord a été connue par le gouvernement roumain, mais aussi par les autres cabinets européens. Dans ses *Souvenirs* diplomatiques, suffisamment approximatifs en ce qui concerne l'exactitude des informations et suffisamment subjectifs comme valeur, l'agent roumain de Vienne, à cette époque-là, Ion Bălăceanu, tout en consignait la question de la compensation de la Roumanie avec la Dobroudja à la place des trois départements qui devraient être reannexés par la Russie, notait: «Andrassy m'a mis au courant d'une manière confidentielle avec les décisions prises <à Reichstadt> et nous l'avons informé que, comme l'Autriche s'était occupée de la Bassarabie, elle aurait dû la donner toute entière à la Roumanie, qui, ensuite se serait souvenue de ce service et s'en serait acquittée. Le compte a dit que tout était encore en suspension et que, probablement, avant la réalisation de l'entente, plusieurs choses auront lieu et elles

porteront à une autre fin»²⁵. Réel ou imaginaire, ce dialogue confirme la dévoilation du contenu problématique de l'accord de Reichstadt, qui consacrait en des termes sans équivoque l'intérêt et la décision de la Russie de récupérer les pertes territoriales de 1856, avançant, aussi, la solution de la compensation de l'imminent perdant avec un territoire (la Dobroudja), appartenant à un autre Etat (la Turquie), avec laquelle elle n'était pas en état de belligérance à ce temps-là. A. I. Nelidov, le secrétaire de l'ambassadeur russe à Constantinople (le général N. P. Ignatiev), faisait des références dans ses mémoires sur la seriosité et la solidité de l'entente bilatérale et consignait qu'Andrassy aurait souvenu au représentant diplomatique du tsar à Vienne: «à Berlin²⁶, mais aussi à Reichstadt, nous nous sommes entendu à ne pas entreprendre aucune démarche à côté d'un troisième pouvoir, sans nous avoir entendu à l'avance entre nous»²⁷.

S'étant prouvées secrètes à *la Polichinelle*, les questions de fond, sinon les détails de l'entente de Reichstadt ont pu être connues assez rapidement par les autorités politiques roumaines. «Le soin de la Bassarabie – tirait la conclusion N. Iorga – avait obligé le prince régnant de la Roumanie de prendre des informations directement de la Russie»²⁸, motif pour lequel une délégation officielle conduite par le premier ministre I.C. Brătianu (de laquelle faisaient partie, aussi, le colonel G. Slăniceanu – le ministre de guerre, Teodor Văcărescu – le maréchal de la Cour et le commandant Singurov – l'aide de camp princier et traducteur pour la langue russe, en même temps) s'est déplacé le 26 septembre/8 octobre 1876 à Livadia, en Crimée, à la résidence d'été du tsar Alexandre II. Il est facilement à observer que de la délégation ne faisait pas partie le ministre des Affaires Etrangères en exercice, N. Ionescu.

Sans insister de plus sur les questions généralement connues, nous considérons nécessaires quelques soulignements. Les initiatives diplomatiques de la Roumanie visant l'indépendance nationale²⁹ se situaient à la suite du procès d'émancipation commencé en 1859 et consolidé dans la période immédiatement suivante, mais en évidente et remarquée, d'ailleurs, contradiction avec la lettre et l'esprit du traité de Paris et des protocoles adjacents, qui assuraient, entre autres, le fondement juridique international pour l'appartenance politique-administrative obtenue sur les départements du sud de la Bassarabie. L'offensive commencée contre l'équilibre établi à Paris et l'annulation successive – culminant avec le protocole de Londres de 1871, qui rendait la liberté d'action de la Russie dans la Mer Noire – des clauses de ce traité-là, conduisait d'une manière inévitable à sa totale annulation et de cette manière, à la disparition de sa raison et de son argument légal, mais pas historique, de la domination roumaine dans la zone.

Le chef de la diplomatie et, en général, des cercles politiques diplomatiques roumains de dissociation des plans, invoquant à la défense des droits du pays un traité à l'érosion duquel ils avaient contribué pleinement³⁰ et dont l'objectif final, l'indépendance nationale, signifiait la modification du statut juridique international de l'Etat roumain, ou, en langage métaphorique, le bonbon de la tarte du même traité, ne pouvait pas réussir dans le cadre des contacts et des négociations (s'ils peuvent être nommés ainsi) bilatéraux russo-roumains. La coopération militaire, dans la perspective d'une imminente confrontation de l'Empire Ottoman avec la Russie,

voulue par la partie roumaine, imposait des dilemmes sérieux, sinon même des dangers, qui devraient être éclairés. Deux dangers apparaissaient comme majeurs : le premier, la restauration de la domination politique russe, et le second, la perte du sud de la Bassarabie. Mais le grand dilemme qui maîtrisera, aussi, les délégués envoyés à Livadia consistait dans la possibilité, le cas de la non réalisation de cette coopération-là et du refus de l'acceptation des conditions (limitatives) offertes par la Russie, que le pays devienne le théâtre de guerre entre les deux armées impériales³¹.

Conscient d'un risque semblable, Brătianu a essayé de plaire à ses hôtes (le tsar Alexandre II, Miliutin, Gorceakov, Ignatiev etc.), et a déterminé G. A. Jomini, le conseiller secret de Gorceakov, à écrire à Giers, à Petersburg: "Les Roumains sont très jolis. Ils s'offrent à être notre avant-garde <au sud du Danube> à l'échange de quelques compensations: l'indépendance, la royauté et l'annexion de la Dobroudja jusqu'à Constanța"³². L'offre de devenir leur avant-garde a été discutée, séparément, avec Ignatiev, aussi³³. Mais les objectifs des deux parties, étaient, biensûr, différents. Pendant que la délégation roumaine, préoccupée par la destinée des départements du sud de la Bassarabie, espérait la réalisation d'une entente officielle, à caractère politique, qui lui aurait assuré, d'une manière implicite, l'égalité de traitement et, théoriquement, aurait mis à l'abri la sûreté des frontières de l'est du pays, la partie russe limitait ses options sur la conclusion d'une convention militaire, pas politique, qui permette seulement le transit des troupes impériales vers le Danube.

Moins protocolaire que les autres hauts officiels russes, Gorceakov n'a pas hésité à menacer Brătianu que, si la Roumanie n'acceptait pas la réalisation du traité, biensûr, dans les termes désirés par le Petersburg, alors la Russie traitera le pays comme une province de l'Empire Ottoman et l'envahira. La réponse du premier ministre roumain aurait été la suivante: «la force armée de la Roumanie s'opposerait sur le Prout, selon ses pouvoirs, contre l'invasion d'une armée ennemie»; celui-ci avait ajouté qu'il doutait que «la Russie pouvait commencer une guerre de libération des frères chrétiens <du sud du Danube> par la destruction d'une armée chrétienne»³⁴. Comme le premier objectif de la délégation roumaine semble avoir été la destinée des départements de la Bassarabie dans la projection des officialités russes et comme le chancelier – demandé par Brătianu si la Russie avait l'intention de conquérir la zone – a préféré l'ironie (invitant son interlocuteur à deviner cela)³⁵ à la place d'une réponse franche, les explications, s'il y en avait encore des doutes, lui seraient fournies par Ignatiev, mais, surtout, par le tsar, lui-même. Dans les *Mémoires* qu'on vient de mentionner de Bălăceanu, le moment de la rencontre «éclairante» avec Alexandre II, raconté selon les témoignages ultérieurs de Brătianu, aurait eu lieu sans témoins, quelque part dans le parc de la résidence d'été, «à un café et une cigare» seulement avec le tsar et la tsarine de la Russie. Le problème de la Bassarabie, lui aurait dit l'empereur, «n'est pas important comme territoire, parce que la Russie en a assez; on a affaire avec une question de principe. Pour la première fois dans son existence, la Russie avait été obligée à céder un morceau, même s'il s'agissait d'une miette, d'un territoire qu'elle avait conquis avec les armes. A cause de cela, Alexandre II considérait comme une dette pieuse envers son père, Nicolae I, de restituer à la Russie ce que le Traité de Paris lui avait spolié»³⁶.

L'argument, de nature affective, aurait laissé sans réplique Brătianu, qui, semble-t-il, était conscient que, le long du temps, la perte des trois départements était imminente. Une telle conviction, étendue, aussi, sur le prince régnant Carol I, aurait été communiqué au diplomate - mémorialiste par le nouveau ministre des Affaires Etrangères roumain, M. Kogălniceanu, qui se trouvait dans une visite missionnaire à Vienne: «tu sais, cher Bălăceanu, que le tsar de la Russie considère qu'il doit à la mémoire de son père de redonner à la Russie cette partie-là de la Bassarabie qu'elle a perdu par le traité de Paris [...] et que, finalement, à l'échange de ce territoire manqué de signification, nous donne la Dobroudja (notre soulignement). Or, il serait une politique erronée et adroite de mécontenter les Russes, lorsqu'ils nous offrent des conditions si avantageuses». Et la fin du dialogue – si celui-ci aurait été réel – est vraiment décevant pour le lecteur, par rapport à l'attitude officielle affichée par le même ministre et par les mêmes autorités roumaines immédiatement après la fin des hostilités militaires des Balkans: «Je ne te cache – aurait témoigné Kogălniceanu à son agent diplomatique à Vienne – que je suis tout à fait d'accord avec cette échange, dans une telle mesure que je ne voudrais pas laisser à mes enfants un souvenir plus glorieux que celui-ci d'avoir contribué, de tous mes pouvoirs, pour que mon pays acquiert cette splendide acquisition. J'ai voulu parler avec toi avant d'écrire aux autres représentants de notre pays à l'étranger, à cause de votre influence sur le compte Andrassy, qui, maintenant, ne semble plus favorable à l'idée de l'échange, comme il s'est montré à Reichstadt»³⁷.

Tout en se délimitant de l'opinion de son propre ministre des Affaires Etrangères, ce que – s'il était vraiment sincère et ne constituait pas l'expression d'une réplique «confectionnée» *post faustum* – supposait l'incompatibilité de la fonction accomplie, Bălăceanu se déclarait «contre foncier à rétrocéder la Bassarabie» (y incluse l'idée de l'échange territoriale) et, pour motiver son option et son aversion, il invoquait l'opinion du chancelier Andrassy sur le ministre roumain, opinion qui lui aurait été témoignée tout de suite après la rencontre des deux dignitaires: «Mon cher, le prince Carol est absolument un malheureux d'avoir des gens comme Monsieur Kogălniceanu à son emploi, dans les circonstances si délicates que nous traversons»³⁸.

Il semble, pourtant, que le prince régnant, quoique incommodé par le tempérament ou par la conduite politique ou morale de son ancien premier conseiller et collaborateur de Cuza, en ces circonstances-là, communiait si non le même credo, au moins une solution politico diplomatique proche de celle pensée par Kogălniceanu, mais aussi par Brătianu, en ce qui concerne les perspectives immédiates des relations avec les Russes. L'exploitation continuelle des alternatives a imposé à la majorité des leaders politiques roumains la variante de la neutralité, qui, malgré les efforts et les insistances diplomatiques orchestrés de Bucarest³⁹, s'est prouvée inefficace. Pas peu de gens du parti de l'opposition, surtout, ont reproché au premier ministre le manque des habiletés diplomatiques dans le cadre du dialogue initial de Livadia, tout en se demandant s'il y avait assez insisté «sur une alliance pour la coopération complète de notre armée avec celle russe, contre la Turquie», ou «s'il s'est préoccupé assez de la destinée de la Bassarabie», dont la perte imminente – conscientisée, comme nous

venons de dire, par Brătianu – le journal libéral «Românul» l’aurait pronostiqué dès le 15 novembre 1875⁴⁰.

Biensûr, les reproches formulés et apparemment à juste titre, doivent être jugés dans le contexte des querelles politiques internes spécifiques aux périodes de crise. Parce que, parallèlement avec la continuation des démarches diplomatiques, à l’intermédiaire de Ion Ghica, visant à gagner de sa part les pouvoirs occidentaux en vue de la désirée neutralité garantie⁴¹, le premier ministre, à l’encontre de Carol I, a accepté à recevoir à Bucarest, en novembre 1876, Al. I. Nelidov (émissaire spécial des autorités russes), mandaté par l’ambassadeur Ignatiev, qui, en réalité, avait été désigné par Gorceakov «à négocier et à signer un arrangement secret [avec les Roumains] en vue des éventualités possibles»⁴². Le mot d’ordre reçu consistait en l’évitement de l’abord des problèmes politiques, dont la partie roumaine était intéressé surtout, ainsi que de l’acceptation de quelque obligation de perspective au nom du tsar. Averti, pourtant, à ne pas décourager le gouvernement roumain, acte qui aurait permis d’augmenter l’influence russe et autrichienne à Bucarest, Nelidov pouvait assurer Brătianu que les objectifs roumains seront retenus dans le cas des éventuels changements majeurs sur la carte de l’Empire Ottoman; on demandait à la Russie de reconnaître l’indépendance de la Roumanie et “autres grands avantages”, comme l’annexion de Tulcea et d’un port à la Mer Noire. La question «de Bassarabie» aurait été évitée de cette manière.

Seulement que le scénario russe avait peu de compatibilités avec celui imaginé par la partie roumaine ; ces appréciations sont soutenues par le fait que le premier n’était pas communié d’une manière unanime par les autorités appartenantes : si, par exemple, le chancelier Gorceakov et son ministre des Affaires Etrangères étaient intéressés seulement par la conclusion d’une entente pas politique, limitée aux conditions de la transition et de l’approvisionnement des troupes russes, le grand duc Nicolae et l’état majeur de l’armée, concentré à Chişinău, optaient pour une participation active de la Roumanie dans la guerre, avec ses unités mises sous la commande russe. Miliutin et Ignatiev auraient été d’accord qu’aux troupes roumaines soit attribué un front d’opérations séparé, mais en étroite collaboration et coordination avec l’Etat majeur de l’armée russe⁴³.

Suivant les instructions des autorités hiérarchiques qui l’avait délégué, Nelidov a essayé, donc, à éviter de discuter les questions politiques sans pouvoir empêcher Brătianu à demander franchement son interlocuteur : “pourrait-il lui offrir des garanties que les Russes ne prendraient pas de nouveau, après la guerre, la Bassarabie?” (biensûr, seulement les trois départements du sud, parce qu’elle avait déjà le reste– n.n.). La réponse, conformément aux séquences de mémoires circonscrites, quoique lacrymogène en apparence⁴⁴ et si cynique au fond : “la Russie éloignera de la Roumanie tous les dangers potentiels qui s’abattraient sur elle à la suite de la conclusion de cette convention et garantit la sûreté et l’individualité politique de l’Etat roumain dans ses frontières actuelles, si celle-ci aurait été menacée à la suite du transit des troupes russes”⁴⁵. En d’autres termes, la garantie était fonctionnelle seulement envers les Turcs.

Le long des négociations secrètes qui ont eu lieu en diverses locations de Bucarest, qui ont duré jusque dans la dernière partie du mois de décembre 1876, Brătianu a prétendu, aussi que l'accord bilatéral qu'il va signer et qui sera ensuite ratifié par le Parlement, porte la signature de Gorceakov, de la partie du gouvernement russe, et en ce qui concerne les clauses militaires, après avoir avancé la disponibilité de la participation à la guerre avec un effectif de 50.000 gens (avec front et opérations séparés), sollicitait des Russes 100.000 fusils, 50 canons et 20 millions de francs. Enfin, tout en conscientisant, probablement dès Livadia, que la destinée des départements du sud de la Bassarabie était déjà décidée, il a demandé son interlocuteur quelles compensations offrait la partie russe en échange et s'il avait entendu quelque chose sur la possibilité du partage de la Roumanie entre la Russie et l'Autriche-Hongrie⁴⁶. Les réponses diplomatiques reçus «auraient calmé complètement les scrupules de Brătianu, en l'assurant qu'il ne s'est agi d'aucun partage de la Roumanie, et celui-ci (le premier ministre – n. n.) se serait résigné en ce qui concerne la Bassarabie, décidant à *préparer l'opinion publique* (souligné dans le texte), mais annonçant que même l'émissaire russe le ferait»⁴⁷.

Au début du mois de décembre, un «convenable accord bilatéral» était prêt, mais Nelidov – pas habilité à signer quelque document et ayant peur que sa mission en Bucarest ne soit pas déconspirée s'il y restait encore – a quitté la capitale, tout en promettant à transmettre l'autorisation aux autorités russes pour le consul Stuart, pour officialiser l'entente⁴⁸. Les termes de celle-ci restaient ceux convenus par les négociateurs, mais, à causes des raisons différentes, aucune des parties ne s'est hâtée la finaliser et l'officialiser formellement. Quoique N. Iorga appréciait «l'essai pas officiel de Ignatiev» - accompli par la mission secrète de Nelidov à Bucarest – comme échoué⁴⁹, en réalité le texte de la célèbre convention roumaino russe de 4/16 avril 1877 comprendra presque en totalité et identiquement les termes négociés le long de quelques semaines, par l'émissaire russe avec le premier ministre Brătianu.

C'est à cause de cela qu'on doit réviser, à notre avis, l'assertion conformément à laquelle la convention roumaino russe de 4/16 avril aurait été «l'œuvre» de M. Kogălniceanu, conclusion communiee par pas peu des analystes du moment historique. Le mérite ou la faute de Kogălniceanu, en fonction de la vision ou de l'option des analystes, consistait seulement en la signature et, biensûr, l'assumption de ses clauses par l'expérimenté homme politique, apporté de nouveau à la veille dans l'équipe gouvernementale, comme ministre des Affaires Etrangères. D'ailleurs, il serait hors logique qu'en moins de 24 heures, passées de la prise du portefeuille, que Kogălniceanu ait négocié et convenu (avec qui?) les détails des quatre articles de la convention roumaino russe⁵⁰, auxquelles s'ajoutaient les autres 26 articles de la convention (technique) spéciale, visant, les conditions du transit et de l'approvisionnement des troupes, ainsi que leurs relations et celles des autorités (militaires et civiles) tsaristes avec les autorités locales roumaines⁵¹. Il est vrai que le nouveau ministre a revendiqué, plus tard, sa partie de responsabilité dans l'élaboration du document, pour solidariser de cette manière avec le premier ministre, lorsque celui-ci, soutenant sa validité dans le Parlement, déclarait clairement: «Si quelqu'un est coupable de cette Convention, alors, celui-ci c'est moi»⁵².

Mais jusqu'alors, on doit retenir – de la factologie et de la signification des moments antérieurs à la signature de la *convention* – l'intérêt spécial manifesté, d'une part, par le Haut commandement de l'armée russe, conduit par le grand duc Nicolae, pour hâter la conclusion de l'accord avec la Roumanie et de l'autre, par l'Empire Ottoman, voulant s'assurer les services roumains contre la Russie. Si la mission des premiers avait été prise, après le départ de Nelidov, par le consul impérial D. Stuart et par les deux émissaires du grand duc, G. I. Bobricov et S. I. Popov⁵³, la tâche de convaincre les autorités roumaines à accepter la coopération avec la Turquie contre la Russie a été attribué, de la part du sultan, à Ali Bei, le gouverneur du sanjag Tulcea⁵⁴. On doit préciser, aussi, que le prince régnant Carol I, comme il n'a pas voulu contacter Nelidov, n'a reçu ni Ali Bei⁵⁵.

S'illusionnant avec la possibilité de recevoir une garantie européenne pour la neutralité du pays ou utilisant comme prétexte le devoir de «préparer l'opinion publique» (invoquée par le premier ministre), les autorités roumaines ont tergiversé l'adoption d'une décision ferme en attendant une solution convenable de la part de la conférence diplomatique de Constantinople, où ils ont envoyé Dimitrie Brătianu à «défendre la cause roumaine devant la Porte et les plénipotentiaires étrangers à la conférence»⁵⁶. Or, la nouvelle *Constitution* ottomane, adoptée en décembre 1876, cumulée avec l'intérêt des uns ou l'indifférence des autres des pouvoirs européens vis-à-vis les revendications roumaines, va paralyser totalement le dialogue diplomatique avec les Roumains, n'importe combien stérile jusqu'alors, et à faire s'incliner d'une manière décisive la balance en faveur de la collaboration avec la Russie. Dans la plastique expression de P. P. Carp, ferme et conséquent adversaire de la conclusion de la convention bilatérale, «abandonnés par tous, nous avons été obligés à nous jeter dans les bras de la Russie»⁵⁷. Et comme on vient d'observer, toute coopération avec le Grand Empire, indifféremment de ses termes, de sa forme et des avantages imaginés, impliquait comme constant le péril – on dirait même la certitude – de la perte du sud de la Bassarabie⁵⁸.

En conséquence, sur le fond de la précipitation des événements, facilement à saisir au début de l'année 1877, par : l'aggravation continue des relations roumaino-turques, la signature à Budapesta de la convention secrète entre la Russie et l'Autriche-Hongrie (3/15 janvier), complétée en mars par un accord politique, qui réitérait les clauses de l'accord précédent de Reichstadt, incluant aussi, biensûr, les rectifications des frontières préétablies, enfin, par le refus par la Porte du protocole de Londres, considérée comme humiliant, fait qui ouvrait à l'Empire tsariste le chemin de l'intervention dans les Balkans et lui conférait même l'aura de mandataire de l'Europe dans la solution du conflit⁵⁹, les autorités roumaines ont décidé à signer la convention bilatérale de 4/16 avril, définitivement ou matérialisant de cette manière une décision déjà adoptée par le premier ministre deux jours auparavant⁶⁰. L'espoir causée par la mention expresse – aux instances de la partie roumaine – du déterminatif *actuel* associé à l'intégrité territoriale du pays, accepté par les Russes, pas sans commentaires⁶¹, dans le texte de l'article 2 du document, s'est prouvée aussi illusoire que la promesse des mêmes partenaires de ne pas ordonner l'entrée des troupes dans la Roumanie avant la ratification de la convention par le Parlement.

Parce qu'on sait que le 11/23 avril 1877, le minuit, le général Iancu Ghica, envoyé spécial de la partie du prince Carol à Chişinău, pour accueillir le tsar Alexandre II, télégraphiait au nouveau ministre des Affaires Etrangères, M. Kogălniceanu, la décision de l'empereur de déclarer de la guerre à la Turquie le jour suivant, lorsque l'armée russe passerait la frontière dans la Moldavie⁶², marquant de cette manière, la cinquième invasion le long du même siècle. "La surprise" désagréable pour les autorités roumaines, restées pas averties, sera aggravée par la proclamation "pacificatrice" adressée aux Roumains, donnée le même jour, par le grand duc Nicolae⁶³ sans la connaissance, pas de tout avec l'accord, des mêmes autorités, ignorées pas seulement du point de vue formel, malgré les excuses officielles ultérieures et les motivations fondées sur «des impérieuses nécessités stratégiques»⁶⁴. Quoique amical et nostalgique de la perspective des sacrifices communs faits pour le salut des chrétiens, ce manifeste se voulait adressé aux autochtones et le geste lui-même, suivant à un autre, aussi grave accompli par la transgression d'un engagement écrit (il est vrai, pas encore ratifié du point de vue officiel), a provoqué la réaction inattendue de la partie des autorités roumaines, qui ont protesté contre la transgression de la convention par le partenaire, donnant, en même temps, des instructions aux administrations locales de ne pas coopérer avec l'armée russe, bien que la conduite de celle-ci était beaucoup changé en bien en comparaison avec le passé⁶⁵.

Donc, les relations roumaino russes le long de la guerre – quoique négociées et inscrites dans un document prétendu (et reconnu par les deux parties) comme officiel, mais vulnérable de la perspective du droit international⁶⁶ – débutaient sous des auspices négatifs, dominant d'une manière correspondante les espoirs de ceux qui croyaient sincèrement dans les promesses "rompues" au puissant voisin. Qui et combien de confiance pouvait avoir dans la respectabilité et la conservation par les Russes de l'intégrité territoriale du pays, lorsqu'une entente bilatérale de date récente (la convention de 4/16 avril) était transgressée évidemment et une clause fondamentale de celle-ci, visant la destinée des départements du sud de la Bassarabie, était annulée a priori par la lettre et l'esprit de l'accord de Reichstadt et des conventions russo austro hongroises des mois antérieurs?

Malgré ces choses, le premier ministre Brătianu, quoiqu'il était conscient dès la phase des négociations, de l'irréversibilité de la décision impériale russe de regagner l'accès aux bouches du Danube, continuait à laisser l'impression et même a déclaré que la question de Bassarabie n'avait pas été abordée le long de ces négociations⁶⁷.

Partisan de la coopération active avec la Russie, solution imposée par des événements défavorables, conjuguées avec les intérêts disjoints ou avec l'indifférence des pouvoirs garants⁶⁸, il espérait, probablement, que le temps et les nouvelles circonstances apportent les explications nécessaires dans la zone et éliminent, au moins partiellement, les soucis amplifiés par les âpres controverses sur le thème de l'orientation de la politique externe du pays. Pour le cabinet tout entier, comme d'ailleurs, pour le prince régnant, aussi, la ratification des conventions avec la Russie restait la seule alternative viable, dans les conditions dans lesquelles la Porte

Ottomane, tout en apprenant de l'entrée des Russes en Moldavie, a demandé à la Roumanie que "conformément à l'article 26 du traité de Paris et du paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention de 19 août 1858", de collaborer du point de vue militaire avec Abdul Kerim, le commandant des troupes turques envoyées au Danube, pour «assurer la défense du territoire de la Principauté»⁶⁹. Et lorsqu'elle a appris de la conclusion de la convention roumaino russe, la Porte n'a pas hésité à projeter des actions répressives, qui devaient faire de la Roumanie, à l'intermédiaire des groupes de *Başibuzuci* ou *Circasiens*, une seconde Bulgarie⁷⁰.

L'unicité de l'alternative, invoquée comme telle par M. Kogălniceanu, aussi, dans la session extraordinaire des corps législatifs, réunis le 15/27 avril pour ratifier les deux documents, était séparée, d'une partie, par la vanité de l'effort diplomatique qui avait eu lieu au niveau européen pour assurer la neutralité du pays dans le conflit balkanique et de l'autre, des promesses des Russes que – dans l'expression du ministre roumain des Affaires Etrangères – «pour nous, le traité de Paris ne sera pas rompu, parce que l'empereur Alexandre n'avait pas des velléités de reprendre les territoires qu'il a hérité de son prédécesseur»⁷¹.

Biensûr, si le premier de ces arguments était réel, crédible et convainquant, le second, s'il aurait été prononcé par une autre voix que celle de Kogălniceanu, pouvait être facilement étiqueté comme une naïveté. Parce que lui, Brătianu et Carol I et beaucoup d'autres connaissaient très bien, vérifiant directement ce que était resté de l'ancien traité de Paris (incluant évidemment la Convention de 1858, aussi) – le seul appui juridique, de la perspective du droit international, pour la Roumanie – quels étaient les objectifs immédiats de la politique externe russe dans l'orient européen. Un de ceux-ci, la récupération des territoires perdus par l'Empire tsariste à la suite de la guerre de Crimée, bénéficiant, aussi, de la validation écrite de l'Autriche-Hongrie, était bien connu, biensûr, par les autorités politiques roumaines ; parce que l'invocation du prétendu mot donné par l'empereur⁷², ou du texte (retouché) de l'article 3 de la Convention, comme garanties de la sincérité de la conduite politique impériale dans la relation avec la Roumanie signifiait, soit un douce leurre (incompatible avec l'expérience et le pragmatisme de Kogălniceanu ou Brătianu) qui devait tempérer la virulence de l'opposition, soit l'assomage du risque, avec l'espoir de la réalisation dans la perspective immédiate de gains au moins équivalents avec la valeur des investitions ou des sacrifices. D'ailleurs, entre les alternatives potentielles invoquées par le ministre des Affaires Etrangères, lorsqu'il polémisait avec les parlementaires de l'opposition pour la défense de la convention – outre celle suivie par le gouvernement, ou de celle préconisée par D.A. Sturdza, visant "la complète passivité" et ironisée comme "la petite fleur sans couleur et sans parfum, nommée neutralité" – il aurait été une qui, semble-t-il, l'avait gagné (du point de vue personnel) depuis quelque temps: «nous unir avec la Russie et participer à la guerre, avec la condition de demander comme avantages: *l'indépendance, les bouches du Danube et la Dobroudja*» (notre soulignement)⁷³. Avec une autre occasion, causée par la présence d'un émissaire du grand duc Nicolae à Bucarest, il avait ajouté encore l'idée de la royauté⁷⁴. Quoique la question des compensations, comme variante de travail, n'était pas étrangère aux facteurs politiques de décision de Bucarest, la

conservation de l'intégrité territoriale dans la lettre et l'esprit de la convention de 4/16 avril, n'avait jamais quitté ceux-ci dans le cadre des rencontres et des négociations qui vont suivre avec la partie russe.

Après la ratification des documents, devenus de cette manière publiques et qualifiés à l'extérieur soit comme imprudents pour l'Etat roumain, qui aurait renoncé, semble-t-il, au protectorat collectif des pouvoirs européens, soit même comme traité d'alliance avec la Russie, ce qui l'aurait jeté en état de guerre avec la Turquie⁷⁵, la conduite politique des parties signataires est restée, en essence, inchangée. Ni la rompue des relations de la Roumanie avec la Porte, ni l'officialisation de l'état de guerre, ni la déclaration d'indépendance, adoptées par les mêmes corps législatifs de Bucarest, sans le consentement de l'Europe, mais avec l'indifférence (dans le cas le plus heureux) ou l'apposition des pouvoirs (encore) garants⁷⁶, n'ont modifié le discours politique des parties. De plus, le désaccord souvent signalé entre les prédispositions pour éteindre la collaboration et l'acceptation de la coopération avec l'armée roumaine, manifesté par les cercles militaires russes des alentours du grand duc Nicolae, d'une partie, et le refus *de plano* de l'idée, exprimée d'une manière constante par le groupe diplomatique représenté par Gorceakov, a fait encore plus difficile le dialogue avec la partie roumaine, dialogue, qui tournait d'une manière stérile autour des deux questions majeures: la participation roumaine à la guerre et le problème de l'intégrité territoriale du pays.

Dans le cadre de la célèbre rencontre à haut niveau de Ploiești, de 3/15 juin, quand et où le prince régnant Carol a réitéré la disponibilité pour la coopération militaire dans les Balkans, le compagnon du tsar, Gorceakov, en décourageant son offre, l'a assuré que la Roumanie pouvait obtenir la reconnaissance de son indépendance sans lutte, à la conclusion de la paix. La désillusion du prince régnant aurait été encore plus grande lorsque le chancelier – appréciant comme justes les prétentions de la Roumanie sur les bouches du Danube – revendiquait pour la Russie la possession du bras Chilia, ce que supposait, implicitement, la récupération des trois départements de Bassarabie. A l'encontre de Gorceakov, qui exprimait d'une manière ouverte et constante l'opposition ou le mépris envers la participation désirée de l'armée roumaine aux opérations du sud du Danube, N. P. Ignatiev, apprécié par Carol I comme «un des plus agressifs diplomates russes du siècle», imaginait un autre scénario sur la coopération, transmis tout de suite au chancelier et que le dernier a apprécié comme *machiavélique*.

En essence, l'ambassadeur russe à Constantinople encourageait la participation des troupes roumaines à la campagne, voyant en cela la chance de la Russie de pouvoir récupérer le sud de la Bassarabie plus facilement. Il disait au chancelier: «Les Turcs [...], probablement, battront nos alliés, les mettant dans une situation critique ; c'est alors que nous viendront à leur aide, les sauverons et nous pourrons prétendre, en compensation, que cette partie-là de la Bassarabie, qui est habitée en majorité par des Russes et des Bulgares, soit unifiée à la Russie. Autrement, sans une aide semblable et directe offerte par nous, à la Roumanie, il serait pénible à cessionner des territoires de nos alliés à la fin de la guerre et il nous sera extrêmement difficile à compenser du point de vue territorial, sans mettre en

péril nos propres intérêts»⁷⁷. Ce point de vue est extrêmement intéressant parce que, au-delà de la perfidie ou du machiavélisme de l'émitent, on peut décrypter la préoccupation – sinon le souci, aussi – des cercles politico diplomatiques russes pour justifier (devant l'Europe, biensûr) la reannexion des départements du sud de la Bassarabie, ainsi que pour trouver la solution territoriale compensatrice due à l'allié.

Sans insister de plus sur les événements qui ont préfacé et suivi le début des opérations militaires russes dans les Balkans, inclusivement sur les difficultés rencontrées, qui ont ouvert le chemin de la coopération avec l'armée roumaine, questions autrement trop bien connues, on doit remarquer un fait. Si en ce qui concerne la participation aux opérations militaires au sud du Danube n'existait pas seulement le désir, mais aussi, l'unité des points de vue des facteurs de décision de Bucarest, en échange, en ce qui concerne les conditions de la coopération, parallèlement avec la précipitation des événements, se sont enregistrées, le long du temps, des évidentes différences d'opinions, qui ont diminué la capacité de faire plus efficaces les traitatives avec les Russes. De cette manière, dès le moment dans lequel il a constaté la disponibilité et, ultérieurement, l'intérêt du commandant suprême de l'armée tsariste pour la coopération effective avec l'armée roumaine, le ministre des Affaires Etrangères M. Kogălniceanu recommandait par une lettre remise au prince régnant le 20 juin/2 juillet 1877; qu' «avant de nous décider de faire un pas plus loin que celui fait par la convention de 4 avril, c'est-à-dire *de traverser le Danube* (souligné dans le texte), nous devons faire des recherches sur plusieurs points». Les conditions proposées par celui-ci pour l'évaluation visaient, en essence:

- a) apprendre l'attitude du cabinet russe envers la situation de la Roumanie dans l'éventualité (en fait, l'imminence) de l'annulation des clauses du traité de Paris;
- b) les indemnités offertes à la Roumanie pour les destructions provoquées par la guerre et
- c) la valeur des subsides alloués par les Russes pour l'armée roumaine pour traverser le Danube⁷⁸.

Il est indoutable, la première condition – résultée du doute, sinon de la certitude du ministre concernant la transgression par les Russes de l'engagement assumé par la convention mentionnée – visait la destinée des trois départements du sud de la Bassarabie. Or, malheureusement, justement sur ce point on constatera une manque de précaution, mais aussi de consensus de la part des hautes autorités roumaines. Le refus constant, qui est arrivé jusqu'au mépris⁷⁹ de la diplomatie russe d'accepter la collaboration des troupes roumaines, quoique les cercles militaires tsaristes, au front desquels se trouvait le Grand Duc Nicolae, réservés initialement, pour qu'ils demandent ultérieurement avec désespoir l'intervention des troupes armées roumaines au sud du Danube, a modifié l'ordre des priorités problématiques dans le dialogue roumaino russe à haut niveau, et parallèlement, l'harmonisation des actions et des attitudes au niveau des facteurs décisionnels.

Par exemple, après le moment 6/18 juillet, quand Carol I, tout en suivant le conseil de Kogălniceanu – a refusé à ordonner au général Gh. Manu à traverser le Danube, pour prendre en intendance le garnison – cité Nicopole et les 7.000 prisonniers turcs, motivant qu'il n'y avait pas une convention de coopération des deux

armées et que l'armée roumaine n'était pas disposée à escorter les prisonniers faits par les autres⁸⁰, seulement une semaine plus tard, le prince régnant a cédé. En ce qui concerne le mécontentement exprimé alors par le ministre, il a justifié le changement d'attitude par la prière insistante du tsar, mais précisant qu'il ne s'agissait pas d'un passage général de l'armée roumaine, acte pour lequel il aurait été vraiment indispensable une nouvelle convention militaire. Et pour sa conclusion, les questions concernant la conservation de l'individualité d'action, de la fonction de commande, de l'argent et des armes devançaient toute autre préoccupation en espèce celle territoriale.

Après avoir reçu le célèbre et désespéré télégramme de 19/31 juillet du grand duc Nicolae, demandant l'intervention immédiate de l'armée roumaine à l'appui de celle russe, bloquée à Plevna, la partie roumaine, apparemment avantagée par les circonstances, n'a pas réussi à gestionner d'une manière correspondante le moment favorable pour imposer ses propres conditions. Conformément aux *mémoires* de Carol, dont l'utilisation demande de la prudence permanente et, biensûr, la corroboration avec des autres sources d'information, le premier ministre aurait poussé le prince régnant à offrir l'aide sollicitée par les Russes, «où et si pleinement que possible, car autrement, ils seront jetés au-delà du Danube et la Roumanie deviendrait théâtre de guerre». Mais cette fois-ci, Carol s'est montré plus réservé, invoquant le manque d'une convention spéciale, qui, conclue en ces circonstances, aurait annulé celle ancienne, «avec toutes les garanties politiques et les gains y obtenus». Voulant se délimiter de l'opinion de Brătianu, il se confessait (en écrit) à la princesse: «moi, je représente l'opinion que nous devons mettre des conditions»⁸¹. Avec la mention que, quelques jours plus tard, aux insistances du grand duc, il lui répondait sans invoquer des autres conditions qu'«on a donné toutes les dispositions pour la concentration de 30.000 de gens pour conquérir Plevna, avec les corps engagés aux alentours de cette position, qui est un danger permanent pour l'armée impériale»⁸².

Le jeu d'échecs politique roumaino russe a continué soit par la correspondance, soit par des rencontres directes avec les autorités tsaristes avec le premier ministre Brătianu, avec les hauts responsables militaires Manu, Cernat ou Slăniceanu et au cours du mois d'août, avec un apparent (et exacerbé, du point de vue historiographique) gain pour la partie roumaine : sous la pression des insuccès du front, le grand duc communiquait à Carol, le 6/18 août, son accord pour l'option roumaine de passage du Danube à Corabia, pour garder l'individualité d'action – corrélée, biensûr, avec le plan général d'opérations – et de la commande propre des troupes⁸³. Quoique le prince régnant, en réplique, exprimait sa satisfaction pour la décision prise, sur le fond, «la partie diplomatique avait été perdue» – dans la plastique expression de N. Iorga – et on pouvait invoquer une seule excuse : la peur de l'offensive turque et de ses conséquences pour le pays⁸⁴. On n'avait conclu aucun acte officiel, répudié autrement comme solution formelle par la partie roumaine⁸⁵, et le tsar réaffirmait ce qu'il avait déclaré antérieurement à Ploiești, que la Roumanie ne regretterait pas le pas fait⁸⁶. Sans engagements fermes, sans détails.

Les derniers, concernant seulement la coopération militaire et la coordination des actions dans les Balkans, seront discutés et précisés dans le cadre de

la rencontre que le prince régnant Carol a eu à Gorni-Studen, le jour de 16/28 août, avec le tsar Alexandre II et avec le grand duc Nicolae, l'invité persévérant duquel a été, ensuite avec D.A. Miliutin (ministre de guerre de la Russie) et avec les autres représentants du haut commandement russe. Flattée, semble-t-il, par l'inattendue offre faite alors par le grand duc, au nom du tsar, de confier la commande de toutes les forces militaires concentrées à Plevna, offre qu'«un Hohenzollern animé par la fierté de sa race ne pouvait pas refuser», Carol n'a pas forcé la chance, imposée par les circonstances favorables à soi-même, d'obtenir des avantages politiques pour le pays de la perspective des négociations de paix. De plus, il n'a pas demandé ou il n'a pas voulu, la conclusion d'une convention militaire écrite⁸⁷. La décision finale a été prise par lui tout seul, sans consulter le gouvernement, dans le cadre des négociations directes avec Alexandre II, provoquant des réserves sérieuses au niveau de la classe politique roumaine et pas seulement au sein de l'opposition conservatrice.

Le ministre des Affaires Etrangères, M. Kogălniceanu, tout en se délimitant de toute responsabilité, écrivait au premier ministre Brătianu, le 23 août/4 septembre: «Pas tout le monde voit les choses comme nous. La nomination du prince régnant comme commandant des troupes russes (il en était déjà de celle roumaines – n. n.) a généré un effet négatif dans le pays, mais aussi à l'étranger. A Vienne, ils sont désolés»⁸⁸. Toujours lui, déployant le manque de communication entre le prince et le cabinet⁸⁹, répondait dans la même note à l'agent diplomatique roumain à Vienne, de la sympathie duquel il ne jouissait pas: «Peut-être que tu as raison dans les appréciations concernant la commande de l'armée russe, prise par Sa Altesse. Peut-être que j'ai la même opinion. Mais la mesure a été prise subitement, pendant l'entrevue du Prince avec l'Empereur au quartier général, sans que le gouvernement ait du terme pour approuver. Selon mes connaissances, on a admis cela pour éviter des complications encore plus grandes. Maintenant, lorsque la chose est faite, notre dette est celle de lui atténuer le sens»⁹⁰.

Donc, l'assumption circonstancielle par Carol I de la direction des opérations offensives russo-roumaines à Plevna, fondée surtout sur des calculs étroits et sur l'orgueil que sur l'expérience dans l'art de la guerre, avait causé, auprès des satisfactions inhérentes sous-entendus (beaucoup exagérées dans le sommaire des abords historiographiques partisans), des réserves et des troubles même parmi les collaborateurs proches, qui, à leur louange, n'ont pas désavoué le vice de procédure, mais ont accepté, respecté et soutenu les termes d'une entente ad hoc, manquée de support élémentaire juridique. Les prémisses de la coopération militaire, ne parlant plus de l'entente politique (évitée de manière systématique sur l'agenda des rencontres et des discussions bilatérales) ne se montraient pas trop favorables aux troupes roumaines, dans les conditions dans lesquelles les correspondants de presse étrangers, qui se trouvaient dans la zone du front, signalaient des dissensions sérieuses au niveau du grand quartier général de l'armée impériale : entre le chef du grand Etat majeur, le général A.A. Nepokoïçki, et le grand duc Nicolae; entre le chancelier Gorceakov et le grand quartier général, où l'influence du général Ignatiev aurait été de plus en plus évidente ; finalement, on véhiculait l'idée de la retraite, sur des motifs de santé du grand duc Nicolae de la commande suprême de l'armée russe,

et même de l'abdication du tsar des mêmes motifs, étendus dans son cas sur la santé mentale⁹¹. Or, justement ces deux personnages avaient demandé ou appuyé – il est vrai, contraints par l'évolution pas favorable des événements sur le front balkanique – la participation des troupes roumaines aux opérations; l'implication de ces troupes était regardée, dans le cas le plus heureux, avec des réserves, sinon avec du mépris et déconsidération par les commandants militaires de l'armée impériale⁹², ainsi que par l'opinion publique russe, déterminée par l'arrogance de ceux-ci⁹³.

Dans une certaine mesure, de telles réserves ou attitudes sont à comprendre : les capacités militaires engagées, l'ampleur des opérations anti-ottomanes, l'expérience guerrière du corps d'officiers et des combattants, dont quelques-uns avaient participé activement à la campagne de Crimée, aussi, et pas au dernier lieu, le statut impérial de la Russie constituaient, tous ensemble et chacun en partie, les attributs de grand pouvoir, incomparables et incompatibles avec l'idée des équivalences de traitement rêvées ou prétendues par les petits alliés occasionnels.

Malheureusement, mais pas inattendu, la même philosophie – indépendante de l'évolution du front et des faits d'armes des soldats et des officiers roumains, engagés dans la campagne – a conduit le chemin politique de la Russie impériale dans l'étape finale de la guerre, aussi, lorsque la perspective de la conclusion des hostilités et du déclenchement des négociations de paix se contournait de plus en plus. Se basant trop sur le capital de sympathie reçu de la part du tsar Alexandre II, implicitement sur les excellentes relations de famille entre les Hohenzollern et les Romanov, ainsi que sur l'amitié du grand duc Nicolae ou du général Tottleben⁹⁴, Carol I s'est fait des illusions disproportionnées en ce qui concerne le statut de la Roumanie aux futures négociations. Ses essais, ainsi que celles de Brătianu, faites avant la chute de Plevna d'obtenir les promissions attendues sous la forme des déclarations politiques concernant ce statut-là ont échoué. Ni la tentative de Brătianu d'apprendre quelque chose sur la même question du ministre de guerre Miliutin – auquel il témoignait, en novembre, l'intention des Roumains d'occuper quelques localités bulgares du sud du Danube jusqu'au moment où ils recevraient les indemnités de guerre des Turcs, ainsi que le désir d'avoir un représentant aux futures négociations de paix – n'a pas joui de beaucoup de succès. Au contraire. Décourageant de tels plans, le haut dignitaire, abordé directement dans «la question de la Bassarabie», lui avait répondu franchement à son interlocuteur mais sur un ton académique, que «les Russes ont souffert profondément à la suite des pertes territoriales de 1856 de manière que le statut de la zone sera modifié»⁹⁵.

Se montrant personnellement résigné avec l'idée de la retrocédition territoriale, Brătianu avertissait seulement avec l'altération sérieuse de l'image publique des «alliés» parmi les peuples chrétiens des Balkans et, biensûr, avec la dégradation des relations bilatérales entre les deux pays. Et si quelque espoir concernant la destinée des trois départements avait resté au premier ministre après la rencontre avec Miliutin, celle-ci aurait disparu définitivement par la déclaration du chancelier Gorceakov, faite justement à Bucarest: «Oui! L'Empereur veut la Bassarabie. Il est vraiment stupide, mais il la veut!»⁹⁶ Quoiqu'elle n'a pas eu du caractère publique, la déclaration – suivant la décision – des Russes est arrivée dans

les pages des journaux d'opposition «Timpul» et «Pressa», qui ont popularisé son message, vers la «surprise» du prince régnant Carol, qui continuait à croire comme «impossible qu'une telle demande soit présenté devant ses yeux»⁹⁷. Sa croyance ferme dans la loyauté de l'empereur (auquel appartenait la décision finale) et dans le respect de l'engagement assumé par la convention de 4/16 avril l'ont déterminé à ne jamais aborder le sujet *face to face* avec Alexandre II, conduite imitée, semble-t-il, par Brătianu, aussi⁹⁸.

Plus réaliste en ce qui concerne les perspectives, Kogălniceanu avait reçu du chancelier Andrassy – à l'occasion du voyage qu'il avait fait pendant l'été à Vienne – des assurances concernant la reconnaissance de l'indépendance, mais aussi, l'information concernant la modification de la frontière d'est de la Roumanie, par la cédation du sud de la Bassarabie et l'unification de la Dobroudja avec les bouches du Danube⁹⁹. Pas résigné et voulant attirer le concours de l'Autriche-Hongrie de la partie de la Roumanie, il communiquait à Vienne, le 19 novembre/1 décembre, à l'intermédiaire d'un émissaire spécial (Ion Ghica), l'intention des Russes concernant la récupération et l'échange territoriale, ajoutant que «le devoir de faire échapper cette partie de notre pays a été en grande partie la cause de la coopération de notre armée devant Plevna. Nous avons donné notre sang pour ne pas donner notre terre». Plus loin, invoquant «l'intérêt allemand du Danube», pour généraliser l'enjeu, il affirmait que «la Bassarabie ne passera avec notre assentiment à la Russie [...]. Si nous trouverons quelque part de l'appui énergétique, nous résisteront». Seulement que le résultat de ce sondage diplomatique, formulé tardivement (à peine le 13/25 janvier 1878), qualifiait la résistance roumaine dans le problème de la Bassarabie comme «un moyen de mettre la Vienne devant le Petersburg»¹⁰⁰.

Evidemment mécontent des effets de cette démarche diplomatique – étendue, d'ailleurs, à des autres cours européens, même à Constantinople¹⁰¹ – et surtout de la réponse perfide d'Andrassy, Kogălniceanu versait son dépit dans une note transmise tout de suite à l'agent roumain de la capitale de l'Empire bicéphale: «Nous ne sommes pas des agents provocateurs – affirmait sans équivoque le ministre roumain, pour convaincre, semble-t-il, son propre agent ; dès juillet, nous savons ce qui est arrivé à Reichstadt [...] et il n'était pas nécessaire de demander Gorceakov si l'Autriche-Hongrie a consenti ou pas à la retrocédition de la Bassarabie [...]. J'ai vous ai dit cela à Vienne et je le répète aujourd'hui: l'entente s'est faite entre Vienne et Petersburg et pas entre la Russie et le gouvernement roumain. Vous devez savoir que nous ne ferons pas des affaires avec la terre du pays»¹⁰². La même opinion et la même persévérance se dégage, aussi, de l'intervention de Ion Ghica auprès de Andrassy, le 20 janvier /1 février 1878 : «Le sacrifice que la Roumanie a fait, mettant ses gens et ses matériaux au service de l'armée russe, c'est au but de garder cette terre [...] On espère que ce pouvoir [la Russie] tiendra compte des sacrifices que le pays s'est imposée et respectera son intégrité [...] Aucun ministre roumain ne pourrait pas consentir à un tel acte. Le pays tout entier s'élèverait pour lutter jusqu'à la dernière limite»¹⁰³.

Mais, combien ferme, au moins apparemment, se configurait la résistance roumaine à la perte annoncée des départements du sud de la Bassarabie «et à l'idée de

la compensation territoriale, si pâle, indifférente ou même contraire s'est prouvée la réaction des cabinets européens consultés. Ceux de Vienne et de Berlin connaissaient déjà le projet du traité de paix rédigé par la chancellerie diplomatique du grand duc Nicolae, avisé par le tsar et par Gorceakov, projet pas communiqué intégralement, en spécial par l'Autriche-Hongrie, motif pour lequel les leaders russes ont décidé, premièrement, de négocier les conditions d'armistice avec les Turcs et ultérieurement, la conclusion de la paix dans les termes à caractère préliminaire annoncé par les pouvoirs européens intéressés dans la zone¹⁰⁴.

L'insistance politique-diplomatique de Kogălniceanu n'a été plus fructueuse ni durant l'étape suivante, lorsque, à l'intermédiaire du général Iancu Ghica, envoyé de nouveau à son poste après la rentrée à Petersburg du tsar Alexandre II, a sollicité aux Russes d'accréditer la présence aux négociations d'un délégué roumain, représentant un Etat "belligérant et allié" et ayant son propre agenda de revendications¹⁰⁵. Dans la lettre de réponse, transmise par Ghica le 14/26 janvier, le contenu était autre que celui attendu, mais pas totalement inconnu : "L'Empereur et le chancelier – disait l'agent - m'ont informé formellement de *leur intention de reprendre la partie de la Bassarabie jusqu'à Chilia ; en compensation, la Roumanie recevra le Delta du Danube et la Dobroudja jusqu'à Constanța* (notre soulignement). Les arguments sur lesquels il s'appuie sont que le territoire a été rétrocédé à la Moldavie et pas à la Roumanie, qu'il a été rompu par un traité dont rien ne subsiste encore, qu'il n'est pas juste que seulement la Russie le respecte à son détriment, et que cette revendication est pour elle une question d'honneur et de dignité nationale"¹⁰⁶.

On a forcé la note par la décision des autorités roumaines d'envoyer le colonel Eraclie Arion à Kazanlık, avec le message ultimatif que, dans le cas du refus de recevoir aux négociations de l'armistice et ensuite de paix, l'émissaire devait déclarer "nul et non avenü tout acte qui nous regarderait et auquel nous n'aurions pas participé"¹⁰⁷, ou par les protestes énergiques exprimés à l'écrit¹⁰⁸ ou à haute voix¹⁰⁹ devant les hauts dignitaires russes, au lieu d'apaiser le chemin de l'entente entre les parties a augmenté leur acharnement. Pendant que les autorités roumaines, par le ministre des Affaires Etrangères et ses émissaires spéciaux ou les agents de l'étranger, essayaient à capaciter les cabinets européens pour la défense de l'intégrité territoriale du pays et pour la reconnaissance de l'indépendance (y inclus, et surtout, de la partie de la Turquie), qui aurait modifié son statut dans la relation avec "l'allié"¹¹⁰, Gorceakov, avec sa brutalité habituelle, prétendait que "le passé tout entier des <Roumains> est dû à la Russie" et que celle-ci avait "des intérêts et des droits à défendre, sur lesquels on ne peut pas discuter" ; l'ambassadeur russe à Vienne, A. F. Orlov, le complétait, affirmant que l'Ismail était lié de l'histoire militaire de l'Empire, que le "rapt" de 1856 avait été plus douloureux que la destruction de la flotte et que le tsar personnellement – dans lequel Carol avait investi une confiance exagérée – était engagé dans la récupération du sud de la Bassarabie¹¹¹.

Après que les termes de l'armistice russo-turque, signé à Adrianopol, le 19/31 janvier, sont devenus publics trois jours après la conclusion du document¹¹² et après la déception communiquée par écrit par Carol I au grand duc Nicolae le jour

suyvant pour le refus d'accepter le délégué roumain aux négociations¹¹³, la réaction du Parlement roumain n'est pas arrivée trop tard. Rassemblée en deux séances secrètes préparatoires, le 23 et 24 janvier/4-5 février, la Chambre a pris acte des préoccupations du gouvernement dans le domaine et a adopté le 26 janvier/7 février une *motion*, par laquelle elle déclarait clairement qu'elle est décidée à «maintenir l'intégrité territoriale du pays et à ne pas admettre une aliénation de sa terre, sous aucune dénomination et pour aucune compensation territoriale ou indemnité»¹¹⁴. La solidarité politique des partis sur ce sujet d'intérêt national a eu comme unique effet la sortie de sous les accusations des ministres de l'ancien cabinet L. Catargiu. Mais on doit retenir le fait, qu'avec la même occasion, ont été connues les offres des Russes, concernant «l'indemnité», ainsi que la motivation de Brătianu de n'avoir pas discuté «la question de la Bassarabie» à sa dernière rencontre avec les impériaux à Poradim, pour ne pas offenser le tsar, qui, aurait eu, dit-on, «la générosité de s'opposer à la spoliation»¹¹⁵.

Comme le Sénat a adopté, lui aussi, la motion de la Chambre et comme Kogălniceanu continuait à réitérer en écrit à Gorceakov «l'impression pénible produite surtout dans la Moldavie», «l'agitation des esprits» et «l'impossibilité que tout ministre signe un tel acte (de céder le sud de la Bassarabie, n. n.)»¹¹⁶, la réplique russe, formulée par Giers, appréciait le vote du Parlement comme «une offense directe contre l'empereur et un acte d'hostilité contre la Russie»¹¹⁷. L'unique certitude tirée de ces derniers événements consistait dans l'élimination de toute chance d'arriver à une entente amiable entre les parties sur le thème de la Bassarabie.

Si la réaction de la classe politique roumaine, circonscrite au thème, est apparue comme normale et unitaire en ces circonstances-là, à l'échange, une fracture semble avoir apparu dans les relations entre le premier ministre et son ministre des Affaires Etrangères. Le dernier, si ferme et intransigeant dans les initiatives et dans la correspondance diplomatique avec les cabinets européens sur le thème de l'intégrité territoriale, si peu confiant s'est montré dès le mois de février dans la chance de la conservation du statu quo, au moins devant le prince régnant, recommandant la préparation de l'opinion publique pour «l'inévitable» cession¹¹⁸. L'expérience ou son intuition politique, contremises à la conduite et aux intérêts impériaux dans la zone, associés, probablement, à la croyance et à la tentation d'une compensation territoriale plus profitable (comme apparaissait la Dobroudja) qui aurait du faire se résigner *le citoyen* – sinon *le ministre* – Kogălniceanu avec l'idée de la perte des trois départements.

A l'échange, le premier ministre, qui avait déclaré dans la Chambre, à l'occasion du débat de la motion, que «nous n'avons pas de la terre à donner, ni à l'échange de la plus grande compensation», mais qui n'avait pas osé à attaquer le sujet devant Alexandre II pour ne pas l'offenser, est resté, au moins apparemment, inflexible dans sa position, pensant assurément, aux conséquences, aussi. La solution «salvatrice» - pas pour le pays, mais pour son propre cabinet – devant l'opinion publique roumaine lui est apparue au début de mars, lorsqu'il a pensé à remplacer le ministre qui avait signé la convention roumaino russe d'avril 1877.

Et même si la mesure n'a pas été tout de suite mise en application, à cause de la précipitation des événements sur le plan externe, le conflit entre les plus importants gens politiques roumains du moment a constitué l'élément perturbateur de la vie politique roumaine jusqu'après le Congrès de Vienne¹¹⁹.

Sans doute, Brătianu voulait trouver un bouc émissaire après avoir appris de la presse russe, à l'intermédiaire de l'agent roumain de Petersburg, à peine le 7/19 mars 1878, le contenu du traité de paix conclu à San Stefano avec plus de deux semaines auparavant¹²⁰. Décevant pour les autorités de Bucarest était, en spécial, l'article 19 concernant le paiement des indemnités de guerre dues par la Turquie et converties partiellement dans la cession territoriale de "sangeac Tulcea, avec les districts : Chilia, Sulina, Mahmudia, Isaccea, Tulcea, Măcin, Babadag, Hârșova, Constanța et Medgidia, ainsi que les îles du Delta et l'île des Serpents. Ne voulant pas annexer ce territoire – continuait le texte de l'article – et les îles du Delta, la Russie s'est réservée le droit *de le changer* avec la partie de la Bassarabie détachée par le Traité de 1856 et limitée au sud par le talweg du bras Chilia et la bouche de la rivière Stry-Stambul". La question du partage des eaux territoriales et du droit de pêcher devait être réglée par une commission mixte russo-roumaine, en terme d'un an de la ratification du traité.

Mais plus dangereux pour la Roumanie était un autre article du traité, transmis par Ghica à Bucarest, joint à deux autres avec des incidences roumaines, le jour suivant. De cette manière, par un article (8), qui excédait les conditions d'armistice, la Bulgarie devrait être occupée pour deux années – jusqu'à sa définitive organisation – par les troupes russes, dont la liaison avec les bases de leur pays était assurée "non seulement par la Roumanie, mais aussi par les ports de la Mer Noire, Varna et Burgas, où ils pouvaient organiser leurs propres dépôts"¹²¹. Or, la présence potentielle, soit même en transit, des soldats russes sur le territoire de la Roumanie, dérangeait gravement la liberté d'action, étant incompatible avec l'indépendance reconnue par le traité. A cause de cela, le refus catégorique du gouvernement roumain d'accepter les conditions inscrites dans le traité a connu les plus variées formes d'expression.

Interpellé dans le Parlement, Kogălniceanu déclarait, dans le nom du cabinet tout entier, le 15/27 mars, que le traité était préjudiciable aux droits et aux intérêts du pays et que tout compromis territorial avec la Russie était exclus ; pour la défense de ces droits, Brătianu lui-même, a entrepris une tournée diplomatique à Vienne et Berlin, d'où il se retournera seulement avec des exhortations pacifistes du type : "vous avez donné des preuves éclatantes de patriotisme, votre réputation à cet égard est établie, mais l'agitation actuelle ne peut que vous faire du mal"¹²².

Les nombreux protestes transmis par Kogălniceanu à Petersburg, soit à l'intermédiaire de Iancu Ghica, soit à celui du baron D. Stuart, ainsi que toute la correspondance diplomatique entretenue avec les émissaires roumains aux cours européennes, incluant, aussi ce trajet-là historique et politique *Mémoire on the question of Bessarabia*¹²³ – et prouvant combien injuste était de placer exclusivement la "culpabilité" sur le ministre des Affaires Etrangères (accusation faite par le premier ministre), qualifié comme "incapable"¹²⁴ – ont radicalisé, comme on sait, d'ailleurs,

l'attitude des autorités tsaristes, dont les répliques dures et les menaces¹²⁵, alternant avec des propositions de compromis¹²⁶, ont fait plus acutes les relations bilatérales, sans influencer d'une manière correspondante la position des pouvoirs européens encore garants¹²⁷. A l'échange, dans le pays, l'état d'esprit existant a déterminé le représentant de l'Angleterre, le colonel Mansfield, à rapporter à ses supérieurs que "le sentiment antirusse dans ces Principautés est arrivé à l'apogée"¹²⁸. Concomitant, Carol I avait commencé à réaliser que la perte des départements du sud de la Bassarabie était inévitable et que toute la campagne médiatique et diplomatique, orchestrée par le gouvernement, était contreproductive ; pourtant, il évitait délibérément à exprimer ouvertement ses sentiments, pendant que la résistance antirusse était communiée de manière unanime par l'opinion publique et politique roumaine¹²⁹.

Revenant à la position des pouvoirs européens en conflit, on doit préciser le fait que la dispute russo-roumaine constituait, pour chacun d'entre ceux-ci et en mesure différenciée, une question subsidiaire, dépassée par les intérêts (cachés ou pas), circonscris au nouveau rapport de forces préfiguré non seulement sur le plan zonal, mais à l'échelle continentale. De cette manière, on peut expliquer la demande de l'Autriche-Hongrie, suivie par l'Angleterre, pour réexaminer les conditions de la paix de San Stefano¹³⁰, demande que la Russie, forcée par des circonstances défavorables ait admis tout de suite.

La perspective de la convocation d'une conférence européenne a entretenu l'illusion des autorités politiques roumaines dans la chance de s'approcher ces bienveillances externes de la partie de leurs propres revendications, quoique les signaux reçus jusqu'à la veille ne leur soutenaient que peu les attentes. La position duplicative de l'Autriche-Hongrie, qui continuait à conseiller la Roumanie à résister et dans laquelle Brătianu voyait – à la veille de l'ouverture du Congrès de Berlin – "la dernière carte"¹³¹, ou l'attitude "extrêmement réservée" de l'Allemagne¹³², d'où venaient des recommandations pour une "politique réaliste" envers la Russie, ne parlant plus de l'hostilité de l'Angleterre, exprimée malicieusement par son ambassadeur à Vienne¹³³, ou de l'indifférence ou l'impuissance de la France, toutes ces réactions seront décryptées et comprises par le premier ministre roumain à peine pendant la réunion du conclave diplomatique européen.

Quoiqu'il avait déclaré en écrit, à la veille, que le gouvernement roumain "ne cédera aucune partie de la Bassarabie, ni même pour les plus éclatantes compensations", invoquant la décision du pays de défendre son intégrité territoriale avec les armes à la main, à l'aide des 60.000 soldats bien préparés¹³⁴, arrivé à Berlin avec M. Kogălniceanu (après avoir été acceptés difficilement à représenter le point de vue roumain sur le traité de San Stefano), Brătianu écrivait à C.A. Rosetti, le 19 juin/1 juillet 1878 : "Seulement le prince Bismarck a dit la vérité [...]. Parce qu'il représenterait une facilitation de sa tâche que nous réalisons une entente directe avec la Russie. Au contraire, tous les autres étaient intéressés que nous fassions des problèmes, afin que, de cette manière la situation de la Russie devienne tendue et qu'ils puissent tirer des gains pour eux-mêmes, tout en nous sacrifiant, chose qu'ils ont décidé à l'avance"¹³⁵.

Il est vrai que les accords bilatéraux secrets entre les pouvoirs européens directement intéressés, qui ont préfacé le Congrès de Berlin, ont dicté la conduite des délégués officiels aux discussions¹³⁶, paralysant tout effort et toute espérance des représentants de la Roumanie dans la contrainte de la Russie de respecter ses obligations assumées envers un ancien allié. Les revendications présentées par Kogălniceanu, le jour de 19 juin/1 juillet, devant une audience totalement insensible, parce que “la pièce avait été arrangée auparavant, dans les coulisses, presque dans tous ses détails”¹³⁷, reprenaient et réitéraient obsessivement, avec des arguments historiques, mais aussi politiques, les “thèmes roumains” connus déjà avec leur support national:

1. La Roumanie n’accepte pas à céder volontairement une partie de son territoire et
2. S’oppose à servir comme chemin de passage pour les troupes russes rapatriées des Balkans ;
3. La Roumanie prétendait “dans la vertu de ses droits séculaires” de rentrer dans la possession des îles et des bouches du Danube, inclusivement de l’Ile des Serpents, comme on avait décidé initialement par le traité de paix de Paris ;
4. Elle prétendait, aussi, une indemnité de guerre proportionnelle avec l’effectif engagé dans la lutte et avec les destructions provoquées le long de cette période ;
5. Finalement, elle demandait la reconnaissance de l’indépendance d’Etat et la garantie de la neutralité¹³⁸.

Tout en essayant à sensibiliser le registre émotionnel, aussi, I. C. Brătianu ajoutait l’appréciation que “rompre une portion de notre patrimoine ne constituerait seulement une profonde douleur pour la nation roumaine, mais ce geste détruirait toute confiance dans la force des traités et dans la sainte sauvegarde des principes de justice absolue, ainsi que des droits écrits”¹³⁹.

Au-delà des vertus oratoriennes célèbres de Kogălniceanu et du manque d’ “attention” pour les revendications roumaines, illustré par les décisions finales (ante prononcées) du congrès¹⁴⁰, il reste encore, à la fin de cette analyse, une question ou une doute, pour laquelle la réponse ou les explications qui ont été données jusqu’à ce moment, pour être concluantes, nécessitent des réévaluations et des nuances pas seulement de surface.

Donc, lorsque la destinée des départements du sud de la Bassarabie – zone stratégique comprise entre les objectifs fondamentaux de la politique externe de la Russie tsariste après le Congrès de paix de Paris et, de plus, après le recommencement de la crise orientale en 1875 – apparaissait comme décidée, l’intention ou la décision de la récupération par les impériaux du territoire perdu en 1856 étant exprimée plusieurs fois, dans des discussions ou en écrit “selon le cas, sur la voie des armes”¹⁴¹, devant et avec l’acceptation des officialités roumaines, le long du déroulement des événements politiques – militaires circonscrits à la nouvelle crise, lorsque tout proteste venant de la partie roumaine, dirigé soit vers Petersburg, soit vers les cabinets européens, apparaissait comme inefficace, inutile ou inopportun,

enfin, lorsque ses propres moyens de défense de l'intégrité territoriale étaient évidemment insuffisants devant la potentielle agression venant de l'est, pourquoi la solution de la compensation territoriale – par l'offre de la Dobroudja – continuait à être refusée?

Comme les signataires mêmes du traité de paix de Paris, à l'exception de la Turquie – à qui on devait exclusivement le découpage stratégique du territoire du sud de la Bassarabie, pas pour être restituée à la Moldavie, mais pour écarter la Russie des bouches du Danube – ont admis ou même ont collaboré (le cas de l'Autriche-Hongrie) avant ou pendant le Congrès à l'imposition de la solution "récupératrice" de la diplomatie tsariste, le refus systématique et catégorique des autorités roumaines d'accepter l'échange territoriale – et pas un quelconque! – semble impossible. Et cela de plus, tenant compte de la position inflexible, exprimée de manière constante par les facteurs décisionnels du moment historique, était communiée par la classe politique roumaine toute entière, pouvoir et opposition, ainsi que de l'opinion publique en général, formant ensemble, ce front commun qui devait soutenir – conformément à la motion mentionnée de la représentation nationale, de janvier – le maintien de l'intégrité territoriale du pays et "*ne pas admettre aucune aliénation de sa terre, sous aucune dénomination et pour aucune compensation territoriale ou indemnité*" (notre soulignement). Or, la compensation était bien connue : la Dobroudja. Et l'abdication du principe invoqué, du refus de la compensation, aurait engagé dans la même optique généralisée, la dignité nationale et, en espèce, du "régime parlementaire"¹⁴².

Il est curieux que, quoiqu'ils fussent conscients de l'irréversibilité de la décision de la Russie en ce qui concerne la Bassarabie et par la complicité commune européenne dans l'annulation du traité de Paris, invoqué comme base juridique par les Roumains, ceux-ci ont continué à espérer dans le primat du droit sur la force et à ignorer les exhortations envers le compromis lancés par les occidentaux et même la disponibilité de la diplomatie tsariste pour supplémer la compensation territoriale dans le sud de la Dobroudja. Par exemple, avant le Congrès, Carol I exprimait sa désillusion par un mémoire avec destination inconnue¹⁴³, vis-à-vis l'intention de l'aréopage européen de conclure la paix à tout prix, par le sacrifice des intérêts des Etats petits, en espèce, de la Roumanie, affirmant que "l'indépendance avait été notre unique but [...], toute augmentation ne constituant l'objet des ambitions roumaines".

Ultérieurement, au cours des débats, le premier plénipotentiaire de la France au Congrès, Waddington, à qui on devait la formule restrictive dans le texte du Traité de la reconnaissance conditionné de l'indépendance pour la Roumanie et la Serbie, probablement compris par les "remords" envers les Roumains, a avancé l'idée de l'accordage pour celles-ci d'une extension territoriale supplémentaire dans le sud de la Dobroudja, qui inclut Silistra et Mangalia. Confronté avec un amendement semblable, pris en considération par les délégués de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie et appuyé par le reste de l'Europe, le compte Şuvalov a déclaré que la Russie s'est montrée "assez généreuse, offrant une province qui dépasse avec 3500 km² la surface de la Bassarabie et qui présente de plus 150 km de rive danubienne et un littoral important à la Mer Noire ; mais si la Roumanie – continuait conciliant, le délégué du tsar – veut obtenir quelques localités dans lesquelles l'élément roumain s'y trouverait

si non en majorité, au moins assez compacte, les plénipotentiaires de la Russie ont quelque latitude pour une telle combinaison”¹⁴⁴. Il est vrai que la délégation russe pouvait être généreuse, parce qu’elle ne cédait rien du territoire de son propre empire. De la même manière a réagi lorsque le lord Salisbury, représentant la Grande Bretagne, satisfait par l’approchement de l’épilogue des débats, a demandé que l’Ile des Serpents soit ajoutée aux compensations territoriales dues à la Roumanie¹⁴⁵. En conséquence, les représentants de la Russie au Congrès, impulsés par leurs homologues européens, ont consenti sur l’extension de la frontière de sud-est de l’Etat roumain, de Rahova jusqu’aux alentours de Silistra et de cet endroit jusqu’à Mangalia, contournant de cette manière la compensation territoriale nommée la Dobroudja, avec le Delta du Danube et l’Ile des Serpents, à l’échange des départements du sud de la Bassarabie.

Vis-à-vis la véhémence consensuelle des protestes roumains¹⁴⁶, exprimés autour, pendant et même après la signature du traité de paix, on peut observer la conduite en quelque sorte déroutante du ministre des Affaires Etrangères roumain. Celui-ci, le 25 février/9 mars 1878, transmettait à ses agents diplomatiques en Europe que “l’échange offerte par la Russie serait en essence préjudiciable pour la Principauté [...], parce que *l’obtention de la Dobroudja ne représenterait qu’une confusion, un fardeau et peut-être, un danger permanent*”¹⁴⁷ (notre soulignement), pour que, le 10/22 juin la même année – conformément aux informations communiquées par le consul de la France à Bucarest, Fred Debains, à son ministre des Affaires Etrangères – Kogălniceanu revendique, dans la perspective de la future conférence de paix “une partie du littoral de la Mer Noire aux bouches du Danube, ajoutant, aussi, une partie de la Dobroudja” ; deux semaines plus tard, lorsque les débats de Berlin n’étaient pas encore clos, le vice-consul français à Tulcea, A. Langlais, rapportait à son supérieur à Constantinople qu’une commission roumaine aurait parcouru, “en secret, la Dobroudja” (probablement avec la permission, sinon de l’ordre du ministre des Affaires Etrangères), ou que le préfet des départements du sud de la Bassarabie, le colonel Candiano, serait venu dans la même période à Tulcea, accompagné par le gouverneur russe, au but de s’informer sur les ressources de cette zone. De telles informations, dans l’interprétation du vice-consul français, auraient constitué des signaux clairs que “le gouvernement de la Roumanie se décidera, finalement, à accepter la Dobroudja”¹⁴⁸.

Mais, malgré la supériorité évidente de la compensation territoriale attribuée à l’échange des départements du sud de la Bassarabie : surface plus grande, des terrains arables et des pâturages, l’existence des trois ports maritimes (Sulina, Constanța et Mangalia) etc., la position – au moins déclarative – des autorités roumaines a oscillé, après la signature du traité de paix, entre mécontentement, impuissance, frustration et résignation. “Il est triste quand l’Europe – écrivait Carol I à son père, après la conclusion du Congrès – oblige un Etat jeune, voulant avancer, qui a prouvé sa résistance et son pouvoir dans une guerre sanglante, à céder une province”¹⁴⁹. Mais rien sur l’éventualité de gagner une autre province! Mais la solution de l’échange territoriale, homologuée exactement par les mêmes puissances qui avaient offert à la Moldavie, en 1856, le sud de la Bassarabie, sera considérée plus

tard préjudiciable pour les intérêts roumains, “étant – dit-on – difficilement à établir des communications avec la Dobroudja, province séparée par le reste de la Roumanie par le fleuve le Danube et les marécages impraticables situés en aval de Călărași et jusqu’à Brăila. Par conséquent, malgré toutes les considérations historiques et politiques, de droit, ainsi que des intérêts matériels, économiques et administratifs, l’abandon du sud de la Bassarabie – appréciait un analyste trop dépendant de l’argument de la “dignité nationale”, invoqué surtout par les contemporains des événements – entraîneraient avec soi des résultats néfastes et détermineraient la réaction contraire à l’opinion publique roumaine. A l’échange, la possession du le sud de la Bassarabie et du Delta du Danube ne ferait autre chose que consolider l’indépendance de la Roumanie et couronnerait avec succès la mission attribuée à la Roumanie en 1856, celle de “surveiller énergiquement et avec constance la libre navigation sur le Danube”¹⁵⁰.

Est-ce qu’on ne surlicite le rôle de la Moldavie en 1856, dépendante encore de l’Empire Ottoman et, en même temps, dépendante du protectorat collectif européen, dans la surveillance de la navigation sur le grand fleuve ? Un tel rôle, on sait, revenait à la Commission Européenne du Danube, qui n’était pas subordonnée au gouvernement de Iași, ni à celui de plus tard de Bucarest ! Par conséquent, la restitution territoriale faite à la Moldavie en 1856 n’était pas associée à quelque mission européenne attribuée parallèlement au bénéficiaire, mais - comme nous venons d’affirmer – visait seulement d’écarter la Russie des bouches du Danube et de la priver de la qualité de riverain, avec toute les conséquences incubées.

Il est vrai que le grand journaliste et analyste politique qui a été M. Eminescu invoquait – seulement de manière métaphorique – le fait que “la possession de ce lambeau de terre (le sud de la Bassarabie –n. n.) était pour nous une mission européenne”. Seulement que cette mission, comparée avec celle de date récente alors, attribuée à la Roumanie en 1878 parallèlement à l’*annexion* de la Dobroudja, consistant dans l’assurance de la liberté de la navigation sur le Danube, devait se réaliser “*pas seulement par notre propre pouvoir, mais par le manque d’intrusion d’un grand pouvoir, n’importe quelle serait celle-ci, dont la prépondérance deviendrait décisive par la possession exclusive des bouches du Danube. Voués à devenir les propriétaires d’un bien sur lequel tous les grands pouvoirs veulent avoir la servitude de la libre utilisation, notre faiblesse est une garantie*” - soulignait à juste titre le rédacteur du journal “Timpul”¹⁵¹.

Il est certain que le ministre des Affaires Etrangères encore en exercice aurait été complètement conscient, tout en invoquant la demande du baron Stuart de 11/23 août 1878, que les formalités de cédation des départements du sud de la Bassarabie “correspondent à ceux de 1857, avec des commissaires et des délégués spéciaux”, appréciait qu’une telle démarche “nous fait nous échapper d’un grand embarras : celui d’offrir”¹⁵². Il est évident que Kogălniceanu ne voulait pas lier son nom d’une cession territoriale qu’il avait essayé vainement de prévenir, comme il ne se montrait pas du tout enchanté, au moins officiellement, de la prise de la Dobroudja, plaçant la responsabilité des décisions à la charge du Parlement et prétendant pourtant que la cession des événements comprenne, premièrement, l’*acquisition*, avec la

fixation des limites sud, et ensuite *la cédation* de territoire¹⁵³. Et lorsque le Parlement s'est réuni, le 15/27 septembre 1878 pour autoriser le gouvernement (après des débats vivants et contradictoires) de retirer les autorités civiles et militaires du sud de la Bassarabie et de prendre en possession la Dobroudja, le Delta du Danube et l'Ile des Serpents¹⁵⁴, Kogălniceanu n'a pas hésité à invoquer de nouveau "les désavantages" de l'échange territoriale, illustrés par les différentes statistiques sorties des chiffres, prétendues erronées, mises à la disposition par les Russes, aussi. De cette manière, si "la note de Gorceakov parlait le 29 juin d'<une différence en plus pour les Roumains> de 3500 Km² et 80.000 habitants", en réalité les choses se présenteraient d'une manière totalement différente : "d'une partie, la Bassarabie <de sud> a 9125 Km², le Delta du Danube 2812 et la Dobroudja, 12180 <Km²>. Mais en ce qui concerne les lacs, la Bassarabie a 1000 Km², la Dobroudja 4500, mais sans poisson, salés". En conclusion, "un pays florissant d'une partie (sic !), un désert <la Dobroudja>, de l'autre. En 1860, la Bassarabie <de sud> avait 138 521 habitants et l'augmentation en dix-huit ans aurait été de dix pourcents, donc 152 373, pendant qu'en Dobroudja sont seulement 85 -90000 <habitants>"¹⁵⁵. La comparaison, ainsi que les chiffres mises en circulation, ont pourtant une dose évidente de subjectivisme et même des inexactitudes, rarement rencontrées dans le cas de l'homme de culture Kogălniceanu, mais justifiables dans le cas de l'homme politique ou du diplomate préoccupé à démontrer (à la Russie et à l'Europe) le manque d'équivalence de l'échange territoriale. Peut-être que pour cela, il s'opposait dans le Parlement à la publication des actes liés de la rétrocession de la Bassarabie : "je crois qu'une prudence politique – déclarait-il dans le Parlement, le 30 janvier 1878 – devait nous arrêter de publier ces actes. Le pays a décidé par vous et il a permis à chacun d'exprimer ses options de toute manière. Laissez donc la publication au-delà, car nous avons assez des ennemis qui exploitent nos intérêts, et suivez comme vous avez suivi jusque maintenant"¹⁵⁶.

La diminution artificielle, pensons nous, de l'attractivité du territoire attribué à la Roumanie – à l'initiative de la Russie et avec le paraphage de la solution de "l'échange" par le congrès de paix de Berlin – se basait sur un set d'arguments qui excédaient "la dignité nationale" ou "la dignité du régime parlementaire" invoqués, surtout, dans le cas de la Bassarabie, générant des peurs et des inquiétudes apparemment justifiées. Synthétisées, celles-ci regardaient, de manière différenciée : l'insuffisante connaissance d'une province située, presque pour une millénaire, sous l'administration étrangère ; la pauvreté et l'insalubrité de la zone, qui aurait réclamé en perspective des efforts économiques – financiers excessives de la partie de l'Etat roumain, beaucoup affaibli après la guerre ; le supposé sacrifice des ports fluviaux Galați et Brăila, en faveur du port maritime Constanța et, finalement, le péril qui aurait affecté, par la prise de la Dobroudja, l'homogénéité "latine" du peuple roumain¹⁵⁷.

Dans des termes plus adéquats à l'esprit analytique "à chaud", le rédacteur du journal "Timpul" remarquait les suivants : "...si, d'une partie, nous *nous soumettons et nous recevons la Dobroudja*, de l'autre partie, la question *comment la recevoir*, c'est-à-dire de la manière de la prise en possession, est plus difficile qu'elle

pourrait sembler à la première vue ; difficile, à cause des circonstances ; difficile par la nécessité d'être conséquents avec la déclaration faite à l'entrée dans la lutte ; difficile, finalement, par la manière d'*harmoniser une annexion de territoire* (notre soulignement), que nous avons perdu pour les Turcs depuis presque 500 années, avec toute notre manière de regarder les choses, avec notre moralité politique, avec notre sentiment de justice". Et toujours lui appréciait (mais moins inspiré, cette fois-ci) que "comme nous sommes sûrs de la sympathie de notre population de la Bassarabie, nous ne sommes pas encore sûrs de celle des gens de Dobroudja"¹⁵⁸.

Mais peut-être que plus suggestive, dans le même sens, reste la plaidoirie de D. A. Sturdza dans la session des corps législatifs qu'on vient de mentionner, lorsque, tout en se prononçant (avec M. Costachi Epureanu et Ion Strat) contre "l'annexion" de la Dobroudja, il motivait son geste : "Nous prendrions un territoire que nous ne connaissons pas. Ce que nous connaissons comme positif est que la Dobroudja est un pays avec des marécages, malsain et froide, *le plus malsain pays de l'Europe...* en ce qui concerne l'aspect économique, la Dobroudja est de nouveau *un des pays les plus pauvres de l'Europe...* Que deviendraient Galați et Brăila lorsque nous ferons un port à Kiustenge et un chemin de fer qui conduit directement à ces endroits les marchandises indigènes ou étrangères ? Il est droit que vous ruinez deux ports, les plus importants du pays, pour que vous fassiez un port dans *un territoire que vous ne savez combien de temps nous avons le maintenir ?* (notre soulignement)"¹⁵⁹. En fait, l'inquiétude suprême – ou peut-être réserve – communiée pas seulement par ceux qui pensaient comme Sturdza était comprise, avec des sens dérivés, dans la dernière remarque : pour combien de temps la Dobroudja était donné à la Roumanie ?

L'expérience "de la Bassarabie" résultée de la dernière édition de la crise orientale avait déterminé même les plus optimistes hommes politiques roumains à devenir sceptiques en ce qui concerne l'immutabilité de la solution de "l'échange", pendant que les analystes politiques ou les correspondants de presse ont associé le geste (attribué formellement au Congrès de paix) à une perfide stratégie russe, suivant "la décomposition de l'élément roumain par l'élément slave. [...] Ensuite, par l'usure continuelle de ces deux nationalités, totalement différentes, avec deux langues incomprises l'une par l'autre, vivront dans un mécontentement continu, de manière que *la Russie aura toujours l'occasion de se mêler dans la querelle*"¹⁶⁰. L'intention évidente – restée pas matérialisée alors à cause de l'opposition des pouvoirs européens- de créer un Etat bulgare puissant stimulait l'imagination d'un journaliste de "Le Messenger d'Athènes", qui appréciait, le 7 novembre 1878, que "les Russes s'approchent de la Bulgarie tant qu'il peuvent établir des liaisons avec elle sur terre (évidemment, dans le cas du refus de la Dobroudja par le gouvernement roumain! – n. n.), la Roumanie, encerclée de cette manière par les Slaves de nord et ceux de sud, doit nécessairement finir par sa disparition comme nation"¹⁶¹.

En quelque sorte ressemblante en ce qui concerne la destinée sombre imaginée pour l'Etat roumain, dans la même équation politique, s'inscrivait l'observation de P.P. Carp, qui avertissait ses opposants dans le Parlement que, "à la première commotion de la Bulgarie [...] vous devriez soit vous allier avec la Russie, soit évacuer la Dobroudja, qui est le chemin le plus droit des Russes". Selon son

opinion, l'incorporation de la Dobroudja à l'Etat roumain aurait constitué "*le premier anneau par lequel la Russie veut nous lier avec la chaîne du panslavisme* (notre soulignement)"¹⁶². De l'autre partie, Eminescu voyait un avantage, avec des significations majeures européennes, dans l'existence d'une nation de race latine homogène au Bas Danube, qui rompt "la formidable unité de la race slave" et avertissait les gouverneurs que, *ne prenant pas la Dobroudja, nous perdrons notre importance politique et historique, laissant le chemin libre à la Russie vers la péninsule Balkanique* (notre soulignement)"¹⁶³.

Donc, tout en ignorant volontairement, semble-t-il, les bienfaits et les ressources de la zone, mis en évidence par une autorité scientifique de la taille de G. Cobâlcescu¹⁶⁴, la peur (témoignée ou pas) que la possession de la Dobroudja pouvait être aussi courte que celle des départements du sud de la Bassarabie constituait la motivation de fond¹⁶⁵ de la longue résistance manifestée par la classe politique roumaine, en espèce du gouvernement libéral présidé par I.C. Brătianu, à la solution de "la compensation" territoriale. C'est le motif pour lequel, tout en l'acceptant à la fin, le gouvernement n'a seulement placé la responsabilité de l'avis à la charge du Parlement, mais aussi a responsabilisé l'Europe pour une "échange" initiée et accomplie en essence par la Russie, avec le concours formel et complice des pouvoirs garants.

Si on reprochait toujours et d'une manière justifiée à l'Empire tsariste le rapt territorial accompli en défaveur de la Moldavie, en 1812 et ensuite en défaveur de la Roumanie, en 1878, à l'échange, on ne lui reconnaîtra jamais et pas justifié la contribution effective dans l'obtention par l'Etat roumain de la Dobroudja, acte historique et politique en même temps, attribué en exclusivité à l'Europe ; la même Europe qui avait validé la prétention de la Russie sur le sud de la Bassarabie, au Congrès de Berlin, après que, toujours elle, avec la même représentation des pouvoirs, l'avait manqué du même territoire il y a 22 années auparavant.

Illustrant un point de vue quasi généralisé et délibérément assuré en perspective au niveau de la classe politique roumaine, le ministre des Affaires Etrangères, M. Kogălniceanu – qui avait plus que les autres la science et la rigueur de l'expression, perfectionnées le long de sa longue expérience politique et de vie, y inclus historiographique – directionnait de cette manière le mérite de l'acte historique, le protagoniste, et pas seulement le témoin, duquel il était : "Les grands pouvoirs européens – affirmait il, dans le contenu de *la proclamation* dressée et présentée le 14 novembre 1878 à tous les habitants de la Dobroudja "n'importe leur nationalité et leur religion" - par le Traité de Berlin, *a unifié votre pays avec la Roumanie*. Nous n'entrons pas dans *vos frontières, tracées par l'Europe*, comme des conquérants ; mais vous le savez, aussi, beaucoup de sang roumain a été versé pour la libération des peuples de la partie droite du Danube. *Dans le nom et avec la permission de l'Europe*, nous prendrons aujourd'hui en possession la province Dobroudja, qui *devint, elle aussi, pays roumain*"¹⁶⁶ (notre soulignement). Etant conscient, peut-être, comme personne d'autre de l'effort, de la contribution et des sacrifices de la Roumanie durant la guerre à peine conclue, ainsi que le pourcentage de la population roumaine dans la province transdanubienne, ne parlant plus des antécédents historiques, qui, en

ensemble, auraient motivé son appartenance à l'Etat roumain, Kogălniceanu ne plaçait pas le mérite de l'union à la charge des facteurs internes, mais de ceux de l'extérieur, identifiés seulement avec l'Europe. Lui, qui ensemble à Brătianu, n'avait pas cessé de soutenir la cause de la Bassarabie et s'est opposé longtemps à la solution de l'échange territoriale avec la Russie, acceptée et validée par les plénipotentiaires européens, avait maintenant le pouvoir de reconnaître la contribution *décisive* des mêmes facteurs dans le dessin des nouvelles frontières, indiscutablement favorables à l'Etat roumain, contribution exprimée en des termes manqués d'équivoque.

Après 50 années du moment historique qui a changé la destinée de la province, connue jusqu'alors sous la dénomination du *sangeac de Tulcea*, Ion I.C. Brătianu, le fils de l'ancien premier ministre sous le gouvernement duquel ont eu lieu ces événements, soutenait les paroles de Kogălniceanu : "La Roumanie n'a pas voulu recevoir la Dobroudja de la Russie comme compensation, mais du Congrès, comme une restitution d'une ancienne propriété et comme consécration d'un intérêt européen aux bouches du Danube"¹⁶⁷. La motivation de la conduite totale des facteurs de décision de Bucarest – laissant encore place suffisante aux interprétations et aux commentaires contradictoires – englobait encore l'espoir que "les intérêts européens" invoqués aient plus de solidité et de durabilité que ceux qui avaient dicté la modification de la carte politique sud-est européenne après l'édition antérieure de la crise orientale.

En conclusion, tout en nous rapportant à la totalité des éléments de nature subjective ou objective, des facteurs ou des acteurs politiques, des intérêts, des espoirs et des circonstances qui se sont donnés le concours à l'épilogue de la guerre russo-turque de 1877-1878, avec ses conséquences pour la Roumanie, nous apprécions que le moment historique qui a marqué, en fond, le premier pas sur le chemin de la réalisation de la Roumanie Entière, l'incorporation de la Dobroudja dans les frontières de l'Etat national roumain, n'a pas encore trouvé la plus heureuse forme d'expression ; parce que, des vocables comme : *recupération, union, réunion, incorporation, réintégration, unification, annexion* etc., assez souvent rencontrées le long du temps dans la littérature de spécialité et essayant de définir non seulement l'essence, mais aussi le sens d'un procès historique, sont, dans des proportions différentes pourtant, d'une certaine manière couvrantes du point de vue sémantique, mais aussi vulnérables devant les arguments d'ordre historique, juridique ou linguistique. On doit approfondir les recherches dans ce domaine comme une priorité qui doit éloigner (sinon éliminer) les ambiguïtés, y inclus celles de nature formelle, et de définir le plus claire que possible, les coordonnées essentielles d'un moment politique cardinal dans l'évolution de la Roumanie moderne.

Traduit par Violeta-Anca Epure

¹ Paul Cernovodeanu, *Inițiative românești de redobândire a Basarabiei în perioada războiului Crimeii (1854-1856)*, en « Revista istorică », tome III, no. 1-2/ 1992, p.82-95 ; Gr. Chiriță, *Un document necunoscut din 1856 despre soarta Basarabiei*, en « Revista istorică », tome II, no. 7-8/ 1991, p. 399-401.

²Harold Temperley, *The Treaty of Paris of 1856 and its Execution*, part I, en « The Journal of Modern History », le IV-ème volume, March-December 1932, The University of Chicago Press, Illinois, p.451 ; W.E. Mosse, *Britain, Russia and the Questions of Serpents Island and Bolgrad. Two Incidents in the execution of the Treaty of Paris, 1856*, en SEER, volume XXIX, number 72, December 1950, University of London, p. 86.

³ *Acte și documente relative la istoria renascerii României* (dans les pages suivantes, *Acte și documente*), III, publiés par D.A. Sturdza et Ghenadie Petrescu, București, 1888, p. 1031-1032.

⁴ *Ibidem*, I, doc. 781, p. 319-320.

⁵ *Ibidem*, doc. 826, p. 1121.

⁶ W.E.Moose, *The European Powers and the German Question, 1848-1871 (with special référence to England and Russia*, Cambridge University Press, 1958, p.356.

⁷ *România în relațiile internaționale, 1699-1939*, coordonnateurs L. Boicu, V. Cristian, Gh. Platon, Ed. Junimea, Iași, 1980, p. 248.

⁸ W.E. Moose, *op.cit.*, p.356.

⁹ Titu Maiorescu, *Istoria contimpurană a României (1866-1900)*, București, 1925, p.82.

¹⁰ « Românu », 15 novembre 1875, p.1028.

¹¹ *Memoriile Regelui Carol I al României. De un martor ocular*, le II-ème volume (1869-1875), édition par Stelian Neagoe, Ed. Scripta, București, 1993, p.403.

¹² *Documente privind Istoria României. Războiul pentru Independență*, le I-er volume, la II-ème partie, București, 1952, doc.55, p.64.

¹³ *Ibidem*, doc. 68, p.104.

¹⁴ *Ibidem*, doc. 209, p.192 et doc.239, p.222.

¹⁵ M.M Zalișkin, *Vneșenea politika Rumâniî i rumâno-russkie otnoșenia, 1875 -1878*, Moskva, 1974, p.107 ; V.Ia. Grosul i E.E. Certan, *Rossia i firmirovanie rumynskogo nezavisimogo gosudarstva*, Moskva, 1969, p.190 (apud Barbara Jelavich, *Russia and the Formation of the Romanian National State, 1821-1878*, Cambridge University Press, 1984, p.235).

¹⁶ N. Corivan, *Lupta diplomatică pentru cucerirea Independenței României*, Ed. Științifică și Enciclopedică, București, 1977, p.44.

¹⁷ Seulement un mois auparavant, Zinoviev rapportait au tsar Alexandre II que, du cabinet conduit par M.Costache Epureanu, seulement I.C. Brătianu (ministre des Finances) avait une attitude prorusse. « Conformément à l'opinion de ce dignitaire – écrivait le consul – seulement la Russie était capable d'assurer la conservation de la nationalité roumaine contre les menaces d'absorption de la part des Allemands, dont les nombreux Juifs qui ont envahi ce pays pourraient être seulement les précurseurs ». (Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.239-240).

¹⁸ N.Iorga, *Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles Ier*, Bucharest, 1938, p.216-217.

¹⁹ Idem, *Războiul pentru independența României. Acțiuni diplomatice și stări de spirit*, București, 1927, p.50-51.

²⁰ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.239.

²¹ *Ibidem*, p.240.

²² Pour des détails, voir Emil Diaconescu, *Acordul de la Reichstadt, 8 iulie 1876*, extrait du volume *Omagiu profesorului Ioan Lupaș*, București, 1941 ; idem, *Acordul de la Reichstadt (1876) și tratatul de la Budapesta (1877)*, en AARMSI, la III-ème série, București, 1943.

²³ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.233.

²⁴ Eadem, *Russia and the Reacquisition of Southern Bessarabia, 1875-1878*, en « Südost-Forschungen », 28 (1969), p.199-237.

²⁵ Ion Bălăceanu, *Amintiri politice și diplomatice, 1848-1903*, édition Georgeta Filitti, Ed. Cavallioti, București, 2002, p.193.

²⁶ En mai, la même année, à l'initiative du chancelier russe, a eu lieu à Berlin une rencontre avec ses homologues allemand et autrichien, focalisée sur la situation des Balkans. En ce qui concerne les solutions possibles, si le mémorandum d'Andrassy soulignait, aussi, la nécessité de certaines réformes, Gorceakov insistait sur l'idée de l'autonomie des Slaves du sud du Danube ; ensuite, la Russie et l'Autriche-Hongrie devaient arriver à une entente concernant la manière d'organisation de l'administration dans la zone. (*România în relațiile internaționale...*, p.259-260).

²⁷ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.58.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ N. Corivan, *op.cit.*, p.23-64.

³⁰ Il est intéressant à noter que Gorceakov – tout en annonçant l'intention de dénoncer, dans une lettre circulaire transmise aux ambassadeurs russes à l'étranger – a invoqué les violations répétées du traité de 1856 par la Roumanie pendant les années antérieures, comme principal argument pour la démarche de la Russie. Tout en parlant de ces choses, il écrivait : « il serait difficile à affirmer que la loi écrite, fondée sur le respect des traités comme base du droit public et comme règle pour les relations entre les Etats, garde la même sanction morale qu'elle avait jadis ». En ce qui concerne la Roumanie, il écrivait : « J'ai vu comme les Principautés de la Moldavie et de la Valachie, la destinée desquelles a été déterminée par le traité de paix (1856) et par les protocoles sous séquents sous la garantie des grands pouvoirs, ont accompli une série de révolutions, contraires à l'esprit, mais aussi à la lettre de ces documents-ci [...], qui les ont conduit, premièrement vers l'union et, ensuite, à l'imposition du prince étranger. Ces réalisations ont été reconnues par la Porte, ont été connues par les grands pouvoirs ou, au moins, ont été réalisées sans que ces Etats considèrent nécessairement à imposer, à faire d'une telle manière que leurs décisions soient respectées. Le représentant de la Russie a été le seul qui a crié pour attirer l'attention des cabinets qu'elles se sont mises en contradiction avec les stipulations explicites du traité, par leur attitude tolérante ». (Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.202-203 ; voir aussi D.A.Sturdza (éd.), *Charles Ier, Roi de Roumanie : Chroniques-Actes-Documents*, Bucharest, 1899, p.610-613).

³¹ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.242.

³² Charles Jelavich and Barbara Jelavich (eds.), *Russia in the East, 1876-1880. The Russo-Turkish War and the Kuldja Crisis as seen through the letters of A.G.Jomini to N.K. Giers*, Leiden : Brill, 1959, p.30.

³³ Barbara Jelavich, *Russia and the Formation...*, p.243 ; Jehan de Witte, *Quinze ans d'histoire*, Paris, 1908, p.268.

³⁴ N.Iorga, *op.cit.*, p.58.

³⁵ Barbara Jelavich, *Russia and the Reacquisition...*, p. 233-237.

³⁶ Ion Bălăceanu, *op.cit.*, p.202.

³⁷ *Ibidem*, p. 203.

³⁸ *Ibidem*, p. 204. Coïncidence ou pas, le consul russe de Bucarest avait, aussi, une impression négative sur M.Kogălniceanu; le baron D. Stuart appréciait dans une correspondance adressée à Gorceakov, datée le 19 novembre/4 décembre 1876 que si Brătianu avait été déjà « sincèrement gagné de la part du point de vue russe », à l'échange Kogălniceanu était présenté comme un « homme sans principes, adversaire des actions ouvertes et partisan du système des petites ententes ». (Barbara Jelavich, *Russia and the Formation...*, p. 241).

³⁹ N. Corivan, *op.cit.*, p.53-56 ; N. Iorga, *op.cit.*, p.58-60.

⁴⁰ Titu Maiorescu, *op.cit.*, le II-ème volume, p. 56 ; Bogdan Ceoban, *Atitudini și stări de spirit în mediul politic românesc cu privire la Rusia (1866-1877)*, dans le volume *Relații internaționale. Lumea de ieri, lumea de mâine*, coord. Paul Nistor, Ed. Pim, Iași, 2007, p.62 ; En décembre 1857 circulait déjà le bruit en Bucarest que « la Russie s'est offerte à détronner le prince Carol par l'annexion de la Dobroudja, pour l'éventuelle perte de la Bassarabie ». (Catherine Durandin, *Discurs politic și modernizare în România, sec. XIX-XX*, traduction Toader Nicoară, Presa Universitară Clujeană, 2001, p. 95).

⁴¹ N. Iorga, *Correspondence diplomatique...*, p.229-230.

⁴² Al. Ivanovici Nelidov, qui avait été nommé récemment le chef de la chancellerie diplomatique du grand duc Nicolae (le frère du tsar), qui était en chemin vers Bucarest, s'est arrêté à Odessa le 4/16 novembre, où, conformément à ses propres *souvenirs*, attendait à recevoir les instructions nécessaires de la partie des autorités militaires tsaristes et même un plan – cadre de traité. Déçu par la qualité des informations reçues et comme il était accompagné par le colonel Mihai Cantacuzino (avec des parentés en Roumanie), tous les deux se sont dirigés vers Bucarest – sous des fausses identités – par Chișinău, Ungheni et Iași, où ils sont arrivés le 16/28 novembre et ont porté des négociations seulement avec I.C. Brătianu, desquelles savaient, aussi, le consul D. Stuart et le colonel I. F. Zolotarev, mais non le ministre roumain des Affaires Etrangères en exercice, N. Ionescu (Détails en A.I.Nelidov, *Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877-1878*, en „Revue des deux mondes”, t. LXXXV, 28 (July, 1915), p. 244-255)

⁴³ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.247.

⁴⁴ En ses *souvenirs*, I. Bălăceanu prétend que, tout en invoquant le moment des négociations, Brătianu lui aurait raconté plus tard la réaction inattendue (et difficile à imaginer, dans le cas d'un diplomate) de Nelidov, qui, à la question qu'on vient de mentionner, aurait commencé à pleurer. «Qu'est ce qu'il est arrivé?» – l'aurait demandé le premier ministre ; «Vous n'avez pas confiance dans la sincérité de mon gouvernement et j'en suis désolé», lui aurait répondu Nelidov. (cf. Ion Bălăceanu, *op.cit.*, p.193).

⁴⁵ A.I. Nelidov, *op.cit.*, p.250.

⁴⁶ *Ibidem*, p.250-252.

⁴⁷ N. Iorga, *op.cit.*, p.62.

⁴⁸ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.248.

⁴⁹ N. Iorga, *op.cit.*, p.62.

⁵⁰ *Documente privind istoria Românie., Războiul pentru Independență...*, doc.191, p.111. Voir aussi G.D.Angelescu, *Etudes sur la Dobroudgea*, Paris, 1907, p. 89.

⁵¹ *Ibidem*, p.113.

⁵² N.Iorga, *op.cit.*, p.75. Il est vrai, Brătianu maîtrisait tous les détails de l'entente bilatérale, témoignés par le consul russe D. Stuart à son homologue français, qui, à son tour, les transmettait à Paris : « tout en passant en revue légèrement tout ce qui s'est passé à Livadia, durant l'entrevue du tsar avec Brătianu, le baron Stuart m'a dit : la convention que nous avons signé à notre entrée sur le territoire roumain est une convention de guerre, qui garantissait l'intégrité du territoire le long de la guerre... Mon collègue m'a fait observer que le projet d'une indemnisation territoriale dans la Dobroudja remontait du mois de juin passé ». (Catherine Durandin, *op.cit.*, p. 96-97).

⁵³ *Ibidem*, p.62.

⁵⁴ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.248 ; N. Corivan, *op.cit.*, p.57.

⁵⁵ Jehan de Witte, *op.cit.*, p.275.

⁵⁶ Le général Radu Rosetti, *Documente privitoare la misiunea lui D. Brătianu la Constantinopol în toamna lui 1876 și alte documente din arhiva d-lui G.G. Cantacuzino*, en AARMSI, la III-ème série, tome XXV, no. 24, București, 1943. p.5.

⁵⁷ P.P. Carp, *Discursuri parlamentare*, édition Marcel Duță, București, 2000, p.52.

⁵⁸ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.253.

⁵⁹ H. Hauser, *Histoire diplomatique de l'Europe*, Paris, 1929, p.141.

⁶⁰ N.Corivan, *op.cit.*, p.67, nota 5.

⁶¹ Dans le sommaire de ses *mémoires*, Nelidov a désapprouvé la demande du gouvernement roumain, transmise aux autorités russes par le consul Stuart. Il semble que la même condition avait été mise en discussion dans le cadre des négociations secrètes avec Nelidov, comme celui-ci consignait : « J'ai fait tout ce que j'ai pu pour éviter que mon pays soit soumis à une humiliation semblable ! » (I.A.Nelidov, *op.cit.*, p.253-254).

⁶² Le général Radu R.Rosetti, *Corespondența generalului Iancu Ghica, 2 aprilie 1877- 8 aprilie 1878*, București, 1930, p.35-36.

⁶³ *Documente privind istoria României. Războiul pentru independență*, II, doc.403, p.224.

⁶⁴ « Si les troupes mises sous ma commande – expliquait le tsar Alexandre II, le 13/ 25 avril, dans une lettre transmise au prince régnant Carol I, à l'intermédiaire du prince V.A.Dolgoruki – sont entrées en Roumanie dans une hâte extraordinaire et s'il était impossible d'ajourner cette entrée, elle ne s'est faite que dans la vertu *des nécessités stratégiques*, dont la valeur, Votre Altesse, vous l'appréciez assurément ». (*Ibidem*, doc.404, p. 224).

⁶⁵ Le général Radu R.Rosetti, *op.cit.*, p.36-38.

⁶⁶ Premièrement, la convention n'était pas close entre deux Etats souverains, parce que la Roumanie se trouvait encore sous le régime de la garantie collective européenne, n'étant, donc, pas encore indépendante. Deuxièmement, le document ne portait pas la signature des fonctions équivalentes, respectivement des ministres des Affaires Etrangères des deux Etats, parce que, de la partie de la Russie, avait signé le consul général Dmitri Stuart, subordonné du point de vue hiérarchique à l'ambassadeur russe de Constantinople. Enfin, comme on vient de voir, la convention est entrée en vigueur avant d'être ratifiée par les deux Parlements et avant d'être sanctionné par le tsar Alexandre II et, respectivement, par Carol I.

⁶⁷ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.328, la note 125. « A Livadia [...] Brătianu a été mis au courant avec le contenu des entrevues de Reichstadt – consignait un rapport consulaire français, cité par Catherine Durandin ; Brătianu s'est assumé, en accord parfait avec la décision princière, la décision d'effectuer l'échange ». Tout en citant un autre rapport consulaire, le même analyste appréciait, à juste titre, que le nouveau ministre des Affaires Etrangères, M. Kogălniceanu, « signataire de la convention roumaino – russe de 17 (sic!) <avril> n'est que l'exécuteur d'une politique contestée dans le Sénat et dans la Chambre à l'ouverture de la session extraordinaire [...] On doit supposer qu'il a trouvé un acte diplomatique déjà conclu, sur lequel ne manquait que sa signature ». (*op. cit.*, p. 96).

⁶⁸ L'envoyé de la France à Bucarest, Decazes, écrivait à son ministre, Debains, le 26 avril qu'« en ce qui concerne la neutralité de la <Roumanie>, aucun pouvoir européen n'était pas disposé à le lui accorder comme récompense pour son attitude correcte dans le conflit. Les pouvoirs européens ne donneront pas des garanties de neutralité que dans leur propre intérêt ». (apud N.Corivan, *op.cit.*, p.85).

⁶⁹ N.Iorga, *Correspondance diplomatique...*, p.128-129 ; *Acte și documente din corespondența diplomatică a lui Mihail Kogălniceanu relative la războiul independenței României, 1877-1878* (dans les pages suivantes, *Coresp. diplom.Kog*), le I-er volume, București, 1893, p.41.

⁷⁰ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.258.

⁷¹ N. Corivan, *op.cit.*, p.87.

⁷² Tout en argumentant la nécessité de la ratification de la Convention devant les opposants du Parlement, I.C.Brătianu déclarait : « Lorsque l'empereur Alexandre vient par un acte solennel devant l'Europe et affirme qu'il respectera les institutions du pays, qu'il respectera nos droits politiques, qu'il assurera l'intégrité de notre territoire, il signifierait que l'Empereur Alexandre démentit toute sa vie et qu'il ne respecte pas l'engagement pris » (« Monitorul Oficial », no.99, de 1/13 mai 1877, p.2911).

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.78.

⁷⁵ N. Corivan, *op.cit.*, p.87-93.

⁷⁶ Même pour les Russes, la proclamation de l'indépendance de la Roumanie a été regardée et qualifiée comme une mesure intempestive, qui aurait dû être laissée à la charge de la future conférence de paix. Le grand duc Nicolae lui-même, qui se trouvait à ce temps-là à Bucarest, connu comme partisan de la coopération militaire roumaino russe, s'est montré réservé, ne parlant plus de Gorceakov, qui avait réitéré au général Iancu Ghica, dans ces circonstances-là, le refus de la coopération avec l'armée roumaine dans la guerre des Balkans (N.Iorga, *Correspondance diplomatique...*, p.268).

⁷⁷ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.148 și 329.

⁷⁸ N. Corivan, *op.cit.*, p.130.

⁷⁹ « Selon mon humble opinion – écrivait A.F.Hamburger (l'assistant du chancelier russe Gorceakov) à N.K.Giers, qui se trouvait à Biela le jour de 28 juillet/9 août 1877 – tous ces alliés misérables (Serbes, Roumains, Muntenegreni, etc. – n. n.) nous coûtent trop d'argent, et un d'entre eux (les Serbes – n.n.) nous a donné des preuves suffisantes de ce qu'il peuvent offrir. Quels sont les services que la Roumanie nous a fait jusque maintenant? » (cf. Barbara Jelavich, *Russia in the East...*, p.164).

⁸⁰ N.Iorga, *op.cit.*, p.282.

⁸¹ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.127 ; N. Corivan, *op.cit.*, p.139.

⁸² *Ibidem*, p.140; Barbara Jelavich, *Russia and the formation...*, p.263.

⁸³ N.Iorga, *Correspondance diplomatique...*, p.227.

⁸⁴ Au même danger, disculpant et motivant, faisait référence Carol I en ses *mémoires*: « Maintenant, il n'y a plus au milieu des intérêts purement russes, mais aussi roumains; le pays est menacé par un grand péril dans le cas que les Turcs, vainqueurs, réussissent à jeter les Russes au-delà du Danube » (apud Richard V.Burks, *Roumania and the Balkan crises of 1875-1878*, en « Journal of Central European Affairs », no.50, April 1942, p.133).

⁸⁵ N.Iorga, *op.cit.*, p.232.

⁸⁶ *Ibidem*, p.227.

⁸⁷ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.264 ; N. Corivan, *op.cit.*, p.142-143.

⁸⁸ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.133.

⁸⁹ « L'opinion publique – disait-il au prince régnant, le 25 août/5 septembre – est très inquiète et extrêmement agitée, sentiments aggravés par l'ignorance dans laquelle les ministres eux-mêmes se trouvent » (Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.330).

⁹⁰ N.Iorga, *Correspondance diplomatique...*, p.235.

⁹¹ Pour des détails, voir Dumitru Vitcu, *Lumea românească și Balcanii în reportajele corespondenților americani de război (1877-1878)*, Ed. Junimea, Iași, 2005, p.99, 375-376.

⁹² Le ministre de guerre, lui-même, D. A. Miliutin, inquiet par les conséquences malheureuses de la concession faite à Carol I par le tsar et le grand duc, notait qu'« une partie importante de l'armée russe et des importants objectifs stratégiques ont été confiés à un homme qui est

totalement manqué de l'expérience des actions militaires » et qui « a dans son entourage seulement des personnes orgueilleuses, voulant jouer un rôle historique » (Frederick Kellogg, *The Road to Roumanian Independence*, Purdue University Press, Indiana, 1995, p.174).

⁹³ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.130 ; Dumitru Vitcu, *op.cit.*, p.100-101.

⁹⁴ Gen.Radu Rosetti, *Corespondența...*, p.115.

⁹⁵ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.265.

⁹⁶ *Ibidem*, p.266.

⁹⁷ N.Iorga, *op.cit.*, p.148.

⁹⁸ Barbara Jelavich, *Russia and the Reacquisition of Southern Bessarabia...*, p.236-237.

⁹⁹ N.Corivan, *op.cit.*, p.147.

¹⁰⁰ D.A.Sturdza, *Charles Ier, Roi de Roumanie : Chroniques-Actes-Documents*, III, Bucharest, 1899, p.282-283, N.Iorga, *op.cit.*, p.148-149.

¹⁰¹ A la suggestion de Kogălniceanu, Carol I avait demandé à l'agent diplomatique de la France à Bucarest de transmettre la prière au gouvernement roumain, envers son ministre des Affaires Etrangères pour intervenir à Constantinople et déterminer la Porte à reconnaître l'indépendance de la Roumanie, avant la conclusion de la paix : « Si la Roumanie aurait été reconnue par la Turquie – appréciait M.Kogălniceanu dans sa correspondance, de 10/22 janvier 1878, avec N.Callimachi-Catargi – elle ne pourrait plus réclamer de la Porte la Bassarabie comme territoire turc » (N.Corivan, *op.cit.*, p.154).

¹⁰² *Coresp.diplom.Kogălniceanu...*, II, București, 1894, p.22.

¹⁰³ *Ibidem*, p.25.

¹⁰⁴ Barbara Jelavich, *Russia and the formation...*, p.266-267.

¹⁰⁵ N.Iorga, *Correspondance diplomatique...*, p.302.

¹⁰⁶ *Ibidem*, p.313 ; Le général Radu Rosetti, *Corespondența...* p.128.

¹⁰⁷ *Coresp.diplom.Kogălniceanu...*, II, p.19-21.

¹⁰⁸ « Je suis si troublé – écrivait Kogălniceanu à Iancu Ghica, après avoir reçu les dernières informations de Petersburg – que je ne me sens capable de dominer mon indignation. *L'homme politique* pourra, peut-être, plus tard raisonner avec calme; pour le moment, c'est *le roumain* tout seul qui parle. Si on avait l'intention de prendre de la Roumanie une partie de son patrimoine, il serait plus juste à dire cela auparavant de conclure la convention de 4 avril, avant que nous ayons passé le Danube, avant de sauver l'armée russe à Plevna. Donc, nous avons versé notre sang, nous avons séché notre pays, pas pour gagner, ni au moins pour garder, mais pour perdre! » (*Ibidem*, I₁, p.24). Revenant avec de nouvelles instructions adressées au même agent, le ministre des Affaires Etrangères écrivait, le 23 janvier/4 février 1878, de communiquer aux autorités tsaristes qu'« il n'y a aucun Roumain, ni aucun parti qui signe un traité pour céder le territoire » (N.Corivan, *op.cit.*, p.159).

¹⁰⁹ Dans les mêmes termes et avec les mêmes arguments (historiques et politiques) s'est adressé Kogălniceanu, au général Ignatiev, arrivé à Bucarest le 19/31 janvier 1878, pour obtenir l'accord de la partie roumaine pour céder le territoire du sud de la Bassarabie, mais aussi, au consul général D.Stuart (Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.269).

¹¹⁰ *Ibidem*, p.159-163.

¹¹¹ N.Iorga, *Războiul pentru independență...*, p.151.

¹¹² Le texte intégral du document est publié en B.H.Sumner, *Russia and the Balkans, 1870-1880*, Oxford University Press, Oxford, 1937, p.625-626.

¹¹³ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.270.

¹¹⁴ « Monitorul Oficial », no.21, de 27 janvier/8 février 1878, p.451.

¹¹⁵ N.Iorga, *op.cit.*, p.153.

¹¹⁶ *Ibidem*, p.152.

¹¹⁷ Le général Radu Rosetti, *Corespondența...*, p.141-142.

¹¹⁸ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.271.

¹¹⁹ *Ibidem*.

¹²⁰ Le 7/19 mars, le général Iancu Ghica informait M.Kogălniceanu que dans le « Journal de St. Petersburg » de ce matin-là, avait apparu le texte du traité russo-turque conclu à San Stefano, le 19 février/3 mars la même année, texte duquel il reproduisait trois articles (5, 19 et 28) qui concernaient la Roumanie (Le général Radu Rosetti, *Corespondența...*, p.166). Pour l'ensemble des objectifs russes, voir Barbara Jelavich, *Negotiating the Treaty of San Stefano*, en « Southeastern Europe », VI, no.2 (1979), p.171-193.

¹²¹ Le général Radu Rosetti, *Corespondența...*, p.167 ; N.Corivan, *op.cit.*, p.164-165.

¹²² N.Iorga, *op.cit.*, p.158.

¹²³ *Memoir on the question of Bessarabia*, Bucharest, February 25/March 9, 1878, publié par V.M.Kogălniceanu en *Coresp.diplom.Kogălniceanu...*, p.59-63

¹²⁴ N.Iorga, *op.cit.*, p.157 și 222, nota 69.

¹²⁵ Le 20 mars/1 avril, Gorceakov a demandé à Iancu Ghica de communiquer à Bucarest que, si la série des protestes contre le traité de paix (surtout de l'article 8) continuera, le tsar ordonnera l'occupation de la Roumanie et la désarmation de l'armée roumaine. La réplique, connue, de Kogălniceanu a été transmise le jour suivant (Le général Radu Rosetti, *Corespondența...*, p.171-174).

¹²⁶ Le 29 mars/9 avril, le même chancelier proposait au gouvernement roumain, par le consul Stuart, la conclusion d'une nouvelle convention bilatérale, concernant le transit des troupes russes de la Bulgarie vers la Russie (*Ibidem*, p.181).

¹²⁷ Gh.Platon, *Independența României și puterile europene. Reacții și atitudini*, dans le volume *De la constituirea națiunii la MareaUnire*, II, Editura Universității „Al.I.Cuza”, Iași, 1998, p.241.

¹²⁸ *Independența României în conștiința europeană*, coord. Corneliu Mihai Lungu etc., București, 1997, p.204.

¹²⁹ Barbara Jelavich, *Russia and the formation...*, p.271.

¹³⁰ N.Corivan, *op.cit.*, p.165 ; Gh. Platon, *op.cit.*, p.241.

¹³¹ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.281.

¹³² *Ibidem*, p.283 ; *Memoriile regelui Carol I. De un martor ocular*, le IV-ème volume, București, 1994, p.95.

¹³³ Demandé par Ion Ghica, l'émissaire spécial du gouvernement roumain auprès des cabinets européens, sur la position de l'Angleterre dans la question de l'intégrité territoriale de la Roumanie, celui-ci lui aurait répondu qu'« il est difficile d'intervenir entre deux alliés » (N.Corivan, *op.cit.*, p.162).

¹³⁴ Sorin Liviu Damean, *op.cit.*, p.66.

¹³⁵ *Memoriile regelui Carol I...*, le IV-ème volume, p.134.

¹³⁶ Pour des détails, voir William L.Langer, *European Alliances and Allignments, 1871-1890*, New York, 1960, p.146-148 ; Emil Diaconescu, *op.cit.*, p.9.

¹³⁷ Gh.I.Brătianu, *Bismarck și Ion.C.Brătianu*, en « Revista Istorică Română », le V-ème volume, București, 1936, p.7.

¹³⁸ Le texte intégral du mémoire présenté par M.Kogălniceanu est reproduit par Sorin Liviu Damean, en *op.cit.*, p.234-239.

¹³⁹ *Ibidem*, p.240.

¹⁴⁰ Barbara Jelavich, *Romania at the Congress of Berlin : Problems of Peacemaking*, în *Der Berliner Kongress von 1878*, ed. Ralph Melville and Hans Jürgen Schröder, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1982, p. 189-204.

¹⁴¹ *** *Istoria militară a poporului român*, Editura Militară, București, 1987, p.883.

¹⁴² « Monitorul Oficial », no.16, de 27 janvier 1878, p.445-446.

¹⁴³ Sorin Liviu Damean, *op.cit.*, p.68.

¹⁴⁴ *Ibidem*, p.242-243.

¹⁴⁵ *Ibidem*, p.244.

¹⁴⁶ « România liberă » de 26 février 1878 appreciait que la cédation de la Bassarabie et la réception de la Dobroudja aurait constitué « un double attentat à notre vie comme nation », et le consentement de la transaction était équivalent avec « un geste assassin ». Quelques mois plus tard, le journal « Românul » de C.A.Rosetti comparait « l'annexion » de la Dobroudja avec « la naturalisation » en masse des Juifs, des actes qualifiés comme « des cadeaux funestes » qu'aucune force ne pourra imposer au pays (apud Sorin Mureșeanu, *Reunirea Dobrogei cu România. Reacții și semnificații*, dans le volume *Istorie și conștiință*, Universitatea « Al.I.Cuza », Iași, 2001, p.100).

¹⁴⁷ Mariana Cojoc, *Importanța geopolitică a ținutului dintre Dunăre și Mare la sfârșitul secolului al XIX-lea*, dans le volume *Dobrogea. Repere istorice*, coord. Mihai Lupu, Ed.Europolis, Constanța, 2000, p.124.

¹⁴⁸ *Ibidem*, p.126-127.

¹⁴⁹ *Regele Carol I al României. Cuvântări și scrisori*, II, p.227.

¹⁵⁰ Sorin Liviu Damean, *op.cit.*, p.55-56 ; De la même manière pensait le représentant de la France en Roumanie lorsqu'il notait que « la Dobroudja est séparée du corps du pays par un grand fleuve et n'a avec l'autorité centrale autre voie de communication que des marais impraticables ». (Catherine Durandin, *op. cit.*, p. 94).

¹⁵¹ M.Eminescu, *Anexarea Dobrogei*, en *Opere*, X, *Publicistică (1 noiembrie 1877-15 februarie 1878)*, édition D.Vatamaniuc, Editura Academiei, București, 1989, p.96 ; Stoica Lascu, *Mărturii de epocă privind istoria Dobrogei*, Constanța, 1999, p.75-78-

¹⁵² N.Iorga, *op.cit.*, p.160-161.

¹⁵³ *Ibidem*, p.161.

¹⁵⁴ G.D.Nicolescu, *Parlamentul României*, la I-ère partie, București, 1906, p.326.

¹⁵⁵ N.Iorga, *op.cit.*, p.162.

¹⁵⁶ Mihail Kogălniceanu, *Opere*, IV, *Oratorie II, 1864-1878*, édition par Georgeta Penelea, Editura Academiei, 1978, p.659-660.

¹⁵⁷ Sorin Mureșeanu, *op.cit.*, p.101.

¹⁵⁸ Stoica Lascu, *op.cit.*, p.76. Le consul de la France à Galați n'était pas du même avis, qui, tout en prenant en considération en 1875, les réalités qu'il a aperçu pour les années d'administration roumaine dans les départements du sud de la Bassarabie, indiquait un bilan négatif. Il notait dans un de ses rapports que « le pays (la Bassarabie de sud – n. ns.) regrette beaucoup les Russes. De nombreuses pétitions ont été adressées récemment au tsar par les habitants de toutes les catégories pour lui demander de les reprendre sous sa protection ». Son observation était reprise et confirmée par le consul français de Bucarest, une année plus tard : « je serais d'une manière tout à fait singulière surpris si les Russes, tout en se présentant dans ce territoire, rencontreraient de la part de l'armée et de la population rurale de grandes difficultés. J'ajoute que parmi le bas clergé et le peuple la croyance dans l'arrivée proche des Russes est généralisée ». (Catherine Durandin, *op. cit.*, p. 95).

¹⁵⁹ D.A. Sturdza, *Bessarabia și Dobrogea*, București, Tipografia « Thiel et Weiss », 1878, p.22-24.

¹⁶⁰ N.B. Locusteanu, *Dobrogea*, București, 1928, p.84.

¹⁶¹ *Independența României. Documente*, le II-ème volume, la II-ème partie, *Corespondență diplomatică străină (mai 1877-decembrie 1878)*, Editura Academiei, București, 1978, p.298.

¹⁶² Apud Sorin Mureșeanu, *op.cit.*, p.106.

¹⁶³ M. Eminescu, *De o samă de vreme*, en *op.cit.*, p.87.

¹⁶⁴ Plaidant pour la fin des réserves et des « irritations » causées par l'attribution de la Dobroudja à l'Etat roumain « comme a voulu l'Europe », le géologue et le paléontologue G.Cobâlcescu écrivait dans le journal de Iași « Steaua României » de 4 août 1878 – après une évaluation attentive de la surface et de ses particularités géophysiques et géomorphologiques, des ressources du sol et du sous-sol, des habitats et de la population, des chemins et des voies de transport etc. – que « la Dobroudja est un pays très riche et avec des ressources immenses et on peut ajouter, sans le peur d'exagérer cette grande parole, qu'elle complète la Roumanie actuelle ». Dans la perspective de son intégration, son unique soin était causé par « le système moral », parce qu'il appréciait à juste titre que « dans la Dobroudja sont nécessaires des fonctionnaires d'une moralité exemplaire et d'une capacité prouvée. Leurs abus seraient des crimes nationales ; mais nos partis ont l'habitude de faire des incapacités - des génies, des criminels - des martyres et des héros, de ceux avec moralité et capacités - des monstres et des nullités » (*G.Cobâlcescu, Considerațiuni asupra Dobrogei*, article republié Stoica Lascu en *op.cit.*, p. 73-74).

¹⁶⁵ Tout en commentant le prétendu « manque d'intérêt des Roumains de garder la Dobroudja », même après son incorporation à l'Etat roumain, le consul de la France à Bucarest consignait, dans un de ses rapports de 1896 destinés à son ministre des Affaires étrangères : « certains esprits pensent que l'ambition des sujets de Sa Majesté Carol I n'est pas de garder la Dobroudja imposée à la Roumanie comme échange avec le sud de la Bassarabie, pour servir de tampon entre la Russie et la Turquie. [...] Leurs désirs et leurs pensées se dirigent vers la Transylvanie, qui est pour eux l'Alsace – Lorraine des cœurs français ». (Catherine Durandin, *op. cit.*, p. 100).

¹⁶⁶ G.D. Petrescu, *Războiul pentru independență și anexarea Dobrogei*, dans le volume *Dobrogea. 50 de ani de viață românească*, București, 1928, p.325.

¹⁶⁷ I.I.C. Brătianu, *România și chestiunea Orientului*, dans le volume *Războiul neatârării, 1877-1878*, Conférences soutenues à l'Athénée Roumain, București, 1927, p.109.

PREOCCUPATIONS NOVATRICES DANS L'ESPACE ECCLESIASTIQUE DE LA ROUMANIE A LA FIN DU XIX SIECLE ET AU DEBUT DU XX SIECLE

Monica Margheticu
Institutul de Istorie „A.D. Xenopol” Iași

Rezumat: *Frământările societății românești în pragul lui „Belle Epoque” sunt reflectate fidel în „treptele de modernizare” parcurse de către Biserica Ortodoxă Română în plan instituțional, legislativ, ideologic și mental. La debutul secolului XX, societatea românească își căuta noi modele ascunse sub masca diferitelor curente ivite în epocă: sămănătorismul, poporanismul, românismul sau chiar antisemitismul.*

În studiul de față ne propunem să urmărim câteva dintre inițiativele Bisericii Ortodoxe Române la sfârșitul secolului XIX și începutul secolului XX, insistând asupra ineditelor congrese preoțești din 1882-1883, a binomului Biserică-Școală (educarea tinerilor în spiritul creștin și asupra diversiunii interconfesionale stârnită de apariția Mitropoliei Catolice la București în 1883. Această perioadă se încadrează între două date importante pentru biserica națională, care privesc pe de o parte dobândirea autocefaliei (1885), iar pe cealaltă parte modificarea Legii sinodale din 18 decembrie 1911.

Après la conquête de l'indépendance de la Roumanie, suite à une radicalisation dans tous les domaines: économique, social, politique, idéologique, on délimite mentalement une nouvelle période, évidemment plus productrice, avec tous les décalages historiques existants et l'aggravation des contradictions, par l'augmentation de la capacité de création matérielle et spirituelle. La culture de cette période a soutenu, comme facteur propulsif, le développement de la société roumaine capitaliste, devenant un élément actif des déterminations historiques et spirituelles roumaines¹.

La société roumaine de la dernière décennie du XIX siècle nous apparaît disharmonique dans plusieurs de ses aspects. Le syntagme *formes sans fond* c'est juste, car on ressent fort l'impacte d'entre les nouvelles formes et le fonde local. Les mœurs anciennes contrastaient fortement avec celles nouvelles qui accaparaient la vie publique, et certains intellectuels parmi lesquels N. Iorga aussi, vont prendre attitude contre l'aliénation². Ayant la tendance d'implanter les formules modernes devenues tradition dans les états occidentaux, le libéralisme politique des classes conductrices était le plus enclos d'un conservatisme culturel, de plus en plus fort. L'identité de la nouvelle génération des années 1900 se greffe sur l'échec des anciens, qui n'ont pas réussi atteindre en totalité leurs idéaux progressistes et sur leur incapacité de fonder une communauté à contrastes moyens³.

Après Simeon Mehedinți, les institutions par lesquelles on réalise l'éducation du peuple sont: l'école „où ni une moitié de jeunes roumaines ne peuvent

pas accéder”, l’armée – „une merveilleuse école d’honneur, d’ordre et d’esprit de solidarité” et l’église – „l’école la plus vaste: qui prend nos mains de notre jeunesse et nous accompagne jusqu’à la mort. Chaque jour à la maison, et au moins une fois par semaine à l’église, elle dirige nos yeux vers l’idéal (...)”⁴.

La culture de la fin du XIX siècle et du début du XX siècle, comme un résultat du temps et de l’espace roumain, sans ignorer les échos et les suggestions venus de la part du monde français, mais du monde allemand aussi (manifestée, à prédilection, par le mouvement de *Jumimea*), est arrivée à exprimer les intérêts nationaux, à renforcer le sentiment de la cohésion et de la solidarité des collectivités roumaines et à contribuer actif à la formation de la conscience de soi de notre peuple⁵.

Les échos d’accomplissement du but de laïcisation (la séparation de l’Eglise de l’Etat) produit en France en 1905, n’ont pas resté indifférents pour l’intellectualité roumaine, éduquée dans la plus part à Paris, adepte fervente aux idées novatrices de la capitale européenne. L’intérêt de la classe politique pour L’Eglise Orthodoxe Roumaine s’est manifesté par une série des lois de la fin du XIX siècle et du début du XX siècle, destinées à fonder les bases modernes de cette institution divine-humaine.

Cette modernisation a surpris l’Eglise Orthodoxe Roumaine, tant de l’extérieur que de l’intérieur. Les inquiétudes de la société roumaine au début de la „Belle Epoque” sont réfléchis fidèlement dans „les escaliers de modernisation” parcourut par l’Eglise Orthodoxe Roumaine au plan institutionnel, législatif, idéologique et mental. Au début du XX siècle, la société roumaine cherche des modèles nouveaux, cachés sur la masque de divers courants de l’époque: le *sămănătorism*, populisme, romanisme ou même l’antisémitisme.

L’historiographe de la période communiste a évité traiter l’importance du facteur religieux dans la modernisation de l’état roumain. Les œuvres les plus récents traitent en quelques séquences cet aspect, c’est pourquoi on considère nécessaire à essayer d’initier une telle démarche.

On se propose dans cet étude à suivre quelques initiatives de l’Eglise Orthodoxe Roumaine de la fin du XIX siècle et du début du XX siècle, insistant sur les congrès inédits des prêtres des années 1882-1883, le binôme Eglise-Ecole et la diversion interconfessionnelle due à l’apparition de l’Eglise Métropolitaine Catholique à Bucarest en 1883. On peut encadrer cette période entre deux dates importantes pour l’église nationale, qui visent acquérir l’autocéphalie (1885), d’une part, et la modification de la *Loi synodale* du 18 décembre 1911. Celle-ci a représenté une des dernières tentatives de partager le pouvoir dans l’église. Le Saint Synode a continué prendre les décisions, sur une influence politique, tandis que l’essai du Congrès National des Eglises de s’assumer une partie des attributions fut un échec.

Les contributions à l’édification de la problématique de l’Eglise Orthodoxe Roumaine dans l’intervalle de temps proposé pour cet étude, appartient, dans la plus part, aux historiens de l’église – de celle époque - Nicolae Dobrescu, Constantin Cernăianu, Nicolae Iorga, L’Evêque Melchisedec Ștefănescu, Dumitru Stănescu et les plus récents - Mircea Păcurariu, Ioan N. Floca, George Enache.

Les succès politiques et diplomatiques de la Roumanie sont réfléchis dans l'espace ecclésiastique. L'obtention de l'indépendance de la Roumanie fut suivie par l'acquisition de l'autocéphalie de l'Eglise Orthodoxe Roumaine en 1885. En outre, après la guerre d'indépendance, la Dobroudja sera intégrée à l'église de la Roumanie, en apportant ses particularités ethniques et confessionnelles.

Un premier signal de la modernisation des mentalités du milieu de l'église est représenté par les congrès des prêtres des années 1882- 1883, des formes uniques de manifestation de la volonté du clergé laïque dans l'orthodoxie.

Le premier congrès des prêtres eu lieu en 1882 et fut organisé du à „la cristallisation des mécontentements du clergé laïque sur la loi d'organisation de l'église (1872), qui disait que le synode doit être composé exclusivement par les prélats; ses membres le qualifiait comme une mélange d'une force étrangère, ennemie, car il ne se préoccupait pas par le soins et le développement de l'Eglise, par les sentiments religieux en général, mais seulement „par les flatteries trompeuses pour les prêtres”.

Les croyants étaient à l'assentiment des prêtres, et ils ont commencé à lutter pour changer la loi synodale. La modification prévoyait introduire dans le Saint Synode du clergé laïc, conformément à l'organisation de l'église orthodoxe de Transylvanie⁶. On a proposé cette idée dans le Chambre des Députés en 1882. A la fin de la même année, les prêtres laïques se sont réunis dans un congrès à Bucarest, pour formuler leurs demandes et les avancer au gouvernement et au Parlement, visant:

- ✂ réforme du synode;
- ✂ réforme des séminaires de diocèse en 7 classes;
- ✂ agrandissement des paroisses.

La soutenance des désirs de réforme du synode s'est réalisée par une immense campagne dans la presse politique et par l'intermède du journal ecclésiastique littéraire de Iasi – *L'Eveil* (1882), qui reçoit, après quelques années, le sous-titre „d'organe du clergé laïque du royaume de la Roumanie”. Les actions du journal de Iasi étaient complétées par le journal *L'Eglise roumaine* (1883), fondé à Bucarest et rédigé par le prélat Calistrat Orleanu-Bârlădeanu (membre suspendu du Saint Synode). Le prélat sanctionné promettait aux prêtres des diocèses de Râmnic, Noului Severin et Dunării de Jos, des mesures non canoniques comme: le deuxième mariage parmi les prêtres veufs, l'épiscopat pour les prêtres laïques mariés et l'entrée du clergé laïque dans le Saint Synode par le vote délibératif⁷.

Le Saint Synode argumente son activité par les demandes envoyées au gouvernement, dès sa formation, pour reformuler les séminaires, la fondation de la Faculté de Théologie de Bucarest, la proposition des métropolitains et des évêques d'un projet de loi pour améliorer la position du clergé de l'église, amendé et voté e 1882-1883, dans la Sénat. Après la diffusion de *l'Enciclicii*, le Saint Synode a nommé une commission formée des métropolitains Ungro-Vlach – Calinic Miclescu et de Moldavie et Suceava – Iosif Gheorghian, tout comme l'évêque Melchisedec, qui va s'occuper du désir du clergé de faire partie du synode. Cette commission a rédigé un mémoire, *Etude sur l'hierarchie et l'institution synodale dans l'église orthodoxe de l'est en général et sur l'hierarchie et l'institution de l'église orthodoxe en spécial*, où cette

commission cherche à trouver les motivations de l'action du clergé laïque. A leur avis, l'acceptation des laïques et des prêtres dans le Saint Synode peut être considéré un moyen d'améliorer leur position matérielle et morale, de revenir à la forme synodale d'Al. I. Cuza du 1865, ou même d'imiter les églises roumaines orthodoxes de la gouverne austro-hongroise, où les réunions des membres des églises, nommées synodes et congrès, sont composées par évêques, prêtres et laïques⁸.

Faisant une analyse des situations des synodes d'autres églises orthodoxes européennes, les membres de la commission retrouvaient la situation de la Roumanie concernant les patriarchies apostoliques: Constantinople, Alexandrie, Antioche et Jerusalem. La Grèce, avait, après le modèle de la Russie, un synode composé par cinq membres, nommés par le roi chaque année parmi les évêques des diocèses, dont le président était le métropolitain d'Athènes. Le roi nommait deux évêques comme conseillers parmi les cures et les moines, et deux assesseurs⁹. En ce contexte sont nommés deux fonctionnaires civiles aussi, l'un comme représentant du roi „procureur de l'état”, sans lequel on ne pourra prendre aucune décision et un autre – le secrétaire du synode, qui dirigeait les travaux de la chancellerie synodale¹⁰. Du point de vue des prélats roumains, on ne peut pas nommer canoniques les synodes de Grèce et de Russie, dans le sens propre du mot, qui signifie l'assemblée de tous les évêques qui se trouvent sous la juridiction d'une église.

Dans le cas des églises de Transylvanie et de Bucovine¹¹, qui étaient sous la domination étrangère de l'Empire Austro-Hongrois après leur nationalité et croyance, la situation était un peu plus difficile. Trouvées plusieurs fois sous la persécution directe ou indirecte, sur le plan national ou confessionnel par les gouvernements ou par la propagande catholique, elles se sont conférées une organisation exceptionnelle, en se groupant leur intérêts religieux (la doctrine et la discipline) și nationaux (la culture intellectuelle et celle de la langue nationale, l'école, l'administration des fondes de l'église, le choix des métropolitains et des évêques, qui se sont devenus une sorte de „chefs nationaux”) et dans le cas des aspects politiques.

Dans le projet de constitution, présenté par l'Evêque Andrei Șaguna, on désirait la sensibilisation de l'Eglise vers les conditions sociales en changement et vers les besoins des croyants¹². L'évêque d'Ardeal considérait qu'au bord de tous les organes constitutives de l'Eglise doit se trouver le clergé, commençant par la paroisse d'un village jusqu'au synode épiscopal, à la suite de ses pouvoirs conférés par la coutume ancienne et par le droit canonique. Il a soutenu que certaines questions comme la pureté de la doctrine et du rituel et l'administration de la justice ecclésiastique sont des prérogatives exclusives du clergé. L'évêque pratiquait une autorité immense par son droit d'ordination des prêtres et de faire leur répartition dans des paroisses ne tenant pas compte des désirs des laïques, à la différence de la loi de 1893 de la Roumanie, où les ordinations étaient possibles seulement à l'avis de l'état, représenté par le Ministère des Cultes. De plus, il avait le droit de nommer les membres du consistoire et du conseil des archiprêtres, un organisme juridique d'instance primaire au niveau du district.

Au niveau métropolitain, le pouvoir suprême était concentré par le synode métropolitain, qui décidait en toutes les questions de doctrine, actionnait comme un

Court d'appel final dans les cas disciplinaires, impliquant tant les clergés que les laïques, pour résoudre les plus importants problèmes administratifs et représentant l'Eglise dans ses relations avec l'état.

On croyait que le but de la majorité laïque du congrès se retrouvait dans l'idée de l'implication de l'Eglise dans la réalisation de leur programme social et politique ambitieux, où le premier pas visait l'implémentation des pratiques de la démocratie du parlementaire ouest-européenne dans la forme de direction de l'Eglise Orthodoxe.

Le texte présenté fut supposé à un examen d'une commission dominée par les laïques, qui a élargi considérablement le rôle des laïques, transférant beaucoup de pouvoirs du synode métropolitaine au synode de diocèse, composé maintenant par deux tiers de laïques et un tiers de clergé, qui va se nommer le Congrès Nations de l'Eglise. On reconnaissait sans doute, la présence, dans l'histoire des synodes locaux, des empereurs, des prêtres et même des laïques, comme assistants, mais on prenait les décisions seulement par les évêques, dont le nombre exclusif pourrait être consigné dans les chroniques. Les membres du Saint Synode demandaient l'aide des prêtres par leur dévouement vers l'église et ses établissements saints et leur conduite dans la société, pour en mettre en évidence le moral du public chrétien par leurs faits de vrais conseillers et démontrer aux athées le grand pouvoir de la Religion et de l'Eglise chrétienne de curer tout le monde de péchés et de toutes les méchancetés qu'il souffre.

On a voulu présenter la situation de l'Eglise Orthodoxe de Transylvanie car les idées d'organisation d'Andrei Şaguna ont représenté les fondements de plusieurs projets d'administration de l'Eglise du Royaume, culminant après la Grande Union par la Loi d'organisation de l'Eglise Orthodoxe Roumaine en 1925.

La réponse des membres du Gouverne aux insistances des évêques du Royaume pour enrichir l'état du clergé, était: „on n'a pas de bons prêtres, ils ne savent pas quelles sont leur taches, ils sont ivrognes, ils ne veulent pas enterrer les décédés des familles pauvres car ils ne peuvent pas être payés, on doit beaucoup insister pour qu'ils accomplissent leur taches religieuses, ils laissent mourir les petits enfants sans être baptisés, et beaucoup plus autres accusations. Faites disparaître toutes ces accusation vraies ou fausses”. Le portrait sombre du clergé laïc était le témoignage de l'opinion publique sur ceux-ci. Les taches des prêtres, après l'opinion canonique du Saint Synode étaient d'offrir le matériel le plus précieux et le plus durable – l'enseignement solide et les vertus chrétiens.

En juin 1883, eu lieu, à Focşani, la deuxième édition du Congrès du clergé laïque de la Roumanie, quia avait comme „étoile conseiller” – les principes exprimés dans le Divan ad hoc, considérés être les assemblées mères. La motivation de ce rencontre provient de l'idée que - „L'époque de nos jours et la prospérité de l'humanité impose impérieusement au clergé le devoir morale, de faire que la génération de l'avenir ne vit pas dans les idées perdues, couverts par la masque de l'ignorance ou de l'hypocrisie”¹³. Seulement le despotisme, soit d'ordre politique, soit d'ordre ecclésiastique, a eu l'intérêt de tenir tous les gens en ignorance, même si on promettait toujours d'améliorer leur position intellectuelle et matérielle.

Le numéro du journal *L'Eglise Roumaine*, apparu le 2 janvier 1883, publiait un article intitulé „Le Congrès des prêtres”, où tous les adeptes de ce démarche considéraient injuste l'assemblée des prêtres sans les chefs de l'église, en guise d'une collaboration naturelle entre le clergé laïque et les chefs, où tout le monde va se sentir et agir comme les frères. Une fois de plus, on se donnait comme exemple la situation d'Ardeal. De tout le Programme et Règlement provisoire du Deuxième Congrès du clergé laïque du Royaume Roumanie, le Comité Central du Clergé laïque proposait à discuter les questions suivantes:

1. L'organisation des écoles ecclésiastiques et leur harmonisation avec l'instruction et l'éducation nationale du peuple roumain;
2. L'harmonisation des règlements de conduite de l'église avec les lois de l'Etat;
3. Le contrôle vif de l'état sur la juridiction et l'administration de l'église;
4. La fondation d'un synode composé de tous les éléments de l'église, où pourraient participer, à coté des métropolitains, évêques et prélats, les prêtres laïques, les gens dévoué à l'étude de la philosophie et de la religion, aussi.

Les propositions du Comité Central du Clergé étaient influencées par la conception de Andrei Șaguna, qui désirait une intégration plus fidèle de l'église dans les structures de l'enseignement et de l'administration de l'état.

On interdit par le Règlement la discussion des problèmes de politique interne et externe, le Congrès se désirant apolitique. La suprématie de l'Etat et son Contrôle Souverain sur le fonctionnement de toutes les autorités et les institutions ecclésiastiques, c'est le principe fondamental qui va prédominé les résolutions du congrès. A la fin des preuves, une délégation composée par 7 membrés va aller à la gouverne pour présenter les désirs exprimés par le clergé laïque.

Les campagnes du Saint Synode envers les congrès du clergé laïque ont été très véhémentes, tant dans la presse écrite que par l'annonce de l'exécutive et son avertissement sur la désapprobation de cette initiative. Par une adresse¹⁴ de 17 octobre 1882, le métropolitain primat Calinic Miculescu écrivait au ministre d'internes: „On est informé que certains prêtres, sans tenir compte de la décision du Saint Synode et de tous les conseils qu'on leur a donnés, veulent se rencontrer dans la capitale, dans un sort de Congrès; et, parce que un tel mouvement, tenant compte de sa manifestation ancienne, ne peut pas avoir comme résultat que l'introduction de l'anarchie dans l'Eglise et de perturbation dans tout le pays, ce qui constitue un fait de rébellion contre le bon ordre et contre la tranquillité de l'église”. Les grands prélats demandaient au ministre d'interner prendre les mesures propres pour que la discipline, la dignité de l'église et les intérêts des prêtres ne soient pas périclités par ses malfaiteurs.

Les congrès du clergé laïc ont dévoilé à l'opinion publique et au clergé supérieur, les problèmes astringents de l'Eglise Orthodoxe Roumaine de la fin du XIX siècle. Pour la première fois, on présentait aux clergés et aux laïques les mécontentements, en espérant à recevoir une résolution favorable, appelant au pouvoir séculaire – de l'église ou temporaire – profane.

Le binôme Eglise-Ecole

Considérée comme une priorité nationale sur l'esprit des Roumains, la réforme de l'église est commencée par le Ministère des Instructions Publiques et des Cultes simultanément à la réorganisation de l'enseignement. Les moments signifiants de cette réforme sont surpris ponctuellement par: la loi de 1864; la loi du clergé laïque et les séminaires - 1893; la loi de l'enseignement primaire et primaire pédagogique - 1896; la loi de l'enseignement secondaire et supérieur - 1898; la loi de l'enseignement professionnel - 1899; les lois sur les Maisons des Ecoles - 1896 et la Maison de l'Eglise Autocéphale Orthodoxe Roumaine - 1902.

Les institutions dont on réalise l'éducation du peuple, après Simeon Mehedinti, sont: l'école „dont ni une moitié des jeunes de notre pays ne se rejoignent pas”, l'armée - „une merveilleuse école d'honneur, d'ordre et d'esprit de solidarité” et l'église- „l'école la plus vaste: elle prend nos mains des la jeunesse et nous accompagne jusqu'à la mort. Chaque jour à la maison et même une fois par semaine à l'église, on se dirige les yeux vers l'idéal (...)”¹⁵.

Dans l'espace éducationnel européen, la sécularisation se fait sentie par l'apparition de la loi d'enseignement de la France du 28 mars 1882, qui a effacé la religion parmi les classes obligatoires de l'enseignement primaire¹⁶. Cette mesure fut une de plus acutes formes que la lutte se manifestait contre la tendance du clergé dans l'enseignement. Cette mesure ne restait pas singulière en Europe; deux années plus tard, le programme belge fut modifié, on enseignait la religion et la morale seulement à la demande des parents. En Belgique, conformément à l'article 4 de la loi du 2 septembre 1884, l'enseignement religieux ne fait plus partie du programme d'étude du cycle primaire; chaque école met à disposition au ministère de divers cultes une salle de classe, pour organiser le cours de religion, à la demande des parents, hors des autres classes.

Au début du XX siècle, on se posait la question de l'étude rationnelle de la religion, pour obtenir des résultats satisfaisants. Le motif s'est né, dans doute, de l'état de décadence morale du peuple, dont la croyance était faible; on rencontrait de plus en plus rarement l'honnêteté et le respect de la parole, on ne sentait plus la peur de Dieu, tandis que l'immoralité s'agrandissait de plus en plus. La cause de cette décadence est attribuée aux étrangers (on se réfère aux juifs), qui ont heurté la méconnaissance et la naïveté de notre peuple. En dépit de ces manques sociale, on se propose l'enseignement systémique de la religion, en se suivant l'accomplissement des quelques objective¹⁷:

- éloigner plusieurs manques de notre peuple;
- contribuer par les connaissances utiles;
- former le caractère;
- suggérer les traits moraux;
- consolider les sentiments religieux et nationaux les plus nécessaires aux peuple roumain;
- guider vers le chemin des industries et du commerce;
- former les pratiques raisonnables et systémiques pour toutes les branches de l'agriculture.

L'échange des traits moraux aux demandes des temps modernes, dans les conditions d'adaptation de nouveaux courants dans l'extérieur et l'intérieur du peuple roumain traditionaliste, constituait la conclusion de l'idéal vers lequel on aspirait dans les écoles roumaines. Cette solution est vue par la collaboration solide et persévérante des maîtres avec les prêtres, par les travaux dans l'école, par les prêches de l'église, par les conférences des cercles culturelles et les écoles des adultes. Sans doute, le tâtonnement de diverses solutions concernant l'enseignement confessionnel avait son but, tandis que la première faculté de théologie de la Roumanie a fait son apparition seulement dans la deuxième moitié du XIX siècle (1860).

Les sacrifices humains pour l'indépendance de la Roumanie ne laissent pas indifférentes les autorités ecclésiastiques orthodoxes, qui ont continué le culte des héros de nos anciens, en gardant la tradition des précurseurs. Pour mettre ensemble les noms des héros de notre peuple ont participé les inspecteurs scolaires, les maîtres de la campagne, les maires, les prêtres, les vieillards des villages, les membres des familles ou les parents de ceux qui se sont sacrifiés dans la guerre. Pour que le sacrifice pour la patrie reste vivant dans la mémoire collective de notre peuple et pour qu'il constitue un exemple digne à suivre, on a réalisé des tableaux avec leur nom pour les trouver dans tous les écoles et les églises des villages. Les maîtres et les prêtres ont accepté volontairement la mission sainte „d'imprimer les noms des soldats du village dans la mémoire et le cœur des écoliers à chaque occasion” et de les éterniser par les commémorations „aux saintes messes de leur église”¹⁸. Le Métropolitain de Moldavie, Partenie Clinceni a sollicité, avec succès, au Ministère des Instructions Publiques et des Cultes de lui permettre, dans toutes les églises des villes et des villages de son diocèse (départements de Iași, Neamț, Suceava, Dorohoi et Botoșani), de lire à la Sainte Liturgie, un *obit anniversaire* pour les braves héros de l'armée locale, le 28 novembre¹⁹, avec la participation de tous les représentants des autorités locales, des écoles et tous les chrétiens des communes. La mémoire des héros passés pour le peuple roumain dans la lutte de Călugăreni de 13 out 1595 sera célébrée chaque année par une festivité scolaire dans la même localité, commençant par l'année 1903²⁰, de la disposition du ministre des instructions publiques et de cultes, Spiru Haret.

Commençant par l'idée exprimée par P.S. Prélat Calist Botoșăneanu qui disait que „la formation du sentiment national dépend en grande mesure de la formation du sentiment religieux du peuple”²¹, la propagation de la direction nationale par le clergé fut exprimée très clairement dans un prêche²² tenu à l'occasion de la Messe du 10 mai 1901 par le prêtre Bicleanu de Dolheștii-Mari, le département de Suceava: „la croyance de la nation roumaine n'était, n'est et ne sera que l'union de tous les Roumains”. Le prêtre conseillait la pratique „des vertus patriotiques”, considérés des dettes vers le Dieu, vers la religion, la Patrie et le Roi.

La fondation de la Faculté de Théologie de Bucarest, en 1881, était une initiative digne. Le Règlement de la Faculté de Théologie de Bucarest commençait être valide le 15 décembre 1900 et il modernisait l'enseignement théologique supérieur, fixant des idées claires d'admission à la faculté et de soutenance de l'examen de licence. Il offrait une variante minutieusement étudiée et trop élaborée en

comparaison à l'essai initial d'organisation de 1893. Une année plus tard, en 1901, on va introduire un nouveau amendement dans le règlement de la faculté de Théologie, qui visait la possibilité de soutenir le doctorat en théologie, qui représentait le stade de développement atteint par l'enseignement théologique roumain, qui commençait former sa propre élite intellectuelle formée dans notre pays, pas à l'Occident, dans l'esprit catholique et protestant.

La tolérance fut un principe qui a guidé les relations interconfessionnelles de la part de l'église dominante vers le culte catholique, qui s'était organisé par „une église dont les membres sont presque tous étrangers, dont les prêtres sont venus des autres pays, dont *la tête* appartient à un pouvoir étranger qui n'a pas la dette de se soumettre aux lois de notre pays”²³. L'esprit tolérant de l'Eglise orthodoxe roumaine vers les autres confessions chrétiennes est compris dans la nouvelle organisation que cette institution expérimente à la fin du XIX siècle. Par l'intermède d'un règlement, légalisé le 17 septembre 1881, on se précisait les relations du clergé orthodoxe roumain avec les chrétiens hétérodoxes ou d'autre rite et les athées qui vivaient dans le Royaume de la Roumanie. Les services religieux offerts par le prêtre aux chrétiens orientaux sont prestés pour les hétérodoxes aussi, à leur demande ou au besoin. On appliquait des restrictions vis-à-vis des messes dans le cas des athées et de ceux qui n'étaient pas chrétiens.

Présent initialement dans la presse, la rumeur de l'apparition d'une Métropole Catholique dans la Roumanie a conquis rapidement l'espace intellectuel et politique roumain. Portant des négociations plus ou moins tranquilles avec la Patriarchie de Constantinople pour la reconnaissance de son autocéphalie, L'Eglise Orthodoxe Roumaine se trouvait dans une position assez délicate. Le Saint Synode de l'Eglise Orthodoxe du Royaume de la Roumanie, réuni à Bucarest, le 23 novembre 1882, a voté en unanimité *L'Acte Synodale sur l'Autocéphalie de l'Eglise Orthodoxe Roumaine et ses relations avec la Patriarchie de Constantinople* où „ (...) on déclare vivement que l'église roumaine orthodoxe a été et il est autocéphale sur le territoire de la Roumanie et aucun autorité de l'église étranger n'a le droit de s'imposer quelque chose”²⁴.

Dans l'éditorial du quotidien „Le temps” de 19 mai 1883, Mihai Eminescu surprenait une parte du conflit des orthodoxes avec les catholiques, qui a commencé du début de XIX siècle et qui visait la constitution d'une métropole à Bucarest. L'attitude coopérante des Roumains est prouvée par leurs contributions d'argents destinés à la construction d'une cathédrale catholique à Bucarest „pour que l'étrangers catholiques qui se trouvaient dans notre pays se réjouissent de leur désir accompli”²⁵.

Après la déclaration de la Roumanie comme Royaume, Carol le Premier a désiré qu'aucun pouvoir européen ne s'implique plus dans son pays, en désirant l'éloignement de la protection exercée sur les catholiques par l'Austro-Hongrie. Le Roi Carol le Premier demande au Pape le XIII la constitution canonique de la Diocèse de Iași²⁶ – Le Visiteur Apostolique Mons. Nicolaie Iosif Camilli va obtenir le titre d'Evêque de Iași, le 27 juin 1884, qui va se subordonner au Pape de la Rome en ce qui concerne les problèmes de l'église, et au gouvernement roumain pour les

problèmes civils. Cet événement a facilité premièrement la constitution d'un Séminaire Théologique à Iași pour la formation du clergé séculaire et puis à Hălăucești (Roman) pour le clergé régulier, franciscain. Si on commence par trois candidats à l'inauguration du séminaire – le 29 septembre 1886, on arrive à presque 80 participants²⁷ au début du XX siècle.

Le seul motif à commencer cette crise interconfessionnelle fut la constitution de la métropolie à Bucarest, par laquelle le Pape a obligé tous les Roumains qui tenaient à leur unité confessionnelle à commencer une lutte ferme et soutenue vers l'église catholique, après l'opinion d'Eminescu. Une conséquence importante de cette démarche pourrait guider l'esprit public du peuple roumain vers l'attaque du trône du point de vue confessionnel²⁸. On essaye ainsi une réédition de la dispute entre les Habsbourges et Hohenzollern d'Allemagne, connue sur le nom „Kulturkampf”, dans le plan roumain.

L'Evêque érudit Melchisedec Ștefănescu tenait à souligner, dans un étude minutieux sur l'évolution de la présence catholique dans le Royaume de la Roumanie, l'insistance du Pape de la Rome et d'Autriche pour installer des „évêques permanents dans la Roumanie qui, par leur services religieuses destinées aux catholiques, puissent rendre des services politiques externes”²⁹ commençant de l'année 1815, jusqu'en 1819, 1826, 1840. Le motif du refus des demandes de plus en plus insistantes fut l'invocation de la promesse prévue dans les conventions signées avec les Ottomans qui prévoyait que „notre croyance va devenir libre et notre corporation tranquille”³⁰, tout comme la décision des chefs du conseil princier qui „faisaient des prières pour que l'entrée du prélat latin dans la Moldavie ne soit jamais pardonnée, car il va promouvoir plusieurs grossièretés et va causer turbulences et révoltes parmi les gens de cette partie de pays” (le 11 mars 1819).

Le débat de cette question est continué par autres article du „Temps”. Eminescu soutenait ainsi, au 4 juin 1883, l'hypothèse de l'existence d'un accord entre le Mons. Paoli et le gouvernement roumain libéral, s'assumant l'opinion et le rôle conservateur de protection des traditions de notre peuple, en usant tous les moyens. Les points principaux de cet accord allaient à viser³¹:

✓ on va reconnaître l'église romano-catholique comme la deuxième église constitué dans la Roumanie;

✓ le métropolite catholique de Bucarest va avoir des évêques dans la Roumanie et Bulgarie, mais il sera proclamé citoyen roumain et aura la même position que nos métropolites orthodoxes;

✓ on va transformer le séminaire romano-catholique de Cioplea en séminaire romano-catholique roumain.

On va finaliser ces objectifs seulement en 1925, quand la Loi générale des cultes va prévoir que l'église de rite catholique bénéficie de ce statut dans la Roumanie.

L'élite politique roumaine va débattre pour long temps la confrontation idéologique de ces deux rites de l'église chrétienne. Tandis que, le Partis National Libéral encourageait l'apparition d'une métropolie catholique parmi les institutions ecclésiastiques roumaines, l'opposition conservatrice sollicitait l'épiscopat orthodoxe

„combattre la propagande antichrétienne, prendre des mesures sévères contre les prêtres à maux comportements et insister sur l'élevage de leur culture, donné à l'église la solidité qu'elle a besoin dans la lutte qui va suivre"³². En contradiction au Partis Conservateur, l'église se décidait à commencer une action anticatholique. On préférerait que cette position soit exprimée par l'opinion publique et plus moins par l'hierarchie de l'église, qui pourrait entrer en conflit avec le souverain de la Roumanie, qui était de confession catholique.

L'un des leitmotifs de la mentalité du peuple roumain, présent à la fin du XIX siècle et au début du XX siècle, est d'identifier la religion avec la nationalité, conformément auquel „on considère étrangers tous ceux qui n'acceptent pas la loi de notre peuple, étrangers et plus sales et inférieurs à nous"³³, affirmait Mihai Eminescu.

Dès l'année 1883, due aux changements politiques de l'Europe de l'Est et de la Roumanie, aussi, le Saint Siège décidait créer la Diocèse de Bucarest. On institue, le 27 avril 1883, l'Archidiocèse Romano-Catholique de Bucarest, par l'acte officiel apostolique *Precipuum munus*, du Saint Père Leon le XIII, qui avait comme archevêque primaire le Mons. Ignatius Paoli de la Congrégation des Passionnants, l'Evêque de Nicopolis et l'Administrateur Apostolique de Valachie de l'année 1870. La constitution de la Diocèse fut sollicitée par le gouvernement roumain et celui qui portait les négociations était Ion Bălăceanu, le ministre de la Roumanie à Vien. Parmi les réalisations de l'Archevêque Paoli on doit mentionner l'ouverture du premier Séminaire pour la formation du clergé diocésain, la construction de la Cathédrale „Saint Iosif” à București entre 1875-1884 et le couronnement du premier roi de la Roumanie, Carol le Premier, en 1881³⁴.

La dispute va continuer après 1884 aussi, par l'intermède des pastorales adressées aux croyants catholiques et orthodoxes. Sur le plan politique, on a précisé très ferme le statut dominant de l'Eglise Orthodoxe Roumaine par rapport aux autres cultes dans la Constitution de 1866. Aux débats de la Loi des cultes de 1925, les catholiques réclamaient leur représentation minimale dans le Parlement, seulement par l'archevêque³⁵, tandis que les métropolitains et les évêques orthodoxes étaient membres aux droits entiers.

La liberté de la presse, assurée conformément à l'article 24 de la Constitution de 1866, est considérée un pas important vers la modernisation de la mentalité des Roumains et de l'accès aux informations de la vie politique, économique, sociale, culturelle etc. Dès la formation du Saint Synode, par la loi de 1872, les discussions des prélats orthodoxes seront, avant tout, publiées dans „Le Moniteur Officiel”, puis dans la presse officielle de l'église nationale - „L'Eglise Orthodoxe Roumaine”, qui a débuté le 1/13 octobre 1874³⁶.

On a commencé, en 1901, la publication dans la revue „L'Eglise Orthodoxe Roumaine”, d'une chronique ecclésiastique³⁷, destinée à offrir aux lecteurs des dates récentes sur le mouvement du personnel de l'église (ordinations des prêtres et leur nominalisation, transfères, démissions, décès, consécration des églises, nouveautés sur la communauté des moines du Mont Athos, allocutions funèbres, conférences scolaires sur l'étude de la religion dans les classes primaires, prêches, nouveautés sur

la réorganisation des séminaires). On fait connue à l'opinion publique, pour la première fois, l'activité du clergé, l'Eglise Orthodoxe Roumaine continuant à prouver sa transparence, après la publication des discussions du Saint Synode et des règlements d'organisation interne.

Les relations avec les églises orthodoxes des provinces roumaines à l'occupation étrangère étaient entretenues. Celles-ci visaient des échanges des livres, aussi³⁸. Suivre l'accomplissement de l'idéal d'unité des Roumains constitue une coordonnée constante des rapports entre l'église orthodoxe du Royaume et les autres églises sœurs, des provinces roumaines sous la domination étrangère. Par exemple, la Métropole de Moldavie gardait un contact fort avec la Métropole de Bucovine et de Dalmatie, tant par ses propriétés que par la participation annuelle au patron de Suceava – la naissance de Saint Jean le Baptiste, le 24 juin/le 6 juillet³⁹. En outre, la Métropole de Moldavie avait gardé, en dépit de l'unification de Bucovine à l'Autriche, le droit de patronat sur l'église du Saint Martyr George (la Métropole ancienne) de Suceava, devenue un lieu de pèlerinage pour les chrétiens qui voulaient honorer les reliques du Sain Martyr Jean le Nouveau⁴⁰.

La croissance du niveau de l'exigence de l'éducation du clergé fut un objectif accompli par la Loi du clergé laïque et des séminaires de 1893 et par le nouveau règlement qui ne permettait plus l'ordination des prêtres dans la graduation du séminaire. On disposait pour la première fois la constitution d'une école pratique d'application, autour de chaque séminaire. Une conséquence négative de la loi du clergé laïque et des séminaires de 1893 était le grand nombre des prêtres nécessaires. Au début de nouveau siècle, la société roumaine se confrontait à une crise professionnelle, car seulement 3 élèves⁴¹ ont soutenu en 1901 l'examen de finalisation de la VIII e au Séminaire Nifon de Bucarest.

La Typographie Ecclésiastique, constituée en 1881, était financée par l'état roumain jusqu'à arriver obtenir ses propres fonds. L'imprimée des livres de l'église contribuait à l'activité missionnaire de l'Eglise Orthodoxe Roumaine, et l'éducation faite par le séminaire sur l'apprentissage des langues classiques (hellénique, slavone et hébraïque) prouve être efficiente dans la pratique aussi.

L'éducation religieuse représentait un facteur important dans la formation des jeunes laïques du début du XX siècle. Si on étudie les programmes d'enseignement appliqués aux écoles primaires, on va observer qu'on trouve sur la première place parmi les matières d'enseignement, l'instruction morale et religieuse, suivi par le catéchisme (l'apprentissage orthodoxe de croyance) et les prières de rite orthodoxe⁴².

La crise synodale de 1911, à l'opinion de Simion Mehedinți, est le résultat de l'éducation reçue dans les séminaires organisés dans la période de „notre renaissance politique” – 1893, de la choix des membres du Saint Synode par les membres du Parlement, tous étrangers de la religion, de notre culte et de la mission formatrice de l'église, qui assistent formellement à la fête de Bobotează „la cérémonie près de la rivière de Dâmbovița, ou même s'ils se réveillent une fois par an, dans la nuit de Résurrection, pour monter par voiturette vers la Colline de la Métropole”⁴³. Ce problème du choix des membres du Saint Synode par les laïques, surtout par la

classe politique, métamorphosé sans un problème électoral, dérive par la fondation de l'organe central de direction de l'Eglise orthodoxe Roumaine de 1875, qui a permis la participation indirecte et la fine influence des personnes laïques pour prendre les décisions importantes.

La condition sociale de futurs clergés et surtout des prélats se présentait assez modeste au début du XX siècle, étant représentée par les enfants des villageois et des citoyens en peu plus riches qui habitaient les périphéries des villes.

Le procès de modernisation de l'Eglise Orthodoxe Roumaine, commencé au début de la moitié du XIX siècle, inégal et très controversé, va se rendre définitif en 1925, par sa loi d'organisation. Entre temps, on se formait dans les écoles théologiques, une élite cléricale (Dumitru Stăniloae, Iustin Moisescu, Iuliu Scriban, le professeur universitaire Grigore Pișculescu, alias Gala Galaction, Petru Rezuș, Milan-Pavel Șesan, Ioan G. Coman) accomplie dans les plans spirituelle et intellectuelle et préparée à répondre aux polémiques de la période d'entre les deux guerres.

NOTES:

¹ *Istoria românilor*, volumul VII, tom II, Editura Enciclopedică, București, 2003, pp. 541-542.

² Lucian Nastasă, *Generație și schimbare în istoriografia română. Sfârșitul secolului XIX și începutul secolului XX*, Presa Universitară Clujeană, 1999, p. 19.

³ *Ibidem*, p. 20.

⁴ *Ibidem*, p. 35.

⁵ *Istoria românilor*, volumul VII, tom II, Editura Enciclopedică, București, 2003, p. 542.

⁶ Veniamin Pocitan Ploeșteanu, *Melchisedec. Ca membru al Sfântului Sinod (1861-1892)*, Tipografia Sfintei Mănăstiri Cernica-Ilfov, București, 1939, p. 46.

⁷ *Ibidem*, p. 47.

⁸ Etude sur l'hierarchie et l'institution synodale de l'église orthodoxe de l'Est en général et sur l'hierarchie et l'institution synodale de l'église orthodoxe en spécial, par La Commission du Saint Synode composée par les I.P.S. Métropolités: D. D. Calinic, Le Primat de la Roumanie et D. D. Iosif, Le Métropolit de la Moldavie et de Suceava et l'Evêque de Roman D. Melchisedek, La Typographie des Livres Ecclésiastiques, București, 1883, pp. 3-4.

⁹ Tenaient le lieu des absents.

¹⁰ Etude sur l'hierarchie et l'institution synodale de l'église orthodoxe de l'Est en général et sur l'hierarchie et l'institution synodale de l'église orthodoxe en spécial, pp. 24-26.

¹¹ La conception de Șaguna comparait l'Eglise à un organisme qui fonctionne et grandit seulement par une action continue et harmonieuse de toutes ses parties constitutives. Tandis que pour les prélats étaient réservés les pouvoirs législatifs et juridiques, on a permis aux laïques une participation élargie dans les branches de l'éducation et des finances appartenant à l'administration de l'église. Ce n'était pas l'idée d'Andrei Șaguna faire une concession aux théories politiques libérales prédominantes, mais revigorer les pratiques du christianisme primaire d'implication de tous les chrétiens dans la vie de l'Eglise, conformément à leurs études.

¹² Keith Hitchins, *Ortodoxie și naționalitate. Andrei Șaguna și românii din Transilvania 1846-1873*, Ed. Univers Enciclopedic, București, 1995, pp. 278-280.

¹³ Arhivele Naționale din București, Fond Mârzescu familial, dosar 64/ „după 1882”, fila 9.

- ¹⁴ Arhivele Naționale din București, Fond Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice, vol. VI (1877-1892). Corespondența Sf. Sinod (1880-1883), dosar 7/1880, fila 260.
- ¹⁵ Simion Mehedinți, *Către Noua Generație*, Editura Minerva, București, 1912, p. 35.
- ¹⁶ Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice, *Estracte din legislațiile școlare ale teritoriilor străine – Franța, Belgia*, 1886, pp. 5-34.
- ¹⁷ *Conferințele școlare*, în „B.O.R.”, an XXV, nr. 3, 1901, p. 313.
- ¹⁸ Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice, *Eroii războiului de independență*, Institutul de Arte Grafice Carol Göbl, București, 1898, pp. III-VIII.
- ¹⁹ Ministerul Instrucțiunii Publice și al Cultelor, *Colecțiunea legilor, regulamentelor, programelor și diferitelor deciziuni și dispozițiuni generale ale acestui departament de la ianuarie 1901 – iulie 1904*, Imprimeria Statului, București, 1904, pp. 560-561.
- ²⁰ *Ibidem*, p. 560.
- ²¹ *Ședința din 1 mai 1901 a Sf. Sinod*, în „B.O.R.”, an XXV, nr. 4, 1901, p. 5.
- ²² *O cuvântare ocazională*, în „B.O.R.”, an XXV, nr. 3, 1901, pp. 314-316.
- ²³ *Ibidem*, p. 27.
- ²⁴ *Funcționarea organismelor ierarhice în Biserica ortodoxă*, în „B.O.R.”, an. VII, nr. 4, aprilie, 1883, pp. 206-207.
- ²⁵ Mihai Eminescu, *Ortodoxia*, Editura Eikon, Cluj-Napoca, 2003, p. 27.
- ²⁶ Iosif Petru M. Pal, *Originea catolicilor din Moldova și franciscanii pastorii lor de veacuri*, Tipografia „Serafica” Săbăoani – Roman, 1942, p. 215.
- ²⁷ *Ibidem*, p. 222.
- ²⁸ À l’opinion d’Eminescu, la métropole romano-catholique fut créée pour diminuer la position de la dynastie Hohenzollern dans la Roumanie, considérée être une des mesures que Austro-Hongrie désirait s’assurer une influence déterminante sur les peuples de l’Orient (Mihai Eminescu, *Ortodoxia*, Editura Eikon, Cluj-Napoca, 2003, pp. 29-32).
- ²⁹ Episcopul Melchisedec, *Papismul și starea actuală a bisericii orthodoxe în Regatul României*, Tipografia Cărților Bisericești, București, 1883, pp. 39-40.
- ³⁰ *Ibidem*, pp. 45-47.
- ³¹ Mihai Eminescu, *Dup-o tăcere îndelungată ...*, publicat în „Timpul”, VIII, nr. 124, 5 iunie 1883, p. 1, 4 iunie 1883, în *op.cit.*, pp. 76-83.
- ³² *Ibidem*, p. 89.
- ³³ Mihai Eminescu, *op.cit.*, Editura Eikon, Cluj-Napoca, 2003, p. 28.
- ³⁴ L’allocution de PS Petru Gherghel, Evêque de Iași, à 120^e anniversaire de l’Archidiocèse de Bucarest, București, 28.04.2003, <http://www.catholica.ro/documente/index3.asp?id=304>.
- ³⁵ *Biserica noastră și cultele minoritare*, Ed. Albatros, București, 2000, pp. 376-377.
- ³⁶ Dan Berindei, *op.cit.*, p. 253.
- ³⁷ *Cronica bisericească*, în „B.O.R.”, an XXV, nr. 3, 1901, pp. 303-317.
- ³⁸ L’archiprêtre Isidor Onciul, professeur d’Archéologie Biblique à la faculté de Cernăuți envoyait un manuel *L’Archéologie Biblique* à la bibliothèque du Saint Synode. (*Sumarul ședinței S-tului Sinod de la 24 Noembrie 1884*, în „B.O.R.”, an. VIII, nr. 12, 1884, p. 7).
- ³⁹ Officiellement, la Roumanie a respecté le calendrier julien jusqu’à 1921, mais on était habitué dans la haute société d’écrire toutes les deux dates, conformément à ceux deux calendriers, dès le 1860. (Gabriel Badea-Păun, *Carmen Sylva (1843-1916). Uimitoarea regină Elisabeta a României*, Ed. Humanitas, București, 2007, p. 86).
- ⁴⁰ Arhivele Naționale din București, Fond Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice, vol. VI (1877-1892), dosar 370/1880, f. 54.
- ⁴¹ *Raportul P.S. Sofronie Craioveanu*, în „B.O.R.”, an XXV, nr. 3, 1901, pp. 329-331.

⁴² *La loi sur l'enseignement primaire et normale-primaire*, dans *La collection des lois, règlements, programmes et décisions divers et dispositions générales de ce département, des années 1864-1901*, Bucuresci, 1901, pp. 114-115.

⁴³ Simion Mehedinti, *op.cit.*, p. 45.

LES DÉBUTS DE L'ACTIVITÉ POLITIQUE DE IANCU FLONDOR AU SERVICE DU MOUVEMENT NATIONAL DES ROUMAINS DE LA BUCOVINE

Gafița Vlad
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: *Iancu Flondor a pășit pe scena politică a ducatului Bucovinei la finele secolului al XIX-lea, într-un moment decisiv al evoluției mișcării naționale românești din provincie. Transformarea în 1892 a Societății politice „Concordia” într-un veritabil partid reprezentativ pentru românii bucovineni a fost un proces la care a contribuit și Flondor; în numai câțiva ani, el a reușit să se impună ca unul din liderii marcanți ai mișcării de emancipare, alături de politicieni ca George Popovici sau Iancu Zotta.*

a) Quelques repères généalogiques sur la famille Flondor

La famille de boyards Flondor a été une des plus anciennes familles de la Moldavie, ses membres ont détenu des fonctions tout en commençant avec le XVI^e siècle¹. Il est important de souligner que cette famille de boyards moldaves n'a pas porté dès le début le nom de Flondor. Certains chercheurs considèrent que les Flondor descendraient même d'Alexandru Vodă Lăpușneanu, mais cette hypothèse est incertaine et insuffisamment vérifiée. Un acte princier de Grigore Ghica, de 1730, donné au vornic Șerban Flondor, rappelait que: "(...) Dès le début, leur surnom a été Lăpușneanu, et ensuite il est resté Albotă de Pavel Vornicul". Le surnom de Lăpușneanu de la famille, antérieure à celui d'Albotă est lié du nom de Constantin, un grand boyard moldave du début du XVI^e siècle, qui semble avoir été un fils naturel (?) d'Alexandru Lăpușneanu. Constantin avait été knèze de Kiev². Il a eu deux fils: Pavel Albotă, grand *vornic*, et Ioan Albotă. Ceux-ci portaient le nom d'Albotă de leur grand-père maternel, qui avait été grand *postelnic* de la Moldavie dans la période comprise entre 1531-1537, donc pendant le premier règne de Petru Rareș (1527-1538)³. Donc, le nom certain des ancêtres des Flondor a été Albotă⁴.

Le nom de Flondor apparaissait pour la première fois au fils du grand *vornic* Pavel Albotă, Toader, qui a détenu dans la seconde moitié du XVII^e siècle la fonction de grand *armaș*. Les chroniques de la Moldavie mentionnent quelques fois ce boyard. Le *vornic* Neculce décrit dans sa chronique un épisode de l'année 1679, du troisième règne de Gheorghe Duca (novembre 1678-25 décembre 1683), qui a eu comme protagonistes, entre autres, Toader Flondor. Les boyards George Bogdan, *vel jitnicer*, Vasile Geuca, le trésorier et Lupu *stolnicul* ont essayé d'amasser des troupes pour détrôner Duca voïvode. Ion Neculce montrait que Gheorghe Duca avait attrapé ces boyards "(...) les a beaucoup grondé, et ensuite a appelé Toader Flondor *vel armaș* et lui a ordonné les couper les têtes à tous les trois, à midi, à la fontaine, devant les portes des cours princières."⁵

Le même Ion Neculce relatait dans sa chronique que Toader Flondor est resté fidèle au prince régnant Dumitrașco Cantacuzino (janvier 1684-15 juin 1685), qu'il a préféré ne pas participer aux complots de la Porte Ottomane, dans lesquels étaient entraînés une grande partie des boyards moldaves qui voulaient comme prince régnant Constantin Cantemir. L'essai de détrôner Dumitrașco Vodă a échoué et à cette occasion, le chroniqueur met Toader Flondor dans une lumière favorable: „(...) et c'est envers Flondor que Dumitrașco Vodă avait de l'amour et de la pitié”⁶. Le fils de Toader, le *vel medelnicer* Șerban Flondor, a reçu en 1730 du prince régnant de la Moldavie Grigore Ghica une confirmation dans les fonctions de grand *medelnicer* et „*vornic* à Câmpulungu russe”. La famille Flondor a détenu pendant quatre générations la fonction de *vornic* de Câmpulung sur Ceremuș, fonction à caractère judiciaire et administratif dépendante de Starostia de Cernăuți⁷. Șerban Flondor détenait en 1749 les domaines: Putila, Șipotetele, une moitié de Câmpulungul russe, Milie, Hlinița Băinu, Melenconți, Robelicensi, Domușeni et Bivolari. Par son épouse, Catrina, la fille du *serdar* Vasile Băinschi, Șerban Flondor avait des liaisons de parenté avec des autres familles de boyards comme: Arap, Buhuș, Ureche. Il a eu trois enfants : Toader Flondor, marié avec une Stârcea, Lupa Cracalia et Ioan Flondor, qui a épousé Nastasia Arap⁸.

Ioan Flondor (1710-1784) est considéré l'ancêtre de tous les Flondor de la Bucovine, parce que la descendance de la famille dans cette partie de la Moldavie est assurée de trois de ses cinq fils (c'est à dire Gheorghe, Constantin et Dimitrie). Les autres deux fils, Vasile – l'aîné et Ion – le cadet n'ont pas eu des enfants. Les filles de Ioan Flondor et de Nastasia Arap ont été: Elisabeta, Alexandra Stârcea, Maria Vasilco et Anica Potlog.

Dimitrie chevalier de Flondor – Marié avec Anica de Vasilco, il représente une première phase dans la descendance de la branche (la ligne) I de la famille Flondor. Les enfants de ceux-ci ont été: Mihai, Dimitrie, Ion, Isidor, Leon, Casandra – mariée Giurgiuvan, Maria – mariée Ianoș, et Gheorghe chevalier de Flondor. Le dernier, marié avec Elena de Volcinschi, a eu deux fils: Nicolae et George chevalier de Flondor, qui deviendra le chef de la première branche qu'avait détenu son grand-père, Dimitrie chevalier de Flondor, et le possesseur du domaine Robelicensi, de Basarabia. George n'y est pas resté, il s'est établi en Bucovine; il a eu deux enfants: Othon Flondor et Elena baronne de Styrcea et comtesse Bigot de St. Quentin.

Le chef de la seconde ligne a été Gheorghe Flondor, qui détenait le domaine Hlinița de Bucovine. Il a eu cinq enfants: Emanoil, Ecaterina baronne Wassilco, Olimpia de Tabora, George Flondor, Alexandru Flondor. Ensuite, le chef de la deuxième ligne est devenu Alexandru Flondor; Emanoil Flondor (député) a été son fils; celui-ci a épousé Elena de Zotta⁹.

Constantin Flondor, marié avec Paraschiva Calmuțchi, a été le chef de la troisième ligne de descendance. Ils ont eu les suivants enfants: Ecaterina, mariée Grigorcea; Nastasia, mariée Perjul; Maria; Elisabeta, mariée Verdeș; Gheorghe, Nicolae et Dimitrie. Par Dimitrie et Nicolae, la ligne de Constantin s'est rompu en deux parties: une branche qui s'est déplacée en Basarabia – celle de Dimitrie Flondor, qui possédait le domaine Glinca et une branche qui est restée en Bucovina, conduite

par Nicolae chevalier de Flondor, qui deviendra le chef de la troisième ligne et qui a détenu les domaines: Rogojești, Ropcea et Storojineț. Il a eu deux enfants, Gheorghe et Eufrosina baronne Hurmuzachi.

Gheorghe Flondor, mariée avec Isabella de Buchental a eu sept enfants: Aglae, Costachi, Ecaterina – décédés; Elena Mavrocordat, Teodor Flondor, marié avec Maria, née Ciuntu, **Ioan Flondor (Iancu)**, marié avec Elena de Zotta, Nicu Flondor, marié avec Elena de Grigorcea¹⁰.

Après l'annexion du nord de la Moldavie par l'Autriche Habsbourgeoise, pendant les années 1774-1775, la nouvelle administration impériale s'est proposée l'intégration dans ses propres structures des boyards roumains. Après l'occupation de la Bucovine, la majorité des familles de boyards du Pays Haut se soumettaient à l'Autriche. Leur nombre entre 1775-1786 (l'annexion de la Bucovine à Galiția) se présentait de la manière suivante: 18 familles de grands boyards, 119 familles de petits boyards et 154 familles de *mazili*¹¹. Afin de mettre d'accord la situation de la noblesse locale avec celle du Royaume de Galiția et Lodomeria, l'empereur Iosif II émettait le 14 mars 1787 une patente qui établissait:

„1. À l'avenir, les titres de boyard, *mazil* etc. disparaîtront totalement et la noblesse toute entière de la Bucovine sera répartie en *Herren* et *Ritterstand*.

2. Le *Herrenstand* proprement dit comprend les rangs de comte et de baron que reçoivent toutes les familles qui ont occupé en Moldavie un des 12 rangs de grands boyards et font la preuve qu'ils détiennent dans les pays césaro – impériaux 3000 florins comme revenu annuel”. Au point 5 de la patente on affirmait que: "Le *Ritterstand*, avec le droit d'immatriculation est reconnu par cela à tous les boyards et les *mazili*, sans qu'il soit nécessaire de les solliciter comme dans le cas des nobles polonais par la patente de 13 juin 1775”. Chaque boyard encadré dans le système nobiliaire autrichien (*Landstandi*) pouvait obtenir une place et voter dans la Diète à l'échange d'une contribution de 75 florini¹². La majorité des boyards de la Bucovine ont demandé et ont obtenu l'indigénat (la citoyenneté) et étaient inscrits dans le registre de matricules qui tenait l'évidence de la noblesse (*Bukowiner Majestatbuch*). La plus part d'entre eux deviennent des chevaliers (*Ritter von*) et seulement quelques-uns des barons et des contes (*Herren*)¹³.

La famille Flondor a obtenu le titre de noblesse autrichien le 19 novembre 1789¹⁴ avec le titre de *Ritter* (Chevalier). Les Autrichiens ont mis d'accord l'ancien statut des boyards moldaves des Flondors avec le nouveau statut de nobles de Galiția: „Antiqua et nobilissima familia Albote procedere Flondori & etiam cum principibus Moldaviae affinitatem habuisse”¹⁵. De la famille Flondor a reçu le titre de *Herren* une seule branche, celle de Nicu Flondor, avec ses fils Radu et Alexandru Flondor. Les Flondor ont édifié l'église „Adormirea Maicii Domnului” de Hlinița (en 1786) et l'église „Sfântul Gheorghe” de Storojineț, en 1888¹⁶.

Dans la période de l'occupation autrichienne de la Bucovine (1775-1918) une grande partie des boyards autochtones a perdu leurs positions sociales et leurs fortunes, à l'exception de quelques familles comme: Hurmuzachi, Flondor, Vasilco, Grigorcea, Onciul, Mustața etc.; celles-ci ont joué un rôle important dans la vie politique, sociale, économique et culturelle de la Bucovine¹⁷.

Iancu Flondor est né le 16 août 1865, à Storojineț¹⁸ ; il était le deuxième fils de George et de Isabella, né Buchental. Son frère aîné, Tudor Flondor (22.07.1862-23.06.1908)¹⁹ s'est remarqué comme un bon compositeur, mais aussi comme un homme politique, pendant que son frère cadet, Nicu (15.06.1872-1948) a été le seul de toute la famille qui a obtenu le titre de baron²⁰. En général les Flondors détenaient le rang de chevalier (*Ritter*), comme d'ailleurs la majorité de la noblesse autochtone de la Bucovine. "On racontait qu'on avait offert le titre de baron à Iancu Flondor, mais il l'avait refusé"²¹.

„Le boyard de Storojineț” a grandi et s'est formé dans un milieu familial typique pour les boyards autochtones. Les enfants de Gheorghe et de Isabella ont reçu auprès de la ligne de conduite morale ou du comportement social, une éducation musicale solide, aussi ; d'ailleurs, tous ont eu des préoccupations comme des instrumentistes, mais aussi dans le domaine de la composition²². Seulement Tudor s'est construit une carrière musicale. Les autres deux frères ont choisi s'impliquer dans la vie politique et nationale. Iancu Flondor a suivi les études universitaires, il absolvait en 1887 la Faculté de Droit de l'Université Francisco-Josephine de Cernăuți²³ ; il a pris son doctorat dans le même domaine, en 1894, à l'Université de Vienne²⁴.

Le 11 février 1899 il avait épousé Elena de Zotta, la fille du défunt Dr Ioan chevalier de Zotta (président de P.N.R. – „Concordia”) et d'Elena, née Hurmuzachi. Les deux jeunes mariés étaient orthodoxes selon leur père et catholiques selon leur mère. Ils ont été mariés selon le rite orthodoxe par le prêtre paroissial de la localité Gogolina, Constantin Voronca. Leurs parrains ont été Eudoxiu baron de Hurmuzachi – député impérial dans le Parlement de Vienne, et la sœur de Iancu, Elena Mavrocordat, née Flondor²⁵. Iancu et Elena de Flondor ont eu trois fils: Șerban Flondor (1900-1971) – marié avec Nadejda Știrbei; Neagoe Flondor (1901-1952) – marié avec Elena de Grigorcea et Mircea Flondor (1908-1927), mort dès sa jeunesse, à l'âge de seulement 19 ans.

Comme sa propre personne, d'ailleurs, l'atmosphère de la maison et du domaine du „boyard de Storojineț” était une tout à fait exemplaire. Dans l'ouvrage *Rutenisarea Bucovinei și causele deznaționalizării poporului român*, (București, Minerva – Institut de arte grafice și editură, 1904, p. 242, 243) – l'auteur Isidor Ieșan fait une impressionnante description du nationalisme pur et sincère promu par Flondor vis-à-vis tous ses proches:

„C'est à cet endroit que je dois montrer comme l'unique et le plus beau exemple, la famille du Monsieur Iancu, chevalier de Flondor, grand propriétaire en Storojineț. Sa femme est une Roumaine véritable, ses enfants grandissent comme des véritables Roumains, même les gouvernantes pour ses enfants sont des jeunes (filles) roumaines, qui ont fréquenté l'École Supérieure de Filles de București – L'Asile «Elena Doamna», et pas des étrangères venues de l'Allemagne ou de France, ou d'ailleurs, comme font des autres Roumains autochtones très grands. Dans sa maison, on parle seulement la langue roumaine, sur son bureau se trouvent des feuilles des quotidiens et des gazettes illustrées seulement en roumain, sa bibliothèque est composée en grande partie d'œuvres roumaines, presque toute l'édition de

l'Académie Roumaine s'y trouve. N'importe qui entre dans sa maison, il entre dans une maison roumaine et est obligé à parler en roumain... Lui-même, ainsi que sa maison toute entière, sont entourés seulement de Roumains, dans le service de son domaine se retrouvent surtout des Roumains.

L'automne de l'année 1900 lorsque j'ai visité Storojineț pendant mon congé et je suis resté chez lui presque pour un mois, j'ai été enchanté de ses sentiments sublimes de Roumain véritable, purs et conscients mis au service de la cause des Roumains, chose qui arrive si rarement à nos boyards de la Bucovine. En dehors des boyards Hurmuzachi, nous n'avons pas eu d'autres boyards roumains si braves, comme le Dr Flondor que nous venons de mentionner. Donc, il est explicable pourquoi celui-ci, de tous les députés roumains de la Diète du pays, est le plus âpre et le plus énergique combattant pour les droits du peuple roumain foulés aux pieds²⁶.

Le roumanisme de Iancu Flondor se manifestait donc non seulement dans le cadre privé, mais aussi dans celui publique; il n'était pas du tout un de façade, comme il arrivait dans le cas de plusieurs nobles autochtones de Bucovine*.

b) Les premiers pas de Iancu Flondor sur la scène politique de la Bucovine. De tous les membres de sa famille, Iancu, chevalier de Flondor s'est construit la plus grande notoriété sur le plan politique et national; à cause de cela, nous ne devons pas laisser l'oubli s'étendre sur sa mémoire et sur celle de ses exploits²⁶.

Le premier modèle dans son évolution comme homme politique au service de la défense des droits des Roumains de la Bucovine a été représenté par son propre père, Gheorghe Flondor (1830-1892). Celui-ci avait fait partie de la partie fédéraliste (autonomiste); il avait milité encore dès 1864 pour l'utilisation de la langue roumaine dans la Diète du pays²⁷. On retrouve George Flondor parmi les membres fondateurs de la Société politique „Concordia”, auprès d'Eudoxiu Hurmuzachi, Nicolae Hurmuzachi, Teodor Ștefanelli, Tit Onciul, Grigore Halip et autres²⁸. De cette manière, il s'inscrivait parmi ceux qui ont mis les bases d'un mouvement national roumain plus puissant et plus cohérent, qui a contribué à la transition de l'étape de l'émancipation culturelle vers l'étape de l'émancipation politique de ses propres concitoyens.

Son fils, Iancu, faisait son début à seulement 27 années sur la scène politique de la Bucovine parallèlement à l'apparition en 1892 du Parti National Roumain – „Concordia”, dans la formation d'un Comité Electoral Central, composé de tous les députés de la Diète et de tous les députés impériaux roumains, mais aussi d'un certain nombre de jeunes hommes politiques comme Iancu Flondor et George Popovici. Le Comité devait organiser la campagne électorale au niveau de la province toute entière; il suivait que ceux élus comme députés forment dans la Diète un club parlementaire distinct²⁹.

Les candidats du Parti National Roumain ont réussi dans les élections d'avril 1892 un résultat assez bon (la majorité relative), ils ont obtenu 14 mandats dans la Diète de la Bucovine. Les Allemands (ensembles aux Juifs) envoyaient dans

l'organe législatif provincial 7 députés, les Arméniens – Polonais – 5, pendant que les Ukrainiens – 4.

Iancu a appuyé son père dans la campagne électorale, celui-ci a été élu comme député dans le district Storojineț³⁰. Malheureusement, Gheorghe Flondor n'a pas pu exercer son mandat, il a décédé en juin 1892. Sur la place restée vacante, a été choisi un autre membre marquant du parti, Modest chevalier de Grigorcea; celui-ci a bénéficié de 50 votes des électeurs, pendant que son contre candidat, Gheorghe Popescu n'a pas obtenu que quatre votes³¹.

Le drame personnel de la mort de son père n'a pas découragé Iancu Flondor, mais au contraire, l'a déterminé à continuer, à intensifier ses efforts dans la lutte pour l'émancipation des Roumains de Bucovine. Auprès de Constantin Morariu, Dimitrie Bucevschi ou George Popovici, il agira dans le sens de la consolidation du Parti National, il a contribué à la fondation en janvier 1893 de la Gazette pour le peuple – „Deșteptarea”³². Le journal devenait le porte – parole de message politique de l'„aile jeune” du parti; celui-ci a été dédié les premiers années de son apparition au développement et à l'émancipation de la classe paysanne. „Deșteptarea” publiait des conseils législatifs, économiques, des pages d'histoire universelle et nationale ou des conseils patriotiques³³.

Iancu Flondor, comme membre marquant de P.N.R. – „Concordia” a soutenu, aussi, l'activité de l'organe de presse officiel de celui-ci, „Gazeta Bucovinei”. Dans une lettre du printemps de l'année 1894, Iancu Zotta informait Flondor qu'en conformité avec la décision de l'assemblée générale de 5 mars de la „Concordia”, il doit contribuer avec 25 Florini des 1500 que l'association était obligée à mettre à la disposition pour la rédaction de „Gazeta Bucovinei”³⁴.

Comme plusieurs membres de l'élite roumaine de la Bucovine, Iancu Flondor a fait partie de *Societatea pentru cultura și literatură română în Bucovina* (*La Société pour la culture et la littérature roumaine en Bucovine*); on lui avait proposé même d'occuper la fonction de vice-président de celle-ci³⁵. Pour appuyer l'émancipation intellectuelle et politique des paysans de son domaine (Storojineț) il a soutenu la création en 1896 de la Société de lecture „Crai Nou”. Le but de l'association visait l'élévation du niveau intellectuel, mais aussi du sentiment national parmi les paysans, ainsi que le soutien matériel des écoliers pauvres de la commune Storojineț. La Société „Crai Nou” dépendait de l'association „Școala Română” de Suceava³⁶. L'attachement et la préoccupation de Iancu Flondor en ce qui concerne l'amélioration de la situation des paysans ont représenté une constante de son activité politique dans le cadre du mouvement national des Roumains de Bucovine.

En dépit de son appartenance formelle à la classe nobiliaire autochtone, Flondor s'est situé le long de toute sa carrière politique auprès des représentants et des élites sorties des masses (éléments de la jeune bourgeoisie roumaine en formation, intellectuels, artisans, paysans). De cette manière, l'approchement et la collaboration avec George Popovici ont été sincères; il est évident qu'il ne s'agissait pas du tout d'attitudes conjecturales ou déterminés d'opportunisme politique.

La nécessité de la réformation de l'intérieur du Parti National Roumain était devenue astringente parce que l'ancien noyau de direction composé des anciens

conservateurs manifestait une „somnolence politique” nuisible³⁷, dans les relations avec le gouvernement provincial, mais aussi avec les partis des autres ethnies de la Bucovine.

Le printemps de l'année 1897, l'unité du Parti National Roumain s'est dispersée dans le contexte du décès du président Ioan Zotta. Les jeunes du parti, groupés autour de George Popovici et Iancu Flondor, composaient en avril un nouveau comité de direction, dont le principal objectif était la réorganisation et la réforme du parti. A l'intérieur de celui-ci se sont développées deux fractions : celle des conservateurs et celle des jeunes qui s'auto – intituleront radicaux. Le groupe conservateur se proposait de continuer la ligne de conduite politique modérée dans les relations avec le gouvernement du duché, pendant que le groupe „des jeunes Roumains” se prononçait pour des actions plus radicales, mais qui pourraient déterminer des conflits ou des tensions avec les représentants des autres nationalités, ainsi qu'avec les autorités locales³⁸.

Pour apporter un nouveau souffle au courant politique qu'ils s'étaient proposés de construire, Iancu Flondor et George Popovici se sont décidés de fonder un nouvel officieux de parti, qui devrait être conduit par le transylvain Valeriu Braniște. „Gazeta Bucovinei” finissait d'apparaître, elle était remplacée par „Patria”.

Braniște arrivait à Cernăuți à la fin du mois de juin lorsqu'il signait avec Modest Grigorcea – le président délégué du comité rédactionnel – le contrat d'édition du journal. Le comité de rédaction de „Patria” était conduit par Iancu Flondor, ensemble aux députés roumains de la Diète du pays et de Reichsrath. Conformément à l'accord, Valeriu Braniște devait conduire la publication pendant une année, avec trois apparitions par semaine à l'échange de la somme de 4000 florini. Les négociations entre la direction du parti radical et le journaliste de Brașov ont continué jusque vers la fin de l'année 1897, quoique le journal apparaisse dès le mois de juin. Dans une lettre de 24 décembre de Valeriu Braniște adressée à Modest Grigorcea, le journaliste transylvain demandait aux leaders du parti national une subvention annuelle de 1500 florini, qui devait être payées en quatre rates, ainsi que l'accordage d'une large liberté dans l'édition et la direction de la publication³⁹. Ses doléances ont été acceptées par le président et le principal financier du journal „Patria” (Iancu Flondor), qui, le même mois décembre, l'assurait de „la totale indépendance morale dans la direction du journal”, et l'attentionnait que le seul objectif que celui-ci doit suivre est „l'intérêt des Roumains”⁴⁰.

Quoique directeur de l'organe de presse du Parti National Radical Roumain, Valeriu Braniște n'était pas mentionné dans la cassette technique du journal, pour qu'il ne soit exposé et pour qu'il n'attire pas les suspicions des autorités. Dans le sous-sol de la troisième page du premier numéro de „Patria” (de 2/14 juin 1897) apparaissait comme éditeur – le Dr Emilian Criclevici et comme rédacteur responsable – Dimitrie Bucevschi. La publication a été imprimée par la Société typographique de Bucovine de Cernăuți⁴¹. Valeriu Braniște „signait” ses éditoriaux avec un astérisque, les feuillets avec „vbr” ou „b-a-z”, pendant que les articles à caractère politique plus modéré, avec son nom complet⁴².

Dès le début, le programme du journal „Patria” a coïncidé avec les lignes doctrinaires du Parti National Roumain; celui-ci a été en fait le résultat de l'accord entre les conceptions des jeunes leaders roumains de la Bucovine et les idées d'organisation de la lutte nationale promues par le publiciste transylvain.

Avant d'exposer les fondements idéologiques du nouveau parti, les rédacteurs de „Patria”, et par leur voix, les jeunes dirigeants du Parti National affirmaient que: „L'étendard est nouveau, mais pas la cause dans le nom de laquelle il se hausse, parce que celle-ci existe depuis longtemps et elle a résisté continuellement dès le moment où le roumanisme est arrivé à la conscience de sa propre importance (...) et depuis quand le roumanisme de la Bucovine est arrivé dans la conscience de ses droits inaliénables nationaux et de citoyenneté. Donc, nous ne voulons pas une chose nouvelle et s'il est possible de parler dans cette étude introductive de quelque chose de nouveau, alors on parlera seulement de l'intensité et des dimensions de l'ouvrage que nous voulons démarrer – et nous en pouvons parler”⁴³.

Les principaux objectifs du Parti National Radical Roumain (le développement de la conscience nationale, la réalisation de la solidarité entre toutes les classes sociales roumaines, l'élévation du niveau moral, culturel, religieux des autochtones de la Bucovine) ne présentent par un caractère nouveau, mais par un nouvel abord, plus radical, ils se différencient de ceux des programmes politiques antérieurs.

Les jeunes radicaux étayaient leurs discours politique sur l'application du principe national dans tous les domaines de la vie publique et sociale. De cette manière, celui-ci devait se retrouver à la base du développement complet et libre de la langue maternelle, de l'enseignement et de l'éducation nationale, de l'„égale jugement (n. n. – des Roumains) dans tous les domaines de la vie publique”⁴⁴. Les nationalistes radicaux et le journal „Patria” soutenaient aussi l'autonomie complète de l'église orthodoxe, considérée comme „la seconde mère pour le peuple roumain, (...) bouclier puissant et jamais vaincu les jours de malheur et source limpide donneuse de vie dans les jours sereins”⁴⁵. Sur le plan économique, la consolidation de l'élément roumain du duché devait se réaliser par le soutien d'une agriculture moderne; pour résister à la concurrence allemande-juive, les Roumains étaient obligés à aborder des autres domaines, aussi, comme celui industriel.

Dès ses premières apparitions, l'organe de presse du Parti National Radical Roumain s'est préoccupé d'une manière plus grande que „Gazeta Bucovinei” de soutenir l'identitarisme roumain en Bucovine, tout en abordant le problème national d'une manière plus claire, plus cohérente. La nouvelle attitude du journal „Patria” est due à la vision réformatrice des jeunes leaders nationalistes (Iancu Flondor et George Popovici), ainsi qu'à l'efficacité imposée par le directeur transylvain de la publication, Valeriu Braniște.

Les membres du Parti National radical et les rédacteurs de „Patria” ont compris que la réorganisation de la formation politique roumaine ne peut pas être réalisée sans connaître et surtout, sans améliorer les réalités économiques, sociales, politiques de la Bucovine. Dans un tel contexte, dans sa première année d'apparition, la gazette „Patria” a apporté dans le débat publique du duché des questions liées de la

conservation et du développement de l'identité des Roumains de Bucovine, comme : la lutte pour la langue nationale, l'école et l'enseignement roumain de Bucovine, la structure ethnique des fonctionnaires de la province – influencée soit par la germanisation, soit par la slavisation.

Ayant au premier plan l'application du principe national, les jeunes élites considéraient que la lutte pour l'affirmation de la langue roumaine en Bucovine ne doit plus dépendre du gouvernement, mais des ressorts de la société autochtone en ensemble. La langue, comme „partie constituante de la vie nationale”⁴⁶ ne sera validée qu'au moment où elle représentera „une partie organique dans la vie privée, familière (n. n. familiale), sociale et culturelle du peuple tout entier ”⁴⁷. Le principal objectif lié de l'affirmation de la langue roumaine en Bucovine était donc influencé par la nécessité de sa valorisation sur tous les plans de la vie privée, sociale et publique.

Tout en partant de la réalité que les Roumains de la Bucovine étaient en leur majorité des agriculteurs, le Parti National Radical Roumain se proposait de diriger son attention et tous ses efforts dans la direction de l'émancipation culturelle (par l'éducation) et économique de la couche paysanne autochtone: „Nous sommes un peuple agriculteur (...) et c'est à cause de cela que notre attention doit se diriger tout de suite vers notre agriculture, sur la catégorie des agriculteurs et, par l'éducation, qu'on hausse le pouvoir de notre peuple”⁴⁸.

Quoique les autorités aient fondé quelques écoles à profil agricole pour les Roumains, leur efficacité a été assez réduite, grâce à l'apparition au cadre de celles-ci du procès de germanisation. La décision du Comité du Pays de fonder à Rădăuți une école agronomique roumaine est en principe appréciée par le directeur du journal „Patria” (Valeriu Braniște), mais avec certaines réserves vis-à-vis quelques prévoyances du statut de fondation, ainsi que vis-à-vis la location de la future école.

Quoique dans l'article 4 du statut on stipule que la langue d'enseignement est le roumain, pourtant les élèves allemands reçus à cette école pouvaient étudier dans leur langue maternelle. Cette exception favorisait d'une manière évidente l'élément ethnique allemand, contribuant en réalité à la germanisation et à la desnationalisation. La mesure était pratiquement contraire au but initial de fondation de cette institution d'enseignement à profil agricole, avec l'enseignement dans la langue roumaine.

La situation de l'école de Rădăuți avait des antécédents, Valeriu Braniște a offert l'exemple de l'école roumaine de menuiserie de Câmpulung, où après la seconde année de fonctionnement, le phénomène de la germanisation avait déjà commencé à se préfigurer. L'anxiété exprimée par le journaliste de Brașov concernant la location de la nouvelle école (Rădăuți) se justifiait par le fait qu'aux alentours de la ville se trouvaient de nombreuses colonies allemandes, qui envoyaient à l'école des enfants allemands et mettaient de cette manière „la pierre fondamentale pour la germanisation”⁴⁹. Le journal „Patria” considérait comme l'unique mesure réparatrice l'abrogation de l'article 4 du Statut de fondation de l'école agronomique de Rădăuți.

La déconsidération et le mépris vis-à-vis l'enseignement roumain de Bucovine étaient devenus une pratique habituelle pour les autorités et les institutions de ressort de la province. Le cas de la nomination illégale et abusive d'un inspecteur scolaire étranger (Carol Kuczynski) dans un district avec la majorité roumaine comme Suceava était de notoriété à l'époque. Même les autorités avaient transgressé la législation, qui prévoyait que l'inspecteur scolaire devait être nommé en fonction de la nationalité de la majorité des élèves d'un district. On ajoutait aux abus de Carol Kuczynski envers les cadres didactiques roumains, le manque de réaction (des mesures pécuniaires) envers les parents qui refusaient envoyer leurs enfants à l'école⁵⁰.

Mais les problèmes de l'enseignement roumain de Bucovine étaient dus, aussi, à des autres facteurs comme: les carences du système d'instruction, le manque presque total d'esprit national roumain dans les plans d'enseignement, l'ignorance et le mépris de certains leaders roumains en ce qui concerne le développement de la culture nationale etc. Tous ces éléments ont déterminé parmi les paysans roumains le manque d'une „conscience de l'importance de l'instruction et des effets bénéfiques de l'éducation”⁵¹. Triste, mais avec esprit critique, Braniște affirmait: „Ne soyons pas si étonnés si on n'aperçoit pas à notre peuple cette application-là pour l'école, comme il serait juste, tout en connaissant le caractère de celui-ci. Mais la faute n'appartient pas au peuple, mais au système et elle se retrouve dans les tendances interdites qui y se sont faufilees”⁵².

La prévalence des bureaucrates étrangers (Allemands, Juifs, Polonais etc.) qui occupaient la majorité des fonctions dans toutes les structures de l'administration de la Bucovine, en comparaison aux Roumains, dont l'accès était extrêmement limité ne pouvait pas être acceptée par les politiciens du Parti National Radical. La tendance de germanisation de tous les domaines de la vie publique était devenue inquiétante ; donc, en conséquence, s'imposait l'élimination de l'état d'apathie des autochtones vis-à-vis la situation donnée. La politique des autorités „de transformer la Bucovine (dans) une île du germanisme dans l'est lointain”⁵³ était devenue inacceptable pour les nationalistes radicaux roumains. Renoncer à la passivité et à la politique de compromis pratiquées jusqu'à ce moment-là par les anciens conservateurs représente l'expression d'un nouvel abordage et d'une ligne de conduite imposée par Iancu Flondor et George Popovici, ainsi que par journal „Patria”. L'attitude humble vis-à-vis l'élément allemand commençait à changer, elle se transformait dans une attitude digne, mais fondée sur le respect. „Tout le temps, nous avons été ceux modestes, toujours patients et dévoués au germanisme, nous nous sommes portés toujours avec honnêteté envers eux, même lorsqu'ils nous suspectaient de *dacoroumanisme* et d'autres velléités dissolvantes d'Etat; ni aujourd'hui, même si nous aurions des mots forts, nous ne sommes pas leurs ennemis, parce que celui-ci est notre caractère, n'importe le développement du germanisme, nous ne les mettrons pas de nouvelles pièges, mais nous nous opposerons de toutes nos forces à l'essor extensif parce que cela tient de nos responsabilités”⁵⁴.

Le changement de discours politique des leaders nationalistes roumains de la Bucovine n'était pas suffisant. Il devait être accompagné d'habileté et d'efficacité

pour que les droits des autochtones gagnent réellement. Le Parti National Radical Roumain a du gérer une situation délicate et en même temps contradictoire au niveau de la Bucovine, mais aussi au niveau de Cisleithania.

Au niveau central, le gouvernement fédéraliste de droite, conduit par le comte Kasimir von Badeni (ex-gouverneur de Galiția) voulait attirer le club parlementaire roumain à la coalition majoritaire. Les Roumains de Bucovine ont été d'accord à appuyer le gouvernement central, leur participation a été conditionnée par l'amélioration de la situation des ses propres co-nationaux et de l'augmentation significative du degré d'autonomie du duché. Les conditions des négociations entre les politiciens roumains et le gouverneur Badeni apparaissent synthétisées dans les pages de la gazette „Patria”, de la manière suivante :

„Une chose est sûre: les Roumains de la Bucovine ne peuvent pas appuyer le régime jusqu'au moment où ils n'auront pas des garanties claires que l'esprit ennemi à nous de l'administration du pays ne changerait de ses fondements de manière qu'il représente les vrais intérêts du peuple et du pays, qu'il finisse d'être l'ennemi du développement national normal et qu'il termine d'asservir son but à des tendances mesquines. Nous ne pouvons pas appuyer le régime jusqu'à ce que notre langue ne sera justement prise en considération ainsi que la loi de tous les offices, jusqu'à ce que le régime perverse d'aujourd'hui ne finira de nous servir la justice à l'intermédiaire des gens qui ne connaissent pas notre langue, ni nos coutumes ; nous ne pouvons pas appuyer le régime jusqu'au moment où notre enseignement national ne sera libre de bas en haut et nous et notre église ancestrale ne recevrons les possessions ecclésiastiques. Nous offrons à Dieu ce qui appartient à Dieu, et au César ce qui est au César, mais en même temps nous prétendons inconditionnellement que nous recevons ce qui est le notre”⁵⁵.

Les parlementaires roumains de la Bucovine de Reichsrath ont compris qu'ils ne peuvent pas défendre d'une manière efficace les intérêts de ses propres électeurs qu'auprès des autres clubs autonomistes (Le Club des députés de Boemia, Le Groupe des grands propriétaires conservateurs de Boemia, L'Union Chrétienne – Sociale Slave, Le Club du Parti Catholique Populaire)⁵⁶.

Les politiciens roumains de la Bucovine étaient bien sûr au courant avec le modèle des revendications des Tchèques, soutenu au début par le gouvernement Taaffe, ensuite par celui conduit par le polonais Kasimir Badeni. Ils espéraient que les autorités reconnaîtront leurs aspirations nationales et autonomistes vis-à-vis la politique de hégémonie et centraliste des Allemands⁵⁷.

Le gouvernement Badeni (1895-1897) a essayé, comme dans le cas des Roumains de Bucovine, d'obtenir le soutien politique des Tchèques dans le Parlement, en leur promettant de modifier les concessions faites par Taaffe en ce qui concerne leur langue maternelle. Le projet gouvernemental proposait l'obligation de l'utilisation par tous les fonctionnaires de Boemia et Moravia de la langue tchèque auprès de celle allemande. La réaction de la nation dominante de l'Autriche vis-à-vis de mesures semblables a été une de répulsion. L'élément allemand ne pouvait pas accepter une réduction de son rôle, surtout que, dès 1896, Badeni avait réformé le système électoral de manière que le nombre des représentants allemands avait baissé

en faveur de celui des Slaves. Une nouvelle concession était devenue pratiquement inacceptable⁵⁸. La loi concernant l'introduction de la langue tchèque dans l'administration aurait été un précédent dangereux pour la suprématie de la domination allemande, mais aussi un modèle pour les autres nationalités de Cisleithania. Par conséquent, le projet de loi n'a pas passé à cause de l'obstruction des débats dans le Parlement, mais aussi à cause de la pression de la rue⁵⁹. En novembre 1897, l'empereur Francisc Iosif démettait Badeni, à cause de l'hystérie du parlement des députés allemands⁶⁰, mais aussi à cause du mécontentement „des foules de Vienne”⁶¹.

A cause du soutien de la part des Roumains de Bucovine pour le gouvernement Badeni au niveau central, le Parti Libéral Allemand de Bucovine, par son organe de presse „Bukowiner Nachrichten”, a déclenché une virulente campagne contre les parlementaires autochtones⁶². Les députés roumains de la Bucovine du parlement de Vienne étaient avertis que, par leur collaboration avec le gouvernement fédéraliste de droite, n'ont pas fait autre chose que se jeter dans les bras du slavisme⁶³. Le groupe libéral de la Bucovine (dans le cadre duquel se trouvaient plusieurs Juifs qu'Allemands) n'avait pas pris en calcul le fait que la majorité politique du Parlement Impérial comprenait auprès des députés slaves et roumains deux formations allemandes, aussi (Le Club Di Pauli et Le Club Falkenheyn)⁶⁴.

L'officieux du Parti Libéral (Centraliste) de Bucovine essayait d'induire à l'opinion publique l'idée que, grâce à l'attitude politique des radicaux roumains, les relations entre les autochtones et la „nation politique dominante” étaient devenues de plus en plus tensionnées. La réponse de l'organe de presse du Parti National Radical Roumain a été une argumentée, mais sans équivoque. A l'intermédiaire du journal „Patria”, les leaders politiques roumains donnaient la réplique suivante:

„Tous doivent reconnaître que nous ne luttons pas contre le peuple allemand. Mais ce n'est pas notre faute si les libéraux cherchent à empêcher par violence le juste développement des droits des peuples réunis en Autriche, s'ils foulent aux pieds le prestige du parlement. Nous sommes heurtés fortement dans nos intérêts, nous ne pouvons pas fraterniser avec ceux qui veulent nous agenouiller. Si nous nous attachons à une majorité autonomiste, c'est parce que dans cette direction, nous dirige notre programme autonomiste”⁶⁵.

Le soutien que le club parlementaire roumain du Parlement de Vienne a accordé au gouvernement conduit par Kasimir von Badeni n'a pas été une erreur politique, mais au contraire. L'orientation fédéraliste – autonomiste du conte Badeni offrait aux Roumains de Bucovine, sinon des avantages immédiates, au moins l'espoir de l'amélioration de leur situation. Comme celui-ci était un peuple composé en majorité d'agriculteurs, les autochtones du duché de la Bucovine ne pouvaient se rapprocher d'aucune manière sur le plan politique du libéralisme autrichien – allemand de nuance centraliste. Quoique faiblement développés, les éléments de la petite bourgeoisie et de l'intellectualité roumaine de province se sont situés d'une manière constante dans les rangées du mouvement national, mais pas de la partie du Parti Libéral Centraliste Allemand. Dès 1862, l'immense majorité des élites nationales des Roumains de Bucovine a adhéré au courant autonomiste de l'empire,

mais pas à celui centraliste. La première formation à caractère prédominant politique (La Société des Autonomistes Nationaux) a été de nuance fédéraliste, pendant que les futures sociétés politiques et partis roumains de la Bucovine ont eu comme principal repère programmatique le développement de l'autonomie provinciale.

Les leaders radicaux de Bucovine (Iancu Flondor et George Popovici) ont grandi et ont été éduqués en esprit national et les écoles supérieures allemandes qu'ils ont suivies, n'ont pas pu les transformer en „*bucoviniens germanisés*”⁶⁶. Les politiciens roumains ne pouvaient pas refuser faire partie d'une coalition gouvernementale autonomiste, qui, au moins, en principe, reconnaissait les aspirations de leurs propres co-nationaux, dans une mesure plus grande que les gouvernements centralistes – libéraux de jusqu'à ce moment-là. Pourtant, la confiance des députés roumains dans les promesses du gouvernement Badeni était assez limitée, la lutte politique au niveau central se situant sur des coordonnées assez différentes vis-à-vis celle du niveau provincial. La contradiction entre la situation dans laquelle se trouvaient les politiciens roumains de Vienne et l'état tensionné de l'intérieur du duché – entre les représentants des autochtones et les représentants des Allemands libéraux, alliés au groupe des jeunes Ukrainiens – imposait le re-établissement du Parti National Radical Roumain sur des bases nouvelles.

Le projet de réorganisation du parti avait été dressé en grandes lignes dès l'automne de l'année 1897. La direction centrale de la formation politique a été prise par un comité dirigeant avec le siège à Cernăuți⁶⁷. A la direction au niveau central se subordonnaient les comités districtuels, citadins et communaux.

Les directions d'action et les principes du nouveau parti ont été contournés par les leaders par sept résolutions, qui n'ont pas été données à la publicité (à cause de l'éventuelle susceptibilité des autorités). Les principes de la libre réunion et de la territorialité des membres de parti laissaient ouverte la possibilité de l'appartenance de ceux-ci à d'autres sociétés politiques, aussi. Mais „*Concordia*” devait se développer conformément aux nouvelles directions programmatiques du parti national, auprès des autres associations politiques, culturelles, économiques, sociales, etc. L'objectif principal que les leaders du jeune courant suivaient était constitué par „la sortie de la politique des Roumains de la Bucovine de la tutelle du gouvernement et la subordination de celui-ci aux intérêts roumains”⁶⁸.

A la fin de l'année 1897, le conte Leopold Göess⁶⁹ avait été remplacé avec un nouvel président du pays (gouverneur) – dans la personne du baron Friedrich Bourguignon-Baumberg⁷⁰. Les espoirs des Roumains de Bucovine que sous la nouvelle direction du duché leur situation s'améliorera ne se sont avérés pas fondées.

Pourtant, avec le changement du gouverneur de la Bucovine, le mouvement d'émancipation nationale des autochtones connaîtra un état d'émulation tout à fait particulière. Les leaders du groupe radical du parti national Roumain, ensemble au directeur transylvain du journal „*Patria*” ont imposé l'intensification de la lutte et de la propagande nationale. Dès les premiers mois de l'année 1898, les domaines de la vie publique des Roumains de Bucovine se sont circonscrits à une puissante campagne de presse.

Un pas extrêmement important dans la redéfinition de la lutte politique a été représenté par le réveil du sentiment et de la conscience nationale. Celle-ci était entrée dans un nocif état de léthargie, surtout à cause de l'adoption par certaines élites autochtones des théories cosmopolites – internationalistes, manifestées dans la province sous la forme de „Bukowinaerthum” ou le *bucovinism*. Les instruments par lesquels de telles idées avaient pénétré dans certains cercles de l'opinion publique roumaine de la Bucovine étaient les journaux ainsi – nommés „indépendants”, de langue allemande „Bukowiner Post” „Bukowiner Rundschau”. L'appétence d'une partie des lecteurs roumains pour les productions littéraires, de faible qualité, promues par les publications allemandes mentionnées, mais aussi par des autres, devait être réduite le plus que possible. „La presse roumaine nationale a la dette de constater ce fait, et nous attentionnons le publique roumain de chercher son instruction seulement dans la littérature écrite par les Roumains, car les autres, biensûr, ne nous donnerons pas de bons conseils. En général, il est extrêmement regrettable que, malgré le fait que les Allemands nous méprisent comme un peuple «inférieur», notre publique se tient plus proche et avec prédilection de la presse et de la littérature allemande”⁷¹.

La réjection de l'ainsi nommée „identité de Bucovine” devait être mise en accord avec l'affirmation de l'identité roumaine: „Nous ne sommes pas des *bucovineni*, mais des Roumains avant tout, et donc des fils fidèles à notre patrie et sujets loyaux de notre Prince régnant (n. n. l'empereur de Vienne). Seulement comme Roumains nous avons des raisons d'exister et au moment où, pour l'amour d'un chimère, nous abdiquons (n. n. nous nous dédions) de notre nation, nous perdrons le droit à l'existence, et notre action resterait une chose sans fins. Propager *Bukowinaerthum* comme étoile conduisante, comme le signe sous lequel nous vaincrons et dégrader la nationalité à un sport beau, mais un sport; c'est un pêché dont nous devons nous protéger comme de la mort”⁷².

Le réveil du sentiment national seulement dans les rangées de la partie des élites sur laquelle planaient les dangers de la desnationalisation et de germanisation, ne pouvait pas être suffisant. Le réveil et l'affirmation de la conscience identitaire devaient bénéficier, aussi, du support des „hommes (n. n. des hommes politiques) tout à fait conscients de leur pouvoir et de leur mission”⁷³, capables à émanciper vraiment les masses roumaines. Un bon exemple en ce sens est représenté par le député de Câmpulung, George Popovici.

Exposant des nouvelles élites roumaines, venues de rangées des masses, il se situera parmi ceux qui ouvriront le chemin d'une vie politique plus démocratique dans la Bucovine habsbourgeoise. Dès le printemps de l'année 1897, George Popovici s'est remarqué par ses contacts directs, pas moyennés avec les électeurs⁷⁴; cet abord qui lui avait assuré non seulement le succès électoral, mais aussi une notoriété particulière parmi ses co-nationaux.

La nouvelle manière de faire de la politique promue par le Dr G. Popovici a été prise et appliquée, aussi, par le jeune boyard progressiste, Iancu Flondor. Les leaders mentionnés, auprès des autres membres marquants du P. N. R. R. se sont préoccupés dans la première partie de l'année 1898 pas seulement de questions

d'ordre politique, mais aussi de problèmes liés de l'église orthodoxe ou de l'enseignement dans la langue roumaine.

La fondation de l'Association du clergé gréco – orthodoxe de la Bucovine⁷⁵ a été reçue avec joie, mais il y en avait aussi certains mécontentements dus au manque de représentation des laïques comme exponentiels des fidèles: „Pas seulement les prêtres gréco – orthodoxes ont intérêt à défendre leur église des tendances ennemies et la voir élevée à cette position-là de pouvoir qui lui donne (n. n. confère) complètement le titre d'église seule et toute glorieuse. Les laïques ont le droit et la dette de prétendre leur véritable place dans le cadre de l'Association, s'il est possible que l'Association reste sur le haut piédestal sur lequel ses fondateurs l'ont placée. Donc, nous considérons comme nécessité urgente que l'Association maintenant constituée cherche le plus proche que possible et de la manière la plus libérale d'introduire dans ses statuts cette disposition-là, qui a été omise le long des préparatifs, c'est-à-dire *ouvrir le chemin dans l'association des fils fidèles de l'église*, qui ne sont pas des membres du clergé”⁷⁶. L'aggravation de la situation du Fond Religieux de la Bucovine, ainsi que l'exploitation massive de ses fortunes, plus par les étrangers que par les Roumains, ont déterminé le député impérial, George Popovici, à solliciter au Ministère de l'Agriculture de Vienne le transfert du droit de contrôle sur l'administration des biens au congrès ecclésial. Quoique la proposition vise l'émancipation de l'administration du fond ecclésial gréco-orthodoxe de l'autorité du gouvernement local et sa subordination à la Chancellerie de Cabinet de l'Empereur, elle a été refusée⁷⁷.

Tout comme George Popovici, Iancu Flondor était l'adepte de l'idée de l'intégration de l'église orthodoxe de Bucovine dans les cadres du mouvement national. L'église représentait un des piliers du roumanisme, et c'est à cause de cela que le „boyard de Storojineț” a accordé une attention toute à fait particulière aux prêtres roumains, au plan moral, mais aussi matériel⁷⁸.

Les leaders du parti National Radical roumain ont compris que l'intensification de la lutte d'émancipation nationale ne peut pas se manifester d'une manière complète sans se rapporter, aussi, aux modèles du passé. En ce contexte, le journal „Patria”, par la voix de son rédacteur, Valeriu Braniște rendait hommage à 50 ans aux événements de Câmpia Libertății des alentours Blaj de 3/15 mai 1848⁷⁹. Habilement, le député impérial George Vasilco a soutenu tout en se basant sur la remémoration de l'Assemblée de Blaj pas seulement les droits des Roumains de la Bucovine, mais aussi ceux des frères de la Transylvanie. Vasilco a lancé une attaque à l'adresse de l'Hongrie, dont la politique interne envers les Roumains, apportait de graves préjudices dans les relations externes de la monarchie dualiste avec le Royaume de la Roumanie. L'attitude du politicien roumain de Bucovine a provoqué des réactions des plus contradictoires d'une partie, la presse hongroise l'a condamné d'une manière véhémente, en jetant sur celui-ci un flot d'injures⁸⁰; de l'autre partie, l'archiduc Franz Ferdinand, dont l'antimaghyarisme était assez connu⁸¹, a manifesté le désir de voir et de féliciter Vasilco.

Les protestes du député roumain de Bucovine vis-à-vis les abus de pouvoir des Hongrois, qui ne tenaient pas compte de la manière la plus flagrante de la

nécessité de l'amélioration des relations diplomatiques entre l'Autro-Hongrie et la Roumanie, ont été approuvés et soutenus fortement par Iancu Flondor. „Le boyard de Storojineț” avait inclus cette question dans le cadre de la séance du comité du parti de 4 juillet 1898, tout en mettant au premier plan l'application du principe national, il a soumis au vote du comité P. N. R. un nombre de cinq résolutions:

1. Le Comité P. N. R. de Bucovine, réuni dans la séance de juillet 1898, approuve et soutient l'attitude des députés roumains de la Chambre Impériale, qui respectent le programme national du parti.

2. Le proteste du baron George Wassilco envers la politique antiroumaine des Magyars est approuvé.

3. Le Comité national montre son mécontentement vis-à-vis la décision du Comité du pays de nommer un médecin d'autre nationalité que celle roumaine à la direction de l'hôpital du pays. Les membres roumains du Comité du pays, qui n'ont pas été très décidés dans la défense des intérêts nationaux ont été critiqués.

4. Le Comité national demande aux membres roumains du Conseil scolaire du pays de soutenir sans hésitation le principe national, dans tous les problèmes qui tiennent de l'enseignement dans la langue roumaine. En particulier, on fait des démarches pour la création des classes parallèles roumaines au Gymnase d'Etat Supérieur de Cernăuți.

5. L'organisation d'une nouvelle assemblée générale sous la direction du comité national⁸².

La ligne de conduite du parti, ainsi que le développement d'une stratégie d'action unitaire en vue de la future campagne électorale pour élire les députés de la Diète, soutenus par Iancu Flondor, ont bénéficié de l'appui de George Popovici, aussi. Celui-ci demandait que la direction du parti dispose l'envoi d'une délégation au président du pays, Bourguignon, pour discuter le problème des écoles⁸³.

Le 9 août 1898, le gouvernement de la Bucovine donnait à la publicité la décision d'organiser des élections pour désigner les députés de l'assemblée législative provinciale. Le temps et le lot du scrutin étaient établis de la manière suivante :

I. Les élections pour les communes rurales devaient avoir lieu le 22 septembre 1898, dans les cercles électoraux suivants : 1) Cernăuți, 2) Coțmani (Cozmeni), 3) Rădăuți, 4) Sadagura, 5) Siret, 6) Storojineț, 7) Suceava, 8) Stănești, 9) Zastavna, 10) Vijnița, 11) Gura Humorului, 12) Câmpulung Moldovenesc. Le procès électoral pouvait être prolongé en ces cercles le jour de 23 septembre 1898.

II. Dans les villes Cernăuți, Rădăuți, Siret, Suceava, le scrutin aura lieu dans les jours de 27-28 septembre.

III. Les députés de la Chambre de Commerce de d'Industrie seront élus le 26 septembre.

IV. Les députés de la seconde curie de la grande propriété seront désignés le 30 septembre 1898⁸⁴.

L'organisation pour les élections du Parti National et la conduite de ses propres candidats dans la campagne électorale ont été attentivement et minutieusement préparées. Les leaders du Comité dirigeant ont montré une attention tout à fait particulière à chaque district électoral en partie, organisant des assemblées

des électeurs⁸⁵, dans lesquelles on les expliquait la nouvelle orientation politique du parti.

Le candidat du district Storojineț de la seconde curie de la grande propriété (Iancu Flondor) a proposé et élu comme président de l'assemblée des électeurs le proto-presbytère Ioachim Pătraș, affirmant l'appartenance de la Bucovine à la nation roumaine⁸⁶, et par cela, implicitement, le principe national dans toutes les affaires de la Bucovine. Iancu chevalier de Flondor, en qualité de vice-président du parti et du comité dirigeant de celui-ci, s'est retrouvé parmi les autres élites de la formation politique roumaine (Ioan Lupul – président, Modest Grigorcea – vice-président, Nicu Blându – secrétaire), parmi les signataires du manifeste *Către alegătorii români pentru dieta țării Ducatului Bucovinei (Envers les électeurs roumains pour la diète du pays du Duché de la Bucovine)*.

Ayant à sa base des principes généreux comme: l'affirmation des droits inaliénables des Roumains, la solidarité nationale et la discipline de parti, le document exprimait des revendications d'une grande diversité et compréhension: la disparition du *boieresc*, la libération du paysan, la liberté de la propriété, l'enseignement obligatoire, l'autonomie et l'indépendance du pays en rapport aux autres royaumes et pays de la monarchie (n. n. on fait référence au Royaume de Galicië et Lodomeria), la fondation des écoles roumaines de tous les degrés, l'autonomie de l'église en accord avec le respect réciproque interconfessionnel, la convocation du congrès ecclésial, le développement de l'agriculture, mais aussi d'une industrie qui soutienne les droits et les libertés économiques des Roumains de la Bucovine, le respect de l'intégralité de la petite propriété, l'accord des crédits agricoles d'une manière équitable, la création d'un système d'assurances agricoles, la formation d'associations agricoles efficaces et productives⁸⁷ etc.

L'attitude téméraire et le manque de tout compromis envers les autorités de la partie des politiciens roumains radicaux, manifestés dans la campagne électorale de l'automne de l'année 1898, ouvraient le conflit entre le parti National Radical Roumain et le Nouveau Gouverneur de la province, Friedrich Bourguignon-Baumberg. Tout en combinant la politique traditionnelle „divide et impera” avec des mesures abusives et illégales contre les candidats roumains, le président du pays a essayé de toutes ses forces à modifier le résultat des élections. Bourguignon a nominalisé des rangées des Roumains trois candidats gouvernementaux (l'archimandrite Emanuil Ciuntuleac – à Suceava, Ilarion Onciul – à Rădăuți et Gheorghe Balmoș à Câmpulung Moldovenesc). Le gouverneur du duché les a «appuyé» à l'aide des organes administratifs et de police locaux, par des actions subversives comme: le délai délibéré de la présentation des listes d'électeurs jusque dans le jour des élections ou la modification de ces listes au but d'éloigner ceux qui soutenaient les candidats proposés par le Parti National Radical Roumain. Les actions orchestrées par Bourguignon sont allées jusqu'à l'intimidation des électeurs autochtones à l'aide des gendarmes. Les plus graves transgressions de la loi électorale se sont enregistrées à Suceava, où, le capitaine districtuel Duzinkiewicz, à l'appui du commissaire Zierhoffer, a initié des actions amples contre les électeurs et les candidats roumains. Les listes d'électeurs sont arrivées dans les communes à peine le

jour du scrutin ou seulement un jour plus tôt. Des listes ont été effacées les élites adhérentes à P. N. R. R., celles-ci ont été remplacées avec les gens du capitaine de district. Dans les communes comme: Părhăuți, Pătrăuți, Soloneț, Todirești, Costâna, Mihoveni, les électeurs roumains ont été obligés à voter le candidat gouvernemental. Les élections ont commencé avec 1-2 heures plus tôt que le terme légal et se sont finies dans une heure seulement pour que les représentants des radicaux n'aient pas le temps de réclamer les abus. Le Commissaire Zierhoffer a refusé les candidats qui lui semblaient „suspects”, il a reçu au vote seulement les gens qu'il contrôlait. Dans la commune Todirești on a introduit sur la liste des électeurs même des personnes décédées. La direction du Parti National a promu des protestes envers le gouverneur de la Bucovine et le gouvernement central de Vienne, en leur demandant la démission de tous les capitaines districtuels et des commissaires qui ont accompli des abus. A cause de l'article *Violențele de la Suceava (Les violences de Suceava)*, le numéro de 30 août/11 septembre de la gazette „Patria” a été confisqué par les procureurs, à l'ordre de Bourguignon; de cette manière, on foulait aux pieds d'une manière flagrante la liberté de la presse, mais aussi la liberté de s'exprimer⁸⁸.

Malgré à toutes les ingérences du gouverneur, les candidats roumains ont remporté un succès assez consistant dans les élections⁸⁹, ils ont obtenu dans la Diète les plus nombreux mandats; malheureusement, les Roumains n'ont pas bénéficié que d'une majorité relative⁹⁰.

Quoique par son origine nobiliaire, Iancu Flondor aurait du se rallier au groupe conservateur du Parti national Roumain, son comportement politique s'est encadré plutôt dans l'aréal des idées progressistes ou de facture démocratique. Le „boyard de Storojineț” a commencé sa carrière comme membre marquant de P.N.R – „Concordia”; ensuite, il a été un des principaux leaders de „l'aile jeune”, qui formera en 1897, le Parti National Radical Roumain. Le groupe radical, conduit par G. Popovici et I. Flondor imprimera au mouvement national des Roumains de Bucovine un rythme plus alerte de développement. Mais dès les débuts de son activité politique, Iancu Flondor a prouvé intransigeance dans ses relations avec ses adversaires, soit qu'il s'agissait des autorités, des politiciens représentant les halogènes ou des boyards roumains conservateurs.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES

¹ N. Cotlarciuc, *Familia Flondor*, en „Gazeta mazililor și răzeșilor bucovineni”, III, no.7-8, 18 octobre 1913, pp.113-117.

² Octav George-Lecca, *Famiiliile boierești române (istorie și genealogie-după izvoare autentice)*, Le Musée de la Littérature Roumaine, București, 1999, p.286.

³ T. Larionescu, *Vechi familii bucovinene*, en „Arhiva genealogică Română”, București, 1944, p.19.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Ion Neculce, *Letopisețul Țării Moldovei de la Dabija Vodă până la a doua domnie a lui Constantin Mavrocordat*, II, p.215, 227.

⁶ *Ibidem*

⁷ „Arhiva Genealogică”, no.12, décembre 1912, l'article *Dări de seamă*, p.204.

⁸ Octav George Lecca, *op.cit.*, p.287.

⁹ *Ibidem*, p. 288.

¹⁰ *Ibidem*, p. 288-289.

¹¹ T. Larionescu, *op.cit.*, p.1.

¹² *Ibidem*, p.2.

¹³ *Ibidem*, p.3.

¹⁴ *Ibidem*, p.5.

¹⁵ Octav George Lecca, *op.cit.*, p.286.

¹⁶ Traian Larionescu, *op.cit.*, p.12.

¹⁷ *Ibidem*, p.14-15.

¹⁸ Radu Economu, *Iancu Flondor (1865-1924)*, en „Glasul Bucovinei”, Cernăuți-București, no. 4, 1994, p.40; Marian Olaru, *Iancu Flondor și mișcarea națională a românilor din Bucovina (Sfârșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea)*, en „Analele Bucovinei”, V, 2/1998, p. 334.

¹⁹ Ștefan Purici, *Iancu Flondor (1865-1924). O viață în slujba dreptății*, en „Codrul Cosminului”, nouvelle série, no. 10 (20), 2004, Suceava, 2005, p. 260.

²⁰ N. Tcaciuc-Albu, *Vieața și opera lui Tudor Flondor*, Cernăuți, Institutul de Arte Grafice și Editură „Glasul Bucovinei”, 1933, p. 7.

²¹ *Ibidem*.

²² *Ibidem*, p. 9.

²³ Vezi anexa no...(A.N.I.C, fond *Iancu Flondor*, dossier no. 1, les feuilles 1-6).

²⁴ „Glasul Bucovinei”, Cernăuți, VII, no. 1670, 22 octobre, 1924, p. 2.

²⁵ A.N.I.C., fond *Teodor Bălan*, dossier no. 53/1899, la feuille 1 (le **certificat de mariage religieux** entre Iancu Flondor et Elena de Zotta – en copie).

* „Iancu Flondor était boyard (...) de la taille des Hurmuzăchești (...). Après la mort de Gheorghe Hurmuzachi (1882), les Roumains de Bucovine sont restés manqués de dirigeants capables et désintéressés. Il est vrai, les boyards sont restés à la direction du peuple roumain de la Bucovine, mais ils n'étaient pas si courageux comme autrefois. Les événements de leurs temps les ont agenouillé. Leurs rangées n'étaient purement roumaines, mais bariolées de boyards arméniens, polonais, et même juifs... Leurs domaines devenaient de plus en plus petits, de manière que leur prestige baissait d'un jour à l'autre. Ils n'étaient plus des boyards roumains, mais purement et simplement *Grossgrundbesitzer*, c'est-à-dire de grands propriétaires, sans aucun autre attribut national. De l'autre partie, l'école autrichienne donnait pleinement des résultats. Elle les a transformés en Autrichiens convaincus, qui oubliaient et négligeaient pas seulement leur langue, mais qui noircissaient, aussi, leur conscience roumaine. Pour illustrer par un exemple cette affirmation, nous n'avons qu'à citer l'histoire connue passée dans la gare Cernăuți, en 1890, lorsque le roi Carol I de la Roumanie, tout en descendant du wagon et tout en s'adressant en roumain à un boyard nommé Mustața, qu'on lui avait présenté comme un bon Roumain, a reçu promptement la réponse dans la langue allemande : <<Majesté, je ne connais pas la langue roumaine, nous y sommes grands et éduqués à l'allemande>>” – cf. Constantin Loghin, *Iancu cavalier de Flondor (1865-1924)*, București, Tipografia „Dâmbovița”, La Collection de la Société des écrivains de Bucovine, 1944, p. 6.

²⁶ „Plus qu'ailleurs, l'oubli a essayé à cet endroit-ci s'instaurer définitivement. Ici, aux bords de Storojineț, auprès de la petite église des Saints Mihail et Gavril, où se trouve l'endroit où

gît celui-ci qui a été le Chevalier de Flondor, un des principaux artisans de l'Union de 28 novembre 1918 de la Bucovine avec la Roumanie. En fait, en qualité de Président du Conseil National de la Bucovine, il a été le premier votant de l'Union. Seulement par l'oubli, nos ennemis avaient l'intention le vaincre et nous vaincre, par l'oubli qu'ils ont voulu, avant tout autre chose, faire s'installer dans les âmes des Roumains, par l'oubli qu'ils ont voulu intentionnellement étendre sur son tombeau. Pourtant, l'oubli jamais ne s'est pelotonné ici comme maître complet... La figure de Iancu Flondor devient, avec l'écoulement des années, de plus en plus énigmatique. Il est apparu dans l'histoire roumaine au moment où il était le plus attendu. En fait, il n'est pas apparu tout seul, mais il a été apporté... Pas une seule fois, mais deux fois ... Le titre de noblesse lui a correspondu d'une manière parfaite et exemplaire... Il s'est acquitté de la tâche que l'histoire lui avait destiné avec le sens de la plus haute responsabilité, et ses pas, cet automne de l'année 1918, lui ont été conduits par une raison prophétique." – cf. Ștefan Broască, *Amintindu-ne de cavalerul Unirii: Iancu Flondor (1865-1924)*, en „Curierul Românesc”, Revue éditée par la Fondation Culturelle Roumaine, président Augustin Buzura, l'année XIII, no. 12 (179), décembre 2001, p. 6.

²⁷ Ioan Cocuz, *Partidele politice românești din Bucovina (1862-1914)*, Suceava, Editura Cuvântul Nostru, 2003, p. 147.

²⁸ *Ibidem*, p. 188.

²⁹ Mihai-Ștefan Ceaușu, *Parlamentarism, partide și elită politică în Bucovina habsburgică (1848-1918). Contribuții la istoria parlamentarismului în spațiul central-est european*, Iași, Junimea, 2004, p. 314; „Gazeta Bucovinei”, Cernăuți, II, no. 17, 27 février / 10 mars 1892.

³⁰ Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 316; Iancu Flondor n'a pas pu déposer sa candidature pour un poste de député dans la Diète parce qu'au moment des élections de 1892, il n'avait pas encore l'âge de 30 ans, demandée par la loi électorale – idem, *Iancu Flondor. Omul politic și epoca sa*, en „Anuarul Institutului de Istorie A. D. Xenopol”, Iași, XLII, 2005, p. 225.

³¹ *Ibidem*, p. 322-323.

³² „Deșteptarea”, Cernăuți, I, no. 1, 1/13 janvier 1893.

³³ Constantin Loghin, *Istoria literaturii române din Bucovina (1775-1918)*, Cernăuți, Editura „Alexandru cel Bun”, 1996, p. 219.

³⁴ A.N.I.C., fond *Iancu Flondor*, dossier no. 5, la feuille 328.

³⁵ *Ibidem*, la feuille 428.

³⁶ Voir l'annexe no... (*Ibidem*, dossier no. 6, les feuilles 2-7); conformément à l'article XI des Statuts de la Société de lecture „Crai Nou” de Storojineț, dans le cas de la dissolution de celle-ci, sa fortune devait être transférée envers la Société „Școala Română din Suceava” (« L'Ecole Roumaine de Suceava »).

³⁷ Ioan Cocuz, *Partidele politice românești din Bucovina (1862-1914)*..., p. 234.

³⁸ Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 330.

³⁹ A.N.I.C., fond *Iancu Flondor*, dossier no. 7, la feuille 1.

⁴⁰ Valeriu Braniște, *Corespondență – 1895-1901*, le II- ème volume, édition soignée par Valeria Căliman et Gheorghe Iancu, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1986, p. 120.

⁴¹ Idem, *De la Blaj la Alba Iulia – articole politice*, édition soignée par Valeria Căliman et Maria Elena Simionescu, Timișoara, Editura Facla, 1980, p. 23.

⁴² Ioan Cocuz, *Valeriu Braniște și ziarul „Patria”*, en „Anuarul Muzeului Județean”, Suceava, IX, 1982, p. 252.

⁴³ „Patria”, Cernăuți, I, no. 1, 2/14 juillet 1897.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ *Ibidem.*

⁴⁶ Valeriu Braniște, *În slujba Bucovinei, în slujba neamului românesc...*, p. 103; (l'article *Lupta pentru limba națională*, en „Patria”, I –ère année, no. 11, 25 juillet /6 août 1897).

⁴⁷ *Ibidem.*

⁴⁸ *Ibidem*, I, no. 5, 11/23 juillet 1897.

⁴⁹ Valeriu Braniște, *op.cit.*, p. 106-107; (l'article *O necesitate absolută*, en „Patria”, I, no. 13, 29 juillet /10 août 1897).

⁵⁰ *Ibidem*, p. 104-105; (l'article *Justa considerare a elementului românesc*, en „Patria”, I, no. 12, 9/21 août 1897).

⁵¹ *Ibidem*, p. 109; (l'article *Începutul unui nou an școlar*, en „Patria”, I, no. 21, 16/28 août 1897).

⁵² *Ibidem*, p. 110.

⁵³ *Ibidem*, p. 118; (l'article *La situațiune II*, en „Patria”, I, no. 25, 27 août /8 septembre 1897).

⁵⁴ *Ibidem.*

⁵⁵ *Ibidem*, p. 119.

⁵⁶ Marian Olaru, *Mișcarea națională a românilor din Bucovina...*, p. 107; „Patria”, I, no. 66, 3/15 décembre 1897.

⁵⁷ I. Cocuz, *Partidele politice românești din Bucovina (1862-1914)...*, p. 243.

⁵⁸ Nick Pelling, *Imperiul Habsburgic (1815-1918)*, București, ALL, p. 115-116.

⁵⁹ *Ibidem.*

⁶⁰ „Les membres nationalistes (n. n. les députés allemands de Reichrath) criaient et trépignaient pendant des heures entières, frappaient avec les poignards dans les tables et jetaient les encriers dans le président de la chambre, jusqu'au moment où, finalement, on appelait la police, qui mettait fin à cette parodie de gouvernail représentative” – cf. A. J. P. Taylor, *Monarhia habsburgică (1809-1918). O istorie a Imperiului Austriac și a Austro-Ungariei*, București, ALLFA, 2000, p. 157.

⁶¹ *Ibidem.*

⁶² Cf. I. Cocuz, *op.cit.*, p. 244.

⁶³ *Ibidem*, p. 245.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 243.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 246; cf. „Patria”, I, no. 25, 27 août /8 septembre 1897.

⁶⁶ Voir le concept de *Homo Bucovinensis*.

⁶⁷ Le Comité National Roumain était composé des membres du Club parlementaire de Vienne, membre du club diétal roumain, des composants du Comité des grands propriétaires et de gens de confiance des villes, foires et des communes rurales.

Le Club des députés roumains du parlement viennois avait 5 membres :

1. Eudoxiu baron Hurmuzachi ; 2. Iancu Lupul ; 3. Le Dr George Popovici ; 4. Dr. Ioan Țurcan ; 5. George Baron Wassilco

Le Club roumain diétal de Cernăuți - 10 membres:

Myron Călinescu ; Modest chevalier de Grigorcea ; Nicu baron Mustatza ; Ilarion Onciul ; Varteres chevalier de Pruncul ; Theodor Ștefanelli ; Eugen baron Styrccea ; Victor baron Styrccea ; Le Dr Iancu chevalier de Volcinschi ; Leon cavalier de Wassilco

Les membres du Comité des grands propriétaires :

Cristof de Aritonovici

Le Dr Iancu chevalier de Flondor

Constantin chevalier de Popovici ; Le Dr Iancu chevalier de Tabora etc.

Note : il y en a encore 8 places à occuper.

Les hommes de confiance des villes, des foires et des communes rurales :

Le Dr Nicu Blându ; Le Dr Emilian Criclevici ; Ioan Dihon ; Lazăr Gherman ; Dumitru Socolean ; Zaharie Voronca ; Dumitru Brăilean ; Valerian Halip; Dumitru Gemănar; Le professeur Grigorie Halip; Atanasie Pridie ; Le Dr Eud. Propcopovici ; G. Hostiuc ; Artemie Berariu ; Mihai Bendeveschi ; C. Păuș ; A. Burla ; N. Totoescu ; M. Percec ; S. Piotrovski ; Dimitrie Pauliuc ; Dr. D. Gallin ; Vasile Blându ; Ioan Doroftei ; Eusebie Popovici ; Ioan Pohoată ; George Balmoș ; Dr. Matei Lupu ; E. Constantinovici ; Toader Leuștean

Note: Une place n'est pas occupée – cf. „Patria”, II, 15/27 août 1898; au front du Parti National Radical se trouvait Iancu Lupul – le maréchal du pays; Iancu Flondor et Modest Grigorcea – vice-présidents; Nicu Blându – secrétaire – cf. „Patria”, II, no. 133, 24 mai/5juin 1898; voir aussi Marian Olaru, *Mișcarea națională a românilor din Bucovina...*, p.106.

⁶⁸ Ioan Cocuz, *Presa românească din Bucovina (1809-1918)*..., p. 41-42.

⁶⁹ Le **Comte Leopold Göess** (28. 10.1848 - †22. 07. 1922) – gouverneur de la Bucovine entre 6. 09. 1894 – 14. 12. 1897 – a détenu premièrement la fonction de conseiller impérial du gouvernement de la province Kärnten, ensuite celle de gouverneur de la province Körteland, en Triest, entre 1897-1904. De 1904, il a été dans la Chambre des seigneurs. Comme gouverneur de la Bucovine, il a essayé de maintenir un équilibre entre les nationalités, recevant pour ses mérites le titre de citoyen d'honneur de la ville de Siret – cf. Mihai-Ștefan Ceaușu, *Parlamentarism, partide și elită politică în Bucovina habsburgică...*, p. 410.

⁷⁰ **Friedrich Bourguignon – Baumberg baron von** (9. 02. 1846 Brünn – 25. 09. 1907 Viena) – gouverneur de la Bucovine entre 14. 12. 1897 – 3. 04. 1903. Il a été en permanent conflit avec les leaders politiques roumains radicaux. Il a défavorisé d'une manière constante les autochtones de la Bucovine, se situant toujours de la part des autres ethnies du duché – *ibidem*, p. 411.

⁷¹ Valeriu Braniște, *În slujba Bucovinei, în slujba neamului românesc...*, p. 189; (l'article *Deșteptarea simțului național*, en „Patria”, la II –ème année, no. 84, 21 janvier/2 février 1898).

⁷² *Ibidem*, p. 217; (l'article *Două curente în viața politică a românilor din Bucovina*, en „Patria”, II, no. 114, 1/13 avril 1898).

⁷³ *Ibidem*, p. 106; (l'article *Partidul Național și Dieta Bucovinei*, en „Patria”, II, no. 100, 27 février/11 mars 1898).

⁷⁴ „A l'assemblée électorale de 2 mars 1897, Monsieur le Dr Popovici a prononcé entre autres les paroles suivantes : tout en rappelant de la politique d'avant, il dit : « Cela est finie maintenant et a du finir, car celui qui a été élu sans le consentement de ses électeurs, même s'il est connu par ceux-ci qui l'ont élu, ne peut pas être le représentant des personnes qui se sont confiés en lui. Le véritable député doit se présenter à ses électeurs, car seulement de cette manière, ceux-ci peuvent le connaître, et quant à lui, il peut voir et comprendre leurs désirs et leurs douleurs. Notre programme national n'a pas besoin de rester au stade de lettre noire sur papier blanc, n'a pas besoin d'être un morceau de papier muet enfoncé dans les poches des députés ou une prière qu'ils prononcent dans les temps difficiles des élections, il doit être une loi sainte dont le répandissement et le respect doivent être imposés à ceux-ci qui ne le respectent pas » ” – *ibidem*, p. 193-194; (l'article *Adunarea de la Câmpulung*, en „Patria”, II, no. 92, 8/20 février 1898).

⁷⁵ „L'association a le but de défendre et de promouvoir les intérêts de l'église gréco – orthodoxe, en sens large, de lever la moralité civique, de faire plus puissante la liaison entre l'église et le peuple, de développer le sentiment de solidarité entre tous les fils de l'église, d'assurer le bien être des services de l'autel et de défendre contre le prosélytisme, qui est

propagé de manière systématique par les autres églises” – *ibidem*, p. 191; (l'article *Asociația clerului ortodox din Bucovina*, en „Patria”, II, no. 85, 23 janvier/4 février 1898).

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ *Ibidem*, pp. 221-223; (l'article *Fondul religiosar gr. ort. din Bucovina*, en „Patria”, II, no. 118, 12/24 avril 1898).

⁷⁸ Vlad Gafița, *Aspecte ale activității politice a lui Iancu Flondor (a doua jumătate a secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea)*, en „Codrul Cosminului”, nouvelle série, no. 8-9 (18-19), 2002-2003, Suceava, 2004, p. 58; A. N. I. C., fond *Iancu Flondor*, dossier no. 2, les feuilles 123, 124.

⁷⁹ „Une demie siècle est passée de cette journée mémorable et un contentement sincère doit nous comprendre lorsque nous regardons les fruits que les graines qu'on avait jeté alors ont apporté. Nous sommes aujourd'hui un peuple duquel on doit tenir compte, pendant qu'alors nous étions une quantité négligeable. Il est vrai que pendant ce temps, les événements n'ont pas été favorables pour nous. L'hostilité séculaire a mis des pièges sur des pièges à notre développement et pas une fois, on a essayé et on essaye encore notre destruction” – cf. Valeriu Braniște, *op.cit.*, p. 233; (l'article *3/15 mai*, en „Patria”, II, no. 126, 3/15 mai 1898).

⁸⁰ *Ibidem*, p. 237-238; (l'article *Arhiducele Franz Ferdinand și George Vasilco*, en „Patria”, II, no. 135, 31 mai/12 juin 1898).

⁸¹ L'héritier du trône de l'Empire Dualiste, l'archiduc Francisc Ferdinand ne pouvait agréer la politique abusive des Magyars envers les autres nationalités de Transleithania (Hongrie). Sa vision sur la réformation de l'empire visait la réduction significative de l'importance des Magyars et dans cette démarche, il a utilisé les demandes légitimes des Roumains transylvains. Il connaissait bien leur situation, il était en permanence informé à l'intermédiaire des contacts qu'il avait avec les leaders du Parti National Roumain de la Transylvanie comme : Aurel C. Popovici, Iuliu Maniu, Alexandru Vaida-Voevod, Miron Cristea et autres. Le soutien des droits des Roumains de la Transylvanie aurait amélioré d'une manière significative les relations entre le Royaume de la Roumanie et l'Empire Autrichien - Hongrois – cf. Călin-Radu Ancuța, *Arhiducele Franz Ferdinand și rolul său în relațiile româno- austro-ungare*, București, Fundația pentru Democrație și Educație politică, 2002, pp. 135-137 et la p. 145 et les suivantes.

⁸² A.N.I.C., fond *Iancu Flondor*, dossier no. 8, les feuilles 9, 10.

⁸³ La délégation envoyé à Bourguignon, qui devait discuter l'amélioration de la situation des écoles roumaines de la Bucovine était composée de : Iancu Flondor, Ion Volcinschi et G. Popovici – *ibidem*, la feuille 9.

⁸⁴ „Patria”, II, no. 159, 29 juillet/10 août 1898.

⁸⁵ Les assemblées districtuelles du Parti National Roumain de la Bucovine se sont développées de la manière suivante: 1. A Cernăuți (le 10/22 août) – dans le jardin de l'hôtel Weiss, avec la participation comme délégué du Comité National, du Dr Ioan chevalier de Volcinschi; 2. Suceava (9/21 août) – le jardin de la société „Școala Română” (« L'Ecole Roumaine ») – délégué Varteres chevalier de Pruncul. 3. Rădăuți (7/19 août) – l'hôtel Bucovina – délégué Modest chevalier de Grigorcea. 4. Câmpulung Moldovenesc (10/22 août) – l'hôtel communal – délégué le Dr Emilian Criclevici. 5. Gura-Humorului (9/21 août) – La Salle de l'hôtel Mittelmann – délégué le Dr Nicu Blându. 6. Siret (11/23 août) – G. Șandru. 7. Storjineț (9/21 août) – La Salle de l'Hôtel Central – délégué Iancu chevalier de Flondor – A.N.I.C., Fond Iancu Flondor, dossier no. 8, la feuille 13 et 25-29; „Patria”, II, no. 162, 5/17 août 1898.

⁸⁶ *Ibidem*, II, no. 165, 15/27 août 1898.

⁸⁷ *Ibidem*, II, no. 168, 23 août/4 septembre 1898.

⁸⁸ *Ibidem*, II, no. 171, 30 août/11 septembre 1898 (numéro confisqué).

⁸⁹ Dans les **districts ruraux**, les résultats des élections ont été les suivants: 1. à Suceava – par la falsification des élections, le candidat E. Ciuntuleac a gagné, avec 57 votes en défaveur de Varteres Pruncul (20 votes). 2. à Câmpulung Moldovenesc, le candidat nationaliste George Popovici a vaincu le candidat gouvernemental Gheorghe Balmoș avec 37 à 32 de votes. 3. à Gura-Humorului, le mandat a été gagné par Iancu Lupul, qui avait déposé sa candidature contre celle de C. Scânteuță. 4. à Siret, Tudor Flondor a vaincu Arthur Malek avec 63 à 3 votes. 5. à Rădăuți, le candidat soutenu par le gouverneur (Ilarion Onciul) a vaincu Samuil Pietrovski. 6. à Storojineț, Modest Grigorcea a gagné le mandat, il a vaincu Petru Morariu avec une majorité de 98 à 2 votes. 7. à Cernăuți, l'allemand Gustav Marin a vaincu le Dr Nicu Blându. Dans la **curie des grands propriétaires**, ont été élu : au premier collège, avec unanimité de votes, le Dr Ioan Țurcan et Miron Călinescu; au deuxième collège, le **Dr Iancu Flondor**, Nicolae Mustața, George Vasilco et le Dr Ioan Volcinski – cf. Ioan Cocuz, *Partidele politice românești din Bucovina (1862-1914)*..., p. 263-264; voir aussi „Patria”, Cernăuți, II, no. 176, 11/23 septembre 1898; *ibidem*, no. 180, 20 septembre/2 octobre 1898.

⁹⁰ Après les élections de l'automne 1898, la configuration de la Diète sur nationalités se présentait de la manière suivante : 13 Roumains, 8 Allemands, 4 Arméniens – Polonais, 2 qui n'ont pas déclaré leur appartenance nationale – *ibidem*.

UNE IMMIGRATION POUR LA TERRE: LES ITALIENS DANS LES CAMPAGNES DU MIDI DE LA FRANCE

Laure Teulières
Université de Toulouse (France) - FRAMESPA

Rezumat : Articolul tratează fenomenul imigrației forței de muncă din nordul Italiei (regiunile Veneția, Friuli, Lombardia și Piemont) în sudul Franței, în special în departamentele Gers, Haute-Garonne Tarn- et Garonne, Lot et Garonne. Imigrația în cauză a fost facilitată de declinul populației franceze din aceste regiuni, între 1851-1921 populația franceză de aici diminuându-se cu aproximativ o treime. Procesul în cauză a continuat până în anii 1926-1927, fiind stopat de către regimul fascist italian. Sursele principale de informație ale acestui articol sunt reprezentate de articole de presă din perioada 1923-1927 și de documente de arhivă.

Au début des années vingt, l'émigration italienne gagne une destination nouvelle quand des familles du nord de la Péninsule partent s'installer dans les campagnes du sud-ouest de la France. Ces migrants originaires des territoires de Vénétie, du Frioul, de Lombardie ou du Piémont trouvent à s'employer dans l'agriculture. Certains acquièrent dès leur arrivée un domaine, d'autres se placent comme ouvriers agricoles, la plupart deviennent exploitants en fermage ou en métayage. Leur nombre va croissant jusqu'au coup d'arrêt à l'émigration voulu par le gouvernement fasciste en 1926-1927. Plus de 40 000 immigrants se sont alors déjà implantés, en l'espace de quelques années seulement, dans une vaste zone couvrant le bassin de la Garonne. Le flux se poursuivra néanmoins par la suite de l'entre-deux-guerres, de façon plus modérée du fait des obstacles mis au départ.

L'ampleur et la rapidité d'une tel transfert de population imposent de comprendre ce qui a pu le rendre possible, voire nécessaire, dans le pays d'accueil. Le mouvement obéit en effet à une logique propre et s'amorce dans un contexte bien particulier. Si cette configuration marque sa genèse, elle détermine aussi, dans la durée, les conditions de l'insertion de la population immigrée et de son devenir ultérieur. Dans le cadre de la présentation faite ici, il s'agit de montrer surtout comment cette immigration, destinée à la terre, a été conçue d'emblée comme un recours pouvant remédier à quelques-unes des plus graves difficultés auxquelles la société du Midi de la France se trouvait confrontée.

A l'origine, il y a bien sûr la situation démographique de cet espace méridional frappé de dépeuplement. C'est l'aboutissement d'une tendance longue, à l'oeuvre depuis une centaine d'année, accélérée encore à la fin du XIX^e siècle. Pour donner un ordre de grandeur, la population du sud-ouest français¹ a diminué d'environ un tiers entre les recensements de 1851 et de 1921. Ce résultat est dû au

ralentissement progressif de l'accroissement naturel, causé lui-même par la limitation volontaire de la procréation. Le taux de natalité est devenu très faible tout comme l'indice de fécondité (en moyenne 1,7 enfants par femme au début des années 1920)², insuffisants donc à assurer le renouvellement des générations. Dans les cantons³ les plus atteints, le nombre de décès l'emporte désormais sur celui des naissances. A cette tendance de longue durée s'ajoute les conséquences meurtrières de la Première Guerre mondiale qui vient de s'achever. A l'échelle nationale, le nombre de disparus s'élève à plus d'1 467 500. A quoi il faut encore additionner environ 1 916 000 blessés invalides⁴, sans parler du retard des naissances pendant le temps de la mobilisation. Mais la guerre n'est pas la cause première. Elle ne fait qu'accroître la décroissance que connaît la région, comme un facteur de baisse supplémentaire confortant un mouvement de fond qui vient de plus longtemps.

Parmi les départements frappés de plein fouet par la dépopulation, le Gers, le Lot-et-Garonne, le Lot et le Tarn-et-Garonne perdent en soixante-dix ans entre 30 et 40 % de leurs habitants. Ce déficit est encore accusé dans certains de leurs cantons ruraux : pour les plus touchés, la population se trouve réduite en 1921 de près de la moitié par rapport à ce qu'elle représentait en 1851. Sauf exception, les villes et les bourgs eux-mêmes stagnent, voire s'étiolent lentement, en n'échappant pas à la rétraction générale du peuplement. Cette situation de lent dépérissement apparaît vraiment dramatique au lendemain de la Grande Guerre qui a amputé la génération montante. Le sentiment s'impose alors d'un deuil de masse et d'une saignée irréversible.

La région semble offrir aux regards des contemporains un concentré des ravages exercés par la dépopulation, conditionnant les discours, les attentes. En témoignent, par exemple, bien des débats des instances représentatives ou les nombreux articles qu'y consacre la presse. Les plus conservateurs sonnent l'alerte devant ce qu'ils considèrent comme un « nouveau Verdun », arguant que la France, faute d'enfants, est en train de mourir⁵. Aux côtés des ligues familiales et populationnistes, les courants catholiques s'alarment du « mal qui ronge la France »⁶, résultat selon eux de l'affaissement moral d'une société déchristianisée qui a perdu le sens de la famille. Le ton n'est pas très différent dans le grand quotidien de la gauche radicale dont les éditoriaux soulignent jour après jour que le pays est « menacé d'une décroissance de son capital humain »⁷ ; et « qu'il est indigne d'un peuple civilisé de voir sa population décliner »⁸. Tous stigmatisent les pratiques honteuses du « malthusianisme », ce refus de procréer qui obère l'avenir.

Ainsi diffusée, cette préoccupation vire à l'angoisse collective et marque la société d'un imaginaire sombre. D'autant que le discours se développe sur un registre affectif autour de métaphores qui évoquent la décrépitude : on retrouve souvent des expressions telles qu'un « pays de vieillards » ou qu'une « terre qui meurt ». Cette réalité démographique est donc perçue sur un mode dramatique comme anticipation de mort, annonce d'extinction et péril de civilisation. Elle rejoint de ce fait des craintes très profondes, notamment l'idée de décadence qui se profile en arrière plan.

Ce malaise est encore aggravé parce que cette crise frappe avant tout le monde paysan, vidant peu à peu les campagnes. En effet, ce sont les cantons ruraux

qui sont les plus menacés par la dépopulation – certains ayant perdu près de la moitié de leurs habitants depuis le milieu du XIX^e siècle – car le déficit naturel s'y amplifie sous le coup de l'exode rural. L'épicentre de la zone en voie d'abandon se trouve dans le bassin de la Garonne. L'implantation future des immigrants italiens va d'ailleurs s'y calquer étroitement : considérable dans les départements du Gers, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne ; atteignant sur les marges les terroirs voisins du Lauragais, du Quercy et du Périgord, de la Gironde dans sa partie supérieure et, au sud, du Piémont pyrénéen.

Déjà fragilisée, la société paysanne est sortie ébranlée de la Grande Guerre. L'enquête du ministère de l'Agriculture sur les vides causés par le conflit montre que ces populations ont été les premières touchées. Un département comme le Tarn-et-Garonne a par exemple perdu à cette occasion plus de 5 000 travailleurs liés au secteur agricole, soit 11 % de sa population active masculine⁹. Dans un tel contexte, la pénurie de main-d'oeuvre devient vite critique et la capacité productive de l'agriculture locale s'en trouve diminuée d'autant. Les organisations corporatives estiment pour la région que ce secteur a vu disparaître plus de 50 % de ses travailleurs depuis 1851¹⁰ et évaluent à près de 100 000 le nombre d'ouvriers agricoles manquants¹¹. Même de bons terroirs restent désormais sous utilisés par des propriétaires exploitants sans héritiers ou sous l'autorité d'une bourgeoisie foncière qui ne trouve plus à les faire fructifier. C'est le cas des plus grandes parcelles de la vallée de la Garonne, celles qui nécessitent abondance de bras et conviennent à de larges familles. Quantité de fermes ou de métairies sont ainsi laissées vacantes, faute de cultivateurs (environ 2 500 pour le seul département du Gers selon un décompte de 1922¹²).

Mais, là encore, les conséquences doivent être mesurées à un autre niveau car cette situation provoque un malaise social profond. Elle se marque dans le paysage par l'extension des terres abandonnées et cette visibilité des friches, des champs ensauvagés, choque la sensibilité de l'époque. Elle heurte en effet de plein fouet le système de représentations qui valorise le rapport à la terre jusqu'à en faire l'essence de l'identité collective. Le roman pastoral – genre dans lequel s'illustrent alors plusieurs auteurs locaux – donne un bon aperçu de cet imaginaire. Les paysans sont vus comme l'élément stable de la civilisation, au fondement des valeurs collectives de la Nation. On y montre une image idéalisée de la ruralité qui sacralise un paysage façonné par les siècles et qui sanctifie les travaux agraires. La structure traditionnelle du métayage méridional est perçue comme particulièrement équilibrante pour la société : au contact de sa petite exploitation, ancré dans son terroir, l'homme est sensé découvrir le sens d'une vie à sa mesure. C'est ce qu'illustre la fiction romanesque lorsque l'installation d'une famille dans une métairie du Sud-Ouest prend une tournure quasi initiatique¹³.

Cet attachement à la ruralité et à ses valeurs est encore renforcé chez les plus conservateurs. Ceux-là exaltent la famille paysanne, dévouée toute entière au travail et tenue par la volonté de s'enraciner pour faire souche¹⁴. Telle une matrice, un ventre imprégnateur, la fréquentation de la terre passe pour inculquer une sagesse inhérente à la vie rustique : endurance, sens de l'effort, abnégation... Parce qu'elle est garante de

continuité et d'équilibre social, elle sert aussi d'ancrage à toute compréhension de l'identité : au creuset de ces valeurs terriennes, il est dit que « c'est l'âme paysanne [qui] fonde celle de la France »¹⁵. Face aux incertitudes de la société du moment, cette tradition rurale offre sans doute l'image d'un refuge idéalisé, porteur d'une tentation nostalgique. Mais il est certain que cette veine d'inspiration nourrit l'imaginaire de l'époque, transcendant les clivages idéologiques pour imprégner toutes les sensibilités.

Dans ce cadre de références, l'exode rural est vécu comme un traumatisme. Si on peut y percevoir a posteriori une lame de fond qui remodèle de l'intérieur les structures sociales, ce transfert ne peut être perçu sur le moment qu'en négatif, tant il engage la représentation du modèle de civilisation et met en cause les repères identitaires. C'est ce que résume un éditorial parmi d'autres : « Laisser aller l'exode rural, c'est risquer de compromettre gravement l'équilibre moral de la France qui a à sa base la sagesse et la pondération de la classe rurale »¹⁶. Ce mouvement – que les historiens analysent après coup comme un processus de forte modernisation – tend de ce fait à être identifié au déclin d'une ruralité vertueuse devant la montée en puissance d'un univers urbain déliquescant, porteur d'anomie et de tares sanitaires. L'idée la plus communément admise est que la réduction du nombre de paysans finira par saper les fondements mêmes de la société.

Un tel contexte a des répercussions très profondes. Les pouvoirs publics s'attachent désormais à enrayer l'hémorragie de population des campagnes. Ils en font même une mission prioritaire et on ne peut donner ici que quelques exemples des divers moyens employés. L'Etat, devenu plus interventionniste depuis la guerre, ne reste pas inactif. Il constitue dès 1922 des Comités de retour à la terre, instances départementales consultatives où sont représentés les acteurs du monde rural. Leur action consiste à proposer toute mesure pouvant empêcher les effets redoutés du dépeuplement : « soit de laisser incultes de vastes parties de la France, soit de les voir coloniser par l'immigration étrangère »¹⁷. Institués pour trouver des remèdes internes, le paradoxe est que, dans le Midi, ces comités vont très vite faire le choix de favoriser le recours aux étrangers. Mais ces évolutions préoccupent aussi les notables locaux qui y voient un risque de déclin pour la société méridionale qu'ils dominent. Cela transparaît dans les débats des Conseils généraux¹⁸, reflet de l'opinion des élus radicaux et conservateurs, appartenant souvent eux-mêmes à la bonne bourgeoisie foncière. Cette élite est animée d'un projet de développement économique pour la région, une expansion qui serait basée sur son potentiel agricole. Elle tente donc de s'organiser pour multiplier les initiatives en faveur du monde rural. La Confédération nationale des associations agricoles, constituée en 1919, est ainsi directement issue du mouvement revendicatif des agrariens du Sud-Ouest. La section régionale de ce regroupement corporatif est très puissante, caractérisée par un fort volontarisme et le souci de moderniser l'agriculture¹⁹.

Ainsi, peu à peu, la perspective change. Au début des années 1920, la situation démographique du Sud-Ouest en vient à apparaître comme un véritable problème, auquel il est urgent de remédier. C'est ce que traduit bien la formule, lapidaire, d'un rapport que consacre au sujet une assemblée locale : « Nous avons

l'impérieux devoir de faire reflourir la vie »²⁰. Face à l'idée d'une crise sans précédent, à l'anticipation d'une menace vitale, divers organismes ou groupes de pression agissent en faveur du repeuplement et tentent, au moins, de pallier le manque de main-d'oeuvre. Convaincus que les expédients dont se contentait jusqu'alors l'agriculture méridionale ne suffisent plus, ils recherchent un moyen d'action inédit et de grande ampleur, à la mesure des enjeux. L'idée même du recours aux étrangers s'impose dans ce sillage : une immigration pour la terre devrait pouvoir apporter un ferment de renouveau et stopper le délaissement des terres que tous constatent. Tout est en place pour que ces milieux voient bientôt la solution dans un apport migratoire de masse et participent activement à l'amorcer. Il reste à trouver les recrues « de qualité » que toutes les voix autorisées s'accordent à souhaiter. Car pour enrayer la tendance, il faudrait presque des hommes providentiels : ceux capables de supporter les contraintes du travail de la terre, volontaires encore pour s'y établir, ceux pour qui l'espace sous-occupé représenterait toujours une promesse suffisante. Les caractères requis doivent être le savoir-faire agricole, l'attachement familial, la stabilité et la volonté d'enracinement.

Jusque là, bien sûr, l'immigration traditionnelle est surtout frontalière et vient d'au-delà des Pyrénées : les Espagnols constituent en moyenne (selon les départements) plus des trois quarts des étrangers présents. Mais ces immigrés connus, côtoyés, familiers peut-être, ne répondent pas parfaitement aux nécessités du moment. Ils constituent certes un appoint appréciable pour les employeurs, une main-d'oeuvre mobile et bon marché, prête à s'engager pour une saison. « Durs à la fatigue, sobres, économes »²¹, leur endurance fait l'essentiel de leur réputation : celle d'ouvriers utiles pour la « grosse culture » comme on dit alors des travaux agraires les plus pénibles. Omniprésents dans la viticulture, on les utilise à manier la houe, au curage des fossés, au terrassement des parcelles. Il passent malgré tout pour plus terrassiers que agriculteurs et sont surtout employés comme manoeuvres. Ceux embauchés dans les campagnes sont d'ailleurs fréquemment tentés par d'autres activités, plus lucratives. N'hésitant pas à en changer, ils paraissent indisciplinés et leur débauchage²² est un des problèmes de l'heure : « Déjà trop d'étrangers, entrés comme travailleurs agricoles, attirés par la ville et par les hauts salaires, rompent leurs contrats de travail et viennent grever la main-d'oeuvre de l'industrie »²³.

Ce type d'immigration se montre donc instable et accroît les tensions du marché du travail dans certains secteurs industriels déjà saturés²⁴. Etrangers mobiles, vagabonds, ils suscitent en outre des peurs bien connues et ont souvent mauvaise réputation. La presse les montre à l'occasion voyous²⁵. Un autre problème tient à leur présence dans les villes où ils se regroupent dans les îlots anciens du centre ou près des sites industriels. Nombre de bourgades ont alors leur « petite Espagne » ou « petit Madrid », quartiers peuplés et saturés, quelquefois insalubres. Ces concentrations renforcent leur visibilité et bien des observateurs de l'époque s'en inquiètent. Toutes ces raisons expliquent que ce recrutement laisse en partie insatisfaits les Français qui y ont recours. Il n'est plus adapté aux nouveaux besoins de l'agriculture méridionale : il faut désormais des travailleurs à demeure, plutôt que des saisonniers comme c'était

encore le cas avant guerre. Ce n'est pas du côté de l'immigration espagnole qu'une issue va être trouvée.

On se tourne donc à cette époque vers d'autres provenances, jusque là jamais encore envisagées et des expériences très diverses sont tentées pour remédier au manque de main-d'oeuvre. Ces tentatives sont favorisées par le cadre légal libéral qui prévaut en matière d'immigration : les groupes patronaux peuvent organiser eux-mêmes le recrutement étranger en fonction des nécessités économiques et de leurs intérêts propres. Les structures impliquées sont de ce fait nombreuses, disparates. Depuis la guerre, le service de la main-d'oeuvre du ministère de l'Agriculture est relayé par des bureaux départementaux du travail qui tentent de répondre aux demandes de ceux qui veulent embaucher des étrangers. Mais dans le Sud-Ouest, où l'urgence se fait sentir, le milieu corporatif a organisé lui-même différents organismes chargés de la même mission. C'est donc d'abord localement, et dans le plus grand désordre, que vont se développer des filières spécifiques de recrutement des immigrés.

De ce fait, à peu près toutes les possibilités d'introduction sont essayées dans la région. D'abord évidemment, des ouvriers agricoles espagnols supplémentaires, notamment ceux licenciés des usines de guerre qui préfèrent se reclasser dans les campagnes plutôt que de rentrer au pays. Mais aussi des Français originaires d'autres provinces moins dépeuplées, tentatives qui échouent ou tournent cours avant même de commencer, faute de volontaires ou parce que leur adaptation se révèle difficile. Enfin, des lots composites de candidats à l'installation sont régulièrement proposés aux propriétaires, du garçon vacher polonais... à la servante de ferme biélorusse ! Mais si « divers palliatifs sont examinés : main-d'oeuvre d'Auvergne, des Landes, de Bretagne, immigration de Vaudois, de Polonais, d'Espagnols, de Portugais »²⁶, aucun n'a apporté de solution durable. Le problème reste entier, d'où de nouvelles hypothèses, dont la grande presse commence à se faire l'écho : « On pourrait peut-être pourvoir à la carence des hommes par une immigration sagement organisée. il ne manque pas de pays à la natalité copieuse, par exemple l'Italie, qui ne demandent qu'à déverser au delà de leurs frontières le trop-plein de leur population »²⁷.

Les Italiens, en effet, ne forment encore qu'une part infime de la population étrangère présente dans le sud-ouest de la France : pas même 5 % en moyenne lors du recensement de 1921. Cela correspond à moins de 3 000 individus sur l'ensemble de la zone, dont plus de 800 en Gironde où la viticulture et l'agglomération portuaire de Bordeaux jouent un rôle attracteur. Ce groupe, réduit, se limite à certains métiers de l'artisanat itinérant (vanniers, chaisiers, etc.), aux quelques ouvriers occupés dans de petits centres industriels ou à des bûcherons isolés sur un secteur de coupe dans les massifs montagneux de la région. Selon un profil sociologique bien connu, il s'agit le plus souvent d'hommes jeunes, célibataires ou ayant laissé leur famille au pays, parfois venus en fratries. Beaucoup pratiquent cette émigration temporaire à la recherche de travail, un circuit éventuellement répété d'une année sur l'autre qui permet d'assurer un projet de vie toujours basé au village d'origine. Le nouveau mouvement migratoire qui va s'accomplir ne présentera donc aucune continuité avec ce flux antérieur d'Italiens.

Il faut d'ailleurs souligner que le démarchage tenté en direction de l'Italie septentrionale n'a au départ aucun caractère privilégié. Du point de vue des organismes français qui le développent, il vise seulement à multiplier l'offre de recrutement destiné à l'agriculture. Plusieurs organisations agissent en ce sens en pionniers. Dès 1921, par exemple, le Comice agricole de Nérac en Lot-et-Garonne envoie un émissaire en Piémont chargé de présenter le Sud-Ouest dépeuplé comme une destination où des agriculteurs pourraient émigrer. C'est le cas aussi du Bureau de la main-d'oeuvre d'Auch, dans le Gers, dont le président – un gros propriétaire ayant des relations – demande à l'ambassade italienne à Paris de lui faire connaître des candidats potentiels²⁸. Il effectue en outre plusieurs voyages pour promouvoir cette idée dans le nord de la Péninsule. Les premiers résultats de la prospection apparaissent en septembre 1922, quand les propriétaires du Gers sont informés qu'une cinquantaine de familles se déclarent prêtes à venir s'installer en métayage. La même année, un rapport présenté devant le Conseil général du Tarn-et-Garonne préconise de promouvoir en priorité l'immigration transalpine.

Le consul honoraire d'Italie à Toulouse a aussi un rôle très actif. Il s'agit d'un Français qui exerce cette fonction à titre gracieux depuis des années. Du côté des autorités nationales italiennes, le *Commissariato all'Emigrazione* le désigne en avril 1923 comme son correspondant exclusif pour vingt départements du Sud-Ouest. Il prend donc la tête de l'Office régional de la main-d'oeuvre agricole qui s'ouvre auprès du consulat dans le but de promouvoir la venue d'émigrants et de faciliter les formalités administratives. Le consul met alors tout son zèle au service de cette politique, faisant la promotion des colons italiens auprès des autorités²⁹, comme auprès des agriculteurs au cours de réunions publiques. Bien introduit parmi les notables locaux, secrétaire général du Comité d'union latine, il est très proche des milieux agrariens et adopte une pratique de concertation avec les institutions qui les représentent. Au printemps 1925, alors qu'il doit passer la main à un fonctionnaire diplomatique italien, il se considérera comme le « père fondateur » de la colonie italienne de la région³⁰.

Afin d'amplifier l'immigration, c'est à son tour la Confédération des associations agricoles (région Languedoc – Gascogne – Pyrénées) qui se mêle de l'organiser. Elle crée pour cela une structure *ad hoc* en mars 1924 en mettant en place un Comité régional de la main-d'oeuvre agricole³¹. Ses animateurs sont des notables méridionaux, propriétaires terriens qui dominent le syndicalisme corporatif. Chargé de proposer aux meilleures conditions des familles paysannes et des ouvriers soigneusement sélectionnés, ce comité va surtout s'employer à favoriser l'immigration italienne. Ce choix s'affirme dès la première année, ce qu'énonce clairement son spécialiste du recrutement devant la Société d'agriculture de Haute-Garonne : « L'Italien est, de tous les ouvriers agricoles étrangers, celui qui par ses habitudes et par sa race se rapproche le plus de nous. C'est lui qui peut le mieux s'adapter à nos moeurs »³². Concrètement, cette structure centralise les demandes de main-d'oeuvre des particuliers, met les propriétaires ou les exploitants français en rapport avec les services italiens d'émigration et les aide à accomplir les démarches administratives. Gratuit et sans but lucratif, tous les agriculteurs membres de l'une des associations

adhérentes peuvent bénéficier de ses services, ainsi que ceux, isolés, qui acquittent une cotisation annuelle.

Enfin, une fois le processus lancé, les différents offices agricoles prennent le relais. Ces organismes privés servent eux aussi d'intermédiaires pour fournir des travailleurs étrangers aux propriétaires, mais en échange d'un paiement qui dépend du type de prestation (ces frais sont en moyenne de 100 francs par famille de maître valet et par famille de métayer jusqu'à 4 personnes, 120 francs par famille de métayer à partir de 5 personnes, 150 francs par famille de fermier). Disposant de tout un réseau de correspondants et d'agents recruteurs, l'Office de la main-d'oeuvre agricole du Midi – qui promet des recrues « de qualité » – conseille les Italiens en premier choix. A la fin de l'été 1924, ce seul office a déjà introduit plus de 80 familles dans la région de Toulouse³³. Au total, 4 284 travailleurs italiens de l'agriculture (salariés ou exploitants) ont été introduits dans les douze départements du Sud-Ouest durant l'année 1924³⁴ ; 4 104 en 1925³⁵.

Tout ceci concourt à développer le recrutement transalpin dans le sud-ouest de la France. En effet, tous ceux qui ont eu le projet d'amorcer un flux migratoire d'envergure se tournent presque simultanément de ce côté là. Cet engouement s'explique par le contexte précédemment évoqué et la dynamique d'ensemble qui en résulte. Car le recours aux Italiens semble dès ce moment susceptible d'offrir une solution au problème polymorphe de l'économie régionale : à la fois démographique (la dénatalité), agricole (la friche), économique (la stagnation). L'effet d'émulation et d'imitation joue aussi son rôle, chacun tentant d'enclencher le processus dans sa propre circonscription ou pour sa propre clientèle.

Encore fallait-il convaincre les autochtones du bien fondé de l'entreprise. Il était en effet indispensable de persuader les propriétaires susceptibles de bailler des terres ou les exploitants pouvant embaucher d'accepter de traiter avec les migrants italiens. L'ensemble des sources prouve que la population des campagnes a d'abord été réticente³⁶. L'idée d'accueillir des travailleurs inconnus se heurte à une hostilité spontanée des paysans, du fait parfois de contacts antérieurs : « Ils ne connaissaient que les Espagnols de la frontière [...] Ils avaient vu à l'oeuvre pendant la guerre des réfugiés du nord et des Belges assez malhabiles dans l'exploitation de nos terres ; ils avaient assez critiqué les Bretons, les Portugais, les Suisses, les Polonais ! »³⁷. La méfiance l'emporte donc envers ceux qui ne sont pas « du pays » et on préfère toujours les arrangements de voisinage. La majorité des petits exploitants n'ont même pas cette préoccupation et poursuivent vaillamment que vaillamment une polyculture de subsistance. Ce ne sont pas eux qui cherchent à remédier à la déprise humaine : cet activisme est celui d'une élite propriétaire organisée au sein des institutions agricoles.

Ceci explique que les différents organismes qui participent à lancer cette immigration vont aussi en assurer la promotion. La première grande réunion publique d'information sur la main-d'oeuvre italienne est organisée à Toulouse le 23 avril 1923, sur l'initiative des deux principales sociétés d'agriculture et de l'Office agricole du département. On y rend public le résultat d'une enquête sur l'adaptation des migrants établis dans les environs de Castelsarrasin qui atteste qu'ils « s'acclimatent parfaitement »³⁸. Cette réunion est suivie de plusieurs autres destinées à surmonter les

réticences et à faire connaître les modalités pratiques pour recruter des étrangers. Ces organismes éditent aussi des opuscules de conseils pratiques et des recueils de vocabulaire bilingue pour atténuer l'obstacle linguistique. L'incitation résulte plus directement encore de la mise en place de divers systèmes d'aide matérielle. On peut en mentionner quelques-uns : l'Office agricole du Gers accorde aux propriétaires une prime pour favoriser la mise en location de leurs terres ; le Comité régional de la main-d'oeuvre agricole indemnise en partie les migrants de leurs frais d'installation³⁹... Quant aux publications agricoles, elles assurent une publicité favorable à ces familles latines et diffusent un discours qui contribue à ce qu'elles soient bien perçues. Même la grande presse insiste sur la satisfaction des propriétaires déjà engagés : « De toutes parts on fait l'éloge des métayers italiens ! »⁴⁰

On le voit, côté français ce courant migratoire présente la particularité d'avoir été souhaité, en partie impulsé puis promu par des milieux économiques et dirigeants relayés par des institutions aptes à en traduire les intérêts. Le faisceau des initiatives prises en sa faveur est complexe : organismes divers, groupes d'intérêts ou notables qui, tous, cherchent dans le même sens. Cette effervescence, à laquelle de multiples intervenants participent de façon plus ou moins décousue, se révèle pourtant très convergente dans ses effets. Le démarrage du mouvement survient au terme de tâtonnements, d'échecs et de désillusions, comme l'aboutissement d'une longue quête visant à sauver les campagnes délaissées. Au terme de trois années de grand afflux, l'enquête du ministère français de l'Agriculture sur les Italiens dans l'agriculture⁴¹ comptabilise, dans les douze départements déjà évoqués, 4 830 propriétaires terriens italiens (pour seulement 26 en 1921⁴²), 12 152 fermiers et métayers (seulement 9 en 1921), 4 705 salariés agricoles. Le plus grand nombre sont établis en Lot-et-Garonne, Haute-Garonne, Gers et Tarn-et-Garonne. Toujours sur ce même territoire méridional, 77 % de la population active d'Italiens immigrés travaille dans le secteur agriculture et forêt selon les chiffres du recensement de 1926⁴³.

Un observateur italien soulignera la situation « extraordinaire » d'un Sud-Ouest où les émigrés sont arrivés « sur l'invitation des autorités et des notabilités de l'endroit »⁴⁴. Bien évidemment, un flux migratoire de cette ampleur n'a pas pu être décidé et réalisé en toute rationalité par les instances française. Il ne peut s'amorcer qu'en rencontrant un contexte favorable au delà des Alpes et en entrant en conjonction avec les projets migratoires des populations italiennes. Du point de vue des migrants eux-mêmes, ce mouvement peut donc avoir un aspect spontané conforme à la tradition d'émigration : décision individuelle ou familiale de s'expatrier, motivations et stratégies personnelles, clandestinité éventuelle, jeu des réseaux propres d'information et de solidarité, etc. Ce Midi de la France se présente en effet au bon moment pour remplacer des destinations qui se ferment au début des années 1920 : les Etats-Unis soumis aux quotas ou les pays en récession du Cône sud. Les ravages de la guerre dans le Frioul avaient déstabilisé la société, motivant des départs massifs. Alors qu'en quelques années le fascisme impose un pouvoir dans partage, la France est aussi un refuge pour ceux qui fuient la répression politique ou les contrecoups du régime sur le terrain social.

L'attrait est d'autant plus fort que ce nouvel espace suscite vite un imaginaire spécifique. Vu des terroirs surpeuplés de l'Italie septentrionale, où la situation des familles paysannes s'aggrave, le sud-ouest de la France semble rendre possible une émigration agricole et offrir la promesse d'une réussite rurale. Contrairement aux Espagnols qui passent la frontière pour aller d'une embauche à l'autre et remplir la tâche de main-d'oeuvre courante, ces Italiens partent avec projet d'installation paysanne, poussés par l'espoir de réussir une ascension par la terre. Un effet d'engouement se développe en quelques mois et divers intermédiaires privés apparaissent (passeurs, marchands de biens, notaires) qui amplifient encore le mouvement.

Le mouvement migratoire obéit ainsi de part et d'autre à la conjonction d'attentes et de projets qui entrent en concordance. Cette configuration détermine la façon dont le phénomène se développe en ce début des années 1920 et influe durablement sur la manière dont il va être reçu. Dans le contexte qui vient d'être décrit, on comprend que l'immigration italienne soit perçue selon un système de représentations qui touche à la situation sociale du Sud-Ouest comme à l'imaginaire collectif englobant. Les milieux qui ont cherché une solution aux problèmes de la France méridionale font, après bien des tentatives, le pari d'un apport migratoire de masse venu d'Italie. Décidés à venir en famille et prêts à s'installer à demeure, ces immigrants paysans coïncident étroitement aux besoins sociaux-économiques du moment. Ils rassurent également parce qu'ils offrent une image pouvant correspondre aux valeurs, si prégnantes, de la ruralité. Autant que le déséquilibre démographique inverse entre régions de départ et d'arrivée, c'est cette adéquation complémentaire des anticipations croisées et des imaginaires réciproques qui explique l'ampleur du mouvement et qui contribue à faciliter les premiers contacts entre populations.

NOTES:

¹ Ce terme recouvre essentiellement les deux régions actuelles d'Aquitaine autour de Bordeaux et de Midi-Pyrénées autour de Toulouse.

² *Le journal d'agriculture du Sud-Ouest*, janvier 1923.

³ Il s'agit d'une circonscription d'échelle inférieure à celle des départements qui forment, eux, la structure administrative de base héritée de la Révolution française.

⁴ Bilan établi par le Comité interallié pour l'étude des questions concernant les invalides de guerre, in « L'épouvantable crise de la main-d'oeuvre agricole », *Le Midi socialiste*, 25 septembre 1927.

⁵ « Le tocsin », *L'Express du Midi*, 15 mars 1924.

⁶ « Le mal qui ronge la France », *La Croix du Midi*, 19 juillet 1925.

⁷ « Le capital humain », *La Dépêche*, 3 avril 1924.

⁸ « Pour les grandes familles », *La Dépêche*, 18 septembre 1925.

⁹ Enquête du ministère de l'Agriculture, 1920. Archives départementales du Tarn-et-Garonne : 7M-1174.

¹⁰ « La main-d'oeuvre dans le Sud-Ouest », *Le Sud-Ouest économique*, 23-31 janvier 1926.

- ¹¹ *Le Journal d'agriculture du Sud-Ouest*, mars 1923.
- ¹² « L'immigration italienne dans le Sud-Ouest », *L'année politique*, avril 1928.
- ¹³ Joseph de Pesquidoux, *Le livre de raison*, Paris, Plon, 1924.
- ¹⁴ « La famille paysanne », *L'Express du Midi*, 12 août 1925.
- ¹⁵ Emmanuel Labat, *L'âme paysanne*, Paris, Delagrave, 1919.
- ¹⁶ « La France, nation agricole », *La Dépêche*, 4 oct. 1923.
- ¹⁷ Instructions du ministre de l'Agriculture aux préfets, 10 novembre 1922. Archives départementales du Tarn-et-Garonne : 7M-1172.
- ¹⁸ Les Conseils généraux sont les collectivités territoriales élues dans chaque département.
- ¹⁹ « Le sixième congrès de l'agriculture française à Toulouse », *L'Express du Midi*, 7 juin 1924.
- ²⁰ Charles Garisson, *Rapport sur la natalité*, Montauban, Imprimerie G. Forestié, 1922.
- ²¹ « Dans les campagnes de notre Sud-Ouest : Espagnols et Portugais », *La Dépêche*, 30 mai 1924.
- ²² Il s'agit de la rupture du contrat de travail suite à une autre proposition d'emploi.
- ²³ Réponse du préfet du Tarn à l'enquête sur les étrangers, 26 mai 1925. Archives nationales : F7-13518.
- ²⁴ Rapports mensuels du préfet des Hautes-Pyrénées, novembre et décembre 1923. Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques : 1M-89.
- ²⁵ « Sans manquer à l'hospitalité, la France pourrait prendre quelques précautions aux frontières », *La Dépêche*, 12 mai 1924.
- ²⁶ *L'Agriculteur du Gers*, 15 août 1922.
- ²⁷ « Aide-toi », *La Dépêche*, 10 février 1924.
- ²⁸ « Les étrangers dans les campagnes françaises », *Annales de géographie*, 15 mars 1926.
- ²⁹ Lettre du consul d'Italie à Toulouse aux préfets des départements du Sud-Ouest, 5 juin 1923. Archives départementales de l'Ariège : 12M-16 & Archives départementales des Landes : 4M-184.
- ³⁰ *L'Union centrale agricole*, juin 1925.
- ³¹ « La main-d'oeuvre étrangère », *L'Express du Midi*, 2 août 1924.
- ³² *Le Journal d'agriculture du Sud-Ouest*, décembre 1924.
- ³³ *L'Agriculteur de l'Ariège*, septembre 1924.
- ³⁴ Ceci sans compter ceux venus de leur propre initiative pour trouver une place ni ceux entrés comme touristes pour acquérir un domaine et s'installer à leur compte en tant que propriétaire exploitant.
- ³⁵ Ministère de l'Agriculture, *Statistiques de l'immigration de 1918 à 1926*, Paris, Imprimerie nationale, 1927.
- ³⁶ Enquête sur les besoins de main-d'oeuvre agricole, 1923. Archives départementales du Lot : 7M-44 & Archives départementales du Tarn-et-Garonne : 7M-1175.
- ³⁷ « Nos frères latins », *L'Union centrale agricole*, décembre 1925.
- ³⁸ « L'agriculture et la main-d'oeuvre étrangère », *La Croix du Midi*, 29 avril 1923.
- ³⁹ « La main-d'oeuvre étrangère dans le Sud-Ouest », *L'Information régionale*, 29 octobre 1927.
- ⁴⁰ Enquête du service de la main-d'oeuvre étrangère en Lot-et-Garonne, *La Dépêche*, 19 juin 1924.
- ⁴¹ « Quanti sono gli agricoltori italiani in Francia », *Il Corriere*, 18 octobre 1929.
- ⁴² Enquête du ministère de l'Agriculture sur les exploitants agricoles étrangers en 1922. Archives nationales : F7-13518 & F7-13519.

⁴³ Statistiques générales de la France, *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 7 mars 1926*, Paris, Imprimerie nationale, 1930.

⁴⁴ Rapport à l'ambassadeur d'Italie à Paris, 7 avril 1926. Archives nationales : F7-13245.

THE ETHNO-DEMOGRAPHIC EVOLUTION OF MOLDAVIAN AUTONOMOUS SOVIET SOCIALIST REPUBLIC

Pânteia Călin
Oradea

Rezumat: Autorul analizează evoluția etno-demografică a teritoriilor care au fost incluse de autoritățile bolșevice în cuprinsul Republicii Autonome Sovietice Socialiste Moldovenești. Formarea RASSM în 1924 a avut la bază mai curând calcule politice și ideologice, decât argumente etnice. Acest lucru e dovedit de datele recensământului sovietic din 1926, care arată că în componența republicii au fost incluse, pe lângă zona majoritar românească din stânga Nistrului și teritorii locuite aproape exclusiv de ucraineni. Ca urmare, românii moldoveni erau minoritari în propria lor republică, ceea ce a contribuit la procesul de deznaționalizare a acestora. Rezultatul a fost scăderea constantă a ponderii moldovenilor în cadrul RASSM, fapt dovedit de datele recensământului sovietic din 1939.

Deși controversate, datele oferite de recensămintele sovietice au fost în mare parte confirmate de recensământul românesc din 1941, conform căruia, în Guvernământul Transnistriei, românii reprezentau doar 8,5 % din numărul total de locuitori, iar în teritoriul fostei RASSM, 32,8 %.

The creation of MASSR is the result of a wider politics of the Soviet Union which, in its chase for the so-called “export of revolution” was maintaining a constant pressure on its unwanted neighbors. This was also the role of Karelian ASSR towards Finland, of Buryat-Mongol ASSR towards Mongolia¹ or of Byelorussian SSR towards Poland, between the two World Wars.

The idea of MASSR started at the beginning of 1924, when a so-called “group of initiative” lead by Grigore Kotovski had drawn up a *Memoir about the need of setting up the Moldavian Soviet Socialist Republic*, dated February the 4th 1924 and addressed to the Central Committees of CP (b) from Russia and Ukraine². As a result of this memoir, after long controversies between the supporters and the opponents of such a republic and after three meetings of the CC of Russian CP (b) and four of Ukrainian CP (b), on the 29th of July 1924 they have decided to create the Moldavian ASSR as part of Ukraine³. This decision was materialized on the 12th of October 1924 when the autonomous republic was officially set up as a result of a decision of the third Session of Ukrainian CEC⁴. Initially without Balta raion, the MASSR borders had extended several times, finalizing no sooner than September 1926⁵.

The way in which those borders were indicated reveals that the true reason of founding MASSR was not to “rise the economic and cultural level” of Moldovans from the left bank of the Dniester river, as pretended in the Memoir, but to achieve some political and propagandistic purposes. While territories with wide Ukrainian majorities were included in this republic, many Romanian villages were left out, some

even near the borders. Although in the '20-'30 of the last century, in Beleavca raion there were many Moldavian rural soviets such as Gradinita, Iaschi and Troițcoe, or in Liubașevca raion there were present in Gvozdoca, Druga and Scrovsca⁶, these establishments were not included in MASSR. In the same manner, the capital was settled at Balta, lying rather far from the Moldavian ethnic group and containing an insignificant percentage of Romanians.

The ethnic composition of the territory from the left bank of Dniester, even if it was not the main reason for setting up MASSR, it was an embraced argument in the debates regarding the foundation of the Moldavian autonomy, both by the followers and the opponents of this idea. The number of Romanians who were living in Moldavia on the left bank of Dniester was extremely controversial. In the *Memoir about the need of setting up the Moldavians Autonomous Soviet Socialist Republic* was underlined that "on the left bank of Dniester, in the former Herson and Kamenet-Podolsk guberniya, there are living in compact masses no less than 500,000-800,000 Moldavian, and according to Romanian allegations – up to 2,000,000 Moldavian [...]. This population occupies no less than 16,000 square versts"⁷. The commission created especially by Kotovski to count the Moldavian population from the left bank of Dniester in order to establish MASSR, identified 283.4 thousand Moldovans in Podolsk and Odessa guberniya, while the Ukrainian party confirmed, in the same region, the existence of only half this number, precisely 147.4 thousand⁸. V. Ciubari, president of People's Commissars of the Ukrainian SSR, had declared in his speech at the Third Session of Ukrainian CEC, on the 12th October 1924, that in the MASSR, Moldovans had represented 58% of almost 400,000 inhabitants⁹.

Taking all these contradictory facts into account, the 1926 census was meant to clarify the ethnic composition of the republic.

The 1926 census revealed, in the whole Ukraine, 259,324 Moldavian Romanians¹⁰, of which 66.5%, that is 172,556 were living in MASSR. A large number of them was far away outside the borders, on the left bank of Bug, in Kirovgrad region or in Doneț drainage basin, without any real chance of ever being included in MASSR. In the neighboring regions, the number of Moldavian left outside was, according to the same census, insignificant. In Odessa okrug there were 16,358 Moldovans (1.9%), 10,230 of them in the town of Odessa, in Movilau okrug 126 (0.02 %) and in Tulcin an additional 403 (0.06%)¹¹.

Two years after its foundation, MASSR counted up to 572,339 inhabitants (including 225 foreign citizens, the 172,556 Moldavian Romanians represented only 30.1%. Out of this number 172,419 declared themselves as Moldovans and the rest of 137 as Romanians. The majority was held by Ukrainians, counting up to 277,515 persons, that is 48.5%. Besides Romanians and Ukrainians, a relative important percentage of the ethnic structure was held by Russians (8.5%) and Jews (8.5%), less important percentage of Germans (1.9%), Bulgarians(1.1%) or Poles(0.8%). Other nationalities represented altogether only 0.6% of the whole population¹².

According to 1926 census data, in MASSR there were, at that time, 862 establishments¹³ organized in 213 rural soviets¹⁴, 3 urban localities or small towns (Ananiev, Bârzula and Râbnița) and 2 towns (Balta and Tiraspol)¹⁵. Out of the rural

soviets, 55 of them had Romanian majorities (relative or absolute), 137 Ukrainian, 8 German, 7 Russian, 4 Jewish, 1 Bulgarian and another one Polish majority¹⁶. In small towns and towns the majority was held by Jews (Balta, Râbnița), Ukrainians (Bârzula, Ananiev) or Russians (Tiraspol)¹⁷.

Most of the population, exactly 489,956, that is 85.6%, was living in the rural area, while 8,383, that is 14.4% was in the urban area. There were huge differences between rural and urban areas in terms of ethnic structure. The urban population consisted mostly of Ukrainians, Jews and Russians (35.8%, 30.5% and 23.4%), while Moldovans represented only 7.6%. In the rural area, Ukrainians were holding majority (50.7%), followed by Moldovans (33.4%), Russians (6.1%) and Jews (2.2%). Significant differences were also recorded in the urban and rural distribution of different ethnic groups. Jews held the highest urbanization level, most of them living in small towns and towns (50.7%). Russians were also well represented, 39.3% of urban population when compared to Romanians who were living in the country in an overwhelming proportion (96.4%)¹⁸.

Surprisingly, in the capital of their own republic there were only 369 Moldovans, that is 1.6% of 23,034 inhabitants¹⁹. Neither were they better represented in the future capital of Tiraspol. Counting up only to 301, these were 1.4% of the 21,741 inhabitants²⁰. In small towns, Moldovans were best represented in Ananiev (20.9%) and in Râbnița (16.6%), while in Bârzula they were insignificant (1.94%). In other raion centers, considered to be rural localities, Moldovans held majority in Slobozia Moldovenească (91.9%), Camenca (56.6%) and Grigoriopol (55.3%). In Ocna, Dubăsari and Codâma they were not representing more than 4%²¹.

Out of 11 MASSR raions, Moldovans held absolute majority only in Dubăsari (67.0%) and Slobozia (64.7%), and relative majority in Grigoriopol (45.7%)²². There was high percentage of Moldovans in the other raions lying on the left bank of Dniester: Camenca (38.4%) and Râbnița (35.7%); as an exception, the small percentage of Moldovans (26%) in Tiraspol raion can be explained by the large number of Russian and Jews living in the town of Tiraspol, the second largest one after the capital of Balta. A significant percentage of Moldovans was recorded also in the raions of Ananiev (33.7%) and Bârzula (32.0%) where the largest Romanian MASSR villages could be found: the 7,773 inhabitants` Lipețchi (Bârzula raion) with 97.1% Moldovans²³ and the 6,369 inhabitants` Handrabura (Ananiev raion) with 97.4% Moldovans²⁴. Also in Ananiev raion was lying Valea Hotului counting up to 14,549 inhabitants, of which 50.2% Moldovans²⁵ and considered to be the largest rural locality of the republic, being outnumbered only by Balta and Tiraspol towns and the small town of Ananiev. Low percentage of Moldovans can be found in Cruteni (16.88%) and Ocna Roșie (15.7%) raions, while Balta raion had only one, half Romanian village (Pârlita) with 2.5% Moldovans.

Ukrainians had absolute majority in all five eastern raions: Balta (94.4%), Cruteni (71.7%), Ocna Roșie (66.9%), Bârzula (53.1%) and Ananiev (51.8%). They held relative majorities in Balta, the capital of republic (38.3%), as well as in the two northern raions from the left bank of Dniester: Râbnița (48.3%) and Camenca (46.6%). The lowest percentage of Ukrainians was recorded in all the four raions

from the left bank of Dniester, lying south of Râbnița raion: Tiraspol (19,5%), Slobozia (17.4%), Grigoriopol (15.4%) and Dubăsari (14.3%).

Russians held relative majority in Tiraspol raion (32.7%; in town 54.8%) and percentages of 10 in the capital Balta (18.2%), Slobozia (15.25%) and Grigoriopol (12.8%) raions. The major Russian MASSR's localities were Tiraspol with the suburb of Zacrepotsnaia Slobodca and the villages of Slobozia rusească (r. Slobozia), Ploscoe, Bâcioc, (r. Tiraspol), Antonovca (r. Ocna Roșie), Alexandrovca (r. Bârzula) and Molochișul Mic (r. Râbnița).

Jews, who were living mostly in urban areas, had their highest percentage in Balta town (39.6%) and percentages of 9-10 in Dubăsari (10.8%), Camenca (10.6%), Ananiev (10.3%), Tiraspol (10.2%) and Râbnița raions (9.3%). Jewish majorities were recorded in Rașcov market town, Dubăsari and Ocna, as well as in Gherșunovca village (r. Râbnița).

Germans were living mostly in Grigoriopol raion, where they held a significant percentage (21.0%) and in Ocna Roșie raion (5.1%). Mostly Germans were also the colonies of Luncea (r. Bârzula), Marienberg and Sofiental, as well as several villages: Trehgrad (r. Ocna Roșie) Bergdorf, Klein Bergdorf, Glicstal, Neidorf (today Colosova Mare, Colosova Mică, Hlinaia, Carmanova, r. Grigoriopol), Stepanovca, Andriașevca Nouă (r. Tiraspol) and Antonovca (r. Camenca).

Poles were present mainly in the northern raions of Dniester, but insignificant: Camenca (2.4%) and Râbnița (2.4%). The only locality with Polish majority was Slobozia Rașcov (r. Camenca); in Stanislavcea village (r. Balta) the Poles were almost half of the population.

Almost all Bulgarians were living in Parcani village, in Tiraspol raion, but overall in this raion they held 9.0%.

Among other nationalities present in the republic, we can also mention Armenians, inhabiting mostly in Grigoriopol and Czechs who were dominating the whole Alexandrovca colony (Rozalevca rural soviet, r. Bârzula)²⁶.

The 1926 census reveals important data concerning the number and the type of MASSR schools. Out of the 420 schools existing at the time the census took place, 244 were Ukrainian, 83 Moldavian, 27 Russian, 18 Jewish, 13 German, 3 Bulgarian, 2 Polish, 1 Czech, 18 Moldo-Russian or Moldo-Ukrainian, 2 Russian-Ukrainian, and 7 unspecified mixed schools. From all schools, only 19.8% were Moldavian or 24% if we took in consideration the mixed ones: Moldo-Ukrainians or Moldo-Russians, while Moldovans held 30.1% of the total population of the republic. Most of the Moldavian schools, or mixed with a Moldavian component, were functioning in the raions of Dubăsari (14+5), Slobozia (13+1), Râbnița (10), Tiraspol (10), Bârzula (9), Ananiev (8+2), Grigoriopol (7+1) and Cruteansc (6+2). On contrary in Balta raion there was only one school and in the capital, none²⁷.

The 1939 census following the one from 1926, had registered in the entire Ukraine 231,523 Moldavian Romanians²⁸, 170,982 in MASSR. Overall, the autonomous republic was counting up to 599,156 inhabitants, the Moldovans holding only 28.5%, while the Ukrainians were numbering 303,825 and holding the absolute majority with 50.7%. The Russians (10.2%) and the Jews (6.2%) were still remaining

minorities with relative important shares in the ethnic structure of the republic, while the Germans (2.0%), the Bulgarians (1.2%) and the Poles (0.6%) kept a small portion. Other minorities totalized the rest of 0.6%²⁹.

Comparing the two soviet censuses, one can easily notice that, in the 13 years between 1926 and 1939, which had also included the forced collectivization between 1929 and 1932, the 1933 famine and the political repercussions of 1937-1938, MASSR's population increased by 26,817 inhabitants, that is 4.7%. This growth was due mainly to Ukrainians and Russians. The Ukrainians increased the most in absolute figures by 26,310 inhabitants, that was 9.5% more compared with 1926. The Russian were also rising with 12,410 inhabitants, that's equivalent to 25.4% more than the previous census. Also the share of the two ethnic groups in the total population increased for Ukrainians with 2.2% and for Russian with 1.7%. On the contrary, Moldovans recorded in their own republic a decrease of 1,437 inhabitants, that is 0.8% less, 1.6% as a percentage from the total, data which explains the failure of the moldovenization and indigenization politics mimed by the Soviet State in MASSR. A dramatic fall of 23.7% of the Jewish population occurred³⁰.

Compared with 1926, there had been some changes concerning the number of urban localities, which had also affected the structure of urban and rural population in MASSR. In 1939 there were towns Tiraspol, Balta, Kotovsk and Râbnița, while Dubăsari, Codâma, Camenca, Grigoriopol, Ananiev and Slobodca were considered urban localities³¹. In consequence, the 1939 census recorded in the urban area 124,012 inhabitants (20.7%), 11.7% Moldovans, 40.5% Ukrainians, 24.2% Jews, 20.9% Russians and 2.7% other nationalities. Jews were living in towns in an overwhelming 81% majority, followed in this matter by Russians with 42.3%. In the rural area there were 475,144 inhabitants (79.3%), including 32.9% Moldovans, 53.4% Ukrainians, 7.4% Russians, 2.4% Germans, 1.48% Jews, 1.48% Bulgarians and 0.9% other nationalities. Moldovans and Ukrainians were living mainly in the rural area in 91.5% and 83.4%³².

Also at raion level some changes had appeared in the ethnic structure of the population. A part of them were the result of the territorial-administrative changes that had taken place in the republic and that had concerned the increase of the raion numbers from 11 to 14 in 1935. Thus, out of the north-eastern part of Balta raion was detached the Pesciana raion, out of in the southern part of Ananiev was taken down the Valea Hotului raion, and out of the western part of Ocna Rosie raion the Cerneansc raion was formed. Another two raions were renamed: Bârzula to Kotovsk and Cruteni to Codâma. These changes had taken place in the prevalently Ukrainian raions from the eastern part of the republic, so that the raions lying left from Dniester had not suffered major changes compared to 1926³³.

Moldovans were still holding the absolute majority in Dubăsari (65.9%) and Slobozia (59.5%) and relative majority in Grigoriopol (48.0%) raion³⁴. As a consequence of making Tiraspol the capital of republic, this town was no longer belonging to Tiraspol raion, therefore the relative majority of this raion belonged to Moldovans (34.6%). Although dominated by Ukrainians, the two raions near Dniester had relative high percentage of Moldovans: Camenca (35.4%) and Râbnița (32.2%).

Eastern, three raions had approximately one third of their population formed by Moldovans: Ananiev (29.3%), Kotovsk (28.5%) and Valea Hoțului (28.4%), while in Cerneansc Moldovans represented 19.0%, and in Codâma 15.0%. The raions with the lowest percentage of Moldovans were Ocna Roșie (7.6%), Balta (3.1%) and Pesciana (0.5%). In the new capital of Tiraspol, the number of Moldovans increased compared with 1926, being recorded 3,480 Moldovans, that is 8% from the total population.

Due to the territorial-administrative changes and to increasing in numbers, Ukrainians succeeded in prevailing in 10 raions, having absolute majority in all the three new created raions. Therefore, according to 1939 census, all the raions lying north from Dubăsari raion where inhabited by Ukrainians in more than 50%: Pesciana (93.8%), Balta (79.7%), Cerneansc (76.3%), Codâma (75.6%), Ocna Roșie (66.5%), Valea Hoțului (64.3%), Ananiev (60.4%), Kotovsk (56.8%), Râbnița (53.1%) and Camenca (53.0%). In the southern raions holding Romanian majorities, Ukrainians were maintaining themselves under a fifth of population: Dubăsari (19.9%), Slobozia (18.6%) and Grigoriopol (17.7%), except Tiraspol raion where they had 27.9%. In the capital, Ukrainians represented 28.6%, being the second ethnic group after Russians.

Russians had relative majority in the town of Tiraspol (33.8%) and had over 10% in Tiraspol (21.3%), Slobozia (19.6%), Grigoriopol (12.6%) and Ocna Roșie (10.2%) raions. In other raions Russians were having between 2% and 7%.

Jews were living in big numbers in the town of Tiraspol where they represented 26.9% of the total population. They had their highest percentage in Balta raion with 8.7% where they were present mostly in the town.

We do not possess detailed data, but the 19.8% mentioned for other nationalities in Grigoriopol raion was referring mainly to Germans, and the 15.7% of other nationalities for Tiraspol raion was referring especially to Bulgarians.

Comparing to 1926, the percentage of Moldovans increased in only one raion, namely Grigoriopol with 2.3%, as for the rest of the MASSR's raions, the percentage of Moldovans decreased compared with the rest of the population. The most important decreases had been recorded in Slobozia raion by 5.2% and in Ananiev raion, considered in the boundaries before 1935, by 4.8%.

However the number of Ukrainians increased in percents compared with 1926 in all raions, the highest increases being recorded in Ananiev raion (10.2%, including Valea Hoțului), Tiraspol (8.7%, including the town) and Camenca (6.4%).

The percentage of Russians decreased only in Tiraspol raion (5.8%, including the town), as a result of Ukrainians' increase, and insignificant in Grigoriopol (0.2%). Moreover, their share grew in other raions up to 4.4% (Slobozia r.).

Jews recorded major decreases in all raions down to 5.6% in Ananiev (including Valea Hoțului), except the Tiraspol raion (including the town) where their share increased by 2.0%.

The 1940 split of MASSR was a consequence of the occupation of Bessarabia by the Soviet Union. In order to create the new unional republic, in July 1940, three projects were planned that were approximately cutting up the former borders of the republic³⁵.

One project belonged to the central authorities in Moscow and suggested „the reunion of the Bessarabian population with the MASSR population”. Under these circumstances, MSSR was to be formed by 51.4% Moldovans, 17.8% Ukrainians, 11.9% Russians and 18.8% other nationalities³⁶.

The „Moldavian” project belonging to MASSR government was suggesting that MSSR should be formed of a part of Bessarabia and a large part of MASSR, except the north-eastern raions of Codâma, Balta and Pesciana³⁷. In this approach, the former MASSR territory, which was to join the MSSR had, according to the 1939 census, 469,413 inhabitants, among which 34.5% Moldovans, 42.3% Ukrainians, 11.7% Russians, 6.2% Jews and 5.2% other nationalities. Ukraine was to obtain the three north-eastern raions containing 129,743 inhabitants, 7.1% Moldovans, 81.0% Ukrainians, 4.7% Russians, 6.1% Jews and 1.1% other nationalities.

The third project was revealing the Ukrainian SSR government’s point of view and was stipulating that the 14 MASSR raions should join the new MSSR, 6 on the left bank of Dniester: Camenca, Râbnița, Dubăsari, Grigoriopol, Tiraspol (including the town) and Slobozia³⁸. According to the 1939 census, in the raions meant to join the MSSR, there were 310,733 inhabitants, of which 39.6% Moldovans, 32.1% Ukrainians, 14.7% Russians and 7.1% Jews. Compared to the 1926 Soviet census, in the six raions from the left bank of the Dniester, the percentage of Moldovans decreased by 4.5%, while the Ukrainians’ and Russians’ contribution increased by 4.9% and by 1.0%. In this way, 71.9% of MASSR Moldovans, according to the 1939 census, (67.0% according to 1926 census), had to join the MSSR. Ukraine was to obtain 8 MASSR raions (Cruteansc, Balta, Pesciana, Kotovsk, Valea Hoțului, Ananiev, Cerneansc and Ocna Roșie), counting up to 288,423 inhabitants, 16.7% Moldovans, 70.7% Ukrainians, 5.4% Russians, 5.2% Jews and 12.0% other nationalities. In connection with the 1926 census, the percentage of Moldovans had also decreased by 1.7%, and those of the Ukrainians and Russians had increased by 4.2% and by 1.3%.

Out of the three MSSR setting up projects, finally the Ukrainian one had prevailed, so that the *Soviet Union law regarding the creation of the unional MSSR dated August the 2nd 1940* stipulated that „in the unional Moldavian Soviet Socialist Republic are included the town of Tiraspol and Grigoriopol, the raions of Dubăsari, Camenca, Râbnița, Slobozia and Tiraspol of the Moldavian Autonomous Soviet Socialist Republic, the city of Chișinău and the counties of Bălți, Bender, Chișinău, Cahul, Orhei and Soroca of Bessarabia”³⁹. When finalizing the borders between the MSSR and the Ukrainian SSR, it was taken into consideration that the Moldavian localities lying in the custom area were to be attached to MSSR, and the ones with Ukrainian majority to Ukrainian SSR. Consequently, in *The borders` description between the Vinița and Odessa regions of Ukrainian SSR and Moldavians SSR*, dated August 22nd 1940, it was mentioned that 11 rural soviets should be surrendered to Ukraine, namely Alexeevca, Bolgani and Grabarovca from Camenca raion, Domnița and Stanislavca from Râbnița, Reimarovca from Dubăsari raion, Alexandrovca Nouă from Grigoriopol and Grebenichi, Ploscoe, Slaveano-Serbca and Stepanovca from Tiraspol raion. On the whole, these were 14 localities inhabited by 20,518 people. On

the other hand, 3 rural soviets belonging to Codâma raion was attached to MSSR, namely Vasilievca, Ploti and Brușteni with 5,000 inhabitants⁴⁰. These border corrections were also being confirmed by the Soviet Supreme Presidium's Decree, *Regarding the establishment of the borders between the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Moldavian Soviet Socialist Republic* on November the 4th 1940⁴¹. Later, there were some minor border changes, so that Pervomaisc hamlet, belonging to Găvănosul rural soviet, Ocna Roșie raion, was included in MSSR.

Taking into consideration all these border changes, one can exactly determine the ethnic composition of the territory lying on the left bank of Dniester in MSSR, corresponding to the 1926 census. The population of the localities transferred in 1940 to Ukraine, six raions from the left bank of Dniester counted 24,590 inhabitants, of which 3.2% Moldovans, 61.8% Ukrainians and 30.1% Russians. Those belonging to Cruteansc and Ocna Roșie raions and joining the MSSR in 1940, had 5,211 inhabitants in 1926, among which 77.8% Moldovans, 19.7% Ukrainians and 2.4% other nationalities. Having these specifications in view, one can conclude that, in the year 1926, in the MASSR territory attached to MSSR, there were living 242,591 inhabitants, of which 49.0% Moldovans, 23.5% Ukrainians, 11.7% Russians, 8.8% Jews and 6.9% other ethnic groups. In the part of MASSR attached to Ukraine, there were 329,748 inhabitants, 16.3% Moldovans, 66.9% Ukrainians, 6.2% Russians, 8.2% Jews and the rest of 2.5% other nationalities⁴².

In order to establish what was the ethnic composition of the territory on the left bank of Dniester, in the year 1940, the same territory that had been attached to MSSR, estimation can be made based on the 1926 and 1939 censuses. Determining the annual average growth of the population detailed on ethnic groups, between the two censuses and applying this index to the 1926 data which, of course were concerning the MASSR population transferred to MSSR, we can estimate a number of 285,402 inhabitants in 1940, of which 44.2% Moldovans, 28.5% Ukrainians, 12.9% Russians, 7.7% Jews and 6.7% other nationalities. According to this estimation, in the MASSR territory which had been attached to Ukrainian SSR, there had been 315,817 inhabitants, 14.2% Moldovans, 71.1% Ukrainians, 8.0% Russians, 4.5% Jews and 2.2% other nationalities⁴³.

In spite of the border adjustment, there still remained some localities with Moldavian majorities neighboring the frontier in Ukraine. Through a notification dated May the 10th 1941, the measure of attaching to MSSR the following villages was approved: Culmea (Culnaia) Veche (2,903 inhabitants, among which 91.1% Moldovans) from Kotovsk raion, respective Doroțcaia Nouă (157 inhabitants, 83.4% Moldovans) and Sadovo (194 inhabitants, 61.9% Moldovans) from Ocna Roșie raion (otherwise, all these localities were lying in Dubăsari raion before the border adjustments had occurred)⁴⁴. The outbreak of the war on the 22nd of June 1941 impeded the application of these changes, which remained unmade even after 1944.

The 1941 census made in Transnistria by the Romanian authorities, had to reveal the real number of ethnic Romanians in this region. A large number of the Romanian historians interested in this subject suspected the Soviet authorities of altering the previous censuses' results. Their evaluation concerning the number of

Romanians living in the USSR was varying from 500.000 (Șt. Ciobanu), to 620.000 (V. Harea), 800.000 (T. Hotnog), to over 1.000.000 (A. Nour) and even over 1.200.000 (N.P. Smochină)⁴⁵. Regarding exactly MASSR's population, N.P. Smochină estimated that Romanians represented 80% of the republic's inhabitants⁴⁶.

The 1941 census data had revealed that on the former MASSR territory, there had been 477,885 inhabitants, of which 156,724 Romanians, that is 32,8%. Ukrainians held the absolute majority with a number of 267,711, that is 56.0%. Russians were counting up to 6.1% of the population, while Bulgarians (1.5%), Jews (0.8%) and Poles (0.8%) were represented in small proportions. Other nationalities held the rest of 0,2% of the total of inhabitants⁴⁷.

Throughout the whole Transnistrian territory, there had been recorded 197,687 Moldovans, which represented 8.5% of the total 2,325,991 inhabitants⁴⁸. This means that, at the time of the year 1941, 79.3% of the Transnistrian Romanians, between the Dniester and Bug rivers, were living in the former MASSR.

These results, which had mainly confirmed the previous soviet censuses regarding MASSR, had surprised the Romanian authorities so much that they had never even published the ethnic data of this Transnistrian inventory and had even had the intention of redoing this census.

Moving on to a comparative analysis between the 1939 Soviet census and the 1941 Romanian one, there had been a decrease of MASSR's population by 121,271 inhabitants, meaning 29.2%, decrease which had affected all the ethnic groups and could be explained by the effects of the war. A part of the inhabitants withdrew alongside the Red Army, others were enlisted, killed or missing. The number of the Moldavian Romanians dropped by 14,258 persons, that is 8.3%, while Ukrainians decreased even more by 36,114 persons, that being equivalent to 11,9%. However, as a result of the dramatic decrease of other ethnic groups, the proportion of the Moldovans, on the whole, increased from 28.5% to 32.8%, and that of Ukrainians even more from 50.7% to 56.0%. Jews suffered the biggest loss, their number decreasing from 1939 to the end of 1941 by 44,892 persons, that is exactly 92.4%, and their percentage, in the whole population, decreased from 6.2% to 0.8%. Also the number of Russians dropped dramatically by 32,389 persons, that is 52.9%, and as a percentage from the whole, they decreased from 10.2% to 6.0%. An important decrease had been recorded in the number of Poles by 61.8%, while Bulgarians and Germans dropped insignificant by 2.9% and 3.7%⁴⁹.

There are detailed data regarding the ethnic composition of towns in the government. Compared with 1926 and 1939, if strictly the former MASSR territory was concerned, there were considered towns, the county capitals of Tiraspol, Balta, Râbnița, Dubăsari and Ananiev, as well as Bârzula and Grigoriopol. Consequently, taking also into consideration the dramatic loss suffered by Jews, the urban area's ethnic composition suffered major changes. In this way, the towns of the former MASSR were inhabited, according to the 1941 census, by 66,510 people, of which 19.0% Romanians, 63.0% Ukrainians, 14.1% Russians and 3.9% other nationalities. The Romanians were forming the majority in Grigoriopol (72.3%) and were holding significant percentage in Dubăsari (28.9%), Râbnița (22.5%) and Ananiev (17.0%),

increasing compared with 1926, except the town of Ananiev where they were decreasing by 3.9%. In Tiraspol, the temporary capital of Transnistria, there were 1285 Romanians, that is 7.6% of the total. On the whole, towns were dominated by Ukrainians who had absolute majority in all Transnistrian towns, except Grigoriopol. The Russians held significant share only in Tiraspol (33.4%) and in Balta (23.4%)⁵⁰.

The data regarding the ethnic composition of the 1941 Transnistrian raions are unfortunately incomplete and are only referring to the Romanian percentages. Thus, the Moldavian Romanians had absolute majority in three raions: Dubăsari (84.2%), Slobozia (69.3%), Grigoriopol (52.0%) and a significant contribution in Camenca (40.6%), Bârzula (former Kotovsk, 39.1%), Râbnița (39.0%), Tiraspol (38.0%), Ananiev (34.4%), Valea Hoțului (29.2%), Ciorna (former Cerneansc 22.9%) and Codâma (16.3%)⁵¹. In other raions lacking of data, the Moldovans percentage was considerably smaller.

In comparison to 1939, the increase of the number of Moldovans by 18.3% in Dubăsari raion is surprising. Significant increases of over 5 % of Moldavian Romanians occurred also in the raions of Tiraspol (15.3%), Bârzula (10.6%), Slobozia (9.8%), Râbnița (6.8%), Camenca (5.2%), Ananiev (5.1%). Without detailed data regarding the 1941 census, we can only suppose that the very presence of the Romanian authorities in Transnistria had awakened the hidden ethnic conscience of Moldovans, exposed mainly to Ukrainization.

As against to the shortage of data referring to the ethnic composition of certain Transnistrian raions, an archive document had registered the ethnic composition of the government's counties. Although the raions' boundaries remained approximately the same as in the Soviet period⁵², the counties boundaries did not respect the MASSR borders, so that the former autonomous republic's territory was covering a part of the Tiraspol, Dubăsari, Râbnița, Balta and Ananiev counties. Except the Balta counties where Moldovans had only 0.4%, the other counties held the highest percentage of Moldovans in the whole Transnistria: Dubăsari (40.5%), Tiraspol (25.5%), Râbnița (25.1%) and Ananiev (13.9%). A significant percentage of Moldovans had only Ovidiopol county (9.3%). As for the rest, Moldovans held around 3% in Golta (3.3%) and Berezovca(3.2%) counties and only 1.1% in Odessa county. Less than 1% was the Moldovans' contribution in Oceacov county and even under 0.1% the northern Movilău, Jugastru and Tulcin counties⁵³.

On the other hand Ukrainians held absolute majority in all Transnistrian counties, except Dubăsari and Tiraspol counties, where they had still formed a relative majority.

Pursuing the MASSR's ethno-demographic structure and composition over its 16 years of existence, we can assert that this kind of autonomy has not serve the interests of Moldavian Romanians from the left bank of Dniester. Being only one third of the population, Moldovans were a minority in their own republic, and their contribution was continuously dropping. Unfortunately this trend carried on even between the two World Wars, not only in the raions remaining after 1940 under Ukrainian government, but also in the Transnistrian raions of the Republic of Moldova.

Thus, according to an estimation based on the 1989 unional census, on the territory from the left bank of Dniester in MSSR, Moldovans held at that time 36.3%⁵⁴, as against to 49.0% in 1926 (census) or 44.2% in 1940 (estimation). If we are to take into consideration the 2004 census of the separatist authorities of Tiraspol, then, in the self-proclaimed *Nistriian Moldavian Republic*, the percentage of Moldovans would be of 31.9% in that year⁵⁵. We must also take into account that Tiraspol controls on the right bank of Dniester the town of Tighina (officially Bender) with the Proteagailovca suburb, and also the establishments of Gîsca, Chițcani, Merenești, Zahorna, and Cremenciug, formally parts of Căușeni raion. Varnița and Copanca, although claimed by the Tiraspol *authorities*, are still controlled by the Republic of Moldova. On the other hand, Chișinău controls the Moldavian localities of Cocieri, Vasilievca, Molovata Nouă, Roghi, Corjova, Mahala, Coșnița, Pohrebea, Pîrita, and Doroțcaia on the left bank of Dniester. Corjova is divided between the two opponents. What is surprising at this census is the percentage of 9 referring to other nationalities, 2.4% higher than in 1989 (this last percent is concerning the eastern raions of MSSR, in the administrative boundaries of that time). It is possible that an important part of this percentage includes the ones that had declared themselves Romanians at the 2004 census.

In the former MASSR raions, today belonging to Ukraine, there had been a more dramatic decrease of Romanians: from 16.3% in 1926 (census) and 14.2% in 1940 (estimation), to 11.1% in 1989 and to 9.6% in 2001⁵⁶. We must also mention that, if the first two numbers correspond to the borders agreed in 1940, the last two ones are referring to the actual territorial-administrative situation, the raions boundaries are just partly coinciding with the ones between the two World Wars. Dramatically, during only 75 years, between 1926 and 2001, the number of Romanians dropped in absolute figures even by two thirds. Important Romanian minorities are still remaining in Ananiev (19.5% in 1989 and 18.3% in 2001), Kotovsk (17.3% in 1989 and 14.3% in 2001) and Ocna Roșie (13.5% in 1989 and 11.0% in 2001) which had belonged to MASSR between 1924 and 1940⁵⁷.

APPENDIX:

I) TABLES:

Table no. 1: *The ethnic composition of MASSR, according to the 1926 and 1939 soviet censuses and the 1941 Romanian census*⁵⁸

Table no. 2: *The dynamic of population increase in MASSR detailed on ethnic groups, according to the 1926 and 1939 soviet censuses and the 1941 Romanian census*

Table no. 3: *The distribution of MASSR's population on urban and rural areas and ethnic groups, according to the 1926 census*⁵⁹

Table no. 4: *The ethnic composition of MASSR's raions, according to the 1926 Soviet census*⁶⁰

Table no. 5: *The number of MASSR's rural soviets based on the dominant ethnic group, according to the 1926 Soviet census*⁶¹

Table no. 6: *The distribution of MASSR's schools by the teaching language, according to the 1926 census*⁶²

Table no. 7: *The ethnic composition of MASSR's raions, according to the 1939 soviet censuses*⁶³

Table no. 8: *The dynamic of population increase in MASSR detailed on raions and ethnic groups, according to 1926 and 1939 soviet censuses*

Table no. 9: *The ethnic composition of the territory from the left bank of Dniester joining the MSSR structure in 1940, according to the 1926 census*⁶⁴

Table no. 10: *The ethnic composition of the population from the MASSR's territory attached to MSSR, respective to Ukrainian SSR, according to an estimation made for the year 1940*

Table no. 11: *The ethnic composition of the counties belonging to the Government of Transnistria, according to the 1941 Romanian census*⁶⁵

Table no. 12: *The distribution of the population from the former MASSR on urban and rural areas and nationalities, according to the 1941 census*⁶⁶

Table no. 13: *The ethnic composition of MASSR's raions submitted to Moldavia, according to the 1926, 1939, 1989 censuses and to the 2004, „transnistrian” census*⁶⁷

Table no. 14: *The ethnic composition of MASSR'S raions submitted to Ukraine, according to the 1926, 1939, 1989 Soviet censuses and to the 2001 Ukrainian census*⁶⁸

Table no. 15: *The ethnic composition of the raions from Ukraine which had belonged to MASSR, according to the 1989 and 2001 censuses*⁶⁹

II) MAPS

1. The ethnic map of MASSR detailed on rural and urban soviets (1926)⁷⁰
2. RASSM – ethnic maps detailed on raions: 1926 and 1939
3. Transnistria – ethnic map detailed on counties (1941)
4. The territory of former MASSR – ethnic maps detailed on raions: 1989 and 2001/2004
5. The ethnic composition of the territory of former MASSR, based on the 1940 split

Table no. 1

The ethnic composition of MASSR, according to the 1926 and 1939 soviet censuses and the 1941 Romanian census

Nationality	1926		1939		1941	
	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%
Moldovans	172.419	30,13	170.982	28,54	156.724	32,80
Ukrainians	277.515	48,49	303.825	50,71	267.711	56,02
Russians	48.868	8,54	61.278	10,23	28.889	6,05
Jews	48.564	8,49	37.035	6,18	3.672	0,77
Germans	10.739	1,88	11.947	1,99	11.503	2,41

Bulgariansans	6.026	1,05	7.355	1,23	7.142	1,49
Poles	4.853	0,85	3.390	0,57	1.296	0,27
Others	3.355	0,59	3.344	0,56	950	0,20
Total	572.339	100	599.156	100	477.885	100

Table no. 2

The dynamic of population increase in MASSR detailed on ethnic groups, according to the 1926 and 1939 soviet censuses and the 1941 Romanian census

Nationality	1926-1939		1939-1941		1926-1941	
	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%
Moldovans	-1.437	-0,83	-14.258	-8,34	-15.695	-9,10
Ukrainians	26.310	9,48	-36.114	-11,89	-9.804	-3,53
Russians	12.410	25,39	-32.389	-52,86	-19.979	-40,88
Jews	-11.529	-23,74	-33.363	-90,09	-44.892	-92,44
Germans	1.208	11,25	-444	-3,72	764	7,11
Bulgarians	1.329	22,05	-213	-2,90	1.116	18,52
Poles	-1.463	-30,15	-2.094	-61,77	-3.557	-73,29
Others	-11	-0,33	-2.394	-71,59	-2.405	-71,68
Total	26.817	4,69	-121.271	-20,24	-94.454	-16,50

Table. no. 3**The distribution of MASSR's population on urban and rural areas and ethnic groups, according to the 1926 census**

Urban localities		Total	Moldovans	Ukrainians	Russians	Jews	Poles	Germans	Bulgarians	Others
Balta	no. inhabitants	23034	369	8826	4182	9116	353	22	28	138
	%	100	1,60	38,32	18,16	39,58	1,53	0,10	0,12	0,60
Tiraspol	no. inhabitants	21741	301	2584	11912	6398	101	59	57	329
	%	100	1,38	11,89	54,79	29,43	0,46	0,27	0,26	1,51
Ananiev	no. inhabitants	18230	3808	9227	1472	3516	78	27	3	99
	%	100	20,89	50,61	8,07	19,29	0,43	0,15	0,02	0,54
Bârzula	no. inhabitants	10007	195	5654	1208	2507	231	62	9	141
	%	100	1,95	56,50	12,07	25,05	2,31	0,62	0,09	1,41
Râbnița	no. inhabitants	9371	1556	3164	445	3568	534	13	8	83
	%	100	16,60	33,76	4,75	38,07	5,70	0,14	0,09	0,89
Urban area	no. inhabitants	82.383	6.229	29.455	19.219	25.105	1.297	183	105	790
	%	100	7,56	35,75	23,33	30,47	1,57	0,22	0,13	0,96
Rural area	no. inhabitants	489.956	166.190	248.060	29.649	23.459	9.442	5.843	4.748	2.565
	%	100	33,92	50,63	6,05	4,79	1,93	1,19	0,97	0,52
Total	no. inhabitants	572.339	172.419	277.515	48.868	48.564	10.739	6.026	4.853	3.355
	%	100	30,13	48,49	8,54	8,49	1,88	1,05	0,85	0,59

Table.no. 4
The ethnic composition of MASSR's raions, according to the 1926 Soviet census

Raion		Total	Moldovans	Ukrainians	Russians	Jews	Germans	Bulgarians	Poles	Others
Ananiev	no.inhabitants	62.289	21.005	32.224	2.133	6.406	122	8	164	227
	%	100	33,72	51,73	3,42	10,28	0,20	0,01	0,26	0,36
Balta	no.inhabitants	75.061	1.895	70.830	316	1.246	17	4	485	268
	%	100	2,52	94,36	0,42	1,66	0,02	0,01	0,65	0,36
or.Balta	no.inhabitants	23.034	369	8.826	4.182	9.116	22	28	353	138
	%	100	1,60	38,32	18,16	39,58	0,10	0,12	1,53	0,60
Bârzula	no.inhabitants	57.823	18.521	30.717	3.804	2.978	446	19	710	628
	%	100	32,03	53,12	6,58	5,15	0,77	0,03	1,23	1,09
Camenca	no.inhabitants	39.169	15.053	18.263	424	4.172	215	4	952	86
	%	100	38,43	46,63	1,08	10,65	0,55	0,01	2,43	0,22
Cruteanse	no.inhabitants	50.913	8.592	36.518	402	4.601	118	5	481	196
	%	100	16,88	71,73	0,79	9,04	0,23	0,01	0,94	0,38
Dubăsari	no.inhabitants	42.609	28.559	6.077	2.867	4.612	246	16	27	205
	%	100	67,03	14,26	6,73	10,82	0,58	0,04	0,06	0,48
Grigoriopol	no.inhabitants	30.094	13.744	4.629	3.851	1.114	6.315	21	33	387
	%	100	45,67	15,38	12,80	3,70	20,98	0,07	0,11	1,29
Ocna Roşie	no.inhabitants	41.249	6.472	27.203	2.161	2.718	2.118	19	341	217
	%	100	15,69	65,95	5,24	6,59	5,13	0,05	0,83	0,53
Râbnița	no.inhabitants	47.731	17.023	23.064	1.809	4.422	28	15	1.138	232
	%	100	35,66	48,32	3,79	9,26	0,06	0,03	2,38	0,49
Slobozia	no.inhabitants	37.617	24.341	6.537	5.714	571	72	25	22	335

	%	100	64,71	17,38	15,19	1,52	0,19	0,07	0,06	0,89
Tiraspol	no.inhabitants	64.750	16.845	12.627	21.205	6.608	1.020	5.862	147	436
	%	100	26,02	19,50	32,75	10,21	1,58	9,05	0,23	0,67
Total	no.inhabitants	572.339	172.419	277.515	48.868	48.564	10.739	6.026	4.853	3.355
	%	100	30,13	48,49	8,54	8,49	1,88	1,05	0,85	0,59

Table.no.5

The number of MASSR`s rural soviets based on the dominant ethnic group, according to the 1926 Soviet census

Rural soviets Raion	Moldavian		Ukrainian		Russian		Jewish		German		Bulgarian		Polish		Total
	majority		majority		majority		majority		majority		majority		majority		
	abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.	
Ananiev	4	1	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19
Balta	-	-	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
Balta t.	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bârzula	5	-	19	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	27
Camenca	6	-	9	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	18
Cruteansc	3	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19
Dubăsari	14	-	4	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	19
Grigoriopol	3	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	11
Ocna Roşie	1	-	15	1	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	21
Râbniţa	6	-	9	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	20
Slobozia	6	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tiraspol	6	1	5	2	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	18
Total MASSR	54	1	130	7	7	-	4	-	7	1	1	-	1	-	213
	55		137		7		4		8		1		1		

Tabel no. 6**The distribution of MASSR's schools by the teaching language, according to the 1926 census**

Raion	Total	U	M	R	J	G	B	P	C	M-U	M-R	R-U	P-U	Mixed
Ananiev	55	43	8	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-
Balta	43	39	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Balta t.	9	4	-	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bârzula	58	41	9	4	1	1	-	-	1	-	-	-	-	1
Camenca	25	13	3	-	2	-	-	-	-	6	-	-	1	-
Cruteansc	28	17	6	-	2	-	-	-	-	2	-	1	-	-
Dubăsari	33	7	14	3	3	-	-	-	-	5		1	-	-
Grigoriopol	19	4	7	2	1	4	-	-	-	-	1	-	-	-
Ocna Roşie	40	30	2	1	1	5	-	-	-	1	-	-	-	-
Râbniţa	43	24	10	1	2	-	-	2	-	-	-	-	-	4
Slobozia	22	5	13	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Tiraspol	45	17	10	10	-	3	3	-	-	-	-	-	-	2
Total	420	244	83	27	18	13	3	2	1	18		2	2	7

Schools: U – Ukrainian; M – Moldavian; R – Russian; E – Jewish; G – German; B – Bulgarian; P – Polish; C – Czech; M-U - Moldo-Ukrainian; M-R - Moldo-Russian; R-U - Russian-Ukrainian; P-U – Polish-Ukrainian.

Table.no. 7
The ethnic composition of MASSR's raions, according to the 1939 soviet censuses

Raion		Total	Moldovans	Ukrainians	Russians	Jews	Others
Ananiev	no. inhabitants	34.902	10.221	21.068	1.383	1.923	307
	%	100	29,28	60,36	3,96	5,51	0,88
Balta	no. inhabitants	54.987	1.702	43.839	3.982	4.804	660
	%	100	3,10	79,73	7,24	8,74	1,20
Cerneansc	no. inhabitants	18.481	3.518	14.106	439	202	216
	%	100	19,04	76,33	2,38	1,09	1,17
Dubăsari	no. inhabitants	41.742	27.526	8.300	3.036	2.608	272
	%	100	65,94	19,88	7,27	6,25	0,65
Grigoriopol	no. inhabitants	36.974	17.738	6.550	4.663	695	7.328
	%	100	47,97	17,72	12,61	1,88	19,82
Camenca	no. inhabitants	40.346	14.298	21.394	1.043	2.482	1.129
	%	100	35,44	53,03	2,59	6,15	2,80
Codâma	no. inhabitants	48.972	7.353	37.034	1.408	2.563	614
	%	100	15,01	75,62	2,88	5,23	1,25
Kotovsk	no. inhabitants	60.130	17.115	34.167	4.658	2.933	1.257
	%	100	28,46	56,82	7,75	4,88	2,09
Ocna Roşie	no. inhabitants	23.269	1.766	15.473	2.370	1.394	2.266
	%	100	7,59	66,50	10,19	5,99	9,74
Pesciana	no. inhabitants	25.784	126	24.197	755	518	188
	%	100	0,49	93,85	2,93	2,01	0,73
Râbnița	no. inhabitants	53.634	17.251	28.503	2.696	3.776	1.408
	%	100	32,16	53,14	5,03	7,04	2,63

Slobozia	no. inhabitants	40.141	23.887	7.456	7.883	441	474
	%	100	59,51	18,57	19,64	1,10	1,18
Tiraspol	no. inhabitants	54.220	18.784	15.142	11.548	212	8.534
	%	100	34,64	27,93	21,30	0,39	15,74
Tiraspol t.	no. inhabitants	43.676	3.480	12.504	14.785	11.764	1.143
	%	100	7,97	28,63	33,85	26,93	2,62
Valea Hoțului	no. inhabitants	21.898	6.217	14.092	629	720	240
	%	100	28,39	64,35	2,87	3,29	1,10
Total	no. inhabitants	599.156	170.982	303.825	61.278	37.035	26.036
	%	100	28,54	50,71	10,23	6,18	4,35

Table.no. 8

The dinamic of population increase in MASSR detailed on raions and ethnic groups, according to 1926 and 1939 soviet censuses

Raion	Year	Total	Moldovans		Ukrainians		Russians		Jews		Others	
			%	difference	%	difference	%	difference	%	difference	%	difference
Ananiev	1926	62.289	33,72		51,73		3,42		10,28		0,84	
Ananiev + Valea Hoțului	1939	56.800	28,94	-4,78	61,90	10,17	3,54	0,12	4,65	-5,63	0,96	0,13
Balta + Balta town	1926	98.095	2,31		81,20		4,59		10,56		1,34	
Balta + Pesciana	1939	80.771	2,26	-0,05	84,23	3,03	5,86	1,27	6,59	-3,97	1,05	-0,29
Bârzula	1926	57.823	32,03	-3,57	53,12	3,70	6,58	1,17	5,15	-0,27	3,12	-1,03

Kotovsk	1939	60.130	28,46		56,82		7,75		4,88		2,09	
Camena	1926	39.169	38,43	-2,99	46,63	6,40	1,08	1,50	10,65	-4,50	3,21	-0,41
Camena	1939	40.346	35,44		53,03		2,59		6,15		2,80	
Cruteansc	1926	50.913	16,88	-1,86	71,73	3,90	0,79	2,09	9,04	-3,80	1,57	-0,32
Codâma	1939	48.972	15,01		75,62		2,88		5,23		1,25	
Dubăsari	1926	42.609	67,03	-1,08	14,26	5,62	6,73	0,54	10,82	-4,58	1,16	-0,51
Dubăsari	1939	41.742	65,94		19,88		7,27		6,25		0,65	
Grigoriopol	1926	30.094	45,67	2,30	15,38	2,33	12,80	-0,19	3,70	-1,82	22,45	-2,63
Grigoriopol	1939	36.974	47,97		17,72		12,61		1,88		19,82	
Ocna Roșie	1926	41.249	15,69	-3,03	65,95	4,90	5,24	1,49	6,59	-2,77	6,53	-0,59
Ocna Roșie + Cerneansc	1939	41.750	12,66		70,85		6,73		3,82		5,94	
Râbnița	1926	47.731	35,66	-3,50	48,32	4,82	3,79	1,24	9,26	-2,22	2,96	-0,34
Râbnița	1939	53.634	32,16		53,14		5,03		7,04		2,63	
Slobozia	1926	37.617	64,71	-5,20	17,38	1,20	15,19	4,45	1,52	-0,42	1,21	-0,03
Slobozia	1939	40.141	59,51		18,57		19,64		1,10		1,18	
Tiraspol	1926	64.750	26,02	-3,27	19,50	8,74	32,75	-5,85	10,21	2,03	11,53	-1,64
Tiraspol + Tiraspol town	1939	97.896	22,74		28,24		26,90		12,23		9,88	
Total	1926	572.339	30,13	-1,59	48,49	2,22	8,54	1,69	8,49	-2,30	4,36	-0,02
	1939	599.156	28,54		50,71		10,23		6,18		4,35	

Table.no. 9

The ethnic composition of the territory from the left bank of Dniester joining the MSSR structure in 1940, according to the 1926 census

Administrative divisions			Moldo- vans	Ukrainians	Russians	Jews	Poles	Germans	Bulga- rians	Others	Total	
Camenca raion	Passed to USSR	r.s. Grabarovca	0	834	0	4	53	0	0	0	891	
		r.s. Bolgan	318	2.006	1	37	5	0	0	5	2.372	
		r.s. Alexeevca	3	1.913	0	13	0	0	0	0	1.929	
	Camenca raion the boundaries from 1926		no. inhabitants	15.053	18.263	424	4.172	952	215	4	86	39.169
			%	38,43	46,63	1,08	10,65	2,43	0,55	0,01	0,22	100
	Camenca raion the boundaries from 1940		no. inhabitants	14.732	13.510	423	4.118	894	215	4	81	33.977
		%	43,36	39,76	1,24	12,12	2,63	0,63	0,01	0,24	100	
Râbnița raion	Passed to USSR	r.s. Domnița	21	1.182	7	4	8	0	0	25	1.247	
		r.s. Stanislavca	57	1.934	56	7	106	0	0	13	2.173	
	Passed to MSSR	r.s. Plot*	3.088	885	15	23	22	0	1	19	4.053	
		r.s. Brușteni	809	136	0	34	9	0	2	2	992	
		h. Pervomaisc	160	6	0	0	0	0	0	0	166	
	Râbnița raion in the boundaries from 1926		no. inhabitants	17.023	23.064	1.809	4.422	1.138	28	15	232	47.731
			%	35,66	48,32	3,79	9,26	2,38	0,06	0,03	0,49	100
	Râbnița raion in the boundaries from 1940		no. inhabitants	21.002	20.975	1.761	4.468	1.055	28	18	215	49.522
		%	42,41	42,35	3,56	9,02	2,13	0,06	0,04	0,43	100	
Dubăsari raion	Passed to USSR	r.s. Reimarovca	281	1.544	79	13	7	145	0	17	2.086	
		Dubăsari raion in the boundaries from 1926		no. inhabitants	28.559	6.077	2.867	4.612	27	246	16	205
			%	67,03	14,26	6,73	10,82	0,06	0,58	0,04	0,48	100

	Dubăsari raion in the boundaries from 1940		no. inhabitants	28.278	4.533	2.788	4.599	20	101	16	188	40.523	
			%	69,78	11,19	6,88	11,35	0,05	0,25	0,04	0,46	100	
Grigoriopol raion	Passed to USSR	r.s. Alexandrovca Nouă		40	849	9	1	0	1	0	0	900	
	Grigoriopol raion in the boundaries from 1926			no. inhabitants	13.744	4.629	3.851	1.114	33	6.315	21	387	30.094
				%	45,67	15,38	12,80	3,70	0,11	20,98	0,07	1,29	100
	Grigoriopol raion in the boundaries from 1940			no. inhabitants	13.704	3.780	3.842	1.113	33	6.314	21	387	29.194
			%	46,94	12,95	13,16	3,81	0,11	21,63	0,07	1,33	100	
Tiraspol raion	Passed to USSR	r.s. Ploscoe		1	5	6.858	0	9	4	0	0	6.877	
		r.s. Slaveano-Serbca		3	1.057	9	1	0	0	0	0	1.070	
		r.s. Grebenichi		41	2.807	65	3	0	0	0	0	2.916	
		r.s. Stepanovca (without h. Ciobruți)		28	1.064	315	40	30	635	17	0	2.129	
	Tiraspol raion in the boundaries from 1926			no. inhabitants	16.845	12.627	21.205	6.608	147	1.020	5.862	436	64.750
				%	26,02	19,50	32,75	10,21	0,23	1,58	9,05	0,67	100
Tiraspol raion in the boundaries from 1939			no. inhabitants	16.772	7.694	13.958	6.564	108	381	5.845	436	51.758	
			%	32,40	14,87	26,97	12,68	0,21	0,74	11,29	0,84	100	
Slobozia raion	Slobozia raion in the boundaries from 1926 and 1940			no. inhabitants	24.341	6.537	5.714	571	22	72	25	335	37.617
				%	64,71	17,38	15,19	1,52	0,06	0,19	0,07	0,89	100
Total localities joining USSR after the frontier adjustments				no. inhabitants	793	15.195	7.399	123	218	785	17	60	24.590
				%	3,22	61,79	30,09	0,50	0,89	3,19	0,07	0,24	100
Total localities joining MSSR after the frontier adjustments				no. inhabitants	4.057	1.027	15	57	31	0	3	21	5.211
				%	77,85	19,71	0,29	1,09	0,59	0,00	0,06	0,40	100
MASSR raions joining MSSR	Total MASSR raions joining MSSR according to 1926 borders			no. inhabitants	115.565	71.197	35.870	21.499	2.319	7.896	5.943	1.681	261.970

		%	44,11	27,18	13,69	8,21	0,89	3,01	2,27	0,64	100
	Total MASSR raions joining MSSR according to 1940 borders	no. inhabitants	118.829	57.029	28.486	21.433	2.132	7.111	5.929	1.642	242.591
		%	48,98	23,51	11,74	8,84	0,88	2,93	2,44	0,68	100
MASSR raions joining USSR	Total MASSR raions joining USSR according to 1926 borders	no. inhabitants	56.854	206.318	12.998	27.065	2.534	2.843	83	1.674	310.369
		%	18,32	66,48	4,19	8,72	0,82	0,92	0,03	0,54	100
	Total MASSR raions joining USSR according to 1940 borders	no. inhabitants	53.590	220.486	20.382	27.131	2.721	3.628	97	1.713	329.748
		%	16,25	66,86	6,18	8,23	0,83	1,10	0,03	0,52	100

* in 1926 Polp rural soviet was also including the Vasilevca locality which formed a separate rural soviet in 1940.

Tabel nr. 10

The ethnic composition of the population from the MASSR's territory attached to MSSR, respective to Ukrainian SSR, according to an estimation made for the year 1940

MASSR	Nationality	1926	1939	Medium annual growth	1940	no. inhabitants affected by the border changes		1940 estimation	
		census	census		estimation			no. inhabitants	%
		no. inhabitants	no. inhabitants	1926-1939	no. inhabitants	1926-cen.	1940-est.		
Raions from the left bank of Dniester	Moldovans	115.565	122.964	0,49	123.533	793	848	126.063	44,17
	Ukrainians	71.197	99.849	3,10	102.053	15.195	21.780	81.287	28,48
	Russians	35.870	45.654	2,10	46.407	7.399	9.572	36.852	12,91
	Jews	21.499	21.978	0,17	22.015	123	126	21.919	7,68
	Others	17.839	20.288	1,06	20.476	1.080	1.240	19.280	6,76
	Total		261.970	310.733	1,43	314.484	24.590	33.566	285.402
MASSR	Moldovans	56.854	48.018	-1,20	47.338	4.057	3.378	44.808	14,19

without the raions from the left bank of Dniester	Ukrainians	206.318	203.976	-0,09	203.796	1.027	1.014	224.562	71,11
	Russians	12.998	15.624	1,55	15.826	15	18	25.380	8,04
	Jews	27.065	15.057	-3,41	14.133	57	30	14.229	4,51
	Others	7.134	5.748	-1,49	5.641	55	43	6.838	2,17
	Total	310.369	288.423	-0,54	286.735	5.211	4.484	315.817	100
TOTAL		572.339	599.156	0,36	601.219	35.012	38.817	601.219	100

Table.no. 11

The ethnic composition of the counties belonging to the Government of Transnistria, according to the 1941 Romanian census

County		Total	Moldovans	Ukrainians	Russians	Jews	Poles	Germans	Bulgarians	Others
Ananiev	no. inhabitants	142.401	19.748	116.142	3.405	36	149	2.381	250	290
	%	100	13,87	81,56	2,39	0,03	0,10	1,67	0,18	0,20
Balta	no. inhabitants	255.107	1.111	245.893	4.750	2.487	464	46	16	340
	%	100	0,44	96,39	1,86	0,97	0,18	0,02	0,01	0,13
Berezovca	no. inhabitants	89.158	2.820	51.260	1.320	10	58	33.125	210	355
	%	100	3,16	57,49	1,48	0,01	0,07	37,15	0,24	0,40
Dubăsari	no. inhabitants	138.861	56.257	67.662	3.446	194	247	10.535	109	411
	%	100	40,51	48,73	2,48	0,14	0,18	7,59	0,08	0,30
Golta	no. inhabitants	139.013	4.621	130.581	1.692	105	299	903	39	773
	%	100	3,32	93,93	1,22	0,08	0,22	0,65	0,03	0,56
Jugastru	no.	240.406	74	230.878	1.798	6.510	655	223	6	262

	inhabitants									
	%	100	0,03	96,04	0,75	2,71	0,27	0,09	0,00	0,11
Movilău	no. inhabitants	293.884	176	274.523	6.593	9.348	2.336	109	13	786
	%	100	0,06	93,41	2,24	3,18	0,79	0,04	0,00	0,27
Ociacov	no. inhabitants	76.882	203	64.757	1.648	741	149	8.842	206	336
	%	100	0,26	84,23	2,14	0,96	0,19	11,50	0,27	0,44
Odesa	no. inhabitants	331.369	3.543	182.652	94.293	113	7.605	20.344	14.625	8.194
	%	100	1,07	55,12	28,46	0,03	2,30	6,14	4,41	2,47
Ovidiopol	no. inhabitants	64.576	6.036	36.955	4.799	14	56	16.607	26	83
	%	100	9,35	57,23	7,43	0,02	0,09	25,72	0,04	0,13
Râbnița	no. inhabitants	217.403	54.660	153.539	4.590	1.550	1.546	1.054	60	404
	%	100	25,14	70,62	2,11	0,71	0,71	0,48	0,03	0,19
Tiraspol	no. inhabitants	189.809	48.427	74.395	22.140	85	177	32.272	12.073	240
	%	100	25,51	39,19	11,66	0,04	0,09	17,00	6,36	0,13
Tulcin	no. inhabitants	147.184	11	146.026	378	424	228	23	0	94
	%	100	0,01	99,21	0,26	0,29	0,15	0,02	0,00	0,06
Total	no. inhabitants	2.325.991	197.687	1.775.263	150.852	21.617	13.969	126.464	27.633	12.506
Transnistria	%	100	8,50	76,32	6,49	0,93	0,60	5,44	1,19	0,54

Table. no. 12

The distribution of the population from the former MASSR on urban and rural areas and nationalities, according to the 1941 census

Urban localities		Total	Moldovans	Ucraineni	Russians	Jews	Poles	Germans	Bulgarians	Others
Tiraspol	no. inhabitants	17014	1285	9556	5687	50	66	212	86	72
	%	100	7,55	56,17	33,43	0,29	0,39	1,25	0,51	0,42
Ananiev	no. inhabitants	11562	1963	9316	180	2	33	41	4	23
	%	100	16,98	80,57	1,56	0,02	0,29	0,35	0,03	0,20
Balta	no. inhabitants	9538	156	7042	2229	4	12	11	0	84
	%	100	1,64	73,83	23,37	0,04	0,13	0,12	0,00	0,88
Dubăsari	no. inhabitants	4033	1165	2750	97	0	6	5	0	10
	%	100	28,89	68,19	2,41	0,00	0,15	0,12	0,00	0,25
Râbnița	no. inhabitants	6998	1575	3777	137	1161	318	9	13	8
	%	100	22,51	53,97	1,96	16,59	4,54	0,13	0,19	0,11
Grigoriopol	no. inhabitants	8553	6182	1396	840	0	2	15	0	118
	%	100	72,28	16,32	9,82	0,00	0,02	0,18	0,00	1,38
Bârzula	no. inhabitants	8812	314	8077	193	2	0	188	29	9
	%	100	3,56	91,66	2,19	0,02	0,00	2,13	0,33	0,10
Urban total	no.inhabitants	66510	12640	41914	9363	1219	437	481	132	324
	%	100	19,00	63,02	14,08	1,83	0,66	0,72	0,20	0,49
Rural total	no.inhabitants	411375	144084	225797	19526	2453	859	11022	7010	624
	%	100	35,02	54,89	4,75	0,60	0,21	2,68	1,70	0,15
Total MASSR	no.inhabitants	477885	156724	267711	28889	3672	1296	11503	7142	948

	%	100	32,80	56,02	6,05	0,77	0,27	2,41	1,49	0,20
--	---	-----	-------	-------	------	------	------	------	------	------

Table.no.13

The ethnic composition of MASSR's raions submitted to Moldavia, according to the 1926, 1939, 1989 censuses and to the 2004 „transnistrian” census

Nationality	1926		1939		1989		2004	
	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%
Moldovans	115.565	44,11	122.964	39,57	239.900	39,87	177.156	31,90
Ukrainians	71.197	27,18	99.849	32,13	170.100	28,27	159.940	28,80
Russians	35.870	13,69	45.654	14,69	153.300	25,48	168.270	30,30
Jews	21.499	8,21	21.978	7,07	38.400	6,38	49.981	9,00
Germans	7.896	3,01	20.288	6,53				
Poles	2.319	0,89						
Bulgarians	5.943	2,27						
Others	1.681	0,64						
Total	261.970	100	310.733	100	601.700	100	555.347	100

Table.no. 14

The ethnic composition of MASSR'S raions submitted to Ukraine, according to the 1926, 1939, 1989 Soviet censuses and to the 2001 Ukrainian census

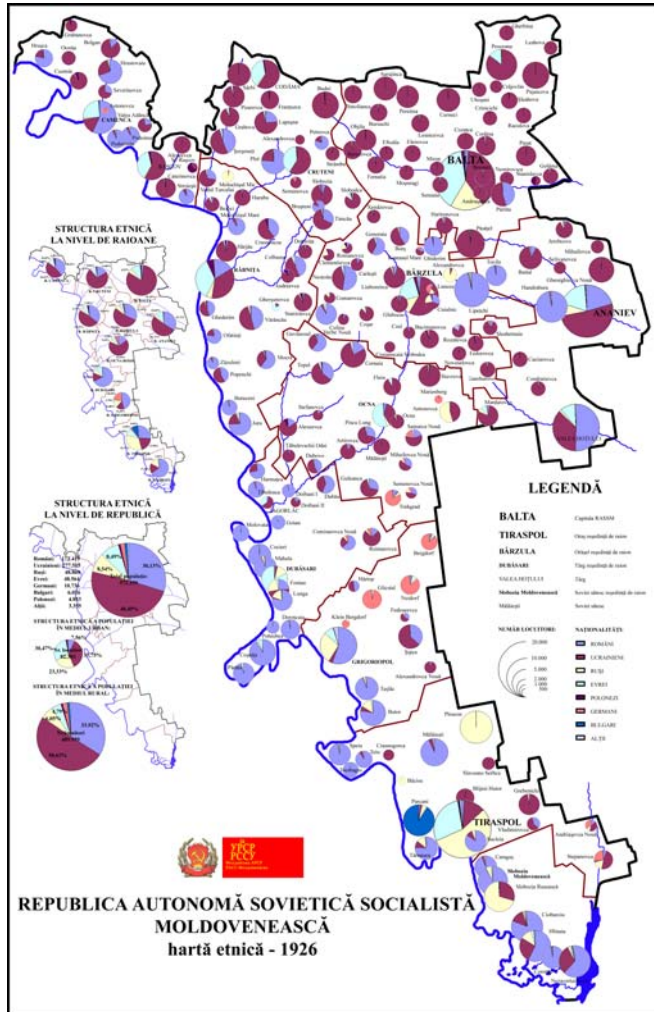
Nationality	1926		1939		1989		2001	
	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%	no. inhabitants	%
Moldovans	56.854	18,32	48.018	16,65	26.600	11,16	20.100	9,55
Ukrainians	206.318	66,48	203.976	70,72	187.000	78,44	174.800	83,04

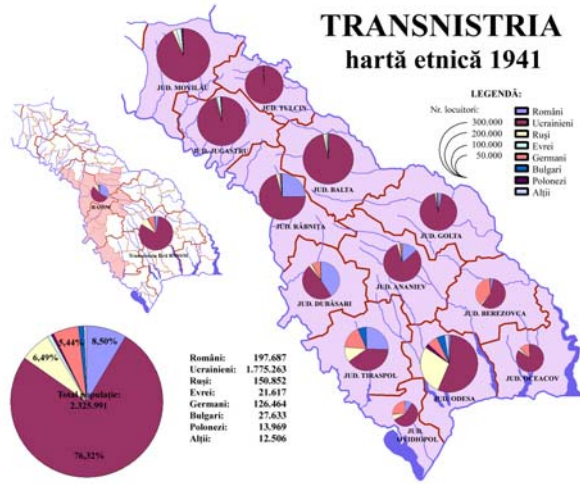
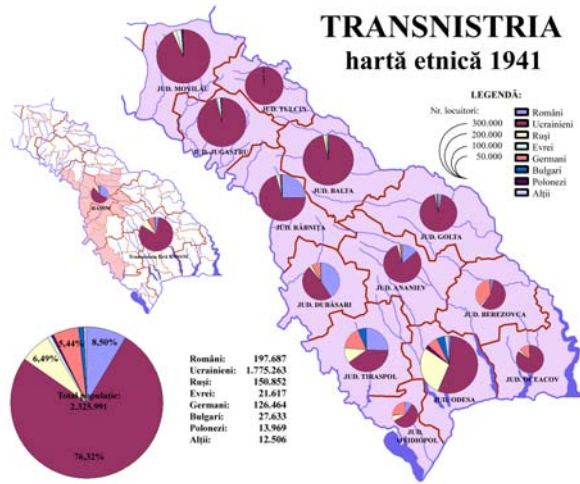
Russians	12.998	4,19	15.624	5,42	21.100	8,85	12.800	6,08
Jews	27.065	8,72	15.057	5,22	500	0,21	100	0,05
Germans	2.843	0,92	5.748	1,99	3.200	1,34	2.700	1,28
Poles	2.534	0,82						
Bulgarians	83	0,03						
Others	1.674	0,54						
Total	310.369	100	288.423	100	238.400	100	210.500	100

Table.no. 15

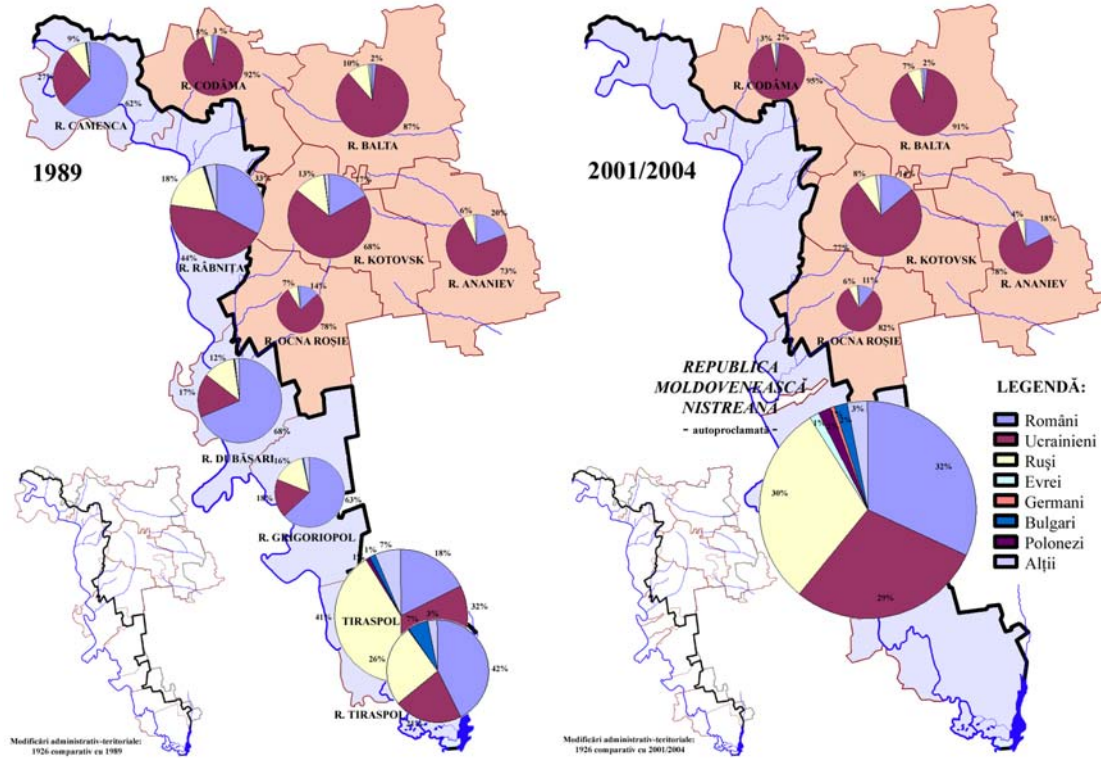
The ethnic composition of the raions from Ukraine which had belonged to MASSR, according to the 1989 and 2001 censuses

Raion		Total		Moldovans		Ukrainians		Russians		Others	
		1989	2001	1989	2001	1989	2001	1989	2001	1989	2001
Kotovsk	no. inhabitants	75200	71700	13000	10100	51200	54400	9600	5800	1400	1400
	%	100	100	17,29	14,09	68,09	75,87	12,77	8,09	1,86	1,95
Ananiev	no. inhabitants	41500	32500	8100	5900	30400	25000	2400	1300	600	300
	%	100	100	19,52	18,15	73,25	76,92	5,78	4,00	1,45	0,92
Balta	no. inhabitants	57600	48600	1100	1000	49900	43700	5500	3300	1000	600
	%	100	100	1,91	2,06	86,63	89,92	9,55	6,79	1,74	1,23
Codâma	no. inhabitants	39700	34800	1100	600	36500	33000	1900	1000	300	200
	%	100	100	2,77	1,72	91,94	94,83	4,79	2,87	0,76	0,57
Ocna Roşie	no. inhabitants	24500	22900	3300	2500	19000	18700	1700	1400	400	300
	%	100	100	13,47	10,92	77,55	81,66	6,94	6,11	1,63	1,31
Total	no. inhabitants	238500	210500	26600	20100	187000	174800	21100	12800	3700	2800
	%	100	100	11,15	9,55	78,41	83,04	8,85	6,08	1,55	1,33

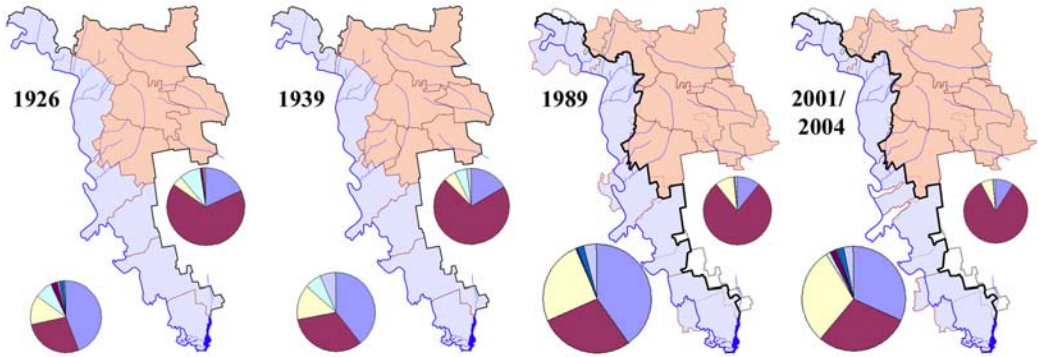




Teritoriul fostei RASSM - hărți etnice la nivel de raioane: 1989 și 2001/2004



Componența etnică a teritoriului RASSM în funcție de divizarea din 1940



LEGENDĂ: Români Ruși Germani Polonezi
 Ucrainieni Evrei Bulgari Alții

Naționalitatea	1926		1939		1989		2004	
	nr. loc.	%	nr. loc.	%	nr. loc.	%	nr. loc.	%
Români	115.565	44,14	122.964	39,57	239.900	39,87	177.156	31,90
Ucrainieni	71.197	27,18	99.849	32,13	170.100	28,27	159.940	28,30
Ruși	35.870	13,69	45.654	14,69	153.300	25,48	168.270	30,30
Evrei	21.499	8,21	21.978	7,07				
Germani	7.896	3,01						
Polonezi	2.319	0,89			38.400	6,38	49.981	9,00
Bulgari	5.943	2,27	20.288	6,53				
Alți	1.681	0,64						
Total	261.970	100	310.733	100	601.700	100	555.347	100

Naționalitatea	1926		1939		1989		2004	
	nr. loc.	%	nr. loc.	%	nr. loc.	%	nr. loc.	%
Români	56.854	18,32	48.018	16,65	26.600	11,16	20.100	9,55
Ucrainieni	206.318	66,48	203.976	70,72	187.000	78,48	174.800	83,04
Ruși	12.998	4,19	15.624	5,42	21.100	8,85	12.800	6,08
Evrei	27.065	8,72	15.057	5,22	500	0,21	100	0,05
Germani	2.843	0,92						
Polonezi	2.534	0,82			5.748	1,99	3.200	1,34
Bulgari	83	0,03						
Alți	1.674	0,54						
Total	310.369	100	288.423	100	238.400	100	210.500	100

¹ King, C., *Moldovenii, România, Rusia și politica culturală*, Arc Publisher, Chișinău, 2002, p.53.

² Moraru, A., *Destinul unui document*, in *Cugetul*, no.5-6, 1992, p.55-58.

³ Movileanu, N., *Formarea RASSM. Zigzaguri și impasuri în realizarea experimentului de edificare a socialismului*, in *Revista de istorie a Moldovei*, 1997, no.3-4, p.62.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Galușenco, O., *Populația RASSM (1924-1940)*, Tipografia Academiei de Științe Publisher, Chișinău, 2001, p.12

⁶ Stati, V., *Moldovenii din Ucraina*, Tipografia Centrală Publisher, Chișinău, 2007, p.160-161.

⁷ Moraru, A., *op. cit.*, p.56

⁸ Galușenco, O., *Crearea Republicii Sovietice Socialiste Moldovenești (R.A.S.S.M)*, in *Revista de istorie a Moldovei*, 1997, no.3-4, p.68.

⁹ Galușenco, O., *Populația RASSM (1924 - 1940)*, p. 9; at that time, MASSR was without the Balta raion, mainly inhabited by Ukrainians.

¹⁰ 257.794 Moldovans and 1530 Romanians according to.

http://demoscope.ru/weekly/ssp/ussr_nac_26.php?reg=4 visited on 07.11.09

¹¹ Igor, N., *Organizarea administrativ-teritorială a Transnistriei, 1941-1944*, in: *Relații româno-ucrainene. Istorie și contemporaneitate*, Muzeul Sătmărean Publisher, Satu Mare, 1999, p.335.

¹² See table no. 1.

¹³ Sometimes improperly called localities, the settlements included towns, small towns (urban type localities), fairs, villages, rural type localities, colonies, hamlets, forest ranges, watchman`s huts, sovkhoses (state farms), shelters etc.

¹⁴ Broadly, in MASSR it was confirmed the existence of 220 rural soviets in 1926, according to *Молдова. Материалурил Статистиче*, Cîrmuirii statisticî a Moldovii Publisher, Balta, 1928, p. 220. This number reflects however the situation existing on the 1st of January 1929 and also includes, according to a footnote, a number of 7 new rural soviets appeared after the 1926 census.

¹⁵ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.2-220.

¹⁶ See table no. 6.

¹⁷ See table no.3.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.206; including Alexandrovca suburb

²⁰ *Ibidem*, p.188; including Zacrepostnaia Slobodca suburb

²¹ *Ibidem*, p. 2, 42, 67, 82, 101, 120, 137, 154, 174. The present Slobozia town consists of Slobozia Moldovenească and Slobozia Rusească localities. In these two localities altogether, Moldovans were holding majority with 45.1%, in 1926, followed by Russians with 38.0%. In Dubăsari, taking into consideration the actual suburbs of Lunga, Corjova, Mahala, Fontanul Mare and Fontanul Mic, Moldovans` share was much higher, reaching to 44.5%, followed by Jews with 28.6%.

²² For percentages of different ethnic groups detailed on raions see table no. 4

²³ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.46.

²⁴ *Ibidem*, p.3.

²⁵ *Ibidem*, p. 3-4. In 1926 Valea Hoțului locality (nowadays Dolinscoe, Ananiev raion, Odesa region) was divided administratively in 3 rural soviets.

²⁶ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.48.

²⁷ See table no. 6.

²⁸ 230.698 Moldovans and 825 Romanians according to http://demoscope.ru/weekly/ssp/sng_nac_39.php?reg=2 visited on 07.11.09.

²⁹ See table no. 1.

³⁰ See table no. 2.

³¹ Стратпевский, Т., *Изменения в административно-территориальном делении и в составе населения Молдавской АССР (1924-1940 гг.)*, in *Revista de istorie a Moldovei*, 1995, no.2, p. 34-35.

³² Galușcenco, O., *Populația RASSM (1924-1940)*, p.45.

³³ Стратпевский, Т., *op.cit*, p. 33-34.

³⁴ For percentages of different ethnic groups detailed on raions see table no. 7.

³⁵ *O istorie a regiunii transnistrene din cele mai vechi timpuri până în prezent*, Civitas Publisher, Chișinău, 2007, p. 288.

³⁶ Galușcenco, O., *Populația RASSM (1924-1940)*, p. 35-34; data were calculated according to the Romanian 1930 census and the Soviet 1939 census.

³⁷ *Pactul Molotov-Ribbentrop și consecințele lui pentru Basarabia*. Culegere de documente, "Universitatea" Publisher, Chișinău, 1991, (editors: Vitalie Văratie, Ion Șișcanu), p.82.

³⁸ *Ibidem*, p.85, 89, 90.

³⁹ *Ibidem*, p. 93.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 101, 102.

⁴¹ *Ibidem*, p. 107-110.

⁴² See table no.9 The differences that appeared, confronted by the data presented by Ungureanu, C. in the articol *Populația Transnistriei (1926-1989)*, *Destin Românesc* no.3-4/2003, Chișinău-București, p. 121 were based on two causes. First in *Молдова. Материалурил Статистиче*, the number of persons belonging to different ethnic groups, totalized on each raion, varies from the totals presented in the volume and thus, depending on the values assumed as reference base, small differences occurred. Second, the author had not taken into account that the Pervomaisc hamlet, from Găvănosul rural soviet, Ocna Roșie raion with 166 inhabitants, of which 160 Moldovans (*Молдова...* p.118) had also been included in MSSR, and on the other hand not all localities from Stepanovca rural soviet, in 1926, in Tiraspol raion, passed in 1940 in Ukrainian SSR's composition, Ciobruți hamlet remaining to MSSR with 226 inhabitants, of which 104 Moldovans (*Молдова...* p.190; nowadays included in Pervomaisc town).

⁴³ See table no.10.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 111-112. The data concerning the ethnic composition of localities correspond to the 1926 census. See *Молдова. Материалурил Статистиче*, p. 48,84.

⁴⁵ Popp, N. M., *Românii din Basarabia și Transnistria*, in *Românitatea transnistriană*, Semne Publisher, Bucharest, 1996, p. 221.

⁴⁶ Smochină, N. P., *Republica Moldovenească a Sovietelor*, in *Românitatea transnistriană*, p. 294.

⁴⁷ Golopenția, A., *Cifra românilor din Transnistria. Analiză a rezultatelor inventarierii din decembrie 1941 și confruntarea lor cu evaluările românești anterioare și cu recensămintele rusești*, in *Românii de la est de Bug*, vol. I, Encyclopaedic Publishing, Bucharest, 2006, p. 24. See also table no.1.

⁴⁸ Central Institute of Statistics, *Populația Transnistriei după originea etnică, pe județe, medii și orașe (rezultatele inventarierii Transnistriei din 1941)*, Arhivele MAE, Fond. Conferința Păcii, Paris 1946, vol. 125, f.472; the document registered Romanians as *Moldovans*.

Golopenția, A., in *op. cit.*, p.33 gave slightly different numbers: 197,685 Romanians related to a total of 2,326,224 inhabitants in Transnistria.

⁴⁹ See table no. 2.

⁵⁰ See table no.12.

⁵¹ Golopenția, A., *op. cit.*, p. 34.

⁵² Also in *Harta Transnistriei.Fizică, administrativă și politică (1942)* copied in the volume *Eroi pentru România. Transnistria și amenințările Rusiei la Marea Neagră*, coord. Roncea, V., Semne Publisher, Bucharest, 2007, p. 728 and in the map *Transnistrien. Verwaltungsstand Oktober 1941*, posted on the site

<http://www.lib.ndsu.nodak.edu/grhc/media/magazines/articles/images/blackseal.jpg>,

visited on 08.02.20, the boundaries of MASSR` raions are mapped out according to the territorial and administrativ division existing before 1940. The exception was, in the first map`s case, the boundary between Slobozia and Tiraspol raions. More over Glopenția, A.too, in *op.cit.*, p. 35 affirmed that „1941raions had almost completely kept the boundaries of raions from 1926”.

⁵³ See table no. 11.

⁵⁴ Ungureanu, C., *op. cit.*, p.137

⁵⁵ <http://pridnestrovie.net/2004census.html> visited on 08.02.08.

⁵⁶ Ukrainian authorities continue even nowadays the stalinist policy which had considered Romanians and Moldovans two different peoples. Both the 1989 Soviet census and the 2004 Ukrainian one had registered Moldovans as Romanians in Odessa region, the Romanian ethnic group being recognized as itself only in Transcarpathia and Cernăuți region (here along Moldovans)

⁵⁷ See table no.15.

⁵⁸ *Молдова. Материалурил Статистиче*, ,p. 221; Galușcenco, O., *Populația RASSM (1924-1940)*, p.45.; Golopenția, A., *op.cit.*, p. 24

⁵⁹ *Молдова. Материалурил Статистиче*, ,p. 2, 42, 154, 188, 206, 221.

⁶⁰ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.5, 25, 48, 67, 84, 102, 121, 139, 158, 174, 190, 206 și Стратпевский, Т., *op.cit.*, p.32.

⁶¹ Calculated after *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.2-206.

⁶² *Молдова. Материалурил Статистиче*, p. 10, 29, 53, 70, 88, 106, 125, 143, 163, 177, 195, 209.

⁶³ Стратпевский, Т., *op.cit.*, p.37.

⁶⁴ Calculated after *Молдова. Материалурил Статистиче*, p. 67, 84, 100, ,102, 136, 138, 139, 118, 156, 158, 174, 188-190, 221.

⁶⁵ Central Insitute of Statistics, *op.cit.*, f.472-474.

⁶⁶ Calculated after *ibidem*.

⁶⁷ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p. 67, 84, 102, 158, 174, 190; Стратпевский, Т., *op. cit.*, p.37; Nedelciuc, V., *Republica Moldova*, Universitas Publisher, Chișinău 1992, pag. 21; <http://pridnestrovie.net/2004census.html> visited on 08.02.08. The data refer to raions considered in the boundaries from the date of censuses.

⁶⁸ *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.5, 25, 48, 121, 139, 206; Стратпевский, Т., *op. cit.*, p.37; <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Odesa/> visited on 08.02.08. The data refer to raions considered in the boundaries from the date of censuses. As for the Ukrainian census, on the site belonging to Statistics Committee of Ukraine, the number of population detailed on different ethnic groups is not presented; it was calculated based on the given percentages.

⁶⁹ <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Odesa/> visited on 08.02.08

⁷⁰ At the map's making of , there had been used the 1926 Soviet census` data published in *Молдова. Материалурил Статистиче*. On the map there is the ethnic composition of every rural soviet, small town or town with a few exceptions. For exemple, although Valea Hoțului and Rașcov localities were divided administratively in 3, respective 2 rural soviets, they had been represented as a whole; small towns and towns were represented including their suburbs; on the other hand, Valea Adâncă rural soviet (534 inhabitants, of which 476 Ukrainians, 10 Russians, 12 Jews, 34 Poles and 5 of other nationalities, see *Молдова. Материалурил Статистиче*, p.136) from Cruteansc raion is not represented as it could not be identified on any studied map.

LE GROUPE «ICONAR» ET LE MOUVEMENT LEGIONNAIRE - SEQUENCES -

Cristian Sandache
Universitatea „Al. I. Cuza” Iași

Rezumat: În atmosfera socială dominată de problemele economice și de lupta pentru putere dintre partidele politice românești, curentul de extremă dreapta («legionarismul») și-a definit trăsăturile sale distinctivă spre sfârșitul celui de-al treilea deceniu al perioadei interbelice. Promovat de Garda de Fier, acest curent s-a bucurat de sprijinul unor intelectuali români de elită și a unui număr semnificativ de tineri, dezamăgiți de corupția sistemului politic românesc. Fenomenul «Iconar» a reprezentat un episod semnificativ din evoluția spirituală a Mișcării Legionare.

Soarta regimului politic românesc din perioada interbelică s-a decis după 1938, în primul rând datorită conjuncturii internaționale defavorabilă pe atunci regimurilor democratice.

Avec son inégalable capacité d'apercevoir les phénomènes historiques, Nicolae Iorga avait observé que la Bucovine ne représentait pas seulement une province porteuse d'une grande originalité culturelle, mais aussi un exemple de ténacité collective des ethniques roumains majoritaires, capables de cristalliser une conscience nationale «*au milieu des dangers et des coups, décidée d'affronter toute provocation douloureuse qui pourrait l'attendre à l'avenir*»¹.

La partie de nord de la Moldavie, cette contrée-là des forêts d'hêtres et de sapins, a enflammé l'imagination de plusieurs créateurs de beau ou des voyageurs étrangers, qui admettaient que cette région-ci conservait une certaine magie curieuse. Les Roumains de cette zone avaient une psychologie intéressante, concrétisée par un mélange de sobriété et d'efficacité travailleuse, une bonne organisation, une sensibilité mélancolique et surtout, un penchant assidu vers les usages ecclésiastiques. Dans les moments de tension, ces individus apparemment fatalistes, savaient se manifester même d'une manière volcanique. Des épisodes semblables ont été consignés surtout dans leurs rapports avec les autres ethnies vivantes dans la Bucovine, en spécial les Ukrainiens et les Juifs. Cela est souligné sans équivoque par George Drumur, en 1938, même dans «*Enciclopedia României*», ouvrage (en fond) à caractère officiel². Mais on ne peut pas parler, en tout cas, d'un gène xénophobe des Roumains; chaque aspect moins heureux avait à sa base des raisons justifiées, presque toujours de nature économique ou sociale.

En 1931, Mircea Streinul, Ion Roșca, Gheorghe Antonovici, George Drumur et Neculai Pavel avaient fondé le groupe «*Iconar*»; celui-ci se proposait d'apporter dans le paysage de la littérature roumaine un certain spécifique de la Bucovine, tout en réalisant une synthèse entre les traditions et les provocations de la

modernité. Ultérieurement, sera fondé une maison d'édition portant le même nom ; en 1935 apparaîtra la revue *«Iconar»*, avec la rédaction à Cernăuți³.

Vasile Postecă observait plus tard que même la dénomination *«Iconar»* expliquait les motivations spirituelles des fondateurs du groupe. Il s'agirait d'une image heureuse utilisée par Mircea Streinul, conformément à laquelle les créations littéraires pourraient être transposées dans des véritables icônes, qui mettent en évidence, de la manière la plus fidèle, leur originalité esthétique. Comme l'iconostase est l'endroit où le fidèle peut admirer la beauté des rangées d'icônes, dirigeant ses pensées envers Dieu, de la même manière le groupe (et ensuite la revue) *«Iconar»* se voulait une vitrine de l'esprit de Bucovine issu des traditions et familiarisé avec les créations de la grande culture européenne⁴.

George Călinescu a été extrêmement injuste avec le phénomène *«Iconar»*; on peut citer en ce sens ses références de l'ouvrage *Istoria literaturii române*. Dans la vision de Călinescu, les représentants du groupe auraient commis la faute de n'avoir pas filtré en sens critique les influences de la spiritualité occidentale, les résultats esthétiques étant, dans la majorité des cas, décevantes:

*«Les effets du contact trop brusque avec ce qui n'est pas approprié à la structure rurale de la Bucovine sont un bavardage confus, bigarré, une course après les néologismes, d'une part, et après les archaïsmes, de l'autre, une pensée cachée, une sentimentalité troublée, un mysticisme bizarre, un mélange de folklorisme et modernisme, conduisant pas rarement au baroque. Ce qui est pire chez Blaga, Barbu et Arghezi, et dans la poésie moderne, en général, dans le sens de la pire interprétation, de la plus abusive, a apporté à cet endroit-ci une mauvaise moisson»*⁵.

En réalité, l'esthétique portant la marque *«Iconar»* avait son propre chemin ; le rôle de Mircea Streinul est, en ce sens, à souligner. Ni George Călinescu ne niait ses qualités de factotum du groupe. Streinul deviendra un créateur authentique et assez productif, malgré à sa mort prématurée. (Il est mort le 17 avril 1945, à seulement 35 années)⁶.

Mais la présente démarche n'a pas comme but d'analyser la valeur littéraire des créateurs réunis sous le sceau de l'*«Iconar»*. Il est incontestable, pourtant, qu'ils ont apporté un souffle à part dans le paysage des lettres roumaines, même si on pense aux thématiques abordées et à l'atmosphère spéciale, d'une étrange poésie, qui se dégage de quelques créations des adeptes du groupe. Même s'ils ont été accusés souvent d'une simple prise des motifs de l'expressionnisme, d'une vulgarisation de celui-ci, il est certain que Streinul et plusieurs de ses collaborateurs étaient des gens avec des lectures solides, passionnés par l'art et le folklore, d'un sérieux intellectuel incontestable. L'atmosphère tragique et en même temps mystique, l'héroïsme transfigurée, les images souvenant soit les légendes médiévales du monde germanique, soit les thèmes du folklore de la Bucovine, ainsi que l'influence de la littérature européenne de valeur, toutes ces choses représentent des traits esthétiques impossibles à ignorer.

A cet égard, Iulian Vesper semble être typique; Ion Negoïtescu suggérait que la lyrique de celui-ci, *«a ses racines dans un Weltschmerz expressionniste»*; pour Marian Popa, la poésie de Iulian Vesper *«évoluera de la conciliation du néologisme*

avec les influences locales vers la poésie de profonde inspiration folklorique et de clarté de son contenu»⁷.

La société roumaine de l'entre deux guerres était dominée par une véritable crise idéique, ses protagonistes étant, en premier lieu, une partie de la jeune intellectualité qui se sentait suffoquée par les conventions et qui identifiait les maux quotidiens avec le spécifique même du modèle démocratique. Les temps nouveaux du capitalisme impétueux avaient pulvérisé l'équilibre des institutions de jadis, et une entière manière de vivre disparaissait avec une dignité discrète, mais qui continuait à impressionner les consciences romantiques.

L'esprit pragmatique bourgeois, la coterie balkanique, le goût du gain rapide, l'avancement sur l'échelle sociale comme résultat de tous compromis, toutes ces choses étaient regardées avec mépris par ces jeunes qui soignaient à cristalliser à leurs alentours une véritable phalange d'individus libérés de toutes frustrations intellectuelles et historiques. Ils voulaient compenser par l'érudition les défaites historiques des ceux du passé et devenir eux-mêmes la nouvelle aristocratie du temps, luttant d'égal à égal avec les valeurs universelles et imposant, finalement, une vision originelle, un rapport au monde qui garde le sceau du génie autochtone⁸.

Les ancêtres de ces jeunes avaient été des grands boyards ou des nobles, qui étaient familiarisés avec les expériences du Byzance et de l'Ouest, des voyageurs infatigables dans les capitales fastueuses ou des exilés, les âmes brûlés par la nostalgie des lointains, attendant le salut dans des endroits pierreux, parmi les prières et les intrigues. Parmi ceux-ci, il y avait, aussi, des descendants des familles phanariotes, des descendants des principes grecs, qui avaient vu les Principautés Roumaines de la fuite des chevaux, régnant irréallement et peu, changés comme les pièces sur la table des échecs par les caprices des sultans de Constantinople. Des autres boyards du pays avaient fondé des palais et des cours, semblables à des bijoux architecturaux, qui attiraient l'attention et l'admiration des étrangers, par le goût sûr pour le raffinement et l'élégance. Ils étaient morts avec croyance dans les batailles décisives pour l'existence de leur peuple, ils avaient trahi à sang froid les princes régnants qu'ils avaient considérés à un certain moment indignes ou, des pièges devant leurs propres ambitions de grandeur et de richesse. Une tradition des décapitations, des exiles, des intrigues et des exploits héroïques accompagnait ces descendants qui gardaient encore, dans leur sous conscient, la distinction des siècles qui sont passés et qui se sont perdus dans l'abîme du temps, comme le soleil réfugié dans l'écume des vagues.

Des autres jeunes appartenaient par extraction à des milieux sociaux modestes, mais leurs qualités individuelles les recommandaient pour de brillantes carrières dans les plus divers domaines intellectuels. La majorité d'entre eux étaient familiarisés de bonne heure avec la spiritualité universelle et manifestaient un esprit critique tout à fait remarquable, heureusement joint avec la mise en pratique d'un essayisme inconventionnel et ingénieux, qui devait produire des angoisses et stimuler les raisonnements les plus inattendus. Ils voyaient, en conséquence, dans le groupe de Corneliu Zelea Codreanu, une transposition en plan politique de ce qu'ils voulaient : une force capable à déterminer le changement des fondements du système

démocratique roumain, condamné, à leur avis, d'une manière irrémédiable par le politicianisme. Les sensations de frustration, désillusion et irritabilité s'amplifiaient et les arguments pour adhérer à la Garde de Fer passaient au premier plan. Les intellectuels raffinés et corrosives, habitués à la bousculade d'idées et avec la négation vitriolante des systèmes ankylosés par le temps, identifiés en leurs yeux aux fiefs des anciens complices en arrangements indignes, considéraient que le légionnarisme serait pour eux équivalent avec une épreuve mystique, un test de la vérité suprême et une renaissance:

«La Garde de Fer offrait le modèle d'un Mouvement avec des traits âpres, activiste, mais toujours voulant prendre la liaison avec l'intellectualité et essayer d'appliquer avec enthousiasme jeune les propositions les plus radicales»⁹.

Pour ceux de *«Iconar»*, le légionnarisme deviendra une véritable axiome spirituelle, surtout tout en commençant de 1935, lorsque la revue portant le même nom apparaîtra sous la double direction de Liviu Rusu et Mircea Streinul¹⁰.

Vasile Posteuță avait l'impression d'assister à un véritable miracle culturel dans le sens que le groupe *«Iconar»* aurait réussi à peine de ce moment-là à représenter un symbole de la spiritualité roumaine de Bucovine, par sa transformation dans une sorte d'expression esthétique du nationalisme professé par les adeptes de Codreanu¹¹. Dans son style caractéristique, Vasile Posteuță faisait référence à la force magique d'un esprit nouveau, jeune, mystique, capable de rendre aux véritables créateurs d'art cette sensibilité-là authentique, autochtone, dont le filon ne pouvait être que le nationalisme. Une véritable renaissance devrait s'accomplir, et les adeptes de Mircea Streinul pouvaient se considérer des élus de la destinée parce qu'ils auraient contribué parmi les premiers à cette régénération nationale urgente¹².

La revue *«Iconar»* constitue un intéressant document psychologique et en même temps esthétique – doctrinaire, absolument utile à la compréhension d'une autre dimension du radicalisme de droite de la Roumanie de l'entre deux guerres. Voilà, par exemple, Mircea Streinul, qui considérait que le légionnarisme avait déjà sa propre lyrique, bien individualisée, portant dans sa substance, un véritable sceau de l'esprit national¹³.

La stylistique de Streinul devient de plus en plus influencée par les éléments du discours légionnaire, qui faisait une critique dévastatrice à toutes les ainsi - nommées causes de la dégénération de la société roumaine. Mircea Streinul était d'avis que l'art lyrique roumain se délivrera de toute une série de conventions et d'interdictions nuisibles, qui ne représenteraient autre chose que des expressions des goûts douteux proclamés avec emphase et inconscience, par une bourgeoisie *«fainéante et manquée d'idéaux»¹⁴*. La poésie d'orientation légionnaire aurait été l'équivalent de la révolution spirituelle que le nationalisme de Codreanu voudrait accomplir au niveau de la mentalité collective du peuple roumain. Malheureusement, Streinul tombe dans l'antisémitisme lorsqu'il mentionne avec une sorte de passion fanatique l'invasion des pharisiens et des sadducéens qui aurait suffoqué la société roumaine par la pratique d'un mépris programmatique envers les traditions, la foi, la dignité nationale; à celles-ci s'opposeraient le désir d'enrichissement à tout prix, la commodité, la médiocrité agressive ou l'obédience calculée. La société roumaine

ressemblerait avec un malade ou avec le personnage de Goncharov, ce Oblomov-là, manqué de volonté, incapable à imposer sa personnalité devant le mal généralisé. Mircea Streinul, un fin connaisseur de la littérature occidentale, se transforme dans une sorte de prophète furieux qui proclame une véritable rupture purificatrice, à l'origine de laquelle se trouverait le Mouvement Légionnaire, une force qui serait capable de pétrir une nouvelle génération d'héros du roumanisme.

Tout en faisant référence aux traits qui individualiseront le poète légionnaire, Streinul était d'avis que celui-ci aurait transformé l'acte de la création dans un dans lequel on s'assume la responsabilité, tout en s'intégrant avec son œuvre dans une sorte d'espace tutélaire de l'esthétique nationaliste. Certaines images se veulent métaphoriques, mais le plus souvent, elles semblent au lecteur d'aujourd'hui plutôt étranges ; celui-ci commence à s'interroger si Mircea Streinul ne vivait pas, à son tour, cette transe-là des initiés des grands mystères ou des fanatiques. Le poète légionnaire aurait été capable (dans la vision de Streinul) de porter sur ses épaules l'éternité, celle-ci représentant, à son tour, une «*synthèse entre eros, logos et chthonos*»¹⁵.

Il ne pourrait pas être autrement, dans les conditions dans lesquelles le poète légionnaire se différencierait fondamentalement de l'image classique du créateur. Le légionnarisme aurait été représenté dans le plan de la création lyrique par une sorte d'ascète, doué, aussi, avec la capacité de se transformer dans un prêtre de la poésie; tout était contourné par Mircea Streinul dans une atmosphère de sombre piété¹⁶.

Le goût du succès facile, la mégalomanie stérile, le luxe, l'argyrisme auraient été chassés de ce paysage de l'autoperfection, de la tristesse et de la volonté. Le créateur légionnaire aurait été obligé (dans la vision du même Mircea Streinul) d'admettre la permanence de la mort pour la pouvoir dépasser à l'intermédiaire de l'éternité, formulation suffisamment ambiguë, mais significative pour un certain style que le légionnarisme pratiquera sur toutes les voies, surtout après l'entrée dans le groupe de Codreanu des jeunes intellectuels provenus de la revue «*Axa*».

Une préoccupation spéciale auront ceux de «*Iconar*» pour la définition globale de la nouvelle lyrique de type nationaliste, identifiée avec une expression de la sensibilité esthétique légionnaire. Mircea Streinul était d'avis que par ses caractéristiques, la poésie légionnaire aurait eu ses racines dans les chansons que les adeptes de Codreanu interprétaient avec leur frénésie habituelle, tout en leur conférant une signification presque surnaturelle. L'idée était reprise et développée par Liviu Rusu, qui s'affirmera comme un des plus représentatifs esthéticiens roumains. Rusu conférait à la chanson légionnaire des vertus initiatiques, tout en accréditant le curieux raisonnement, conformément auquel «*les peuples devraient être jugés selon leurs chansons de marche*»¹⁷.

Tout en développant ses considérations, Liviu Rusu était tout à fait convaincu que ces peuples-là qui, soit ne connaissaient pas ou ne cultivaient pas largement les marches, ne feraient autre chose que renoncer à leur existence historique, affirmation qui tombait dans le ridicule, malgré le ton sombre, avec des prétentions de démonstration scientifique. Selon Liviu Rusu, le légionnarisme avait la mission d'introduire dans la musique populaire roumaine les rythmes des marches et

de la lutte; cela serait équivalent avec une révélation de la véritable destinée du peuple roumain, qui ne pouvait être qu'un héroïque, avec rien d'inférieur en comparaison aux destinées des grands peuples du monde.

Personne ne pouvait pas nier le fait que l'organisation de Corneliu Zelea Codreanu avait transformé la chanson dans une véritable arme de propagande, le plus souvent, plus efficace que les longs discours des hommes politiques, toujours plus ressemblants entre eux par le manque de substance et les promesses électorales invraisemblables. Liviu Rusu se montrait toujours étonné par la structure des mélodies légionnaires, de ce qu'il nommait «*leur douleur martiale*»¹⁸. Celui-ci qui lit aujourd'hui de telles considérations reste sidéré par la dimension du fanatisme, par la croyance presque invraisemblable d'un esprit si analytique comme Liviu Rusu, dans la supposée victoire de ce que les adeptes de Codreanu nommaient fréquemment «*la révolution légionnaire*».

Les adeptes du légionnarisme étaient d'avis que la doctrine nationaliste devait être radicalement modifiée dans le sens d'une autochtonisation encore plus accentuée, et ce phénomène devait être visible dans tous les domaines, mais au premier lieu, en celui spirituel. Ni les intellectuels de «*Iconar*» ne feront exception à cet égard. George Macrin croyait hardiment dans une puissante renaissance du roumanisme et considérait que seulement les créateurs d'art, mais aussi ceux qui s'occupaient avec le difficile acte de l'analyse littéraire, devraient s'orienter dans le cadre des exégèses qu'ils faisaient, plutôt en fonction du critère de l'appartenance aux valeurs nationales, traditionnelles, qu'en fonction du critère esthétique.

Il résultait, en conséquence, des jugements de valeur qui ne s'éloignaient pas trop comme fond du paradigme du courant *neosămănătorism*, mais d'un autre type; celui-ci se caractériserait, aussi, par l'importance accrue accordée à la dimension ethnique. Une œuvre d'art, même si elle serait une réussite sur le plan esthétique, ne pouvait pas être acceptée dans la grande famille des valeurs spirituelles roumaines, si elle n'accomplirait ces conditions. George Macrin était, de cette perspective, stricte: «*La critique ne doit pas oublier les intérêts de la communauté nationale*»¹⁹.

Mais le concept de «*communauté nationale*» excluait les ethniques juifs, identifiés presque totalement avec les possibles propagateurs des idées communistes, dissolvantes, anti-étatiques. Auprès des Juifs, Macrin mettait les francs-maçons, la franc-maçonnerie, elle-même, étant identifiée par celui-ci avec une véritable gangrène qui aurait creusé profondément aux fondements de l'Etat roumain, en le menaçant avec l'annihilation²⁰.

George Macrin utilisait en ce sens des expressions bombastiques, dans lesquelles on peut deviner les troubles d'un esprit désillusionné, prisonnier des clichés typiques pour la rhétorique de la droite radicale: «*L'évolution politique envers la franc-maçonnerie a conduit au noircissement complet de l'étoile nationale*»²¹.

Tout en élargissant la sphère des considérations à teinte réductionniste – catastrophique, George Macrin arrivait à des conclusions aberrantes, affirmant qu'Eugen Lovinescu, Garabet Ibrăileanu ou George Călinescu ne représenteraient en

réalité des valeurs de la critique littéraire roumaine, mais ils auront été le résultat de l'influence occulte de la franc-maçonnerie, celle-ci les faisant s'imposer finalement dans la conscience publique et leur faisant une publicité pas méritée. Les critiques qu'on vient de mentionner auraient été coupables (entre autres) du fait d'être les souteneurs des œuvres littéraires inspirés par des sujets «*pas roumains*», d'un cosmopolitisme révoltant. Il est évident que George Macrin entrait totalement dans la sphère du ridicule lorsqu'il, d'une manière sentencieuse, pouvait écrire une telle chose...²²

Obsédé par un antisémitisme primitif, Barbu Șușanschi apportait au premier plan les thèmes classiques du discours antijuif européen, faisant référence surtout aux «célèbres» scénarios conspiratives dans lesquels les descendants d'Israël s'étaient spécialisés. Les juifs auraient été (selon Șușanschi), presque programmés du point de vue génétique pour mettre au point des conspirations ténébreuses ayant comme but final la destruction de la civilisation chrétienne²³. Il est juste qu'il y avait de nombreux ethniques juifs vivant en Roumanie et ailleurs, qui avaient adhéré (par des raisons des plus divers) à l'idéologie communiste ; certains d'entre eux ont vu en celle-ci un moyen de dépasser leurs frustrations millénaires générées par la condition typique de minoritaires soumis aux différents abus et persécutions.

Le 5 décembre 1936, avait été poignardé à Cernăuți, à la suite d'un conflit avec un groupe d'adeptes de l'extrême - gauche, l'étudiant en théologie Gheorghe Grigor (légionnaire), occasion pour Mircea Streinul de raconter le tragique événement dans un note d'indignation extrême, pointée avec des invectives antisémites. Streinul détenait l'information conformément à laquelle, une partie de ceux qui avaient contribué à l'assassinat de Grigor auraient été d'origine juive. Tout en partant de cet aspect (semble-t-il, réel), Mircea Streinul construisait un scénario personnel conformément auquel tous les Juifs du monde aurait essayé de rendre l'assaut final contre la Roumanie, pour la conquérir. Les seuls qui se seraient opposés à une telle invasion auraient été les adeptes de Corneliu Zelea Codreanu et justement pour cela, ils auraient été les premiers soumis aux persécutions juives. Dans la vision de Mircea Streinul, les journalistes d'origine juive auraient été coupables d'avoir cultivé une atmosphère anti-roumaine (au fond, anti-religieuse) ; ils soutenaient, en échange, avec enthousiasme, le marxisme et surtout le communisme d'extraction soviétique. Il est étrange comme un esprit nourri à l'école des grands auteurs européens (comme Mircea Streinul) pouvait se métamorphoser dans un pamphlétaire agressif, et par des endroits, même trivial. Les Juifs sont associés avec des expressions immondes, telles «*les cochons de la presse de Cernăuți et d'une partie de celle de la Capitale*»; «*des prostitués de l'écrit quotidien*»; «*les sinistres cochons avec des favoris*»²⁴.

Tout en passant au registre héroïque, Mircea Streinul mettait en opposition le légionnarisme et le judaïsme, observant que chaque Roumain qui adhère au groupe de Corneliu Zelea Codreanu doit être conscient, qu'une fois devenu légionnaire, il apportera son propre salut, mais aussi celui des autres du péril de la desnationalisation généré par l'action des Juifs. Des jugements de valeurs simplistes, tristes... Ni le culte légionnaire de la mort n'était, lui aussi, omis par Mircea Streinul: «*Notre mort est le myrrhe avec lequel le pays daigne et avec lequel, nous daignons, aussi*»²⁵.

D'ailleurs, Streinul développera d'une manière plus ample le thème de la mort légionnaire, à l'occasion de l'épisode (tragique pour le groupe de Codreanu) de la mort dans la guerre civile de l'Espagne (dans la localité Majadahonda) de Vasile Marin et Ion Moța²⁶.

Dans le légionnarisme, plusieurs des adeptes de « *Iconar* » admiraient ce qu'ils nommaient le rythme jeune, le dynamisme, l'apparence de révolution purificatrice, qui aurait modifié des leurs fondements les paradigmes de pensée de la société roumaine (beaucoup trop anachronique, vieillie, cosmopolite – dans leur vision). Traian Brăileanu affirmera cela, durement, dans un texte de 1936: «*Lorsque les vieillards donnent des signes de sénilité, ils doivent être remplacés*»²⁷.

L'image d'un conflit continu entre les générations était cultivée fréquemment par la propagande légionnaire. «*Les anciens*» n'auraient symbolisé pas seulement les piliers de l'ancienne Roumanie, l'entier système existant, mais aussi une barrière devant l'affirmation des représentants des nouvelles générations. Les derniers affirmaient que justement de leur propre succès social aurait dépendu la destinée même de la Roumanie, les représentants des générations plus anciennes refusant à reconnaître cette fatalité de l'histoire, étant des prisonniers de l'immobilisme prudent.

Selon les opinions de Barbu Șlușanschi et Stere Mihalexe, la lutte entre les générations aurait représenté la clé même de l'évolution (ou de l'involution) de la société roumaine²⁸.

Mettant le signe de l'égalité entre la revue « *Iconar* » et les jeunes roumains nationalistes, Traian Brăileanu offrait, aussi, une caractérisation indirecte de la publication de ces années-là: «*Iconar appartient aux jeunes qui haïssent à juste titre la sagesse kilométrique et bavarde*»²⁹.

Au-delà des exagérations inévitables, il est certain que les années 1935-1937 ont représenté une augmentation sans précédent de la popularité du légionnarisme au niveau de l'opinion publique de la Roumanie, phénomène confirmé à l'occasion des élections parlementaires de 20 décembre 1937. A ce moment-là, au niveau du pays tout entier, Le Parti Tout Pour le Pays (la titulature sous laquelle le groupe de Corneliu Zelea Codreanu a participé au test électoral) a obtenu 15,58% du total des votes exprimés³⁰.

Le phénomène «*Iconar*» a réfléchi les troubles et le drame de ces jeunes-là et de ceux intellectuels-là de la Roumanie qui, deviendront, ultérieurement et successivement, les victimes du régime personnel instauré par Carol II en 1938, de la dictature militaire du général Ion Antonescu et pas au dernier lieu, du régime totalitaire communiste d'influence soviétique.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES:

- ¹ Nicolae Iorga, *Românismul în trecutul Bucovinei*, Les Publications de l’Eglise Métropolitaine de la Bucovine sous I. P.S.S. Le Métropolitain Visarion, București, 1938, p.72.
- ² G.Drumur – la présentation du département de Suceava, en *Enciclopedia României, vol.II, Tara Românească*, București, 1938, p. 431.
- ³ Lucian Predescu, *Enciclopedia României “Cugetarea”. Material Românesc: Oameni și înfăptuiri*, București, 1940, p. 414; Mircea Zăciu, M.Papahagi, Aurel Sasu (coordonateurs), *Dicționarul Esențial al Scriitorilor Români*, Ed.Albatros, București, 2000, p. 808; George Călinescu, *Istoria Literaturii Române. De la origini până în prezent*, La II-ème édition révue et complétée, Ed.Minerva, București, 1982, p.907.
- ⁴ Vasile Posteuca, “*Drum*”, l’année XI, no. 4, novembre-décembre, 1975.
- ⁵ George Călinescu, *op.cit.*
- ⁶ Mircea Zăciu, M.Papahagi, Aurel Sasu, *op.cit.*
- ⁷ I.Negoșescu, *Istoria literaturii române (1800-1945)*, Ed.Dacia, Cluj-Napoca, 2002, p.390; Marian Popa, *Dicționar de literatură română contemporană*, Ed.Albatros, București, 1977, p.601.
- ⁸ Mircea Vulcănescu, *Nae Ionescu. Așa cum l-am cunoscut*, Ed.Humanitas, București, 1992, p.83.
- ⁹ Francisco Veiga, *Istoria Gărzii de Fier. 1919-1941. Mistica ultranaționalismului*, Ed.Humanitas, București, 1993, p.160.
- ¹⁰ Vasile Posteuca, *op.cit.*
- ¹¹ *Ibidem.*
- ¹² *Ibidem.*
- ¹³ Mircea Streinul, *Poezia Legionară*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 4, 1935.
- ¹⁴ *Ibidem.*
- ¹⁵ *Ibidem.*
- ¹⁶ *Ibidem.*
- ¹⁷ Liviu Rusu, *Ce este cântecul legionar?*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 4, 1935.
- ¹⁸ *Ibidem.*
- ¹⁹ George Macrin, *Drumul românismului*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 6, 1936.
- ²⁰ *Ibidem.*
- ²¹ *Ibidem.*
- ²² *Ibidem.*
- ²³ Barbu Șlușanschi, *Conspirația jidovilor*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 6, 1936.
- ²⁴ Mircea Streinul, *Iarși o jertfă: Gheorghe Grigor*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 6, 1936.
- ²⁵ *Ibidem.*
- ²⁶ *Idem*, *Moartea eroică*, en “*Iconar*”, la II-ème année, no. 5, 1937.
- ²⁷ Traian Brăileanu, *Ritmul generațiilor*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 5, 1936.
- ²⁸ Barbu Șlușanschi, *Inaderența intelectualilor*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 12, 1936; Stere Mihalexe, *Disponibilitatea legionară*, en “*Iconar*”, la I-ère année, no. 11, 1936.
- ²⁹ Traian Brăileanu, *op.cit.*
- ³⁰ “*Monitorul Oficial*”, le 30 décembre 1937, no. 301, p.9716 et les suivantes.

THE WAR IN THE EAST AS SEEN BY THE ROMANIAN VETERANS OF BUKOVINA

Paul Paustovanu
Suceava

***Rezumat:** Principala sursă de inspirație a acestui articol este reprezentată de interviurile luate în anul 2007 unor veterani (soldați, subofițeri și ofițeri) români originari din Bucovina, participanți la campania antisovietică a armatei române (1941-1944). În introducerea acestui articol sunt prezentate o serie de fapte și aprecieri care demonstrează că, în contradicție cu părerea generalizată în istoriografia celui de-al doilea război mondial, Armata Roșie se pregătea să atace România. În sprijinul acestei idei, autorul aduce în principal o serie de mărturii ale unor ofițeri sovietici de rang înalt, aprecieri operative ale serviciilor secrete române și o parte din analizele celebrului Viktor Suvorov (Spărgătorul de ghiață, Ziua „M” etc.).*

În continuare, sunt prezentate o serie de episoade militare (lupte de aviație, infanterie și cavalerie) din războiul antisovietic, punându-se în principal accentul pe superioritatea calitativă a trupelor române și germane, îndeosebi în materie de aviație. Ulterior, sunt prezentate condițiile precare de existență din Gulagul sovietic, unde au fost închiși o parte dintre cei intervievați.

Articolul se încheie cu o serie de concluzii referitoare la sistemul totalitar sovietic și la faptul că România nu poate fi considerată agresoare față de Uniunea Sovietică, deoarece acest stat a răpit mai întâi României Basarabia și nordul Bucovinei. Totodată, Armata Roșie a intenționat ulterior să atace România, atacul sovietic fiind însă devansat de atacul german.

Between 1940 and 1941, the soviet army was not getting ready for defense, did not dig trenches and anti-tank digs, did not mine the fields and did not put up barbed wired barriers. “At the People’s Commissariat for Defense there will be a meeting with the leading people that will also be attended by Stalin”. Jukov received the task of elaborating a report on the main problem, *The character of the modern offensive operation*¹. The book written by the Soviet Union marshal Bagramean, focuses on the years 1940-1941, including the first six months of war, and talks only about the offensive. The defense of the USSR territory appears as a problem almost totally ignored. Bagramean shows the preoccupations of the Red Army: “the density of artillery and tanks per kilometre of breaking area; applications of commandment and general staff at the echelon front with the theme - offensive operation; offensive applications to division, troops and army; experimental application of a strengthened cavalry corps (hypo mechanized group) that act on the flank of an offensive army; the perfecting of the practical cooperation of the cavalry with the tanks, the great units of motorised infantry, aviation and air descent”². These were operations truly offensive, because the land troops can only cooperate with the air descent in the offensive. Only in Bessarabia and Bukovina “the soviets have today,

the 14th of June 1941, a number of 29-35 large divisions of which 5 motorized and 6-7 motto-mechanized”³.

It must be said that in the soviet nomenclature, the mechanized corps “had two divisions of tanks and a motorized division”⁴. The Red Army had sent in the two occupied Romanian regions and in Transnistria “960 fighters, 840 bombers and 240 surveillance planes and almost 2500 paratroopers”⁵. The Romanian secret services concluded: “the purpose of these force concentrations is related to taking offensive operations”⁶. The soviet air marshals remember: “Ivan Pstîgo: «in the fall of 1940 in Bessarabia, at Kotovski, our regiment was formed, 211 bombers, equipped with SU-2 planes». Also, colonel G.F. Siskov, the double hero of the Soviet Union: «at the end of December 1940 in Bessarabia was concluded the formation of the regiment 210 of bombers nearby. The aviators came from the civil air fleet»”⁷. To notice that there were formed bomber units, the offensive would be more appropriate. If Stalin thought about defense, he would not have formed hundreds of bomber regiments, but organized hundreds of fighter regiments.

The Sovietics build aerodromes close to the border. “The Russians, next to Hertza, built an aerodrome on a noble’s land property; they made parapets so not to see from the other side of the border. The plane came from Cernowitz, it was dug into the ground and hidden. There were about 10-12 military planes. The Bolsheviks wanted also to occupy the Germans after they occupied us”⁸.

In 1941, “the whole soviet aviation was concentrated at borders. The campaign aerodrome of the regiment 123 was at about 2 km away from the German border. In case of war, fuel will be saved now when the airplanes penetrate the enemy’s area. Flights had to take place over the German territory, as well as the Romanian one”⁹.

The soviet aviators, including “the pilots in the fighter units, knew nothing about the air fights. They learned how to shoot at terrestrial targets. The pilots were trained in the sense of developing a single and amazing offensive operation in which the whole soviet aviation, through a single offensive, will surprise the enemy aviation on aerodromes and will obtain the supremacy in the air”¹⁰.

The Romanian pilots drew, from the time of the war, the conclusion that they were superior from the qualitative point of view, to the enemy. One of them considered that “the proportion of good pilots was only of 20%, the rest of them being incapable, in the red army, including the fighters. Only the large number of pilots and planes managed to turn the scale in the favour of the soviets. So, during the battle of Iassy (1944), over 80 soviet planes attacked 12 Romanian planes”¹¹. However, at the beginning of the war, “the Romanian aviation took the soviet army on the ground by surprise”¹².

In the south of Bessarabia, “the large number of soviet aerodromes near the Prut and the gathering of troops near the frontier in this area were certain proofs of the offensive that was arranged against our territory”¹³.

Before the start of the war, the sovietics placed a large number of soldiers in the region of Hertza and in the North of Bukovina. “Troops, infantry and tanks could be seen coming”¹⁴. There was still peace when the colonel Bagramean, Head of the

General Staff of the Kiev military region, sent “the army corps 31, 36, 37, 55 and 49 to come out to the border”¹⁵.

The tremendous military preparations of the USSR worried the Germans and the Romanians. Under such circumstances, Germany declared war to the USSR, offering the following motivation: “the information received in the last days, by the government of the Reich does not allow us to have any doubt about the aggressive character of the soviet troops concentration [...] the soviet government is guilty of: having continued and intensified its undermining manoeuvres of Germany, and Europe; having concentrated, at the German border, all its army forces ready for the war; preparing itself, obviously, and violating the German-Russian non aggression pact, to attack Germany”¹⁶.

Stalin himself appreciated the power of the soviet army – until the 22nd of June 1941. His statement was made in July 1941, in the presence of Hopkins – the American president’s delegate – to whom the Russians were asking for help at that moment. Stalin considered that “the Germans have 30.000 tanks in comparison with 24.000 soviet tanks”¹⁷. He told the truth about the number of the soviet tanks, but he lied about the number of the German ones. Actually, the Germans had “approximately 3.300 tanks”¹⁸. Stalin’s lie transformed him into a victim, in order to receive the help of the whole world, attempting (with foreign help) to communize as much as possible of the world. He was exaggerating in which concerned Hitler’s power, presented as aiming towards the worldwide domination, a thing that he wanted.

At the beginning, the battle on the Romanian front was static. “When the war began, it lasted for two weeks until our soldiers overcame. The Russians with their artillery on the Prut were bombarding day and night”¹⁹. Another veteran remembers, “I found an abandoned gun over the Dniester. I entered its barrel that is how big it was. When I crossed the Dniester, the duel was so strong that the shells were heating each other”²⁰.

As part of the enlargement and the arming process of the Red Army, “the number of artillery regiments, even before the German invasion reached almost 900. From 1939 until June 1941 the Red Army received 82.000 guns and mine throwers of the newest type”²¹. On the 6th of December 1941, Franz Halder, head of the General Staff considered that the soviets “lost 78.000 guns”²². The motto of the Romanian Army seems to have been in those days “At any price”.

The Regiment 6 of cavalry was involved, one after the other in the unsuccessful attempt to enter Hertza, in forcing the Prut and then the Dniester “We must enter Hertza at any price...we will cross the Dniester at any price. The Dniester is such fast running water that tens of boats went down the valley. They shot from the blockhouses over there...they were shooting in such a tremendous way that the water seemed to boil. Next to us, there was the Regiment 8 of light mountain infantry (in Romanian: *vânători*) from Cernowitz. A corporal refugee said to us that they were completely crushed. They came with the tanks and put us back into the water. We managed to land and took them out of the first line of blockhouses on the Dniester. That was difficult to take out. From the other four lines, they ran away. We

demoralized them. In the war, that means something. If you get to run away, turn your back, the gas is off, they cannot hold it anymore. The blockhouses had an iron door with a locker, light ball, water and sewerage. They were armed with a light anti-tank, machine guns. They could keep firing for two months, they fired wherever they liked”²³.

“The Stalin line” that the Romanians broke “was sent since 1940 in conservation, and the armament destroyed. After the failure of the battle on the frontier, all the blockhouses there were installed with machine guns again, and in some were small calibre guns. Even if they did not represent an important value under the ammunition report and that of the garrison strengthening, still, the district represented an important force”²⁴. As Stalin was getting ready for an attack he decided “the disarming and destruction of the fortified line. That is because the line was disturbing the offensive of the Red army”²⁵.

The development of the war meets another such moment in 1944. In Moldavia the commandment of two divisions of German tanks “on the reason that their manoeuvre was stopped by the blockhouses of the Romanian fortified line, not having enough space, they asked the Romanians to abandon that line”²⁶.

So, “the Stalin’s line” had been reendowed, hastily, with guns and people in a non-corresponding qualitative and quantitative manner. Gathered in a rush, the defenders run demoralized. The weakly trained troop, seeing that the Romanian passed the Dniester went into confusion. The moral is responsible for three quarters of the victory. Hit unexpectedly, the soviets badly felt the shock. The fight was also difficult for the Romanians. “Look at each other to see how many of you will be when coming back. The cavalry fought amazingly”²⁷.

The Regiment 6 of cavalry, in which fought on the front Petru Ciornei accompanied a German unit of tanks. Moreover, for the average Romanian soldier it is obvious that the Romanian army is weakly armed. “We could not conquer Melitopol, even if we fought. If we had had heavy artillery, we could have entered. In Crimeea they had reinforcements, they were expecting us. They had guns on pins, with plates. On the right side, there was the Black Sea, on the left the Azov Sea. In the water, there were barbed wires. We tried to enter, but they were firing from all over the place. The Germans parachuted sheep instead of soldiers and photographed the places the projectiles came from. There came the Stuka bombers and we could enter”²⁸.

The difference of professionalism and equipments between the Romanian and German army was obvious. “There was no German without a bicycle, car, tank or motorcycle. In Ukraine at Harkov we caught a great arsenal of tanks. There were hundreds of hectares of buildings. We captured hundreds of tanks. But what could the Romanian do with them? There came the Germans, they took them, they painted the cross on them and went to fight”²⁹.

In 1933, the German colonel Heinz Guderian visited the locomotives factory of Harkov. Guderian said that besides engines, the factory has also a secondary production: tanks. The number of produced tanks: 22 per day³⁰. Even in captivity in the Camp of Poltava, the German officers were seen as “educated

people”³¹. For the Romanian officers the German colleagues were, in the case of the pilots, “almost all of them well trained”³².

The German troop made a good impression of some “constant, polite, nice, with whom you could get along except certain situations”³³. When occupying the Sevastopol, “the Romanians destroyed the bunkers with anti-tanks, but they had to hit the embrasure to destroy it. The Germans had a railroad gun and could destroy them much easier”³⁴.

The Romanian former fighter impressed by the German planes that decided the battle. “At Stalingrad, the Russians feared the German aviation. At Iassy, we stopped them with Stuka. It came dive-bombing at a few kilometres away and put the bomb on the tank or next to it, turned it upside down, they put it out of action. On the northern part of Iassy they made a tank cemetery”³⁵. The Germans impressed through their high moral. “All said «We will conquer the world», no one said «we will lose the war»”³⁶.

In the Kalmuck steppe, “the Germans mocked us. There was no food, not even for horses, not for us. No German or Romanian supplies came. The grass was two fingers high. Horses could not feed themselves with it”³⁷. The Romanians compensated lack of armament through their courage. In front of a soviet attack with tanks, the dismounted cavalry fought against *Panzerfaust*. “Be aware. You shoot tank no.1; you shoot tank no. 2. Do not shoot two at the same tank. The racket was flying and a piece of the track jumped at tens of meters away. The Romanian cavalry also fought the Cossacks. Scouts went ahead and nobody came out, but when they came back we were attacked by Cossack horsemen. All I heard was the captain’s word: «get ready for the hand to hand battle». The one who hit harder, that one survived. There was no need for sharpening the sword, but we had. We fought for two hours. Five hundred Cossacks were left dead; the rest of them ran away. And we had a hundred and some dead people”³⁸.

The effort of the Romanian war always based itself on the soldier’s bravery and discipline, lesser on its endowment with weapons. “In the Anapa harbour we made sure that the Russians would not land. Then I saw a warship as it appeared as a mountain appeared in front of us with guns blazing. We answered with fire and she went back out at sea”³⁹. Actually, a cruiser of the Red Fleet of the Black Sea attacked them.

The Romanian anti-tank artillery was ineffective. Therefore, in the battles of Stalingrad “the shells bounced on the thick armour of the Russian tanks. It was a great battle. We could not succeed there. There were troops composed by Soviet officers and non-commissioned officers. The Russians got help from the Americans. There started our retreat. Our troops resisted for a short period, until the Germans have withdrawn their troops to secure the battlefield of Don’s bend. There, our army was captured”⁴⁰.

We must say that, at least until the contrary will be proven, that the Romanian army was an “auxiliary” to the German one. The lack of modern weapons made it vulnerable. When the Romanian army received modern equipment, it proved itself capable to resist. “The Russians attacked us; they came with infantry, with

tanks, artillery, with mortars. We set the 88 mm guns (received from the Germans) in position, and we stopped them”⁴¹.

The Romanian soldier fought offensively with the technique and tactics of the First World War. “When we took by assault an enemy position, we hit them with a barrage of artillery (guns and mortars), we hit them with machine-guns and anti-tanks, we discouraged them, and then we jumped from trenches and followed them. When they saw us came, they ran. At Melitopol, we called the Romanian artillery, and they bombed from seven in the morning until in the afternoon and we could not take them out. Only when the Germans threw with incendiaries shells the Russians ran away”⁴².

The discouraging functioned in the both armies. After Stalingrad, the Romanian troops “were in chaos, they scared our soldiers”. In the North part of Iassy, before the soviet offensive, I saw how part of our people went towards the Russians. I do not know what they talked. When they came back began a formidable barrage of artillery that lasted for days. They had a lot of tanks and planes. They fired with Katiusha rockets for days and days. You could see nothing because of the dust and powder. I left to the wing (of planes, our note) where I found general Radu Korne «What we do: we occupy Cetatzuia, above Iassy? » He said nothing. He got in a German car and he left”⁴³.

The Romanian army, discouraged after one year and a half of continuous retreat, resists with difficulty. More, the army leaders no longer believe in victory, in the possibility of stopping the Soviet Army. In the Gh. Bucur’s opinion, we could not resist any more. The Soviet offensive was unbeatable. “We could see every day, how they changed positions”⁴⁴.

In order to re-establish the front line broken by the Soviet offensive an appeal was made to the S.S. “We called S.S. They swore not to step back and fired with tracers to see where the shell was going, to know what to do”⁴⁵. According to Moisiuc Valerian’s testimony, S.S. was “Hitler’s most fanatic troops, but the Wehrmacht was discouraged by the war in Russia”⁴⁶. Even before the 23rd of August 1944 “it was known that something will happen”⁴⁷.

By the end of the year 1942, all the Romanian soldiers thought that the victory was near. “The Romanian officers said that the war would not last for more than two months”⁴⁸. Stalingrad was for everybody the turning point of the war. “Stalin said, «At any price, we must not let them to cross the Volga, contrary it is our end». The Russians kept firing. One night, they put us in a state of confusion, because of their artillery and rockets barrage”⁴⁹. The discipline in the Russian army was original. “If the Soviet soldier didn’t want fight, he was shot. He fought not because he wanted to do it”⁵⁰. The courage was not stimulated only by threat. “They gave them vodka before the attack. The drunken man has courage; he comes like a crazy man”⁵¹. At Stalingrad, “the Russian tanks came over us and destroyed the trench. We had to dig a round hole they could not destroy”⁵².

The soviet troops in offensive committed war crimes. “In Feodosia the Russians captured a few Germans; they tied them on a tree and poured water on them. The winter was heavy and they froze”⁵³. The offensive started on the 20th of August

1944 on the north side of Iassy, the Romanian troops retreat without organizing a defense. The act on the 23rd of August adds new elements of uncertainty. "Our train with anti-aircraft artillery was caught between the German and the Russian lines. We ran from the train into corn. The train was moving only a few kilometres per day. We protected ourselves from the lost bombs. Not even the Germans, nor the Russians wanted to shoot us on purpose. A soviet tank came and destroyed the locomotive. We had been taken prisoners, undressed and our shoes taken away by the Russians. They also took food from us. A Russian that came out of a tank took the captain's shoes. He pulled his boots by threatening him with the weapon. The stones on the road were broken by the tanks who passed by. By the time somebody gave the captain a pair of boots, his feet were full of wounds"⁵⁴.

The Romanians were caught between two lines of front. They did not know whom to fight. "We did not know who to run away from. It was such a chaos. The Russians were taking our boots, they were shooting us, and they let us naked in the middle of the road. A tank came from behind and killed the horses. The Germans on the other side shot us too. We passed on the other side of Buzau and we walked with a wounded colonel, in a wagon filled with the documents of the administration. You could not stay foot. We ran up to Oltenia"⁵⁵.

The soviets took so many prisoners that they could not guard all of them. "We ran from the line into the woods, wandering over there until we ran into a group of Russian tanks destroyed by bombs, they were turned on one side. At night, we went out through a field, to go to a house and eat something. On the field ran Cossacks on horses, looking for us. We walked for days, housed from time to time by people. We spent the night at a landowner's mansion, but there also came the Russians looking for some drinks. We were already wearing civilian clothes and as they were drunk, they did not mind us. We reached home, at Tzinteni, and after some days I realized that, it was no place to stay. The N.K.V.D border guards knew something and came looking for me at the house. Our people were with Russians, telling stories. My sister's husband worked with them, they drank and partied together. I did not trust my family either. The border guards were always looking for me. I came back to Romania to some relatives in a village. There too, came the border guards and searched. On Sunday, after people came back from church, it was winter; somebody told us that the Russians came in the village. The young people, the boys were jealous that we came into their village to some girls and I feared that they would betray me. The Russians were looking for me to take me back into captivity. I hid behind a cabinet in a corner. The patrol entered the house and then the room where I was. I felt like sneezing after the cabinet. The girls distracted the border guard's attention; they talked to them until they left. Seeing me so looked for and not safe, I decided to go back to the unit. It was better on the battlefield than in captivity. In Tzinteni the border guards continued to arrest and deport people in wagons. They took many of them in Russia for hand labour and few came back. In the village, the border guards had a jail at a landowner's mansion, where they kept the people. One sister of mine who one day did not go to work and was reported by one of her neighbours that she saw her in the garden, was arrested. They let her go after

threatening her that the next time they would deport her. A man was thrown alive at the border guards' dogs. I reached the Territorial Military Centre where I explained my situation. A sergeant major said «Ah, you are the one looked for by the Russians. I'll call them to take you to them». An officer who entered stopped the sergeant major and ordered me to present myself to the unit in Caransebesh. I travelled on the wagon tampons, filled with oil for the Russians. If the train guard caught you, they shot you. I reached my unit. I chose the battle field instead of captivity”⁵⁶.

Another Romanian soldier captured on the 25th of August 1944 managed to run away from the prisoners' line. “I changed my military clothes with some civilian clothes and we went together with some other people towards the house. I was close to the village when I saw a cart with two soviet officers coming in my direction. A villager told them apparently, that I came from the battlefield. I ran, and the Russian officers shot at me and they caught me. They put me in the cart between them. When I reached a place, I knew I hit them both and jumped from the cart, running towards my parents' house. They shot at me, but I jumped over fences, I entered the people's yards and I hid in a red mace marsh. The Russians had their own men in every village where they installed a form of control administration. They went to my mother's house, and later I saw how they broke my mother's leg to make her speak and to make me come out. I left to the unit, so not to be sold by the Romanians to the Russians. There were enough of those who collaborated”⁵⁷.

The Romanian soldiers knew how badly the Russians treat their prisoners. That is what the experience of the battlefield taught them. In this respect, until 1942, the Italian soldiers preferred to “die fighting rather than surrender to the Russians. Many were convinced that the Russians killed all the prisoners they had”⁵⁸. The Romanian prisoners entered the wide system of the soviet gulag that put no price on the human life and that did not protect the war prisoners according to the Convention of Geneva. USSR refused to recognize the signature of Imperial Russia on this document of international right. “I was prisoner at Vaslui. There, we were surrounded and they took us to the Camp of Vaslui. On the road, many tried to escape but they were shot. If you made one-step outside the line, they shot you. They took us to the Camp of Vaslui. A guard who wanted to give me medicines for the malaria took me. A Russian came to the sentinel and said: «Shoot him, why do carry him like that?». A Russian captain helped me and said that we were allies. They shot prisoners especially their own people enrolled in the German army. That is how Stalin ordered them. «The traitors must never come back home». I do not know how they could recognize them, as they wore the German uniform. At Vaslui, in the Camp, we were so many that the fountain dried out and they took us to take water from a river. There was not enough water, we took water up to the mud, and still it was not enough. Many died from typhus. They took us to Bârlad and from there to Bacău. All the time, they promised us «we will let you go home». We were taken to Iassy at the University, on the hill of Copou. Thousands of prisoners died from typhus and were too weakened; they were not able to feed themselves. They gave us lentil to eat. At Iassy, some prisoners died because they ate raw meat. From Iassy they put us on a train in about ten coaches, 40-50 in a coach and took us beyond the Prut. I knew that

the train was slowing down but I could not escape, because the window was covered with barbed wire. The coach was full; you could barely make a step. They took us to Rostov, then to Harkov and from there to Poltava. They locked us, at night, in an abandoned church and in the morning, they made us surround the Camp. Many died from dirt, from typhus. The Camp was surrounded with barbed wire and a ploughed area. Many of the prisoners ran away, but their tracks were found by the Camp security with dogs. In the Camp, there was all kind of prisoners: Polish, Germans, Italians, Hungarians, Slovaks and Romanians. There were only 15 Romanians.

The daily portion was a soup ready to be given to dogs and 600 g of bread per day that if you squeezed, there was water running out of it. Many died, that there was a room full of bodies. People had 35-40 kg. Hungry, they took you out to work in the forest, to cut trees, to repair collective farms, and agricultural labours. People ate mangle. I don't know if half of us who went to Poltava would ever come back⁵⁹.

In other Camps, there also, were piles of bodies being gathered up. "The stacks of death laid that winter in the cold and in the snow at Oranki and Ela-Buga, at Sverdlovsk and Urali"⁶⁰. Only the C.R. (i.e. "commanded rest") that could no longer work, were left alone⁶¹. They were so weakened (by dystrophy, cachexy) that they were spared from any kind of work, expecting the end. The Camp was large because "it had almost 1500 people, but the Camps from Urali and Siberia had 6-7000 people and from there, fewer people came back than us. I was pretty good. Being the chief of the POW in the camp, I had everything for myself: food, and butter from America. The soldiers of a Georgian lieutenant ensured the security. He was taken prisoner by the Germans and released by the Sovietics. As he was taken prisoner, he was told that he is traitor and was deported to the army arsenals in Siberia. There, he distinguished himself through labour and then was released; after that, he was still followed and mistrusted, and that is why he was not sent on the battlefield. He feared that he would be arrested again. The military commander of the Camp and the doctor ate in my room and I gave them something to take home. They both had wives and children to take care of. The Guards came and borrowed food products that they never returned. All the supplies were from "America"⁶².

The Italian prisoners were also saved "with a daily contribution of proteins- with an inestimable value as certain doctors said- made of Soya, sent in Russia by the Americans for the war prisoners"⁶³.

To the weak ones, the Soviet guards gave a small quantity of milk from a nearby collective farm. Therefore, they managed to survive, but it was difficult for a man to recover at 40 kg. When I told people that we were going home, they started jumping around like savages. They no longer needed food; they needed nothing. They came from the woods back into the camp. There came the escort that was supposed to take us. The Officers and the troop put us on the floor and put a cast-iron kettle to boil with potatoes.

«You see our officers; they eat at the same place with the soldiers not at the officer's mess. What would you say in Romania about how you lived with us?» What to say? Good. The cars came and they took us to Ungheni, but on the Romanian part, nobody came to take us. They were afraid to come because the last time they were

called, they were captured. The Russians told us that if nobody comes for us they take would us back to the camp. Finally, the mayor of Iassy came with warm food, with bread and took us out of there”⁶⁴.

We have to specify that in the Soviet Union, the war prisoners were assimilated with the political convicts and sent in gulag for extermination. The war prisoners had to be exterminated in their majority, and those who came back, had to bear witness through their physical status, the process of mass killing. Therefore, it was desired to terrorize last surviving prisoners before they were returned to their country.

Of course, in the Soviet Union, the life conditions were bad. The civil population, even the army officers suffered from hunger. If there had been goodwill, the huge mortalities would not have existed. Actually, the conduct of the Soviet authorities wanted, especially, to kill the prisoners. The Soviet leaders knew until one year ago two of these people were their enemies. They are still “fascists” meaning they do not accept the Soviet domination; their country is not yet tied to the USSR, meaning it is still a formally independent country, but actually another soviet republic. The Soviets run their own population and army through lies and terror, through indoctrination, through inspiring hatred towards the non-soviet exterior world. The 20th century was the century of totalitarianism with expansionist vocation. It was the bad luck of Romania, but also that of the whole world that the Bolshevik totalitarianism got roots in Russia and remade the Russian empire, but under an ideology much more dangerous than the tsarist one. It was a universal ideology, a messianic one on the rescue of the human gender. It was the bad luck of the 20th century that the communist totalitarianism conquered the power in the biggest country of the world, with a huge population, and with, almost never-ending richness.

Romania did not attack the Soviet Union; this one, through the rape of Bessarabia and the north of Bukovina committed an act of war. In 1941, Romania answered to the aggression as much as the USSR did, brought to the border huge terrestrial, air and navy forces endowed with abundant modern weapons. The Soviet forces were not getting ready for defense, because they had just eliminated the Stalin fortified line that was stopping them in their offensive manoeuvres.

At the question “What did you look for at Stalingrad?”, we can answer: not only Bessarabia and Bukovina, but also the release under the imminent soviet offensive. When Romania was “liberated”, this happened in 1944 not in 1941. The survivors - the veteran of the East War give us information that confirm and bring back into the light newer and older sources. They talk about the courage under the enemy fire, about the ability to endure wounds, about their intelligence and skills.

¹ Ivan Histoforovici Bagramean, *Așa a început războiul* (That is how the war began), Bucharest, The Military Publishing House, 1974.

² *Ibidem*, pp. 20-42.

- ³ Cristian Troncotă, *Serviciile secrete românești. Despre iminența războiului germano-sovietic* (The Romanian secret services. About the imminence of the German-Soviet war), in “Dosarele istoriei” (The history files), II, 5 (10), 1997, p. 59.
- ⁴ I. H. Bagramean, *Așa a început războiul.*, p. 71.
- ⁵ Valeriu Avram, *Cruciații aerului* (The air crusaders), in “Dosarele istoriei” (The history files), VI, 7 (59), 2001, p. 59.
- ⁶ Cristian Troncotă, *Serviciile secrete românești*, p. 26.
- ⁷ Victor Suvorov, *Ziua “M”. Când a început al doilea război mondial ?* (The “M” Day. When did the Second World War begin?), p. 121.
- ⁸ Atimofoaie Dumitru (war veteran), *Interview* taken on May 23rd 2007 in Suceava.
- ⁹ Victor Suvorov, *Spărgătorul de gheață. Cine a declanșat al doilea război mondial ?* (Ice Breaker. Who initiated the Second World War?), Iassy, Polirom Publishing House, 1995, p. 32.
- ¹⁰ *Ibidem*, p. 31.
- ¹¹ Bucur Gheorghe (war veteran), fighter pilot, *Interview* taken on May 13th, 2007 in Suceava.
- ¹² Constantin I. Kirițescu, *România în al doilea război mondial* (Romania in the Second World War), vol. II, Bucharest, Univers Enciclopedic Publishing House, 1996, p. 266.
- ¹³ *Ibidem*, p. 239.
- ¹⁴ Atimofoaie Dumitru, *Interview...*
- ¹⁵ I.H. Bagramean, *Așa a început războiul.*, p. 74.
- ¹⁶ Pierre Accoce, Pierre Quet, *Războiul a fost câștigat în Elveția. Afacerea Roessler* (The war was won in Switzerland. The Roessler Affaire), Bucharest, Compania Publishing House, 1999, p. 139.
- ¹⁷ Jacques de Launay, *Istoria secretă. Mari controverse ale umanității* (The Secret History. Great Controversies of Humanity. The Scientific), Bucharest, Scientific Publishing House, 1970, p. 286.
- ¹⁸ Ian V. Hogg, *Dicționarul marilor bătălii* (The Dictionary of Great Battles), Bucharest, Artemis Publishing House, 2000, p. 29.
- ¹⁹ Atimofoaie Dumitru, *Interview...*
- ²⁰ Ciornei Petru (war veteran), *Interview* taken on May 11th 2007 in Suceava.
- ²¹ Victor Suvorov, *Ziua “M”*, p. 167.
- ²² Franz Halder, *Jurnal 1939-1942* (Diary 1939-1942), Bucharest, Elit Publishing House, f.a., p. 497.
- ²³ Ciornei Petru (war veteran), *Interview* taken on May 11th, 2007 in Suceava.
- ²⁴ I.H. Bagramean, *Așa a început... cit.*, p. 203.
- ²⁵ Victor Suvorov, *Spărgătorul de gheață*, pp. 88-89.
- ²⁶ Constantin I. Kirițescu, *România*, p. 171.
- ²⁷ Iacoviță Dumitru (war veteran), *Interview* taken on June 2nd 2007, in Suceava.
- ²⁸ Petru Ciornei (war veteran), *Interview* taken on May 11th 2007, in Suceava.
- ²⁹ *Ibidem*.
- ³⁰ Victor Suvorov, *Spărgătorul de gheață*, p. 26.
- ³¹ Petru Ciornei (war veteran), *Interview* taken on May 11th 2007, in Suceava.
- ³² Gh. Bucur (war veteran), fighter pilot, *Interview* taken on May 13th 2007, in Suceava.
- ³³ Suci Silviu Vasile (war veteran, ex lieutenant), *Interview* taken on May 24th 2007 in Suceava.
- ³⁴ P. Ciornei (war veteran), *Interview* taken on May 11th 2007 in Suceava.
- ³⁵ *Ibidem*.

³⁶ *Ibidem.*

³⁷ Iacoviță, Dumitru (war veteran), Interview taken on June 2nd 2007 in Suceava.

³⁸ *Ibidem.*

³⁹ P. Ciornei (war veteran), Interview taken on May 11th 2007 in Suceava.

⁴⁰ *Ibidem.*

⁴¹ *Ibidem.*

⁴² *Ibidem.*

⁴³ *Ibidem.*

⁴⁴ Gh. Bucur (war veteran), Interview taken on May 13th 2007 in Suceava.

⁴⁵ P. Ciornei (war veteran), Interview taken on May 11th 2007 in Suceava

⁴⁶ Moiscu Valerian (cadet, former war prisoner in Germany), Interview taken on June 6th 2007 in Suceava.

⁴⁷ Bodnar Vasile (war veteran), Interview taken on June 4th 2007 in Suceava.

⁴⁸ Iacoviță Dumitru (war veteran), *Interview taken on June 2nd 2007 in Suceava*

⁴⁹ Petru Ciornei (war veteran), Interview taken on May 11th 2007 in Suceava.

⁵⁰ P. Beșliu (war veteran), Interview taken on May 17th 2007 in Suceava.

⁵¹ Petru Ciornei, war veteran, *Interview taken on May 11th 2007 in Suceava.*

⁵² *Ibidem.*

⁵³ *Ibidem.*

⁵⁴ Dumitru Atimofoaie (war veteran), *Interview...*

⁵⁵ Iacoviță Dumitru, *Interview...*

⁵⁶ Dumitru Atimofoaie, *Interview...*

⁵⁷ Petre Beșliu, war veteran, *Interview taken on May 17th 2007 in Suceava.*

⁵⁸ Eugenio Corti, *Calul roșu (The Red Horse)*, vol. I, Cluj, Clusium Publishing House, 1999, p. 201.

⁵⁹ Petru Ciornei, *Interview...*

⁶⁰ Dimitrie Bejan, *Oranki – amintiri din captivitate (Oranki – memories from captivity)*, Technical Publishing House, Bucharest, 1998, p. 213.

⁶¹ Petru Ciornei, *Interview...*

⁶² Petru Ciornei, *Interview...*

⁶³ Eugenio Corti, *Calul... cit.*, vol. II, p. 119.

⁶⁴ Petru Ciornei, *Interview...*

ARTICOLE

LA CAVALERIE ROMAINE ET HIPPIKA GYMNASIA

Lucian Amon
Universitatea din Craiova

Rezumat: *Cavaleria romană practica în epoca Principatului un tip aparte de exerciții publice denumite hippika gymnasia. O importantă mărturie scrisă despre acestea este un text al lui Arrian. Arheologia ne oferă, la rândul său, informații despre aspectul, tipologia și cronologia echipamentului „sportiv”, alcătuit din casca cu mască, cuirasă, apărătoare de gambă și scut ușor. Pentru cai, la harnașamentul obișnuit se adăuga un medalion fixat pe piept și o apărătoare pentru cap, din piele sau tot din bronz. Asemenea artefacte au fost descoperite și în țara noastră.*

Certainement, pour le militaire romain un important atout, qui l'offrait l'avantage sur le champ de combat et de la supériorité devant les barbares, était l'exercice et l'entraînement. Pas par hasard, Varro (*De lingua latina libri*, V, 87) allait jusqu' à dériver le nom *exercitus*, armée, du verbe *exercitio* et Flavius Josephus (*Histoire du guerre des juifs*, III, 5, 7) mentionnait que „par des exercices militaires les romains formaient non seulement des corps robustes mais aussi des âmes fortes”.

Dans ces conditions, l'entraînement représentait une tâche complexe¹, premièrement individuelle (qui préposait de la gymnastique ou d'autres formes des exercices physiques et avec les armes), et puis collective (importante pour une bonne discipline). La plus part de ces activités se déroulaient sur le champ de manœuvre, *campus*, pendant que les autres étaient réalisées dans l'environnement ou à l'intérieur des constructions spéciales, *basilicae exercitioriae*, etc.

Notre démarche se propose d'aborder quelques aspects au sujet d'un type particulier de l'entraînement des militaires romains, *hippika gymnasia*, qui était aussi un spectacle, en quelque sorte semblable avec une joute. Ces genres d'activités étaient, ainsi comme leur nom le suggère, réservées seulement aux chevaliers.

Concernent la cavalerie romaine de l'Empire, ont été réalisées des nombreux études, comme celles douées au J.W. Eadie², J. Garbsch³, M.C. Bishop⁴, K.R. Dixon et P. Southern⁵, M. Junkelmann⁶ et ainsi de suite. Parmi les plus récentes, voire les contributions de Mick Aston⁷, Karen R. Dixon et I.P. Stephenson⁸, Nic Fields⁹ etc. Elle a joué un rôle original dans l'armée romaine, relevé aussi par la diversité des types des unités formées exclusivement ou partialement par des chevaliers: *equites singulares Augusti*, *alae*, *cunei*, respectiv *equites legionis*, *cohortes equitatae*, *exploratores*.

La possibilité de reconstituer le déploiement des exercices du type *hippika gymnasia* se base sur deux catégories de sources: les narrations des écrivains antiques et les témoignages archéologiques.

Les plus relevants attestations nous sont parvenues de l'écrivain Arrien, au début du II-ème siècle J.C. (*Ars Tactica*, 33-44). D'abord, il précise que ces genres d'exercices ont été empruntés et adaptés de la cavalerie celtique. Quant au lieu de leur déroulement, il mentionne que le terrain, qui était aménagé devant une tribune, avait la forme carrée et était rigoureusement nivelé.

Les „combattants” portaient des casques en fer ou en bronze, dorées¹⁰, pour se distinguer en ce qui concerne leur grade et leur rôle dans le déroulement de l'exercice. En plus, ces casques ne couvraient pas seulement le sommet de la tête et les joues, mais aussi tout le visage, ayant, naturellement, deux ouvertures pour les yeux. Plutôt pour l'esthétique, sur leur sommet ils avaient un panaché. Les militaires portaient, aussi, des boucliers - richement ornés et plus légers que les pièces utilisées pour le combat -, des tuniques multicolores, des pantalons et étaient douées avec plusieurs javelots spéciales, sans pointe en fer. Pour que les deux équipes qui participent à ce genre d'exercices puissent être distingués, Arrien mentionne que elles sont pourvues avec des enseignes différentes, romaines et scythes¹¹

Les chevaux, à leurs tours, au-delà du harnachement commun, portaient une protection frontale.

En décrivent le déroulement des exercices, l'auteur antique précise que, d'un endroit situé hors de vue des spectateurs, les cavaliers s'élancent vers le champ aménagé dans une cavalcade impétueuse, non uniforme, qui contienne des conversions, dispersions et mouvements circulaires. Le galop se termine en rangs serrés, à coté de la tribune. C'est ici que les cavaliers se disposent dans une formation qui ressemble avec „la tortue” des fantassins. Ensuite, les deux équipes se séparaient et, après des règles très exactes, à un signal sonore, elles se lançaient dans une nouvelle chevauchée au cours de laquelle les militaires essayent, dans l'ordre et avec des mouvements bien précis (décrits en détail par Arrien), c'est-à-dire de lancer très vite le maximum possible de javelots et, en même temps, ce défendre contre les coups de „l'ennemie”.

Après, on commence une autre sorte d'exercice, qu'on appelle cantabrique et qui est empruntée des ibères. Il s'agissait d'un nouvel simulacre de charge, dans lequel étaient utilisées des lances en bois, mais plus lourdes et plus périlleuses, jetées avec plus de force vers le bouclier de l'adversaire, pourtant sans viser ni la tête du cavalier, ni son cheval.

Ensuite, les militaires prennent l'équipement de guerre, avec cuirasse, casque, bouclier en fer¹², lance et exécutaient des nouvelles cavalcades.

Enfin, nous dit Arrien, le spectacle des cavaliers s'achevait par le lancement des traits légers avec les machines de guerre, des pierres, à la main ou avec la fronde, vers une cible. Puis, en sortant leurs épées, ils mimait des coups donnés l'ennemie, dans des situations et des positions très diverses. La dernière démonstration consistait à sauter sur le cheval en marche, tout équipé.

Une question aussi importante est d'établir la période quand ce genre de exercice-spectacle, qui stimulait l'adresse individuelle et l'esprit d'équipe, était pratiqué.

En nous rapportant seulement aux sources écrites, c'est difficile de donner une réponse précise. Arrien écrit son ouvrage dans la première moitié du II-ème siècle J.C. pour son ami, l'empereur Hadrien, les fils adoptifs et le successeur de Trajan. Plusieurs informations prouvent que dans cette période l'importance de ces activités, particulièrement de la cavalerie, était soulignée même par l'empereur¹³. Mais Arrien précise (*Ars Tactica*, 44) que les exercices dont il parle sont traditionnelles et pratiquées depuis longtemps par les romains.

En revanche, les découvertes archéologiques nous fournissent des données très utiles au sujet de la chronologie et de l'aspect de l'équipement utilisé pour *hippika gymnasia*. Elles soutenaient, ainsi comme on verra par la suite, la datation au l'intervalle d'entre le début du I-er siècle et la deuxième moitié du III-ème siècle.

Les pièces les plus spectaculaires sont les casques à visage¹⁴ (fig. 1-3), qui, initialement, ont suscité des controverses au sujet de leur rôle. La découverte, ultérieurement, à Straubing et Eining, des dépôts qui contiennent de tels objets, a permis une meilleure connaissance. Elles sont formées, en principe, de deux parties réalisées les plus fréquemment en bronze: une calotte richement décorée et un masque humain rigide, avec des orifices pour les yeux. Mais leurs nombreuses particularités ont conduit à la réalisation de certaines typologies, comme celle proposée par Maria Kohler¹⁵. Les masques pressent des traits masculins et féminins, ce qui pourrait signifier leur différent rôle pour individualiser les deux équipes concurrentes¹⁶.

Les plus anciennes preuves de l'utilisation des casques sportifs avec masque datent du I-er siècle, à Chassenard, Haltern, Newstead¹⁷ et vers l'est à Čatalka¹⁸.

D'autres casques à masque datent du siècle suivant¹⁹, arrivant, au III-ème siècle, à ajouter de nouvelles découvertes, ayant des exemplaires plus variées (comme le type „Pseudo-Attic”), utilisées pendant la crise de cette période, même dans de vrais combats²⁰.

À l'époque d'Arrien les cavaliers portaient à ces spectacles des tuniques vivement colorées. Le siècle suivant les découvertes archéologiques nous révèlent que celles-ci étaient remplacées par des cuirasses utilisées dans le vrai combat, ayant sur la poitrine une plaque en bronze, richement ornée. Les jambes des cavaliers étaient protégées, à leur tour, par des jambières en bronze, joliment décorées, comme les exemplaires découvertes à Slavonski-Brod (fig. 6), Budapest, Straubing etc., parfois complétées par une genouillère flexible.²¹

Finalement, c'est très probable que les boucliers en bois, peints, du III-ème siècle, découvertes dans l'Orient à Dura-Europos²², soient destinés au même genre de compétitions.

Pour la protection des chevaux dans *hippika gymnasia* on utilisait des chanfreins en métal ou en cuir posés sur la tête de l'animal. Dans le premier siècle de notre époque est datée une visière en bronze, provenant de Mainz²³. Les pièces qui appartiennent au III-ème siècle sont plus nombreuses et semblables aux masques décorés, formées par une partie frontale et deux latérales, comme le prouvent les découvertes de Straubing (fig. 4), Künzing²⁴ etc. Même des certaines médaillons en bronze, ayant

la même décoration (fig. 7), et les diamètres de 20-30 cm, aurait pu faire partie de l'harnais spécial utilisé uniquement à ces occasions (sur le poitrail des chevaux), sinon fixes au milieu des boucliers en bois²⁵ (fig. 7).

Dans notre démarche le but n'est pas de présenter les nombreux objets découverts dans l'espace de la Dacie romaine et de Scythie Mineure, qui appartiennent à *hippika gymnasia*. Pourtant, il faut mentionner les masques humains de Cincșor (Brașov), Hârșova, Ostrov (Constanța), le chanfrein de Gherla (Cluj) etc. De la région méridionale de la Dacie proviennent des objets similaires, en particulier le masque trouvé au bord de l'Olt, à côté de Romula, des fragments de calotte découvertes à Câmpulung-Pescăreasa (Argeș), une petite plaque de *lorica squamata* de Romula (Olt)²⁶ etc.

En conclusion, les événements du genre *hippika gymnasia*, probablement adoptés et perfectionnés par les romains et qui bénéficiaient d'un équipement spécifique (fig. 8), représentaient en même temps un spectacle et aussi un moyen efficace d'entraînement, utilisé par la cavalerie de l'Empire durant du I^{er} au III^{-ème} siècle.

LA LISTE DES ILLUSTRATIONS

1. Masques des casques à visage (le Musée de Straubing).
2. Masque masculin (Leiden).
3. La reconstitution d'un casque avec sa calotte et son masque (Newstead).
4. Chanfrein (Straubing).
5. Chanfrein (München).
6. Jambière (Slavonski-Brod).
7. Médaillon (Mainz).
8. La reconstitution de l'équipement complet pour *hippika gymnasia* (le Musée d'Aalen).

NOTES :

¹ Y. le Bohec, *L'armée romaine sous le Haut - Empire*, Paris, Éditeur Picard, 1989, p. 111-125.

² J.W. Eadie, *The development of Roman mailed cavalry*, *Journal of Roman Studies*, 57, 1967, p. 161-173.

³ J. Garbsch, *Römische Paraderüstungen*, München, 1978.

⁴ M.C. Bishop, *Cavalry equipment of the Roman army in the first century AD*, dans J.C. Coulston (édit), *Military Equipment and the Identity of Roman Soldier. Proceedings of the Fourth Roman Military Equipment Conference*, BAR, Intern.Series 394, Oxford, 1988, p. 67-95.

⁵ K.R. Dixon, P. Southern, *The Roman Cavalry from the First to Third Century AD*, Londres, 1992.

⁶ M. Junchelmann, *Die Reiter Roms*, I-III, Mainz, 1991-1992.

⁷ M. Aston, *Roman Cavalry Equipment*, Npi Media Group, 2002.

⁸ K.R. Dixon, *The Roman Cavalry*, Pat Southern, 1992; I.P. Stephenson, K.R. Dixon, *Roman Cavalry Equipment*, Trafalgar Square Books, 2003.

⁹ N. Fields, *Roman Auxiliary cavalryman ad 14-193*, Osprez Publishing, 2006.

¹⁰ En réalité, probablement seulement les pièces en fer étaient dorées, le bronze bien poli ayant déjà la couleur et l'éclat de l'or.

¹¹ En ce qui concerne les pièces scythes, il s'agit de le fameux *draco*, formé par une tête de dragon ou de loup, en bronze, et un manchonne tissu, semblable avec un serpent. Elles appartiennent à la fin du I-er et au début du II-ème siècle J.C. et sont plus nombreuses pendant III-IV-èmes siècles. Ces *dracones* représentent un emprunt de la monde dacique, parthique ou sarmathique. Voir J. Garbsch, *op.cit.*, p.15; J.C.N. Coulston, *The "draco" standard*, *Journal of Roman Military Equipment Studies*, 2, 1991, p. 101-114; M. Feugère, *Les armes des romains de la République à l'Antiquité tardive*, Paris, 1993, p. 57-58 etc.

¹² Plutôt, renforcé par un cadre et un *umbo*, en fer.

¹³ CIL, VIII, 2532.

¹⁴ O. Benndorf, *Antike Gesichtshelme und Sepulcralmasken*, Viena, 1878; P. Couissin, *Les armes romaines. Essai sur les origines et l'évolution des armes individuelles du légionnaire romain*, Paris, 1926, p. 410, la note 3 avec la présentation des discussions.

¹⁵ M. Kohlert, *Typologie und Chronologie der Gesichtsmasken*, in J. Garbsch, *Römische Paraderüstungen*, München, 1978, p. 19-28.

¹⁶ H.R. Robinson, *The armour of Imperial Rome*, Londres, 1975, p. 108.

¹⁷ J. Déchelette, *La sépulture de Chassenard et les coins monétaires de Paray-le-Monial*, *Revue Archéologique*, 4 ème série, 1, p. 235-258; *Mitteilungen der Altertumskommission für Westfalen*, 5, Pl. XXXIX.

¹⁸ H. Bujukliev, *La Nécropole Tumulaire Thrace près de Čatalka. Stara Zagora*, Sofia, 1986, Pl. 8/91.

¹⁹ S. Abdul-Hak, *Raport Préliminaire sur des objets provenant de la nécropole romaine située à proximité de Nawa (Hauran)*, *Les Annales Archéologiques de Syrie*, 4-5, 1954-1955, Pl. II-IV; H. Klumbach, D. Baatz, *Eine römische Parade-gesichtsmaske aus dem Kastell Echzell Kr. Büdingen (Hessen)*, *Saalburg Jahrbuch*, 27, 1970, p. 73-83.

²⁰ H.R. Robinson, *op. cit.*, Pl. 364-366, 376-386, 391-396; J. Garbsch, *op. cit.*, Pl. 1/1, 2/3-4, 25/1-2, 28-29, 30/1-2-4, 31; L. Petculescu, *Contribution to Roman decorated helmets and breastplates from Dacia*, in *Akten des 14. Internationalen Limeskongresses 1986 in Carnuntum*, Vienne, 1990, p. 843-854; M.C. Bishop, J.C.N. Coulston, *Roman Military Equipment from the Punic Wars to the fall of Rome*, Londres, 1993, p. 148.

²¹ P. Couissin, *op.cit.*, p.347-351, 476; H.R. Robinson, *op.cit.*, p. 187-189; J. Garbsch, *op.cit.*, p. 9-12; M. Feugère, *op.cit.*, p. 136, 195-198.

²² M.C. Bishop, J.C.N. Coulston, *op. cit.*, p. 149, și Pl. XLV.

²³ J. Garbsch, *op. cit.*, S3, Pl. 45/5-6.

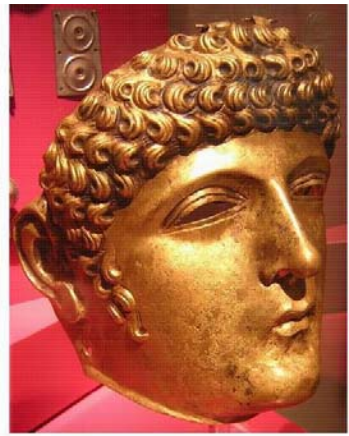
²⁴ H.R. Robinson, *op.cit.*, p.190-193; J. Garbsch, *op.cit.*, p. 12-13; C. van Driel-Murray, *The Vindolanda chamfrons and miscellaneous item of leather horse gear*, dans van Driel-Murray (edit), *Roman Military Equipment: the Sources of Evidence. Proceedings of the Fifth Roman Military Equipment Conference*, BAR, Intern Series 476, Oxford, 1989, p. 283-292.

²⁵ M. Feugère, *op.cit.*, p. 198-200.

²⁶ L. Amon, *Armamentul și echipamentul armatei romane din Dacia sud-carpatică*, Craiova, Ed. Universitaria, 2004, p. 107-110, 113, 216-217, 245.



1



2



4



3



5

8



6



7



**A CERAMIC FRAGMENT WITH INCISED DECORATION
FOUND AT DUMBRĂVENI (SUCEAVA).
A SOLAR OR AN EARLY-CHRISTIAN SYMBOL?¹**

**Mircea Ignat
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava**

Rezumat: În această notă se prezintă un fragment ceramic cu decor incizat găsit la Dumbrăveni (jud. Suceava), într-o așezare din sec. al IV-lea (fig. 1) și se discută semnificația simbolului marcat pe vas înainte de ardere. Autorul s-a străduit să adune informațiile privind astfel de descoperiri din spațiul carpato-dunărean. După cum se grupează acestea, din punct de vedere temporal (în sec. IV și VI-VII) și corologic (numai în spațiul extracarpatic), ele nu pot fi interpretate ca simboluri paleocreștine, ci ca svastici, însemne ale credințelor solare, așa cum sunt și alte atestări în diferite arii culturale din nordul sau estul Europei.

The present note resumes another presentation of a small archaeological discovery included some time ago in the specialty literature. It is about a decorated ceramic fragment with a incised mark, considered an Early-Christian symbol. The first recording of this archaeological piece belongs to Dan Gh. Teodor², an eminent teacher in Iași; later, his recordings were taken over by other research workers³.

During the investigation process, that took place four decades ago, the signer of this research had the opportunity to study and draw the ceramic fragment, gathering information regarding the conditions of its discovery. The fragment was kept in the school's archaeological collection from Dumbrăveni, made by Paul Șadurschi, teacher and former director of the school⁴.

The piece was found at the surface of a vast settlement belonging to the *Sântana de Mureș-Cernehov* culture, situated on the medium platform from Dumbrăveni. This area is very rich in priceless vestiges included in the same culture. North to this area, but on the same medium platform, at Siminicea, there is another settlement where pottery kilns were discovered⁵. Over the Siret River, at Huțani (Botoșani), research workers made the same discoveries⁶.

The ceramic fragment is part of a small sized vessel, made with a pottery wheel, from a dark-grey paste with almost no impurities. It has a rounded, flaring border, and a very visible bottom hull (fig. 1). Between the bottom hull and the border there is a incised decorative pattern, formed by a winding line and other two straight oblique short lines. Between the lines, there is a symbol, a mark that drew attention upon this artifact. Judging by the size of this artifact, there is a possibility that the mark was repeated three or four times on the vessel's outer surface. Mentioning that the decorative pattern and the symbol were incised before the pot was burnt; it seems that the potter had a clear intention to mark the vessel in this way. It is, however, rather uncertain what the potter wanted to manifest or express. What was his intention? To engrave a *crux gammata* or a *swastika*?

It is a well-known fact that, dating back to the 3rd century (but under no circumstances sooner⁷), *crux gammata* is discovered on various kinds of Early-Christian monuments or memorials. The noted research worker from Cluj N. Gudea states that the symbols representing different types of crosses carved on vessels could be Early-Christian symbols, and not just pottery marks or ownership marks⁸. Moreover, it is considered that these crosses made after burning suggest the “christening” or “purification” of the pot⁹. Contextually, having in mind the documentary attestation of several Christian congregations in the external-Carpathian areas, the possibility that the ceramic fragment from Dumbrăveni illustrates the mark of a *crux gammata* can be accepted.

It is also certain that the *swastika* is a symbol of the solar culture (religion) or of the fire culture (in Egyptian culture representing the revival) and it was found on different objects dating from the Aeneolithic, within the areas in Eurasia and Ancient Orient. It persists in time, even up to the Romanian Middle Ages, assumed to various ethno-linguistic origin peoples such as Indo-Europeans and Semites. In the Dacian area, the symbol is found on artifacts belonging to the Poienești-Lukasevka pottery culture (2nd and 1st centuries B.C.)¹⁰.

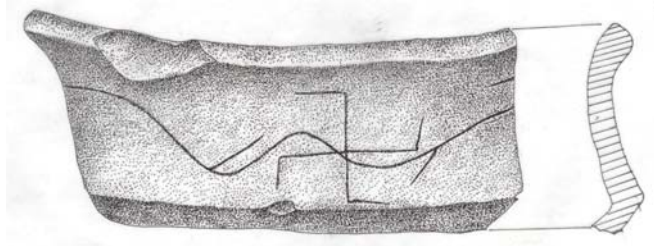


Fig. 1 Dumbrăveni. Ceramic fragment with incised decoration

Which would be the verisimilar interpretation between these two approaches? The attestations’ evaluation referring to symbols dating back to the first half of the 1st millennium A.D. offered two establishments: one was regarding their vast dispersion over the Romanian areas and another concerning the chronology of the discoveries. Speaking about the chronology, the findings are grouped into two different temporal sequences: the 4th century (even the beginning of the 5th) and the 6th and 7th century. Subsequent to these periods, the symbol is no longer present or it is found in some other special situations.

The 4th century discoveries’ index (aiming to be a complete catalogue), made by us, which also includes the ceramic fragment that was previously described, contains six pieces. One of them (a jar used as funerary urn¹¹) was found at the necropolis in Dănceni (Moldavian Republic). The other five fragments belong to the Sântana de Mureș-Cerneahov culture (one found at Tăcuta¹² – Vaslui county– and another at Dumbrăveni and Cernaucă¹³ – Ukraine) or to the Carpathian Tumulus (the other two hand-made pieces, discovered in the 6th dwelling at Hliboca, Ukraine)¹⁴. All these artifacts were found in the area between the Carpathian Mountains and the

Nistru river. Referring to the 6th and 7th century discoveries, they are more various and cover a wider area, all being found within settlements. Thus, three ceramic artifacts were found in Muntenia, in three different locations¹⁵ and the other five found in Basarabia¹⁶. Moreover, a pendant was discovered inside the Rașkov III¹⁷ settlement and a vessel inside the Horecea II settlement¹⁸, both located near Czernowitz, Ukraine. Therefore, there are 18 artifacts found in ten locations, dating back to the 6th and 7th century. Their significance depends upon the temporal sequences or their location. It seems very interesting the fact that within the Dacia province there is no record of these kind of discoveries¹⁹, the territory being Romanized and the vestiges being doubtless²⁰. In this case, the hesitation regarding the Early-Christian interpretation of the symbol is rather justified. Also, both of the interpretations can be taken into account (the Rașkov III and the Tăcuta artifacts being marked with a cross and a *swastika*), keeping in mind the other discoveries with an unquestionable Christian value. Therefore, the only thing that can be stated is that history is unique while its interpretations are numerous.

The *swastika* is certified through northern-area discoveries, within the German Przeworsk and Wielbark²¹ cultures, near the Dniester River, up to the Northern Caucasian²² necropolis, and locations where the Christian culture could not have spread so early. This *swastika* symbol marked on the 18 fragments discovered within our area (4th-7th centuries) should be seen most likely as a solar symbol.

It is certain that in Muntenia and Moldavia lived some Christians (Goths and other natives), but their archaeological traces are poor. The future should be able to reconstruct the Christian history, depending on these archaeological traces. The research workers' skepticism is quite real, contrasting with others' enthusiasm, especially of the clerics²³.

¹ Work presented at the VIII-th edition of the *Alma Mater Sucevensis* session, March 2008.

² Dan Gh. Teodor. *Cele mai vechi urme creștine din Moldova*, în "Mitropolia Moldovei și Sucevei", L, 7-8, 1974, p. 563; idem. *Creștinismul la est de Carpați de la origini pana în secolul al XIV-lea*, Iași, 1991, p. 158.

³ Al. Madgearu, *Rolul creștinismului în formarea poporului român*, București, 2001, p. 66 and 119 – there are quoted the documents that reproduced the D. Gh. Teodor's information.

⁴ I express my gratitude towards Paul Șadurschi, who offered me the following information. Unfortunately, I do not know what happened to the piece afterwards.

⁵ The author's field work

⁶ Mariana Marcu, Napoleon Ungureanu, *Cercetările arheologice de la Hușani (județul Botoșani)*, în "Hierasus", VII-VIII, 1989, p. 223-233.

⁷ Fr. Tristan, *Primele imagini creștine - De la simbol la icoană, sec. II-VI*, București, 2002, p. 441-443, 496.

⁸ N. Gudea, *Semne informă de cruce pe vase romane de la Porolissum. Despre semnele în formă de cruce incizate sau zgâriate pe obiecte de uz comun în epoca preconstantiniană*, în "Acta MP", XVIII, 1994, p. 95-110.

⁹ N. Gudea, I. Ghiurco, *Din istoria creștinismului la români. Mărturii arheologice*, Oradea, 1988, p. 45-46; N. Zugravu. *Geneza creștinismului popular al românilo*, București, 1977, p. 179-180.

- ¹⁰ M. Babeș, V. Mihăilescu-Bîrlița, *Germanische latènezeitliche "Feuerböcke" aus der Moldau*, în "Ber. RGK", 51-52., 1970-1971, p. 176-196. We can't omit the mark on a 2nd-3rd century wheel-made dacian cup, from the Poiana-Dulcești site. (Gh. Bichir, *Cultura carpică*, București, 1973, p. 89, pl. CLI/3). It shows a *swastika*, with the corrugated arms; its isolated appearance can't be explained.
- ¹¹ A. I. Rafalovic, *Dančeny. Mogil'nik čerňahovskoi kul'tury III-IVvv. n.e.*, Chișinău, 1986, p. 60, pl. 29/1.
- ¹² I. Ioniță, *Sondajul arheologic de la Tăcuta (județul Vaslui)*, în "ArhMold.", XX, 1997, p. 99-104, fig. 10.
- ¹³ Pihovarov, the one who discovered it considers the mark as an Early-Christian one, while Mihajlina interprets it as a solar symbol (Mihajlina, *Simbolistica de cult pe obiecte ceramice din cultura Luka-Rajkovetskaja*, în "Interacademica", II-III, 2001, p. 131) v. și M. Andronic, *Teritoriul nord-est carpatic în a doua jumătate a primului mileniu creștin*, Suceava, 2005, p. 193-194.
- ¹⁴ L.V. Vakulenco, *Pam'jatki pidgir'ja Ukrain'skich Karpat peršehoj poloviny I tys*, Kiev, 1977, p.25, pl. IX/6-7. The author considered them as solar signs
- ¹⁵ București - Cățelul Nou (V. Leahu, *Raport asupra săpăturilor arheologice efectuate în 1960 la Cățelul Nou*, în "Cercetări arheologice în București", I, București, 1963, p. 41); București - str. Soldat Ghivan (S. Dolinescu-Ferche, M. Constantiniu, *Un etablissement du VI-e siècle à Bucarest (Decouverte de la rue Soldat Ghivan)*, în "Dacia" N.S., XXV, 1981, p. 306, fig. 9/6); Dulceanca (S. Dolinescu-Ferche, *Așezări din secolele III și VI e.n. în sud-vestul Munteniei. Cercetările de la Dulceanca*, București, 1974, p. 65, fig. 52/2).
- ¹⁶ Alcedar-Odaia (Igor Corman, *Contribuții la istoria spațiului pruto-nistrin în epoca evului mediu timpuriu (sec. V- VII d. Chr.)*, Chișinău, 1998, p. 159, fig. 63/2); Dânceni (IA Rafalovic, N. N. Goltzeva, *Ranneslavjanskoe poselenie V-VIIvv. Danceny I*, în "Archeologiceskie Issledovanij v Moldavii (1974-1979 gg)", Chișinău, 1981, p. 131, fig. 4/8 și 10; 5/5); Hansca (I. A. Rafalovic, *Slavijane VI-IX vv. v Moldavii*, Chișinău, 1972, 205-206); Hucea (*Ibidem*, p. 204-205, fig. 36); Seliște (*Ibidem*, p. 205, fig. 32/13).
- ¹⁷ Igor Corman, *op. cit.*, p.147, fig. 54/4, near the location being discovered a little cross.
- ¹⁸ Mihajlina, *op. cit.*, p. 131, fig. 3/1; there is a mention about a 6th - 7th century site, on the left side of Dniester, at Luka-Kavetčinskaia, where has been discovered a similar ceramic fragment, with a *swastika* and corrugated arms (L.V. Vakulenco, O. M. Prihodniuk, *Problema preemstvennosti Cernia hovskuh u rannesrednevekovih. Drenosti v svete novih issledovanii na Srednem Dnestre*, în "Slovenskâ Archeologia", XXXIII. 1, 1985, p. 90, pl. 22/12).
- ¹⁹ As an exception, only at Bratei (E. Zaharia, *La station no. 2 de Bratei, d&p. de Sibiu (VI-VIII-e siècles)*, în "Dacia", N.S., 38-39, 1994-1995, p. 323, fig. 13/7). The cup with *swastika* mark was dated to the 8th century, as an isolated appearance; it can't be considered an Early-Christian piece.
- ²⁰ N. Gudea. I. Ghiurco, *Din istoria creștinismului la români. Mărturii arheologice*. Oradea, 1988, passim.
- ²¹ I. Ioniță, *op. cit.*, p. 103, where crucial findings are mentioned. The pieces from Dânceni, Dumbrăveni and Tăcuta can be connected with the old Germanic beliefs, but *swastika* mark appears also in another culture areas (see the next note)
- ²² Igor Corman, *op. cit.*, p. 60. (*Ibidem*, p. 159-161). The author situates them among the eastern-influence discoveries, such as the Alan one.
- ²³ N. Zugravu, *op. cit.*, p. 325-356.

FEDERALIST POLITICS AND NOBLE IDENTITY IN BOHEMIA DURING THE EARLY CONSTITUTIONAL PERIOD

Ute Hofmann
University of Chemnitz (Germany)

Rezumat: Folosind exemplul aristocrației boemiene federaliste din cel de-al șaselea deceniu al secolului al XIX-lea, articolul încearcă să ilustreze impactul introducerii sistemului constituțional asupra identității nobilimii.

Cum aplicarea prevederilor constituționale a constituit o adevărată provocare pentru nobilime – ca și clasă conducătoare – aceasta a trebuit să găsească noi strategii pentru a-și asigura poziția de elită. Nobilimea boemiană a înțeles imperativul momentului și a acționat în consecință. Iată de ce, relația sa cu elita naționalistă cehă în ascensiune a dobândit o importanță particulară. Cu toate că nobilimea federalistă și naționaliștii cehi s-au aliat, ocazional, în lupta pentru dobândirea unei autonomii extinse a Boemiei în cadrul Imperiului Habsburgic, nobilii boemieni nu și-au dezvoltat propria identitate: identitatea națională. Strategia lor politică s-a axat pe aceleași coordonate conservatoare, specifice identității tradiționale corporative.

The 1860s depict a crucial time regarding the political and social development of the Habsburg monarchy which became a constitutional state during that period. This new order had an impact on the political activities of the nobility¹, as well as on their identity which still was traditional and corporative. A basis of noble identity was their self-perception and self-definition as the ruling estate. This self-definition was challenged by the introduction of a constitutional system which allowed non-nobles to acquire more political influence. Another important effect of creation of a modern diet was the formation of two political camps among the nobles who had been used to act as one corporation. Now there was a federalist and a centralist camp. The Federalists were also called Conservatives or Feudal-Conservatives², the Centralists were referred to as Constitutionally Loyal Large Landowners³. Those federalist and centralist currents already existed since the revolution of 1848, but at the beginning of the 1860s they emerged as parliamentary clubs which significantly affected politics in Austria. In Bohemia the federalist camp was considerably bigger and more influential than the centralist one. Therefore, in the following political ideas and strategies of the Bohemian federalists are going to be presented in the context of elite formation during the 19th century. In doing so it is asked if those strategies reflect a special noble identity.

Elite is considered as a dominant group of a society which is able to exert noticeable influence on decisions concerning the entire society or just sectors of it⁴. Within an estate system, the nobility and elite were not congruent, but the elite were predominantly recruited from the nobility. An inherited qualification to enter the elite was an important element of noble identity. However, in the course of the 19th

century non-noble inclusion in elite formation increased. This is closely connected to the process of nationalization. By the 1860s the Czech national efforts had reached the level of a mass movement which implied the development of the national elite with growing influence on the entire society. In Bohemia national elites were non-noble. Therefore the nobility had to find ways to deal with the growing power of competing elites⁵. This was of particular importance after the revolution of 1848, because the nobility had lost some of their major privileges which were essential regarding noble identity. Above all the abolition of the pre-modern organization of administration [*Patrimonialverwaltung*] was a turning point, because it meant the end of the direct exercise of personal power over dependent subjects⁶. As the nobility felt harassment of their elite status as well as of their self-concept they had to redefine their role in public life. Political engagement was one possible approach.

In the field of politics, the preconditions of conserving the elite position were auspicious. Although the traditional assembly of estates was replaced by a more or less modern parliament, the election regulations provided considerable capabilities of influence for the nobility. The constitutional laws implemented a provincial diet which was divided into three curies, i.e. the curia of towns, the curia of rural municipalities and the curia of large landowners. The curia of large landowners was dominated by nobles. Each curia elected about one third of the representatives, but as a high census limited the access to the curia of large landowners very restrictively only a small number of mainly noble persons was allowed to elect this third of deputies. Thus the nobility indirectly disposed of a privileged political position in its capacity of large landowners. As the proportion between federalists and centralists was relatively balanced in the curies of towns and rural municipalities, the results of elections in the curia of large landowners were of particular importance because they determined the majority within the diet⁷. Altogether the nobility was in a good position to exert influence in political life and to advocate their ideas.

Federalist concepts already emerged among the Bohemian nobility in the pre-March time when the estates opposition began to resist centralist attempts of the government in Vienna. By patronizing economical and cultural enterprises families like Czernin, Kolowrat, Lobkowitz, Schwarzenberg, Sternberg or Thun-Hohenstein underlined a specific Bohemian identity⁸. This identity was not considered as a national one in an ethnic sense, but as supra-national provincial patriotism referring to the territorial and state right entity of the Kingdom of Bohemia. Nobles who were involved in the estates opposition established contacts to the Czech national leaders, but unlike the Hungarian or Polish nobility they did not identify themselves with the national movement⁹. During the revolution in 1848 and the neoabsolutist period, federalist ideas continued to develop, but there was no systematic program or organization, which emerged until 1860. The formal date of the foundation of the party of the conservative large landowners – as the federalists were called since that time – is presumed to be 1st January 1860, which was the day of the programmatic proclamation of the political journal „Vaterland“ [*Fatherland*]. It appeared since 1st August 1860 and became the most important medium of disseminating the federalist

position to a greater audience. Although the journal addressed the entire Habsburgian nobility, the Bohemian federalists were the most dedicated and influential group¹⁰.

The political positions of the federalist Bohemian nobility reflect their perception of the state of society, which they consider to be alarming - especially in reference to France. Firstly, France represented absolutism and centralisation that were both rejected by the federalists. Secondly, France was the country of the revolution in 1789. The federalist program pointed out the fact that centralization and destruction of historical institutions were responsible for the disastrous revolutionary process. Hence it is concluded that the Habsburg monarchy could be prevented from similar events only by the realization of federalist reforms which would restore the historical territorial rights of the Kingdom of Bohemia and ensured provincial autonomy and self-government within the Habsburg Empire¹¹. For this reason, the state right was the most prominent political issue of that time.

The October Diploma, which was released on 20th October 1860, codified the state right situation and turned the Habsburg monarchy into a constitutional state¹². Numerous comments of Bohemian federalist nobles articulate clearly that they were not very pleased about that fact, because they preferred the conservation of the traditional corporate political and social order. Some associate constitutionalism with bureaucratism and centralism, which were symbols of the hated neoabsolutist regime¹³. In matters of territorial autonomy, the *October Diploma* was designed rather generous. Although an Imperial Council [*Reichsrath*] was introduced, its rights were limited to affairs that concerned the entire realm. Any other issues were given over to the provincial parliaments. However there are many grievances by Bohemian federalists about a preferential treatment of Hungary in comparison with Bohemia¹⁴. These grievances applied to the introduction of two sections of the Imperial Council. The entire Council was responsible for issues concerning the Austrian as well as the Hungarian provinces. But if certain things concerned only the Austrian lands and the Imperial Council was authorized to regulate them without involving the Hungarian deputies. This reduced version of the Imperial Council (the so called *Engerer Reichsrath*) was the main reason of rejection by federalist Bohemian nobility, because they considered it as a degradation of the provincial diets of the Austrian lands. However, only four months later the *October Diploma* was revised by the *February Patent* (26th February 1861), which minimized any federalist approaches of the *October Diploma* and restored a much more centralized order. The *February Patent* extended the rights of the Imperial Council substantially, because now any affair should be given over to the Imperial Council unless a special regulation explicitly assigns the competence to the provincial diet. Therefore, restoring the order of the *October Diploma* became a political goal of Bohemian federalists¹⁵. The Bohemian resistance against the *February Patent* was also caused by the fact that its order did not seem to work, because the Hungarian provinces refused to enter the Imperial Court. Although Hungary enjoyed much more autonomous rights than the western provinces, it tried to achieve an even more independent position. Bohemian nobles considered that attempts as harassment of the unity of the realm and obstacle for their own desires regarding self-government¹⁶.

As the Bohemian federalists were in fundamental doubts about the legality of the political system of the *February Patent*, their participation in the political life could not be taken for granted. There were intensive discussions about the question if it is appropriate to get involved into constitutional politics, because it could be considered as an indirect acceptance of the *February Patent*.¹⁷ But, a considerable number of nobles decided in favor for active participation. Prominent members of the federalist club were for example Count Leo Thun-Hohenstein¹⁸, Count Heinrich Jaroslav Clam-Martinic¹⁹, Prince Georg Christian Lobkovitz²⁰, Prince Karl III. Schwarzenberg²¹, Count Eugen Czernin and Count Georg Buquoy.

Within the constitutional system active involvement in politics required the participation in elections. For nobles it was a very unfamiliar thing, as in the provincial assembly of estates their seat was entitled to them because of their quality as nobles. They did not have to compete against each other or against non-nobles for a mandate like in a constitutional parliament, but in a way they inherited access to an influential political position. Some of them also remembered the elections for the revolutionary Imperial Council in 1848, which had been a very unpleasant experience and still influenced the noble relation towards constitutionalism and elections in the 1860s.²² For example, Leo Thun complained in a letter to his wife about the “almost disgusting business” of candidature and the “ignorant people”, who he had to make believe that he would help them with their profane concerns, because they did not care about the important political questions²³. Thun clearly doubts the competence of his peasant voters to be involved in the political process. Some years later, Eugen Czernin questioned the qualification of a non-noble public servant to be elected as deputy of the curia of large landowners. This was particularly inapprehensible for him as a Prince Schwarzenberg was the rival candidate²⁴. In both utterances, the conviction of a superior suitability of nobles for political activities could be assumed. Eugen Czernin himself ran for elections at the beginning of the 1860s and became a deputy, but he did not become accustomed with the constitutional order and he soon retreated. In a letter to Leo Thun, he stated as a reason, that he would join the diet as recently as he is allowed to appear there, as the ruler of the dominions of *Neuhaus* and *Chudenitz*, but he would keep away as long as he had to be elected first.²⁵ Again, he expressed a qualification for politics which was deduced from nobility.

Not only the federalist nobility used the boycott of parliamentary sessions as a means of expressing their political position, but the Czech National Party acted in this way, too. Federalist nobles and a group of Czech nationalists became allies for some time, because they agreed on the desire for strengthening the territorial rights of Bohemia. After first steps of collaboration, during the first half of the 19th century and the break after the revolution 1848, they started to approach again in 1860, when the conservative Czech historian Wáclaw Władiwoj Tomek arranged a meeting with the leader of the federalist club Heinrich Clam-Martinic and with the leader of the Czech national club František Ladislaus Rieger, who came to an agreement about a moderate cooperation²⁶. But the consensus on the state right efforts did not imply congruence of Czech and noble motivations. The vast majority of nobles had not developed any pronounced national consciousness in a modern sense – definitely it did not happen

until or during the 1860s, although the nationalizing society began to call for positioning²⁷. They could not avoid getting involved in national political conflicts, but in fact they opposed a national determination in favor of a corporative identity and argued for a supra-national policy. This position can be found in the official program of the federalist parliamentary club, where it was explicitly declared that their endeavors concern the state rather than the nation²⁸, and in private documents. For instance, Heinrich Clam-Martinic reported in a letter to Karl III. Schwarzenberg about a conversation with Tomek and described Tomek's discreet attempts of conducting their conversation in order to achieve a statement about the nobles' relation to the national movement as well as his reserved reactions²⁹. The same rejection applies for German national challenges, like Leo Thun articulated in a letter to Count Anton Auersperg about German national politics much more explicitly: "I respect German culture, but in politics I can not accept it as a source of wisdom, and the effort of giving politics in Austria a German national character seems completely unwarranted, arrogant and unpatriotic to me. The possibility of the future existence of Austria is dependent on the question, if the political men are able to soar above national positions"³⁰.

The correspondence between Anton Auersperg, who was a supporter of centralist politics, and Leo Thun gives an example of the dilemma, which meant the formation of two political camps for the nobles. With regard to their contrary political opinions, Leo Thun pointed out a typical element of noble argumentation in this context. He wrote: "I worry that we are not going to accompany very soon – the point from where our convictions were drifting apart must date back a very long time [...], but we meet in our Austrian patriotism [...]"³¹. It is symptomatic that many nobles emphasize a common Austrian patriotism in order to make relative the cleavages and thereby apply to a shared identity which is closely connected to a traditional corporative consciousness. In a letter to his brother, Leo Thun directly connected this corporative identity with political strategies: "The only desirable thing would have been that the nobility would have stood up united for all truly conservative concerns in the Bohemian diet [...] and thus would have taken an impressive position towards everybody"³². During the early constitutional period it was a noble conviction that acting as one unified estate would live up with the natural order much better than being divided into different political camps. This position of an estate unity was also reflected in their successful efforts to maintain common social intercourse, but the fact, that this issue became a topic in noble correspondences indicates that they were worried about negative effects of political tension on their traditional social life³³.

The introduction of the new constitutional order was a challenge for Bohemian federal nobles in many respects. Despite of their fundamental rejection of the system of the *February Patent*, some of them used involvement in politics in order to participate in elite formation. The curia organization of the provincial diet was a comfortable starting point, because it offered privileges to large landowners and thus to a considerable part of nobility who can be regarded as members of the political elite. But it does not seem that the federalist nobility used their political involvement to get access to national elite formation. They established contacts to

Czech national leaders who occasionally became their allies, but it did not result in any noble identification with national politics. In this respect, it is hardly possible to speak about amalgamation of elites, because the nobility showed the tendency to preserve a corporative identity. For instance this becomes apparent in reference to their problems with accepting the development of political camps.

¹ For an overview about political involvement of Austrian/Bohemian nobility in the second half of 19th century see for example Georgiev, Jiří, *Der böhmische Adel und Anfänge des österreichischen Parlamentarismus*, in Georgiev, Jiří/Kysela, Jan (ed.), *Kapitoly z dějin stavovského a parlamentního zřízení. Sborník příspěvků z 54. konference Mezinárodní komise pro dějiny stavovství a parlamentarismu v Praze/Chapters from the History of Representative and Parliamentary Institutions. Collections of Contributions from the 54th Conference of the International Commission for History of Representative and Parliamentary Institutions in Prague*, Prague, 2004, pp. 63-71; Glassheim, Eagle, *Noble Nationalists. The Transformations of the Bohemian Aristocracy*. Cambridge 2005; Höbelt, Lothar, „Verfassungstreue“ und „Feudale“: *Die beiden österreichischen Adelsparteien 1861-1918* [„Constitutionally Loyalists“ and „Feudalists“. The two Austrian noble parties 1861-1918], in „Etudes Danubiennes“, 1991, 7, pp. 103-114; Höbelt, Lothar, *Adel und Politik*, [Nobles and politics], in „Eltz, Erwein/Strohmeyer, Arno (Hg.), *Die Fürstenberger. 800 Jahre Herrschaft und Kultur im Mitteleuropa*, [The Fürstenberg. 800 years lordship and culture in Central Europe], Korneuburg, 1994, pp. 365-377.

² Georgiev, Jiří, *Strana konzervativního velkostatku* [The party of the conservative large landowners], in Malíř, Jiří u. a. (Hg.), *Politické strany. Vývoj politických stran a hnutí v českých zemích a Československu 1861-2004* [Political parties. Development of political parties and movements in the Bohemian lands and in Czechoslovakia 1861-2004], Brno, 2005, pp. 59-86.

³ Velek, Luboš, *Strana ústavověrného velkostatku* [The party of constitutionally loyal large landowners], in Malíř, Jiří u. a. (Hg.), *Politické strany. Vývoj politických stran a hnutí v českých zemích a Československu 1861-2004* [Political parties. Development of political parties and movements in the Bohemian lands and in Czechoslovakia], Brno, 2005, pp.87-108.

⁴ Hartmann, Michael, *Der Mythos von den Leistungseliten. Spitzenkarrieren und soziale Herkunft in Wirtschaft, Politik, Justiz und Wissenschaft*, [The myth of elite by accomplishment. Outstanding carriers and social background in economy, politics, judiciary and science], Frankfurt/New York, 2002, p. 25.

⁵ Řezník, Miloš, *Elitenwandel, tschechische Nationsbildung und der böhmische Adel*, [Elite transformation, the formation of the Czech nation and the Bohemian nobility], in „Historical Social Research – Historische Sozialforschung“, 2008, 33, pp. 63-81.

⁶ See Melville, Ralph, *Adel und Revolution in Böhmen. Strukturwandel von Herrschaft und Gesellschaft in Österreich um die Mitte des 19. Jahrhunderts*, [Nobility and revolution in Bohemia. Structural transformation of mastery and society around the middle of the 19th century], Mainz, 1998.

⁷ See Rottenbacher, Bernd, *Das Februarpatent in der Praxis. Wahlpolitik, Wahlkämpfe und Wahlentscheidungen in den böhmischen Ländern der Habsburgermonarchie 1861-1871*, [The

February Patent in practice. Election policy, election campaigns and election decisions in the Bohemian Lands of the Habsburg monarchy 1861-1871], Frankfurt am Main, 2000.

⁸ Thienen-Adlerflycht, Christoph, *Feudale Konservative als Vorkämpfer einer postfeudalen civil society*, [Feudal conservatives as pioneers of a post-feudal civil society], in „Etudes danubiennes“, 2003, 19, pp. 9-30.

⁹ Kořalka, Jiří, *Tschechen im Habsburgerreich und in Europa 1815-1914. Sozialgeschichtliche Zusammenhänge der neuzeitlichen Nationsbildung und der Nationalitätenfrage in den böhmischen Ländern*, [Czechs in the Habsburgian realm and in Europe 1815-1914. Social historical interrelations of the modern formation of nation and the problem of nationality in the Bohemian lands], München, 1991, p. 51.

¹⁰ Okáč, Antonín, *Rakouský problém a list Vaterland 1860-1871* [The Austrian problem and the journal Vaterland 1860-1871], Brno, 1970; Georgiev, *Strana konzervativního velkostatku...*, pp. 70-71.

¹¹ For example the complete text of the programme can be found in the remains of Camille Rohan (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Rohan family archive, n. 217). Besides, see for example the programme of the conservative club of the Bohemian diet (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XX1, E 156).

¹² See for example Schelle, Karel, Veselá, Renata, *On the traditions of Czech state right thinking (parliamentarianism and the struggle for Czech state right during the second half of 19th century)*, in Georgiev, Jiří/Kysela, Jan (ed.), *Kapitoly z dějin stavovského a parlamentního zřízení. Sborník příspěvků z 54. konference Mezinárodní komise pro dějiny stavovství a parlamentarismu v Praze* [Chapters from the History of Representative and Parliamentary Institutions. Collections of Contributions from the 54th Conference of the International Commission for History of Representative and Parliamentary Institutions in Prague], Prague, 2004, pp. 53-63.

¹³ See for example a memorandum of Count Friedrich Thun about the October Diploma, November 1860 (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3XIX C87-2).

¹⁴ See for example the draft of petition to the Emperor by Eugen Czernin (Státní oblastní archiv v Třeboni, branch Jindřichův Hradec, Czernin family archive, n. 433, sign. VII Fa, 278-285) or his records in his diary (Státní oblastní archiv v Třeboni, branch Jindřichův Hradec, Czernin family archive Czerninu, diary of Eugen Czernin, for example 29. October, 1860).

¹⁵ See for example Thun, Leo, *Unsere Aufgabe im Herrenhaus des Reichsrathes, 1861 Reichsrathes* [Our mission in the House of Lords in the Imperial Council], (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A 3 XXI, E 59)

¹⁶ See for example *Die staatsrechtliche Zweispaltung Österreichs. Rede des Grafen Leo Thun gehalten im Herrenhause den 5. Juni 1867*, [The state right dualism of Austria. Speech of Count Leo Thun delivered in the House of Lords on 5th June 1867] Wien, 1867.

¹⁷ See for example „Erwägungen des Grafen Leo Thun über die Frage der Mitarbeit im Herrenhause seitens der Conservativen“, [Reflections of Count Leo Thun about the question of collaboration in the House of Lords by the conservatives], October, 1863 (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XXI E145)

¹⁸ Thienen-Adlerflycht, Christoph, *Graf Leo Thun als nachjosephinischer Vorkämpfer eines aufgeklärten Konservativismus*, [Count Leo Thun as post-josephinian pioneer of a enlightened conservatism], in Zellenberg, Ulrich (Hg.), *Konservative Profile. Ideen & Praxis in der Politik zwischen FM Radetzky, Karl Kraus und Alois Mock*, [Conservative characters. Ideas

and practice in politics between FM Radetzky, Karl Kraus and Alois Mock], Graz/Stuttgart, 2003, pp. 103-168; Valenta, Aleš, *Leo Thun [Leo Thun]*, in „Střední Evropa. Revue pro středoevropskou kulturu a politiku“ [Central Europe. Revue for central european culture and politics], 1993, 31, pp. 71-81.

¹⁹ Georgiev, Jiří, *Heinrich Jaroslav Clam-Martinič und „Selfgovernment“ Österreich*, [Heinrich Jaroslav Clam-Martinič and „Selfgovernment“ in Austria], in „Etudes danubiennes“, 2003, 19, pp. 75-86; Höbelt, Lothar/Georgiev, Jiri, *Graf Heinrich Clam-Martinič und Kaiser Franz Joseph: Mißverständnisse unter Konservativen*, [Count Heirich Clam-Martinič and Emperor Francis Joseph: Misunderstandings among conservatives], in Zellenberg, Ulrich (Hg.), *Konservative Profile. Ideen & Praxis in der Politik zwischen FM Radetzky, Karl Kraus und Alois Mock*, [Conservative characters. Ideas and practice in politics between FM Radetzky, Karl Kraus and Alois Mock], Graz/Stuttgart, 2003, pp. 169-197.

²⁰ Hlavačka, Milan, *Sketch of a Political Biography of Jiří Kristian Prince of Lobkowitz*, in Havránek, Jan/Svatoš, Michal (Hg.), *Magister Noster*, Prague, 2005, pp. 343-351.

²¹ Tomášek, Libor, *Karel III. Schwarzenberg. K politické činnosti české šlechty v šedesátých letech 19. století [Karl III. Schwarzenberg. About the political activities of Bohemian nobility in the 1860s]*, in „Jihočeský sborník historický“ [South Bohemian compilation], 1994, 63, pp. 101-113.

²² Melville, *Adel und Revolution...*, pp. 221-222.

²³ Leo Thun to Caroline Thun, 10th and 14th December 1848, quoted from Melville, *Adel und Revolution in Böhmen...*, p. 222.

²⁴ Státní oblastní archiv v Třeboni, branch Jindřichův Hradec, Czernin family archive, diary of Eugen Czernin, 2nd June 1862.

²⁵ Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XXI E219, Eugen Czernin to Leo Thun, 11th October 1865.

²⁶ Tomek, Wacław Wladiwoj, *Paměti z mého života. Díl I [Memories from my life. Part 1]*, Prague, 1904, p. 470; Tobolka, Zdeněk V., *Jak došlo k sblížení Dra. F. L. Riegera s Hr. J. J. Clamem-Martiničem [How it came to the acquaintance of doctor F. L. Rieger and Count J. J. Clam-Martinič]*, in „Nová Česká Revue“ [New Czech Revue], 1994, 2, pp. 496-516.

²⁷ Řezník, *Elitenwandel...*, p. 76. Wanks assumption, „that the Bohemian nobility turned ‚national‘ after the introduction of constitutional government in Austria in 1861“, seems too extensively. (Wank, Solomon, *History of European Ideas*, 1992, 15, pp. 589-596, here p. 589.)

²⁸ Programme of the conservative club in the Bohemina diet, 1863 (Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XXI, E 156).

²⁹ Státní oblastní archiv v Třeboni, Schwarzenberg family archive, n. 191, N-d 74-77.

³⁰ Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XXI, E 248, Leo Thun to Anton Auersperg, 28th September 1866.

³¹ Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Thun family archive, A3 XXI E 264, Leo Thun to Anton Auersperg, 24th January 1867.

³² Leo Thun to Friedrich Thun, 23rd March 1861, quoted from Melville, *Adel und Revolution in Böhmen...*, p. 35.

³³ See for example Státní oblastní archiv v Litoměřicích, branch Děčín, Clary-Aldringen family archive, n. 350, Leo Thun to Edmund Clary-Aldringen, 4. 3. 1864.

D. A. STURDZA ET SES PRÉOCCUPATIONS NUMISMATIQUES

Ana Cazacu
Grupul Școlar nr. 3 Suceava



Rezumat: D. A. Sturdza a fost o personalitate contradictorie a secolului trecut, care a atras atenția istoricilor, oamenilor de litere și economiștilor. A fost prezent pe scena politică românească după 1857, ca secretar al divanului ad-hoc al Moldovei, secretar particular al lui Al. I. Cuza, apoi ca membru, vicepreședinte, președinte și secretar general al Academiei Române, ministru în diferite ministere (de finanțe, al afacerilor străine, al cultelor, al războiului, etc.), președinte al Partidului Liberal de patru ori. Ca istoric, s-a preocupat de editarea de documente ale istoriei moderne a României, reunite sub titlul "Acte și documente relative la istoria renașterii României".

Printre diversele domenii ale activității sale, a fost și numismatica, din dorința de a suscita interesul tinerei generații pentru studiul monedei. Încă din anul 1878 a publicat lucrarea „Numismatica română”, urmată în 1879 de „Bibliografia numismatică române”. La 18 septembrie 1876 a donat Academiei colecția sa de monede și medalii românești, cuprinzând 450 piese originale, motiv pentru care Academia Română a decis să-i așeze portretul în sala ședințelor. În momentul constituirii Societății Numismatice Române, la 2 decembrie 1903, D.A. Sturdza fost ales de Adunarea generală, în ședința sa inaugurală, președinte de onoare. Ca o încununare a preocupărilor sale de a îmbogăți colecțiile Academiei Române, inclusiv colecția de monede, la 1/14 martie 1913, cu ocazia împlinirii venerabilei vârste de 80 de ani, D.A. Sturdza a donat 100000 lei pentru înființarea Fondului „D.A. Sturdza”.

Preocupările numismatice ale lui D. A. Sturdza fac să întregască personalitatea acestui om politic și de cultură al veacului trecut care a pus pe primul loc în viața sa studiul, munca neobosită, cercetarea.

D. A. Sturdza, personnalité contradictoire du siècle passé, a jout d'une grande attention de la part des historiens, des littéraires ou des économistes, car son activité d'homme politique ou d'homme de science et de culture attirait l'attention de l'époque.

Dimitrie Alexandru Sturdza est né le 10 mars 1833, à Miclăușani, aujourd'hui un village dans la commune de Butea, département de Iași, où son père, Alexandru Sturdza, possédait un grand domaine.¹ (voir aussi les annexes). Même

depuis son adolescence, il a bénéficié d'une formation rigoureuse en Allemagne, en obtenant de vastes connaissances dans le domaine des sciences économiques.

D. A. Sturdza a été présent sur la scène politique roumaine depuis 1857, en tant que secrétaire de l'Assemblée délibérante de Moldavie, militant pour l'union des Principautés roumaines, en tant que secrétaire de la Régence de 3 (1858-1859), secrétaire particulier de Alexandru Ioan Cuza (janvier-mars 1859), membre marquant de la «monstrueuse coalition», ministre des Cultes et de l'Instruction de Moldavie (1859), ministre des Travaux Publics de Moldavie (1861), membre intérimaire dans la Lieutenance Princière (1866), ministre des Travaux Publics (1866, 1866-1867, 1876-1878, 1884-1885, 1902-1903), agent diplomatique à Constantinople (1868-1870), ministre des Finances (1870-1871, 1877, 1878-1879, 1879-1880, 1881, 1888, 1902), ministre des Cultes et de l'Instruction Publique (1885-1888), président du Conseil des Ministres (1895-1896, 1897-1899, 1901-1904, 1907-1908), ministre des Affaires Étrangères (1895-1896, 1897-1899, 1901-1902, 1904, 1907-1908), ministre de la Guerre (1901-1902, 1902-1904), ministre ad interim des Travaux Publics (1884-1885, 1902-1903), ministre ad interim de l'Agriculture, Industrie, Commerce et Propriétés (1899, 1902), ministre ad interim de la Guerre (1907).² Il a été le fondateur et l'une des personnalités d'élite du Parti national libéral, qu'il a représenté dans la Chambre et dans le Sénat, ainsi que le président du Sénat en 1897.³

Parallèlement à son activité politique, Sturdza a mené aussi une importante activité sur le plan culturel. Il a été membre titulaire de la Société académique roumaine dès le 15 septembre 1871, puis vice-président (le 2 juillet 1879-le 21 mars 1882), président (le 21 mars 1882-le 5 avril 1884) et secrétaire général de cette institution (le 18 mars 1885-le 8 octobre 1914).⁴

En tant qu'historien, il s'est préoccupé de l'édition de la collection de documents concernant l'histoire moderne de la Roumanie, *Actes et documents se rapportant à l'histoire de la Renaissance roumaine*, qui comprend 10 volumes, collection publiée entre 1889-1910 (?) et qui a bénéficié de la collaboration successive de D.C. Sturdza, C.C. Vartic, Ghenadie Petrescu et J.J. Stupiewski.

Nicolae Iorga et Vasile Parvan, dans la dédicace du livre consacrée à D.A. Sturdza à l'occasion de son 70^e anniversaire⁵, le caractérisaient comme « un auteur de travaux inestimables dans le domaine historique, fondateur de la numismatique roumaine » et dans les discours prononcés à la Bibliothèque Ion I. C. Bratianu, à l'occasion du centenaire de sa naissance, il était caractérisé comme «... un bon organisateur, dont l'assiduité a apporté une fortune à l'Académie, fortune surveillée par sa modération et administrée par ses gens, conduits par Bianu. Il a recherché même les calculs le mieux faits, en contrôlant même les administrations le mieux dirigées...»⁶ Même si sa riche activité est développée sur plusieurs plans, celle de numismate est encore insuffisamment connue. Le présent ouvrage se propose de mettre en évidence quelques aspects concernant les préoccupations de D.A. Sturdza dans le domaine de la numismatique.

Sur ce côté de l'activité de D.A. Sturdza ont paru quelques études dans les « Annales de l'Académie roumaine », II^e série, Débats, tomes II, VIII, XIII, XXI, XXV, XIX, «Annales de l'Académie roumaine, Mémoires de la Section historique»,

II^e série, tome XV, 1979, dans la revue «Recherches numismatiques», V, IX, XI, 1983, 2003-2005 (auteurs Dan Berindei, Ernest-Oberlander Tarnoveanu), le «Bulletin de la Société numismatique roumaine», XCII-XCVII, 1998-2003, 1992-1993 (auteurs Constantin Preda, Octavian Iliescu) ou dans les propres ouvrages: *Mémoire sur la numismatique roumaine*, publié en 1878, *La Numismatique roumaine*, conférence publique qui a eu lieu le 14 janvier 1878, à l'Athénée roumain, *La Bibliographie de la numismatique roumaine*, paru en 1879.

Il mérite de mettre en évidence le fait que, pendant la publication de ces études, Sturdza était le ministre des Finances et membre de l'Académie roumaine, ayant de la sorte une plus grande motivation de se pencher sur l'étude de la monnaie.

La principale raison des préoccupations de D.A. Sturdza dans ce domaine a été son désir de susciter l'intérêt des nouvelles générations pour l'étude de la monnaie, considérée par lui «... un livre ouvert et éloquent de notre histoire nationale...» et une occupation «... intéressante et attrayante pour n'importe qui s'occupe de l'étude de l'histoire nationale...»⁷

Même si cette discipline était au commencement en Roumanie, D.A. Sturdza a très clairement expliqué la modalité par laquelle cette discipline est parue, de même que sa relation avec l'histoire, considérée «un soleil lumineux dans la constellation des sciences, mais qui est illuminé par d'autres sciences plus petites et qui, à leur tour, peuvent former un centre».⁸

Par son activité, D.A. Sturdza a mené un travail de pionnier dans ce domaine. Même depuis 1872, il a fait imprimer l'étude *Übersicht der Münzen und Medaillen des Fürstenthums Romanien*, ouvrage dédié aux monnaies féodales émises dans la Valachie et la Moldavie. Cet ouvrage a été publié par la revue de la Société Numismatique de Vienne, mais deux ans plus tard il a paru aussi dans une édition séparée, ayant une mise en page distincte. C'était le premier ouvrage d'un Roumain qui offrait une vue d'ensemble sur les monnaies émises par les Principautés roumaines entre le XIV^e et le XVIII^e siècle, ayant un chapitre final qui comprenait la présentation sommaire des monnaies émises pendant l'occupation russe (1771-1774) et des médailles roumaines émises jusqu'en 1859.⁹ Après la présentation distincte des trois périodes de la numismatique des deux pays roumains, l'auteur a analysé dans le premier chapitre les émissions monétaires de Moldavie, groupées par siècles: XIV^e, XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. En marge de ces émissions, l'auteur a formulé des observations d'ordre général et a dressé une liste chronologique des voïvodes émetteurs.

En ce qui concerne les monnaies qui ne présentaient pas la date de leur émission, Sturdza mentionnait qu'il devait prendre en considération, en tant que possibles émetteurs, seulement les princes régnants qui ont eu un règne plus long.¹⁰ L'ouvrage présentait ensuite le catalogue des monnaies moldaves, provenant des diverses collections publiques ou particulières et décrivant ainsi 38 monnaies. Ce chapitre finit avec quelques considérations générales sur les monnaies émises par la Moldavie: particularités héraldiques, stylistiques et linguistiques, ainsi qu'une observation très importante sur le fait que même les princes régnants qui reconnaissaient la suzeraineté des Turcs avaient le droit de battre monnaie en

Moldavie.¹¹ Dans le dernier chapitre de son ouvrage, D. A. Sturdza mettait en revue les émissions monétaires de l'administration russe, pendant les années 1771 – 1774.

Du point de vue de la documentation historique, cet ouvrage est extrêmement important car son auteur a utilisé des monographies importantes à cette période-là, ainsi que des études historiques.¹² En ce qui concerne la documentation numismatique, Sturdza a utilisé presque tous les ouvrages et les catalogues numismatiques qui comprenaient des descriptions de monnaies et de médailles, comme l'indiquent les renvois bibliographiques.¹³

Par conséquent, cet ouvrage n'était pas un simple catalogue de monnaies et de médailles, mais il présentait au chercheur roumain une vue d'ensemble sur la numismatique roumaine. En outre, l'auteur publiait des monnaies inconnues jusque-là, mentionnant dans la plupart des cas le poids des pièces, ce qui a fait possible de les identifier facilement un peu plus tard.¹⁴

Cet ouvrage a aussi des points faibles, la plupart se rapportant à la datation incorrecte de quelques émissions monétaires du XIV^e et XV^e siècles, car l'auteur a utilisé des critères épigraphiques et stylistiques, erreurs qui ont été corrigées au cours des années suivantes par d'autres numismates.¹⁵ Le manuscrit original se trouve aujourd'hui dans la Bibliothèque de l'Académie roumaine, section Manuscrits¹⁶. Cet ouvrage n'a pas été signé par l'auteur, mais il y avait une note de N. Docan qui précisait que l'ouvrage (accompagné des estampes et des notices) lui a été donné par D.A. Sturdza, son auteur, le 30 avril 1906.¹⁷

Le 10/22 septembre 1875, Sturdza envoyait une lettre à la Société académique roumaine dans laquelle il annonçait ses préoccupations numismatiques et une année plus tard, il va offrir à la Société 450 monnaies collectionnées « du plus jeune âge ». ¹⁸ Sturdza a mentionné le fait que la Société académique roumaine devrait fixer dans son budget «une petite somme» pour pouvoir effectuer de nouvelles acquisitions de nature numismatique.¹⁹

En 1878 il a publié *Mémoire sur la numismatique roumaine* et dans la même année *La Numismatique roumaine* - conférence publique qui a eu lieu le 14 janvier 1878, à l'Athénée roumain, suivie en 1879 par *La Bibliographie de la numismatique roumaine*.²⁰ Le premier ouvrage a été présenté dans la séance de la Société Académique roumaine du 15 septembre 1877, puis il a été publié dans la revue de Bogdan Petriceicu Hasdeu, «La Colonne Trajane», étant complété ultérieurement et publié en 1878 comme un ouvrage séparé.²¹ L'intention de l'auteur a été de populariser cet ouvrage, fait prouvé par la modalité qu'il a choisie en vue de sa médiatisation : communication en séance publique, texte publié en «Annales», économie du contenu.²²

D.A. Sturdza a démontré le rôle de la numismatique, surtout de celle roumaine, dans l'histoire, en apportant des arguments historiques et logiques, par exemple: par des monnaies on a transmis l'existence des États ou des rois, on a déterminé exactement la superficie d'un pays, l'influence d'un peuple sur un autre ou le degré de culture d'un État, ainsi que l'état économique et politique d'un pays.

Depuis les temps où il n'y avait pas d'autres documents, les monnaies nous ont fait connaître que les Roumains « vivaient une vie nationale distincte, assez évoluée ». ²³

En étudiant les ouvrages des chroniqueurs, Sturdza a remarqué que Neculai Costin mentionnait l'argent de Despot Voda, sans l'avoir vu et que pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle seulement deux collections pouvaient servir à l'étude de la numismatique roumaine : la collection impériale de Vienne et la collection Reichel de Dresde, incorporée dans la collection impériale de Petersburg. ²⁴

D.A. Sturdza a cherché à apprendre les premières descriptions des monnaies roumaines. Il a découvert dans un ouvrage allemand écrit par Wolf Stürmer, *Münzbuch*, imprimé à Lipsca en 1572, la description de quelques monnaies étrangères et du thaler de Despot Voda, ainsi que le dessin de celui-ci, reproduit dix ans après son règne. D.A. Sturdza a découvert des descriptions plus systématiques des monnaies roumaines chez trois écrivains du XIX^e siècle, Köhne, le directeur du musée numismatique de Petersburg, Ouwaroff, le président de la société archéologique de Russie et Timoni, ancien consul autrichien à Ragusa. Chez le dernier, Sturdza remarquait une monographie des monnaies roumaines, pas imprimée, mais située dans la bibliothèque du lycée Schottenstift de Vienne. ²⁵

En étudiant les monnaies roumaines, D.A. Sturdza a essayé d'inventorier un grand nombre de pièces, des plus vieilles jusqu'aux monnaies du début du XVIII^e siècle. Il les a analysées du point de vue critique, en les comparant en même temps avec des monnaies d'autres pays voisins. De la sorte, il a étudié, conformément à sa propre déclaration, plus de 600 monnaies de l'époque de Petru Musat, plus de 150 monnaies de l'époque de Vlad I, en observant sur les monnaies médiévales une suite de princes régnants et en prouvant que l'argent était la preuve incontestable d'un ordre politique et d'une économie évoluée, qui s'est maintenue aussi dans la période de formation des États médiévaux roumains. ²⁶

En ce qui concerne les monnaies des voisins, Sturdza a remarqué le fait que nos monnaies étaient plus belles que les leurs et qu'elles avaient été aussi trouvées en dehors des frontières du pays, par exemple en Italie et en Podolie, où il avait trouvé des monnaies de Mircea cel Batran, prouvant les relations économiques des Roumains avec ces États.

Dans *Mémoire sur la numismatique roumaine*, D.A. Sturdza a classé les monnaies médiévales selon les provinces, les comparant avec celles occidentales et tirant la conclusion que «...l'art monétaire des Principautés roumaines n'est pas inférieur à celui des pays voisins, comme Pologne ou Hongrie et qu'il est même supérieur aux autres, Russie, Serbie ou Bulgarie», se demandant d'une manière rhétorique si «...ce n'est pas un indice du degré de culture de notre pays par rapport aux peuples voisins». ²⁷

C'est toujours lui celui qui mettait en évidence le fait que «les monnaies roumaines nous prouvent que l'art monétaire roumain ressemble beaucoup à celui des pays occidentaux voisins, mais il présente aussi assez de différences pour ne pas s'y confondre [...]. Quand on met ensemble des monnaies roumaines et des monnaies

polonaises, serbes, bulgares et russes, on peut reconnaître celles roumaines dès le premier regard, par leur style propre».²⁸

La plupart des monnaies étudiées par Sturdza ont été celles du milieu du XIV^e siècle jusqu'au début du XVIII^e siècle, période considérée la plus intéressante de la numismatique roumaine, grâce à la multitude des monnaies, mais aussi à la beauté de leur réalisation.²⁹ La preuve de cette beauté est une grande médaille d'or, réalisée par Mihai Viteazul en 1600, après avoir été nommé lieutenant en Transylvanie par l'empereur Rudolf, médaille gardée au musée de Vienne.³⁰

En revenant plus tard sur celle-ci, Sturdza lui a restitué le statut de monnaie, qui appartenait à Transylvanie et non pas à Valachie, comme il l'avait dit antérieurement. D'ailleurs, les déterminations erronées que Sturdza avait faites ont été expliquées par le choix fait par l'auteur des critères rigides d'ordre épigraphique, linguistique et stylistique.³¹

En guise de conclusion de ses recherches numismatiques, Sturdza précisait le fait qu'il a désiré d'attirer l'attention de la société sur la découverte, la conservation, la mise en valeur et surtout l'étude des preuves historiques laissées par les précurseurs, de sorte qu'on n'apprenne pas des chercheurs étrangers quelques moments de l'histoire des Roumains.³²

En 1871, on a constitué la collection numismatique de l'Académie par les donations de monnaies, médailles et cachets faites par V.A. Urechia, membre de la Société académique roumaine. Cette collection a grandi dans une courte période de temps par la série de monnaies médiévales de Valachie et de Moldavie offerte par Sturdza à l'Académie.³³ Le but de la constitution de cette collection a été la conservation et la valorisation scientifique de toutes les preuves numismatiques de l'histoire nationale et universelle, ainsi que la réalisation des échantillons représentatifs du point de vue archéologique et historique, fondamentaux pour l'étude de la circulation monétaire.

Le 18 septembre 1876, Sturdza a fait don à l'Académie sa collection de monnaies et de médailles roumaines, formée de 450 pièces originales, raison pour laquelle l'Académie a décidé de mettre son portrait dans la salle des séances.³⁴ Après cette date, D.A. Sturdza a continué de faire don à l'Académie des collections de monnaies appartenant à des membres de l'Académie ou découvertes par lui-même.

Ainsi, dans la séance de l'Académie du 24 août/5 septembre 1878, Sturdza a offert à l'Académie une collection d'estampes et de la part d'Ignatie Doboezky, membre de l'Académie hongroise de Sciences, une collection de monnaies hongroises, serbes et roumaines.³⁵

Dans la séance du 4 décembre 1879, D.A. Sturdza a fait don à l'Académie une médaille commémorative de Banat et 30 monnaies de Mircea cel Batran et de son fils Mihail, annonçant en même temps que Monsieur Despinicz Sêrbi, habitant du Banat établi à Pesta a l'intention de compléter petit à petit la collection numismatique roumaine de l'Académie.³⁶ Dans la séance du 15/27 mars 1884, il a fait don à l'Académie 80 anciennes monnaies roumaines.³⁷

L'un des ouvrages les plus appréciés de D.A. Sturdza dans le domaine de la numismatique a été la *Bibliographie de la numismatique roumaine*, paru en 1879, en

tant que résultat des recherches qu'il a effectuées dans les grands musées et bibliothèques du centre et de l'ouest de l'Europe.³⁸ L'ouvrage comprend des informations concernant les institutions et les personnes qui possédaient à cette époque-là des collections de monnaies roumaines et le nombre des émetteurs de monnaies roumaines qui se sont succédés en Moldavie et en Valachie. La *Bibliographie* comprenait 88 ouvrages, publiés entre 1552-1877, donnant des informations concernant les monnaies, ainsi que des anciennes chroniques roumaines, dont on a extrait des informations de numismatique, ou des historiens roumains du XIX^e siècle, qui ont eu cette sorte de préoccupations. À la fin de l'ouvrage, Sturdza enregistrait ses propres écrits numismatiques, parus dès 1774.³⁹ La *Bibliographie* est considérée même à présent un instrument de travail indispensable aux recherches numismatiques.⁴⁰

Le 3 mai 1885, dans la séance occasionnée par la célébration de la journée de 10 mai, il a présenté une notice historique sur la série des monnaies de Alexandru cel Bun et de Stefan cel Mare, mais aussi sur plusieurs monnaies moldaves découvertes à cette période-là. À cette occasion, Sturdza a rappelé son habitude de participer aux séances de l'Académie lors des grandes fêtes nationales et de faire don à l'Académie des documents ou des monnaies. Il a enrichi la collection numismatique de 139 monnaies moldaves.⁴¹

La même année, dans la séance du 4 octobre, Sturdza a annoncé son désir de renoncer à ses indemnités pour les séances et à celles de secrétaire de l'Académie, les sommes en cause étant destinées à l'achat de livres, manuscrits et monnaies.⁴²

Pour compléter ce volet de l'activité de D.A. Sturdza, on doit rappeler aussi quelques ouvrages de moindre importance. De la sorte, dans une lettre vers August Treboniu Laurian, expédiée de Genève le 2/17 septembre 1875, il lui faisait connaître qu'il préparait une étude sur la numismatique roumaine et qu'il avait trouvé un trésor en 1874 à Campulung Muscel, avec des monnaies de Vlad I. L'auteur de cette lettre n'a pas eu le temps nécessaire de l'étudier. Il faisait le plus probablement référence au *Mémoire* présenté dans la Séance de la Société Académique roumaine du 15 septembre 1877.⁴³ Un nouvel ouvrage, de plus petites dimensions, a paru en 1886, ayant comme titre *Neuf découvertes numismatiques roumaines*, ouvrage dans lequel on a décelé des matériaux importants pour l'histoire monétaire de Moldavie.⁴⁴

Dans la séance du 30 mars 1891, D.A. Sturdza a fait don à l'Académie 1600 anciennes monnaies roumaines, à côté de portraits, estampes, cartes géographiques et documents.⁴⁵ La dernière contribution d'ordre numismatique de D.A. Sturdza a été la communication faite dans la séance publique du 21 avril 1895 ayant le titre *Monnaies de Iuga et Despot falsifiées à Suceava*, publiée seulement en résumé. L'auteur avait reçu de Suceava 100 monnaies dont on disait qu'elles étaient émises par les princes régnants susmentionnés. En réalité, celles-ci étaient de fausses monnaies en bronze, ayant l'effigie de Despot Voda, comme l'indiquent les recherches de cette époque-là et de plus tard.⁴⁶

À l'occasion de la lecture du rapport des travaux de l'Académie en 1902, dans la séance du 2 avril 1903, Sturdza a fait don un cachet de Constantin Serban Voda, une médaille réalisée à l'occasion de la fête royale à Ischl, une médaille de la

reine, une de la princesse régnante et une médaille en or de la Commission européenne du Danube.

Au moment de la constitution de la Société numismatique roumaine, le 2 décembre 1903, D.A. Sturdza a été élu par l'Assemblée générale, dans sa séance inaugurale, président d'honneur, à côté de Mihail C. Sutz, président actif, Gr. Tocilescu, vice-président, G. Severeanu, sous-secrétaire, Al. Cantacuzino, secrétaire, G. Iordanescu, caissier comptable, D. Panku, C. Alexandrescu, Carol Stork et E. D. Mirea, membres.⁴⁷ En 1904, le Comité directeur de la Société de numismatique éditait le premier numéro de la revue «Le Bulletin de la Société numismatique roumaine».⁴⁸

Dans la séance de l'Académie du 7/20 avril 1908, vers la fin de son activité de secrétaire de cette institution, Sturdza a offert à l'Académie 4 grands sceaux d'argent doré.⁴⁹

En prenant le modèle des grands centres occidentaux, spécialement du renommé Cabinet des Médailles de la Bibliothèque nationale de Paris, le premier janvier 1911, a été fondé, sous la direction scientifique de D.A. Sturdza, le Cabinet numismatique de la Bibliothèque de l'Académie.⁵⁰

Comme un couronnement de ses préoccupations d'enrichir les collections de l'Académie roumaine, y-inclus la collection de monnaies, le 1/14 mars 1913, à l'occasion de son 80^e anniversaire, D.A. Sturdza a offert 100.000 lei pour la création du Fonds «D.A.Sturdza», dont 1% pour les retraites des fonctionnaires, 15% pour les dépenses générales de l'Académie et le reste pour des bourses destinées à l'étude de l'agriculture et des sciences agricoles scolaires et aux universités d'Allemagne. Pendant l'autre période de 4 ans, lorsqu'il n'y avait pas de bourses, le revenu de l'Académie devait servir pour l'enrichissement des collections d'histoire nationale, manuscrits, documents, monnaies, portraits ou cartes géographiques.⁵¹

Le 21 mai 1913, peu après son 80^e anniversaire, les membres de l'Académie, ayant en tête Iacob C. Negruzzi, ont remis à D.A. Sturdza une médaille commémorative, symbole de l'appréciation de son activité toute entière.⁵²

Après le décès de D.A. Sturdza, en 1914, a été nommé conservateur de la collection numismatique de l'Académie M.C. Sutz, qui s'est distingué par l'étude des monnaies pontiques d'ouest. Son activité a été continuée par Nicolae Docan, qui, en 1906, faisait don à l'Académie roumaine une collection de 930 pièces, dans le but de développer le cabinet numismatique. Constantin Moisil s'est remarqué dans l'activité de mise en ordre, classification et étude des pièces numismatiques du Cabinet numismatique de l'Académie, dont il a été le directeur.⁵³

Pendant la Première guerre mondiale, la collection a été envoyée à Moscou, d'où reviendrait seulement après la Seconde guerre mondiale, s'affirmant comme le principal centre de recherche numismatique de Roumanie. Le Cabinet numismatique avait, vers la fin des années 1970, une collection de plus de 30.000 pièces, 20.000 médailles.⁵⁴ Supprimé en 1978 par une décision de l'ancien Comité Central du Parti Communiste Roumain, son fonds étant gardé de vive force par la Banque nationale de Roumanie et le Musée national d'histoire, le Cabinet numismatique de la Bibliothèque de l'Académie roumaine a été ouvert de nouveau en 1992, seulement

avec une partie de ses collections. Aujourd'hui, il essaie de rentrer dans la possession du patrimoine tout entier, qui lui appartient de droit.

Les préoccupations numismatiques de D.A. Sturdza complètent la personnalité de cet homme politique et de cet homme de culture du siècle passé, qui a mis sur le premier plan dans sa vie l'étude, le travail soutenu, la recherche.

La reconnaissance du mérite de chercheur de Sturdza dans différents domaines, y-inclus celui de numismate, a eu lieu beaucoup plus tard. Ainsi, Simion Mehedinti, dans le discours de réception à l'Académie roumaine, le 6 juin 1920, évoquait la figure de D.A. Sturdza comme «un esprit voué à la méthode des classiques, un savant numismate, un très actif écrivain dans le domaine des publications historiques et un grand chercheur de documents pour notre institution, qui le considère un de ses fondateurs».⁵⁵

NOTES:

¹ Octavian Iliescu, *Dimitrie Alexandru Sturdza et la numismatique roumaine*", dans le "Bulletin de la Société Numismatique roumaine", années LXXXVI-LXXXVII, 1992-1993, p. 17.

² Dorina, N. Rusu, *Membres de l'Académie Roumaine. 1866 - 2003. Dictionnaire*. III^e édition, revue et augmentée, Ed. de l'Académie roumaine, Bucarest, 2002, p. 353.

³ *Ibidem*, p. 353.

⁴ *Ibidem*, p. 353.

⁵ N. Iorga, *Annales de l'Académie roumaine, Mémoires de la Section historique, III^e série*, tome XIV, séance du 19 mai 1993.

⁶ I.G. Duca, I.C. Bratianu, I. Cantacuzino, *À la mémoire de D.A. Sturdza. À l'occasion du centenaire de sa naissance*, Discours prononcés à la Bibliothèque I.C. Bratianu, Bucarest, 1933, p. 10.

⁷ D.A. STurdza, *Mémoire sur la numismatique roumaine*, Bucarest, Imprimerie de la Société académique roumaine, 1878, p. 1.

⁸ D.A. Sturdza, *La Numismatique roumaine*, Bucarest, Imprimerie nationale C.N. Radulescu, 1878, p. 4.

⁹ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 17.

¹⁰ D. A. Sturdza, *Uberssacht der Münzen und Medaillen des Fürstenthums Romanien*, N.Z, 4, 1872, p. 45/2.

¹¹ *Ibidem*, p. 89-91.

¹² Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 22.

¹³ *Ibidem*, p. 28.

¹⁴ *Ibidem*, p. 30.

¹⁵ *Ibidem*, p. 31-32.

¹⁶ Bibliothèque de l'Académie roumaine, Manuscrits, Ms. fr. No. 293.

¹⁷ *Ms. Cit.F. 1.*

¹⁸ "Annales de la Société académique roumaine", tome IV, p. 16.

¹⁹ Dan Berindei, *Histoire de l'Académie roumaine (1866-2006)*, Bucarest, Ed. de l'Académie roumaine, 2006, p. 106.

²⁰ "Annales de l'Académie roumaine, Mémoires de la Section historique", II^e série, tome XI, 1879, p. 105-164.

²¹ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 33.

²² *Ibidem*, p. 36.

²³ D.A. Sturdza, *oeuvre citée*, p. 10.

²⁴ *Ibidem*, p. 10.

²⁵ *Ibidem*, p. 10-11.

²⁶ *Ibidem*, p. 11.

²⁷ D.A. Sturdza, *Mémoire sur la numismatique roumaine*, Bucarest, Imprimerie de la Société académique roumaine, 1878, p. 1.

²⁸ *Ibidem*, p. 3.

²⁹ *Ibidem*, p. 12-13.

³⁰ *Ibidem*, p. 19.

³¹ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 40-41.

³² *Ibidem*, p. 28.

³³ “Annales de l’Académie roumaine, Mémoires de la Section historique”, II^e série, tome XXV, p. 20

^{34***A} D.A. Sturdza, membre depuis 1871, secrétaire général depuis 1884, LXXX ans, Bucarest, Carol Göbl, p. 5

³⁵ Dorina Rusu, *Histoire de l’Académie roumaine – Repères chronologiques*, Bucarest, Ed. de l’Académie roumaine, 1992, p. 49.

³⁶ “Annales de l’Académie roumaine, Deuxième section. La partie administrative et les débats”, Bucarest, Imprimerie de l’Académie roumaine, 1879-1880, tome II, p. 50.

³⁷ Dorina Rusu, *oeuvre citée*, p. 62.

³⁸ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 44.

³⁹ D. A. Sturdza, *Bibliographie de la numismatique roumaine*, dans les *Annales de la Société Académique roumaine*, section II, 1878, p. 105-164.

⁴⁰ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 47.

⁴¹ “Annales de l’Académie roumaine, Deuxième section. La partie administrative et les débats”, Bucarest, Imprimerie de l’Académie roumaine, 1886, tome VIII, p. 4.

⁴² *Ibidem*, p. 9.

⁴³ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 41.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 43.

⁴⁵ *Ibidem*, 1890-1891, tome XIII, p. 103-104.

⁴⁶ Octavian Iliescu, *oeuvre citée*, p. 43.

⁴⁷ Constantin, Preda, *Société numismatique roumaine à un siècle depuis sa création*, dans le «Bulletin de la Société numismatique roumaine», XCII-XCVII, 1998-2003, p. 9-17.

⁴⁸ Octavian, Iliescu, *Le cabinet numismatique dans la Bibliothèque de l’académie de la République socialiste Roumanie 1867-1967. Livre du centenaire*, Bucarest, 1968, p. 211-225.

⁴⁹ Dorina Rusu, *oeuvre citée*, p. 117.

⁵⁰ Ilie, Tabrea, *Constantin Moisil, pionnier de la numismatique roumaine*, Ed. Scientifique, Bucarest, 1970, p. 5.

⁵¹ Dorina Rusu, *oeuvre citée*, p. 131.

⁵² ***, *À D.A. Sturdza*, membre depuis 1871, secrétaire général depuis 1884. LXXX ans, Bucarest, Carol Göbl, 1913, p. 7.

⁵³ Bucur, Mitrea, *Le respect de la mémoire de Constantin Moisil*, dans le «Bulletin de la Société numismatique roumaine», 1981-1982, p. 509-510.

⁵⁴ Octavian, Iliescu, *oeuvre citée*, p. 220.

⁵⁵ Dorina Rusu, *oeuvre citée*, p. 155.

ON THE HORIZON OF BYZANTINOLOGY: VASILE GRECU

Harieta Mareci
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

***Rezumat:** Orice istorie culturală care se respectă reunește o serie de personalități care au punctat hotărâtor dimensiunea unui spațiu intelectual. Despre activitatea lui Vasile Grecu se poate spune că îi este specifică unitatea concertantă, asigurată de convergența planurilor în care s-a manifestat spiritul creator. Cercetările atente și îndelungi, ca și traduceri din limbile greacă și latină aveau să-l pună în situația de a scoate în relief marea înflorire artistică din bazinul Mării Negre, stimulată de contactul cu lumea bizantină. Coborând în lumea cronicarilor bizantini, cu dregătorii și preocupări diverse, care nu dezvăluiau sau nu aveau pretenția că scriu istoria vremii lor, Grecu avea să probeze intersectarea erudiției cu câmpul oportunității culturale, știut fiind faptul că orice cronicar vorbea din suflet, lăsându-se cuprins de patos. Există o oarecare fascinație a izvorului bizantin și al autorului său, povestitor, artist al portretului creionat adeseori subiectiv, maestru al scenelor dinamice și filosof de ocazie, reflectând la curgerea lumii. Încercând o minimă sistematizare a scrierilor aparținând lui Ducas, Laonikos Chalcocondil, Critobul din Imbros, Georgios Sphrantzes și Constantin al VII-lea Porfirogenetul, Vasile Grecu a continuat colecția „Scriptores byzantini”, făcând dovada filologului care îl însoțește în permanență pe istoric, pe cercetător și traducător. O deosebită temeinicie în cercetarea codicelor grecești a făcut posibilă pregătirea edițiilor critice, consacrate, de altfel, în domeniul bizantinologiei. Fiecare dintre ele dezvăluie imaginea unui cercetător mișcătos, preocupat de identificarea variantelor, de stabilirea paternității manuscriselor – ca etapă cea mai dificilă în constituirea unitară a textului, de corelarea informației în așa fel încât ansamblul să capete nu numai armonie, ci și temelie solidă.*

Each cultural history, which respects itself, reunites a series of personalities who have marked in a definite way the dimension of an intellectual space. What we can say about the activity of Vasile Grecu is that he had a concordant specific unity, ensured by the convergence of the plans on which his creative spirit manifested itself. Born on the 31st of July 1885, in Mitocul Dragomirnei, Vasile Grecu attended college in Vienna and Cernăuți, in an epoch where his teachers were Hans von Arnim, W. Kubitschek, E. Reich and Sextil Pușcariu. More than others, he had the chance of deepening and expanding his knowledge in Berlin, studying with Ulrich von Willamowitz Moellendorf, a well known Hellenist, and author of more specialty treaties. After the great universal history horizon, opened during college, the German scholars have ensured him the depth of more restricted specialty areas and taught him methodology. At the subjects' interference, taking from each master what suited him; Vasile Grecu made his own path, studying history in an area that requires full knowledge of Byzantinology.

He was meant to live the greatest events from the beginning of the century, followed, after huge efforts, by Romania's reunion and by a vast modernizing

program on all levels. During the First World War's years, Vasile Grecu was one of those who, in Chişinău and Cernăuţi, understood to join resistance, often speaking to a public who needed so much faith in the country's destiny. Embracing teaching, collaborating to different specialty magazines and participating in the organization of the Bukowina's archives, he knew how to fructify the accumulated experiences. Not by chance, on understanding history – as a complex discipline– he used to say that it requires a long specialization and a continuous appeal to facts in order to find the real balance between idea and action. The position of the Bukowina professor – inspired not only by the masters in Vienna and Berlin, but also by the critical Romanian school – was considering the needs of the national historiography, which was still studied less than necessary.

Although the large history treaties were popular to the Western world, the partial and monographic restitutions were still paid attention to by the Bukowina's historians, who were loyal to the examination of each detail. During a half century career, Vasile Grecu firmly persisted on the respect historiography owes to the facts and the necessity of those being more strictly defined, arranged before synthesis. Of each scientific work's three steps, the one definite research most appealing to him, was in relation to a spirit thirsty of knowledge. Expressing his method options, at the same time with the gratitude towards his professors, Vasile Grecu declared from the very beginning his adhesion to the Byzantine history and literature, as a means of knowing better the ancient values. The careful and long researches, as well as the translations from Greek and Latin were going to make him discover numerous new elements and to highlight the great artistic efflorescence in the Black Sea area, stimulated by the contact with the Byzantine world.

The idea that the Byzantium had not disappeared artistically along with the Turkish occupation of Constantinople, but survived in the marginal provinces, especially in the Romanian countries, was to be consecrated by Nicolae Iorga in *Byzance apres Byzance*. Vasile Grecu had expressed it too, connecting the artistic development in these countries in the epoch mentioned with the Byzantine neighborhood. He needed years of hard work in the archives and silent libraries, in which time seemed to have a slower pace in order to write the studies concerning the Byzantine history and culture, the influence exerted by the Byzantine and post-Byzantine heritage on the Romanian one. Vasile Grecu participated at various international congresses and lectured on the values of the ecclesiastic Romanian art in different cultural centers on the continent. In the country, he evoked in the academic environment, but also for the public, the monuments through which the national genius *stands out* in the world¹. Collaborator for many Romanian publications, he was closer to the group around „Codrul Cosminului”, the one that had provided a new vigor to the Bukowina cultural life.

The iconography is, from this point of view, the best proof. But the hasty generalization, the aesthetic divagation as well as the speculative attitude towards the object of research had to be replaced with an exhaustive severe study, capable of revealing the unity of conception and style of the studied epoch. From the stylistic and technical analysis, the scholar was able to reach aspects particular to the area in

which those specific creations had been created. It was not a coincidence when he stated about the paintings that they “present in fact and translate in lines and paint spots, figures and compositions, rituals, text interpretations, church history and laic history, hymns and religious practices. The one who looks will be unaware of all these unless he knows how to read the paintings”². Works on the Byzantine iconography and the medieval Romanian paintings, on the origins of the old Romanian art had appeared both in publications in the country as well as in international magazines: „Byzantion. Revue internationale des études byzantines“, „Byzantinische Zeitschrift“³.

The colours, the model, the structure were the elements on which Vasile Grecu established the authenticity, as well as the direct relationship between the Byzantine art and the Romanian one. The discovery of some manuscripts from the XVIIIth and XIXth in the Romanian Academy allowed him the identification of three Romanian versions of the Ermines (manuals of church painting)⁴. Grecu had also insisted on the report among them in a series of conferences lectured at the University of Cernăuți, and then in Bucharest. A series of writings, dated 1932-1935 and published in the „Candela” magazine, were reunited in the volume *Cărți de pictură bisericească bizantină. Introducere critică a versiunilor românești după redacțiunea lui Dionisie din Furna, tradusă în 1805 de arhimandritul Macarie, cât și după alte redacțiuni mai vechi, [Books of Byzantine Church Painting...]* appeared in Cernăuți in 1936⁵. Convinced that the main problems are not to be avoided or solved improperly, Grecu insisted on the iconographical contribution to the understanding of the art monuments and, through these, of the historical context itself. He considered that the specialist cannot limit himself to summary elements, of erudition, but has to tend to the configuration of the idea. In a similar way, the popular art researches, indispensable, cannot be reduced to the naive creations’ descriptions, but have to lead to analysis and artistic determination. They represent ideas, feelings and life; they represent documents and historical sources.

In the same category of the historical sources were placed the writings of Ducas, Laonicos Chalcocondil, Critobul of Imbros, Georgios Sphrantzes and Constantin al VII-lea Porfirogenet. Trying to systemize them a little, Grecu continued the collection „Scriptores byzantini”, demonstrating that the philologist is always accompanying the historian, the scholar and the translator. The rigorous study of the Greek Codices made sure the preparation of the critical editions, consecrated, actually, in Byzantinology. Each of them presents the image of an attentive researcher, preoccupied by the identification of the variants, by the paternity of the documents – the hardest step in the unitary construction of the text, correlation of the information in such a way that the whole gets not only harmony, but a solid ground too.

Entering the world of the Byzantine chroniclers, with their various jobs and preoccupations, who had the thought of writing the history of their epoch, Grecu was to prove the interaction of the erudition and the cultural opportunity, being known the fact that a chronicler was talking from his heart, with pathos. There is a certain fascination of the Byzantine source and of its author, narrator, and artist of the portrait

often drawn subjectively, master of the dynamic scenes and occasional philosopher, reflecting on the world's passing.

After more than a decade from publishing some studies inspired by the work of Ducas⁶, Vasile Grecu elaborated the critical edition of the *Istoria turco-bizantină [Turco-ByzantineHistory] (1341-1462)* pertaining to the Byzantine chronicler⁷. It was not the first edition of the above-mentioned work, as the European libraries had already four versions of it in „Corpus Byzantinae Historiae” (Paris – 1649 and Venice 1729-1733), „Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae” (Bonn – 1834) and „Patrologia Graeca” (Paris – 1866). It was only that in those libraries there were also manuscripts and translations which, reconsidered, could reunite the text. Maybe, in his action, Grecu wanted to complete some lacunas and the scholar might have wanted to overpass what was realized before. However, beyond the idea of the „competition”, the sense of research and the quality of the intellectual effort paid off, adding value to the act. Without entering the details concerning the text's analysis of the given source, we have to underline the priority given by Grecu to the critical material, as well as to the way in which the questionable lines have been marked in the work. There are explanations offered to each word, expression or a completely historical situation. Moreover, each time it was necessary, the text was supported by quotations with the author's name, title and year of appearance. This is why, this type of work, as it can be seen from the organic relationship of the two parts – text and critical apparatus – has its own identity. With the modesty that advises science and the love towards the thing done, the scholar's realization feeds itself from the pattern of the specialty's critic, showing at the same time what Vasile Grecu realized: a triple effort as an editor, translator and commenter. The critical edition of *Istoria turco-bizantină [Turco-ByzantineHistory] (1341-1462)* increases its identity by its own addition. It is the complete bilingual index (Romanian and Greek): “Index Gramaticus” encloses phonetic and morphologic particularities (nouns, adjectives, pronouns, numerals, verbs, reduplications, accord, accusative and constructions with it, constructions with participles, accusative and nominative, with the infinitive, infinitive in genitive); it can also be added the “Index Verborum” (in Greek) and “Index of names and places” (in Romanian).

In the year of the appearance of the critical edition to Ducas' writing, Vasile Grecu published, in volume II of the “Scriptores byzantini” collection, a translation after the version of E. Drako⁸, on *Historiarum demonstrationes* by Laonic Chalcocondil. It was not a simple linguistic transcription⁹, as the numerous text difficulties were requiring the solution through interpretations and through the juxtaposition of the information existing in the German edition by Immanuel Bekker¹⁰ and from similar works, both in subject and approach, pertaining to Akdes Nimet¹¹ and Gyula Moravcsik¹². As expected, the interest towards the chronicle of Chalcocondil¹³ came also from its usage as a primary source for the Romanian history, for the description of the campaigns against the Turks from Nicopole (1396), Varna (1444), Kossovopoljje (1448), of those led by Iancu of Hunedoara, as well as the expedition of Mohamet the Second against Vlad the Impaler. The scholar's fertile initiative paid off through the longevity of the translation and, most of all, through its

efficiency.

Another outstanding realization has been the critical edition of the text belonging to Critobul of Imbros, *Din domnia lui Mahomed al II-lea. Anii 1451-1467 [From the Reign of Mahomet the Second. Years 1451-1467]*¹⁴. The reason standing behind this project was supported by the “negligent and arbitrary” trial to publish the document in the „Monumenta Hungariae Historica” collection and by the „consequent classical presentation” given to it by a professor from the Göttingen University, Carol Müller. In an article published in 1957, Vasile Grecu insisted on the veracity of his name, explaining the transformation of „Mihail Critopul” in „Kritobulos” (meaning „the one that is well advised”, „wise”) and Critobul from Imbros, after the antique model¹⁵. As the re-editing of the chronicler’s creation was a courageous act, it could have been assumed only with the conscience that the last version is not the final one too. Appeared in 1963, the Grecu edition to the work of Critobul respected both the exigencies implied by philology and concept, and the critical apparatus meant to offer an image as complete as possible, from the history’s perspective on the reports between the chronicler’s thoughts and his sources or the epoch’s influences.

In 1966, in the fifth volume of „Scriptores Byzantini”, appeared in the Academy’s Publishing House, could also be found the critical edition to the *Memoirs* of Georgios Sphrantzes, „a unique writing”, „natural and fascinating through its sincerity”, „similar to *Strategikon* by Kekaumenos”, but „which hasn’t been appreciated to its right value”¹⁶. This was the result of the discoveries made in the archives and libraries, as the manuscripts proved to be numerous and varied as content: „Codex Vaticanus Ottobonianus Graecus 260”, „Codex Taurinensis 246”, „Codex Vallicellianus CLXXII”, „Codex Barberianus Graecus 175” and „Codex Barberianus Graecus 176”. Starting from the text considered to be the closest to the original, Grecu managed to provide a Romanian version. The translation had proved out to be extremely difficult since Sprantzes conceived his work in the popular language, not in the literary one. The efforts to decipher the text correctly, to provide all the lexical and conceptual nuances of the Byzantine chronicler’s style needed a rich documentary material, starting with the most sophisticated philosophical instruments up to the famous texts and encyclopedias of the XVth century. Later, the results of the research have been published in another two works: *Das Memorienwerk des Georgios Sphrantzes*¹⁷ and *Georgios Sphrantzes. Leben und Werk. Makarios Melissenos und sein Werk. Die Ausgabe*¹⁸.

The organization in Bucharest, in September 1971, of the XIVth International Congress of Byzantine Studies facilitated the publication of a new volume (the seventh) of the specialty series already consecrated. It was not a critical series, but a new translation, this time after the work belonging to the emperor Constantine the VIIth Porfirogenet, *Carte de învățătură pentru fiul său Romanos [Teaching Book for his Son Romanos]*¹⁹. Without showing the historical character of the work, Vasile Grecu insisted only on its originality and on its content that once approached in a systematic research offered „a vast panorama on history, geography and ethnography of the world known by the Byzantine and, especially, of the lands pertaining or that had

pertained to the empire”²⁰.

Greco’s contribution to the revelation of the Byzantine aspects of the Romanian history and culture configured also through the publishing of the volume *Izvorul principal bizantin pentru Cartea cu Învățătură a diaconului Coresi din 1851; Omiliile patriarhului Ioan XIV Caleca (1334-1347)*²¹. It was not an exclusively consecrated action to history, but a useful tool in interpreting the historical evolution, a model to the interdisciplinary research. From a different perspective was approached the Greek version of the *Învățăturilor lui Neagoe Basarab [The Teachings of Neagoe Basarab]*²². Beyond the controversial paternity of the work – this generated the polemics Greco-Panaitescu²³ – it is distinguished through a Christian lyricism, humanitarian utopia and advice necessary in the historical context, through the specific model of construction, more likely to the oriental culture rather than the Western one. In the same manner based also on the manuscripts discovered at Athos, in 1939, was edited the volume *Viața Sfântului Nifon. O redacție grecească inedită, editată, tradusă și însoțită cu o introducere [Life of St. Niphon...]*²⁴. The linguistic argument in comparing the Romanian and Greek versions, the information from various sources and the rigorous critical apparatus (accompanied in the end by the usual Index in Greek, German and Romanian) have provided the medieval document a broad opening.

As far as the temptations of the Byzantine literature are concerned, the philological method imposed in the specific researches of Vasile Greco the attentive study of recovering the original or the closest version to it. The reason for which the Byzantine literature had to be known was not exclusively part of the literary productions’ aesthetic value, according to Greco’s opinion; from the aesthetic point of view they are inferior to the antique Latin and Greek ones. „We will not find in it that harmonious and organic literary evolution, specific to the classical Greek literature, developing from poetry to prose, from the epical poems to the lyrical ones and then dramatic and we will not find the literary genres as presented in the modern literature”. The explanation was found in the Byzantine authors’ option for the „scholar imitation”. If the Byzantine literature determinates the interest, this is due to „its historical value” and its content tightly related to the antique Greek creation. We may add to this the influences exerted by itself on the „oriental, Syrian, Armenian, Copt and Arabian literature”²⁵. In fact, on the Byzantine literature, Vasile Greco wrote that it had its own popular saga, „coming out of the rural life” or „military, border like”. As far as the Byzantine hagiography is concerned, often put in a submissive report towards the laic literature, it intermingles with this last one and participates, in an equal measure, to the historical reconstruction, having a meaning, completely integrated²⁶. The research of these two, with an equal competency and fervor – said Vasile Greco – favors the whole assembly of history, as an expression of the creative spirit. The artistic values that highlight are, at the same time, documents, life testimonies, decipherable only with multidisciplinary means.

If, according to H. Focillon’s definition, „history is the study of the relationships established among facts, ideas and forms”, Vasile Greco is, through his works a historian who knew how to serve various disciplines. Invigorating the strict

historical registration with a vital tonus, of the research's active sense, he reported, permanently, the panorama of ideas to the theoretical, historical and historiographical climate of the epoch in which they were expressed, but also the selective verdict that only time can offer on the human being.

NOTE:

¹ Vasile Grecu, *Din frumusețile marilor noastre biserici* [From the beauties of our great Churches], "Calendarul Glasul Bucovinei", VIII, Cernăuți, 1927, pp. 12-25; Idem, *Din pictura vechilor noastre biserici*, [From the Painting of our old Churches], "Junimea literară", XIV, Cernăuți, 1925, pp. 401-406.

² Idem, *Cărți de pictură bisericească bizantină* [Books of Byzantine Church Painting], "Candela", 53, Cernăuți, 1934, p. 83.

³ Idem, *Influențe sârbești în vechea iconografie bisericească a Moldovei* [Serbian influences in the Old Church Iconography of Moldavia], "Codrul Cosminului", IX, Cernăuți, 1935, pp. 103-108; Idem, *Die Hermenia*, "Byzantinische Zeitschrift", 30, 1929/1930, pp. 619-622; Idem, *Byzantinische Handbücher*, "Byzantion. Revue internationale des études byzantines", IX/2, 1934, pp. 675-701.

⁴ Idem, *Versiunile românești ale Erminiilor de pictură bizantine* [Romanian Versions of Byzantine Painting Erminies], "Codrul Cosminului", 1924, pp. 273-289; Idem, *Erminii de pictură bizantină* [Byzantine Painting Erminies], "Candela", Cernăuți, 1942, pp. 489-515.

⁵ Idem, *Cărți de pictură bisericească bizantină. Introducere critică a versiunilor românești atât după redacțiunea lui Dionisie din Furna tradusă la 1805 de arhimandritul Macarie cât și după alte redacțiuni mai vechi* [Books of Byzantine Church Painting. Critical Introduction of Romanian Versions according to Dionysius of Furna, translated in 1805 by Archimandrite Macarie, and according to another older Elaborations], Cernăuți, 1936.

⁶ Idem, *Istoricul bizantin Duca. Omul și opera sa. O ediție critică a cronicii lui. Importanța lui Duca pentru istoria românilor* [Byzantine Historian Ducas. Man and his Work. A Critical Edition of his chronicle. The Importance of Ducas for the Romanians History], "Analele Academiei Române". Memoriile Secției Istorice, seria III, tom XXIX, București, 1947, pp. 591-662; Idem, *Pour une meilleure connaissance de l'historien Doukas*, "Memorial Louis Petit", Paris, 1948, pp. 128-141.

⁷ Ducas, *Istoria turco-bizantină (1341-1452)* [Turco-Byzantine History], ed. Vasile Grecu, București, 1958.

⁸ *Historiae Demonstrationes*, ed. Eugenius Darko, Budapesta, tom I, 1922, tom II, partea I – 1923, partea a II-a - 1927.

⁹ Laonic Chalcocondil, *Expuneri istorice* [Historical Exposures], ed. Vasile Grecu, București, 1958.

¹⁰ *Historiarum Libri Decem*, ed. Immanuel Bekker, în "Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae", Bonn, 1843.

¹¹ Akdes Nimet, *Die türkische Prosopographie bei. Laonikos Chalkokandyles*, Hamburg, 1933

¹² Gyula Moravcsik, *Sprachreste der Türkvölker in den Byzantinischen Quellen*, „Bzyantinoturcica“, Budapesta, 1943.

¹³ Vasile Grecu, *K voprosu o biografii i istoriceskon trude Laonika Halkokondila*, „Vizantijski Vremennik“, XIII, Sankt Petersburg, 1958, pp. 198-210.

¹⁴ Critobul din Imbros, *Din domnia lui Mahomed al II-lea. Anii 1451-1467 [From the Reign of Mahomet the Second. Years 1451-1467]*, ed. Vasile Grecu, București, 1963. Before the critical edition, another document attributed to Kritobul was published by Vasile Grecu: *Scrisoarea de dedicație a istoricului Critobul către Mahomed al II-lea Cuceritorul [Letter of Dedication of Historian Kritobul to Mohamet the Secon, the Conqueror]*, București, 1940.

¹⁵ Vasile Grecu, *Kritobulos aus Imbros. Sein wahrer Name. Die Widmungsbriege. Die Aufgabe. Das Geschichtswerk*, „Byzantinoslavica“, XVIII, Praga, 1957, pp. 1-17.

¹⁶ Georgios Sphrantzes, *Cronica 1401-1477[Chronicle 1401-1477]*, ed. Vasile Grecu, (anexe *Pseudo-Sphrantzes, Macarie Melissenos – Chronicon maius 1258-1481*), București, 1966, pp. 1-4

¹⁷ Vasile Grecu, *Das Memorienwerk des Georgios Sphrantzes*, Belgrad, 1964.

¹⁸ Idem, *Georgios Sphrantzes. Leben und Werk. Makarios Melissenos und sein Werk. Die Ausgabe*, „Byzantinoslavica“, XXVI, Praga, 1965, pp. 62-73.

¹⁹ Constantin al VII-lea Porfirogenetul, *Carte de învățătură pentru fiul său Romanus [Teaching Book for his son Romanus]*, ed. Vasile Grecu, București, 1971.

²⁰ *Ibidem*, p.1

²¹ *Izvorul principal bizantin pentru Cartea cu Învățătură a diaconului Coresi din 1851; Omiliile patriarhului Ioan XIV Caleca (1334-1347) [The main Byzantine Source for Teaching Book by Deacon Coresi from 1851; The Homilies of Patriarch John XIV Caleca (1334-1347)]*, ed. Vasile Grecu, București, 1939.

²² Vasile Grecu, *Învățăturile lui Neagoe Basarab, domnul Țării Românești (1512-1521). Versiunea grecească editată și însoțită de o introducere și traducere în românește [The Teachings of Neagoe Basarab, the Voivode of Wallachia Greek Version....]*, București, 1942.

²³ Idem, *O versiune nouă a unei învățături a lui Neagoe Basarab [A new Version of a Teaching of Neagoe Basarab]*, vol. *Omagiu lui Ioan Lupaș la împlinirea vârstei de 60 de ani [Homage to Ioan Lupas at 60]*, București, 1943, pp. 295-316; Idem, *Și totuși învățăturile lui Neagoe Basarab [Nevertheless, the Teachings of Neagoe Basarab]*, extras, „Convorbiri literare”, iulie 1944, Cernăuți, 1944; Dan Zamfirescu wrote a synthesis on the debate: *Neagoe Basarab și Învățăturile către fiul său Theodosie. Probleme controversate [Neagoe Basarab and the Teachings for his son Theodosie. Controversial Issues]*, București, 1973.

²⁴ *Viața Sfântului Nifon [Life of St. Niphon]*, ed. Vasile Grecu, București, 1944.

²⁵ Vasile Grecu, *Curs de istoria literaturii bizantine [Course of History of Byzantine Literature]*, București, 1939, p. 17.

²⁶ Idem, *La valeur littéraire de oeuvres littéraires historiques byzantines*, „Byzantinoslavica », XIV, Praga, 1953, pp. 55-81.

SUCEAVA'S STUDENTS CONGRESS FROM 1935

Radu-Florian Bruja
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: *Congresul studențesc de la Suceava, fără să iasă în evidență, a fost un succes pentru organizatori. Societățile studențești de la Cernăuți au dovedit încă o dată că sunt în fruntea mișcărilor naționaliste din țară și că au puterea creării unei baze electorale importante pentru Mișcarea Legionară. Din lucrările congresului, se pot trage și câteva concluzii asupra nevoilor și problemelor cu care studenții români de la jumătatea deceniului patru al secolului XX se confruntau. De la probleme firești precum locurile de cazare în cămine insuficiente, problema burselor, a taxelor de școlarizare până la lipsa unei perspective clare după absolvire, situația studențimii interbelice dovedește o actualitate pe care nu o discutăm aici. Apoi se remarcă o serie de probleme naționale pe care studenții le-au ridicat cum ar fi raporturile cu minoritățile, problema sectelor religioase sau susținerea unor lăcașe de cultură cum era Teatrul din Cernăuți. Aceste probleme ne duc la concluzia că sentimentele naționaliste erau puternice în sânul tineretului, care dorea schimbarea realităților românești prin îndepărtarea elementului minoritar din viața țării și de creare a unor mecanisme sociale și politice pentru uniformizarea culturii române într-o provincie cu un mozaic etnic complex.*

Nu au lipsit nici manifestările fățișe de simpatie pentru Mișcarea Legionară, apelul la liderii dar și la „martirii” extremei drepte. Orientările ideologice, dezbaterile de opinii, personalitățile intelectuale de prestigiu și curentele politice ale anilor '30 au canalizat energiile tinerei generații, găsind expresie în toate aspectele vieții social-politice a Bucovinei. Frecvențele congrese dovedeau nu numai caracterul naționalist extremist al studențimii române ci și faptul că acesta era convins de rolul său în crearea unui embrion al societății civile urbane, intelectuale și românești. Problema naționalismului și încercările de excludere a minoritarilor din viața publică și privată a României era de maximă actualitate la jumătatea anilor '30.

This study does not want to be one related with the intellectual history of Romania between the two World Wars, but a mention of an unknown moment from the activity of Romanian studentship movement that was attracted by the right extremism. This was the only way that could solve the development's problem of Romania, as they thought. Promoting the national and cultural unity of Great Romania, the young generation, was easily attracted by the extremist movements, especially by nationalism and anti-Semitism of the right parties. As students have seen in political actions, they found a way of solving their own difficulties; the right extremists, especially the Legionnaire Movement, perceived them as the main tool to get to their goals.

The Romanian nationalism, yet before the first World War, was active mostly in the intellectual and students' circles. A visible way for the Romanian nationalism of that time was The National Romanian Christian Students' Union

(UNSCR). It was founded in 1920, as The General Union of Romanian Student Societies (UGASR), and later was renamed in 1923 as The National Romanian Christian Students' Union. This association, "the flag" for the whole Christian-orthodox students from Romania, suffered a nationalist deviation, when the fans of nationalist ideology took its leadership. In the 1930ies, it was lead by members of Legionnaire Movement such Traian Cotigă or Gheorghe Furdul and was transformed from a studentship organization into a public sustainer by the party lead by Corneliu Zelea Codreanu.

In every city with universities – Bucharest, Cluj, and later Chişinău – the students were gathered in several cultural groups and societies. In 1930 was founded The Student Center of Cernăuţi University. Even if this type of association of bucovinian students was not – from the beginning – the supporter of the extreme right parties, the crisis years worsen the wealth and conditions of living for students; also, it generated a wish for radical solutions¹. Disappointed by the failure of the democratic governs, more and more young people have become closer to the National Christian Defense League of the Legionnaire Movement. In 1935, Leon Țopa, student, and later assistant at Cernăuţi University, said, "he has all sympathy for the organization of Iron Guard and that all the studentship have to support the League and the Guard"². Starting from "the 1922 generation", the Romanian studentship expressed their wishes on various occasions such their congresses in cities with important universities as Cluj, Iaşi and Cernăuţi but also in others: Oradea, Timișoara, Arad, Chişinău, Braşov, Brăila, Craiova. The Cernăuţi students were present to all the national meetings, following the general line of thinking.³

An unknown congress of that period was that one organized in 1935 in Suceava, the ancient capital of Moldavia, a city without university at that time and without Romanian intellectual elite well defined. Organized in the same year when the party "Totul pentru Țară" ("*All for the Country*") was founded, the congress's goal was to strengthen the unity of the students for the next years. It was not very large as that from Craiova having much more, a local character, of the students from Bucovina but with invited representatives from other universities⁴. There was an important reason for the chore of location: Suceava was a small town, with less than 20,000 inhabitants and the possibility of less violent incidents than in Cernăuţi or Iaşi cities. Then, the town was the old capital of Moldavia, in its glory days and for that reason, the legionnaire nationalism could gain a good profit and evoke old great figures of the past⁵. The main organizer of Suceava congress was Dumitru Străchinaru, the president of "Students' Circle" from Cernăuţi University. The difficulties to get all approvals made him suggest that he is going to "bring together all "arrow-men" from Bucovina for the congress"⁶. The Senate of Cernăuţi University refused to approve a congress that was going to be held in the heart of Bucovina. Therefore, the Students Center of Cernăuţi asked permission of the Suceava's local authorities to hold the congress in the town. "In Suceava, we have no doubt that the good image will be positive and there will be a re-confirmation of us. We have no doubt that the local administrative authorities, the prefect and the mayor, the representatives of the church and of the education institutions will support the

studentship in the material and spiritual way, because this congress has to be a major event of Romanian brothers' ship"⁷. This was the statement of Traian Brăileanu, one of the leaders of Legionnaire Movement from Bukovina, and the sociology professor at Cernăuți University. The presence of the academics between the lines of the legionnaires is well known. Corneliu Zelea-Codreanu underlined their role: "from here it results that the first has to be the teacher then the politician" while dreaming the place where a certain type of Romanian is going to be educated.⁸

Both, the Department of internal affairs and the leaders of Cernăuți University agreed with the idea of Suceava's congress.⁹ More than this, the local authorities put at the disposal of the participants railway's wagons and the travel was, mostly, well-organized and under the eyes of legionnaire's "nests" leaders. Their accommodation was the duty of 65 Infantry Regiment from Suceava. Lieutenant Nitu from that unit offered accommodation in his place for the important guest, general Gheorghe Cantacuzino-Grănicerul.¹⁰ The congress held its sessions in the hall of Polish House during 8 to 10 of July 1935.¹¹

It has begun with a religious ceremony of priest Iarovici from Suceava, on July 8th 1935. The Congress was an important event in the history of Bucovina's Legion. They had many participants, mainly legionnaire students that revealed the intentions of the Movement regarding the students. From the beginning, dr. Ioan Țurcan took a speech on "*O reacție necesară*" ("A necessary reaction"), criticizing the political parties. He also spoke about the new spirituality that is present in the middle of the students that were adherents or sympathized with the Movement and its ideas. Finally, he spoke about the command of Corneliu Zelea-Codreanu: 'we have to give up to our own life, to decide on our own death, as our Captain taught'.¹² Reading such a message, the founding of the "death teams", at Târgu Mureș congress, one year later, seemed explicable. A Suceava police report stated the presence of clerk Ortisie Popescu¹³, the head of "St. John" monastery, at the congress. The student Leon Țopa – who represented "Junimea Society" – put the society under the Legion command. In addition, Tarasievici and representatives of similar organizations such as "Dacia", "Moldova" or another from Bucharest, Oltenia, Muntenia, Banat and Ardeal did the same. They sent greeting letters to the king, the archbishop Nicodim of Moldavia, the chief-ministers Constantin Angelescu and Ion Nistor, but to Zelea-Codreanu, A.C.Cuza, Al. Vaida-Voievod and Traian Brăileanu too.¹⁴

In the same day, they participate at a *TeDeum* for the dead legionnaires in the Saint John monastery and at a parade at the Ciprian Porumbescu monument. In the afternoon, they organized a trip to the historical sites: Zamca monastery and the Suceava Fortress.¹⁵

On July 9th and 10th, with the same host, Iarovici the priest, the lawyer Negură from Cernăuți spoke about the history of Romanian studentship.¹⁶ The problems of students from Cernăuți were general for all the country. The lack of accommodation seats in the dormitories, the conditions, the big fees and the low scholarships were frequent problems at the universities from Bucharest, Iași and Cluj. The increase of students after 1918 and the unequal dynamics of the Romanian educational system of that age were the causes of that discontent.¹⁷

In a letter addressed to the students, professor Traian Brăileanu concluded that “from the students’ movement has to born one single idea whose soul to be C.Z. Codreanu”.¹⁸ He justified the militant spirit of them, writing: “the students don’t have to get involved in politics. Well said and fair. They don’t have to do politics in a way that is done by those who don’t want them to do it”¹⁹. On July 9th there were an artistic festival and a speech given by the poet Radu Gyr. In the end, he spoke about the relation between teacher and student²⁰.

On July 10th, the speech of Nae Popescu developed a theme on the reports about the problems of church and of the religious sects. The students Sandu Pavelescu, Leon Țopa and G. Macriniuc spoke about a sensitive subject in Bucovina: the relations with the Ukrainian minority. Excepting the old problem of ‘*numerus clausus*’, the Romanian students claimed Romanian language exams for students belonging to minorities. They considered it a way to encourage the Romanians to study and to ensure the right number required by administration and public services²¹. They asked to ban the use of Ukrainian language in the religious ceremonies, to exclude the teachers that do not use Romanian language, and the closing of Ukrainian student societies²². Dumitru Străchinaru gave a speech about the economical status of the Bucovina region, accusing the Jewish community that exploited the “poor peasants whose work is ignored”²³.

There were voices that protested because of the banned “Iron Guard” and they sang “*Vouă liberalilor, Vouă țăărăniștilor, Vouă tâlharilor!*”²⁴. In this context, the student Macriniuc spoke about a new legionnaire party – the party “*Totul pentru Țară*” [All for the Country] – described as ‘an interest for all Romanians’. He also spoke about all dead legionnaires; among them was mentioned Sterie Ciumetti. The vice-president of “Student Center” of Cernăuți, Vasile Posteucă, named the “nicadori”, those who, in his opinion, have “opened the way of Romania for tomorrow”. The local authorities noted that the students that were not adherents of Codreanu left Suceava when they seen that “the Congress became a political meeting for the “Iron Guard””²⁵.

On the other side, the students debated on few other themes. Colomițchi talked about the inferior situation of Romanians in the second and third levels of activity in Suceava County. The other student, Țintă, protested against the closing of National Theatre from Cernăuți. Antoniu, the representative of “Student Centre” of Cernăuți expresses his sorrow for interdiction put on the students to participate at the “Days of Restoration”²⁶. The problem touched by the student Simion Lăzăreanu was a statement entitled “*Viața materială și nevoile studențești*” [The Material Life and the Student Needs]. He spoke about the problem of accommodation in the dormitories, about the fees and scholarships. The others students from Cernăuți – Pașcovici, Cozma, Tarasievici – and Cârciu from Iași completed the speech with their details and facts²⁷. Traian Brăileanu touched on other problems about Cernăuți University. He was not satisfied seeing students from Bucovina going for study at other universities, while – he thought – the number of Jewish students was to large. Other suggestion proposed by the Cernăuți professor was the founding of Medicine, Commerce and Polytechnics Departments in the capital of Bucovina²⁸. The last

speakers were the students from other universities of Romania. Having in view the situation and bad conditions from universities, the protests against minorities, especially Jewish one, were easily justified. Finally, those difficulties were reduced to a few, and the extreme right wing seemed to be the only one capable to solve them²⁹. When Congress ended, there were minor incidents between students and the police and gendarmerie forces³⁰. The Congress took place in the period when the student movement was passing for the level of sympathy to militants regarding the Legion of Codreanu, as it was stated at the Craiova Congress³¹.

Taking advantage of the students' presence at the congress, Zizi Cantacuzino-Grăniceru tried to open a voluntary work camp in Tișăuți village. Vasile Posteuca and 30 other young people tried to force the Gendarmerie fences to get inside the village where they wanted to build a church³². Their plan failed when the priest and an official stopped them for entering and delayed the construction of the church³³. Mardarie Popinciuc has been sent to inspect the number of soldiers that were in the village, saying he is going to visit a relative. Because their number was relatively small, they entered inside individually during the night, and after that, they met in the center of the village where they sang legionnaire hymns. They were quickly arrested and brought to Suceava, but their action was perceived "as an example in Tișăuți, that the legionnaires are here"³⁴. In general, there were no severe incidents, and the leaders asked the students to keep calm and not provoke the authorities. It was like an exercise done to prepare the following events, and Codreanu was aware of this when he stated to the students Centers "the best behavior and good will with everybody, beginning with your teachers and ending with anyone from the street. An elite fighter isn't rude, provocative, and inelegant in gestures or speech"³⁵.

In conclusion, the Suceava Congress was a success for the organizing without incidents, or severe events. The student societies of Cernăuți proved that they were strong, well organized and able to give electors for the Legion. In a short time, between July 20 and August 20, 1935, "The Free University" was inaugurated in Câmpulung Moldovenesc, as an institution organized by "Junimea Society"³⁶.

In addition, the Congress had shown the needs and the demands of the Romanian students of the mid forties of the 20th century: from the normal requirements such as accommodation in dormitories, the problem of scholarships, fees, and the lack of a safe perspective after graduation, till the national themes as those related with minorities or Cernăuți theatre. These problems bring us to the conclusion that the national feelings were very strong among the youth people. They wanted a change, the change of Romanian realities by isolation of the minorities, and the making of new social and political structures in a province where there was a complex ethnic and cultural landscape. It was evident that there was sympathy for the Legion, the veneration for the leaders and for the "martyrs" of the right extreme wing. Their ideological orientation, the various opinions, the intellectual personalities that were present and the political themes of the 1930ies have modeled the congress and the hearts of the new Bucovina generation. The influence of some university professors was overwhelming. If Nae Ionescu was the leader for all of Romania, then

Traian Brăileanu was the leader for Bucovina. His role was important. In this way, it explains his influence and presence at the manifestations. Those frequent congresses proved not only the nationalist character of the students, but the fact that they were convinced by the important role they had to play in the creation of an embryo for civil, intellectual society. The problem of nationalism and the attempts of exclusion of minorities from the public and private life were very real in the mid 1930ies.

NOTES:

1. The societies were Junimea, Arboroasa, Academia Ortodoxă , Bucovina and Moldova. For details about them, see Dan Jumara, *Societățile academice românești din Bucovina în perioada interbelice*, Iași, Junimea, 2005;
2. *Ibidem*, p.337;
3. For example, at the Congress of Craiova, in 1935, among the organizers were legionnaire students from Cernauti. See Mardarie Popinciuc, *Pentru Țară pentru Sfânta Cruce*, Buenos Aires, 1985, p.82-98;
4. Starting from 1934, there were student meetings, supporting the Legion in small towns as Băile Herculane or Râmnicu-Vâlcea, Aurelian Chistol, *România in anii guvernării liberale Gheorghe Tătărescu (1934-1937)*, Târgoviste, Cetatea de Scaun Publishing House, 2007, p.426-427;
5. Stephen the Great had an important place in the Romanian personalities gallery, see Radu Florian Bruja, *Ștefan cel Mare în imagologia legionară*, in 'Codrii Cosminului' the new edition, 10 (20), 2004, p.93-97;
6. The "Arrow men brotherhoods", started in 1906, had an important role in the process of emancipation of Romanians from Bucovina, continuing to activate after 1918. Dumitru Străchinaru has organized few events with them in 1933-1934 in Cernăuți, see Dan Jumară, *Societățile academice cit.*, p.306-310; A detailed description but a very personal one of Suceava's congress may be read in Mardarie Popinciuc, *Pentru Țară .cit.*, p.99-116;
7. In original, „La Suceava, nu ne îndoim că bunul renume nu va știrbit cu nimic, ci dimpotrivă își va primi o nouă confirmare. Tot astfel nu ne îndoim că autoritățile administrative, prefectul și primarul, apoi reprezentanții ai bisericii și ai școlii, vor da tot sprijinul moral și material studențimii, pentru ca acest Congres să fie o înălțătoare manifestare de solidaritate românească” Traian Brăileanu, *Congresul studenților bucovineni*, in "Însemnări sociologice", year I, no.2, May 1935, p.31;
8. Constantin Papanace, *Stilul personal de luptă. Concepția tactică a Căpitanului*, Bucharest, Lucman Press, 2004, p.263;
9. Suceava National Archives, Suceava National Archives, from Suceava Prefecture, 9/1935,f.72;
10. The National Central Historical Archives (from here A.N.I.C.) the part of Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.117; see also Mardarie Popinciuc, *Pentru Țară .cit*, p.110;
11. The good relations between the Romanian and the Polish student communities were well known; with this occasion, two groups of legionnaire students went to Poland for work in a camp in Spala. A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police department, 232/1935, f.142;
12. Originally, „să renunțăm la propria noastră viață, să hotărâm asupra morții noastre, căci așa ne-a învățat Căpitanul” *Ibidem*, f.116;
13. Ortesie Popescu 'a small but tough [man], with white beard just like the nobles were during the time of Stephen the Great' as wrote the student Mardarie Popinciuc, one of the

- members of "Arboroasa" comitee, imprisoned in the Austrian reign because of the letter sent to king Ferdinand, Mardarie Popinciuc, *Pentru Țară .cit.*, p.103;
14. A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.129, see also vol.II f.226-339;
15. *Ibidem*, 131, see also vol.II, f.330;
16. The complete list of the Congress was published in the local press; the most noticeable speeches were 1.The history of Student Life and, especially, of Bucovinian students. (Ioan Negură); 2. The Material Life and the Student Needs (S. Lăzăreanu); 3.The Romanian Component situation and the Schools from Bucovina (Al. Pavelescu); 4. The Ukrainian Problem (Leon Țopa); 5. The Jew Problem and Numerus Clausus (Ion Bârleanu); 6. Citizenship Education (G. Macriniuc); 7. The Church Problem and Religious Sects in Bucovina (Nae Popescu); 8. The Spiritual Orientation of Students (Ion Țurcanu), „Suceava”, 7 iulie 1935, p.1-2;
17. The situation of Cernăuți University was very well described by Zvi Yavetz, a Jew from Cernăuți and an ex-student, see Irina Livezeanu, *Cultură și naționalism în România mare 1918-1930*, Bucharest, Humanitas, p.283;
18. Originally, "din mișcarea studențească trebuie să se nască o singură idee a cărui suflet este C.Z. Codreanu" A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.125-126;
19. Traian Brăileanu, *Congresul cit.*, p.30;
20. A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.132-133; see also "Suceava", July 7th 1935, p.1;
21. Irina Livezeanu, *Cultură cit.*, p.320;
22. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.132-133
23. *Ibidem*. f.109;
24. *Ibidem*, f.116;
25. *Ibidem*, f.132-133;
26. *Ibidem*, f.116
27. *Ibidem*, f.125-126;
28. Traian Braileanu, *Congresul cit*
29. apud Dan Jumară, *Societățile cit.*, p.356;
30. A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935, f.119;
31. Michelle Rallo, *România în perioada revoluțiilor naționale în Europa*, Bucharest, Sempre, 1999;
32. A.N.I.C. Internal Affairs Department, General Police Headquarter, 232/1935,f.120, see also vol.II, f.339;
33. *Ibidem*, f.125;
34. *Ibidem*, f.116;
35. In original „o cât mai desăvârșită și mai plină de bună cuviință purtare față de toată lumea, începând cu profesorii voștri și terminând cu lumea de pe stradă. Un luptător de elită nu este niciodată obraznic, îngâmfat, provocator, necuviincios, neelegant în gesturi și vorbe” *Dosarul Mișcării Legionare*, Elisavaros Press, Bucharest, 2002, p.12;
36. Dan Jumară, *Societățile cit .*, p.184;

ROMANIA AND THE BALKAN PACT (1934-1940) A SHORT HISTORIOGRAPHY STUDY AND GENERAL CONSIDERINGS

Alexandru Osca
Universitatea Craiova

***Rezumat:** Istorici români dar și străini – din spațiul balcanic sau din afara acestuia – au abordat diverse aspecte ale relațiilor interbalcanice cu prioritate pentru primii ani după Conferința de Pace de la Paris și pentru perioada premergătoare declanșării celui de-al doilea război mondial. Amintesc doar o parte dintre aceștia: Emilian Bold, Constantin Botoran, Constantin Bușe, Ion Calafeteanu, Eliza Campus, Florin Constantiniu, Valeriu Florin Dobrinescu, Mehmet Ali Ekrem, Constantin Iordan, Gelu Maksutovici, Viorica Moisuc, Cristian Popișteanu, Dumitru Preda, Mihai Retegan, Ioan Scurtu, Antonina Kuzmanova, David Mitrovici, Milan Vanku, David Funderburk, Georges Castellan, Eduard Driault, Barbara Jelavici, Andreas Hillgruber, Hugh Seton-Watson. Relațiile militare, au o pondere restrânsă în studiile respective.*

Cunoașterea formulelor de colaborare interbalcanică din perioada interbelică reprezintă o necesitate pentru decidenții politici de astăzi, fie ei responsabili naționali, instituții europene sau mondiale. Astăzi în Balcani se încearcă diverse formule de colaborare, inclusiv în domeniu militar. Preluată critic, experiența interbelică poate oferi soluții planificatorilor din zonă. Necunoscută sau neglijată, această experiență poate să producă aceleași disfuncțiuni sau altele și mai grave.

Our opinion is that there are at least three reasons for studying the evolution of the inter-Balkan relations between the two world wars. Firstly, because during that period, the political and state entities in the region, which had been quite precariously configured as a result of the fall of the Ottoman Empire, had a trend towards their consolidation and also met an almost general international acknowledgment. The vanishing of the neighboring imperial powers (the Russian Empire and the Austro-Hungarian Empire) was a challenge to them; as a result of their answer to that challenge, the Balkan states could demonstrate to the “civilized world” that they reached a state of maturity in defining and promoting their own interests or, on the contrary, a new “monitoring” period had to be imposed until the “gunpowder barrel” was deactivated and European peace would no longer be threatened by its South-Eastern region.

The consolidation of the Balkan political and state entities was not a smooth development. It was neither a linear nor an isolated evolution process. This complex and contradictory process with many unknowns for each and every Balkan state also engaged the economic, political, cultural, and military relations among the states in the region into a similar dynamics. Secondly, a new vision on the relations among the South-Eastern European states between the two World Wars has become necessary as

soon as the access to new, first hand, sources was opened and an important volume of interpretation papers, document collections and memorial works¹ have been published.

Soon after the euphoria generated by the first post-revolutionary years, when authors coming from different fields of expertise (political analysts, sociologists, essayists, journalists) recommended the inter - wars state of affairs as “the perfect model” to be translated to nowadays Romania, the historical analysis, the critical studies started to gain relevance. The critique of the sources based on a serious analysis have revealed both the capabilities but also the drawbacks, mainly in the domestic policies of most of the Balkan countries, in this period. In their turn, the works on foreign policy contributed with a lot of information - the information deficit was obvious. Nevertheless, in the field of interpretation the action of reevaluation is far from being completed.

Thirdly, an analysis of this subject is required on the grounds of immediate opportunity; the daily reality records major events taking place in the Balkan space. From the responsible officials to the media everyone ask themselves how to diminish and put an end to these conflicts. The general impression is that of all, the very scientific factor is eliminated from the equation of conflict analysis. The result is that institutions with an European or global vocation in the management of peace are repeatedly taken by surprise and cannot explain themselves the virulence of emerging conflicts in a region that “has just calmed down.” It is more than obvious that those that want to “calm down” the Balkans are not familiar with the historical motives of the disputes and try to expediently solve them by superficial analysis. We note that the favorite formulas for this region, nicknamed “the gun-powder barrel of Europe” is *peace enforcement* or *conflict management*, which would better suggest the supporting of these conflicts rather than their remission.

It is obvious that the formula for crisis management in present day Balkans is different from the between the wars one. I don't state weather it is better or worse. The readers are connected through many information channels to this crisis and can make their own judgement. In this study, I inform the readers about another model of Balkan crisis management which was able to maintain the balance in the region for the entire period between the two World Wars.

The realities at the beginning of this century are, of course, different from that at the middle of the previous century. Nevertheless, through the insight given by the historical experience it looks obvious that the solutions of the European political leaders, including the governments of the Balkan states, answered to the imperatives of the moment and ensured a balance – even if a dynamic and precarious one – in the shadow of which consolidation and emancipation was a reality. I consider that the Balkan Pact could be rather included into that kind of regional alliances which were signed in 1921-1922 with the intention to maintain the situation defined by the Peace Treaty of Paris. As it is generally known, peace was defined by treaties and was consolidated by instruments of maintaining it. This is the reason why I am thinking at the role of diplomacy in articulating this system of central and East-European alliances which was so necessary.

In this context I am also considering the system of military relations within the Balkan Agreement which implied a certain responsibility. The difficulty of the research results from the specific of the relations and the instruments of cooperation among the Balkan allies in the military field. Any difficulty is a challenge for the researcher, mobilizes him, but also gives substance and meaning to the scientific work. We retain as a specific that the military measures have been taken much later than the political decision of signing of the Balkan Pact (february 9, 1934, Athens). It took three years of sterile discussions, untill finally, the military conventions of the Pact were signed (1937). Then, It is noted that they were the first to fail at the "live fire test", preceding with two years the "de jure" end of the alliance.

Nowadays, in the Balkans, various formulas of co-operation are tested, including the military field. The experience between the wars period can provide solutions to the planners in the region. Unknown or neglected, this experience can produce again the disorders it produced then or even worse.

The concept of regional alliances in Eastern and South-Eastern Europe is a subject of extreme controversy. Within this study, I do not concentrate on the motives that the interested governments in the region had when they made the decision to join those alliances. I felt that such a subject deserves a separate study. There is a Romanian concept concerning the regional alliances. This concept was only partially brought to life and promoted by a figure of European size, Take Ionescu. Eliza Campus, in her monograph "The Little Entente," Milan Vanku in his synthesis "The Little Entente and the foreign policy of Yugoslavia, 1920-1938. Moments and their significance," and Nicolae Dascalu in "The Romanian-Polish Relations between the World Wars" are only a few of the historians that dedicated their works to the making and functioning of the anti-revisionist alliances. From the West the role of these alliances was perceived in a different way: they were interpreted as either the alternative to the former traditional French-Russian alliance² which had the role to balance the German demographic superiority over France, or as a "sanitation barrier"³ against the danger for Europe represented by the communist ideology. In the end, as it was seen, it served mainly the interest of the communist government in Moscow which lead an abusiv domestic policy hidden to the foreign eyes.

Obviously, the goal of the Romanian diplomacy was to determine the West to assist the states of South-Eastern Europe in maintaining the *status-quo*. But, towards the end of the pre-World War II period, Britain and France, that had initially saluted the founding of the Balkan Pact, ignored its role and (after 1937) treated separately with each of the member states. Even within the alliance there was no unity of opinions. While Turkey and Greece limited the responsibilities of the Balkan Entente only to the Balkan region, and Yugoslavia limited its role to a nominal presence to the debates and the decisions of the Permanent Council, Romania intended to connect it to the others Eastern alliances "protected" by France. The European political context during the second decade of the between the world wars period did not provide Romania a wide space of maneuver.

After the Locarno agreements, France and, most of all, Britain, chose to change their European political management, choosing the appeasement policy

towards the former losers in the war. Romania remained committed to the initial concept of collective security, even if it accepted some corrections in the political tactics and tried to persuade the democratic West to denounce its “appeasement”⁴ policy. Even when the political changes in Romania brought into power a right-wing government (Goga-Cuza) that had better connections with the political circles in Berlin, the issue of a basic re-orientation of the Romanian foreign policy was not taken into consideration⁵. “The swinging policy” which was recommended later to Ion Antonescu by Dinu Bratianu in his well known wartime letters was in fact aligned to a political current well articulated in all its components which made it rather feasible⁶. Now, we find again in the specialized works a too optimistic presentation of the success of the Romanian foreign policy dedicated to the “Collective security”, as the one that best matched the national interest. Any other orientation or simple mentioning of an alternative to it was labeled “ab initio” as dangerous and hazardous for the country. The criticism regarding the “defection” of Poland (1934) and Yugoslavia (1937) that considered that they would gain from a closer relation with Germany and Italy, respectively, served, indirectly to the supporters of the Romanian governmental action, that did not give any sign of abandoning the orientation it was committed to.

The objectives of the Romanian foreign policy between the world wars were maintained, in spite of the domestic political changes. As far as the political tactics and the methods to achieve the established objectives are concerned, there were more or less obvious changes. The replacement of the minister Nicolae Titulescu (august 1936) was one of the moments when such changes occurred but, the departure of the firm Romanian diplomat marked only an improvement of the relations with Poland - frozen for a while - and increase in the distrust regarding USSR.

If we can speak about a change in the Romanian political tactics in the field of foreign affairs, during the third decade of the last century, it should be rather identified during the years 1933-1934. Only later, on May 28, 1940, change has affected the basic orientation of the Romanian foreign policy.

My statement is based on the following fact: the spirit of reconciliation among the winners and losers that emerged after the Geneva Protocol and mainly after the Locarno Agreements, enforced a new logic in the European political system where the idea of peace reinforcement made way, for the next ten years, to the diplomatic instruments and public debates within the Society of Nations. Without completely discarding its initial methods, Romania included its political action into this new orientation and became actively present in the debates of the Society of Nations (it also held the presidency of the Assembly for two mandates). Romania tried to redefine its relations with the Balkan neighbors, joined the Briand-Kellogg Pact and the other instruments that were included in this new orientation. We will see that, for a while, Romania and its allies (Poland and the nations of the Little Entente) reduced a lot the military component of the defensive regional alliances, changed partially the contents of the military agreements, limited the co-operation in this field to discussions and operative arrangements agreed at the level of the general staffs.

The beginning of the fourth decade (with Japan's force action in China) and mainly the acceding to power, in Germany, of a political force with a clear, stern and explicit revisionist program marked the moment of the coming back for the original kind of political action of the anti-revisionist governments in the Balkans. This decision is even more important because it represented a separation from the usual course and orientation which were managed by France and Britain.

While France maintained its commitment to the policy it had promoted for the former eight years (after the Locarno Agreement) by simulating ignorance regarding the breeches of the Peace Treaty by Hitler and Mussolini, Romania and side by side with it all the anti-revisionist states in Central and South-Eastern Europe (excepting Poland and partially Yugoslavia), - made the decision to meet the changes produced by the installation of a new political regime in Berlin by falling back to the political method in use during the first post-World War I years. Under the influence of experienced diplomats (Benes, Titulescu, Rustu-Aras), two major events take place in Eastern Europe: the signing of the Pact for the Organising of the Little Entente (February 16, 1933) and, a year later, on February 9, 1934, of the Balkan Pact. These documents make the sharp difference between the countries situated in opposite camps. This was a signal, a direct message that in the Balkans and in Central Europe the reconciliation policy had to meet, from then on, changed standards; the anti-revisionist states were prepared to ask Hungary and Bulgaria to abide by the terms of peace. According to some authors, the signing of the Balkan Pact corresponds to the phase of "multiplication" in Romania's alliance system between the World Wars⁷. They point out the novelty that occurred in the regional policy of Bucharest with the signing of the Pact for the Organising of the Little Entente and, a little later, The Balkan Pact.

In spite of being warned on the major political turn in Berlin, the British-French Block remained fixed within the framework which had been build during the preceding years⁸, inflexible to the warnings and the "counseling" of the small friends in the East⁹. That is why, the Western reaction to the forceful action of Germany, which beginning with 1934, systematically breached the Versailles Peace Treaty, was conjectural (the French-Soviet Pact sent contradictory signals), inconsistent, ineffective. Even the direct hit given to France and the Locarno Agreements, after the occupation of Rheinland by the German Army was not able to convince the democratic West and to mobilize it towards a strong retaliatory action. "The Stresa Front" had also consumed its energy into sterile discussions¹⁰.

A new change in the foreign policy of Romania is recorded after the fall of Cheko-Slovakia and the dismantling of the Little Entente. In spite of appearances, the dismantling of the Little Entente had a serious impact on the Balkan Pact.

In the end, they were not able to keep themselves outside the kind of foreign policy that was sanctioned by the Great Powers in Europe and in the summer of 1938 (July 31) as a result of the Salonik Agreement, the Balkan Pact accepts the re-arming of Bulgaria, giving its consent to an action that had taken place *de facto* many years before.

At that time, the appeasement policy was generally present in Europe.

The period of re-synchronization of the Romanian foreign policy (and its Balkan allies) to the British-French political orientation (which began with the signing of the Salonik Agreement on July 31, 1938), had a very short life. After March 1939, France and even more Great Britain make the decision to denounce once and for all the appeasement and conciliation policy at Berlin's the acts of force and to sanction in the sternest way the new attempt of the Fuhrer to place Europe before an already completed deed.

This time, the allied Balkan governments will not follow this policy of the Great Democratic Powers (excepting Turkey, Romania and Greece that accepted the unilateral British-French guarantees), they did not even completed the "study" phase on the consequences of that Western decision. Under the pressure of the ongoing European developments, where the actors were the Great Powers, they fell back under the precarious political formula of "neutrality", trying to keep themselves away from any of the camps which were involved into open conflict. In the outcome, the neutrality did not provide them safety and, going on with the policy of understanding with the neighbors in the region, they ended by proposing new concessions to Bulgaria (encouraged by Britain or France or as a result of their own judgement) based on the desiderate of "extracting" the Balkans out of the equation of the war.

As a result, after the Cheko-Slovak "shock" (October, 1938 and mainly in March 1939) the Balkan states didn't have any more political resources for a "confrontation" with the traditional enemies. Finally, they decided to answer favorably, in concessive manner, to most of their neighbors' demands. In this context, Germany and Italy force their own political and economic interests into the Balkans.

The firm decision of London and Paris, after March 1939, to admit no further German provocation without a unequivocal answer found the Balkan states (excepting Turkey) concerned with maintaining their neutrality from both sides engaged into a conflict that had become imminent. The initiative of founding a "Balkan Block of the Neutrals", proposed by Grigore Gafencu – the president of the Balkan Agreement – was a futile attempt to keep alive a precarious political organism at the price of changing its basic original role.

The Balkan Agreement did not necessarily represent the expression of the superior level of integration attained by the Balkan community, as would have desired most of the delegates participating in the Balkan Conferences, in the early 30's. By taking over very little from the spirit of the Conferences, the alliance rather divided the states of the region. It was going towards a different direction from the evolutions that had been legitimated at an European level during the previous ten years (1924 – The Geneva Protocol, Locarno, Briand-Kellogg Pact, The Convention for Defining the Aggressor, Rio de Janeiro Treaty). From this perspective, it can be stated that the Balkan Pact corresponded to the moment of the breaking of the balance, the change of the power balance between the anti-revisionist and the revisionist currents. It was a warning, a reaction to the utterly inappropriate response of the Western democracies to the changes that occurred in Berlin in January 1933.

The Romanian historical literature was generous on this issue.

The foreign historians have also approached many subjects of interest about the Balkan space but, none of them has ever dedicated a developed study focused on the Balkan Agreement itself. Retains the attention Rene Ristelhueber with his *Histoire de Peuples Balkaniques*, Paris, 1950, a very extended work (500 pages) including a special chapter¹¹ (V) about the Balkan states during the period between the World Wars. We remark the suggestive maps included in the aforementioned study and also the chronology of the important events from the entire Balkan space. Chapter VI (or rather a part of it) also of interest: Before the Balkan War. Referring to the international policy of the majority of the states in the region, the author states that it "... reaches an aggregate of conventions aimed at integrating the peninsula into a wide system designed to maintain the peace in Europe."¹² He gives a particular appreciation to the Romanian foreign policy, which he calls "genuine European"¹³, and he considers Nicolae Titulescu as "one of the most popular figures in the Areopagus of Geneva"¹⁴.

About the other Balkan states he believes that they do not have the will to develop a foreign policy beyond an purely regional interest¹⁵. The author did not develop very much the his assessments concerning the Balkan Agreement but, he considered it as "a purely defensive organization, designed to maintain the status-quo..."¹⁶ in the region. It is interesting to mention the connection Rene Ristelhueber makes between the German-Soviet Pact of August 23, 1939, and the situation in the Balkans: "The signing of the German-soviet agreement produced a feeling of panic in the Balkans, especially in Bucharest. The Balkan Agreement, that had been encouraged by Russia, lost in its eyes any reason to exist. From now on, it was nothing more than an abstraction without substance."¹⁷

Very interesting pieces of information about the relations of France with the Balkan area are partially presented by Pierre Renouvin¹⁸ and more elaborated by Rene Massigli¹⁹, who also illustrates the efforts of the members of the Balkan Agreement for adapting to the realities of the war. Rene Massigli, marked by the atmosphere of suspicion which is specific to the great events, believed that the "Balkan Block of Neutrals" is a petty politics maneuver of Von Papen, the German representative in Ankara²⁰. After some assessments not quite in agreement with the real meaning of Romania's official policy, he conducts a correct analysis of the way that part of the Romanian political establishment understood the value of the tri-party British-French-Turkish Treaty of September 19, 1939, and Bucharest's hopes in the effectiveness of this political instrument. Massigli, an opponent of Munich (and all what it represented) seems to make a severe analysis regarding the actions of his country's government. His descriptions (many of which quite subjective) of the foreign policy of certain Balkan countries are supplemented by those of the French minister in Belgrade who for three years (1937-1940) has kept an almost daily diary on all the important events in the Yugoslav capital and more. Surprising analyst, quite impartial, the latter proves severity and sarcasm regarding the French authorities supported by the Popular Front²¹. He noted on January 26, 1939, that the French written media "commits an error while attempting to present Romania as the last stronghold of French influence in Danubian Europe."²²

The recent foreign historical literature provides interesting information and interpretation concerning every Balkan state and, in a certain measure, about the relations among them. Very useful for understanding the Balkan issues is *The Little Entente and the Foreign Policy of Yugoslavia 1920-1938*, (Bucharest, 1979) of the Yugoslav historian Milan Vanku, a researcher with a good knowledge of the contemporary history of the Balkan communities. As the author specifies "... the new states (Yugoslavia, Ceko-Slovakia and Romania) made the decision to associate in an alliance..."²³ "in order to defend themselves against the attempts of changing the terms of the peace treaties."²⁴ Milan Vanku presents the circumstances of the founding of this defensive block, and the interpretation he proposes regarding the risk factors and the compensation of the security deficit for the three allied countries (with a reference to the Little Entente).

Milan Vanku presents a solid argumentation regarding the role of the Little Entente for signing The Balkan Pact²⁵ during the reunion of the Permanent Council in Zagreb on January 22, 1934. On the other hand, he considers the founding of the Balkan Agreement as an expansion of the security system towards Southern Europe²⁶, the Pact being "... an important factor in the effort of the small and medium size states to assert an unitary political concept with the goal of defending the territorial *status-quo*, the peace and security."²⁷

The monograph of Milan Vanku contains the important excerpts from the memoirs of the former strong hand in Belgrade, Milan Stoiandinovi, "*Ni rat, ni pakt. Jugoslavia između dva rata*" (Neither war, nor pact. Yugoslavia between the two World Wars, Buenos Aires, 1963), from which are retained the motives of the signing by Yugoslavia of the friendship treaties with Bulgaria and Italy, respectively, and their impact on the Balkan Agreement at the beginning of 1937. The main ideas are reiterated by the author in the synthesis *Nicolae Titulescu - promoter of the peace and cooperation policy in the Balkans*, Bucharest, 1986 which includes a very extended introductory analysis (25 pages) of Viorica Moisuc. The author of the synthesis, acknowledging the role of Nicolae Titulescu in the articulation of a credible system of alliances in Central and South-Eastern Europe, warns on his excessive availability in acknowledging France as a "guarantor" ("support point") of the aforementioned system. He mentions the words of Atatürk: "Rather than helping us, France wishes to help herself."

The other monograph, "*Nicolae Titulescu*"²⁸ by Walter M. Bacon Jr., represents a modern, very useful interpretation. Walter M. Bacon Jr., who studied in Romania, uses the figure of Nicolae Titulescu as a pretext to project the Western view on the Balkan reality, thus succeeding in demonstrating that disregarding the moment the Balkanians were not able to act "free from the control" of France, Germany and Italy. The Balkan Pact is viewed by the author as the result of the most direct determination of Titulescu. Bacon Jr. insists on the inter-Balkan diplomatic "carousel" of the year 1933 (which he explains as a result of the insistent request of France) which materialized into repeated assemblies, meetings and contacts among the chiefs of state, prime ministers and chiefs of the of the diplomacies in the region. He describes the Turkish-Greek uneasiness, to which the Romanians joined soon,

when facing the perspective of a Bulgarian-Yugoslav alliance, a fact that explains the rush of Titulescu and Rustu-Aras in the negotiation and the signing of the Pact. The author considers that Titulescu achieved then “the most exhausting diplomatic action.”²⁹

Bacon Jr. noted the assessment of Eliza Campus³⁰ who states that the Balkan Agreement was rather a regional understanding for securing and maintaining peace than a security system. He also presents the opposite interpretation supported by Stavrianos (in “Balkan Federation”, page 240) and Theodore I. Gashkoff (in “Balkan Union: A Road to Peace in South-Eastern Europe, New York, 1940, page 216”) according to which the Balkan Pact was undoubtedly aimed at Bulgaria and Albania³¹. He concludes, a bit risky, that if Titulescu had not seized the power, Carol would have followed the course of his own preference and, as a result, closer relations with Germany³² could be produced.

Otherwise, in the entire work and mainly in the rich critical contents, the author gives an exaggerated importance to the matters of personal nature on the development of events. One has to accept that even if they did not really had the importance suggested by the author yet, they could not be completely ignored: “... the fact that Carol was fascinated by “what was German” did not pass unnoticed. He admired the uncomplicated order of fascism that was such in a sharp contrast with the disorder that reigned in Romania’s political life. He had a soft spot for the military insignia ... He admired the German discipline in the field of raising children and copied the Nazi organization “Hitler Jugend” with his “Homeland’s Watch”.”³³

We retain also, the book of Jean Marie Le Breton, who is not a historian but a diplomat. The idea that an ambassador on mission in the region of “Middle Europe” develops an analysis of the history of a few communities and states is highly appealing (Jean Marie Le Breton was the ambassador of France in Bulgaria, Romania and Portugal). In his book *Central and Oriental Europe between 1917-1990* (Bucharest, 1996) he refers to Poland, Yugoslavia, Romania, Albania, Hungary and Cheko-Slovakia.

I do not insist on the importance of the information he offers to the reader in his attempt to develop a parallel history of the Eastern-European communities. Otherwise, the author advances some very original conclusions that reveal his training as a political analyst. The editor has proposed in the design of the book’s cover a design including the heraldic shields that the four Balkan states had between the World Wars and with the title “Entante Balkanique” written on the imprint of the design. Obviously, any researcher would have expected to find an analysis of the author on the Balkan Agreement. Regrettably, such expectations are not fulfilled at all. Nevertheless, the book is useful for my thesis because Jean Marie Le Breton proposes extremely stimulating interpretations. As an example, he proposes an interesting conclusion: “The destiny of Middle Europe is played not only in Paris, Bonn, Moscow, London or Washington. It is also played in Tirana, Bucharest, and Sofia, in Zagreb, in Belgrade, in Budapest and in Prague.”³⁴

Referring to the topical interest of a regional cooperation formula (“We have in mind the Vishegrad Group ... the formulas innovated by the Italian

diplomacy during the mandate of Giovanni de Michelis, the efforts undertaken in 1986 for organizing an inter-Balkan cooperation”³⁵), Jean Marie Le Breton concludes: “In short, the idea of regional organizations is coming back. *The period between the World Wars reminds us their limitations* (underlined by A.I.O)”. Eager for defending an existing order, they did not resist when the conditions of the global balance were changed.”³⁶ Excellent, there is now an opportunity to meditate for all those who have a very critical attitude regarding the anti-revisionist alliances between the World Wars. They consider them, unjustified, simple diplomatic exercises having no relevance for the Balkan crisis management model between the World Wars.

I was able to find very interesting information and interpretations in the works and studies dedicated to the bilateral relations, either between countries in the region or between the Great powers of the period and Romania. I mention as a special remark the contributions of Valeriu Florin Dobrinescu, together with Ion Patroiu, Gheorghe Nicolescu, Doru Tompea, Ion Constantin, Ionel Sârbu to the elaboration of very well documented synthesis on the Romanian-British, Romanian-Italian, Romanian-French relations. I remark also the recent work of Petre Otu, *The Anaconda's embrace* (Bucuresti, 2007)

Information and evaluations about the Balkan Agreement are present in all these works in special chapters and sub-chapters because, the authors have connected with professionalism the bilateral relations between the Great Western Powers and Romania to the inter-Balkan relations.

Interesting evaluations are also the valuable synthesis “Romania and Nazi Germany. Romanian-German Relations between the Political Commandments and Economic Interests (January 1933 - March 1938)”, of the historian Ioan Chiper. More realistic and objective in his assessments, regarding the action of Nicolae Titulescu which is considered by many authors as anti-German, Ioan Chiper states: “His attitude was designed to show, not only to Berlin that the security augmentation he sought was not anti-German a priori, but also to the domestic political groups that, in fact, Germany had no intention to engage into guaranteeing either Romania’s security or Europe’s peace.”³⁷ This assertion demonstrates once more how complicated the equation of peace in the Balkans really was.

The Balkan Pact - together with its implementation instruments, political and military - is the subject that I have been working on since 1992. Under the guidance of Professor Ioan Scurtu, I completed the my license paper on this subject which I published slightly reorganized together with Gheorghe Nicolescu with the title “*A Balkan Crisis? Treaties, Military Agreements and Secret Protocols (1934-1939)*”, in 1994.

¹ Those from the list of references, with a special remark for Grigore Gafencu, Political Notes, Bucharest, 1991.

² A.J.P. Taylor, The Origins of WWII, page 39.

³ Jean Marie le Breton, Central and South - Eastern Europe, 1996, page 24-27.

⁴ Mihai Retegan, In the Power Balance, Bucharest, 1997, page 97-98.

⁵ Ioan Talpes, Diplomacy and Defense, 1933-1939, Bucharest, 1988, page 201-202.

⁶ Gheorghe Buzatu (coordinator), Titulescu and the Strategy of Peace, Iassy, 1982, passim.

⁷ Mihai Retegan op.cit. p.16, Milan Vanku, The Little Entente and the Foreign Policy of Yugoslavia, 1920-1938, Bucharest, 1979.

⁸ A.J.P. Taylor, *op.cit.*, p. 33-37; 39

⁹ Ion Patroiu, Valeriu Florin Dobrinescu, *Romania and Britain in the thirties*, Craiova, 1997, page 79-84.

¹⁰ A.J.P. Taylor, *op.cit.*, p. 58-74

¹¹ René Ristelhueber, *Histoire des peuples balkaniques*. Le Grandes Études Historiques, Librairie Arthème Fayard, Paris, 1950, p. 346-380

¹² *Ibidem*, p. 375

¹³ *Ibidem*, p. 377

¹⁴ *Ibidem*

¹⁵ *Ibidem*, p.378

¹⁶ *Ibidem*, p. 379

¹⁷ *Ibidem*, p. 392

¹⁸ Pierre Renouvin, *Histoire des Relations Internationales. Les crises de XXIème siècle*, Tome huitième, II-Partie, Hachette, Paris, 1955

¹⁹ René Massigli, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara 1939-1940*, Paris, Plon, 1964

²⁰ *Ibidem*, p. 323

²¹ The Nantes Diplomatic Archives Center (C.A.N.D.), The Bucharest Legation, file 66, page 1-34.

²² *Ibidem*, f. 10

²³ Milan Vanku, *op. cit.*, p. 21-23

²⁴ *Ibidem*

²⁵ *Ibidem* There is a sub-chapter in the paper dedicated to this project (p. 95-99)

²⁶ *Ibidem*, p. 97

²⁷ *Ibidem*

²⁸ Walter M. Bacon Jr. Nicolae Titulescu, Iassy, 1999

²⁹ *Ibidem*, p. 111

³⁰ *Ibidem*, p. 120

³¹ *ibidem*, p. 131

³² *Ibidem*, p. 191

³³ *Ibidem*

³⁴ *Ibidem*, p. 8

³⁵ *Ibidem*, p. 288

³⁶ *Ibidem*

³⁷ Ioan Chiper, Romania and Nazi Germany. Romanian-German relations between Political Commandments and Economic Interests (January 1933-March 1938), Bucharest, 2000, page 121.

*Alexandru Oșca, Gheorghe Nicolescu, A Balkan Crisis? Treaties, Military Agreements and Secret Protocols (1934-1939), Pitesti, 1994.

MUZEOLOGIE. ARHIVISTICĂ. CONSERVARE

INVESTIGATION OF SOME 17th LEATHER FRAGMENTS FROM SUCEVITA MONASTERY

Doina Creangă
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: *Lucrarea prezintă cele mai importante analize fizice și chimice efectuate pe pielea a două strane din secolul XVI-XVII, aflate în Muzeul Mănăstirii Sucevița. Investigațiile fizice au arătat că meșteșugarii au folosit piele de bovină (cornute), tanată vegetal, în timp ce analiza compoziției a relevat starea precară de conservare a pielii. Deshidratarea, pierderea elasticității, murdăria datorată rolului pe care-l au, pierderile de materie, ruperea sunt printre cele mai frecvente tipuri de degradări.*

Conservation state of pieces

The pieces, preserved in the main exhibition of Sucevita Monastery Museum, require an immediate intervention, because of their advanced state of deterioration state.



Photo1. Ensemble Analog/Sucevita



Photo2. Ensemble Analog/Sucevita

The leather covering the book's support (the mobile part) has 70% losses of material at the lower part (be ringed), and an advanced level of degradation:

dewatering, dirt and dust deposit (wax, smoke, fats), green leather surface peeling, holes caused by boring insects, discolorations, grazes especially on selvages, absence of some clamping elements.

The leather that covers the plane wood surface under the mobile part of the Lectern is extremely fragile and brittle due to advanced dewatering of leather. Besides, it is rendered on about 30 cm, presents dirt and dust deposit, discolorations, numerous grazes, holes of boring insects, losses of material and of many clamping wood elements.

Physical investigations

From preliminary physical investigation at macroscopic and microscopic level, the analyzed leather has the aspect of bovine, more likely vegetable tanned in the technique used at that time. The typical aspect of the green surface bovine leather was observed (in a slightly altered form due to damages), examination being made by comparing the stereomicroscopic images of the sample with a reference. (Photos 2, 3)

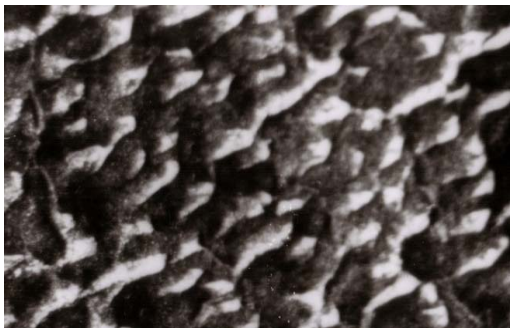


Photo 2. Sample bovine leather



Photo 3. Sample Lectern leather

The vegetable tanning was the prevalent technique used until chrome-tanning technique appeared in 1835. From both the aspect, color and the quality of leather and by considering the techniques used at that time it could be supposed that the leather was vegetable tanned. More detailed studies are needed in order to identify the type of substance used for tanning, the respective results and methodology being the subject of a future presentation.

Chemical investigation of the adhesive

The results of chemical investigation (made by FTIR spectroscopy) for the adhesive used for the leather attachment to wood holder comes to support the idea that protein based glue was used. This was observed according to the signals after subtraction of calcium carbonate spectrum (Fig 1 and Fig. 2). This was needed due to band overlapping in the 1400 cm^{-1} region. However, even if the typical protein bands (≈ 1660 ; 1550 ; 1460 cm^{-1}) could be distinguished, it is difficult to attribute them to protein glue, as the same spectra is also typical for protein in leather.

On the spectra obtained, it could be also observed that no bands characteristic for vegetable glue (starch or other similar) are present.

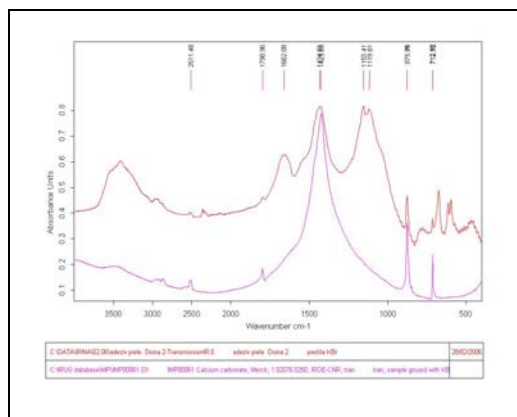


Fig. 1. Spectra corresponding to calcium carbonate

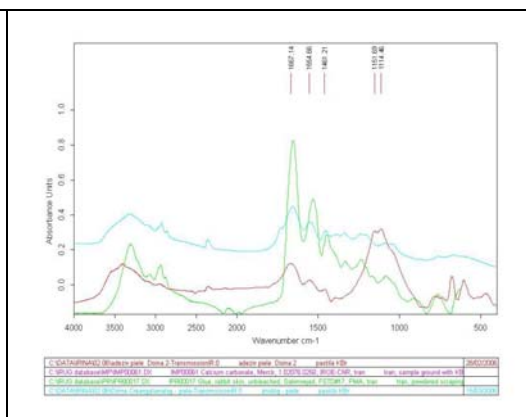


Fig. 2. Spectra of glue used for attaching the leather to wood.

Analysis were performed by is Fourier Transformed Infrared Spectroscopy (FTIR), transmitting mode, samples being mixed with KBr and analyzed in pellets. Results are obtained by interpreting the infrared spectrum acquired. This technique is limited at the compounds with characteristic bands in Mid-IR area (4000/400 cm⁻¹). This does not exclude the presence of other compounds, under the detection limit of the method, or the presence of some compounds that do not positive rejoin in mentioned area. Samples are usually analyzed with complementary techniques in order to obtain a certain result but in this case no other technique was available.

Chemical investigation for composition

The chemical investigations were performed in order to obtain information on the type and quality of tanning and the conservation state of the Lectern's leather.

Chemical investigations were made by direct estimations in standard terms. In order to determine the conservation state of the piece according to leather composition, the results are displayed by comparison with two new, model prepared vegetable-tanned (chestnut tree and quebracho).

Results are displayed in the table below:

No.	Characteristics	Sample 1	Sample 2	Sample 3
1	Humidity	12,76	14,06	14,77
2.	Leaching substance	5,07-5,81*	12,24-14,24*	9,71-11,39*
3.	Total ashes	5,40-6,57	1,62-2,20	0,92-11,39
4	Insoluble ashes	0,92-1,12	1,14-1,55	0,44-0,58
5.	Dermal substance	49,23-59,91	50,3-68,25	53,11-70,33
6.	Total soluble substance	12,53-15,25	2,07-2,81	2,18-2,89

7	Mineral soluble substance	4,48-5,45	0,48-0,65	0,48-0,64
8	Organic soluble substance	8,05-9,8	1,59-2,16	1,70-2,25
9	Tanning substance	19,49	21,78	21,49
10	Tanning parameter	39,59	43,30	40,46
11	pH of aqueous extract	6,3	5,3	5,0
12	Shrinkage temperature	66°C	84°C	76°C

*The values of ashes, nitrogen, dermal substance, and total soluble substance, mineral and organic soluble substance are reported to the leather free of humidity and leaching substance, and those for leaching substance to the leather free of humidity

Sample 1 – fragments from Lectern's leather from Sucevița

Sample 2 – new bovine leather quebracho-tanned

Sample 3 – new bovine leather chestnut tree-tanned

According to the data presented, the following observation could be made:

- the leather sample has a relative suitable content in dermal substance, which proves a few dermal substance losses, the collagen fiber having a rather good conservation state;
- the low level of the leather's content in fat leaching substance is good correspondence with the restorer's observations, the leather being very dry;
- comparing with the new hides, the low level of the shrinkage temperature prove the degradation and detaining of the Lectern's leather';
- the values of the soluble substance and those of pH denote an increase in susceptibility of the ancient leather to a new fungus attack, in auspicious conditions of humidity and temperature, which could be also confirmed by biological investigation.

Biological investigation

In the case of the Lectern preserved in Sucevita Monastery Museum the biological investigations were aimed to distinguish the material susceptibility at molds and the identification of the fungal types that grew there.

The leather has no an active fungal attack but, because of it's stiffness, the low of extractive fats and because the slightly acid pH, it can be supposed that these characteristics occurred after fungal surface attack in the past.

The fungal growth on the objects in a museum is caused by airborne fungi conidia – the hyphae may penetrate the porous substrate but do not digest their way into it. They may utilize sugars commonly used as fillers or free amino acids left by the tanning process between the collagen fibers. The fungi are only utilizing the amino acids freed by the bacterial degradation of the collagen, being often associated with badly degraded wet leather. The collagen may also have become soluble due to a chemically or physically deteriorating environment. There are a few fungi that can

break down the collagen – these are usually related to the tanning process during which the soaked raw hide is stored wet before tanning for long periods.

The attack of microorganisms varies depending on whether the skins were tanned or not. Bacteria under conditions of high humidity attack untanned skins. Tanned leathers are not readily subject to bacterial attack, but are degraded by fungi. Usually, after tanning, leather has a pH of about 3 to 5, which is more suitable for fungal growth, who require usually an optimal pH between 4 and 6. Vegetable-tanned leathers are more susceptible to fungal growth than chrome-tanned types because they contain some amount of glycosides.

Fungi that attack tanned leather often belong to lipolytic species and utilize the fats present in leather as a source of carbon. In this case the proteins are not directly affected, but can be damaged by organic acids released as a metabolic end products and the artifact becomes stained and stiff. The principal effects of microbial deterioration on proteic materials are the presence of different stained spots, loss in tensile strength, and, if the proteins are attacked, hydrolysis of the leather appears.

BIBLIOGRAPHY:

1. Doina Maria Creangă, *Conservarea, investigarea și restaurarea bunurilor de patrimoniu pe suport din piele*, Editura Universității Suceava, 2006.
2. Moldoveanu Aurel, *Conservarea preventivă a bunurilor culturale mobile*, Editat de Centrul de perfecționare a personalului din cultura și artă, Bucuresti, 1998.
3. *** *Standard Test Method for Mold Growth Resistance of Blue Stock Leather*

LA PRÉSENCE DU LIVRE DE BLAJ DANS LES FONDS ET LES COLLECTIONS DE LA BUCOVINE HISTORIQUE¹

Olimpia Mitric
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Rezumat: *Circulația cărților, reconstituită îndeosebi prin intermediul însemnărilor marginale păstrate pe filele lor sau a altor mărturii documentare, constituie unul din capitolele cele mai interesante din istoria culturii. O bibliografie bogată încearcă să surprindă semnificațiile pe care le implică circulația cărții în Evul Mediu cultural românesc, nu numai dinspre Țara Românească și Moldova spre Transilvania, ci și invers, în ciuda multor opreliști. Despre circulația cărților transilvănene dincolo de Carpați s-a scris mai puțin. Noi contribuții, în sensul acesta, se aduc în articolul de față. Se au în vedere exemplarele de carte veche (identificate până în prezent) imprimate la Blaj, cu circulație în Bucovina istorică și în zonele limitrofe (identificate în inventare vechi de arhivă sau atestate documentar în periodice și monografii), și cele care se păstrează astăzi (24 de titluri în 98 de exemplare), în cele mai cunoscute fonduri și colecții de valori bibliofile din județul Suceava: Depozitul centralizat de carte veche din incinta Mănăstirii Teodoreni din Suceava, mănăstirile Putna, Sucevița, Dragomirna și „Sf. Ioan cel Nou de la Suceava”, muzeele „Samuil și Eugenia Ioneț” din Rădăuți, „Arta lemnului” din Câmpulung Moldovenesc, Muzeul de Artă „Ion Irimescu” din Fălticeni, Biblioteca Universității „Ștefan cel Mare” din Suceava, Direcția Județeană a Arhivelor Naționale. Toate aceste exemplare sunt descrise în Catalogul publicat de autoarea articolului [Cartea românească veche în județul Suceava (1643-1830). Catalog, vol. I-IV. Cuvânt înainte de prof. dr. doc. I. C. Chițimia, Suceava, 1992-1995; ed. a II-a, revăzută și adăugită, Suceava, 2005]. Pentru cei interesați de circulația cărții de Blaj, de frecvența unor titluri, în Anexă, se prezintă titlurile cărților cu circulație în Bucovina istorică, în trecut și astăzi, în total 111 exemplare. În concluzie, fără a se mai descifra și alte posibile semnificații, se afirmă că tipărișturile blăjene, toate cărți liturgice, și-au împlinit menirea și dincolo de Carpați, ajungând în mod special în biserici sătești, unde lipsa de cărți era mai mare. După cum se știe, în Moldova, pe tot parcursul secolului al XVIII-lea și până la instalarea tipografiei de la Neamț (în anul 1807), a existat o permanentă lipsă de cărți tipărite. Numai tipografia Mitropoliei din Iași a cunoscut activitatea cea mai bogată, deși cu întreruperi, pe când celelalte tipografii, din cadrul Episcopiei de la Rădăuți, cele particulare conduse de Duca Sotiriovici și Mihail Strilbișchi, cu importanță în peisajul culturii românești, au constituit episoade efemere.*

Sans doute, la circulation des livres, reconstituée surtout à l'intermédiaire des notes marginales qui se sont gardées sur leurs feuilles ou des autres témoignages documentaires, constitue un des chapitres les plus intéressants de l'histoire de la culture. Elle a été toujours un facteur actif dans le maintien de la conscience nationale et de langue, dans la formation d'une culture roumaine unitaire. A cause de cela, la nécessité de cataloguer tous les fonds et les collections de manuscrits et d'imprimés s'impose, parce que seulement de cette manière on pouvait connaître le contenu des

notes marginales. Une bibliographie riche essaie de surprendre les significations qu'implique la circulation du livre au Moyen Age culturel roumain, non seulement de la Valachie et de la Moldavie vers la Transylvanie, mais aussi en sens inverse, malgré les pièges. Il est vrai que sur la circulation des livres transylvains au-delà des Carpates on a écrit peu. Seulement les futures recherches aux détenteurs de livre ancien, pas encore exploités, et en principal la publication des catalogues, enrichiront d'une manière substantielle la littérature de spécialité.

Nous nous proposons d'apporter en ce sens une modeste contribution dans l'article ci-joint. Nous avons en vue les exemplaires de livre ancien imprimés à Blaj, avec circulation dans la Bucovine historique, ainsi que dans les zones limitrophes, attestés du point de vue documentaire (identifiés jusqu'à ce moment-ci), ainsi que ceux qui sont gardés aujourd'hui dans les plus célèbres fonds et collections de valeurs bibliophiles du département de Suceava. Le dépôt centralisé de livre ancien de l'enceinte du Monastère Teodorenî de Suceava, les Monastères Putna, Sucevița, Dragomirna et „Sf. Ioan cel Nou de la Suceava”, les Musées: „Tehnici populare bucovinene” („Techniques populaires de Bucovine”) (maintenant: „Samuil și Eugenia Ioneț”) de Rădăuți, „Arta lemnului” („L'art du bois”) de Câmpulung Moldovenesc, le Musée d'Art „Ion Irimescu” de Fălticeni, la Bibliothèque de l'Université „Ștefan cel Mare” de Suceava, la Direction Départementale des Archives Nationales.

Nous commençons avec la présentation des livres de Blaj attestés du point de vue documentaire dans des anciens inventaires d'archives ou en différentes publications, avec l'espoir que ceux-ci n'ont pas disparu complètement et qu'ils seront redécouverts un jour. A l'occasion de quelques courts stages de documentation aux Archives de l'Etat de Cernăuți, dans le Fond l'Eglise Métropolitaine de la Bucovine, nous avons découvert des anciennes Inventaires ecclésiastiques originaux (les plus anciens de la fin du XVIII-ème siècle) des églises et monastères de l'éparchie, qui nous ont surpris par leur richesse d'informations. En deux Inventaires des églises de la zone de Suceava, nous avons trouvés des imprimés de Blaj: ceux-ci étaient enregistrés dans l'Inventaire de l'église du village Stulpicani (dossier 2264); il s'agit de la feuille f. 37v., où est mentionné „un *Catavasieri* moldave (roumain – n. n.) et grec, imprimé à Blaj, la feuille en 8, 1765, faible en reliure”; des investigations que nous avons entrepris nous n'avons pas signalé cette édition, entre celles connues, comme on peut constater du précieux Catalogue d'exposition, édité récemment à Alba Iulia sous l'égide de l'Université „1 decembrie 1918” et du Musée National de l'Union². Bien sûr, il s'agit d'une faute de lire de l'unité en ce qui concerne l'année ou d'une autre confusion. Pourtant, parce que dans la description des autres livres anciens, compris dans l'Inventaire, nous n'avons pas identifié aucune faute, y inclus de datation, nous nous sommes décidés de renoncer à sa signalisation. Qui sait?! L'autre Inventaire de la paroisse de Calafindești (dossier 2272), contient un exemplaire des *Liturghii*, 1807.

Dans le même Fond, mais d'une période plus récente, s'est gradé en forme dactylographiée, de l'année 1936, l'Inventaire du Musée Archidiocésain de la Bucovine du Palais Métropolitain de Cernăuți (dossier 1762). F. 78-91; celui-ci comprend la description de 386 livres imprimés et des manuscrits, exposés dans les

chambres I-V du Musée. Entre ceux enregistrés dans la chambre IV, six titres de livres proviennent de Blaj: *Penticostar* (1768), *Octoih* (1770), *Molitvenic* (1784), *Liturghii* (1807), *Evhologhion* (1815), *Strastnic* (1817).

De *Bibliografia românească veche* (*La Bibliographie roumaine ancienne*), le II-ème volume (667), p. 449³, nous apprenons que parmi les détenteurs des exemplaires de *Catehismul cel Mare*, III-ème édition (1804), se trouvait, auprès de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, la Bibliothèque de la Faculté de théologie de Cernăuți.

En „Codrul Cosminului”⁴, dans l'article *Un Triod necunoscut*, le Dr Vlad Pașchivski <Bănățeanu> décrit un exemplaire de *Triod* (1771), colligé avec le *Strastnic* (1773), pas signalé en BRV II (ultérieurement il sera inclus en BRV IV-151). L'article, accompagné de la reproduction de la feuille de titre, est repris en „Bibliotecile noastre” („Nos bibliothèques”)⁵. Il est important que l'auteur nous donne des détails en ce qui concerne la provenance du colligé: „Le volume contenant les deux livres ecclésiastiques a été apporté par un élève boy-scout de la commune Criva, du département de Hotin, à Căminul cercetășesc (Le Foyer de Boy-Scouts) de Cernăuți et incorporé à la Bibliothèque de livres anciens roumains, fondée à ce foyer par le commandant des boys-scouts de Bucovine et de la Moldavie de Nord, Monsieur le cap<itaine> Sidorovici <Teofil>”.

Gh. Ghibănescu, en „Ioan Neculce”⁶, nous signale la présence de deux livres de Blaj (*Strastnic*, 1800, et *Triodion*, 1813), achetés par le clucier Constantin Luca, avec sa femme, et donnés à l'église „Uspenia” du village Huși (auprès de Fălticeni), en 1818, le 1-er mars. Il transcrit, aussi, les notes de donation (en fait, la même note, avec petites notifications), qui contiennent l'habituelle imprécation, adressée à celui-ci qui, non seulement serait capable de voler ou de donner à un étranger les livres, mais aussi de laisser „quelque chose pas lu ou pas chanté pendant la messe”. Pour ces éléments de nouveauté, nous avons pris la note des feuilles du *Triod*: “Ce livre, le *Triod*, a été acheté par moi (le pécheur Constantin Luca, clucier) et ma femme, Eufrosina ; ce livre a été acheté ensemble à Strastele, pour la somme de 42 lei et a été donné pour la sainte église de Huși, pour les messes de celle-ci, et celui qui aurait volé ces livres ou les auraient aliénés d'une certaine manière de cette sainte église ou aurait laissé pas lu ou pas chanté quelque paragraphe pendant la messe, celui-ci soit maudit et excommunié et toute sa vie il n'aie pas aucun but et aucune fortune malgré tous ses efforts, et que les autres les prennent de ses mains ; et on l'avait acheté, pendant l'année 1818, le 1-er mars”.

Avant 1925, un exemplaire de la *Bible* (1795) se trouvait encore à la Bibliothèque du Monastère Sucevița⁷ ; un *Triod* (1771) est signalé dans la propriété du Couvent Rarău⁸. Les dernières années, Ioana Cristache Panait tout en faisant des recherches sur le livre ancien roumain du XVIII-ème siècle qui se trouve dans la possession des églises en bois du département de Suceava, nous fait connu un exemplaire de *Catavasier* (1769), à l'église „Sf. Arhangheli” de la localité Todirești⁹.

A peu de temps après, après la finalisation de l'activité de fichier et de prise en évidence du livre ancien roumain de la propriété des plus importants détenteurs du département de Suceava, nous avons publié un article sur la présence des imprimés

transylvains dans nos collections; on y les présentait sur les titres, en ordre chronologique. A droite de chaque titre nous avons indiqué: l'année d'apparition, le numéro total d'exemplaires, les détenteurs, les nombres d'inventaire¹⁰. En ce qui concerne le livre de Blaj, de nos jours la situation n'a pas changé trop: 24 titres en 98 exemplaires (vis-à-vis 96 exemplaires en 1987). Ces exemplaires ont été décrits ultérieurement (y inclus avec la transcription des notes marginales) dans le Catalogue que nous avons publié en deux éditions dans la période des années 1992-1995, 2005¹¹. Conformément aux Tableaux A, B, avec la répartition du fond de livre selon la catégorie de détenteurs et l'endroit d'apparition (du cadre de l'Etude Introductif, p. 18-22), la typographie de Blaj se situe sur le sixième lieu (selon les centres typographiques de Iași, București, Râmnic, Neamț et Buda), mais en échange occupe le premier lieu parmi les imprimés de la Transylvanie (Sibiu, Alba Iulia, Brașov, Cluj, Bistrița). Tout en analysant les notes concernant la circulation de ces études, nous avons constaté, que le plus souvent, ils y sont arrivés par achat (moins par donation), sans savoir toujours qui les a apporté et quelles circonstances. Par exemple, un des vendeurs (mais en même temps celui qui exécutait les reliures des livres), était le célèbre typographe de Cernăuți Petru Ekhardt; de Cernăuți, de „sa maison” a été acheté un *Strastnic* (1804) pour l'église de Brăiești (Le Dépôt centralisé, inv. 6821). De l'année 1777, les habitants de la commune Straja ont acheté un *Octoih*, imprimé à Blaj en 1770 (Le Musée „Samuil și Eugenia Ioneț” de Rădăuți, inv. 1037). Quelques notes marginales nous informent sur la circulation des livres de Transylvanie, avant de passer sur les autres versants des montagnes : en l'année même de leur apparition, en 1770, un *Octoih* est acheté avec six florins, même de la typographie de Bunavestire de Blaj, par „Paștu le diacre du village Sălaj” (Le Dépôt centralisé, la paroisse «Saint Nicolae» de Liteni, inv. 488); Grozav Ion achète un *Penticostar* <1768> avec 7 florini et quatre șuștaci du prêtre Lontie de Bistrița, le mois de mars, en 13 jours, l'année 1787 (Le Dépôt centralisé, la paroisse „Sf. Nicolae” de Liteni, inv. 485).

En Catalogue, dans la présentation des exemplaires complets, nous avons eu la possibilité d'apporter des contributions à la description de BRV en ce qui concerne la pagination (*Catavasier*, 1824)¹² et les illustrations (*Penticostar*, 1768¹³; *Evanghelie*, 1776¹⁴; *Strastnic*, la III-ème édition, 1804¹⁵; *Liturghii*, 1807¹⁶; *Penticostar*, 1808¹⁷; *Evanghelie*, la III-ème édition, 1817¹⁸; *Strastnic*, 1817¹⁹).

Pour ceux intéressés de la circulation du livre de Blaj, de la fréquence de certains titres, nous présentons dans les lignes à suivre les titres des imprimés avec circulation en Bucovine, au passé, mais aussi aujourd'hui. Pour chaque titre, nous avons indiqué la position de BRV ou des autres travaux de référence, ainsi que le nombre total d'exemplaires gardés. Des informations plus complètes en ce qui concerne les exemplaires gardés dans le département de Suceava, peuvent être retrouvées dans le Catalogue qu'on vient de mentionner.

En conclusion, sans déchiffrer les autres possibles significations, nous pouvons affirmer que les 111 imprimés de Blaj, tous des livres liturgiques, ont accompli leur mission au-delà des Carpates, aussi; ils sont arrivés surtout dans des églises de village, où les livres manquaient en mode spécial. On sait qu'en Moldavie,

tout le long du XVIII-ème siècle et jusqu'à l'installation de la typographie de Neamț (en 1807) a existé un manque permanent de livres imprimés. Seulement la typographie de l'Eglise Métropolitaine de Iași, quoique avec des interruptions, a connu la plus riche activité. Les autres typographies, du cadre de l'Evêché de Rădăuți, de celles particulières conduites par Duca Sotiriovici et Mihail Strilbițki et présentant une certaine importance dans le paysage de la culture roumaine, ont constitué, pourtant, des épisodes éphémères.

La présence du livre de Blaj dans la Bucovine historique :

1. *Catavasier româno-grecesc*, 1765 <?>: 1 exemplaire.
2. *Penticostar*, 1768 (BRV IV-143): 4 exemplaires.
3. *Catavasier*, 1769 (BRV II-364): 1 exemplaire.
4. *Octoih*, 1770 (BRV II-371; IV, p. 252-253): 6 exemplaires.
5. *Triod*, 1771 (BRV IV-151): 3 exemplaires.
6. *Psaltire*, 1773 (BRV IV-152): 1 exemplaires.
7. *Strastnic*, 1773 (BRV II-382): 1 exemplaires.
8. *Evanghelie*, 1776 (BRV II-394): 5 exemplaires.
9. *Catavasier*, 1777 (BRV II-404; IV, p. 92): 3 exemplaires.
10. *Ceaslov*, La 5-ème édition, 1778 (BRV II-413; D. Poenaru²⁰, p. 216): 1 exemplaire.
11. *Octoih*, 1783 (BRV IV-179): 4 exemplaires.
12. *Molitvenic*, 1784 (BRV II- 475; IV, p. 264; D. Poenaru, p. 222): 3 exemplaires.
13. *Ceaslov*, 1786 (BRV II- 501; IV, p. 265): 1 exemplaire.
14. *Octoih*. Ed. a 4-a, 1792 (BRV II-556): 3 exemplaires.
15. *Catavasier*, 1793 (BRV II-559, IV, p. 267-268; D. Poenaru, p. 244): 2 exemplaires.
16. *Biblia*, 1795 (BRV II-595): 10 exemplaires.
17. *Triod*, 1800 (BRV II-629): 4 exemplaires.
18. *Strastnic*, 1800 (BRV IV-265): 1 exemplaire.
19. *Apostol*, 1802 (BRV II-644): 7 exemplaires.
20. *Strastnic*. La 3-ème, 1804 (BRV II-674): 9 exemplaires.
21. *Catehismul cel mare*. La 3-ème édition, 1804 (BRV II-667): 1 exemplaire.
22. *Liturghii*, 1807 (BRV II-721): 6 exemplaires.
23. *Penticostar*, 1808 (BRV II-746): 8 exemplaires.
24. *Triodion*, 1813 (BRV III-836): 1 exemplaire.
25. *Apostol*, 1814 (BRV III-845): 6 exemplaires.
26. *Evhologhion*. La 3-ème, 1815 (BRV III- 875; IV, p. 300): 10 exemplaires.
27. *Evanghelie*. La 3-ème édition, 1817 (BRV III-940): 5 exemplaires.
28. *Strastnic*, 1817 (BRV III-947): 2 exemplaires.
29. *Catavasier*, 1824 (BRV III-1205): 1 exemplaire.
30. *Octoih*, 1825 (BRV III-1242): 1 exemplaire.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES:

¹ L'ouvrage ci-joint représente le texte de la communication soutenue au symposium national **Pietre pentru zidirea românității moderne: Vechile tipărituri blăjene (1747-1830). 260 de ani de la debutul activității imprimeriei (Anciens imprimés de Blaj (1747-1830). 260 années dès le début de l'activité de l'imprimerie)**, d' Alba Iulia, 25-26 octobre 2007, dans l'organisation de l'Université „1 Decembrie 1918” et du Musée National de l'Union d' Alba Iulia.

² Eva Mârza, Doina Dreghiciu, Gabriela Mircea, *Pietre pentru zidirea românității moderne. Vechile tipărituri blăjene de la Muzeul Național al Unirii din Alba Iulia (1747-1830). La 260 de ani de la debutul activității imprimeriei din Blaj. Rememorare și expoziție temporară de carte. Catalog*, Alba Iulia, 2007, p. 14-15.

³ Ioan Bianu, Nerva Hodoș, Dan Simonescu, *Bibliografia românească veche. 1508-1830*. les volumes I-IV, București, 1903, 1910, 1936, 1944 (on abrégera, dans les pages suivantes, BRV I-IV).

⁴ Le Bulletin de l'Institut d'Histoire et de Langue de Cernăuți, I, 1924, p. 578-579.

⁵ Le Bulletin bibliografic, supplément à „Junimea literară”, Cernăuți, II, 1925, no. 1-2, p. 4.

⁶ Le Bulletin du Musée Municipal de Iași, à la rubrique Débats et communications, la fascicule 7, 1928, p. 252 și 253.

⁷ D. Dan, *Mănăstirea Sucevița. Cu anexe de documente ale Suceviței și Schitului celui Mare*, București, 1923, p. 93.

⁸ P. Gheorgheasa, *Monografia școalelor și bisericilor de pe moșia regală Broșteni, județul Suceava*, București, 1906, p. 107.

⁹ *Circulația în Moldova a cărții în limba română tipărită în secolul al XVIII-lea*, en „Mitropolia Moldovei și Sucevei”, 1972, no. 5-6, p. 423.

¹⁰ Olimpia Mitric, *Cartea românească veche tipărită în Transilvania aflată în colecțiile județului Suceava*, en „Suceava”- Anuarul Muzeului Județean, XIII-XIV, 1986-1987, p. 253-257.

¹¹ Eadem, *Cartea românească veche în județul Suceava (1643-1830). Catalog*, les volumes I-IV. Préface par le prof. Dr doc. I. C. Chițimia, Suceava, 1992-1995; la II-ème édition, revue et complétée, Suceava, 2005. (Tous les renvois ultérieurs seront à la deuxième édition).

¹² *Ibidem*, p. 287, la note 32.

¹³ *Ibidem*, p. 138.

¹⁴ *Ibidem*, p. 146.

¹⁵ *Ibidem*, p. 208.

¹⁶ *Ibidem*, p. 225.

¹⁷ *Ibidem*, p. 229.

¹⁸ *Ibidem*, p. 266.

¹⁹ *Ibidem*, p. 268.

²⁰ Daniela Poenaru, *Contribuții la Bibliografia românească veche*, Târgoviște, 1973.

DOCUMENTE

UNE EXPOSITION IMPORTANTE DE DOCUMENTS ORIGINELS (1800-1940)

Olimpia Mitric
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

Samedi, le 17 mai 2008 a eu lieu le vernissage d'une exposition plus distincte de documents et de valeurs bibliophiles, organisée pour quelques jours, dans un espace pas conventionnel, dans le Club 60 de Suceava par M. Marius Mirăuță, l'un des collectionneurs de la ville, aimant avant toutes autres choses, le livre ancien.

Nous avons eu la surprise de constater que la majorité des témoignages graphiques exposées proviennent de l'insolite Musée d'autrefois, de Arbore, fondé par un paysan authentique, Toader Hrib, passionné par l'histoire de notre peuple et impliqué, tout le long de sa vie, dans la vie de la communauté. A cause de cela, dans leurs discours, les organisateurs (Marius Mirăuță, Ovidiu Ilisei), certains des invités (Mircea Radu Iacoban, Mihai Pînzaru-PIM, Ioan Herghelegiu) ont raconté, aussi, des souvenirs liés de leur collaboration avec l'inoubliable Toader Hrib. Occasion avec laquelle nous nous sommes souvenu des tomes de manuscrits, autographes et dactylographiés (*Cronica vieții mele // La chronique de ma vie, Istoria comunei Arbore // L'histoire de la commune Arbore, Monumente istorice // Monuments historiques, Jurnalale mele // Mes journaux*), gardés dans des sous-mains, sur les étagères des rayons du Musée, auprès de quelques livres anciens valeureux, que nous avons eu l'occasion de ficher des années auparavant. Tous ces manuscrits et livres en nouvelles et résistantes reliures, nous les avons revus dans l'exposition. Leur importance est grande. On sait qu'ils ont été valorisés seulement en partie, dans le volume *Cronica de la Arbore // La chronique de Arbore*, en deux éditions soignées et préparées par Florența Albu.

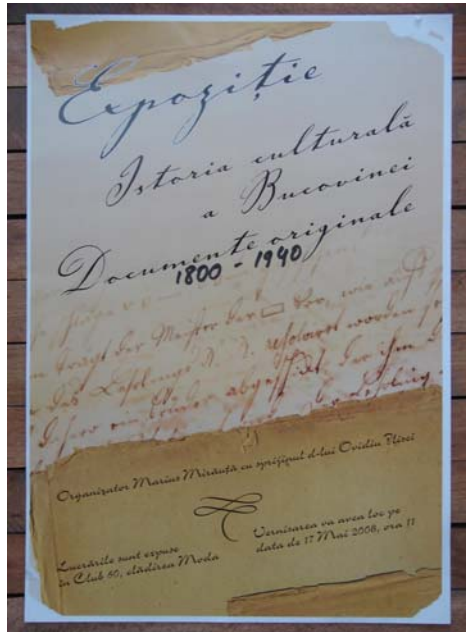
En ce qui concerne les objets exposés (dans des vitrines adaptés, certaines d'entre elles même encadrées) accompagnées d'étiquettes explicatives, une première catégorie est représentée par les documents originels, spécialement d'état civil, en parfait état de conservation, avec des sceaux et des timbres fiscaux, émis à Arbore, Solca, Cernăuți ou Rădăuți et orthographiés d'une manière impeccable dans les langues allemande et roumaine.

Des autres documents et manuscrits originels (des mémoires, des compositions littéraires, des traductions, de la correspondance) concernent l'activité de Filimon Taniac, dans sa qualité de conseiller financier de la Mairie Suceava, publiciste et président de la Filiale de Suceava du Club de la Société Académique Bucovine et Moldavie.

Les cartes postales qui représentent la correspondance entre les frères Buliga de Arbore, enrôlés dans l'armée autrichienne, sur le front du sud de l'Autriche,

dans des bataillons différents, sont impressionnants. Quelques autres cartes postales sont envoyées par l'un d'entre eux, Sava Buliga datant de la période lorsqu'il a été prisonnier en Italie.

Un Album avec des photographies de la première Guerre Mondiale provient du medecin Dominic Stanca, originaire de Cluj.



Un autre lot de documents fait référence à l'activité de la Société de modération „Trezvia” de la commune Arbore, le président de laquelle a été Toader Hrib. *Le Registre Inventaire de la Bibliothèque de la Société* (535 unités bibliographiques) nous a attiré l'attention, rédigé toujours par Toader Hrib, selon toutes les normes respectées par les grandes bibliothèques : toutes les feuilles sont numérotées mécaniquement et portent l'estampille ovale de la Société.

Nous avons pu admirer, aussi, des imprimés anciens, en grande partie des manuels scolaires, dans les langues allemande et roumaine, utilisés dans les écoles de la Bucovine, qui portaient l'ex-libris (signes de propriété), inclusivement des étiquettes des ateliers de reliure ; toutes ces choses tiennent, sans doute, du domaine de la sphragistique de bibliothèque, le délice des bibliothécaires passionnés.

Biensûr, nous attendons des autres manifestations culturelles semblables (d'ailleurs, assez rares) des collectionneurs de Suceava. Premièrement, nous devons apprécier leur désir que les objets qu'ils ont acquis le long du temps (plusieurs fois des véritables pièces archivistiques ou muséales), soient connus par un public plus large.

Traduit par Violeta-Anca Epure

TRAIAN BRĂILEANU IN DOCUMENTS (III)

Radu Florian Bruja
Universitatea „Ștefan cel Mare” Suceava

***Rezumat:** Se știe relativ puține aspecte despre începuturile politice ale lui Traian Brăileanu în Mișcarea Legionară. De asemenea nici despre mobilul care l-a convins pe sociologul și profesorul universitar de la Cernăuți să adere la extrema dreaptă românească. Naționalist și antisemit Brăileanu s-a încadrat în generația de nemulțumiți de sistemul politic democratic din România interbelică și, după un traseu politic care a inclus Partidul Poporului și Liga Apărării Național Creștine a ajuns la legionari. Se știe că pe la 1927 s-a apropiat de Corneliu Zelea Codreanu iar în 1930 era numit membru în Senatul Legionar. În partea a treia a demersului nostru vom încerca să aducem la lumină câteva aspecte ale participării sale la viața politică a Legiunii la mijlocul deceniului patru a secolului XX. Documentele prezentate în acest volum se găsesc, în principal, în Fondul Ministerului de Interne, la Direcția Generală de Poliție. Trei documente provin de la Arhivele Statului de la Cernăuți (Ucraina) și unul de la Direcția Județeană a Arhivelor Suceava.*

Ele aduc la lumină activitatea lui Traian Brăileanu ca om politic, înregimentat extremei drepte românești a cărei unul din liderii intelectuali a fost. Din documente reiese că profesorul cernăuțean era implicat în toate formele de manifestare ale naționalismului românesc întruchipat de Partidul Totul pentru Țară. Un document îl prezintă în plină campanie electorală a anului 1937 dar și pe listele Adunării Deputaților, pentru județul Cernăuți. Din alte documente reiese că autoritățile îl aveau în supraveghere pe Traian Brăileanu ceea ce însemna că reprezenta un lider de opinie a Mișcării Legionare și un pion important pe scena politică a anilor '30.

There isn't much information on Traian Brăileanu's beginning of political involvement in the Legionnaire Movement, even that reason that drove the sociologist and the professor of Cernauti University to adhere at the Romanian extreme right political wing. Nationalist and anti-Semite, Brăileanu was a part of the generation that was disappointed by the Romanian democratic system between the Wars. After an itinerary through the People's Party and the League of the National Christian Defense, he joined in the legionnaire movement. It is known that around 1927 he was close to Corneliu Zelea Codreanu and, in 1930, he was a member of Legionnaire Senate. A justification of the political step he did was his affirmation: "it is true that the democracy nowadays is the greatest danger for our state. This is not because it is a democracy, but is a democracy based on the anti-Romanian interests, and against the national Romanian state"¹.

On the other side, Traian Brăileanu declared that his legionnaire actions are directed exclusively against communism.² What remains is the fact that his personality conferred an intellectual responsibility to the Legion and brought it new adepts³. In the third part of our work will try to reveal few facts of his participation on the political life of the movement in the middle of the forties of the last century. The

documents shown on this volume can be found, mainly, in the Internal Affairs Minister Archive, and in the General Police Direction of The National Central Historical Archives. Three documents were discovered in the State Archive from Cernăuți (Ukraine) and one from The Suceava's County Archive.

They reveal Traian Brăileanu's activity as a politician of the right extremism part being one of the intellectual leaders. The documents shows that the professor from Cernăuți was involved in all the acts of expressing Romanian nationalism of the *Partidul Total pentru Țară* (*All for the Country Party*). A part of his political activity was the calling for the Romanian students that he expressed on various occasions such as students congresses, magazines as "Iconar"⁴ and "Însemnări sociologice"⁵, even in the university with the occasion of commemoration of "the 1922 generation"⁶. It is not an accident that he was considered an ideologue of the Legionnaire Movement⁷.

He was always present in the students in the working camp where he was coordinating the activities as it was in the Storojineț brick factory. Brăileanu was a fan of working camps considering them "a way for citizenship education of the new man"⁸. Even the commemoration of Ion Moța and Vasile Marin, killed in the Spain civil war, is noticed in the documents; Traian Brăileanu said about them, that they are „two men that beat the death"⁹. A document describes him during the elections campaign of 1937, but also on the deputies' list for Cernăuți county. From others, we may read that the authorities kept him under observation because he was a leader, an ideologist of the Movement, and an important chess piece on the political stage of the 1930ies.

DOCUMENTE:

1.

Direcția Generală de Poliție,
Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți
Notă, 9 iulie 1935

Festivalul studențesc din Sala Polonă din 8 iulie, la Suceava

(...)

Azi, 9 iulie sub președinția preotului Ivanovici au conferențiat:

Avocat I. Negură din Cernăuți, despre istoricul studențimii române. Profesorul Traian Brăileanu spune că din mișcarea studențească trebuie să se nască o singură idee a cărei suflet este Corneliu Zelea Codreanu.

Studentul Simionescu Lăzăreanu dezvoltă subiectul "Viața materială și nevoile studențești" despre problemele studenților.

Studentul Pașcovici protestează împotriva taxelor universitare iar studenții Cozma, Tarasievici din Cernăuți și Cârciu din Iași se referă la burse, taxe, cămine.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, vol. I inv. 2349, 232/1935, vol. I, f.126-126;

2.

Direcția Generală de Poliție

Inspectoratul Regional de Poliție, Craiova

Notă, 18 aprilie 1935

Telegramele Președintelui sudentul Cotigă:

1. Generalul Cantacuzino

2. C.Z. Codreanu

3. Al. Vaida Voevod

4. A.C. Cuza

5. Traian Brăileanu “Trimitem salutul omagial al studențimii române, adunate la Congres”.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, vol. I inv. 2349, 232/1935, vol II, f.174;

3.

Direcția Generală de Poliție,

Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți

Notă, 2 august 1935

Cu începere de ieri au sosit în tabăra de muncă de pe moșia d-lui Flondor de la Storojineț, 25 de studenți (sunt așteptați 120).

La instalarea lor a asistat prof. T. Brăileanu și V. Iașinski.

Tabăra va fi vizitată și de C.Z. Codreanu.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, vol. I inv. 2349, 232/1935, vol II, f.277;

4.

Direcția Generală a Poliției,

Notă informativă, august 1935

Revista “Iconar”, care se tipărește la Rădăuți e un ziar camuflat legionar al fostei organizații Garda de Fier.

Revista este redactată de legionari, colaboratori la “Idei sociologice” a d-lui Traian Brăileanu și se tipărește la Rădăuți pentru a scăpa de rigorile legii stării de asediu și a cenzurii.

E editată din fondurile strânse de “Legiunea Sportivă” și prin membrii ei se pune în vânzare.

Arhivele Naționale Suceava, Fond Prefectura județului Rădăuți, 88/1935, f.9;

5.

Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți
Buletin Informativ 16 august 1936

În 15 august, dl. Gen. C. Cantacuzino a inspectat tabăra de muncă “C. Grăniceru” de la Cernăuți.

Apoi însoțit de T. Brăileanu, V. Iașinschi, L. Țopa, Șerban Flondor au vizitat taberele de la Storojineț și Carapciu.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 3/1936, f.161;

6.

Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți
Dare de seamă (martie 1936)

La sediul central al Gărzii a avut loc o ședință în onoarea prof. T. Brăileanu (peste 400 de legionari având în mijlocul lor pe T. Brăileanu) pe 19 martie 1936.

“Sunt cu sufletul în mijlocul vostru, pentru că îmi plasece munca în tăcere, îmi plac faptele împlinite fără multă vorbă. Și în momentele istorice de azi, când fariseii se bat în piept pe la toate colțurile, avem nevoie de un ritm constructive al vieții noastre de stat” a încheiat T. Brăileanu.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 4/1936, f.38-39;

7.

Buletin informative

La 30 ianuarie 1936 în Cernăuți a avut loc un ceai literar organizat de gruparea “Însemnări sociologice” și “Iconar”, conduse de Traian Brăileanu.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 231/1936, f.1;

8.

Direcția Generală de Poliție,
Notă, 31 iulie 1936

În 13 iulie 1936 la Rădăuți a fost sfințit locul unde se va înălța o biserică. A fost arborat un drapel național cu semnul electoral al Partidului Totul pentru Țară.

Cu această ocazie a venit la Rădăuți și T. Brăileanu spre a vizita tabăra de muncă legionară.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 284/1936, f.68;

9.

Direcția Generală de Poliție,
Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți
Notă,

Cu ocazia zilei de 10 decembrie 1936 – aniversarea mișcării studențești – profesorul Traian Brăileanu în conferința *“Pe făgașul istoriei”* a arătat momentul psihologic care a determinat pe tinerii studenți de la 1922 să se ridice la luptă națională împotriva evreilor și comunismului.

În timpul conferinței, studentul cuzist Andronic a provocat incidente.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 284/1936, f.313;

10.

Direcția Generală de Poliție,
Inspectoratul Regional de Poliție, Cernăuți
Buletin informativ

În 17 ianuarie 1937, la Cernăuți, Storojineț, Rădăuți s-au ținut parastase pentru pomenirea celor doi legionari căzuți în Spania. Le Cernăuți a vorbit T. Brăileanu și prof. Țopa și asist. univ. Maximiu.

Legionarii au luat doliu pentru 40 de zile iar pe 17 au ținut post negru.

A.N.I.C. Fond Ministerul de Interne, Direcția Generală a Poliției, 10/1937, f.41;

11.

Ministerul de Interne
C.P.M., Cernăuți Liderii legionari din Cernăuți supravegheați de Poliție

Traian Brăileanu, Constantin Țopa, Traian Maga, I. Becleanu, V. Posteuca, I. Țurcanu, Dragoș Grigoraș-Suceveanu, I. Negură, Constatnin Lupu, Ștefan Tăutu, Liviu Rusu, Em. Vasilovschi, Traian Ionescu, Mircea Onciul, Traian Galeriu, M. Cruceanu, Silviu Zugrav, Radu Eduț, Slujanschi Barbu, M. Grigoresei, Constatin Briceagă, Emil Chindriș, Filon Lauric.

Arhivele de Stat ale Regiunii Cernăuți, Fond Chestura de Poliție a orașului Cernăuți, inv. 38. d.10.222, f.77;

12.

(...) Lista electorală nr. 3 Camera Deputaților decembrie 1937, Cernăuți

Traian Brăileanu
 Ilie Gârneață
 Constantin Țopa
 Maga Traian
 Grigoraș-Secevean Traian
 Cepișcă Nicolai
 (...)

Arhivele de Stat ale Regiunii Cernăuți, Fond Chestura de Poliție a orașului Cernăuți, inv. 38., d.205, f.3-7.

13.

Notă informativă, 14 decembrie 1937

(...)

În 5 decembrie, în Ostrița, profesorii Țopa și Brăileanu au făcut propagandă Partidului Totul pentru Țară.

Arhivele de Stat ale Regiunii Cernăuți, Fond Chestura de Poliție a orașului Cernăuți, inv. 38. d.10.222, f.111;

NOTE:

1. Traian Brăileanu, *Memorii. Statul și comunitatea morală*, edited by Dan Dungaciu, Albatros Press, Bucharest, 2003, p.14;
2. Radu Ioanid, *Sabia Arhanghelului Mihail. Ideologia fascistă din România*, Diogene Press, 1994, p.80;
3. Armin Heinen, *Legiunea „Arhanghelul Mihail”. Mișcare socială și organizație politică. O contribuție la problema fascismului internațional*, Humanitas Press, Bucharest, 1999, p.160;
4. Mircea A. Diaconu, *Mișcarea „Iconar”. Literatură și politică în Bucovina anilor '30*, Timpul Press, Iasi, 1999;
5. The first issue was in April 1935, see Horia Sima, *Mari existențe legionare*, Imago, Sibiu, 2000, p.129;
6. About the first anti-Semite reactions of Braileanu and the 1922 generation see Irina Ilvezeanu, *Cultură și naționalism în România Mare 1918-1930*, Humanitas, Bucharest, 1998;
7. Grigore Traian Pop, *Mișcarea Legionară. Idealul izbăvirii și realitatea dezastrului*, Kullusys, Bucharest, 2007, p.387;
8. Zigu Ornea, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, Romanian Cultural Foundation Press, Bucharest, 1995, p.374;
9. Radu Ioanid, *Sabia cit.*. p.144;

NOTE ON CONTRIBUTORS

Sergiu Constantin Enea is currently a doctoral student at the “Alexandru Ioan Cuza” University of Iasi. His interests include Prehistory of East Carpathian Area, social archaeology of pre- and proto-historic communities. His doctoral research investigates the symbols of social hierarchies of Eneolithic civilizations in Romanian area.

Violeta-Anca Epure graduated from „Ștefan cel Mare” University of Suceava in 2002, and is presently a doctoral student in the Department of Modern History there. Her research interests focus on the role of migrations in Eastern-Central Europe.

Mirela Beguni graduated the "Gheorghe Asachi" Technical University of Iasi and the „Alexndru Ioan Cuza” University of Iasi, Faculty of Orthodox Theology. She is teaching assistant at the Faculty of History and Geograph, and Ph.D. student at the „Ștefan cel Mare" University of Suceava, with the thesis *Veniamin Costachi – the bookman, the hierarch and the man*. She teaches History of Art, History of Religions and Scientific Basis of Conservation.

Dinu Balan was specializing in the history of modernity and nationalism. He was awarded his Ph.D in 2005, at the “Alexandru Ioan Cuza” University of Iași, for a thesis on *National, nationalism, xenophobia and anti-Semitism in Romanian modern society (1831-1866)*, which was subsequently published (Iași, 2006). He lectures at the “Ștefan cel Mare” University of Suceava, where he teaches modern Romanian history.

Dumitru Vitcu studied at the „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași, where he received his Ph.D. in 1974. He is Professor at the Faculty of History and Geography, „Ștefan cel Mare” University of Suceava, and Senior Research Fellow at the „A.D. Xenopol” Institute of History, Romanian Academy in Iasi. He has been visiting professor at Emerson College and Boston College. His main fields of interests are centered on the modernization of Romanian

Principalities in the 19th century. He is a contributor and editor to international collections of articles and reviews, and author of several books

Monica Marghetei Marțincu graduated in 2004 from “Ștefan cel Mare” University of Suceava in 2004. She completed a postgraduate course “Romanians and Europe (18th-19th centuries)” at the Faculty of History, “Alexandru Ioan Cuza” University of Iași, in 2006. She works as a Research Assistant at the Institute of History “A.D. Xenopol” in Iași, Department of Modern History. She is currently a doctoral student at the “Ștefan cel Mare” University of Suceava. Her research field is Modern history, especially History of Romanian Church.

Vlad Gafița graduated in 1999 from “Ștefan cel Mare” University of Suceava, having completed a Ph.D. thesis on the political activity of Iancu Flondor, a Romanian leader in the Austrian Bukovina. He now teaches at the “Ștefan cel Mare” University of Suceava and his interests include Contemporary History of Romania and History Teaching Methodology. He has published a few articles and a monograph on Bukovina’s History.

Laure Teulières completed a Ph.D. in history and she is a member of the Laboratory FRAMESPA (CNRS / University of Toulouse in France), where she works on issues of migrant memories and collective identities in France and in transnational perspective. Specializing in migration history and cultural history, her most notable publications include *Immigrés d’Italie et paysans de France, 1920-1944* (2002), and coordinated thematic papers such as “In memory of migrations” (*Diasporas. Histoire et sociétés*, 2005), “Images of migrations” (*Migrance*, 2007) and “Heritage and immigration” (*Les Cahiers de Framespa*, 2007).

Pantea Calin received his B.A. in History and Geography at the University of Oradea and also in Mathematics at the “Babes-Bolyai” University, Cluj-Napoca. He teaches at the Technical College Transilvania, Oradea. His special research interests cover the History of Oriental Romans, Cartography and Demography.

Cristian Sandache was educated at the „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași. He finished his university studies in 1992, and completed his doctoral dissertation in Contemporary Romanian History in 2001. He is Associate Professor at the “Mihail Kogălniceanu” University of Iași. His publications include several volumes, studies and articles on the national minorities,

totalitarian and authoritarian regimes during the 20th century, history of international relations.

Paustovanu Paul studied at the „1 Decembrie” University, Alba Iulia (2005). He received his M.A. at the „Ștefan cel Mare” University of Suceava in 2007 with a dissertation on the Second World War as seen by Romanian veterans of Bukovina. He is particularly interested in History of Communism and Military History.

Lucian Dan Amon is Lecturer in History at the University of Craiova. He has worked on History of Rome and of Byzantine-Rome, on the Roman Army and on other aspects of ancient history. He was awarded his Ph. D. in 1999, for his thesis entitled *Armament, equipment and other objects with military utilization, from Roman Army's endowment in Oltenia*.

Mircea Ignat received his B.A. degree in Ancient History and Archaeology, and a Ph.D. in Archaeology at „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași (1986). His research focuses on the ancient sources concerning Greece and Rome, as well as Free Dacians. He has participated in several archaeological projects and published several books and articles. He is Associate Professor in Ancient History at „Ștefan cel Mare” University of Suceava.

Ute Hofmann has studied Modern History, Sociology and Applied Linguistics at Chemnitz University of Technology. In 2006 she graduated with a thesis about Baltic Germans in interwar Latvia. Her fields of interest cover history of Central Europe (19th-20th century), ego documents and historical social research.

Ana Vesa Cazacu graduated in 1997 with a degree in History and Geography at “Ștefan cel Mare” University of Suceava. She has just defended her doctoral dissertation, *D.A. Sturdza – political, scientific and cultural dimension*. Her research interests are the modern history of Romania and history of mentalities.

Harieta Mareci is Lecturer at the Faculty of History and Geography of the “Ștefan cel Mare” University of Suceava. She received her Ph.D. from “Alexandru Ioan Cuza” University of Iași in 2002 with a thesis on Romanian historiography. In this field of study, she has published one monograph and several articles. Her research interest focuses on Bukovina's cultural history and its personalities.

Radu Florian Bruja read history at „Ștefan cel Mare” University of Suceava, graduating in 2001. He took his M.A. degree in History at the „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași, and was awarded his Ph.D. in 2006. He has published several articles and a book on various aspects of political life during the '30s and '40s of the 20th century. He is now Lecturer at the „Ștefan cel Mare” University of Suceava and his research interest is Romanian interwar radical political movement.

Alexandru Osca is Lecturer at the Faculty of Social Sciences, University of Craiova. He was awarded his Ph.D. in 2002, with the thesis *Romania and the Balkan Agreement. Military Conventions*. He teaches Contemporary History of Romania. His research interests centre on military history and contemporary international relations, on which he has published many studies and articles.

Doina Maria Creangă was educated at the „Gheorghe Asachi” Technical University of Iași, with a degree in Textiles and Leather Technology. She subsequently completed postgraduate courses as chemistry investigator (1998) and as restaurateur of heritage objects on leather material (2000). She was awarded her Ph. D in 2001 for a thesis on „The Alternatives in Chrome Tanning”. She is Associate Professor at „Ștefan cel Mare” University of Suceava and her research focuses on the Chemistry in Conservation and Restoration.

Olimpia Mitric is Associate Professor at the „Ștefan cel Mare” University of Suceava. She graduated with a B.A. in Slavonic Studies from Faculty of Slavonic Languages, Department of Polish-Romanian, University of Bucharest (1977), and obtained her Ph.D. at the University of Bucharest (1997), with the thesis *Writing Workshops, Scholars and Romanian Manuscripts in the Northern Moldavia (16th to 19th century)*. She specializes on the problem of history of the Romanian old books, and her research and publications investigate the genuine manuscripts and the old book's patrimony in the Northern Moldavia.